J
103
H44
1915

CANADA. PARLEMENT.
C. des C.
Procès-verbaux.

DATE | NAME - NOM

81812
(1)

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU

CANADA

SESSION 1915

CINQUIÈME SESSION DU DOUZIÈME PARLEMENT

DU 4 FÉVRIER 1915 AU 15 AVRIL 1915, INCLUSIVEMENT

OTTAWA
IMPRIMÉ PAR J. DE L. TACHÉ, IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI
1915

80088—1

INDEX

A

Abercorn:

Voir *Douanes*, 4.

Acadia Coal Company:

Voir *Vale Railway.*

Adresses:

1. Adresse à Sa Majesté le Roi *re* Représentation dans le Sénat: adoptée; message au Sénat, 410-11. Message du Sénat; adresse agréée avec modifications, 499. Modifications agréées, 606.

2. Adresse à Son Altesse Royale le Gouverneur général le priant de transmettre l'adresse ci-dessus à Sa Majesté le Roi: reçue du Sénat, 500. Agréée, 606.

3. Adresse à Son Altesse Royale le Gouverneur général en réponse au discours du Trône: priorité de débat, 3. Adresse adoptée; ordre de grossoyer et présenter, 13. Accusé de réception par Son Altesse Royale, 499.

Affaires étrangères:

Voir *Secrétaire d'Etat*, 2.

Agriculture:

1. Rapport annuel du ministre (31 mars 1914); présenté, 12. *Imprimé.* Doc. Sess., No 15.

2. Règlements édictés sous l'empire de la Loi des insectes destructeurs et autres fléaux, 98.

3. Rép. à ordre du 20 avril 1914; correspondance, etc., entre le Dr James, M. J. C. Chapais et les min. provinciaux *re* distribution du subside fédéral pour favoriser l'agriculture, 157. Doc. Sess., No 93*b*.

Agriculture et Colonisation:

Comité à nommer, 56. Concours, 58. 1er rapp., 408.

Ajournements—Règle 39:

Par M. Martin (Régina):—" Fourniture de grain de semence aux cultivateurs de l'Ouest ".—Rejeté, 38.

Par M. Kyte:—" Etat défectueux du service postal dans la Nouvelle-Ecosse ".—Rejeté, 304.

Par M. Gray:—" La publication récente dans quelques-uns des Etats-Unis de lois qui enlèvent à des citoyens canadiens résidant dans ces Etats le droit de faire valoir devant les tribunaux de ces Etats leurs réclamations contre les personnes et les corps incorporés dans ces Etats ".—Rejeté, 346.

Par M. Oliver:—" Le rapport de T. R. Ferguson relativement au ministère de l'Intérieur ".—Rejeté, 671.

Ajournements spéciaux:

Mercredi des Cendres, 99. Pâques, 503.

Alberta Central Railway Co.:

Pét. pour loi, 20. Rapp. sur l'avis, 37. Bill (No 4); 1re l., 37. 2me l., 83. Rapp., 155. 3me l., 183. Par le Sénat, 319. Sanct., 563.—Chap. 29.

Alberta, Loi concernant The Bank of:

Pét. pour loi, 181. Rapp. sur l'avis; Bill (No 62); 1re l., 198. 2me l., 215. Rapp. am., 291. 3me l., 311. Par le Sénat, 411. Sanct., 564.—Chap. 71.

Alberta Permanent Trust Co.:

Voir *General Trust Company of Canada.*

Alexander, Charles I.:

Voir *Divorces,* 1.

Allemands:

Ordre.—Relevé des personnes de nationalité allemande employées dans les divers ministères, 75.

Allocation de chauffage et éclairage:

Voir *Bureaux de poste,* 1.

Américains tués sur le lac Erié:

Adresse.—Correspondance entre l'ambassade anglaise et les autorités des Etats-Unis, 142. Rép., 244. Doc. Sess., No 143.

Ameublement des bureaux du gouvernement dans les édifices loués:

Ordre.—Relevé faisant connaître le coût de cet ameublement, relativement à la réponse du 15 fév. à la question posée le 9 fév., 175. Rép., 373. Doc. Sess., No 193.

Amherst, N.-E., Arsenal à:

Rép. à adresse du 11 mai 1914, *re* construction, 82. Doc. Sess., No 89.

Appendices du Journal:

Agriculture, No 2;
Comptes publics, No 3;
Contamination des eaux navigables, No 1;
Enquête, *re* Bottes fournies aux soldats, No 4.

Armagh:

Voir *Transcontinental, Chemin de fer,* 3.

Association Catholique de Secours Mutuel:

Pét. pour loi, 341. Rapp. sur l'avis, 418.

Assurance:

Rés. *re* délai à accorder à des comp. d'assurance pour dépôt; mot. pour com., 245. Rés. adoptée; Bill (No 79) Loi autorisant certaines extensions de temps aux Compagnies d'assurance; 1re l., 359. 2me et 3me l., 401. Par le Sénat, 504. Sanct., 565.—Chap. 5.

Assurances, 1910, Loi modifiant la Loi des:

Bill (No 56); M. Lancaster; 1re l., 158.

Athabaska and Grande Prairie, Chemin de fer:

Pét. pour loi, 20. Rapp. sur l'avis, 37. Bill (No 5); 1re l., 37; 2me l., 83. Rapp., 155. 3me l., 183. Par le Sénat, 319. Sanct., 563.—Chap. 30.

Athabaska Northern Railway:

Pét. pour loi, 71. Rapp. sur l'avis; Bill (No 41); 1re l., 114. 2me l., 140. Rapp. am., 234. 3me l., 246. Par le Sénat, 381. Sanct., 564.—Chap. 31.

Atlantique au Lac Supérieur, Chemin de fer de l':

Ordre.—Documents *re* paiements à C. R. Scoles, en juillet 1914, 226. Réponse, 375. Doc. Sess., No 201.

Atlantique, Taux de transport sur l'océan:

Ordre.—Requêtes, etc., entre des personnes de la Nouvelle-Ecosse et le min. du Commerce, à ce sujet, 334. Réponse, 605. Doc. Sess., No 267.

Auditeur général:

Rapp. annuel, 31 mars 1914. Vols I, II et III, 24. Réf. au com. des Comptes Publics, 98.
Voir aussi *Guerre,* 1, 2 et 3.

Austral Insurance Co.:

Demande d'une charte, 36. Rapp. sur l'avis; Bill (No 48); 1re l., 156. 2me l., 183. Rec. que le bill soit retiré, 291. Bill retiré et hon. remboursés, 301.

Autos-Cycles:

Voir *Force expéditionnaire canadienne,* 11.

Automobiles, camions:

Voir *Force expéditionnaire, etc.,* 12.

B

Baie d'Hudson, Chemin de fer de la:

Ordre.—Relevé du nombre de navires, des hommes et des sommes dépensées, *re* construction du chemin, 225. Rép., 374. Doc. Sess., No 148*a*.

Baie d'Hudson et Baie James:

Rép. à ordre du 2 fév., 1914; nombre de vaisseaux nolisés par le gouv. depuis oct., 1911, pour aller à l'une ou l'autre des ces baies, 260. Doc. Sess., No 148.

Baie Georgienne, Canal de la:

Ordre.—Requêtes, mémoires, etc., demandant construction immédiate, 62. Rép., 235. Doc. Sess., No 72*a*.

Bannatyne, R.:

Voir *Terres fédérales,* 4.

Banques:

1. Liste des actionnaires, 1914, 24. *Imprimée.* Doc. Sess., No 6.

2. Dividendes non réclamés, etc., 605. *Imprimés.* Doc. Sess., No 7.

Banques et du Commerce, Des:

Comité à nommer, 55. Concours, 58. Le nom de M. Rochon ajouté au comité, 198. 1er rapp., 223. 2me rapp., 243. 3me rapp., 291. 4me rapp., 309. 5me rapp., 358. 6me rapp., 465.

Banques, Loi modifiant la Loi des:

Résolution: M. White (Leeds), adoptée; Bill (No 78; 1re l., 358; 2me et 3me l., 391. Par le Sénat, 469. Sanct., 564.—Chap. 1.

Bateaux à vapeur, Rapport sur l'inspection des:

Voir *Marine et Pêcheries,* 3.

Beckett, Alice:

Voir *Divorces,* 3.

Bélanger Théophile:

Voir *Intercolonial,* 4.

Belgique:

Communication du consul général de Belgique en Canada *re* protêt de la Belgique contre la déclaration de l'Allemagne au sujet de la prétendue rupture de la neutralité belge par la Belgique elle-même, etc., 523. *Imprimée.* Doc. Sess., No 233.

Bibliothèque du Parlement:

1. Rapp. des bibliothécaires, 3. Doc. Sess., No 40.

2. Comité de la,—à nommer; message au Sénat, 58. Message du Sénat, 61.

Bicycles:

Voir *Force expéditionnaire canadienne,* 1.

Billets du Dominion, Certaines émissions de:

Voir *Canadian Northern Railway, etc.,* 1.

Bills Privés:

Comité à nommer, 53, 58. 1er rapp., 173. 2me rapp., 342. 3me rapp., 408. 4me rapp., 455. 5me rapp., 466. 6me rapp., 491. 7me rapp., 506. 8me rapp., 524. 9me rapp., 533. 10me rapp., 543.

Birdsell, Arthur Ernest:

Voir *Divorces,* 4.

Bishop, Alfred:

Voir *Nominations,* 1.

Blé:

1. Rép. à ordre (1914).—Tarif pour le transport du blé en 1912-13 des ports du Canada aux ports du Royaume-Uni par les lignes de steamers, 73. Doc. Sess., No 81.

2. Rép. à ordre (1914).—Pétitions demandant l'enlèvement des droits de douane sur le blé et ses produits importés en Canada, 116. Doc. Sess., No 103.

Blue-Rock, N.-E.:

Ordre.—Bordereaux de paie, etc., *re* Travaux publics à Blue-Rock, comté d'Antigonish, 376.

Bluff-Head, Comté de Yarmouth, N.-E.:

Voir *Brise-lames,* 1.

Bois de construction:

Ordre.—Fourniture de,—au ministère de la Milice pour les camps d'exercices de Medicine-Hat et de Calgary, 84. Rép., 662. Doc. Sess., No 270.

Bois:

Rép. à ordre (1914).—Vente du bois sur l'île Parry, district de Parry-Sound, 115. Doc. Sess. No 99.
Voir *Casernes.—Sauvages,* 3.

Bonnets de police:

Voir *Force expédionnaire canadienne,* 5.

Bothwell, Austin McPhail:

Voir *Divorces,* 5.

Bottines (pour les soldats):

Voir *Force expéditionnaire canadienne,* 3.

Boydell, Edith May:

Voir *Divorces,* 6.

Brantford and Hamilton Electric Railway:

Pét. pour loi, 21. Rapp. sur l'avis; Bill (No 6); 1re l., 37. 2me l., 83. Rapp., 155. 3me l., 183. Par le Sénat, 319. Sanct., 563.—Chap. 32.

Brevets:

1. *Lohmann, Cie.*—Pét. pour loi, 97. Rapp.; Bill (No 44); 1re l., 114. 2me l., 140. Amendé, 342. En com., progrès, 362. 3me l., 375. Passé au Sénat, 469. S. R.—565.—Chap. 78.

2. *McBean, Duncan Donald.*—Pét. pour loi, 19. Rapp., 34. Bill (No 15); 1re l., 37. 2me l., 83. Préambule non prouvé, 173. Honoraires remboursés, 403.

3. *Millen, John & Sons, Ltd.*—Pét. pour loi, 213. Rapp., 418. Bill K (No 107) du Sénat; 1re l., 433. 2me l., 453. Rapporté, 491. En com., progrès, 516, 524. 3me l., 534. S.R., 676.—Chap. 79.

4. *Mills Equipment Company, Limited.*—Pét. pour loi, 163. Rapp.; Bill (No 64); 1re l., 197. 2me l., 215. Préambule non prouvé, 342. Honoraires remboursés,, 345.

5. *National Wood Distilling Company.*—Pét. pour loi, 71. Rapp., 114. Bill G (No 82), 381. 1re l., 390. 2me l., 423. Rapporté, 455. 3me l., 467. S.R., 565.—Chap. 80.

Brise-lames:

1. *Bluff-Head,* comté de Yarmouth, N.-E.:—Ordre.—Correspondance, etc., *re* réparations et prolongement, 167. Réponse, 345. Doc. Sess., No 186.

2. *East-Green-Harbour:—Ordre.*—Bordereaux de paie, etc., *re* brise-lames ou quai, 166. Réponse, 500. Doc. Sess., No 216.

3. *Frudes-Point, N.-E.:*—Ordre.—Soumissions, contrats, etc., *re* brise-lames à cet endroit et quais ou brise-lames dans le comté de Shelburne, N.-E., 167.

4. *Jordan:*—Ordre.—Bordereaux de paie, corresp., etc., *re* brise-lames à cet endroit, 166. Réponse, 344. Doc. Sess., No 185.

5. *Margaree-Harbour, Brise-lames:*—Voir *Quais,* 3.

6. *Phinney's-Cove* et *Young's-Cove,* comté d'Annapolis:—Adresse.—Lettres, décrets du conseil, etc., *re* construction et entretien de brise-lames, 200. Réponse, 500. Doc. Sess., No 219.

7. *Prospect,* comté de Halifax, N.-E.:—Ordre.—Corresp., etc., *re* construction de brise-lames, 199. Réponse, 501. Doc. Sess., No 221.

8. *Sandford,* comté de Yarmouth, N.-E.:—Ordre.—Corresp., etc., *re* réparations au brise-lames, 167. Réponse, 345. Doc. Sess., No 188.

9. *Shippigan-Gully,* comté de Gloucester, N.-E.:—Ordre.—Bordereau de paie d'octobre 1914, *re* répar. au brise-lames, 355. Réponse, 501. Doc. Sess., No 224.

British Columbia and White River Railway:

Pét. pour loi, 21. Rapp. sur l'avis; Bill (No 7); 1re l., 37. 2me l., 83. Rapp., 155. 3me l., 183. Par le Sénat, 319. Sanct., 563.—Chap. 34.

British Columbia Southern Railway:

Pét. pour loi, 51. Rapp. sur l'avis; Bill (No 31); 1re l., 72. 2me l., 100. Rapp., 234. 3me l., 245. Par le Sénat, 381, Sanct., 564.—Chap. 33.

Brown, Capit. Thomas:

Voir *Enquêtes, "Mudlark",* 4, 5.

Brulé, Grand Prairie and Peace River Railway:

Demande de charte, 51. Rapp. sur l'avis; Bill (No 32); 1re l., 72. 2me l., 100. Rapp., 234. 3me l., 245. Par le Sénat, 381. Sanct., 564.—Chap. 25.

Budget:

Année term. 31 mars 1916.—Réf. au com. des Subsides, 14. Supplémentaire (1914-15), 276. Supplémentaire additionnel (1914-15), 451. Supplémentaire (1915-16), 484. *Imprimé.* Doc. Sess., Nos 3, 4, 5, 5*a*.

C

"Cabotage, Navigation de"; Définition:

1. Rés. mod. l'article 3 du chap. des lois de 1908; M. Sinclair. Am. Hazen; am. adopté et rés. réf. au com. de la Marine et des Pêcheries, 131.

2. Ordre.—Copie de toute la corr., etc., au sujet de cette définition, 26. Réponse, 500. Doc. Sess., No 214.

Calgary and Fernie Railway:

Pét. pour loi, 139. Rapp. sur l'avis; Bill (No 49); 1re l., 156. 2me l., 183. Rapp. am., 275. 3me l., 311. Par le Sénat, 455. Sanct., 564.—Chap. 35.

Cameron, Douglas W.:

Voir *Chambre des Communes,* 3.

Canada Cycle and Motor Company:

Ordre.—Relevé faisant connaître si le gouv. a acheté, et à quel prix, des pneus pour camions-autos pour le 1er contingent canadien, 175. Réponse, 224. Doc. Sess., No 130.

Canada Preferred Insurance Company, The:

Pét. pour loi, 97. Rapp. sur l'avis; Bill (No 42); 1re l., 114. 2me l., 140. Rapp., 223. 3me l., 245. Par le Sénat, 364. Sanct., 564.—Chap. 61.

Canadian Car and Foundry Co.:

Ordre.—Relevé du coût estimatif des modific. et installations pour des fins militaires, 225. Réponse, 301. Doc. Sess., No 155.

Canadian Northern et Grand Trunk Pacific Railway Cos.:

1. Résolution confirmant certains décrets du conseil *re* avances faites à ces compagnies; M. White (Leeds): En com., 237. Rés. adoptée, 418. Bill (No 95) Loi concernant certaines émissions de Billets du Dominion; 1re l., 419. 2me et 3me l., 468. Par le Sénat, 504. Sanct., 565.—Chap. 95.

2. Rapports du com. du Conseil privé; conventions entre ces comp. et Sa Majesté *re* certaines avances, 358. Doc. Sess., No 190.

3. Pét. pour une loi, 20. Rapp. sur l'avis, 36. Bill (No 14) Loi portant ratification et confirmation d'une certaine convention intervenue entre la Compagnie du chemin de fer *Canadian Northern* et la Compagnie du chemin de fer *Grand Trunk Pacific;* M. Oliver; 1re l., 37. 2me l., 83. Rapp., 326. Bill retiré et hon. remb., 326.

Canadian Northern Ontario Railway:

1. Pét. pour loi, 36. Rapport sur l'avis; Bill (No 21); 1re l., 60; 2me l., 83. Rapp. am., 155. 3me l., 183. Par le Sénat, 319. Sénat, 563.—Chap. 37.

2. Pét. pour loi, 36. Rapp. sur l'avis; Bill (No 33) Loi portant confirmation de certains contrats intervenus entre la *Canadian Northern Ontario Railway Company,* la *Georgian Bay and Seaboard Railway Company* et la *Campbellford, Lake Ontario and Western Railway Company;* 1re l., 72. 2me l., 100. Rapp., 214. Bill retiré, 214.

Canadian Northern Quebec Railway:

Pét. pour loi, 35. Rapp. sur l'avis, 59. Bill (No 22); 1re l., 60. 2me l., 83. Rapp. am., 155. 3me l., 183. Par le Sénat, 319. Sanct., 563.—Chap. 38.

Canadian Northern Railway Co.:

1. Pét. pour loi, 35. Rapp. sur l'avis, 59. Bill (No 20); 1re l., 60. 2me l., 83. Rapp. am., 214. Com. gén.; progrès, 246. Rapp., 261. 3me l., 276. Par le Sénat, 455. Sanct., 563.—Chap. 36.

2. Rép. à ordre du 15 avril 1914: Emission totale d'obligations, etc., 72. Doc. Sess., No 79.

Canadian Provident Insurance Co.:

Pét. pour loi, 259. Rapp. sur l'avis, 418.

Canadian Western Railway Co.:

Pét. pour loi, 139. Rapp. sur l'avis; Bill (No 50); 1re l., 156. 2me l., 183. Rapp. am., 275. 3me l., 311. Par le Sénat, 455. Sanct., 564.—Chap. 40.

Canaux, Statistiques des:

Voir *Chemins de fer et Canaux,* 3.

Cape-Roseway, Poste du signal des brouillards à:

Ordre.—Lettres, bordereaux de paie, etc., *re* construction, 291.

Capotes:

Voir *Force expéditionnaire canadienne,* 4.

Carslake, Montréal, Hotel:

Ordre.—Documents *re* achat de la propriété connue sous ce nom, 61. Réponse, 500. Doc. Sess., No 218.

Casualty Company of Canada, The:

Pét. pour loi, 71. Rapp. sur l'avis; Bill (No 58); 1re l., 164. 2me l., 183. Rapp. am., 244. 3me l., 261. Par le Sénat, 411. Sanct., 564.—Chap. 62.

Catholic Truth Society of Canada:

Demande d'une charte, 20. Rapp. sur l'avis, 197. Bill (No 63); 1re l., 198. 2me l., 215. Rapp., 543. Bill retiré et hon. remb., 543.

Cens des militaires:

Voir *Elections,* 2, 3.

Chagnon, L. J.:

Voir *Chambre des Communes,* 7.

Chalutiers à vapeur:

Règlements concernant la déclaration à la sortie des,—des ports de l'Atlantique, 606. Doc. Sess., No 269.

Chancellerie, Greffier de la Couronne en:

Certificats d'élection des députés suivants:—

Page.	Collège électoral.	Député.
2	Champlain	Hon. Pierre Edouard Blondin.
2	Québec (comté de)	Hon. Thomas Chase Casgrain.
2	London	William Gray, écr.
2	Waterloo-Sud	Frank Stewart Scott, écr.
2	Jacques-Cartier	Joseph A. Descarries, écr.
2	Westmorland	Arthur Bliss Copp, écr.
11	Prince-Albert	Samuel J. Donaldson, écr.
139	Terrebonne	Gédéon Rochon, écr.

Charbon:

Ordre.—Relevé faisant connaître la quantité de charbon importé des Etats-Unis dans l'Alberta, la Saskatchewan et le Manitoba, etc., 39. Réponse, 98. Doc. Sess., No 96.

Chaussettes:

Voir *Force expéditionnaire,* 26.

Chaussures pour la force expéditionnaire canadienne:

Rapport du Bureau d'enquête (militaire), 82. Réf. à un com. spécial, 98. 1er rapp., impressions de jour en jour; adopté, 130. 2me rapp., emploi d'un avocat; adopté, 163, 175. 3me rapp., com. pouvant siéger pendant séances de la Ch.; adopté, 299, 310. 4me et 5me rapports, voir le supplément à la suite de la page 584. 4me et 5me rapports adoptés, 663.

Chemins de fer de l'Etat et portant autorisation d'acheter certains chemins de fer, Loi modifiant la Loi des:

Rés. *re* autorisation de construire, acheter, etc., certains chemins de fer, etc., dans les provinces de Québec, Nouv.-Ecosse, Nouv.-Brunswick et Ile-du-P.-Edouard; pour com. gén., 409. Rés. adoptée, 420. Bill (No 105); 1re l., 421. 2me et 3me l., 469. Par le Sénat, 539. Sanct., 676.—Chap. 16.

Chemins de fer et Canaux:

1. Rapp. du ministre pour 1913-14, p. 309. *Imprimé.* Doc. Sess., No 20.
2. Statistiques des chemins de fer, 1913-14, p. 309. *Imprimé.* Doc. Sess., No 20*b*.
3. Statistiques des canaux pour la saison de navigation 1914, p. 569. *Imprimé.* Doc. Sess., No 20*a*.

Chemins de fer, Canaux et Télégraphes:

Comité nommé, 52, 58. 1er rapp., 155; 2me rapp., 173. M. Rochon ajouté au comité, 198. 3me rapp., demandant de diviser un bill en deux; instructions don-

nées, 214. 4me rapp., sur les bills divisés, 234. 5me rapp., 234. 6me rapp., 275. 7me rapp., 299. 8me rapp., 325. 9me rapp., 341. 10me rapp., 407. 11me rapp., 465.

Chemins de fer dans le comté d'Inverness, Subventions de:

Payées depuis 1896 jusqu'à date, 201. Rép., 3174. Doc. Sess., No 194.

Chemins de fer, Loi modifiant la Loi des:

1. Bill (No 3); 1re l., 24. 2me l., et référé, 116. Rapporté avec recommandation de retirer le bill; bill retiré, 325, 326.
2. Bill (No 30); 1re l., 60. 2me l., et référé, 116. Rapporté; bill retiré, 341, 345.
3. Bill (No 66); 1re l., 198.

Voir aussi *Chemins de fer de l'Etat.*

Chemins de fer du Canada, Bureau des Commissaires des:

9me rapp. annuel, 1913-14, p. 11. *Imprimé.* Doc. Sess., No 20c.

Chemises:

Voir *Force expéditionnaire,* 21, 22, 23, 24.

Chevaux:

Ordre.—Lettres, etc., *re* achat de chevaux pour le ministère de la Milice dans le comté de Pictou, 1914-15, 236.

Voir *Lethbridge, Batterie de campagne.*

Chinois, Taxe de capitation des immigrants:

Ordre.—Corresp. entre le consulat chinois à Vancouver, C.-B., et le min. de l'Intérieur à ce sujet, 334.

"Cobequid", Steamer:

Adresse.—Décrets du conseil, etc., *re* sommes accordées aux officiers et aux équipages des steamers *John L. Cann* et *Westport III* pour sauvetage de ce steamer, 142. Réponse, 544. Doc. Sess., No 239.

Code Criminel:

1. Comité spécial pour étudier les mod. proposées au Code criminel, 181. Bills (Nos 19 et 40) réf. à ce comité, 182. 1er rapp., Bill (No 74), refonte des Bills (Nos 19 et 40), 333. Com. général; rapp. am., 350; 3me l., 377. Par le Sénat am., 518. Am. agréés, 533. Sanct., 676.—Chap. 12.
2. Bill (No 18); M. Bickerdike; 1re l., 39. Débat sur mot. pour 2me l.; ajourné, 74. Suite du débat; mot. rejetée, 116.
3. Bill (No 19); M. McCraney; 1re l., 39. 2me l., et réf. au com. sp., 116.
4. Bill (No 40); M. Sinclair; 1re l., 98. 2me l. et réf. au com. sp., 132.

Coffin's-Island, Phare de:

Ordre.—Corresp., etc., *re* réparations, 468.

Colonial Bank (Canada):

Demande de charte, 213. Rapp. (spécial) sur l'avis, 224. Rapp. favorable, 233. Bill (No 69); 1re l., 234. 2me l., 246. Rapp., 309. 3me l., 318. Par le Sénat, 411. Sanct., 564.—Chap. 72.

Colons, Secours aux:

1. Adresse.—Distribution de,—dans les districts frappés de sécheresse dans l'Alberta, 62.
2. Adresse.—Distribution de,—dans l'Alberta et la Saskatchewan, 131.

Voir *Immigration.—Medicine-Hat.*

Comités:

1. Comité nommé pour préparer la liste des députés devant former partie des comités permanents, 3. Raport, 52. Concours. 58.
2. Noms des députés ajoutés ou substitués, 139, 198, 342.

Commerce:

1. Rapp. du ministre pour 1913-14 (Part. I—Comm. canadien), 13. *Imprimé.* Doc. Sess., No 10.
2. Part. II—Comm. avec la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni et les Etats-Unis, 13. *Imprimé.* Doc. Sess., No 10*a*.
3. Part. III—Comm. avec les pays étrangers autres que ceux ci-dessus, 13. *Imprimé.* Doc. Sess., No 10*b*.
4. Port. IV—Comm. du Canada. Renseignements divers, 433. *Imprimé.* Doc. Sess., No 10*c*.

Commerce entre le Canada et le Portugal—Poisson et vins:

Adresse.—Décrets du conseil et correspondance, 142.

Commissions royales:

Ordre.—Nombre de,—nommées par le gouvernement, et rapports de chacune d'elles, 544.

Communes, Chambre des:

1. Assistant-gardien de la Chambre de lecture: rec. que la class. soit rappelée, 81. Concours, 139.
2. Commission de l'Economie interne: constitution, 13.
3. Cameron, Douglas Winder: avancement recom., 572. Concours, 605.
4. King, Robert Powney: avancement recom., 389. Concours, 418.
5. Spencer, Stanley Scott: nom. comme messager recom., 502. Concours, 523.
6. Augm. statutaire des appointements recom., 466. Concours; mess. au Sénat, 491.
7. Tremblay, Jules; Ouimet, Paul Gédéon; Keliher, Jos. Thos.; Chagnon, Louis Jos.: nom. comme traducteurs rec., 38. Concours, 82.

Comptes pubics:

Comité, nommé, 54, 58. Rapp. de l'auditeur et comptes publics référés, 98. Document No 122 référé, 310. 1er rapp., impression de la preuve faite en rapport avec le document No 122, etc., 333. M. Reid substitué à M. Baker, 342. 1er rapp. adopté, 344. 2me rapport., autorisation de siéger pendant les séances de la Chambre; adopté, 373. 3me rapp., contrat de J. E. Powell, 417 (*app. du Journal, No 3*). 4me rapp., *re* jumelles, 661 (*app. du Journal, No 3*). 5me rapp., *re* document No 122, et impression de la preuve, etc., 661 (*app. du Journal, No 3*); adopté, 663. 6me rapp., achat de chevaux, 673 (*app. du Journal, No 3*). 7me rapp., inauguration d'un système d'achat, d'inspection et d'audition, 674. 3me, 4me, 6me et 7me rapp. adoptés, 674.

Comptes publics du Canada:

Rapp. pour 1913-14, p. 23. *Imprimé.* Doc. Sess., No 2. Référés au comité des Comptes Publics, 98.

Conférence impériale:

Voir *Défense navale.*

Contrats:

Ordre.—Liste de toutes les personnes, compagnies, etc., à qui des contrats ont été accordés par le min. de la Milice et de la Défense, 523.

Contrats—Réclamations contre des particuliers ou des corporations dans les Etats-Unis:

Voir *Ajournements—Règle 39.*

Courcy, P.:

Voir *Nominations,* 2.

Cour Suprême, Loi modifiant la Loi de la:

Bill (No 121); 1re l., 523. 2me et 3me l., 533.

Couvertes:

Voir *Force expéditionnaire canadienne,* 2.

Crowell, H. C., Déclaration de:

Relativement aux mauvais traitements infligés au 17me régiment de la N.-Ecosse, à Salisbury-Plains; déposée, 276. Doc. Sess., No 154.

Crustacés, Commission de la pêche des:

Voir *Pêcheries,* 4.

Cumberland, Comté de:

Ordre.—Relevé des sommes payées pour travaux publics (non compris les salaires) par les ministères des Travaux Publics, chemin de fer et Canaux, Milice et Défense, Marine et Pêcheries, Agriculture, de 1896 à -911, 266.

Cuttle, Inspecteur:

Voir *Montagne-du-Canard—Réserve forestière.*

Cycles-autos:

Voir *Force expéditionnaire canadienne,* 11.

D

Darnell, Clara Elizabeth:

Voir *Divorces,* 7.

Dartmouth et Dean, Embranchement postal de l'Intercolonial sur:

Voir *Intercolonial,* 6.

Davidson, W. M.:

Voir *Nominations,* 3.

Dauphin, Réserve forestière de la montagne du:

Ordre.—Enquête de T. R. Ferguson sur la répartition des homesteads dans la région retranchée de la,—141. Rép., 605. Doc. Sess., No 268.

Débats, Comité des:

Comité à nommer, 58. Concours, 58. 1er rapp.; approuvé, 243, 260.

Défense militaire et navale, Loi ayant pour objet d'accorder de l'aide à Sa Majesté pour la:

Rés. à l'effet d'accorder cent millions de piastres pour solder les dépenses faites sous l'autorité du Gouverneur général en conseil pendont l'année expirant le 31 mars 1916, p. 24. En com.; progrès, 61. Adoptée; Bill (No 87); 1re l., 400, 401. 2me et 3me l., 469. Passé au Sénat, 506. S.R., 676.—Chap. 23.

Défense navale:

Rép. à adresse (1914).—Correspondance au sujet de la réunion de la conférence impériale sur la,—260. Doc. Sess., No 149.

Delaney, William John Owen:

Voir *Divorces,* 8.

Delaney, William Robert:

Voir *Divorces,* 9.

Delmege, Violet Burnett:

Voir *Divorces,* 10.

Démissions de ministres:

Voir *Ministres.*

Dépenses de voyage:

Ordre.—Des membres du dernier gouvernement pendant les dix dernières années de leur administration, 141.

Dépenses imprévues:

Relevé des,—du 18 août 1914 au 4 février 1915, p. 23. Doc. Sess., No 65.

Députation, 1914, Loi modifiant la Loi de la:

Bill (No 106); 1re l., 422. 2me l., 482. En com., progrès, 492. Rapporté; ordre pour troisième l., 515. Ordre rescindé et bill renvoyé en com. général; 3me l., 524. Passé au Sénat, 606. S.R., 676.—Chap. 19.

Députés:

Nouveaux députés prennent leurs sièges, 2, 11, 21, 18.

Desjardins, Auguste:

Voir *Nomination,* 4.

Destitutions:

1. Arbuckle, Issac:—Ordre pour doc., etc., 84. Rép., 570. Doc. Sess., No 255.
2. Arechia, J. A.:—Voir *Smith, William L.,* 40.
3. Arsenault, Cap. John:—Ordre pour doc., etc., 303.
4. Avard, Frederick:—Voir *Carter,* 9.
5. Blais, Alex. (Douanes):—Ordre pour doc., etc., 468. Rép., 544. Doc. Sess., No 240.
6. Blais, Alex. (Pêcheries):—Ordre pour doc., etc., 468.
7. Bonnyman, Alfred H.:—Ordre pour doc., etc., 142. Rép. 399. Doc. Sess., No 204.
8. Brennan, James:—Ordre pour doc., etc., 84. Rép., 157. Doc. Sess., No 112.
9. Carter, Warren et Avard, Fred.:—Rép. à ordre du 16 fév. 1914, 73. Doc. Sess., No 82.
10. Case, W. A.:—Rép. à ordre du 18 mai 1914, 73. Doc. Sess., No 80.
11. Connolly, John:—Voir *Lavers,* 27.
12. Cyr, Emile:—Ordre pour doc., etc., 292. Rép., 665. Doc. Sess., No 275.
13. Day, Joseph:—Ordre pour doc., etc., 303. Rép., 669. Doc. Sess., No 292.
14. Dion, Ulric:—Rép. à ordre du 27 avril 1914, 23. Doc. Sess., No 58.
15. Douglas, J. C.: Ordre.—Lettres, etc., entre min. des Ch. de fer et Can. et J. C. Douglas, écr, M.P.P., *re* dest., nom. et réintégration de fonct. civils, 467.
16. Dunlop, Frank:—Ordre pour doc., etc., 303.
17. Fonctionnaires civils fédéraux:—Rép. à ordre du 4 mars 1914; destitutions depuis le 10 oct. 1911, 74. Rép. suppl., 235, 244, 310, 543. Doc. Sess., Nos 85, 85*a*, 85*b*, 85*c*, 85*d*.
18. Gibbons, A. R.:—Voir *Pipes,* 37.
19. Higinbotham, E. N.:—Ordre pour doc., etc., 62. Rép., 665. Doc. Sess., No 274.
20. Hopper, N.:—Ordre pour doc., etc., 226. Rép., 374. Doc. Sess., No 197.
21. Horie, V.:—Voir *Sweetman,* 41.

22. Humphries, A. E.:—Ordre pour doc., etc., 84. Rép., 224. Doc. Sess., No 132.

23. Hurlbert, P. B.:—Ordre pour doc., 266. Rép., 481. Doc. Sess., No 208.

24. Hutchison, L.:—Ordre pour doc., etc., 201. Rép., 344. Doc. Sess., No 181.

24. Ingraham, H. W.:—Ordre pour doc., 226. Rép., 310. Doc. Sess., No 157.

26. Larivière, M.:—Rép. à ordre du 11 fev. 1914, 115. Doc. Sess., No 100.

27. Lavers, J. C. et Connolly, J.:—Ordre pour doc., etc., 468.

28. Mallet, M.:—Ordre pour doc., etc., 132. Rép., 310. Doc. Sess., No 159.

29. Marshall, C. H.:—Ordre pour doc., etc., 199. Rép., 481. Doc. Sess., No 211.

30. Morrison, J. C.:—Voir *Smith, W. L.,* 40.

31. McDonald, Alex.:—Ordre pour doc., etc., 467.

32. McDonald, J. J.:—Ordre pour doc., etc., 303.

33. McKenzie, Dr J.:—Ordre pour doc., etc., 226. Rép., 310. Doc. Sess., No 160.

34. McRae, Alex.—Ordre pour doc., etc., 376.

35. Norris, F.:—Voir *Nominations, 10.*

36. Paquin, Hubert:—Ordre pour doc., etc., 345.

37. Pipes, Brown et Gibbons, A. R.:—Ordre pour doc., etc., 84. Rép., 156. Doc. Sess., No 108.

38. Shelburne, comté de:—Voir *Smith, J. V.,* 39.

39. Smith, J. V. et autres du comté de Shelburne, N.-E.:—Rép. à ordre du 2 fév. 1914, 235. Doc. Sess., No 139.

40. Smith, W. L., Arechia, J. A., Morrison, J. C.:—Ordre pour doc., etc., 166. Rép. 326. Doc. Sess., No 139*a*.

41. Sweetman, J. H. et Horie, V.:—Ordre pour doc., etc., 201. Rép., 561. Doc. Sess., No 242.

42. St-Romuald—Destitution du maître de poste:—Rép. à ordre du 16 fév. 1914, 129. Doc. Sess., No 105.

43. Thomas, J.:—Adresse pour doc., etc., 199. Rép., 399. Rép. suppl., 561. Doc. Sess., Nos 205, 205*a*.

44. Thomson, W. M.:—Ordre pour doc., etc., 291. Rép., 561. Doc. Sess., No 244.

45. Wiswell, Bruce:—Ordre pour doc., etc., 200. Rép., 374. Doc. Sess., No 198.

46. Wright, comté de:—Voir *Nominations,* 11.

Discours du Trône:

A l'ouverture de la session, 2. Prise en considération, 3.

Voir *Adresses,* 3.

Divorces:

1. *Alexander, C. J.*:—Pét. pour loi, 21. Rapp. sur l'avis, 300. Bill E 1 (No 118), 492. 1re et 2me l., 503. Préamb. *non prouvé,* 506. Réf. de nouveau au com., 523. Préamb. rapp. de nouveau *non prouvé,* 533. Mot. pour insc. sur feuilleton; rejetée, 562. Mess. au Sénat, 573.

2. *Anderson, A. C.*:—Pét. pour loi, 36. Rapp. sur l'avis, 300. Bill L (No 88), 401. 1re l., 408. 2me l., 423. Rapp., 456. 3me l., 467. Sanct., 564.—Chap. 81.

3. *Beckett, Alice*:—Pét. pour loi, 325. Rapp. sur l'avis, 357. Bill V (No 92), 401. 1re l., 408. 2me l., 423. Rapp., 466. 3me l., 485. Mess. au Sénat, 486. Sanct., 565.—Chap. 82.

4. *Birdsell, A. E.*:—Pét. pour loi, 20. Rapp. sur l'avis, 300. Bill J (No 84), 381. 1re l., 390. 2me l., 423. Rapp., 466. 3me l., 485. Mess au Sénat, 486. Sanct., 565.—Chap. 83.

5. *Bothwell, A. McP.*:—Pét. pour loi, 52. Rapp. sur l'avis, 300. Bill P (No 98), 419. 1re l., 420. 2me l., 423. Rapp., 466. 3me l., 485. Mess au Sénat, 486. Sanct., 565.—Chap. 84.

6. *Boydell, Edith M.*:—Pét. pour loi, 139. Rapp. sur l'avis, 300. Bill B 1 (No 103), 419. 1re l., 420. 2me l., 423. Rapp., 466. 3me l., 486. Mess. au Sénat, 486. Sanct., 565.—Chap., 85.

7. *Darnell, Clara E.*:—Pét. pour loi, 213. Rapp. sur l'avis, 300. Bill R (No 100), 419. 1re l., 420. 2me l., 423. Rapp., 466. 3me l., 485. Mess. au Sénat, 486. Sanct., 565.—Chap. 86.

8. *Delaney, W. John Owen*:—Pét. pour loi, 20. Rapp. sur l'avis, 37. Bill A 1 (No 102), 419. 1re l., 420. 2me l., 423. Rapp., 466. 3me l., 486. Mess. au Sénat, 486. Sanct., 565.—Chap. 87.

9. *Delaney, Wm Robert*:—Pét. pour loi, 20. Rapp. sur l'avis, 300. Bill C 1 (No 104), 419. 1re l., 420. 2me l., 423. Rapp., 466. 3me l., 486. Mess. au Sénat, 486. Sanct., 565.—Chap. 88.

10. *Delmege, V. B.*:—Pét. pour loi, 97. Rapp. sur l'avis, 300. Bill U (No 91), 401. 1re l., 408. 2me l., 423. Rapp., 456. 3me l., 467. Sanct., 565.—Chap. 89.

11. *Douglas, H. S. B.*:—Pét. pour loi, 71. Rapp. sur l'avis, 114. Bill D (No 73), 328. 1re l., 334. 2me l., 362. Rapp., 408. 3me l., 422. Mess. au Sénat, 422. Sanct., 564.—Chap. 90.

12. *Gordon, Albert E.*:—Pét. pour loi, 197. Rapp. sur l'avis, 300.

13. *Gravelle, Agnès*:—Pét. pour loi, 21. Rapp. sur l'avis, 60. Bill Q (No 99), 419. 1re l., 420. 2me l., 423. Rapp., 466. 3me l., 485. Mess au Sénat, 486.—Chap. 91.

14. *Harries, Thos. B.*:—Pét. pour loi, 129. Rapp. sur l'avis, 300. Bill Z (No 101), 419. 1re l., 420. 2me l., 423. Rapp., 466. 3me l., 486. Mess. au Sénat, 486.—Chap. 92.

15. *Lambert, C. H.*:—Pét. pour loi, 36. Rapp. sur l'avis, 357. Bill F 1 (No 120), 118. 1re l.; 2me l., 518. Rapp., 524. 3me l., 534. Mess. au Sénat, 535. Sanct., 676.—Chap. 93.

16. *Lyons, Edith M.*:—Pét. pour loi, 21. Rapp. sur l'avis, 300. Bill D 1 (No 117), 492. 1re et 2me l., 503. Rapp., 506. 3me l., 516. Mess. au Sénat, 516. Sanct., 378.—Chap. 94.

17. *McIntyre, Alex.*:—Pét. pour loi, 197. Rapp. sur l'avis, 300. Bill T (No 90), 401. 1re l., 408. 2me l., 423. Rapp., 456. 3me l., 467. Sanct., 564.—Chap. 95.

18. *Moore, Thos. J.*:—Pét. pour loi, 113. Rapp. sur l'avis, 300. Bill M (No 89), 401. 1re l., 408. 2me l., 423. Rapp., 466. 3me l., 485. Mess. au Sénat, 486. Sanct., 565.—Chap. 96.

19. *New, Wm E.*:—Pét. pour loi, 81. Rapp. sur l'avis, 300. Bill C (No 72), 328. 1re l., 334. 2me l., 362. Rapp., 408. 3me l., 422. Mess. au Sénat, 422. Sanct., 564.—Chap. 97.

20. *Thorndike, L.*:—Pét. pour loi, 223. Rapp. sur l'avis, 300. Bill I (No 83), 381. 1re l., 390. 2me l., 423. Rapp., 456. 3me l., 467. Sanct., 564.—Chap. 98.

Dominion Trust Company:

1. Ordre.—Requêtes, doc., etc., *re* la charte de cette comp., 62. Rép., 175. Doc. Sess., No 121.

2. Ordre.—Corresp., etc., entre le min. de la Justice et le gouv. prov. de la C.-B., *re* cette compagnie, 62. Rép., 235. Doc. Sess., No 121*a*.

Douanes:

1. Rapport annuel du ministère, 31 mars 1914, 62. *Imprimé*. Doc. Sess., No 11.

2. Etat détaillé de tous les remb. de taux et de droits, année 31 mars 1914, 226. Doc. Sess., No 126.

3. Ordre.—Relevé des sommes perçues par les sous-percepteurs à Edmunston, Clair, St-Leonards et Green-River, N.-B., dernières cinq années, etc., 175. Réponse, 225. Doc. Sess., No 137.

4. Ordre.—Relevé du nombre des anciens et des nouveaux douaniers, etc., à Abercorn, 265. Réponse, 343. Doc. Sess., No 180.

5. Ordre.—Relevé du nombre de douaniers à Highwater le 20 sept. 1911, le nombre actuel, etc., 265. Réponse, 344. Doc. Sess., No 179.

6. Ordre.—Relevé du nombre de douaniers à Masonville le 20 sept. 1911, le nombre actuel, etc., 265. Réponse, 343. Doc. Sess., No 178.

7. Ordre.—Relevé des sommes perçues pour droits de douane en chacune des cinq dernières années à Edmunston, Clair, Green-River et St-Leonards, N.-B., etc., 226.

Douanes, 1907, Loi modifiant le tarif des:

Bill (No 75); 1re l., 350. 2me et 3me l., 401. Par le Sénat, 486. Sanct., 565.—Chap. 3.

Douglas, Helene S.:

Voir *Divorces*, 11.

Douglas, J. C.:

Voir *Destitutions*, 15.

Dragage:

1. Antigonish (havre d'):—Ordre.—Lettres, télégrammes, etc., *re* dragage dans ce havre, 200. Rép., 318. Doc. Sess., No 164.

2. Inverness (comté d'):—Ordre.—Relevé de la quantité de dragage effectuée depuis 1896, etc., 201.

Droits d'auteur:

Rés.: *re* Convention de Berne et les droits d'auteur; M. Lemieux; débat ajourné, 85.

E

East-Green-Harbour:

Voir *Brise-lames,* 2.

Eaux navigables, Pollution des:

1. Comité d'enquête nommé, 98. Quorum réduit, 224. Rapp. et témoignages de 1913-14 référés, 244. Bill (No 2) rapporté amendé; impression de la preuve, 259. *Imprimée.* (Voir *appendice du Journal, No 1*), 276.

2. Bill (No 2); 1re l., 13. 2me l., et renvoyé en com. général, 74. Ordre rescindé et bill référé à un com. spécial sur la,—98. Rapporté amendé, 259.

3. Bill B (No 80) du Sénat, 364. 1re l., 373.

Echiquier, Cour de l':

Règles générales et ordonnances, 23, 326. Doc. Sess., Nos 54 et 54*a*.

Economie interne, Commission de l':

Voir *Communes, Chambre des,* 2.

Edifices publics:

1. Ordre.—Achat d'un emplacement à Port-Hawkesbury, 201. Rép., 501. Doc. Sess., No 222.

2. Ordre.—Construction d'un édifice public à Trois-Rivières, 468.

Edmonton, Dunvegan and British Columbia Railway:

1. Pét. pour loi, 20. Rapp. sur l'avis; Bill (No 8); 1re l., 37. 2me l., 83. Rapp. am., 214. Com. gén.; progrès, 246. Rapp., 261. 3me l., 276. Par le Sénat, 364. Sanct., 564.—Chap. 41.

2. Pét. pour loi, 309. Rapp. sur l'avis, 357. Bill F (No 81), 364. 1re l., 373. 2me l., 391. Rapp., 407. 3me l., 422. Sanct., 564.—Chap. 42.

Edmunston, N.-B.:

Voir *Douanes,* 3, 7.

Elections:

1. Com. spécial nommé *re* enquête au sujet de la mise en opération de la loi relative à l'élection des députés aux Communes, 99. 1er rapp., 292. Com. aut. à siéger pendant séances, 292. Rapp. final, 465.

2. Résolution.—Convenance d'édicter une loi *re* le vote des soldats canadiens en service actif de guere. Am. Borden pour référence au com. spécial ci-dessus; adopté, 143.

3. Rés. *re* mesures propres à permettre aux soldats canadiens en service actif de guerre de voter; pour com. gén., 492. Rés. adoptée; Bill (No 111); 1re l., 504. 2me l., 563-5. Com. gén.; progrès, 573, 667. Rapp., 669. 3me l., titre changé en celui de: Loi permettant aux soldats canadiens en service militaire actif durant la présente guerre d'exercer leur droit de vote, 670. Par le Sénat avec am., 674. Mess. au Sénat; am. du Sénat non agréés mais d'autres substitués, 674. Les derniers am. des Communes agréés par le Sénat, 675. Sanct., 676.—Chap. 11.

4. Rapport des élections supplém. en 1914, 309. *Imprimé.* Doc. Sess., No 18.

Voir aussi *Elections fédérales, Loi des.*

Elections fédérales contestées, Loi portant modification de la Loi des:

Bill (No 109); 1re l., 482. 2me l., 506. Com. gén.; progrès, 506, 524. Rapp.; 3me l., 545. Par le Sénat, 663. Sanct., 676.—Chap. 13.

Elections fédérales, Loi portant modification de la Loi des:

1. Bill (No 110); 1re l., 482. 2me l.; com. gén.; progrès, 506. Rapp.; 3me l., 545. Par le Sénat, 663. Sanct., 676.—Chap. 14.

2. Bill (No 94); M. Proulx; 1re l., 418. Ordre pour 2me l., rescindé, 515.

Ellis, P. W. & Co.:

Ordre.—Corresp., etc., *re* achats faits par le min. de la Milice, commission payée, etc., 167.

Empire Life Insurance Co. of Canada:

Pét. pour loi, 19. Rapp. sur l'avis; Bill (No 59); 1re l., 164. 2me l., 183. Rapp., 243. 3me l., 261. Am. au Sénat, 364. Am. agréé, 375. Sanct., 564.—Chap. 63.

Enquêtes:

1. Rép. à ordre.—Instructions à Wm Flynn.—Enq. sur les employés de la Marine et des Pêcheries dans le comté de Bonaventure, 22, Doc. Sess., No 57.

2. Réponse à ordre.—Charles Seager, commissaire, etc., 74. Doc. Sess., No 87.

3. Adresse.—Commissions royales nommées pour s'enquérir des cas d'ingérence politique abusive, 303.

4. Ordre.—Drague *Mudlark,* Colombie-Britannique, 468.

5. Adresse.—Enquête par le commissaire Davie au sujet du capitaine de la drague *Mudlark,* 225.

Entwistle and Alberta Southern Railway Company:

Demande de charte, 51. Rapp. sur l'avis; Bill (No 60); 1re l., 164. 2me l., 183. Rapp., 275. 3me l., 311. Par le Sénat, 455. Sanct., 564.—Chap. 26.

Errata:

Pages 86, 144, 381.

Essex Terminal, Chemin de fer:

Pét. pour loi, 20. Rapp. sur l'avis; Bill (No 9); 1re l., 37. 2me l., 83. Rapp. am., 155. 3me l., 183. Par le Sénat, 319. Sanct., 563.—Chap. 43.

"Eureka":

Rép. à ordre du 2 fév. 1914; noms des matelots employés sur l'*Eureka* en 1910-11-12-13, p. 72. Doc. Sess., No 78.

Examinateur des pétitions (Bills privés):

1er rapp., 35. 2me rapp., 59. 3me rapp., 72. 4me rapp., 114. 5me rapp., 156. 6me rapp., 164. 7me rapp., 197. 8me rapp., 223. 9me rapp., 234. 10me rapp., 300. 11me rapp., 357. 12me rapp., 418.

Exportations:

Voir *Produits alimentaires;* aussi *Exportation des.*

F

Falsifications, Loi modifiant la Loi des:

Bill (No 114): M. Blondin; 1re l., 467. 2me l., 493; 3me l., 524. Par le Sénat, 605. Sanct., 676.—Chap. 9.

Farrington, J. F., Smith, B. H. et Dash, H. C.:

Rép. à ordre du 18 mai 1914, *re* sommes à eux payées, 23. Doc. Sess., No 56.

Ferguson, Thomas R., C.R., Commissaire enquêteur:

1. Rapport d'enquêtes sur ventes, baux, concessions, etc., des terres fédérales, terrains forestiers et miniers, forces hydrauliques, terres des sauvages, etc., 666. Doc. Sess., No 281.

2. Rapport, etc., *re* concessions forestières Nos 550½ et 528, Howard, Douglas, Leach, McDonald et autres, 666. Doc. Sess., No 282.

3. Rapport, etc., *re* concessions *The Kananaskis Coal Co.,* H. Douglas, G. E. Hunter, W. Garrett et autres, 666. Doc. Sess., No 283.

4. Rapport, etc., *re* affaire de la réserve des Gens-du-Sang et Frank Pedley, 667. Doc. Sess., No 284.

5. Rapport, etc., *re* affaire *Southern Alberta Land Co., Grand Forks Cattle Co.,* J. D. McGregor, A. Hitchcock et autres, 667. Doc. Sess., No 285.

6. Rapport, etc., *re* affaire *The Bulletin Co.,* l'hon. Frank Oliver et le G.-T.-P., 667. Doc. Sess., No 286.

7. Rapport, etc., *re Aylwin Irrigation Tract,* E. A. Robert et J. D. McGregor, 667. Doc. Sess., No 287.

8. Rapport, etc., *re* concessions forestières Nos 1107 et 1108, W. H. Nolan, A. W. Fraser et J. G. Turriff, 667. Doc. Sess., No 288.

9. Rapport, etc., *re* affaire concession de pâturage No 2422, J. G. Turriff et autres, 667. Doc. Sess., No 289.

10. Rapport, etc., *re* affaire *Craven Dam,* W. Scott, lieut.-gouv. Brown et J. G. Turriff, 667. Doc. Sess., No 290.

11. Décret du conseil nommant T. R. Ferguson commissaire enquêteur, 667. Doc. Sess., No 291.

Voir *Réserve des Gens-du-Sang;* aussi *Réserve forestière de la Montagne-du-Dauphin;* et aussi *Ajournements, règle 39.*

Ferguson, G. Howard:

Rép. à ordre du 23 mars 1914: relevé des enquêtes et autres missions à lui confiées, etc., 73. Doc. Sess., No 83.

Fermes expérimentales:

Rapport annuel, au 31 mars 1914, 198. *Imprimé.* Doc. Sess., No 16.

Fisher, Ward:

1. Ordre.—Relevé des sommes à lui payées, 167. Rép., 244. Doc. Sess., No 144.

2. Ordre.—Même relevé contenant les détails, 318.

Flynn, William:

Voir *Enquêtes,* 1.

Foin:

Voir *Intercolonial,* 7.

Fonds patriotique Canadien, 1914, Loi du:

Bill (No 39) Loi mod. la loi ci-dessus; 1re l., 99. 2me et 3me l., 167. Par le Sénat, 319. Sanct., 563.—Chap. 2.

Force expéditionnaire canadienne:

1. Ordre.—Bicycles; liste des fournisseurs; prix, etc., 263. Reponse, 501. Doc Sess., No 225.

2. Ordre.—Couvertes; liste des fournisseurs; prix, etc., 262.

3. Ordre.—Bottines; liste des fournisseurs; prix, etc., 166. Réponse, 166. Doc. Sess., No 117.

4. Ordre.—Capotes; liste des fournisseurs; prix, etc., 262.

5. Ordre.—Bonnets de police; liste des fournisseurs; prix; etc., 262. Réponse, 544. Doc. Sess., No 237.

6. Ordre.—Havresacs; liste des fournisseurs; prix; etc., 263. Réponse, 571. Doc. Sess., No 262.

7. Ordre.—Médicaments achetés de T. A. Brownlee; quantités; prix; etc., 302. Réponse, 571. Doc. Sess., No 261.

8. Ordre.—Médicaments achetés de W. B. McDonald; quantités; prix; etc., 302.

9. Ordre.—Médicaments achetés de E. Powell; quantités; prix; etc., 301.

10. Ordre.—Médicaments achetés de S. J. Stevenson, ou de la pharmacie Waverley; quantités, prix; etc., 302. Réponse, 571. Doc. Sess., No 263.

11. Ordre.—Cycles-automobiles; liste des fournisseurs; prix; etc., 264. Réponse, 501. Doc. Sess., No 227.

12. Ordre.—Camions automobiles; liste des fournisseurs; prix; etc., 115. Réponse, 174. Doc. Sess., No 119.

13. Ordre.—Noms, âges, nationalité et lieu de naissance de tous ceux qui se sont enrôlés pour service au delà des mers; etc., 266.

14. Ordre.—Noms, adresses des fournisseurs, quantités, prix et coût estimatif total *re* tous les articles achetés à même le crédit de guerre de $50,000,000, p. 409.

15. Ordre.—Nombre et qualifications des infirmières envoyées avec les contingents canadiens, etc., 302.

16. Ordre.—Officiers qui avaient des commissions dans le 17me régiment de la Nouvelle-Ecosse à Valcartier, etc., 225. Réponse, 260. Doc. Sess., No 151.

17. Ordre.—Equipement *Oliver;* liste des fournisseurs, etc.; M. Murphy, 263. Réponse, 343. Doc. Sess., No 175.

18. Ordre.—Equipement *Oliver;* liste des fournisseurs, etc.; M. Macdonald, 266.

19. Ordre.—Commissaires pour l'achat de chevaux de remonte, Canada-Ouest et Canada-Est, etc., 165. Réponse, 165. Doc. Sess., No 116.

20. Ordre.—Selles; liste des fournisseurs, etc., 262. Réponse, 418. Doc. Sess., No 207.

21. Ordre.—Chemises de coton; liste des fournisseurs, etc., 264. Réponse, 571. Doc. Sess., No 260*a*.

22. Ordre.—Chemises de flanelle; liste des fournisseurs, etc., 264. Présenté, 571. Doc. Sess., 264. Réponse, 571. Doc. Sess., No 260.

23. Ordre.—Chemises de service; liste des fournisseurs, etc., 264. Réponse, 662. Doc. Sess., No 260*b*.

24. Ordre.—Chemises d'hiver; liste des fournisseurs, etc., 264. Réponse, 662. Doc. Sess., No 260*c*.

25. Ordre.—Pelles; corresp., etc., *re* achat de 25,000 pelles, 334. Réponse, 662. Doc. Sess., No 271.

26. Ordre.—Bas; liste des fournisseurs, etc., 262.

27. Ordre.—Uniformes de soldats; liste des fournisseurs, etc., 262. Réponse, 343. Doc. Sess., No 174.

28. Ordre.—Stewart: Corresp., *re* un officier militaire des Etats-Unis attaché à un régiment de carabiniers à cheval, 266.

29. Ordre.—Serviettes; liste des fournisseurs, etc., 266.

30. Ordre.—Transport: Noms des navires nolisés depuis le 1er août 1914 pour le transport des troupes, etc., en Angleterre, 84. Réponse, 157. Doc. Sess., No 109.

31. Ordre.—Culottes, caleçons et pantalons; liste des fournisseurs, etc., 264.

32. Sous-vêtements; liste des fournisseurs, etc., 264. Réponse, 572. Doc. Sess., No 264.

33. Décrets du conseil concernant l'allocation de séparation autorisée en faveur des personnes dont les soldats du premier corps expéd. étaient les soutiens, 182. Doc. Sess., No 124.

34. Décrets du conseil, *re* permission de se marier accordée aux soldats s'enrôlant dans le premier contingent; allocation de séparation, etc., 182. Doc. Sess., No 124*a*.

Voir *Fourgons de transport.*

Forestiers, Loi modifiant la Loi consolidée de l'Ordre Indépendant des:

Pét. pour loi, 20. Rapp. sur l'avis; Bill (No 12); 1re l., 37. 2me l., 83. Rapp., 223. 3me l., 245. Par le Sénat, 364. Sanct., 564.—Chap. 75.

Forêts, Cours d'eau et Pouvoirs hydrauliques:

Comité à nommer, 57. Concours, 58.

Foster, William Gore:

Voir *Nominations,* 5.

Fourgons de transport:

Ordre.—Nombre de,—achetés pour les 2me et 3me contingents, de qui, leur prix, etc., 83. Rép., 157. Doc. Sess., No 110.

Fraser Valley Terminal Railway:

Voir *Vancouver Terminal Railway Company.*

Fret:

Voir *Intercolonial,* 2, 8.

Fret, Taux de transport du:

Voir *Atlantique, Taux de transport sur l'océan.*

Frudes-Point, Brise-lames:

Voir *Brise-lames,* 3.

G

Gendarmerie à cheval du Nord-Ouest:

Rapp. annuel pour 1914, p. 13. *Imprimé.* Doc. Sess., No 28.

General Trust Company of Canada:

Dem. de charte, 213. Rapp. sur l'avis; Bill (No 70); 1re l., 234. 2me l., 246. Rapp. am., 309. 3me l., (titre changé en celui de *Alberta Permanent Trust Company*), 318. Par le Sénat, 411. Sanct., 564.—Chap. 67.

Gens-du-Sang, Réserve des:

Rapport de T. R. Ferguson, commissaire enquêteur, *re* affaires se rapportant à cette réserve, 606. Doc. Sess., 266.

Gingras, J. E.:

Voir *Nominations,* 8.

Glace:

Voir *Intercolonial,* 9.

Gordon, Albert E.:

Voir *Divorces,* 12.

Gouverneur général:

1. Députés convoqués au Sénat, 1. Discours du Trône, 2, 676. Accusé de réception de l'adresse en réponse au discours du Trône, 499.

2. Messages:—Budget, 14. Budgets supplémentaires, 276, 452, 484.

3. Commission de l'Economie interne, 13.

4. Mandats spéciaux, 24. Doc. Sess., No 64.

5. Sanction des bills, 676.

Gouverneur général, Député du:

Sanction de bills, 563.

Gouverneur général, Secrétaire du:

Lettre *re* ouverture du Parlement par le Gouverneur général, 1. Sanct. de bills par le député du Gouverneur général, 558. Prorogation du Parlement par le Gouverneur général, 671.

Grain de semence:

1. Ordre.—Nombre de demandes reçues des trois provinces des Prairies, depuis juin 1914, p. 74. Rép., 260. Doc. Sess. No 147.

2. Ordre.—Correspondance entre les autorités fédérales et les gouvernements des trois provinces des Prairies au sujet de la distribution de,—aux cultivateurs pour la saison de 1915, p. 130.

3. Ordre.—Quantité de minots de grain de toutes sortes achetés jusqu'à date, le prix, etc., 130.

4. Ordre.—Nombre de demandes reçues pour le gouvernement depuis septembre 1914 jusqu'à février 1915, p. 375.

Voir aussi *Ajournements en vertu de la règle 39.*

Grain de semence, fourrage et autres secours:

Résolution, 376. Adoptée, 391. Bill (No 85); 1re l., 391. 2me et 3me l., 421. Passé au Sénat, 506. S.R., 676.—Chap. 20.

Grain Growers' Grain Co.:

Pét. pour loi, 333. Rapp. sur l'avis, 357. Bill H (No 86), 392. 1re l., 400. 2me l., 423. Rapp., 456. 3me l., 467. Sanct., 564.—Chap. 73.

Grains du Canada, Loi modifiant la Loi des:

Bill S (No 112) du Sénat, 455. 1re l., 467. 2me l., 524. 3me l., 563. Am. par les Communes, am. par le Sénat, 663-4. Am. du Sénat agréés, 669. Sanct., 676.—Chap. 10.

Grande Décharge, Lac Saint-Jean:

Ordre.—Doc., etc., *re* travaux au barrage de la, 524.

Grand-Etang:

Voir *Bureaux de poste,* 6.

Grand-Tronc de chemin de fer du Canada, Cie du:

Pét. pour loi, 20. Rapp. sur l'avis, 36. Bill (No 10); 1re l., 37. 2me l., 83. Rapp., 173. 3me l., 183. Par le Sénat, 319.—Chap. 44.

Grand Trunk Pacific Railway:

Voir *Canadian Northern Ry. Co., etc.,* 2 et 3.

Gravelle, Agnès:

Voir *Divorces,* 13.

Great North Western Telegraph Co.:

Ordre.—Marché conclu *re* installation d'appareils télégraphiques dans les phares du Saint-Laurent, 400.

Guerre:

1. Ordre.—Corr. entre l'Auditeur général et le ministère de la Milice au sujet des dépenses faites à même les crédits de guerre, 61. Rép., 175. Imprimée, 224. Doc. Sess., No 122 référé au Com. des Comptes publics, 310.

2. Auditeur général et ministre des Finances: Corr. depuis le 18 août *re* Achats pour les contingents, contrats pour l'armée, etc., 175. Doc. Sess. No 123. Référée au Com. des Comptes publics, 311.

3. Auditeur général: Mémoire du comptable et payeur général et du directeur des contrats *re* corr. entre l'Auditeur général et le ministère de la Milice, 300. Doc. Sess. No 122a. Référé au Com. des Comptes publics, 311.

4. Ordre.—Nombre de prisonniers de guerre depuis la déclaration des hostilités, 60. Rép. 157, Doc. Sess. No 111.

5. Ordre.—Nombre de prisonniers de guerre, sur parole, en camp, coût, etc., 132. Rép., 501. Doc. Sess. No 111a.

6. Ordre.—Corr. entre l'Association des manufacturiers et le gouvernement au sujet de l'achat de fournitures de guerre, 563.

Guerre, Loi pour supplémenter le revenu requis pour faire face aux dépenses de:

Bill (No 76); 1re l., 350. 2me l., 401. Renvoyé en Com. général; amendé; 3me l., 451. Passé au Sénat, 493. S.R., 565.—Chap. 8.

Guerre, Mesures de:

Voir *Défense militaire.*

Gutelius, F. P.:

1. Ordre.—Corresp., etc., *re* taux de fret sur le Transcontinental dans le N.-B.; enlèvement du raccordement à Wabski, 85. Rép., 570. Doc. Sess., No 256.

2. Ordre.—Doc., etc., *re* naturalisation de, 141. Rép., 235. Doc. Sess., No 141.

Guysborough, Comté de, N.-E., Construction d'un chemin de fer:

Ordre.—Requêtes, corr., etc., *re* Construction d'un chemin de fer dans ce comté, 142. Rép., 570. Doc. Sess., No 253.

H

Halifax et Dartmouth, N.-E., Traverse entre:

Ordre.—Corresp., etc., 199. Rép., 500. Doc. Sess., No 215.

Harries, Thos. Batin:

Voir *Divorces,* 14.

Havresacs:

Voir *Force expéditionnaire du Canada,* 6.

Highwater:

Voir *Douanes,* 5.

Homard:

Rép. à adresse (1913).—Décrets du Conseil, etc., octroi de permis pour la mise en conserve du,—666. Doc. Sess., No 280.

Homard, Elevage du—Etablissement de Margaree:

Rép. à ordre (1914), cueillette du frai, de 1911 à 1914, p. 98. Doc. Sess., No 95.

Homard, Elevage du—Etablissement de Port-Daniel-West:

Ordre.—Rapp. de l'officier en charge, 198. Rép. 492. Doc. Sess., No 212.

Homesteads dans la Saskatchewan:

Ordre.—Relevé des parties fractionnelles de terres de homesteads vendues en 1914, etc., 265. Rép., 373. Doc. Sess., No 192.

Huron and Erie Loan and Savings Company et à l'effet de changer son nom en celui de "The Huron and Erie Mortgage Corporation", Loi concernant la Compagnie dite The:

Pét. pour loi, 20. Rapp. sur l'avis; Bill (No 43); 1re l., 114. 2me l., 140. Rapp. am., 244. 3me l., 261. Par le Sénat, 411. Sanct., 564.—Chap. 74.

Hudson Bay, Peace River and Pacific Railway Company, et à l'effet de changer son nom en celui de "Winnipeg and Hudson Bay Railway Company", Loi concernant The:

Pét. pour loi, 21. Rapp sur l'avis; Bill (No 11); 1re l., 37. 2me l., 83. Rapp., 407. Bill retiré et hon. remb., 408.

I

Immigration:

Ordre.—Lettres, rapports, etc., *re* plaintes portées contre les fonctionnaires du serv. de l'immigration *re* secours distribués aux colons nécessiteux dans la Saskatchewan, 200.

Impressions du Parlement:

Comité des,—54, 58. Messages au Sénat et du Sénat, 58, 61. M. Rochon ajouté, 198. Message au Sénat, 214. 1er rapp., 434. Adopté, 482. 2me rapp., 499. Adopté, 543.

Imprimerie et papeterie publiques:

Rapp. annuel du département pour 1913-14, p. 533. *Imprimé.* Doc. Sess., No 32.

Infirmières:

Voir *Force expéditionnaire,* 15.

Instruction agricole, Loi d':

1. Rapport sur les opérations de cette loi, 98. *Imprimé.* Doc. Sess., No 93.

2. Rép. suppl. à adresse du 9 fév. 1914; arrangements conclus entre le gouv. fédéral et les provinces sous l'autorité de cette loi, 130. Doc. Sess., No 93*a*.

Intercolonial:

1. Rép. à ordre du 20 avril 1914, *re* achat de voitures, etc., 21. Doc. Sess., No 45.

2. Rép. à ordre du 1er juin 1914; revenu provenant du fret reçu à ou expédié de Drummondville, Rimouski, Ste-Flavie, etc., en 1913-14, 22. Doc. Sess., No 47.

3. Rép. à ordre du 1er juin 1914; noms, salaire, etc., du personnel à Moncton, N.-B., au 1er avril 1914, 22. Doc. Sess., No 48.

4. Ordre.—Bélanger Théophile:—Correspondance entre McDonald, Lévis et Brady, Moncton, *re* réclam. par suite de délai dans le transport de colis entre Drummondville et Matapédia, 1913, 292. Rép., 570. Doc. Sess., No 254.

5. Ordre.—Voitures achetées pour l'Intercolonial:—Lettres, contrats, etc., depuis le 1er juillet 1914, 84. Rép. 570. Doc. Sess., No 45*a*.

6. Ordre.—Embranchements du serv. postal entre Dartmouth et Dean:—Terres achetées pour droit de voie, 400. Rép., 569. Doc. Sess., No 251.

7. Ordre.—Foin:—Lettres, contrats, etc., *re* vente du foin récolté sur certains terrains app. à l'Intercolonial, contigus aux prop. de C. Lavoie, C. Leclair et J. Parent, au Bic, Qué., 201. Rép., 374. Doc. Sess., No 196.

8. Ordre.—Relevé du nombre de tonnes de fret, accepté et expédié, respectivement, en chacun des mois de 1914 et le mois de janvier 1915, à Loggieville, Chatham et Newcastle, 141. Rép., 374. Doc. Sess., No 199.

9. Ordre.—Corresp. *re* la fourniture de la glace, à Mulgrave, 1915, 142. Rép., 174. Doc. Sess., No 118.

10. Ordre.—Lynch, Margaret:—Corresp., etc., *re* expropriation de certains terrains, 85. Rép., 374. Doc. Sess., No 200.

11. Ordre.—Moncton; bureaux de l'Interc.:—Relevé de tout le personnel, etc., 345. Rép., 569. Doc. Sess., No 250.

12. Ordre.—Paradis, Télesphore:—Corresp., etc., *re* incendie de ses quai et moulins, 468. Rép., 665. Doc. Sess., No 277.

13. Ordre:—Pictou, havre de:—Lettres, etc., *re* const. d'un nouveau pont de chemin de fer, 376.

14. Ordre.—Relevé des démissions, mises à la retraite et destitutions d'employés, en 1914, et sommes payées à même la caisse de prévoyance en 1911-12 et 13, 301.

15. Ordre.—*Trois Pistoles Pulp and Lumber Co.* et André Leblond:—Documents, etc., *re* incendie de certaines bâtisses, 303.

16. Ordre.—Solde aux volontaires s'enrôlant pour service actif:—Demande si l'adm. du chemin de fer a promis que leur salaire leur serait payé durant leur absence à la guerre, 60. Rép., 157. Doc. Sess., No 113.

17. Adresse.—Embranchement de Windsor; son transport au C.P.R.:—Décrets du conseil, etc., 334. Rép., 569. Doc. Sess., No 252.

Voir *St. John Valley Railway.*

Intérêts commerciaux et financiers du Canada:

Rés. à l'effet de prolonger la mise en vigueur de la proclamation sous l'empire de la loi de 1914; M. White (Leeds); adoptée, 182.

Intérieur:

Rapp. annuel du ministère au 31 mars 1914; vol. I, 260. *Imprimé.* Doc. Sess., No 25.

International Purity Congress:

Rapport du délégué canadien, 235. Doc. Sess., No 142.

Invasion fénienne:

1. Ordre.—Annapolis et de Digby, comtés d':—Relevé des personnes ayant reçu et des personnes n'ayant pas reçu, etc., la gratification accordée pour services, 236.
2. Ordre.—Antigonish, comté d':—Même relevé que ci-dessus, 62. Rép., 260. Doc. Sess., No 150.
3. Ordre.—Brant, comté de:—Même relevé que ci-dessus, 237.
4. Ordre.—Guysboro, comté de:—Même relevé que ci-dessus, 132. Rép., 244. Doc. Sess., No 146.
5. Ordre.—Halifax, comté de:—Même relevé que ci-dessus, 199.
6. Ordre.—Hants, comté de:—Même relevé que ci-dessus, 492.
7. Ordre.—Inverness, N.-E., comté de:—Même relevé que ci-dessus, 143. Rép., 501. Doc. Sess., No 226.
8. Ordre.—Pictou, N.-E., comté de:—Relevé des personnes n'ayant pas encore reçu la gratification susdite, 226. Rép., 317. Doc. Sess., No 162.
9. Ordre.—Pictou, N.-E., comté de:—Même relevé que pour No 1, 130. Rép., 317. Doc. Sess., 162*a*.
10. Ordre.—Richmond, N.-E., comté de:—Même relevé que pour No 1, 376.
11. Ordre.—Cap-Breton-Sud, comté de:—Même relevé que ci-dessus, 132.
12. Ordre.—Témiscouata, comté de:—Même relevé que ci-dessus, 141.
13. Ordre.—Yarmouth, comté de:—Même relevé que ci-dessus, 84. Rép., 244. Doc. Sess., No 145.
14. Rapport du bureau d'enquête sur les réclamants de la gratification pour services lors de l'invasion fénienne, dans la N.-E., (doc. de la sess. No 188 de 1914); ordre d'imprimer immédiatement (pour dist.), 276.

Inverness, Comté d':

Voir *Travaux publics,* 3. *Dragage,* 2. *Chemins de fer, Subventions.*

Inverness, N.-E., Arsenal à:

Rép. à ordre du 16 fév. 1914; télégrammes, corresp., etc., *re* cet arsenal, 182. Doc. Sess., No 125.

Irrigation:

Voir *Pacifique Canadien,* 6.

Isaac's-Harbour, Bouée à gaz de:

Ordre.—Country-Harbour, comté de Guysborough, 142.

J

James Bay and Eastern Railway Co.:

Pét. pour loi, 35. Rapport, 59. Bill (No 23) 1re l., 60. 2me l., 83. Rapporté, 155. 3me l., 185. Passé au Sénat, 319. S.R., 564.—Chap. 45.

Johnstown, Bureau de poste à:

Voir *Postes, Bureaux de,* 2.

Jordan:

Voir *Brise-lames,* 4.

Journaux:

1. Autre réponse supplémentaire à ordre (1913).—Liste des,—dans lesquels le gouvernement a publié des avis, montants payés, etc., 73. Doc. Sess., No 84.

2. Autre réponse comme ci-dessus, 73. Doc. Sess., No 84*a*.

Juges:

1. Rés. salaires de juges additionnels dans la Colombie-Britannique et la Saskatchewan, 358. Adoptée; Bill (No 93); 1re l., 402. 2me l., 421. 3me l., 422. Passé au Sénat, 493. S.R., 565.—Chap. 6.

2. Rép. à ordre.—Nominations de juges depuis le 1er février 1913, p. 22. Doc. Sess., No 51.

3. Ordre.—Dépenses payées au juge senior des comtés unis de Prescott et Russell depuis le 1er décembre 1907, p. 669.

K

Keith, Dr:

Voir *Nominations,* 7.

Keliher, J. T.:

Voir *Communes,* 7.

Kettle Valley Railway Co.:

Pét. pour loi, 21. Rapp.; Bill (No 51); 1re l., 156. 2me l., 185. Amendé, 325. 3me l., 362. Passé au Sénat, 455. S.R., 565.—Chap. 46.

King, Robert P.:

Voir *Communes,* 4.

L

Lambert, Cecil Howard:

Voir *Divorces,* 15.

Lavoie, Charles:

Voir *Intercolonial,* 7.

Leblond, André:

Voir *Intercolonial,* 15.

Leclair, Cléophas:

Voir *Intercolonial,* 7.

Lethbridge, Batterie de campagne à:

Ordre.—Relevé des fournisseurs de provisions pour hommes et chevaux, etc., 236. Rép., 317. Doc. Sess., No 163.

Liqueurs spiritueuses:

Ordre.—Quantité de gallons de liqueurs, vins et bière, cigares, cigarettes et tabac retirés d'entrepôt entre le 6 et le 21 août 1914 à chaque port douanier du Canada, 262. Rép., 544. Doc. Sess., No 236.

Liquidations, Loi modifiant la Loi des:

Bill (No 122); 1re l., 544. 2me et 3me l., 563. Passé au Sénat, 663. S.R., 676.—Chap. 21.

Lohmann, Cie:

Voir *Brevets,* 1.

Lynch, Margaret:

Voir *Intercolonial,* 10.

Lyons, Edith Margarita:

Voir *Divorces,* 16.

Mc

McBean, Duncan Donald:

Voir *Brevets,* 2.

McIntyre, Alexander:

Voir *Divorces,* 17.

McKeown, A. H.:

Voir *Nominations,* 9.

M

Malles rurales:

Voir *Service postal rural.*

Malles, Transport des:

1. Ordre.—Soumissions, Antigonish-Sherbrooke, 375. Rép., 562. Doc. Sess., No 245.

2. Rép. à ordre (1914).—Contrat Armagh-Station et Mailloux, 224. Doc. Sess., No 133.

3. Ordre.—Soumissions, Caraquet et Tracadie, 62. Rép., 359. Doc. Sess., No 191.

4. Ordre.—Contrat Chance-Harbour et Trenton, 226. Rép., 342. Doc. Sess., No 167.

5. Rép. à ordre (1914).—Grand-River-Falls et Grand-River, 23. Doc. Sess., No 61.

6. Ordre.—Contrats dans le comté de Guysborough, 303.

7. Ordre.—Contrat Guysborough et Canso, 199. Rép., 342. Doc. Sess., No 171.

8. Ordre.—Contrat Guysborough et Erinville, 141. Rép., 561. Doc. Sess., No 243.

9. Ordre.—Changement de route entre la gare du chemin de fer à Inverness et Margaree-Harbour, 132. Rép., 32. Doc. Sess., No 173.

10. Ordre.—Contrat Lower-South-River et South-Side-Harbour, 61. Rép., 342. Doc. Sess., No 170.

11. Rép. à ordre (1914).—Route postale entre Low-Point et Craignish-Station, 224. Doc. Sess., No 134.

12. Rép. à ordre (1914).—Contrat Mabou-Whycocomagh, 224. Doc. Sess., No 136.

13. Ordre.—Contrat Maria-Capes, Bonaventure, 342. Doc. Sess., No 168.

14. Rép. à ordre (1914).—Contrat New-Ross et Vaughans, 224. Doc. Sess., No 135.

15. Ordre.—Soumissions, St. Frs de Montmagny et gare de l'Intercolonial, 524.

16. Ordre.—Contrat Whitby et gare du Grand-Tronc—David D. Hurd & Sons, 201. Rép., 359. Doc. Sess., No 189.

Voir aussi *Service postal rural.*

Mabou, Port de:

Ordre.—Dépenses pour les jetées du,—en 1912-13 et 1913-14, p. 409.

Manitoba and North Western Railway Co. of Canada:

Pét. pour loi, 51. Rapp.; Bill (No 34); 1re l., 72. 2me l., 100. Rapporté, 234. 3me l., 245. Passé au Sénat, 381. S.R., 564.—Chap. 47.

Marcil Trust Company, The:

Pét. pour loi, 20. Rapp.; Bill (No 53); 1re l., 156. 2me l., 185. Rapporté, 244. Honoraires remb., 244. 3me l., 261 (titre changé en enlevant le mot *The*). Passé au Sénat, 364. S.R., 564.—Chap. 68.

Margaree-Harbour:

Voir *Quais*, 3.

Marine et Pêcheries:

Comité nommé, 57, 58.

Marine et Pêcheries, Ministère de la:

1. 47me rapp. annuel—Pêcheries, 12. *Imprimé.* Doc. Sess., No 39.

2. 47me rapp. annuel—Marine, 12. *Imprimé.* Doc. Sess., No 21.

3. Inspection des bateaux à vapeur, 224. *Imprimé.* Doc. Sess., No 23.

4. Supplément—Biologie marine, 98. *Imprimé.* Doc. Sess., No 39*b*.

5. Ordre.—Changement de site du signal de tempête à Shippegan,—frais de, 25. Rép., 260. Doc. Sess., No 152.

Marine, Service de la:

1. Rapp. du département du,—1913-1914, p. 12. *Imprimé.* Doc. Sess., No 38.

2. Décret du conseil No 2175.—Supplément de solde pour service à bord des sous-marins, 12. Doc. Sess., No 44.

3. Décret du conseil No 2251.—Solde et allocation pour sous-officiers et marins en service de guerre, 12. Doc. Sess., No 44.

4. Décret du conseil (No 2960).—Allocation aux familles des marins servant dans la marine canadienne de Sa Majesté, 12. Doc. Sess., No 44.

5. Décret du conseil No 260.—Rang de second dans la marine royale canadienne, 12. Doc. Sess., No 43.

6. Décret du conseil No 304.—Grade de *Lieutenant-Commander, Engineer Lieutenant-Commander, et Lieutenant-Commander* R.C.N.V.R. dans la marine royale canadienne, 301. Doc. Sess., No 43.

7. Décret du conseil No 476.—Classification des officiers mécaniciens, 318. Doc. Sess., No 43*b*.

8. Règlement radiotélégraphique 106 concernant la portée de l'onde radiotélégraphique à bord des navires pendant la durée des hostilités, 12. (Doc. Sess., No 42.

9. Modification des règlements 103 et 104.—Stations d'escale dans les eaux territoriales; et stations d'escale dans les ports, 12. Doc. Sess., No 42.

Marois, G. A., et Gingras, J. E.:

Voir *Nominations,* 8.

Masonville:

Voir *Douanes,* 6.

Médecines et fournitures d'hôpitaux:

Voir *Force expéditionnaire du Canada.*

Medicine-Hat:

1. Ordre.—Sommes payées aux marchands de,—pour secours donnés par le gouvernement, noms, etc., 39. Rép., 235. Doc. Sess., No 138.

2. Ordre.—Montant de bons de secours émis sous le contrôle de H. H. Brown, 236.

3. Ordre.—Montant total payé par le gouvernement pour secourir les colons, 318.

Voir *Bois.*

Mercredi des Cendres:

Ajournement spécial, 99.

Méridien, Démarcation d'un:

Huitième rapport conjoint des commissaires chargés de la démarcation du 141me degré de longitude ouest, 115. *Imprimé.* Doc. Sess., No 97.

Mesures du Gouvernement:

Priorité, 61. Priorité les mercredis et jeudis, 99. Les lundis, 245.

Métis, Scrip de:

Ordre.—Corresp., etc., *re* émission de scrips de métis en faveur de James Sabiston et autres, 319.

Milice et Défense:

1. Rapp. du Conseil de la,—pour l'exercice 1913-14, p. 38. *Imprimé.* Doc. Sess., No 35.
2. Mémoire sur les opérations du ministère de la,—au sujet de la guerre européenne 1914-15, p. 59. *Imprimé.* Doc. Sess., No 75.
3. Ordre.—Soumissions pour fournitures de guerre reçues par le ministère de la,—depuis le 1er août 1914, p. 84.
4. Ordre.—Achats d'habillements par le ministère de la,—depuis le 4 août 1914, p. 345.
5. Noms des employés civils dans la garde civique; voir *Service civil,* 4.

Millen, John and Sons:

Voir *Brevets,* 3.

Mills Equipment Co'y, Ltd.:

Voir *Brevets,* 4.

Mines et minéraux:

Comité à nommer, 57; concours, 58.

Ministres, Démissions de:

Lettres de l'hon. L. P. Pelletier et de l'hon. W. B. Nantel au premier ministre, et réponses, 82. Doc. Sess., No 90.

Moicton and Northumberland Strait Railway Company:

Pét. pour loi, 325. Rapp., 358. Bill X (No 108) du Sénat; 1re l., 433. 2me l., 453. Rapporté, 465. 3me l., 485. S.R., 565.—Chap. 48.

Moncton, N.-B., Personnel du chemin de fer à:

Voir *Intercolonial,* 3, 11.

Montagne-du-Canard, Réserve forestière de la:

Ordre.—Corresp. et., *re* colons sur les homesteads, 318. Rép., 570. Doc. Sess., No 259.

Montgomery, George A.:

Rép. à ordre (1914)—Inventaire et valeur de la succession de feu,—registraire de Régina, dont les biens ont fait retour à la Couronne, 21. Doc. Sess., No 52.

Montmagny (Salle d'exercices militaires):

Ordre.—Doc., etc., *re* sa construction, 303.

Montréal, Ile de:

Voir *Vaudreuil.*

Montréal à Ottawa et la Baie Georgienne, Cie du Canal de:

Pét. pour loi, 113. Rapp.; Bill (No 52); 1re l., 156. 2me l., 185. Rapporté, 275. 3me l., 311. Passé au Sénat, 454. S.R., 564.—Chap. 76.

Montréal et des Comtés du Sud, Cie du chemin de fer de:

Pét. pour loi, 20. Rapp., 36. Bill (No 13); 1re l., 37. 2me l., 83. Amendé, 155. 3me l., 185. Passé au Sénat, 319. S.R., 564.—Chap. 49.

Moore, Thomas Jefferson:

Voir *Divorces,* 18.

"Mudlark":

Voir *Enquêtes,* 4, 5.

N

National Wood Distilling Co.:

Voir *Brevets,* 5.

Navires à vapeur achetés par le gouvernement:

Nombre de,—depuis 1896 jusqu'au 1er février 1915, à quel prix, etc., 400.

Navires britanniques:

Décret du Conseil prohibant le transfert de ces navires, 326. Doc. Sess., No 165.

Navires nolisés pour la Baie d'Hudson:

Voir *Baie d'Hudson.*

New, William Ewart:

Voir *Divorces,* 19.

Niagara-Welland Power Co.:

Pét. pour loi, 52. Rapp.; Bill (No 35); 1re l., 72. 2me l., 100. Préambule non prouvé, 342. Honoraires remboursés, 345.

Nickel:

1. Correspondance.—Contrôle de l'exportation du,—59. Doc. Sess., No 74.

2. Pétitions demandant de prohiber l'exportation du,—21, 71, 81, 97, 113, 163, 181, 213, 275, 299, 407.

Nominations:

1. Bishop, Alfred:—Ordre.—Correspondance, etc., *re* sa nomination comme régisseur à la station agronomique de Kentville, N.-E., 167. Réponse, 506. Doc. Sess., No 230.

2. Courcy, P.: Ordre.—Documents, etc., *re* sa nomination comme douanier au service du ministère du Revenu de l'Intérieur, 334.

3. Davidson, W. W.: Ordre.—Documents, etc., *re* sa nomination dans le service de l'immigration, ministère de l'Intérieur, dans la Saskatchewan, 200.

4. Desjardins, Aug.: Ordre.—Correspondance, etc., depuis sa nomination comme douanier dans le ministère des Douanes, 334.

5. Foster, William Gore: Ordre.—Correspondance, etc., *re* sa nomination comme inspecteur des réserves des sauvages, 304. Réponse, 343. Doc. Sess., No 176.

6. Ingraham, H. W.: Voir *Destitutions,* 25.

7. Keith, Dr: Voir *Destitutions—McKenzie, Dr John,* 33.

8. Marois, G. A. et Gingras, J. E.: Ordre.—Correspondance, etc., *re* leur nomination comme douanier à Québec et maître de poste à Saint-Romuald d'Etchemin, respectivement, 266. Réponse, 481. Doc. Sess., No 209.

9. McKeown, A. H.: Ordre.—Corresp., etc., *re* sa nomination dans le service de l'immigration à Lethbridge, Alta, 84. Réponse, 224. Doc. Sess., No 131.

10. Norris, F.: Adresse.—Recommandation au Conseil *re* sa nomination comme agent secret, personnel des Douanes en 1908, 265.

11. Wright, comté de:—Relevé du nombre des nominations, des destitutions et des démissions depuis octobre 1911, 266.

Norris, F.:

Voir *Nominations,* 10.

Northern Pacific and British Columbia Railway Co.:

Pét. pour loi, 51. Rapp.; Bill (No 36); 1re l., 72. 2me l., 100. Amendé, 234. 3me l., 246. Amendé au Sénat, 381. Amendement référé au Com. des Ch. de fer, 392. Rapporté, 407. Concours, 422. S.R., 565.—Chap. 28.

North West Life Assurance Co.:

Pét. pour loi, 243. Rapp. 357. Bill O (No 97) du Sénat, 419. 1re l., 420. 2me l., 423. Rapporté, 465. 3me l., 485. S.R., 565.—Chap. 64.

Nouveau-Brunswick et de l'Ile du Prince-Edouard, Chemin de fer du:

Ordre.—Achat de la partie du,—entre Sackville et le Cap Tourmentine, 199. Réponse, 374. Doc. Sess., No 202.

O

Obligations et cautionnements:

Voir *Secrétaire d'Etat,* 3.

"Oliver", Equipement:

Voir *Force expéditionnaire,* 17, 18.

Orangedale à Cheticamp, Projet de chemin de fer d':

Ordre.—Télégrammes et lettres, 143. Rép., 569. Doc. Sess., 248.

Orateur:

1. Vacances dans la députation, 2.

2. Certificats d'élections de nouveaux députés, 2, 11, 139.

3. *Décisions*:—Présentation d'un bill—Exportation du nickel, 24. Assermentation des témoins par les comités, 140. Instructions aux comités permanents, 164. Corrige une décision antérieure, 114.

Orateur suppléant:

Nomination de M. Albert Sévigny, 25.

Ordres du jour:

Appelés sur motions à cet effet, 132, 422, 662, 671.

Ordres permanents:

Comité, nommé, 54, 58, 1er rapp., 233.

Or et de l'argent, Loi modifiant la Loi du poinçonnage de l':

Bill W (No 113); Loi mod. la Loi de 1913, 456. 1re l., 467. 2me et 3me l., 504. Sanct., 676.—Chap. 15.

Ottawa and New York Railway Co.:

Pét. pour loi, 19. Rapp., 59. Bill (No 24); 1re l., 60. 2me l., 83. Amendé, 156. 3me l., 185. Amendé au Sénat, 328. Concours, 375. S.R., 564.—Chap. 50.

Ottawa, Commission d'embellissement:

Recettes et dépenses au 31 mars 1914, p. 23. Doc. Sess., No 67.

Ouimet, Paul Gédéon:

Voir *Communes*, 7.

P

Pacific, Peace River and Athabaska Railway Co.:

Pét. pour loi, 51. Rapp.; Bill (No 37); 1re l., 72. 2me l., 100. Rapporté, 234. 3me l., 245. Passé au Sénat, 381. S.R., 564.—Chap. 51.

Pacifique, Chemin de fer Canadien du:

1. Pét. pour loi, 21. Rapp. sur l'avis, 37. Bill (No 17); M. Sharpe (Lisgar); 1re l., 38. 2me l., 83. Motion donnant instruction au com. des Ch. de fer de diviser le bill en deux bills; déclarée hors d'ordre, 164. Rapp. du com. des Ch. de fer recommand. cette division, 214. Bill réf. de nouveau au com. pour division, 214. Deux bills rapportés (Nos 17 et 68); Bill (No 17) rapp. am., 234. En com. gen.; progrès, 246. Progrès; 3me l., 261. Par le Sénat, 381. Sanct., 564.—Chap. 39.

2. Bill (No 68) Loi portant ratification et confirmation d'un certain contrat intervenu entre la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique et la Com-

pagnie du chemin de fer *Canadian Northern Ontario,* au sujet des têtes de lignes à Toronto-Nord; rapporté du com. des Ch. de fer, 234. Bill retiré et hon. remboursés, 341, 345.

3. Etat déposé en vertu de la rés. du 20 fév. 1882, pour la partie relevant du min. de l'Intérieur, 165. Doc. Sess., No 115.

4. Relevé des terres vendues par le Canadien du Pacifique, année 30 sep. 1914, 129. Doc. Sess., No 106.

5. Rép. à ordre du 26 fév. 1914, *re* coût moyen par mille construit, 21. Doc. Sess., No 46.

6. Rép. à ordre du 20 avril 1914, *re* marché conclu entre le gouv. et le Canadien du Pacifique au sujet d'un octroi de terres pour irrigation, à l'est de Calgary, 114. Doc. Sess., No 98.

Palmer et Pallister, Messieurs:

1. Ordre.—Achat de remontes dans les cantons de l'Est par,—225.

2. Ordre.—Même sujet, 267.

Pantalons:

Voir *Force expéditionnaire,* 31.

Pâques:

Voir *Ajournements spéciaux.*

Paradis, Télesphore:

Voir *Intercolonial,* 12.

Parent, Joseph:

Voir *Intercolonial,* 7.

Pâturage, Concession de:

Voir *Schrader, Udo F.*

Paul, Capitaine Stephen:

Voir *Rhoda.*

Pêcheries:

1. Rép. à ordre du 11 fév. 1914; relevé du tonnage, des ports d'enregistrement et de la destination de tous les navires étrangers de pêche, etc., ayant fait escale à Sydney-Nord, en 1913, etc., 22. Doc. Sess., No 50.

2. Rép. à ordre du 9 fév. 1914; marchés conclus entre le min. de la Marine et des Pêcheries, ou le gouvernement et les compagnies de ch. de fer et de messageries *re* transport du poisson frais, etc., 23. Doc. Sess., No 59.

3. Rép. à ordre du 4 mai 1914; corresp., etc., *re* demandes adressées au gouv. pour aide quant au transport du poisson frais entre la N.-E. et les E.-U., 276. Doc. Sess., No 153.

4. Rép. à ordre du 11 fév. 1914; doc. échangés entre la Commission des crustacés de 1913 et le min. de la Marine et des Pêcheries depuis la date de la nom. de cette commission jusqu'au 31 déc. 1913, 98. Doc. Sess., No 94.

5. Ordre.—Rets à trappe à Green-Harbour et dans les environs; corresp., etc., *re* requête de Donald Williams et autres, 166. Rép., 492. Doc. Sess., No 213.

6. Ordre.—Primes de pêche pour poisson pris en 1914; corresp., etc., et instructions au gardien des pêcheries dans la N.-E., 61.

7. Ordre.—Pêcheries dans la prov. de Québec, haute direction des; corresp., etc., 237. Rép., 502. Doc. Sess., No 229.

8. Ordre.—Noms, tonnage, port d'enregistrement et destination des navires de pêche étrangers ayant fait escale à Sydney-Nord, N.-E., depuis le 31 déc. 1913, 142.

9. Adresse.—Transfert des pêcheries dans les eaux de marée du contrôle provincial au contrôle fédéral; décrets du conseil, lettres, etc., 130. Rép., 502. Doc. Sess., No 228.

Peine capitale:

Réponse à ordre du 16 mars 1914; liste de toutes les personnes condamnées à la peine capitale en Canada, depuis le 1er juillet 1867, 22. Doc. Sess., No 53.

Voir aussi *Code criminel,* 2.

Pelles:

Voir *Force expéditionnaire,* 25.

Pensions:

1. Rapport du Conseil privé *re* pensions aux officiers et soldats invalidés ou aux familles de ceux qui ont été tués en service actif, 399. Doc. Sess., No 206.

2. Ordre.—Noms des personnes qui retirent des pensions du gouvernement, chiffre de la pension, etc., 236.

Perrot, Ile:

Voir *Vaudreuil.*

Phinney's-Cove:

Voir *Brise-lames,* 6.

Pictou, Havre de:

Voir *Intercolonial,* 13.

Pictou, Mulgrave et Cheticamp, Route des steamers à destination de:

Rép. à ordre (1914) correspondance au sujet de la,—59. Doc. Sess., No 76.

Pneus pour camions automobiles:

Voir *Canada Cycle and Motor Co.*

Poisson séché:

Voir *Commerce, etc.*

Police fédérale:

Nombre moyen de constables employés chaque mois de 1914, etc., 36. Doc. Sess., No 69.

Port Hawkesbury:

Voir *Edifices publics.*

Portneuf, Comté de:

Rép. à ordre (1914)—Deniers dépensés dans le,—de 1896 à 1911, etc., 235. Doc. Sess., No 140.

Poste, Bureaux de:

1. Rép. à ordre (1914).—Loyers, éclairage et combustible des,—dans la Nouvelle-Ecosse, 23. Doc. Sess., No 60.

2. Rép. à ordre (1914) *re* B. de P. de Johnstown, comté de Richmond, N.-E., 23. Doc. Sess., No 62.

3. Rép. à ordre (1914.—Changement du B. de P. au village de St-Lazare, Bellechasse, 23. Doc. Sess., No 63.

4. Rép. à ordre (1914).—Sommes d'argent expédiées en dehors du Canada, pendant les derniers cinq ans, de certains B. de P. du Cap-Breton, 140. Doc. Sess., No 107.

5. Ordre.—Nombre d'employés permanents et temporaires, à Montréal, Québec, Toronto, Winnipeg, Halifax, St-Jean, Vancouver, et salaires, 140. Rép., 342. Doc. Sess., No 172.

6. Ordre.—Conduite du maître de poste à Grand-Etang, 143. Rép., 481. Doc. Sess., No 210.

Postes, Ministre des:

Rapport pour 1913-14, p. 11. *Imprimé.* Doc. Sess., No 24.

Postes, Service des—dans la Nouvelle-Ecosse:

Voir *Ajournements en vertu de la règle 39.*

Powell, J. E.:

Ordre.—Achat de drogues, fournitures médicales, etc., achetées de,—62.

Premier Trust Co.:

Pét. pour loi, 19. Rapp., 164. Bill E (No 96) du Sénat, 419. 1re l., 420. 2me l., 423. Rapporté, 465. 3me l., 485. S.R., 565.—Chap. 69.

Président des Comités de la Chambre entière:

Nomination de M. Albert Sévigny, 25.

Prêts:

Adresse.—Corr. des autorités impériales au sujet des prêts au gouvernement canadien, 199. Rép., 301. Doc. Sess., No 156.

Primes de pêche:

Voir *Pêcheries,* 6.

Prince-Edouard, Chemin de fer de l'Ile du:

1. Rép. à ordre (1914). Nominations dans le personnel de 1912 à 1914, salaires, etc., 21. Doc. Sess., No 49.

2. Ordre.—Noms et adresses des personnes nommées depuis octobre 1911, p. 199. Rép., 374. Doc. Sess., No 49a.

Prince-Edouard, Ile du:

Motion pour une adresse.—Amendement à l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord pour porter à six le nombre des députés au parlement,—rejetée, 142.

Prisonniers de guerre:

Voir *Guerre,* 4, 5.

Privilèges et Elections:

Comité, nommé, 52, 58.

Produits alimentaires:

Ordre.—Relevé faisant connaître si de ces produits ont été exportés depuis le 1er août à des pays européens autres que l'Angleterre, la France et la Belgique, etc., 84. Rép., 174. Doc. Sess., No 120.

Produits alimentaires, Exportations des:

Rés. à l'effet que le gouv. assume le contrôle suprême quant à la quantité et à la destination de ces exportations; Rés. rejetée, 200.

Prospect, Comté de Halifax:

Voir *Brise-lames,* 7.

Q

Quais:

1. Ordre.—Lower Burlington: Construction d'un,—132. Rép., 344. Doc. Sess., No 184.
2. Ordre.—Lower-Wood Harbour: Construction projetée d'un,—166. Rép., 501. Doc. Sess., No 220.
3. Ordre.—Margaree Harbour: Dépenses faites pour un,—201.
4. Ordre.—Sackville, N.-B.: Construction d'un chemin conduisant au,—199. Rép., 570. Doc. Sess., No 258.

Quarantaine de Lévis:

Ordre.—Achat d'un terrain pour la,—376.

Québec Oriental, et Atlantic, Quebec and Western, Chemins de fer:

Ordre.—Tarif en vigueur pour le transport de la farine, 198. Rép., 375. Doc. Sess., No 203.

Quorum:

Pas de quorum en com. général; le com. se lève; puis reprend ses délibérations, 486.

R

Recensement:

Cinquième recens. du Canada, 1911.—Agriculture, Vol. IV, 12. *Imprimé.* Doc. Sess., No D.

Régina, Propriétés acquises par l'Etat à:

Ordre.—Acquisitions depuis le 21 septembre 1911, etc., 140. Rép., 344, 500. Doc. Sess., Nos 183 et 217.

Règles suspendues:

Au sujet de bills privés, 418.

Remontes:

Voir *Force expéditionnaire*, 19. *Palmer et Pallester*, 1. 2.

Restaurant, Comité conjoint du:

Nommé par la Chambre et message au Sénat, 59. Message du Sénat nommant ses membres, 61.

Restigouche, Réserve sauvage de:

Voir *Sauvages*, 2.

Retraites et destitutions sur l'Intercolonial:

Voir *Intercolonial*, 14.

Rets à trappe:

Voir *Pêcheries*, 5.

Revenu de l'Intérieur:

1. Rapp. annuel du ministère au 31 mars 1914. Partie I. Accise, 198. *Imprimée.* Doc. Sess., No 12.

2. Partie II. Inspection des Poids et Mesures, lumière électrique, gaz, 198. *Imprimée.* Doc. Sess., No 13.

3. Partie III. Falsification des denrées alimentaires, 198. *Imprimée.* Doc. Sess., No 14.

Revenu de l'Intérieur, Loi modifiant la Loi du:

1. Bill (No 115); 1re l., 467. 2me et 3me l., 503. Par le Sénat, 518. Sanct., 676. Chap. 17.

2. Rés. à l'effet d'autoriser l'emploi d'officiers d'accise provisoires, etc.; Mot. pour com., 492. Rés. adoptée et référée au Com. gén. sur le bill suivant:

Bill (No 116); 1re l., 467. 2me l., 503. 3me l., 524.

"Rhoda", Steamer:

Ordre.—Réclamation du capitaine Stephen Paul pour la destruction du,—par le ministère de la Marine, 318.

Rivière Saint-Charles à Québec:

Adresse.—Décrets du Conseil, creusement de la,—503.

Roues de trolley:

Voir *Brevets,* 3.

Routes postales rurales:

Voir *Service postal rural.*

St

St. John Valley Railway:

Ordre.—Contrat pour l'exploitation de ce chemin par l'Intercolonial depuis le 1er juillet dernier, 85. Rép., 570. Doc. Sess., No 257.

St-Laurent, Fleuve:

Rapp. des commissaires chargés de s'enquérir du niveau du,—en amont et en aval de Montréal, 326. Doc. Sess., No 166.

St. Lawrence and Adirondack Railway Co.:

Pét. pour loi, 19. Rapp., 59. Bill (No 27); 1re l., 60. 2me l., 83. Amendé, 214. 3me l., 245. Passé au Sénat, 381. S.R., 564.—Chap. 55.

St-Lazare, Village:

Voir *Poste, Bureaux de,* 3.

St-Maurice, Rivière—Station de Shawinigan sur la:

Ordre.—Nombre d'hommes employés pour les travaux publics à la,—en décembre 1913 et janvier 1914, p. 674.

S

Sabiston:

Voir *Métis, Scrip.*

Sackville, N.-B.:

Voir *Quais,* 4.

Salles d'exercices militaires dans l'Ontario:

Rapport de R. A. Pringle, commissaire, *re* accusations de corruption, fraude, etc., *re* contrats de construction, 671. Doc. Sess., No 294.

Sanction Royale à des Bills:

563, 676.

Sandford, comté de Yarmouth, N.-E.:

Voir *Brise-lames,* 8.

Sauvages:

1. Rapport annuel du ministère au 31 mars 1914, 59. *Imprimé.* Doc. Sess., No 27.
2. Rép. à ordre du 8 juin 1914, *re* vente de terres de la réserve des sauvages de Restigouche, 59. Doc. Sess., No 77.
3. Ordre.—Lettres, etc., *re* bois coupé sur la réserve de Tobique par B. F. Smith, etc., 85. Rép., 343. Doc. Sess., No 177.

Saumon, Piscifacture du—à North East Margaree:

Rép. à ordre du 16 mars 1914; administration de la,—depuis 1911 jusqu'à date, 82. Doc. Sess., No 88.

Saumon, Vivier à:

Ordre.—Transfert du,—de Flat-Lands à New-Mills, N.-B., 236. Rép., 666. Doc. Sess., No 279.

Schrader, Udo F.:

Ordre.—Location d'un terrain de pâturage, 84. Rép., 310. Doc. Sess., No 161.

Scoles, C. R.:

Voir *Atlantique au lac Supérieur.*

Seager, Charles:

Voir *Enquêtes*, 2.

Séances de la Chambre:

1. Les mercredis soirs, 99.
2. Samedi, et matinées, 345.

Secrétaire d'Etat:

1. Rapp. pour 1913-14, p. 22. *Imprimé.* Doc. Sess., No 29.
2. Rapp. pour 1913-14, *re* affaires étrangères, 115. *Imprimé.* Doc. Sess., No 33.
3. Relevé des obligations et cautionnements enregistrés au Secrétariat d'Etat, 115. Doc. Sess., No 102.

Selles:

Voir *Force expéditionnaire.*

Sénat:

Ordre.—Demandes au gouvernement de prendre des mesures en vue de modifier le Sénat afin de le mettre en harmonie avec les principes du gouvernement populaire, 467.

Sénat et de la Chambre des Communes, Loi modifiant la Loi du:

1. Bill (No 57); 1re l., 157. 2me et 3me l., 175. Passé au Sénat, 319. S.R., 563.—Chap. 7.
2. Bill (No 77); 1re l., 358.

Séparation, Allocations de:

Voir *Force expéditionnaire,* 33, 34.

Serments d'Office:

Bill (No 1); 1re l., 2.

Service civil:

1. Liste du service civil du Canada, 23. *Imprimée.* Doc. Sess., No 30.
2. Relevé des sommes payées à titre de pension et de fonds de retraite en 1914, 24. Doc. Sess., No 66.
3. Sixième rapport annuel de la Commission du Service civil du Canada, 358. *Imprimé.* Doc. Sess., No 81.
4. Ordre.—Relevé des fonctionnaires et employés du gouv. fédéral et des gouv. provinciaux en faction pour la garde des ponts, canaux, etc., 198.
5. Interpellation quant à l'intention du gouv. au sujet de l'octroi de l'augmentation annuelle des salaires, 262.
6. Ordre.—Relevé des personnes qui ont subi l'examen du service civil dans la prov. de Québec depuis l'établissement de la Commission du Service civil, 562.

Voir aussi *Allemands.*

Service civil, Loi modifiant la Loi de 1908 modifiant la Loi du:

Bill (No 47): M. Broder; 1re l., 140.

Service postal rural:

1. Adresse.—Entre Bridgetown et Granville-Ferry, comté d'Annapolis, 200. Rép., 562. Doc. Sess., No 247.
2. Ordre.—Comté de Chicoutimi et Saguenay, 545. Rép., 665. Doc. Sess., No 276.
3. Ordre.—Canton de Dundee, comté de Huntingdon, 84. Rép., 342. Doc. Sess., No 169.
4. Ordre.—Entre Hodson et Toney-Mills, comté de Pictou, 409.
5. Ordre.—Entre Pictou et Saltsprings, comté de Pictou, 226. Rép., 562. Doc. Sess., No 246.
6. Ordre.—Entre River-John et Hedgeville, comté de Pictou, 200. Rép., 515. Doc. Sess., No 232.
7. Ordre.—Warden No 1, comté de Shefford, 375.

Serviettes:

Voir *Force expéditionnaire,* 29.

Shawinigan, Station de:

Voir *St-Maurice.*

Shelburne, N.-E., Propriété des casernes à:

Ordre.—*Re* location de cette propriété par le gouvernement, 165. Réponse, 662. Doc. Sess., 273.

Shippegan Gully:

Voir *Brise-lames*, 9.

Signaux de tempête à Shippegan, N.-B.:

Voir *Marine et Pêcheries*, 5.

Simcoe, Grey and Bruce Railway Co.:

Pét. pour loi, 20. Rapp.; Bill (No 61); 1re l., 164. 2me l., 185. Amendé, 299. 3me l., 311. Passé au Sénat, 454. S.R., 564.—Chap. 52.

Smith, F. B.:

Voir *Sauvages*, 3.

Sous-marins, Achat de deux:

Décrets du conseil, etc., 62. Rép., 310. *Imprimés*, 310. Imprimés sans délai, 311. Rép. supplémentaire, 318. Autre rép. suppl., 400. Réponses imprimées sans délai, 400. Doc. Sess., Nos 158, 158*a*, 158*b*.

Sous-vêtements:

Voir *Force expéditionnaire*, 32.

Southampton Railway Co.:

Rapport de R. A. Pringle, commissaire chargé de faire une enquête sur le paiement de subventions à la,—11. Doc. Sess., No 41.

Southern Central Pacific Railway Co.:

Pét. pour loi, 35. Rapp., 59. Bill (No 26); 1re l., 60. 2me l., 83. Rapporté, 155. 3me l., 185. Passé au Sénat, 319. S.R., 564.—Chap. 53.

South Ontario Pacific Railway Co.:

Pét. pour loi, 35. Rapp., 59. Bill (No 25); 1re l., 60. 2me l., 83. Rapporté, 155. 3me l., 185. Passé au Sénat, 319. S.R., 564.—Chap. 54.

Spencer, Stanley Scott:

Voir *Communes*, 5.

Sterling Life Assurance Company of Canada:

Pét. pour loi, 213. Rapp.; Bill (No 71); 1re l., 300. 2me l., 311. Amendé, 358. 3me l., 375. Passé au Sénat, 469. S.R., 564.—Chap. 65.

Stewart, Officier militaire des E.-U.:

Voir *Force expéditionnaire*, 28.

Subsides et Voies et Moyens:

1. La Chambre en com. des Subsides, 13. En com. des Voies et Moyens, 13.
2. Rés. adoptées en com. des Subsides:—99, 100, 143, 184, 350, 359, 362, 377, 391, 402, 411, 421, 423, 451, 469, 482, 484, 494, 504, 515, 524, 534, 545, 573.
3. En comité, progrès, 238, 606.
4. Concours, 579, 607. Rés. amendée, 654.

VOIES ET MOYENS:

5. Motion pour se former en com. des V. et M. (Budget); débat sur la motion, ajourné, 60, 158, 167, 175, 215, 226, 245, 276. Amendement-Laurier; débat ajourné, 292, 304, 311, 319. Amendement rejeté et motion adoptée, 326. En com., progrès, 328. Résolutions adoptées, 335. Agréées, 348 (voir *Tarif des Douanes, 1907*). En comité; rés. rapportées, 346. Agréées, 348, (voir *Guerre, Dépenses de*).

6. En com. des Voies et Moyens; deux rés. adoptées, 655 (voir le *Bill suivant*).

7. Bill (No 123) Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes pour le service public pour les exercices 1914-15 et 1915-16; 1re et 2me l., 655. 3me l., 662. Passé au Sénat, 667. S.R., 675.—Chap. 24.

Sunny Brae:

Ordre.—Exploration d'une nouvelle ligne de chemin de fer à partir de,—vers l'est, dans le comté de Pictou, 376.

T

Tabac:

Voir *Liqueurs spiritueuses.*

Tarif, Résolutions du:

Voir *Subsides et Voies et Moyens*, 6.

Télégraphe, Lignes de—Comté d'Inverness:

Ordre.—Nombre et coût des,—construites chaque année depuis 1896 jusqu'à date, 201.

Télégraphes en Canada, Statistiques des:

Pour 1913-14, p. 334. *Imprimées.* Doc. Sess., No 20f.

Téléphones en Canada, Statistiques des:

Pour 1913-14, p. 334. *Imprimées.* Doc. Sess., No 20d.

Terres fédérales:

1. Rapp. des arpentages faits dans la zone de 40 milles des chemins de fer dans la Col.-Britannique, 310. Doc. Sess., No 128b.

2. Décrets du Conseil publiés dans la *Gazette du Canada* en vertu de l'article 77 de la Loi des,—310. Doc. Sess., No 128a.

3. Décrets du Conseil publiés dans la *Gazette du Canada* en vertu de la Loi des réserves forestières et des parcs, 310. Doc. Sess., No 127a.

4. Rép. à ordre (1914).—Cancellation de l'inscription de R. Bannatyne, etc., 129. Doc. Sess., No 104.

Thorndike, Lottie:

Voir *Divorces*, 20.

Title Trust Co'y, et à l'effet de changer son nom en celui de "Chartered Trust and Executor Co'y":

Pét. pour loi, 20. Rapp. 36. Bill (No 16); 1re l., 37. 2me l., 83. Rapporté, 223. 3me l., 245. Passé au Sénat, 364. S.R., 564.—Chap. 70.

Tobique, Réserve sauvage de:

Voir *Sauvages,* 3.

Toronto Eastern Railway Co.:

Pét. pour loi, 35. Rapp., 59. Bill (No 28); 1re l., 60. 2me l., 83. Amendé, 214. 3me l., 245. Passé au Sénat, 381. S.R., 564.—Chap. 56.

Toronto, Hamilton and Buffalo Railway Co.:

Pét. pour loi, 173. Rapp.; Bill (No 65); 1re l., 198. 2me l., 215. Amendé, 299. 3me l., 311. Passé au Sénat, 454. S.R., 565.—Chap. 57.

Toronto Terminals Railway Co.:

Pét. pour loi, 19. Rapp.; Bill (No 54); 1re l., 156. 2me l., 185. Amendé, 275. 3me l., 311. Passé au Sénat, 454. S.R., 564.—Chap. 58.

Transcontinental, Chemin de fer National:

1. 10me rapp. annuel des commissaires pour 1913-14, p. 11. *Imprimé.* Doc. Sess., No 37.

2. Rapp. intérimaire pour les 9 mois expirés le 31 décembre 1914, p. 82. Doc. Sess., No 37a.

3. Ordre.—Construction de la gare à Armagh, comté de Bellechasse, 334.

Transcontinental, Chemin de fer National:

Ordre.—Circulation des trains entre Cochrane et Québec, 26. Rép., 157. Doc. Sess., No 114.

Transcontinental, Loi modifiant la Loi du chemin de fer National:

Rés. en comité, 482. Adoptée; Bill (No 119); 1re l., 494. 2me l.; en com. progrès, 505. Rapporté, 545. 3me l., 563. Passé au Sénat, 663. S.R., 676.—Chap. 18.

Transport:

Voir *Force expéditionnaire,* 30.

Travail:

1. Rapp. du ministre pour 1914, p. 12. *Imprimé.* Doc. Sess., No 36.

2. 7me rapp. du registraire des commissions de conciliation et d'enquêtes pour 1914, p. 12. *Imprimé.* Doc. Sess., No 128a.

3. Ordre.—Résolutions reçues sur le ministère du Travail depuis octobre 1911, de la part d'organisations, de manufacturiers, 199.

4. Pétitions pour la création d'un bureau national de travail, 163, 173, 213, 233.

Travaux publics:

1. Rapp. du ministre, 1914. Vol. I, 12. *Imprimé.* Doc. Sess., No 32.

2. Ordre.—Comté de Guysboro. Deniers dépensés pour,— depuis le 10 octobre 1911, p. 141.

3. Ordre.—Comté d'Inverness. Dépenses de 1896 à 1915, p. 143. Rép. 344. Doc. Sess., No 187.

4. Ordre.—Comtés de Wright, Pontiac et Labelle. Dépenses depuis octobre 1911 jusqu'à date, 266. Rép., 501. Doc. Sess., No 223.

Voir aussi *Blue-Rock, Antigonish.*

Tremblay, Jules:

Voir *Communes,* 7.

Trois-Pistoles Pulp and Lumber Co.:

Voir *Intercolonial,* 15.

Trois-Rivières:

Ordre.—Nombre d'employés des Postes, des Douanes et du Revenu de l'Intérieur au 21 septembre 1911 et actuellement, 562. Rép., 666. Doc. Sess., No 278.

Voir *Edifices publics.*

U

Uniformes des soldats:

Voir *Force expéditionnaire,* 27.

Unions ouvrières:

Rapp. annuel sur les,—115. Erratum, 144. Doc. Sess., No 101.

V

Valcartier:

Ordre.—Terrains acquis par le gouvernement pour le camp de,—199. Rép., 674. Doc. Sess., No 295.

Vale Railway:

Ordre.—Achat du ch. de fer appelé,—de l'*Acadia Coal Co.,* 200. Rép., 374. Doc. Sess., No 195.

Van Buren Bridge Co.:

Pét. pour loi, 35. Rapp.; Bill (No 29); 1re l., 60. 2me l., 100. Amendé, 214. En com., progrès, 246. 3me l., 261. Amendé au Sénat, 401. Concours, 422. S.R., 565.—Chap. 77.

Vancouver Life Iinsurance Co.:

Pét. pour loi, 97. Rapp.; Bill (No 45); 1re l., 114. 2me l., 140. Rapporté, 223. 3me l., 245. Passé au Sénat, 364. S.R., 564.—Chap. 66.

Vancouver, Loi modifiant la Loi des commissaires du havre de:

Résolution pour comité général, 468.

Vancouver Terminal Railway Co.:

Pét. pour loi, 129. Rapp.; Bill (No 55); 1re l., 156. 2me l., 185. Préambule non prouvé, 300. Renvoyé au com. des Ch. de fer, 318. Amendé, 341. 3me l., 362. (Titre changé en celui de Loi constituant en corporation la *Fraser Valley Terminal Railway Co.*). Passé au Sénat, 454. S.R., 565.—Chap. 27.

Vancouver, Victoria and Eastern Railway and Navigation Co.:

Pét. pour loi, 51. Rapp.; Bill (No 38); 1re l., 72. 2me l., 100. Amendé, 234. 3me l., 246. Passé au Sénat, 381. S.R., 564.—Chap. 59.

Vaudreuil, Pont entre l'île de Montréal et:

Ordre.—Lettres, etc., *re* pont projeté, 142. Réponse, 344. Doc. Sess., No 182.

Vaudreuil, Pont entre Isle Perrot et:

Ordre.—Lettres, etc., *re* pont projeté, 142. Réponse, 344. Doc. Sess., No 182*a*.

Vêtements:

Voir *Milice et Défense*, 4.

Vins:

Voir *Commerce*.

Volontaires pour la guerre:

Voir *Intercolonial*, 16.

W

Wakeham, Dr Wm:

Ordre.—Rapport sur les pertes subies dans la Baie-des-Chaleurs et le fleuve St-Laurent par suite de la tempête du 5 juin 1914, p. 303. Rép., 544. Doc. Sess., No 238.

Western Dominion Railway Co.:

Pét. pour loi, 97. Rapp.; Bill (No 46); 1re l., 114. 2me l., 140. Rapporté, 234. 3me l., 245. Amendé au Sénat, 381. Concours, 392. S.R., 564.—Chap. 60.

Western Canada Accident and Guarantee Insurance Company:

Pét. pour loi, 357.

Windsor, Embranchement de:

Voir *Intercolonial*, 17.

Y

Yukon, Loi modifiant la Loi minière du:

Bill (No 67); 1re l., 198. 2me et 3me l., 350. Amendé au Sénat, 454. Concours, 503. S.R., 676.—Chap. 22.

Yukon, Territoire du:

Ordonnances passées en 1914 par le conseil du,—23. Doc. Sess., No 55.

No. 1.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SEANCE DU JEUDI, 4 FEVRIER 1915.

La Chambre s'est réunie;

PRIÈRES.

M. l'Orateur donne lecture à la Chambre de la lettre suivante qui lui a été adressée:—

BUREAU DU SECRÉTAIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL, CANADA,

OTTAWA, 22 janvier 1915.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de vous informer que Son Altesse Royale le Gouverneur général se rendra à la salle des séances du Sénat, pour ouvrir la cinquième session du Parlement de la Puissance du Canada, jeudi, le 4 février, à 3 p.m.

J'ai l'honneur d'être, monsieur,

Votre obéissant serviteur,

E. A. STANTON, Lt-colonel,

Secrétaire du Gouverneur général.

A l'honorable Orateur
de la Chambre des Communes.

Un message est remis par le major Ernest John Chambers, gentilhomme huissier de la Verge Noire:—

M. L'ORATEUR,

Son Altesse Royale le Gouverneur général désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Sénat.

La Chambre s'y rend, en conséquence,—et de retour,—

M. l'Orateur informe la Chambre que pendant la vacance il a reçu de divers membres avis que les vacances suivantes étaient survenues dans la représentation, savoir:—

De l'honorable Louis Philippe Pelletier, député du collège électoral du comté de Québec, démissionnaire;

De Pierre Emile Blondin, écuier, député du collège électoral de Champlain, qui a accepté une charge lucrative sous la Couronne, savoir: ministre du Revenu de l'Intérieur;

De l'honorable Wilfrid Bruno Nantel, député du collège électoral de Terrebonne, qui a été nommé membre et sous-commissaire en chef de la Commission des chemins de fer;

De James McKay, écuier, député du collège électoral de Prince-Albert, qui a été nommé juge de la Cour Suprême de la Saskatchewan;

De Thomas Beattie, écuier, député du collège électoral de London, décédé; et

De l'honorable George A. Clare, député du collège électoral de Waterloo-Sud, décédé.

Et qu'il a, en conséquence, émis ses divers mandats au greffier de la Couronne en chancellerie lui enjoignant d'émettre de nouveaux brefs d'élection pour les dits collèges électoraux respectivement.

M. l'Orateur informe aussi la Chambre que, durant la vacance, le greffier de la Chambre a reçu du greffier de la Couronne en chancellerie les certificats et rapports d'élection des députés suivants, savoir:—

De l'honorable Pierre Edouard Blondin, pour le collège électoral de Champlain;

De l'honorable Thomas Chase Casgrain, pour le collège électoral du comté de Québec;

De William Gray, écuier, pour le collège électoral de London;

De Frank Stewart Scott, écuier, pour le collège électoral de Waterloo-Sud;

De Joseph A. Descarries, écuier, pour le collège électoral de Jacques-Cartier; et

D'Arthur Bliss Copp, écuier, pour le collège électoral de Westmorland.

Les membres suivants ayant préalablement prêté serment conformément à la loi et signé le rôle qui le contient, prennent leur siège en Chambre:—

L'honorable Thomas Chase Casgrain, pour le collège électoral du comté de Québec;

L'honorable Pierre Edouard Blondin, pour le collège électoral de Champlain; et

Frank Stewart Scott, écuier, pour le collège électoral de Waterloo-Sud.

Sir George Foster, pour Sir Robert Borden, présente un Bill (No 1) Loi concernant la prestation des serments d'office,—lequel est lu la première fois.

M. l'Orateur fait rapport du discours de Son Altesse Royale, et en donne lecture à la Chambre, comme suit:—

Honorables Messieurs du Sénat:

Messieurs de la Chambre des Communes:

Au cours des mois écoulés depuis la déclaration de guerre, le peuple du Canada a donné de nombreuses et convaincantes preuves de sa haute loyauté envers notre Souverain et de son profond dévouement aux institutions de l'Empire Britannique.

Depuis que je vous ai adressé la parole, un corps expéditionnaire canadien de plus de 30,000 hommes a été envoyé sain et sauf au delà de l'Atlantique; et après son arrivée dans les Iles Britanniques il s'est occupé à compléter son instruction militaire nécessaire avant de se rendre à la ligne de feu. En dépit de la température exceptionnelle-

ment rigoureuse qui a régné dans les Iles Britanniques, cette instruction a marché d'une façon satisfaisante, et l'on s'attend à ce que nos soldats prennent prochainement leur place sur le champ de bataille.

L'esprit de patriotisme ardent et déterminé qui anime tout le Canada a provoqué une superbe réponse à l'appel au service militaire au delà de la mer. De nombreux nouveaux corps ont été organisés et de ceux-ci on a détaché d'autres contingents prêts à partir, dès que les arrangements nécessaires pour les recevoir et compléter leur instruction auront été terminés.

Malgré la perturbation inévitable du commerce causée par la déclaration de guerre sur une aussi vaste échelle, l'état financier et commercial du Canada a fait preuve d'une grande stabilité; et, dans l'ensemble, le pays s'est adapté aux conditions nouvelles d'une façon très effective.

Mes conseillers soumettront à votre étude des mesures rendues nécessaires par la participation du Canada à la grande tâche que notre Empire a entreprise dans cette guerre.

Messieurs de la Chambre des Communes:

Les comptes publics pour l'année fiscale écoulée et les estimations budgétaires pour la prochaine année fiscale vous seront soumis sans délai. On vous demandera de pourvoir aux besoins financiers pour que nous donnions une aide efficace à la poursuite des hostilités.

Honorables Messieurs du Sénat:

Messieurs de la Chambre des Communes:

La puissante unité de sentiments qui inspire les possessions de Sa Majesté nous donne la ferme assurance que les raisons qui ont fait entreprendre cette guerre seront défendues jusqu'à ce que l'on obtienne un résultat heureux et honorable. Je recommande à votre attention favorable les mesures qui vous seront soumises pour que cette grande fin soit atteinte; et je prie la divine Providence de répandre ses bénédictions sur vos travaux.

Sur motion de Sir George Foster, pour Sir Robert Borden, il est ordonné,—Que le discours de Son Altesse Royale le Gouverneur général aux deux Chambres du Parlement soit pris en considération lundi prochain.

Sur motion de Sir George Foster, pour Sir Robert Borden, il est résolu,—Que l'ordre pour la prise en considération de la motion relative à une adresse à Son Altesse Royale le Gouverneur général en réponse au discours du Trône à l'ouverture de la session aura la priorité sur toutes autres mesures, sauf la présentation des bills jusqu'à la conclusion du débat.

Sur motion de Sir George Foster, pour Sir Robert Borden, un comité spécial est nommé pour préparer et rapporter avec toute la diligence possible les listes des membres devant composer les comités permanents prescrits par la règle 10; le dit comité devant se composer de Sir Robert Borden, Sir Wilfrid Laurier, MM. Reid (Grenville), Casgrain, Pugsley, Stanfield et Pardee,—et que la partie de la règle 10 qui limite le nombre des membres du dit comité soit suspendue à cet effet.

M. l'Orateur soumet à la Chambre le rapport des bibliothécaires conjoints du Parlement, lequel est comme suit:—

A l'honorable Chambre des Communes.

Les bibliothécaires conjoints du Parlement ont l'honneur de présenter leur rapport aux deux Chambres pour l'année 1914.

Durant les courtes vacances écoulées depuis la session du mois d'août, il y a eu peu de faits importants à mentionner.

Les bibliothécaires se sont efforcés de se procurer tous les ouvrages officiels et autres se rapportant à la guerre, et ils espèrent qu'ils trouveront peu de lacunes sur ce sujet dans les ouvrages mentionnés au catalogue ou placés sur les rayons.

Ils se sont occupés spécialement des ouvrages ayant rapport au droit international et à la conduite des affaires durant la guerre.

Il a fallu négliger, jusqu'à un certain point, les ouvrages de pure littérature vu qu'il a été nécessaire d'acheter le plus grand nombre possible d'ouvrages ayant trait à la guerre.

D'un autre côté, il y a eu une diminution marquée dans la production d'ouvrages purement littéraires en France et en Angleterre durant la guerre actuelle.

La bibliothéque a reçu comme dons plusieurs ouvrages importants, parmi lesquels se trouvent ceux dont les titres suivent:—

H. J. Elwes, F.R.S., et A. Henry, M.A.—
Trees of Great Britain and Ireland. Illustrated Portfolio, 7 volumes. Forwarded to the Library by H.R.H. the Governor General on behalf of the authors.

Book of the Dead—
"Facsimiles of Papyrie of Hansfer, Auhai, Kerasher and Netchemet". Translation, etc., by E. A. Wallis Budge. From the Trustees of the British Museum.

Catalogue of Lamps in the British Museum. By H. B. Walters.

Catalogue of the Cuneiform Tablets in the Konyunjik. Collection of the British Museum. Supplement. By L. W. King.

La bibliothèque a reçu les documents qui suivent, ayant trait à la guerre actuelle:—
Documents diplomatiques;
La grande guerre européenne;
Pièces relatives aux négociations qui ont précédé les hostilités;
Le Livre Jaune Français;
Le Livre Gris Belge;
Le Livre Orange Russe;
Pourquoi nous sommes en guerre;
Le Bulletin de l'Armée;
Communiqués officiels;
Ordres du jour.

La liste ordinaire des dons faits à la bibliothèque est annexée au présent rapport, ainsi que la liste des ouvrages déposés en vertu de la loi qui protège la propriété littéraire.

Le catalogue annuel des achats de l'année est sous presse, et sera bientôt distribué.

Le tout respectueusement soumis.

A. D. DECELLES,
Bibliothécaire général.
MARTIN I. GRIFFIN,
Bibliothécaire parlementaire.

Bibliothèque du Parlement,
4 février 1915.

(Pour l'annexe à ce rapport, voir Documents de la session, No 40.)

Sur motion de Sir George Foster, pour Sir Robert Borden, il est résolu,—Que quand cette Chambre s'ajournera, ce jour, elle restera ajournée jusqu'à lundi prochain à 3 p.m.

La Chambre alors s'ajourne à 3.35 p.m. jusqu'à lundi prochain à 3 p.m.

THOMAS SIMPSON SPROULE,
Orateur.

AVIS DE MOTIONS

M. *Sinclair*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quel a été le coût total de la commission d'enquête du Transcontinental?

2. Quelle somme a été payée à F. P. Gutelius pour ses services dans cette enquête, y compris ses frais de voyage et autres dépenses connexes?

3. A quelle date a-t-il été nommé à cette commission, et combien de jours a-t-il siégé dans la dite commission?

4. Le dit F. P. Gutelius a-t-il été employé par le chemin de fer Intercolonial pendant une partie du temps où il agissait comme membre de la dite commission? Dans l'affirmative, a-t-il été payé par l'Intercolonial pour ses services et dans ce cas, quel montant a-t-il reçu?

5. Quelle somme totale a été payée au dit F. P. Gutelius pour ses services comme commissaire enquêteur et comme administrateur du chemin de fer Intercolonial depuis la date de sa nomination jusqu'au 31 décembre 1914?

M. *Sinclair*—Lundi prochain—QUESTION—

1. En 1914, le ministère des Chemins de fer et Canaux a-t-il fait un relevé topographique d'un embranchement de voie ferrée dans le comté de Guysboro?

2. Ce relevé est-il terminé?

3. Un rapport en a-t-il été fait au ministre?

4. Quel sont le nom et l'adresse postale de l'ingénieur chargé de ce travail? Quels sont les noms et les adresses postales des personnes de son équipe, et le salaire quotidien ou mensuel payé à chacun?

5. Combien d'hommes ont été employés à ce relevé, et quels en sont les noms, les adresses postales et le taux des gages?

6. Combien a coûté ce relevé à ce jour?

7. Quel est le maximum de rampe entre la ville de Guysborough et le détroit de Canso, tel qu'il appert à la suite de ce relevé?

8. Quel est le maximum de rampe entre Sunny-Brae et la ville de Guysborough?

M. *Sinclair*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Relativement à la déclaration suivante, à la page huit du rapport du service de la Marine pour l'exercice terminé le 31 mars 1914, savoir:

" Par suite de la décision du gouvernement de ne pas maintenir en activité de service les navires *Niobe* et *Rainbow*, le cours d'exercices et d'entraînement suivi sur ces navires est discontinué, et ils sont maintenant montés par un simple équipage réglementaire ".

A quelle date la décision ci-dessus mentionnée a-t-elle été prise?

2. Cette décision se trouve-t-elle contenue dans un décret du Conseil ou dans tout autre document ou mémorandum écrit?

3. S'il en est ainsi, le texte complet de cette décision sera-t-il porté à la connaissance du Parlement?

M. *Sinclair*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quelle réponse a été donnée par le gouvernement à la demande des fabricants de conserves de homard des provinces maritimes, à l'effet de suspendre cette industrie durant l'année 1915?

2. La question a-t-elle été soumise au Conseil aviseur des Pêcheries?

3. Une décision a-t-elle été prise? Dans l'affirmative, quelle est la nature de cette décision?

M. *Sinclair*—Lundi prochain—QUESTION—

1. A-t-il été fait une enquête sur la qualité des chaussures fournies au ministère de la Milice et de la Défense pour l'usage des volontaires canadiens?

2. Dans l'affirmative, qui a fait cette enquête, et quand a-t-elle pris fin?

3. Le rapport de l'enquête sera-t-il soumis au Parlement?

M. *Sinclair*—Lundi prochain—QUESTION—Combien d'aubains ont été enrolés aux différents bureaux du gouvernement institués à cette fin depuis le 4 août 1914?

M. *Sinclair*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Depuis le 1er juillet 1914, combien de vaisseaux de toutes sortes ont été retirés de l'enregistrement canadien des navires?

2. Quel est le tonnage brut de ces vaisseaux?

3. Quels sont les pays à l'enregistrement desquels ces vaisseaux ont été transférés?

4. Quels sont le nombre et le tonnage de tous les vaisseaux ajoutés au registre-matricule canadien depuis le 1er juillet 1914?

M. *Carvell*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le chemin de fer Intercolonial exploite-t-il quelque partie du chemin de fer *St. John Valley*, ainsi qu'il est communément désigné, dans le Nouveau-Brunswick? S'il en est ainsi, entre quelles stations?

2. Cette voie ferrée est-elle exploitée par l'Intercolonial entre Fredericton et Gagetown? Dans la négative, pour quelle raison?

3. Cette voie ferrée n'est-elle pas parachevée entre Fredericton et Gagetown sur une distance d'environ 30 milles?

4. L'exploitation actuelle se fait-elle en vertu des lois édictées et les baux consentis en 1912?

5. Sous le régime de l'arrangement actuel, quelle proportion des recettes brutes est-elle versée à la compagnie du chemin de fer et à la province du Nouveau-Brunswick?

M. *Carvell*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Avec quelles personnes, firmes ou corporations le ministère de l'Agriculture ou tout autre ministère du gouvernement du Canada a-t-il conclu des contrats pour du foin pour le gouvernement britannique depuis le 1er jour d'août dernier?

2. Quelle quantité de foin a été livrée par chacune de ces personnes, firmes ou corporations depuis la dite date, et en quels endroits?

3. Quel prix a été payé à chacune d'elles pour le dit foin lors de sa livraison au gouvernement, et quels sont les divers ports ou points de livraison?

4. Quels devaient être le poids et la dimension de chacune des balles de foin pressé, et combien de pieds cubes devait-elle représenter?

5. Le gouvernement ou quelqu'un de ses départements a-t-il payé ces personnes, firmes ou corporations pour mettre en balles du foin fourni par le gouvernement ou quelqu'un de ses départements? Dans l'affirmative, quelles personnes, firmes ou corporations ont fait ce travail, et quel prix, par homme, leur a été payé?

M. *Turgeon*—Lundi prochain—QUESTION—Le ministre des Chemins de fer et Canaux se propose-t-il de construire, le plus tôt qu'il sera possible, un tronçon reliant l'Intercolonial à Bathurst et le havre de ce nom?

M. *Turgeon*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quelle est actuellement la profondeur d'eau minimum, à marée basse, dans le havre de Bathurst?

2. Au cours de la prochaine saison, le ministère des Travaux Publics se propose-t-il de continuer les opérations de dragage dans le havre de Bathurst?

M. *Turgeon*—Lundi prochain—QUESTION—Au cours des mois de mai, juin, juillet août, septembre, octobre et novembre 1914, combien de verges cubes ont été draguées par les entrepreneurs dans le havre de Bathurst, et quelle somme d'argent leur a été payée chaque mois?

M. *Turgeon*—Lundi prochain—QUESTION—Au cours de l'été de 1914, quelle a été la quantité de dragage effectué dans le havre de Bathurst par la drague du gouvernement *Restigouche*?

M. *Turgeon*—Lundi prochain—QUESTION—

1. A qui a été adjugé le contrat pour la construction du phare à Mizonnette, comté de Gloucester, N.-B., et quel était le prix mentionné dans le contrat?
2. Ce contrat a-t-il été adjugé au plus bas soumissionnaire?

M. *Chisholm* (Antigonish)—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le contrat pour le transport des malles entre Antigonish et Sherbrooke, N.-E., a-t-il été adjugé? Dans l'affirmative, à qui et pour quel prix?
2. Quand des soumissions ont-elles été demandées et jusqu'à quelle date ont-elles été reçues?
3. Quels étaient les noms des soumissionnaires et le prix mentionné dans chaque soumission?
4. Si le contrat n'a pas été adjugé, quelle en est la raison?

M. *Lemieux*—Lundi prochain—QUESTION—

1. De quels fabricants ont été achetées par le ministère de la Milice les bottes destinées au premier corps expéditionnaire?
2. Qui a fait rapport touchant leur qualité?
3. Quel en a été le prix?

M. *Lemieux*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Du 1er janvier 1914 au 1er janvier 1915, combien de cadenas pour sacs de malle ont été commandés par le ministère des Postes?
2. A qui cette commande a-t-elle été confiée, et à quel prix?

* M. *Sinclair*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de toutes soumissions pour fournitures militaires reçues par le ministère de la Milice et de la Défense depuis le 1er août 1914, et sur lesquelles il a pris action.

* M. *Sinclair*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de toute la correspondance, des requêtes, recommandations départementales et autres documents en la possession du ministère de la Marine et des Pêcheries au sujet de la définition de l'expression *Navigation de cabotage*, tel que défini par la Loi de la Marine marchande au Canada, depuis la revision des Statuts en 1886.

* M. *Carvell*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous télégrammes, contrats, lettres, correspondance et autres documents se rapportant à l'exploitation par l'Intercolonial du chemin de fer *St. John Valley*, ainsi qu'il est communément désigné, depuis le 1er juillet dernier,—et de toutes lettres, correspondance, etc., échangées avec le ministère des Chemins de fer et Canaux, ou avec F. P. Gutelius ou tout autre fonctionnaire de l'Intercolonial.

* M. *Carvell*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous télégrammes, lettres, correspondance, et autres documents se rapportant à la pêche au saumon au moyen de rets dans la rivière Saint-Jean, province du Nouveau-Brunswick, entre la ligne ou s'arrêtent les marées et le pont Andover, depuis le 1er février A.D. 1912.

* M. *Carvell*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous télégrammes, lettres et correspondance échangés avec Margaret Lynch, ou toute personne agissant en son nom, en rapport avec l'expropriation, par l'Intercolonial, d'un certain terrain appartenant à la dite Margaret Lynch, en la cité de Fredericton, N.-B.;—aussi, de tous télégrammes, lettres et correspondance échangés avec F. P. Gutelius ou tout autre fonctionnaire de l'Intercolonial en la matière.

* M. *Carvell*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous télégrammes, correspondance, lettres, de la part de qui que ce soit, échangés avec le ministère des Chemins de fer et Canaux, ou F. P. Gutelius, gérant général de l'Intercolonial, ou tout autre fonctionnaire de cette voie ferrée, au sujet des taux de transport de marchandises sur cette partie du Transcontinental dans la province du Nouveau-Brunswick;—aussi, en rapport avec l'enlèvement du raccordement en Y à Wapske, dans le comté de Victoria, entre le dit Transcontinental et le Pacifique-Canadien à cet endroit.

* M. *Turgeon*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous comptes pour le déplacement du signal de tempête, à Shippigan, N.-B., et son installation sur le quai public, faisant connaître le coût du transfert pendant les mois d'octobre et novembre 1911.

* M. *Chisholm*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous télégrammes, pétitions, lettres et correspondance concernant un projet de service postal quotidien entre Lower-South-River et South-Side-Harbour, comté d'Antigonish, et l'amélioration du service postal pour les résidents du district en dernier lieu nommé.

* M. *Lemieux*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous les documens, lettres, télégrammes, etc., se rapportant à l'achat de la propriété connue sous le nom de l'hôtel Carslake, à Montréal, pour les fins du ministère des Postes.

* M. *Lemieux*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous papiers, télégrammes, pétitions, lettres et correspondance échangés entre la chambre de Commerce de Québec et le ministère des Chemins de fer et Canaux au sujet de la circulation des trains sur la section du chemin de fer National Transcontinental entre Cochrane et la ville de Québec.

* M. *Carvell*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous télégrammes, lettres, correspondance, baux et autres documents concernant la coupe du bois, par B. F. Smith et autres, sur la réserve sauvage Tobique, dans la province du Nouveau-Brunswick, depuis le 12 mars 1914;—aussi, copie de toutes conventions, offres et promesses faites par le dit B. F. Smith ou par le département des Affaires des Sauvages, au sujet de la vente ou disposition de quelque partie de la dite réserve sauvage de Tobique depuis la dite date, ou du bois abattu sur la dite réserve;—aussi, relevé de tout le bois abattu par le dit B. F. Smith sur la dite réserve, des droits de souche imposés, et des montants effectivement payés de ce chef depuis le 1er janvier 1912 jusqu'à date actuelle.

M. *Northrup*—Lundi prochain—RÉSOLUTION—Que cette Chambre est d'avis que la procédure suivie dans les causes de divorce soumises au Parlement est défectueuse et que les dépenses excessives qu'elle entraîne empêche la majeure partie de la population du Canada d'y avoir recours, et que le gouvernement devrait s'occuper de cette question sans délai, afin d'y apporter les réformes nécessaires pendant la présente session.

M. *Sinclair*—Lundi prochain—RÉSOLUTION—Que, de l'avis de cette Chambre, il est opportun de modifier l'article 3 du chapitre 65 des lois de 1908 en rappelant le dit article et en lui substituant le suivant:—

" (*f*) ' navigation de cabotage ' signifie un voyage entre tout port ou ligne de la côte orientale du Canada et tout autre port ou lieu de la même côte, ou de Terre-Neuve, du Labrador, ou de Saint-Pierre, ou de Miquelon, ou bien un port ou lieu de la côte orientale des Etats-Unis d'Amérique, du Mexique, de l'Amérique Centrale, des Indes Occidentales, ou de la côte orientale de l'Amérique du Sud pas plus au sud que quarante degrés de latitude sud; et aussi un voyage entre tout port ou lieu de la côte occidentale du Canada et tout autre port ou lieu de la même côte, ou de la côte occidentale du Territoire de l'Alaska ou des Etats-Unis d'Amérique, ou de la côte occidentale du Mexique, ou de l'Amérique centrale, ou de l'Amérique du Sud, pas plus au sud que quarante degrés de latitude sud."

M. *Lemieux*—Lundi prochain—RÉSOLUTION—Que, en vue des circonstances actuelles, cette Chambre croit qu'il est très opportun de reviser notre mode d'activer l'immigration de manière à attirer en Canada autant d'immigrants que possible appartenant à la classe agricole.

Sir *Robert Borden*—Lundi prochain—Comité général pour considérer les résolutions suivantes:—

1. Qu'il est expédient de prescrire qu'une somme n'excédant pas cent millions ($100,000,000) de piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer toutes dépenses qui pourront être faites par ou en vertu de l'autorité du Gouverneur en conseil pendant l'année expirant le 31 mars 1916, pour—

(*a*) la défense et la sécurité du Canada;

(*b*) la conduite des opérations navales ou militaires en Canada et au dehors;

(*c*) assurer la continuation des communications commerciales, industrielles et d'affaires soit par voie d'assurance ou d'indemnité contre les risques de guerre ou autrement; et

(*d*) la mise à exécution de toutes mesures que le Gouverneur en conseil jugera nécessaires ou opportunes par suite de l'existence d'un état de guerre.

2. Que le Gouverneur en conseil soit autorisé à prélever, par voie d'emprunt temporaire ou autrement, toutes sommes d'argent qui seront requises pour effectuer tout paiement autorisé par toute loi basée sur les présentes résolutions.

3. Que le principal prélevé par voie d'emprunt sous le régime de la présente loi et de la Loi des crédits de guerre, 1914, et l'intérêt sur le dit principal seront imputables sur le fonds du revenu consolidé.

M. *Bickerdike*—Lundi prochain—BILL intitulé: " Loi modifiant le Code Criminel ".

M. *Bradbury*—Lundi prochain—BILL intitulé: " Loi concernant la contamination des eaux navigables ".

M. *Armstrong*—Lundi prochain—BILL intitulé: " Loi modifiant la Loi des chemins de fer ".

M. *Maclean* (York)—Lundi prochain—BILL intitulé: " Loi à l'effet de réglementer l'exportation du nickel ".

No 1.

OTTAWA, JEUDI, 4 FEVRIER 1915.

5e Session, 12e Parlement, 5 George V, 1915

PROCÈS - VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

OTTAWA
Imprimé par J. DE L. TACHÉ
Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi
1915

No 2.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SEANCE DU LUNDI, 8 FEVRIER 1915.

PRIÈRES.

Trente et une pétitions sont déposées sur la Table.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier de la Chambre a reçu du greffier de la Couronne en chancellerie un certificat de l'élection de Samuel James Donaldson, écr, pour le district électoral de Prince-Albert.

Les députés suivants, ayant préalablement prêté serment conformément à la loi et signé le rôle qui le contient, prennent leurs sièges en Chambre:—
William Gray, écr, pour le district électoral de London;
Arthur Bliss Copp, écr, pour le district électoral de Westmoreland; et
Samuel James Donaldson, écr, pour le district électoral de Prince-Albert.

M. Cochrane soumet à la Chambre,—Rapport de R. A. Pringle, C.R., commissaire chargé de faire une enquête sur le paiement de subventions à la Compagnie du chemin de fer de Southampton, ainsi que la preuve, etc., faite devant le commissaire.

M. Cochrane dépose devant la Chambre,—Dixième rapport annuel des Commissaires du chemin de fer Transcontinental, pour l'année terminée le 31 mars 1914.
Aussi,—Neuvième rapport du Bureau des commissaires des chemins de fer du Canada jusqu'au 31 mars 1914.

M. Casgrain dépose devant la Chambre,—Rapport du ministre des Postes, pour l'exercice terminé le 31 mars 1914.

M. Burrell soumet à la Chambre,—Rapport du ministre de l'Agriculture du Canada, pour l'année expirée le 31 mars 1914.

Sir George Foster dépose devant la Chambre,—Cinquième recensement du Canada, 1911.—Agriculture,—volume IV.

M. Hazen soumet à la Chambre,—Quarante-septième rapport annuel du département de la Marine et des Pêcheries, 1913-14.—Marine.

Aussi,—Quarante-septième rapport annuel du département de la Marine et des Pêcheries, 1913-14.—Pêcheries.

Aussi,—Rapport du département du Service de la Marine, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1914.

Aussi,—En conformité de l'article 47 de la Loi du Service de la Marine:—

Copie du décret du conseil No 2175, du 21 août 1914, *re* supplément de solde pour service à bord des sous-marins.

Copie du décret du conseil No 2251, *re* chiffre de la solde et allocations pour les sous-officiers et les marins prenant du service volontaire pour le temps de guerre.

Copie du décret du conseil No 2960, *re* allocations aux membres de la famille de ceux qui sont en service à bord des navires canadiens de Sa Majesté.

Copie du décret du conseil No 260, du 3 février 1915, *re* constitution du rang de second dans la marine royale canadienne.

Aussi,—En confromité de l'article 12, chapitre 43, 3-4 George V:—

Règlement radiotélégraphique 106 concernant la portée de l'onde radiotélégraphique que devront adopter les stations de bord licenciées, durant la période des hostilités; et

Modification des règlements radiotélégraphiques No 103 (stations de bord dans les eaux territoriales), et No 104 (stations de bord dans les ports).

M. Rogers soumet à la Chambre,—Rapport du ministre des Travaux Publics sur les travaux sous sa direction, pour l'année expirée le 31 mars 1914.—Vol. I.

M. Crothers dépose devant la Chambre,—Rapport du département du Travail, pour l'exercice terminé le 31 mars 1914.

Aussi,—Septième rapport du registraire des Conseils de conciliation et d'enquête, *re* procédures instruites sous l'empire de la Loi des enquêtes en matière de différends industriels, 1907, pendant l'exercice terminé le 31 mars 1914.

Sir George Foster dépose devant la Chambre,—Rapport du département du Commerce, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1914:—

Partie I—Commerce canadien.

Partie II—Commerce du Canada avec la France (1), l'Allemagne (2), le Royaume-Uni (3) et les Etats-Unis (4).

Partie III—Commerce du Canada avec des pays étrangers autres que ci-dessus.

Sir Robert Borden remet un message de Son Altesse Royale le Gouverneur général, lequel est lu par M. l'Orateur, comme suit:—

ARTHUR.

Son Altesse Royale le Gouverneur général transmet à la Chambre copie d'une minute du conseil approuvée nommant l'honorable William James Roche, ministre de l'Intérieur et surintendant général des Affaires des Sauvages; l'honorable John Dowsley Reid, ministre des Douanes; l'honorable Albert Edward Kemp, et l'honorable Thomas Chase Casgrain, ministre des Postes, pour agir avec l'Orateur de la Chambre des Communes, comme commissaires pour les fins et en vertu des dispositions du chapitre 11 des Statuts Revisés du Canada, 1906, intitulé: "Loi concernant la Chambre des Communes".

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,
OTTAWA, 8 février 1915.

M. Bradbury présente un Bill (No 2) Loi concernant la contamination des eaux navigables, lequel est lu une première fois et remis pour deuxième lecture à la prochaine séance de la Chambre.

L'ordre étant lu pour la prise en considération de la motion pour une adresse à Son Altesse Royale le Gouverneur général en réponse au discours du Trône;

M. Weichel propose, appuyé par M. Achim,—Que l'adresse suivante soit présentée à Son Altesse Royale le Gouverneur général pour remercier humblement Son Altesse Royale du gracieux discours qu'Elle a bien voulu faire aux deux Chambres du Parlement, savoir:—

Au Feld-maréchal Son Altesse Royale le Prince Arthur William Patrick Albert, Duc de Connaught et Strathern, comte de Sussex, dans la pairie du Royaume-Uni; Prince du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande; Duc de Saxe; Prince de Saxe-Cobourg et Gotha; Chevalier de Notre Ordre Très noble de la Jarretière; Chevalier de Notre Ordre Très ancien et Très noble du Chardon; Chevalier de Notre Ordre Très illustre de St-Patrick; Membre de Notre Très Honorable Conseil privé; Grand Maître et Principal Chevalier Grand-Croix de Notre Ordre Très honorable du Bain; Chevalier Grand Commandeur de Notre Ordre Très élevé de l'Etoile de l'Inde; Chevalier Grand-Croix de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George; Chevalier Grand-Croix de Notre Ordre Très éminent de l'Empire de l'Inde; Chevalier Grand-Croix de Notre Ordre Royal Victória; Aide-de-camp personnel de Sa Majesté le Roi; Gouverneur général et Commandant en chef de Notre Puissance du Canada.

Qu'il plaise à Votre Altesse Royale:

Nous, très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, les Communes du Canada, assemblées en Parlement, demandons qu'ils nous soit permis d'offrir nos humbles remerciements à Votre Altesse Royale pour le gracieux discours que Votre Altesse Royale a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Et cette motion étant mise aux voix, elle est adoptée.

Sur motion de Sir Robert Borden, il est ordonné,—Que la dite adresse soit grossoyée et qu'elle soit présentée à Son Altesse Royale le Gouverneur général par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil privé.

Sir Robert Borden dépose devant la Chambre,—Rapport de la Royale Gendarmerie à cheval du Nord-Ouest, 1914.

Sur motion de M. White (Leeds), il est résolu,—Que cette Chambre se formera en comité, demain, pour prendre en considération les Subsides à accorder à Sa Majesté.

Sur motion de M. White (Leeds), il est résolu,—Que cette Chambre se formera en comité, demain, pour prendre en considération les Voies et Moyens de prélever les Subsides à accorder à Sa Majesté.

M. White (Leeds) remet un message de Son Altesse Royale le Gouverneur général, lequel est lu par M. l'Orateur, comme suit:—

ARTHUR.

Le Gouverneur général transmet à la Chambre des Communes le budget des sommes requises pour le service du Canada pour l'année expirant le 31 mars 1916, et conformément aux dispositions de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, de 1867, il recommande ce budget à la Chambre des Communes.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,
OTTAWA, février 1915.

Sur motion de M. White (Leeds) les dits message et budget sont référés au comité des Subsides.

La Chambre alors s'ajourne à 9.45 p.m.

THOMAS SIMPSON SPROULE,
Orateur.

AVIS DE MOTIONS

M. *Kyte*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Quels sont les noms, adresses et salaires des officiers nommés dans la Nouvelle-Ecosse sous l'empire du chapitre 45, 4-5 George V, " Loi pourvoyant à l'inspection et au marquage du poisson mariné "?

2. Au cours de l'année 1914, combien de barils et autres contenants du poisson ont été inspectés?

3. Des règlements ont-ils été établis pour l'application des dispositions de la dite loi?

4. Le ministre de la Marine et des Pêcheries produira-t-il une copie des réponses aux item qui précèdent?

M. *Kyte*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Quel a été le montant total du revenu pour chacun des mois d'avril, mai, juin et juillet 1913?

2. Quel a été le montant total du revenu pour chacun des mois d'avril, mai, juin et juillet 1914?

M. *Graham*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Mademoiselle Emerson est-elle employée dans le ministère des Douanes ou de quelqu'une de ses divisions?

2. Quand a-t-elle été remerciée de ses services, et pour quelles raisons?

M. *Maclean* (York)—Mercredi prochain—QUESTION—Quelles ont été les exportations de nickel faites chaque mois depuis le 1er juillet 1914 jusqu'à la fin de la dite année, ou pendant toute partie de cette année, et à quel pays étaient-elles destinées?

M. *Buchanan*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Quelle somme a été dépensée parmi les marchands de la cité de Medicine-Hat pour le compte des secours fournis par le gouvernement?

2. A qui des paiements ont-ils été faits, et quelle a été la somme totale en chaque cas?

M. *Buchanan*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Quelle a été la raison du renvoi d'office de A. E. Humphries, officier d'immigration à Lethbridge?

2. Quand A. H. McKeown a-t-il été nommé dans le service d'immigration à Lethbridge, et pour quelle raison?

M. *Buchanan*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Quelle quantité de charbon a été importée des Etats-Unis dans l'Alberta en 1914?

2. Quelle quantité de charbon a été importée des Etats-Unis dans la Saskatchewan en 1914?

3. Quelle quantité de charbon a été importée des Etats-Unis dans le Manitoba en 1914?

4. Quel montant de droits a été perçu dans chaque province pour le charbon importé en 1914?

M. *Buchanan*—Mercredi prochain—QUESTION—Quel montant total a été reçu par le gouvernement fédéral pour baux de terrains pétrolifères dans l'Alberta en 1913 et 1914?

M. *McCraney*—Mercredi prochain—QUESTION—Au cours du présent exercice financier, quelles sont les recettes mensuelles moyennes perçues par le sous-percepteur des douanes à Rosthern, Sask.?

M. *McCraney*—Mercredi prochain—QUESTION—Qui est percepteur des douanes à Saskatoon et quand a-t-il été nommé?

M. *Macdonald*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Une déclaration officielle a-t-elle été faite au nom de l'Administration du chemin de fer Intercolonial à l'effet que les gages des employés du chemin de fer qui ont pris du service actif seraient payés pendant leur absence? Dans l'affirmative, quand et par qui?

2. Le ministère des Chemins de fer a-t-il donné ordre de pourvoir à ces paiements? Dans l'affirmative, quand cet ordre a-t-il été donné?

M. *Verville*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Y avait-il une clause relative aux gages équitables dans le contrat adjugé pour la construction de l'arsenal de la Garde des Grenadiers à Montréal?

2. Des observations ont-elles été faites au gouvernement à ce sujet? Dans l'affirmative, de la part de qui ont-elles été faites?

3. Quelle mesure, s'il en est, a été prise par le gouvernement à cet égard?

4. Y a-t-il eu une clause relative aux gages équitables dans l'un ou l'autre des contrats ou dans tous les contrats adjugés en rapport avec les camps de Valcartier et de Petawawa?

5. Des observations ont-elles été faites au gouvernement à ce sujet? Dans l'affirmative, quelle décision a été prise?

6. Y a-t-il eu une clause relative aux gages équitables insérée dans les contrats adjugés pour la fourniture d'habillements, de chaussures ou d'autres articles d'équipement, par le gouvernement, pour les soldats maintenant partis ou qui doivent partir pour l'Angleterre, et des observations ont-elles été faites à cet égard?

7. Qu'est-ce que le gouvernement se propose de faire en l'espèce?

M. *Michaud*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement ou le ministère de la Milice a-t-il été informé qu'un pont international sur la rivière Sainte-Croix avait été en partie détruit au moyen de dynamite par un sujet allemand?

2. Dans l'affirmative, quelles procédures ont été prises contre lui par le gouvernement canadien?

* M. *Pugsley*—Mercredi prochain—ADRESSE—Copie de toute la correspondance relative à l'achat et au paiement, par le gouvernement, de deux sous-marins autorisés par le décret du Conseil du 7 août 1914, et de tous autres décrets du Conseil se rapportant au même sujet,—aussi, de tous rapports reçus par le gouvernement ou l'un ou l'autre de ses ministères touchant les dits sous-marins.

* M. *Maclean* (Halifax)—Mercredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de toute la correspondance échangée entre l'auditeur général et le ministère de la Milice, ou tout autre ministère, touchant les dépenses faites sous l'opération de la Loi des Crédits de guerre, 1914.

* M. *Kyte*—Mercredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de toutes correspondance et instructions adressées au cours de l'année 1914 aux officiers des pêcheries dans la Nouvelle-Ecosse, au sujet des primes de pêche payables aux pêcheurs sur le poisson pris pendant l'année 1914.

* M. *Chishom* (Antigonish)—Mercredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Etat donnant les noms et adresses postales de toutes les personnes, dans le comté d'Antigonish, qui ont reçu la gratification accordée par la " Loi des gratifications aux volontaires lors des invasions féniennes "; aussi, donnant les noms et adresses postales de toutes personnes, dans le dit comté, dont les demandes ont été rejetées; et aussi, donnant les noms et les adresses postales de tous les postulants dans le dit comté dont les demandes n'ont pas encore été prises en considération.

* Sir *Wilfrid Laurier*—Mercredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—

1. Relevé complet et description de tous les terrains dont le gouvernement a pris possession pour le camp de Valcartier;
2. Copie de tous les titres du gouvernement en ce qui concerne ces terrains, soit par voie d'expropriation, d'achat, ou autrement;
3. Relevé détaillé de toutes les sommes réclamées et non encore soldées, soit pour terrains, soit pour dommages;
4. Relevé détaillé de toutes les sommes payées soit pour terrains, soit pour dommages.

* M. *Buchanan*—Mercredi prochain—ADRESSE—Copie de tous télégrammes, correspondance, comptes, décrets du conseil et autres documents au sujet de la distribution de secours aux colons dans les districts de l'Alberta qui ont souffert de la sécheresse.

M. *Lemieux*—Mercredi prochain—RÉSOLUTION—Que, de l'avis de cette Chambre, des mesures plus strictes devraient être prises en vue de donner effet à la convention de Berne relative aux droits d'auteur.

M. *Hughes* (Queen)—Mercredi prochain—RÉSOLUTION—Qu'une humble adresse soit présentée à Sa Gracieuse Majesté la priant de vouloir bien permettre qu'il soit présenté une mesure au parlement du Royaume-Uni pour modifier certaines dispositions de l' " Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867 ", aux fins que la province de l'Ile-du-Prince-Edouard soit toujours représentée dans la Chambre des Communes du Canada par au moins six députés, chiffre primitivement assigné à la dite province lors de son entrée dans la Confédération.

M. *Buchanan*—Mercredi prochain—ADRESSE—Copie de tous télégrammes, correspondance, décrets du conseil, requêtes et tous autres documents, en rapport avec le renvoi d'office d'Edward N. Higginbotham, maître de poste à Lethbridge, Alta.

M. *Maclean* (York)—Mercredi prochain—BILL intitulé: " Loi modifiant la Loi des chemins de fer ".

M. *McCraney*—Mercredi prochain—BILL intitulé: " Loi modifiant le Code Criminel ".

No. 2.

OTTAWA, LUNDI, 8 FEVRIER 1915.

5e Session, 12e Parlement, 5 George V, 1915

PROCÈS - VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

OTTAWA
Imprimé par J. DE L. TACHÉ
Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi
1915

No 3.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SEANCE DU MARDI, 9 FEVRIER 1915.

PRIÈRES.

Le greffier de la Chambre dépose sur la Table le rapport du greffier des pétitions sur les pétitions présentées le 8 courant,—lesquelles sont lues comme suit:—

De la *Premier Trust Company;* pour une loi prorogeant à deux ans à partir du 2 avril 1915, le commencement de ses opérations.

De la *St. Lawrence and Adirondack Railway Company;* pour une loi l'autorisant à affermer sa ligne ferrée et ses entreprises à la *New York Central Railroad Company,* et à d'autres fins.

De Duncan Donald McBean; pour une loi autorisant le commissaire des brevets à recevoir certains paiements, et à prolonger la durée de certains brevets ayant pour objet l'amélioration des tunnels souterrains, de la construction de ces tunnels, etc.

De la *Ottawa and New York Railway Company;* pour une loi l'autorisant à affermer sa ligne ferrée et ses entreprises à la *New York Central Railroad Company,* et à d'autres fins.

Du colonel Sir Henry Mill Pellatt, C.V.O., et autres, de Toronto, Ont.; pour une loi prolongeant le délai pendant lequel l'*Empire Life Insurance Company* peut obtenir un permis pour transiger des affaires.

De John J. Seitz et autres, de Toronto, Ont.; pour une charte sous le nom de la *Catholic Truth Society of Canada.*

De la *Toronto Terminals Railway Company;* pour une loi modifiant de nouveau le chapitre 170 des Statuts de 1906 en prolongeant la limite de ses pouvoirs d'emprunt, et à d'autres fins.

De la Compagnie du Grand-Tronc de chemin de fer du Canada; pour une loi autorisant ses directeurs à faire au besoin des avances à quelque compagnie actuellement constituée ou qui le sera à l'avenir dont le capital social ou la majeure partie de ce capital est ou peut être retenu en aucun temps pour son bénéfice, ou pour autres fins.

De la Compagnie du Grand-Tronc de chemin de fer du Canada; pour une loi ratifiant pour une période de 99 ans une convention datée du 24 avril 1912 entre la *Canadian Northern Railway Company* et la dite compagnie.

De la Compagnie du chemin de fer de Montréal et des Comtés du Sud; pour une loi prolongeant le délai fixé pour compléter et mettre en exploitation les lignes ferrées qu'elle a été autorisée à construire.

De la Compagnie du chemin de fer de Simcoe, Gray et Bruce; pour une loi l'autorisant à commencer la construction de sa voie ferrée et à dépenser quinze pour cent du montant de son capital à cette fin dans les deux ans qui suivront l'adoption de cette loi, et à compléter la dite ligne et la mettre en exploitation dans les cinq ans qui suivront.

De la *Huron and Erie Loan and Savings Company,* de London, Ont.; pour une loi changeant le nom de la dite compagnie en celui de *The Huron and Erie Mortgage Company,* et à d'autres fins.

De la *Essex Terminal Railway Company;* pour une loi prolongeant le délai fixé pour l'achèvement et l'exploitation de sa ligne ferrée, et à d'autres fins.

De l'Ordre des Forestiers Indépendants; pour une loi modifiant le chapitre 113 des Statuts de 1913.

De la *Title and Trust Company;* pour une loi changeant le nom de la dite compagnie en celui de *Chartered Trust and Executor Company.*

De la *Edmonton, Dunvegan and British Columbia Railway Company;* pour une loi prolongeant le délai fixé pour l'achèvement de ses lignes ferrées, et à d'autres fins.

De la Compagnie du chemin de fer *Alberta Central;* pour une loi prolongeant le délai fixé pour la construction de ses lignes.

De William Robert Delaney, d'Ottawa; pour une loi de divorce avec sa femme Nellie Delaney (*née* Cook).

D'Arthur Ernest Birdsell, du township de Brantford, Ont.; pour une loi de divorce avec sa femme Minnie Birdsell.

De William John Owen Delaney, de Toronto; pour une loi de divorce avec sa femme Louisa Delaney (*née* Harrison).

De B. Isenberg, de Honolulu, et autres, du Canada et des Etats-Unis; pour une loi prolongeant le délai fixé pour la construction et le parachèvement des voies ferrées du chemin de fer *Athabaska and Grande Prairie,* et pour autres fins.

De la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique; pour une loi l'autorisant de vendre, de louer ou d'affréter ses navires à la *Canadian Pacific Ocean Services, Limited,* et pour d'autres fins.

De la *Kettle Valley Railway Company;* pour une loi ratifiant et confirmant une convention conclue avec la *Vancouver, Victoria and Eastern Railway and Navigation Company,* et pour d'autres fins.

De la *British Columbia and White River Railway Company;* pour une loi prolongeant de deux ans à compter de l'adoption de cette loi le délai fixé pour le commencement de la construction de sa voie ferrée, et pour d'autres fins.

De John Phelan Callaghan et autres, de Westmount et Montréal, Qué.; pour une charte sous le nom de la *Marcil Trust Company.*

De Edith Marguerita Lyons (*née* Schram), de St. Catharines, Ont.; pour une loi de divorce avec son mari Wilbert Franklin Lyons.

De Agnès Gravelle, de Portmouth, Ont.; pour une loi de divorce avec son mari Thomas Wilfred Gravelle.

De Charles I. Alexander, de Saskatoon, Sask.; pour une loi de divorce avec sa femme Agnès Josephine Alexander.

De la *Hudson Bay, Peace River and Pacific Railway Company;* pour une loi à l'effet de changer son nom en celui de *Winnipeg and Hudson Bay Railway Company.*

De la *Brantford and Hamilton Electric Railway Company;* pour une loi prolongeant le délai fixé pour commencer et finir sa ligne ferrée.

De W. Harwood et autres, de Hamilton, Ont.; demandant que la Chambre adopte quelque mesure législative prohibant l'exportation du nickel sous toute forme quelconque pendant la durée de la guerre actuelle.

Joseph A. Descarries, écr, député du district électoral de Jacques-Cartier, ayant préalablement prêté serment conformément à la loi et signé le rôle qui le contient, prend son siège en Chambre.

M. Cochrane présente,—Réponse à ordre du 20 avril 1914,—Copie de tous les documents, lettres, soumissions, etc., se rapportant à l'achat de voitures ou fourgons pour le chemin de fer Intercolonial au cours des années 1912 et 1913.

Aussi,—Réponse à ordre du 26 février 1914,—Etat indiquant,—

1. Quel a été le coût moyen par mille de la construction du chemin de fer du Pacifique-Canadien, depuis le commencement jusqu'à ce jour.

2. Quel en a été le coût moyen par mille durant les dix dernières années.

3. Quel prix moyen par mille la Compagnie du chemin de fer du Pacifique-Canadien paie en loyer pour les lignes qu'elle a louées, et quels sont les noms des lignes ainsi louées.

4. Quel loyer paie le Pacifique-Canadien au chemin de fer de *Toronto, Grey and Bruce,* entre Toronto et Owen-Sound.

Aussi,—Réponse à ordre du 1er juin 1914,—Etat des revenus du fret expédié et reçu et des voyageurs aux stations suivantes de l'Intercolonial durant les années fiscales 1913 et 1914, en donnant séparément le montant pour chacune de ces stations: Drummondville, Rimouski, Sainte-Flavie, Matapédia, Campbellton et Bathurst.

Aussi,—Réponse à ordre du 1er juin 1914,—Etat donnant les noms du personnel employé dans les divers départements des bureaux généraux du chemin de fer Intercolonial à Moncton, avec leurs salaires respectifs au 1er avril 1914.

Et aussi,—Réponse à ordre du 18 mai 1914,—Relevé faisant connaître les noms des employés du chemin de fer de l'Ile-du-Prince-Edouard dont la nomination a été ordonnée entre le 1er janvier 1912 et le 1er mai 1914; les diverses fonctions qui leur ont été assignées, et le salaire ou les gages de chacun d'eux.

M. Reid (Grenville) présente,—Réponse à ordre du 11 février 1914,—Etat indiquant les noms, le tonnage, le port d'enregistrement et le lieu de destination de tous les vaisseaux étrangers, tant à voiles qu'à vapeur, qui sont entrés dans le port de Sydney ou sont sortis de ce port pendant l'année terminée le 31 décembre 1913.

M. Doherty présente,—Réponse à ordre du 1er juin 1914,—Copie de toute la correspondance échangée entre le ministère de la Justice et le procureur général de Québec au sujet de la nomination de juges, depuis le premier jour de février 1913.

Aussi,—Réponse à ordre du 30 mars 1914,—Sommaire faisant connaître (*a*) les détails des inventaires et de la valeur de la succession de feu George A. Montgomery, registrateur à Régina, dont la succession est revenue à la Couronne par déshérence; (*b*) la somme réalisée à Régina ou ailleurs, par la conversion en argent des biens de cette succession; (*c*) les frais payés ou autorisés, avec les noms des personnes et les différentes sommes payées ou allouées, avant que le résidu ait été versé à la Couronne; (*d*) la somme définitive reçue par la Couronne; (*e*) ce qui est advenu de cette dernière somme, les noms des personnes à qui quelque argent a été payé et les montants respectifs de ces paiements ainsi faits ou alloués depuis que la Couronne a reçu le résidu de la seccession; (*f*) un état indiquant la différence entre les rapports de l'ex-ministre et du ministre actuel de la Justice quant à la manière dont on a disposé de cette déshérence, et copie de la correspondance et des représentations qui ont été cause du changement; (*g*) la balance réelle maintenant en main, et comment on se propose d'en disposer.

Et aussi,—Réponse à ordre du 16 mars 1914,—

1. Relevé faisant connaître les noms de toutes les personnes des deux sexes qui ont été trouvées coupables d'offenses capitales en Canada, dans chaque province, en chaque année depuis le 1er juillet 1867 jusqu'au 2 février 1914, avec mention de l'offense, et si et comment la sentence a été exécutée, par l'application de la peine capitale ou autrement, et comprenant (*a*) les noms des personnes trouvées coupables; (*b*) les dates des sentences; (*c*) les crimes dont elles étaient coupables; (*d*) la nature des sentences; (*e*) les noms des juges prononçant la sentence, et (*f*) de quelle manière la sentence a été exécutée.

2. Relevé faisant connaître les personnes, de l'un ou l'autre sexe, trouvées coupables, et pour lesquelles il a été sursis à l'exécution de la peine capitale prononcée contre elles, au cours de la même période, y compris les noms de ces personnes; la date de la sentence; le crime commis; la nature de la sentence; les noms des juges qui ont prononcé la sentence, et les sentences commuées (et dans ce dernier cas, la nature de la commutation).

3. Relevé de toutes les personnes en Canada, et dans chaque province, au cours de la même période, trouvées coupables de meurtre ou d'homicide, dont les sentences ont été mitigées, ou qui ont obtenu le pardon absolu, avec mention des offenses dont elles ont été trouvées coupables, y compris les noms; la date de la sentence; la nature de l'offense; la nature de la sentence, et la nature et la date de la mitigation de la sentence.

4. Relevé de cas survenus au cours de la même période et dans lesquels appel a été porté par les personnes trouvées coupables de crime capital à Son Excellence le Gouverneur en conseil, demandant l'exercice de la prérogative royale du pardon ou de la mitigation de sentence, y compris les noms de ces personnes; les dates des sentences et les endroits où elles ont été prononcées; le crime; la nature de la sentence; la date de l'appel et le résultat qui s'en est suivi.

M. Coderre, dépose devant la Chambre,—Rapport du Secrétaire d'Etat, pour l'année terminée le 31 mars 1914.

Aussi,—Liste du Service civil du Canada, 1914.

Aussi,—Ordonnance du Territoire du Yukon passées par le conseil du Yukon en 1914.

Et aussi,—En confrmité de l'article 88 de la Loi de la Cour de l'Echiquier (Statuts Revisés, 1906, chapitre 140),—Règles et ordonnances générales de la Cour de l'Echiquier du Canada, édictées respectivement le 23 septembre 1914 et le 18 juin 1914.

M. Hazen présente,—Réponse à Ordre du 18 mai 1914,—Etat détaillé des sommes d'argent payées aux personnes suivantes: J. F. Farrington, $248.25; B. H. Smith, $469.50; et H. C. Dash, $182.40,—tel que mentionné dans les débats de cette session, page 3071.

Aussi,—Réponse à ordre du 16 mars 1914,—Copie des instructions données à Charles Wm. Flynn, avocat, chargé de s'enquérir des accusations portées contre des employés du ministère de la Marine et des Pêcheries dans le comté de Bonaventure, et aussi, copie des rapports faits à la suite de ces enquêtes.

Aussi,—Réponse à ordre du 27 avril 1914,—Copie de tous documents concernant la demande adressée au ministère de la Marine et des Pêcheries de destituer Ulric Dion, gardien du phare à Saint-Charles de Caplan, Québec, et de nommer à se place Omer Arsenault, et aussi, concernant la décision prise par le ministère à ce sujet.

M. Coderre présente,—Réponse à ordre du 9 février 1914,—Copie de tous les arrangements faits et passés entre le département de la Marine et des Pêcheries, ou le gouvernement, et des compagnies de chemins de fer et de messageries, y compris l'Intercolonial, concernant le transport du poisson frais par train de fret rapide ou par messageries, depuis l'année 1906; aussi, copie de toutes garanties données à des compagnies de chemins de fer ou de messageries par le gouvernement ou quelqu'un de ses

département au sujet de ce transport, avec un état de tous déboursés faits par le département de la Marine et des Pêcheries, chaque année, aux termes des dits arrangements ou garanties, faisant la distinction entre les déboursés faits à compte du transport par train de fret rapide et les déboursés à compte du transport par messageries; aussi, état donnant le nombre de wagons-glacières, subordonnément à garantie par le département de la Marine et des Pêcheries, expédiés par train de fret rapide de Mulgrave ou Halifax à Montréal, chaque année civile depuis 1906, et le nombre de tonnes de marchandises transportées par ces wagons chaque année; aussi, le nombre de wagons-glacières de messageries expédiés de Mulgrave et Halifax à Montréal, jusqu'au 31 décembre 1913, aux termes d'un arrangement conclu depuis 1911 entre le département de la Marine et des Pêcheries et les compagnies de chemins de fer ou de messageries, ou les deux; aussi, le nombre de tonnes de poisson frais transportées par des compagnies de messageries avant le 31 décembre 1913, aux termes de l'arrangement en dernier lieu mentionné; aussi, le montant payé jusqu'au 31 décembre 1913 par le département de la Marine et des Pêcheries, au termes de l'arrangement en dernier lieu mentionné; aussi, le nombre de tonnes de poisson frais transportées par des compagnies de messageries de Mulgrave et Halifax à des points dans l'ouest depuis 1906, dont le gouvernement a payé un tiers du transport, mais non conformément aux termes du dit arrangement conclu, comme il est dit ci-dessus, depuis 1911.

M. White (Leeds) soumet à la Chambre,—Liste des actionnaires des banques chartées du Canada, à la date du 31 décembre 1914.

M. Casgrain présente,—Réponse à ordre du 20 avril 1914,—Etat indiquant tous les bureaux de poste dans les divers comtés de la province de la Nouvelle-Ecosse pour lesquels il est payé une redevance ou un loyer, et une allocation pour chauffage et éclairage, avec mention du montant de ces allocations dans chaque cas.

Aussi,—Réponse à ordre du 16 mars 1914,—Copie de tous télégrammes, lettres, correspondance, etc., échangées en 1913 au sujet du transport des malles entre Grand-River-Falls et Grand-River, comté de Richmond, et de l'adjudication de l'entreprise à Malcolm McCuspic.

Aussi,—Réponse à ordre du 11 mai 1914,—Copie de tous télégrammes, lettres, correspondance et mémoires depuis le 1er novembre 1911, concernant le bureau de poste de Johnstown, comté de Richmond, N.-E., les plaintes portées contre le maître de poste actuel et les recommandations faites pour sa destitution.

Et aussi,—Réponse à ordre du 20 avril 1914,—Copie de tous télégrammes, papiers, lettres, pétitions, etc., concernant le changement du site du bureau de poste au village de Saint-Lazare, comté de Bellechasse, Québec.

M. White (Leeds) soumet à la Chambre,—Rapport de l'Auditeur général pour l'année expirée le 31 mars 1914. Volume 1, Parties A B et de A à L; Volume II—Parties de M à U; Volume III—Parties de V à Z.

Aussi,—Comptes publics du Canada pour l'exercice expiré le 31 mars 1914.

Aussi,—Sommaire des mandats du Gouverneur général émis depuis la dernière session du Parlement, imputables sur l'exercice financier 1914-1915.

Aussi,—Relevé des dépenses au chapitre des "Dépenses diverses imprévues", depuis le 18 août 1914 jusqu'au 4 février 1915, conformément à la Loi des Subsides de 1914.

Aussi,—Relevé des sommes payées au cours de l'année terminée le 31 décembre 1914 pour pensions et retraites dans le service civil, et faisant connaître le nom, le grade, le salaire, le service, l'allocation et la cause de la fin d'emploi de chaque fonctionnaire mis à sa pension ou à sa retraite, et si la vacance a été remplie par promotion ou nouvelle nomination, et le salaire de tout fonctionnaire nouvellement nommé.

Aussi,—Relevé des recettes et des dépenses de la Commission d'embellissement d'Ottawa, au 31 mars 1914.

Et aussi,—Etat des affaires de la Société Royale du Canada, pour l'année expirée le 30 avril 1914.

Sur motion de Sir Robert Borden, Albert Sévigny, écr, député du district électoral de Dorchester, est nommé président des comités généraux de la Chambre.

M. Armstrong (Lambton) présente un Bill (No 3) Loi modifiant la Loi des chemins de fer,—lequel est lu la première fois.—Seconde lecture, à la prochaine séance de la Chambre.

Sur la motion pour la présentation par M. Maclean (York), d'un bill intitulé: "Loi à l'effet de réglementer l'exportation du nickel",—

M. l'Orateur fait les observations suivantes:—

"Il me paraît évident qu'un bill à l'effet de réglementer ou de restreindre l'exportation du nickel se rapporte au commerce, au sens de la règle 50 de cette Chambre. M. l'Orateur Cockburn a déclaré que l'expression 'commerce' comprend l'exportation de produits, et en 1911, lors de la présentation du bill modifiant la loi concernant l'exportation de l'électricité et des fluides, M. l'Orateur Marcil a décidé que ce bill se rapportait au commerce au sens de la susdite règle 50, et qu'il devait être présenté par voie de résolution. L'année dernière, un bill concernant l'exportation du pétrole a été précédé d'une résolution.

"Il est vrai que le bill à l'effet de réglementer l'exportation de la force électrique et de certains liquides et gaz, chapitre 16 des Statuts de 1907, a été présenté en 1906 par Sir Charles Fitzpatrick, et en 1907 par Sir Allen Aylesworth sans être précédé d'une résolution, mais dans les deux cas il paraît y avoir eu inadvertance, et aucune opposition n'a été faite à ce que je conçois avoir été une irrégularité.

"Au cours de la session de 1911, il a été décidé qu'il était nécessaire de procéder par voie de résolution au sujet de trois bills, savoir: le bill concernant l'importation, etc., d'allumettes à phosphore blanc; celui relatif aux explosifs; et celui relatif à l'opium. Je décide en conséquence que le bill du député de York-Sud ne peut être présenté qu'après avoir été délibéré en comité général."

Sir Robert Borden propose,—Que la Chambre se forme en comité général, demain, pour considérer les résolutions suivantes:—

1. Qu'il est expédient de prescrire qu'une somme n'excédant pas cent millions ($100,000,000) de piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer toutes dépenses qui pourront être faites par ou en vertu de l'autorité du Gouverneur en conseil pendant l'année expirant le 31 mars 1916, pour—

(*a*) la défense et la sécurité du Canada;

(*b*) la conduite des opérations navales ou militaires en Canada et au dehors;

(*c*) assurer la continuation des communications commerciales, industrielles et d'affaires soit par voie d'assurance ou d'indemnité contre les risques de guerre ou autrement; et

(*d*) la mise à exécution de toutes mesures que le Gouverneur en conseil jugera nécessaires ou opportunes par suite de l'existence d'un état de guerre.

2. Que le Gouverneur en conseil soit autorisé à prélever, par voie d'emprunt temporaire ou autrement, toutes sommes d'argent qui seront requises pour effectuer tout paiement autorisé par toute loi basée sur les présentes résolutions.

3. Que le principal prélevé par voie d'emprunt sous le régime de la présente loi et de la Loi des crédits de guerre, 1914, et l'intérêt sur le dit principal seront imputables sur le fonds du revenu consolidé.

Sir Robert Borden informe alors la Chambre que Son Altesse Royale le Gouverneur général ayant été mise au fait de l'objet des dites résolutions, les recommande à la Chambre.

Ordonné, que la Chambre se forme en comité général, demain, pour prendre en considération les dites résolutions.

Les ordres de la Chambre qui suivent sont votés, savoir:—

Par M. Sinclair:—Ordre de la Chambre,—Copie de toute la correspondance, des requêtes, recommandations départementales et autres documents en la possession du ministère de la Marine et des Pêcheries au sujet de la définition de l'expression *Navigation de cabotage,* tel que défini par la Loi de la Marine marchande au Canada, depuis la revision des Statuts en 1886.

Par M. Turgeon:—Ordre de la Chambre,—Copie de tous comptes pour le déplacement du signal de tempête, à Shippigan, N.-B., et son installation sur le quai public, faisant connaître le coût du transfert pendant les mois d'octobre et novembre 1911.

Par M. Marcil, pour M. Lemieux:—Ordre de la Chambre,—Copie de tous papiers, télégrammes, pétitions, lettres et correspondance échangés entre la Chambre de Commerce de Québec et le ministère des Chemins de fer et Canaux au sujet de la circulation des trains sur la section du chemin de fer National Transcontinental entre Cochrane et la ville de Québec.

La Chambre s'ajourne alors à 3.45 p.m., jusqu'à 2 p.m., demain.

THOMAS SIMPSON SPROULE,
Orateur.

AVIS DE MOTIONS

* M. *Gauvreau*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Combien de personnes ont été prises à l'ouvrage tant aux usines de l'Intercolonial, à la Rivière-du-Loup, qu'à la remise aux engins et aux ateliers de réparation, depuis septembre 1911 jusqu'au 1er janvier 1915?

2. Combien ont été congédiées, remerciées de leur service et reculées depuis septembre 1911 au 1er janvier 1915?

3. Combien ont été mises volontairement ou de force à leur pension?

* M. *Gauvreau*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Combien de personnes ou compagnies ont soumissionné pour fournir la glace à l'Intercolonial de Lévis à Campbellton?

2. Quels sont leurs noms et résidence?

3. Quel est le montant de leurs soumissions dans chaque cas et pour chaque endroit de livraison?

4. Qui a obtenu les contrats?

5. Quel est le montant de leur soumission tel qu'accordée?

M. *Gauvreau*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Le département des Chemins de fer, le ministre ou le gouvernement a-t-il pris les renseignements pour savoir de quelle nationalité, allemande, russe ou américaine est J. P. Gutelius, du chemin de fer Intercolonial?

2. Si oui, peut-il nous dire à quelle race ou nationalité il appartient?

3. Si non, se propose-t-il d'enquêter à ce sujet?

4. Le diti F. P. Gutelius a-t-il envoyé sa démission ou a-t-il reçu avis qu'il ferait mieux de l'envoyer?

M. *Gauvreau*—Jeudi prochain—QUESTION—Le maître général des Postes peut-il nous dire les raisons avancées pour refuser:—

1. L'ouverture d'un bureau de poste du côté nord-est du lac Témiscouata;

2. Et l'octroi d'un subside à la nouvelle compagnie formée dans le but d'établir des communications avec les deux rives du lac, et développer cette partie si importante du lac Témiscouata et des Squatecks,—ces deux demandes lui ayant été faites par le Dr Dubé et F. X. Bélanger de Notre-Dame-du-Lac, et Fraserville?

M. *Sinclair*—Jeudi prochain—QUESTION—Au cours des mois de novembre et décembre 1914 et janvier 1915, combien de fourgons réfrigérants contenant des envois de poisson frais exclusivement ont été mobilisés entre Mulgrave, N.-E., et Montréal, attachés au convoi éclair quotidien circulant entre ces deux endroits et connu sous le nom d'*express maritime*?

M. *Lemieux*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Le ministère de la Milice a-t-il acheté des montres de poignet pour les infirmières, ou les officiers ou les soldats de l'un ou l'autre des contingents canadiens? Dans l'affirmative, combien?

2. De qui ont-elles été achetées?

3. Quel en a été le prix?

4. Quelques particuliers ou firmes, d'Ottawa, ont-ils soumis des prix pour ces montres? Dans l'affirmative, quels étaient ces prix?

M. *Kyte*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il conclu certains arrangements avec la banque d'Angleterre aux fins d'emprunter certaines sommes d'argent?

2. S'il en est ainsi, quelle somme a été empruntée à ce jour?

3. Quel a été le chiffre de l'emprunt de chaque mois?

4. Quel est le chiffre total des emprunts pour lesquels des dispositions ont été prises par le gouvernement jusqu'à la fin de l'exercice financier?

M. *Kyte*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Le ministre des Finances a-t-il outrepassé l'autorisation dont il est investi et émis des billets du Dominion au delà du chiffre autorisé par le statut?

2. En vertu de quelle autorité ces billets ont-ils été émis?

3. Quel montant de billets du Dominion a été émis en sus du chiffre autorisé par le statut?

4. Quand cette émission a-t-elle été distribuée?

5. Une partie de cette émission a-t-elle été versée au *Canadian Northern Railway Company*? S'il en est ainsi, quelle somme?

6. En vertu de quelle autorisation le ministre des Finances a-t-il versé cette somme entre les mains du *Canadian Northern*?

7. Si c'est en vertu d'un décret du Conseil, quelle est la date ou quelles sont les dates auxquelles l'autorisation a été donnée?

8. Quelles sommes d'argent ont été données au *Canadian Northern* en vertu de cette autorisation, et à quelles dates?

M. *Kyte*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Quelque banque canadienne a-t-elle profité des dispositions de la loi spéciale adoptée à la dernière session du parlement et emprunté de l'argent du gouvernement?

2. Dans l'affirmative, quelles sont les banques qui ont profité des avantages offerts par cette loi, et quelles sommes chacune d'elles a-t-elle empruntées?

3. Quelque banque a-t-elle remboursé une partie quelconque de cet emprunt? Dans l'affirmative, quelles sommes ont-elles été remboursées?

M. *Turriff*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Combien d'édifices ont été loués par le gouvernement dans la cité d'Ottawa depuis le 1er octobre 1911?

2. Quels sont les propriétaires de ces édifices?

3. Où sont situés ces édifices?

4. Quel est le chiffre du loyer annuel payé pour chacun de ces édifices ou partie d'édifice?

5. Quelle est la durée de la location de ces édifices?

M. *Wilson* (Laval)—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Combien de prisonniers de guerre ont été faits au Canada depuis la déclaration de la guerre entre les alliés, l'Allemagne et l'Autriche?

2. Où sont-ils détenus?

3. Le nombre dans chaque endroit et le nom de l'officier en chef de chaque prison de guerre?

* M. *Proulx*—Jeudi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de la pétition et des papiers, documents et lettres concernant la constitution en corporation de la *Dominion Trust Company*, par une loi spéciale adoptée par le parlement du Canada en 1912, chapitre 89, 2 George V.

* M. *Proulx*—Jeudi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de toute correspondance échangée entre le ministère de la Justice et le gouvernement de la province de la Colombie-Anglaise ou quelqu'un de ses membres, au sujet d'une certaine loi adoptée par la législature de la dite province en 1913, chapitre 89, 3 George V, et intitulée: "*An Act respecting The Dominion Trust Company*".

* M. *Turgeon*—Jeudi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de toutes les soumissions reçues le 15 janvier écoulé, par le ministère des Postes pour le service de la malle entre Caraquet et Tracadie, comté de Gloucester, N.-B., avec les noms des soumissionnaires, le chiffre respectif des soumissions et le nom du nouvel entrepreneur.

Sir *Wilfrid Laurier*—Jeudi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous mémoires et pétitions provenant de corps commerciaux ou autres au sujet de la construction immédiate du canal de la baie Georgienne et de toute correspondance s'y rapportant depuis le 21 septembre 1911.

M. *Wilson* (Laval)—Jeudi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—

1. Relevé faisant connaître les noms de toutes les personnes des deux sexes qui ont été trouvées coupables d'offenses capitales en Canada, dans chaque province, chaque année depuis le 1er juillet 1867 jusqu'au 2 février 1914, avec mention de l'offense, et si et comment la sentence a été exécutée, par l'application de la peine capitale ou autrement, et comprenant (*a*) les noms des personnes trouvées coupables; (*b*) les dates des sentences; (*c*) les crimes dont elles étaient coupables; (*d*) la nature des sentences; (*e*) les noms des juges prononçant la sentence, et (*f*) de quelle manière la sentence a été exécutée.

2. Relevé faisant connaître les personnes, de l'un ou de l'autre sexe, trouvées coupables, et pour lesquelles il a été surcis à l'exécution de la peine capitale prononcée contre elles, au cours de la même période, y compris les noms de ces personnes; la date de la sentence; le crime commis; la nature de la sentence; les noms des juges qui ont prononcé la sentence, et les sentences commuées, et dans ce dernier cas, la nature de la commutation.

3. Relevé de toutes les personnes en Canada, et dans chaque province, au cours de la même période, trouvées coupables de meurtre ou d'homicide, dont les sentences ont été mitigées, ou qui ont obtenu le pardon absolu, avec mention des offenses dont elles ont été trouvées coupables, y compris les noms, la date de la sentence, la nature de l'offense, la nature de la sentence et la nature et la date de la mitigation de la sentence.

4. Relevé des cas survenus au cours de la même période et dans lesquels appel a été porté par les personnes trouvées coupables de crime capital à Son Excellence le

Gouverneur en Conseil, demandant l'exercice de la prérogative royale du pardon ou de la mitigation de sentence, y compris les noms de ces personnes, les dates des sentences et les endroits ou elles ont été prononcées, le crime, la nature de la sentence, la date de l'appel et le résultat qui s'en est suivi.

Sir *Wilfrid Laurier*—Jeudi prochain—ADRESSE—Copie de toutes les plaintes adressées au gouvernement à la suite de coups de feu tirés par des soldats de la milice canadienne sur deux citoyens américains, entraînant la mort de l'un d'eux, sur les eaux du lac Erié, et de toute la correspondance échangée à ce sujet entre l'ambassade britannique et les autorités des Etats-Unis.

M. *Cockshutt*—Jeudi prochain—RÉSOLUTION—Que cette Chambre est d'avis que la guerre actuelle et les conséquences qui en découlent sont de nature à justifier le gouvernement d'exercer un contrôle suprême sur la quantité et la destination de nos exportations de produits alimentaires, de fixer les prix de vente du pain, de la viande et autres comestibles pour la consommation locale, et de voir à ce que le surplus de nos produits alimentaires ne soient exporté que dans des possessions britanniques ou dans des pays amis.

M. *Turriff*—Jeudi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous comptes, relevés, factures, lettres, télégrammes, correspondance et autres documents concernant l'achat de drogues, bandages, fournitures médicales et autres articles de J. E. Powell ou de la pharmacie dite *Carleton County Drug Store* d'Hintonburg, par le gouvernement ou par quelqu'un de ses départements.

No. 3.

OTTAWA, MARDI 9 FEVRIER 1915.

5e Session, 12e Parlement, 5 George V, 1915

PROCÈS - VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

OTTAWA
Imprimé par J. DE L. TACHÉ
Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi
1915

No 4.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SEANCE DU MERCREDI, 10 FEVRIER 1915.

Deux heures p.m.

PRIÈRES.

Neuf pétitions sont déposées sur la Table.

Le greffier de la Chambre dépose sur la Table le rapport du commis des pétitions sur les pétitions présentées le 9 février courant, lesquelles sont lues et reçues, et elles sont comme suit:—

De la *James Bay and Eastern Railway Company;* pour prolonger le délai fixé pour la construction de sa ligne ferrée.

De la *Canadian Northern Quebec Railway Company;* pour prolonger le délai fixé pour la construction de sa ligne ferrée.

De la *South Ontario Pacific Railway Company;* pour prolonger le délai fixé pour la construction de sa ligne ferrée.

De la *Canadian Northern Railway Company;* pour prolonger le délai fixé pour la construction de certaines de ses lignes ferrées, etc.

De la *Southern Central Pacific Railway Company;* pour prolonger le délai fixé pour la construction de ses lignes ferrées.

De la *Toronto Eastern Railway Company;* pour prolonger le délai fixé pour la construction de ses lignes ferrées.

De la *Canadian Northern Ontario Railway Company;* pour prolonger le délai fixé pour la construction de certaines de ses lignes ferrées.

De la *Van Buren Bridge Company,* constituée en vertu d'une loi de l'Etat du Maine, Etats-Unis; pour une loi l'autorisant à hypothéquer ses propriétés construites ou acquises en Canada, aux fins de garantir des obligations au montant de $250,000, et à d'autres fins.

De John Wardell Power et autres, de Londres, Angleterre, et de Montréal; pour une charte sous le nom de *Austral Insurance Company.*

De Adam Clarke Anderson, de Toronto, Ont.; pour une loi de divorce avec sa femme Evangeline Medora Anderson.

De Cecil Howard Lambert, de Toronto, Ont.; pour une loi de divorce avec sa femme Pearl Eva Lambert.

M. Doherty dépose devant la Chambre,—Tableau indiquant la moyenne des hommes employés dans la police fédérale pendant chaque mois de l'année 1914, avec la liste de leurs rémunération et frais de route, en vertu des Statuts Revisés du Canada, chap. 91, sec. 6, par. 2.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur la Table le premier rapport de l'examinateur des pétitions, lequel est comme suit:—

Conformément à la règle 96, paragraphe 3, l'examinateur des pétitions pour bills privés a l'honneur de présenter ce qui suit comme son premier rapport:—

Votre examinateur a dûment examiné les pétitions suivantes pour bills privés et constate que toutes les prescriptions de la règle 91 ont été remplies en la matière:—

De Duncan Donald McBean; pour une loi autorisant le commissaire des brevets à recevoir certains paiements, et à prolonger la durée de certains brevets ayant pour objet l'amélioration des tunnels souterrains, de la construction de ces tunnels, etc.

De la Compagnie du Grand-Tronc de chemin de fer du Canada; pour une loi autorisant ses directeurs à faire au besoin des avances à quelque compagnie actuellement constituée ou qui le sera à l'avenir dont le capital social ou la majeure partie de ce capital est ou peut être retenu en aucun temps pour son bénéfice, ou pour autres fins.

De la Compagnie du chemin de fer de Montréal et des Comtés du Sud; pour une loi prolongeant le délai fixé pour compléter et mettre en exploitation les lignes ferrées qu'elle a été autorisée à construire.

De la *Essex Terminal Railway Company;* pour une loi prolongeant le délai fixé pour l'achèvement et l'exploitation de sa ligne ferrée, et à d'autres fins.

De l'Ordre des Forestiers Indépendants; pour une loi modifiant le chapitre 113 des Statuts de 1913.

De la *Title and Trust Company;* pour une loi changeant le nom de la dite compagnie en celui de *Chartered Trust and Executor Company.*

De la *Edmonton, Dunvegan and British Columbia Railway Company;* pour une loi prolongeant le délai fixé pour l'achèvement de ses lignes ferrées, et à d'autres fins.

De la Compagnie du chemin de fer *Alberta Central;* pour une loi prolongeant le délai fixé pour la construction de ses lignes.

De B. Isenberg, de Honolulu, et autres, du Canada et des Etats-Unis; pour une loi prolongeant le délai fixé pour la construction et le parachèvement des voies ferrées du chemin de fer *Athabaska and Grande Prairie,* et pour autres fins.

De la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique; pour une loi l'autorisant de vendre, de louer ou d'affréter ses navires à la *Canadian Pacific Ocean Services, Limited,* et pour d'autres fins.

De la *British Columbia and White River Railway Company;* pour une loi prolongeant de deux ans à compter de l'adoption de cette loi le délai fixé pour le commencement de la construction de sa voie ferrée, et pour d'autres fins.

De la *Hudson Bay, Peace River and Pacific Railway Company;* pour une loi à l'effet de changer son nom en celui de *Winnipeg and Hudson Bay Railway Company.*

De la *Brantford and Hamilton Electric Railway Company;* pour une loi prolongeant le délai fixé pour commencer et finir sa ligne ferrée.

De William John Owen Delaney, de Toronto; pour une loi de divorce avec sa femme Louisa Delaney (*née* Harrison).

Le greffier dépose sur la Table les bills suivants:—

Bill (No 4) Loi concernant la *Alberta Central Railway Company.*—M. *Clark* (Red-Deer).

Bill (No 5) Loi concernant la *Athabasca and Grande Prairie Railway Company.*—M. *Green.*

Bill (No 6) Loi concernant la *Brantford and Hamilton Electric Railway Company.*—M. *Barker.*

Bill (No 7) Loi concernant la *British Columbia and White River Railway Company.*—M. *Stevens.*

Bill (No 8) Loi concernant la *Edmonton, Dunvegan and British Columbia Railway Company.*—M. *Green.*

Bill (No 9) Loi concernant la *Essex Terminal Railway Company.*—M. *Wilcox.*

Bill (No 10) Loi concernant la Compagnie du Grand-Tronc de chemin de fer du Canada.—M. *Macdonald* (Pictou).

Bill (No 11) Loi concernant la *Hudson Bay, Peace River and Pacific Railway Company,* et pour changer son nom en celui de *Winnipeg and Hudson Bay Railway Company.*—M. *Sharpe* (Lisgar).

Bill (No 12) Loi modifiant la Loi de la charte refondue de l'Ordre indépendant des Forestiers.—M. *Glass.*

Bill (No 13) Loi concernant la Compagnie du chemin de fer de Montréal et des Comtés du Sud.—M. *Bickerdike.*

Bill (No 14) Loi à l'effet de ratifier et confirmer une certaine convention conclue entre le *Canadian Northern* et le Grand-Tronc-Pacifique.—M. *Oliver.*

Bill (No 15) Loi concernant certains brevets de Duncan Donald McBean.—M. *Fripp.*

Bill (No 16) Loi concernant la *Title and Trust Company,* et pour changer son nom en celui de *Chartered Trust and Executor Company.*—M. *Nesbitt.*

Bill (No 17) Loi concernant la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique.—M. *Sharpe* (Lisgar).

Les dits bills sont lus une première fois et remis pour deuxième lecture à la prochaine séance de la Chambre, en conformité de la règle 99.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a donné instruction au greffier de déposer sur la Table sa recommandation et d'autres documents relatifs à la nomination de MM. Jules Tremblay, Paul Gédéon Ouimet, Joseph Thomas Keliher et Louis Joseph Chagnon, comme traducteurs dans le personnel de la Chambre des Communes affecté à la traduction des libres bleus.

A l'honorable Chambre des Communes:

L'Orateur de la Chambre des Communes a l'honneur de recommander la nomination de MM. Jules Tremblay, Paul Gédéon Ouimet, Joseph Thomas Keliher et Louis Joseph Chagnon à titre de traducteurs (division des Livres bleus) de la Chambre des Communes, conformément au rapport du greffier de la Chambre ci-annexé.

T. S. SPROULE,
Orateur.

10 février 1915.

10 février 1915.

MONSIEUR,—Des vacances étant survenues dans le service de la traduction des Livres bleus, et comme il est nécessaire d'en compléter le personnel, demande a été faite à la Commission du Service civil de personnes dûment compétentes à s'acquitter de cet ouvrage.

La Commission du Service civil, ayant fait subir les examens voulus à cette fin, a émis des certificats d'aptitude, en la forme voulue, en faveur de MM. Jules Tremblay, d'Ottawa, Paul Gédéon Ouimet, d'Outremont, et de J. T. Keliher et L. J. Chagnon, d'Ottawa, les déclarant aptes sous le rapport de la compétence, de la santé, du caractère et de la conduite. Ils devront être classés dans la subdivision A de la seconde division (grade attribué à ces fonctionnaires dans l'organisation de la Chambre), avec le traitement minimum de ce grade.

Je désire de plus faire rapport que les connaissances et l'aptitude requises pour ce poste sont professionnelles, techniques et spéciales. Ces traducteurs sont entrés en fonction aux dates suivantes, savoir: M. Jules Tremblay, le 22 janvier 1915; MM. Ouimet et Chagnon, le 25 janvier 1915, et M. Keliher, le 26 janvier 1915, et je recommande que le paiement de leurs traitements respectifs compte à partir des différentes dates susdites.

Je suis, monsieur,
Votre obéissant serviteur,
THOS. B. FLINT,
Greffier de la Chambre des Communes.

A l'Orateur de la
Chambre des Communes.

Les bills suivants sont présentés et lus pour la première fois.—Seconde lecture à la prochaine séance de la Chambre, savoir:—

Par M. Bickerdike:—Bill (No 18) Loi modifiant le Code criminel.
Par M. McCraney:—Bill (No 19) Loi modifiant le Code criminel.

Les ordres de la Chambre qui suivent sont votés, en vertu du paragraphe 4 de la règle 37:—

Par M. Buchanan:—Ordre de la Chambre,—Etat indiquant la somme dépensée parmi les marchands de Médecine-Hat pour le compte des secours fournis par le gouvernement, à qui les paiements ont été faits et le montant total dans chaque cas.

Par M. Buchanan:—Ordre de la Chambre,—Etat indiquant la quantité de charbon importée des Etats-Unis en 1914 dans l'Alberta, la Saskatchewan et le Manitoba, respectivement, et le montant de droits perçus dans chacune des dites provinces au cours de la dite année.

M. Hughes (Victoria) dépose devant la Chambre,—Rapport du Conseil de la milice pour le Canada, pour l'exercice expirant le 31 mars 1914.

M. Martin (Régina) ayant demandé de son siège en Chambre, permission de proposer l'ajournement de la Chambre dans le but de discuter une question d'une importance publique urgente, et ayant déclaré que le sujet de la discussion est:—

"La question de fournir du grain de semence aux cultivateurs des provinces de l'Ouest."

Il remet alors à M. l'Orateur une déclaration écrite au sujet de la discussion projetée, et M. l'Orateur ayant lu la déclaration à la Chambre, pose la question: "Le député est-il autorisé à parler?"

Et nulle objection n'étant faite, M. l'Orateuur, en conséquence, dit au député de proposer sa motion.

M. Martin (Régina) propose alors,—Que la Chambre s'ajourne maintenant.

Après débat, la dite motion étant mise aux voix,—elle est rejetée.

A six heures p.m., M. l'Orateur déclare la Chambre ajournée jusqu'à demain, à 3 p.m.

THOMAS SIMPSON SPROULE.
Orateur.

AVIS DE MOTIONS

M. *Marcile* (Bagot)—Vendredi prochain—QUESTION—Est-il à la connaissance de l'honorable ministre de la Milice que lors du départ des volontaires du camp Valcartier, l'on a fait brûler une quantité de couvertes, de selles, de chaussures et de nourriture qui restaient? Dans l'affirmative, pourquoi?

M. *Marcile* (Bagot)—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Combien de paires de chaussures ont été achetées pour le premier contingent des volontaires?
2. De qui ont-elles été achetées?
3. Quel prix a été payé par paire?
4. La qualité des chaussures livrées était-elle satisfaisante.

M. *Marcile* (Bagot)—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Le bureau de poste de Royville, comté de Bagot, a-t-il été aboli? Dans l'affirmative, pourquoi?
2. L'honorable maître général des Postes sait-il que les citoyens intéressés ont protesté contre son abolition?
3. Serait-il disposé à ordonner sa réouverture?

M. *Marcile* (Bagot)—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Le bureau de poste de Moose-River, comté de Bagot, a-t-il été aboli? Dans l'affirmative, pourquoi?
2. L'honorable maître général des Postes sait-il que cette abolition est très préjudiciable aux cultivateurs intéressés?
3. Qui a recommandé son abolition?

M. *Marcile* (Bagot)—Vendredi prochain—QUESTION—

1. La malle rurale a-t-elle été établie dans la paroisse de Sainte-Christine, comté de Bagot? Dans l'affirmative, à quelle date?
2. Des soumissions ont-elles été demandées pour le facteur? Dans l'affirmative, quel est le nom de chaque soumissionnaire et le montant respectif de sa soumission?
3. Qui a obtenu le contrat? Etait-il le plus bas soumissionnaire?

M. *Marcile* (Bagot)—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Le bureau de poste du village Emileville, comté de Bagot, a-t-il été aboli? Dans l'affirmative, pourquoi?
2. L'honorable ministre a-t-il reçu une requête demandant son maintient? Dans l'affirmative, est-ce l'intention de l'honorable ministre d'ordonner la réouverture de ce bureau?

M. *Marcile* (Bagot)—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Le bureau de poste de Britannia-Mill, comté de Bagot, a-t-il été aboli? Dans l'affirmative, pourquoi?
2. L'honorable maître général des Postes a-t-il reçu une requête, signée par un grand nombre de citoyens, demandant son maintient? Dans l'affirmative, l'honorable ministre va-t-il se rendre au désir de ces braves gens?

M. *Delisle*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Le maître de poste de la paroisse de Saint-Gilbert de Portneuf a-t-il été démis de ses fonctions comme tel? Si oui, qui a demandé sa destitution?

2. Quel est son successeur et par qui ce dernier a-t-il été recommandé?

M. *Delisle*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Combien y a-t-il d'employés de nationalité allemande dans les différents départements au fédéral?

2. Quelle position occupent-ils?

3. Quel est leur salaire?

M. *Murphy*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Combien de chevaux ont été expédiés en Angleterre avec le premier contingent?

2. Quel en a été le prix d'achat?

M. *Oliver*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Dans le cas de décès d'un membre faisant partie des contingents canadiens destinés au service au delà des mers, quelle mesure de secours est-elle prise en faveur de ceux dont il était le soutien?

2. Le gouvernement se propose-t-il d'établir, à cette session, par des mesures législatives ou autrement, des pensions en faveur des membres des corps expéditionnaires canadiens devenus invalides, ou des personnes dont ces soldats étaient le soutien?

M. *McCraney*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Depuis juin 1914, combien de demandes de grain de semence ont été reçues de la part de personnes résidant dans les trois provinces des prairies?

2. Combien de boisseaux de grain se trouvent compris dans ces demandes?

3. Combien d'acres de terre devaient être ensemencés de ce grain?

4. Combien de boisseaux de blé, d'avoine et d'orge respectivement se trouvaient à la disposition du gouvernement pour faire face à ces demandes?

5. A-t-on conclu avec les différents gouvernements provinciaux des arrangements en vue de parer aux besoins des colons en fait de grain de semence?

M. *Kyte*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. De qui les fournitures médicales ont-elles été achetées à Ottawa pour l'équipement du premier contingent canadien?

2. Un monsieur J. E. Powell a-t-il fourni une quantité de fournitures médicales et bandages au gouvernement pour le premier contingent canadien?

3. Dans l'affirmative, quel montant a été payé à M. Powell pour ces articles?

4. M. Powell a-t-il son siège d'affaires à Ottawa?

5. M. Powell a-t-il sollicité cette fourniture, ou quelqu'un a-t-il agi en son nom?

6. Dans l'affirmative, quel est le nom de la personne qui a agi pour lui?

7. Des mesures ont-elles été prises pour s'assurer que les prix exigés étaient justes et raisonnables?

M. *Chisholm* (Antigonish)—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il acheté de quelqu'un à Ottawa des thermomètres cliniques pour le premier contingent canadien?

2. Dans l'affirmative, de qui ont-ils été achetés, et quel a été le prix payé?

3. Le gouvernement a-t-il reçu de particuliers des offres pour la fourniture de ces instruments? Dans l'affirmative, quels étaient les prix demandés?

M. *Carvell*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Avec quelles personnes, corporations ou firmes le gouvernement, ou quelqu'un de ses membres, fonctionnaires ou départements ont-ils conclu des contrats pour la compression du foin pour fins militaires, dans la province du Nouveau-Brunswick?

2. Quel a été le prix convenu avec chaque entrepreneur?

3. Où ce foin doit-il être livré?

4. Quel prix doit être payé à chacune de ces personnes, corporations ou firmes au point de livraison?

M. *Carvell*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Quel montant total a été payé jusqu'à date dans l'affaire de l'enquête sur le chemin de fer de Southampton?

2. Quels montants sont encore demandés d'après les réclamations produites?

3. Quelle somme a été payée respectivement à chacune des personnes suivantes: E. J. Walsh, A. J. Milden, James K. Pender, David W. Brown et Titus J. Carlis?

4. Quelles sommes réclamées par chacune des personnes susdites restent encore impayées?

M. *Carvell*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. En rapport avec le paragraphe 4 des conclusions du rapport de R. A. Pringle, commissaire chargé de faire une enquête sur certaines allégations portées contre la *Southampton Railway Company*, le gouvernement, ou l'un ou l'autre de ses ministères, a-t-il pris quelque mesures aux fins de recouvrer la somme de $34,607.50, qui a été payée au dela de la somme réellement due à la dite compagnie?

2. Le gouvernement a-t-il institué des poursuites criminelles contre K. Pinder ou David W. Brown en rapport avec cette affaire?

3. Dans la négative, le gouvernement a-t-il l'intention de le faire?

M. *Carvell*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. En vertu de l'entente actuelle relativement à l'exploitation du chemin de fer désigné sous le nom de *The Valley Railway*, entre Fredericton et Centreville, dans la province du Nouveau-Brunswick, quelle proportion des recettes brutes est-elle retenue par l'Intercolonial?

2. A qui va la balance des recettes brutes?

3. S'il survient des pertes dans l'exploitation de cette voie ferrée, de quelle proportion l'Intercolonial devient-il responsable?

4. Et dans ce cas, sur qui retombe la balance de telle perte?

M. *Macdonald*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Quelqu'un a-t-il été nommé à l'emploi de sous-percepteur de douane à River-John, comté de Pictou, qui est devenu vacant par suite du décès de M. Henney?

2. Le gouvernement se propose-t-il de maintenir ce bureau de douane?

3. Dans l'affirmative, quand se propose-t-il de faire la nomination du nouveau titulaire?

M. *Macdonald*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Pourquoi l'un des trains réguliers a-t-il été suspendu sur le chemin de fer de la ligne courte entre Oxford-Junction et New-Glasgow, le 8 février?

2. Le ministre a-t-il reçu quelque rapport s'objectant à la circulation de ce train?

3. Le ministre se propose-t-il de rétablir ce service? Dans l'affirmative, quand?

M. *Macdonald*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Combien de miliciens ont été en service actif dans la Colombie-Anglaise depuis le 15 août 1914 jusqu'au 1er janvier 1915?

2. Quel a été le coût de l'entretien de la milice dans la Colombie-Anglaise entre le 1er août 1914 et le 1er janvier 1915?

M. *Buchanan*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Un bureau de poste a-t-il été établi à Wrentham, Alberta?
2. Ce bureau de poste est-il encore en existence?
3. S'il ne l'est plus, pour quelle raison a-t-il été fermé?

M. *Buchanan*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il résolu de prolonger la période de temps pendant laquelle les concessionnaires de permis d'exploiter les puits d'huile et de gaz étaient tenus de commencer cette exploitation?
2. S'il en est ainsi, de combien cette période a-t-elle été prolongée et à partir de quelle date cette prolongation court-elle?

M. *Buchanan*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Une certaine partie du terrain de la quarantaine du gouvernement à Coutts, Alberta, a-t-elle été louée ou vendue à des particuliers?
2. S'il en est ainsi, à qui et quand?
3. Quelle somme a-t-elle été payée au gouvernement pour chaque location ou vente?

M. *Chisholm* (Antigonish)—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Combien de tonnes d'huile combustible ont-elles été importées en Canada du 1er avril au 31 décembre 1914, et quelle en était la valeur?
2. Quelques droits ont-ils été perçus sur ces importations?

M. *Macdonald*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Le ministère des Travaux Publics ou celui de la Marine et des Pêcheries a-t-il reçu des demandes pour la construction d'une ligne de téléphone entre l'île de Pictou et la terre ferme?
2. Quelle mesure le gouvernement prendra-t-il à ce sujet?

M. *Macdonald*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Quelles ont été les recettes totales du chemin de fer Intercolonial entre le 1er avril et le 31 décembre 1914?
2. Quelles ont été ses dépenses totales pendant la même période?

M. *Murphy*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il retenu des avocats pour défendre le caporal Archie Kaye et les soldats Leslie Kinsman et Edmund MacIntosh qui attendent leur procès pour avoir fait feu sur les chasseurs américains Smith et Dorsch à ou près Fort-Erié, le 28 décembre dernier?
2. Le gouvernement fournira-t-il aussi un avocat pour défendre le policier Thomas Delaney qui doit subir son procès avec les trois miliciens susdits pour la même accusation? Dans la négative, pour quelle raison?

M. *Murphy*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il payé ou a-t-il décidé de payer une somme quelconque aux représentants légaux de Walter Smith qui a été tué, et à Charles Dorsch qui a été blessé par trois miliciens à ou près Fort-Erié, le 28 décembre dernier?
2. Dans l'affirmative, quels sont les termes du règlement?

M. *Murphy*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il payé, ou décidé de payer une certaine somme à la veuve et à la famille de Henri Nottar, le réserviste français qui a été tué par un coup de feu de la part du sergent George Hooten à la salle d'exercices militaires de Montréal?
2. Dans la négative, le gouvernement a-t-il l'intention d'accorder une compensation à la veuve et à la famille du défunt?

M. *Murphy*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Quels sont les noms des membres de la commission chargée du projet d'embellissement de la cité d'Ottawa et de la ville de Hull?

2. Quels sont les noms et les adresses des ingénieurs et des autres personnes employés par la commission, et quel est le salaire de chacun d'eux?

3. Au 1er février 1915, à quel chiffre s'élevait la dépense totale faite par la Commission ou pour le compte de la dite commission?

4. La commission a-t-elle fait un rapport au gouvernement? Dans l'affirmative, ce rapport sera-t-il soumis au Parlement, et quand le sera-t-il?

M. *Murphy*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Quelle a été la somme totale payée au *Canadian Northern Railway* pour transport et tout autre service en rapport avec le camp de Valcartier?

2. De cette somme, quelle portion représente les frais de messagerie?

3. Tous les comptes ainsi payés au *Canadian Northern* ont-ils été examinés et vérifiés pour le compte du gouvernement? Dans l'affirmative, qui en a été le vérificateur?

M. *Murphy*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Quels sont les noms et adresses postales des personnes chargées d'administrer et de distribuer le fonds patriotique canadien?

2. Quelle rémunération est payée à chacune d'elles?

3. Quel montant total a été payé à titre de rémunération et de dépenses jusqu'au 1er février 1915?

M. *Murphy*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il entrepris de réparer la tour du musée Royal Victoria à la journée, ou a-t-il donné ces réparations à l'entreprise?

2. Dans ce dernier cas, qui a obtenu le contrat et quel est le montant stipulé dans le dit contrat?

3. Des soumissions publiques ont-elles été demandées? Dans la négative, pour quelle raison?

4. Quel est l'estimation officielle du coût total de ces réparations?

* M. *Macdonald*—Vendredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous télégrammes, lettres, minutes d'enquête et autres documents concernant la destitution de Isaac Arbuckle, contremaître des charpentiers de l'Intercolonial à Pictou, et la nomination de Alex. Talbot, à l'emploi vacant.

* M. *Macdonald*—Vendredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous télégrammes, lettres, rapports d'enquête et autres documents se rapportant à la destitution de James Brennan, contremaître sur l'Intercolonial à Stellarton.

* M. *Buchanan*—Vendredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents concernant la destitution de Brown Pipes et de A. R. Gibbons, employés de douane à Lethbridge, Alta.

* M. *Buchanan*—Vendredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents concernant la nomination de A. H. McKeown dans le service d'immigration à Lethbridge, Alta.

* M. *Buchanan*—Vendredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents concernant le renvoi d'office de A. E. Humphries, ci-devant inspecteur d'immigration à Lethbridge, Alta.

* M. *Buchanan*—Vendredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de toutes soumissions se rapportant à la fourniture de bois de service au ministère de la Milice pour les camps d'entraînements à Medicine-Hat et à Calgary, et copie des factures des matériaux fournis.

* M. *Law*—Vendredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Etat donnant les noms et adresses postales de toutes les personnes, dans le comté de Yarmouth, qui ont reçu la gratification accordée par la " Loi des gratifications aux volontaires lors des invasions féniennes "; aussi, donnant les noms et adresses postales de toutes personnes, dans le dit comté, dont les demandes ont été rejetées; et aussi, donnant les noms et les adresses postales de tous les postulants dans le dit comté dont les demandes n'ont pas encore été prises en considération.

* M. *Murphy*—Vendredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Etat donnant les noms de tous les transports nolisés depuis le 1er août 1914 pour expédier les troupes, chevaux, approvisionnements et matériaux en Angleterre, le nom de chaque propriétaire de navire, courtier ou autre personne par l'entremise desquels le navire a été nolisé; le tonnage de chaque navire, sa vitesse, le taux payé par tonne par semaine ou par mois, la durée minimum du nolisement, la date du contrat, la date à laquelle le paiement a commencé et la date à laquelle il a pris fin, et la somme totale payée par le gouvernement pour le nolisement des navires et autres dépenses.

M. *Delisle*—Vendredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de toutes les correspondances, requêtes, télégrammes et autres documents se rapportant à la destitution de M. Hubert Paquin, comme maître de poste de Saint-Gilbert de Portneuf.

M. *Chisholm* (Antigonish)—Vendredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous télégrammes, lettres, rapports et autres documents se plaignant de la conduite des agents d'immigration chargés de la distribution de secours aux colons nécessiteux dans la province de la Saskatchewan, et copie des instructions données par le ministère aux divers employés chargés de ce travail.

M. *Chisholm* (Antigonish)—Vendredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous télégrammes, lettres, rapports et autres documents concernant la nomination, les devoirs, le salaire et les dépenses de W. W. Davidson, ci-devant employé par la division d'immigration du ministère de l'Intérieur dans la province de la Saskatchewan.

M. *Chisholm* (Antigonish)—Vendredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous rapports, télégrammes, requêtes, recommandations, lettres et correspondance se rapportant au dragage dans le havre d'Antigonish, et à l'amélioration de l'accès au havre, reçus par le gouvernement ou par l'un ou l'autre de ses ministères depuis le 1er janvier 1912, et non déjà compris dans la réponse, présentée le 30 avril 1914, à l'ordre de la Chambre du 16 mars précédent.

M. *Macdonald*—Vendredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous télégrammes, lettres et autres papiers concernant la destitution de Bruce Wisevill, cantonnier sur l'Intercolonial à Stellarton, N.-E.

M. *Buchanan*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Quelles personnes ont été nommées par le gouvernement pour distribuer des secours aux colons qui ont souffert de la sécheresse dans la province de l'Alberta?
2. Quelle rémunération a été payée dans chaque cas?

M. *Buchanan*—Vendredi prochain—QUESTION—
1. Qui est maître de poste à Lethbridge, Alberta?
2. Qui a recommandé sa nomination?
3. Quel est son salaire?

M. *Doherty*—Vendredi prochain—BILL intitulé: "Loi modifiant la Loi du Fonds Patriotique Canadien, 1914".

CONVOCATION DE COMITÉ

Salle.	Comité.	Heure.
	Jeudi, 11 février.	
101	Comité spécial chargé de préparer les listes des députés devant composer les comités permanents de la Chambre.....	11 a.m.

No. 4.

OTTAWA, MERCREDI, 10 FEVRIER 1915.

5e Session, 12e Parlement, 5 George V, 1915

PROCÈS - VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

OTTAWA
Imprimé par J. DE L. TACHÉ
Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi
1915

No 5.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SEANCE DU JEUDI, 11 FEVRIER 1915.

PRIÈRES.

Le greffier de la Chambre dépose sur la Table le rapport du greffier des pétitions sur les pétitions présentées le 10 courant,—lesquelles sont lues comme suit:—

De la *Pacific, Peace River and Athabaska Railway Company;* pour une loi l'autorisant à tracer, construire et exploiter certains embranchements.

De Chilian Longley Hervey, ingénieur, et autres, de Montréal et Ottawa; pour une charte sous le nom de *Antwistle and Alberta Southern Railway Company.*

De Donald Robert McDonald, d'Alexandria, Ont.; et autres, d'autres lieux; pour une charte sous le nom de *Brûlé, Grande Prairie and Peace River Railway Company.*

De la *Manitoba and North Western Railway Company of Canada;* pour prolonger le délai fixé pour la construction de sa ligne ferrée.

De la *British Columbia Southern Railway Company;* pour prolonger le délai fixé pour la construction de sa ligne ferrée.

De Edwin Clark Blanchard et George Thomas Reid, de Tacoma, Etats-Unis,—et de Albert Howard MacNeill, de Vancouver, Colombie-Anglaise; pour une charte sous le nom de *Northern Pacific and British Columbia Railway Company.*

De la *Vancouver, Victoria and Eastern Railway and Navigation Company;* pour proroger à deux ans le délai fixé pour l'achèvement de sa voie ferrée.

De la *Niagara-Welland Power Company;* pour proroger à cinq ans à dater du 16 mai 1915, le délai fixé pour l'achèvement de ses entreprises.

De Austin McPhail Bothwell, de Winnipeg; pour une loi de divorce avec sa femme Dorothy Jane Bothwell.

Sir Robert Borden, du comité spécial chargé de préparer et rapporter avec toute la diligence possible les listes des députés devant composer les comités permanents de cette Chambre, aux termes de la règle 10, rapporte les listes suivantes:—

No 1.

Privilèges et Elections.

Messieurs:

Aikins (Sir James),
Barker,
Barnard,
Bennett *(Calgary)*,
Bennett *(Simcoe)*,
Blondin,
Borden (Sir Robert),
Boys,
Bristol,
Bureau,
Carvell,
Charlton,
Chisholm *(Antigonish)*,
Coderre,
Crothers,
Demers,
Descarries,
Devlin,
Doherty,
Fripp,
German,
Kay,
Lafortune,
Lamarche,
Lancaster,
Lapointe *(Kamouraska)*,
Lemieux,
Maclean *(Halifax)*,
Marcile *(Bagot)*,
Munson,
Nickle,
Northrup,
Porter,
Rainville,
Robidoux,
Ross,
Sévigny,
Thomson *(Qu'Appelle)*,
Tremain, et
Wilson *(Laval)*.—40.

No 2.

Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.

Messieurs:

Achim
Aikins (Sir James),
Armstrong *(Lambton)*,
Arthurs,
Baker,
Barker,
Barnard,
Barrette,
Béland,
Bellemare,
Bennett *(Calgary)*,
Bennett *(Simcoe)*,
Bickerdike,
Blain,
Boivin,
Boyce,
Boyer,
Boys,
Brabazon,
Bradbury,
Bristol,
Buchanan,
Elliot,
Ethier,
Fisher,
Forget (Sir Rodolphe),
Fowler,
Fripp,
Gauthier *(Gaspé)*,
Gauvreau,
German,
Girard,
Gordon,
Graham,
Green,
Guilbault,
Guthrie,
Hartt,
Henderson,
Hepburn,
Jameson,
Kemp,
Knowles,
Lachance,
McLean *(Sunbury)*,
McLeod,
Marshall,
Martin *(Régina)*,
Middlebro,
Molloy,
Morphy,
Murphy,
Neely,
Nesbitt,
Nickle,
Northrup,
Oliver,
Paquet,
Pardee,
Porter,
Pugsley,
Rhodes,
Schaffner,
Sharpe *(Lisgar)*,
Sharpe *(Ontario)*,
Smith,

Bureau,
Carroll,
Cash,
Chabot,
Charlton,
Clark *(Red-Deer)*,
Clements,
Cochrane,
Cockshutt,
Copp,
Cruise,
Currie,
Delisle,
Descarries,
Devlin,
Donaldson,
Douglas,
Edwards,
Lalor,
Lamarche,
Lancaster,
Lanctôt,
Lapointe *(Kamouraska)*,
Lapointe *(Montréal, St-J.)*,
Law,
Lemieux,
L'Espérance,
Macdonald,
Macdonell,
Maclean *(York, O.)*,
MacNutt,
McCraney,
McCrea,
McCurdy,
McKenzie,
McLean *(Queen, I.-P.-E.)*,
Smyth,
Stanfield,
Stevens,
Sutherland,
Taylor,
Thomson *(Qu'Appelle)*,
Thorton,
Tobin,
Tremain,
Turgeon,
Turriff,
Wallace,
Weichel,
White *(Renfrew)*,
White *(Victoria, Alta.)*,
Wilson *(Laval)*,
Wilson *(Wentworth)*, et
Wright.—117.

Et que le quorum du dit comité soit composé de 25 membres.

No 3.

Bills privés divers.

Messieurs:

Ames,
Armstrong *(York-O.)*,
Ball,
Blondin,
Boulay,
Bourassa,
Boyce,
Boyer,
Boys,
Broder,
Bureau,
Burnham,
Carrick,
Carvell,
Chisholm *(Antigonish)*,
Clarke *(Wellington)*,
Davidson,
Devlin,
Ethier,
Forget (Sir Rodolphe),
Fripp,
Gauthier *(St-Hyacinthe)*,
Gauvreau,
Girard,
Glass,
Gordon,
Guthrie,
Hepburn,
Hughes *(Victoria)*,
Jameson,
Kemp,
Knowles,
Lachance,
Lamarche,
Lavallée,
Macdonell,
McLean *(Sunbury)*,
McLeod,
McMillan,
Marcil *(Bonaventure)*,
Martin *(Montréal, Ste-M.)*,
Mondou,
Morris,
Morrison,
Murphy,
Pacaud,
Papineau,
Paul,
Perley (Sir George),
Porter,
Proulx,
Reid *(Grenville)*,
Robb,
Ross,
Scott,
Sharpe *(Ontario)*,
Shepherd,
Steele,
Stewart *(Hamilton)*,
Thoburn,
Tobin,
Turriff,
Walker, et
White *(Renfrew)*.—64.

Et que le quorum du dit comité soit composé de 10 membres.

No 4.

Ordres Permanents.

Messieurs:

Achim,
Alguire,
Armstrong *(Lambton)*,
Barrette,
Best,
Boulay,
Burrell,
Chabot,
Cromwell,
Doherty,
Fortier,
Hazen,
Knowles,
Kyte,
MacLean *(York-O.)*,
MacNutt,
McCoig,
McCraney,
Marcile *(Bagot)*,
Michaud,
Morris,
Paquet,
Paul,
Reid *(Restigouche)*,
Rhodes,
Roche,
Séguin,
Sharpe *(Lisgar)*,
Stanfield,
Turgeon,
Verville, et
White *(Leeds)*.—33.

Et que le quorum du dit comité soit composé de 7 membres.

No 5.

Impressions.

Messieurs:

Bickerdike,
Bowman,
Brabazon,
Brouillard,
Cardin,
Chabot,
Clark *(Bruce)*,
Clarke *(Wellington)*,
Currie,
Douglas,
Elliot,
Graham,
Gray,
Lavallée,
L'Espérance,
Martin *(Montréal, Ste-M.)*,
Middlebro,
Murphy,
Nicholson,
Roche,
Stevens,
Verville,
White *(Victoria, Alta)*, et
Wilson *(Wentworth)*.—24.

No 6.

Comptes Publics.

Messieurs:

Aikins (Sir James),
Baker,
Bennett (*Simcoe*),
Blain,
Boys,
Carvell,
Casgrain,
Chisholm (*Antigonish*),
Chisholm (*Inverness*),
Clarke (*Essex*),
Hughes (*King, I.-P.-E.*),
Kyte,
Lalor,
Lancaster,
Maclean (*Halifax*),
McCoig,
McCraney,
McCrea,
McKenzie,
McLeod,
Murphy,
Neely,
Nicholson,
Nickel,
Pardee,
Northrup,
Proulx,
Pugsley,
Reid *(Restigouche)*,
Rhodes,

Clarke *(Wellington)*,
Cléments,
Crothers,
Davidson,
Edwards,
Fisher,
Foster *(King, N.-E.)*,
Fowler,
Fripp,
Garland,
German,
Marshall,
Martin *(Montréal, Ste-M.)*,
Martin *(Régina)*,
Meighen,
Merner,
Michaud,
Middlebro,
Molloy,
Mondou,
Morphy,
Morrison,
Robidoux,
Rogers,
Sinclair,
Smyth,
Stanfield,
Stewart,
Tobin,
Tremain,
Truax,
White *(Leeds)*, et
Wilcox.—63.

Et que le quorum du dit comité soit composé de 21 membres.

No 7.

Banques et Commerce.

Messieurs:

Aikins (Sir James),
Ames,
Armstrong *(Lambton)*,
Armstrong *(York-O.)*,
Baker,
Ball,
Barker,
Barnard,
Bellemare,
Bennett *(Calgary)*,
Best,
Bickerdike,
Boivin,
Boyce,
Bristol,
Broder,
Buchanan,
Burnham,
Cardin,
Carrick,
Carvell,
Charlton,
Clark *(Bruce)*,
Clark *(Red-Deer)*,
Cockshutt,
Copp,
Currie,
Demers,
Edwards,
Fisher,
Forget (Sir Rodolphe),
Fortier,
Foster *(King, N.-E.)*,
Foster (Sir George),
Fowler,
Gauthier *(St-Hyacinthe)*,
Glass,
Graham,
Gray,
Guthrie,
Hanna,
Henderson,
Hughes *(King, I.-P.-E.)*,
Hughes *(Victoria)*,
Jameson,
Kay,
Kemp,
Knowles,
Law,
Lemieux,
L'Espérance,
Loggie,
Macdonald,
Macdonell,
Maclean *(Halifax)*,
Maclean *(York-O.)*,
McCraney,
McCurdy,
McLean *(Sunbury)*,
McLeod,
McMillan,
Marshall,
Martin *(Régina)*,
Meighen,
Middlebro,
Nesbitt,
Nickle,
Northrup,
Osler (Sir Edmund),
Pacaud,
Papineau,
Pardee,
Perley (Sir George),
Porter,
Power,
Pugsley,
Rainville,
Rhodes,
Robb,
Roche,
Ross,
Sexsmith,
Sharpe *(Lisgar)*,
Sharpe *(Ontario)*,
Sinclair,
Steele,
Stewart *(Hamilton)*,
Stewart *(Lunenburg)*,
Sutherland,
Thompson *(Yukon)*,
Thomson *(Qu'Appelle)*,
Thornton,
Tobin,
Turriff,
Verville,
Warnock,
Webster,
Weichel, et
White *(Leeds)*.—99.

Et que le quorum du dit comité soit composé de 21 membres.

No 8.

Agriculture et Colonisation.

Messieurs:

Achim,
Alguire,
Armstrong (*Lambton*),
Armstrong (*York-O.*),
Arthurs,
Ball,
Best,
Boivin,
Bourassa,
Bowman,
Broder,
Brouillard,
Buchanan,
Burrell,
Cash,
Champagne,
Chisholm (*Antigonish*),
Chisholm (*Inverness*),
Clark (*Red-Deer*),
Clarke (*Wellington*),
Cromwell,
Cruise,
Currie,
Delisle,
Donaldson,
Douglas,
Edwards,
Elliot,
Fortier,
Foster (*Kings, N.-E.*),
Garland,
Gauthier (*Gaspé*),
Gauvreau,
Girard,
Glass,
Gordon,
Graham,
Guilbault,
Hanna,
Hartt,
Henderson,
Hughes (*Victoria*),
Kay,
Lanctôt,
Lewis,
Lovell,
MacNutt,
McCoig,
McCrea,
McLean (*I.-P.-E.*),
McMillan,
Marcile (*Bagot*),
Marshall,
Meighen,
Merner,
Molloy,
Morphy,
Morris,
Morrison,
Munson,
Neely,
Oliver,
Pacaud,
Paquet,
Paul,
Proulx,
Richards,
Robb,
Roche,
Ross,
Schaffner,
Scott,
Séguin,
Sexsmith,
Sharpe (*Lisgar*),
Sharpe (*Ontario*),
Sinclair,
Smith,
Steele,
Stewart (*Lunenberg*),
Sutherland,
Taylor,
Thoburn,
Thomson (*Yukon*),
Thomson (*Qu'Appelle*),
Thorton,
Truax,
Turriff,
Walker,
Wallace,
Warnock,
Webster,
Weichel,
White (*Renfrew*),
Wilcox,
Wilson (*Laval*),
Wilson (*Wentworth*), et
Wright.—98.

Et que le quorum du dit comité soit composé de 12 membres.

No 9.

Marine et Pêcheries.

Messieurs:

Alguire,
Barnard,
Boulay,
Bradbury,
Cardin,
Hazen,
Hughes (*King, I. P.-E.*),
Jameson,
Kye,
Lafortune,
Pardee,
Power,
Robidoux,
Shepherd,
Sinclair,

Casgrain,
Chisholm (*Inverness*),
Clarke (*Essex*),
Clements,
Copp,
Fowler,
Gauthier (*Gaspé*),
Lapointe (*Montréal, St-J.*),
Loggie,
McCurdy,
McKenzie,
McLean (*Queen, I. P.-E.*)
Morrison,
Nicholson,
Stevens,
Stewart (*Lunenburg*),
Taylor,
Truax,
Turgeon,
Wallace, et
Wilcox,—36.

Et que le quorum du dit comité soit composé de 10 membres.

No 10.

Mines et Minéraux.

Messieurs:

Arthurs,
Carrick,
Carroll,
Chisholm (*Antigonish*),
Cochrane,
Cockshutt,
Devlin,
Douglas,
Foster (*King, N.-E.*),
Garland,
Green,
Guilbault,
Hartt,
Hepburn,
Lalor,
Law,
Lemieux,
Lewis,
Loggie,
Lovell,
Macdonald,
McMillan,
Marcil (*Bonaventure*),
Merner,
Mondou,
Nesbitt,
Osler (Sir Edmund),
Richards,
Sexsmith,
Shepherd,
Smith,
Smyth,
Thompson (*Yukon*),
Turriff, et
Walker.—35.

Et que le quorum du dit comité soit composé de 10 membres.

No 11.

Forêts, Cours d'eau et Pouvoirs hydrauliques.

Messieurs:

Ames,
Barrette,
Béland,
Bellemare,
Blain,
Bourassa,
Bowman,
Brabazon,
Champagne,
Charlton,
Cochrane,
Coderre,
Cromwell,
Cruise,
Davidson,
Donaldson,
Ethier,
Green,
Henderson,
Michaud,
Munson,
Osler (Sir Edmund),
Perley (Sir George),
Richards,
Rogers,
Stewart (*Hamilton*),
Thoburn,
Warnock,
Webster,
White (*Victoria, Alta.*),
Wilson (*Laval*), et
Wright,—32.

Et que le quorum du dit comité soit composé de 10 membres.

No 12.

Rapport officiel des Débats.

Messieurs:

Burnham,	Hanna,	Perley (Sir George),
Descarries,	Lapointe *(Montréal, St-J.)*,	Rainville,
Devlin,	Lavallée,	Reid *(Restigouche)*,
Foster (Sir George),	Lemieux,	Schaffner, et
Gray,	Marcil *(Bonaventure)*,	Taylor.—15.

Et que le quorum du dit comité soit composé de 5 membres.

No 13.

Bibliothèque.

Messieurs:

Béland,	Copp,	Lewis,
Borden (Sir Robert),	Crothers,	Meighen,
Boyer,	Doherty,	Pardee,
Broder,	Foster (Sir George),	Pugsley, et
Casgrain,	Laurier (Sir Wilfrid),	Sévigny.—17.
Clark *(Bruce)*,	Lemieux,	

Sur motion de Sir Robert Borden, le rapport du comité spécial chargé de préparer et de rapporter avec toute la diligence possible les listes des députés devant composer les comités permanents de cette Chambre pendant la présente session, présenté ce jour, est adopté.

Sur motion de Sir Robert Borden, il est résolu,—Que les comités permanents de cette Chambre soient autorisés à s'enquérir de tous les sujets et choses qui leur seront renvoyés par la Chambre, et à faire rapport de temps à autre de leurs observations et opinions sur ces matières et choses, et à envoyer quérir personnes, papiers et documents,—à l'exception toutefois du comité des Débats et de celui de la Bibliothèque.

Sur motion de Sir Robert Borden, il est résolu,—Qu'il soit envoyé un message au Sénat pour informer Leurs Honneurs que cette Chambre agira conjointement avec eux pour former un comité collectif des deux Chambres concernant les impressions du Parlement, et que les membres du comité des Impressions, savoir: MM. Bickerdike, Bowman, Brabazon, Brouillard, Cardin, Chabot, Clark (Bruce), Clarke (Wellington), Currie, Douglas, Elliot, Graham, Gray, Lavallée, L'Espérance, Martin (Montréal, Sainte-Marie), Middlebro, Murphy, Nicholson, Roche, Stevens, Verville, White (Victoria, Alta) et Wilson (Wentworth), agiront, à titre de représentants de cette Chambre, comme membres du dit comité collectif des Impressions du Parlement.

Sur motion de Sir Robert Borden, il est résolu,—Qu'il soit envoyé un message au Sénat pour informer Leurs Honneurs que cette Chambre a nommé MM. Béland, Borden (Sir Robert), Boyer, Broder, Casgrain, Clark (Bruce), Copp, Crothers, Doherty, Foster (Sir George), Laurier (Sir Wilfrid), Lemieux, Lewis, Meighen, Pardee, Pugsley et Sévigny, comme comité aux fins d'assister Son Honneur l'Orateur dans la régie de

la bibliothèque du Parlement, en ce qui concerne les intérêts de la Chambre des Communes, et pour agir, au nom de la Chambre des Communes, comme membres d'un comité collectif des deux Chambres de la Bibliothèque.

Sur motion de Sir Robert Borden, il est résolu,—Qu'il soit envoyé un message au Sénat pour informer Leurs Honneurs que cette Chambre a nommé MM. Fripp, Pardee, Ross et Stanfield, pour assister M. l'Orateur dans la régie du restaurant, en ce qui concerne les intérêts des Communes, et pour agir en qualité de membres d'un comité mixte des deux Chambres pour prendre charge du restaurant.

Sir Robert Borden soumet à la Chambre,—Copie de la correspondance concernant le contrôle de l'exportation du nickel.

M. Hughes (Victoria) soumet à la Chambre,—Mémoire sur les opérations du ministère de la Milice et de la Défense.—Guerre européenne, 1914-15.

Sir George Foster présente,—Réponse à ordre du 6 avril 1914,—Copie de tous télégrammes, correspondance, lettres, plaintes et documents de toute nature, reçus par le ministère du Commerce au cours des années 1913 et 1914 au sujet de la route suivie par les steamers à destination de Pictou, Mulgrave et Chéticamp.

M. Roche présente,—Réponse à ordre du 8 juin 1914,—Copie de tous documents concernant une demande ou des demandes faites au surintendant général des Affaires des sauvages ou au département pour un amendement à la Loi des sauvages en vue de faciliter la vente de la réserve indienne de Ristigouche, Québec,—ou concernant l'acquisition, d'une autre manière, de toute ou partie de la dite réserve pour fins industrielles ou autres, et de toutes réponses faites dans l'espèce.

M. Roche soumet à la Chambre,—Rapport du département des Affaires des Sauvages, pour l'année expirant le 31 mars 1914.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur la Table le deuxième rapport de l'examinateur des pétitions, lequel est comme suit:—

Conformément à la règle 96, paragraphe 3, l'examinateur des pétitions pour bills privés a l'honneur de présenter ce qui suit comme son deuxième rapport:—

Votre examinateur a dûment examiné les pétitions suivantes pour bills privés et constate que toutes les prescriptions de la règle 91 ont été remplies en la matière:—

De la *St. Lawrence and Adirondack Railway Company;* pour une loi l'autorisant à affermer sa ligne ferrée à la *New York Central Railroad Company.*

De la *Ottawa and New York Railway Company;* pour une loi l'autorisant à affermer sa ligne ferrée à la *New York Central Railroad Company.*

De la *James Bay and Eastern Railway Company;* pour prolonger le délai fixé pour la construction de sa ligne ferrée entre le lac Abbitibi et l'embouchure du Saguenay.

De la *South Ontario Pacific Railway Company;* pour prolonger le délai fixé pour la construction de sa ligne ferrée entre Hamilton et Niagara-Falls.

De la *Canadian Northern Quebec Railway Company;* pour prolonger le délai fixé pour la construction de certains embranchements.

De la *Canadian Northern Railway Company;* pour prolonger le délai fixé pour la construction de certaines de ses lignes ferrées.

De la *Southern Central Pacific Railway Company;* pour prolonger le délai fixé pour la construction de certaines de ses lignes ferrées.

De la *Toronto Eastern Railway Company;* pour prolonger le délai fixé pour la construction de ses lignes ferrées.

De la *Canadian Northern Ontario Railway Company;* pour prolonger le délai fixé pour la construction de certaines de ses lignes ferrées.

De la *Van Buren Bridge Company;* pour une loi l'autorisant à hypothéquer ses propriétés construites ou acquises en Canada, aux fins de garantir des obligations émises par elle.

De Agnès Gravelle, de Portsmouth, Ont.; pour une loi de divorce avec son mari Thomas Wilfred Gravelle.

Le greffier dépose sur la Table les bills privés suivants:—

Bill (No 20) Loi concernant la *Canadian Northern Railway Company.*—M. *Bradbury.*

Bill (No 21) Loi concernant la *Canadian Northern Ontario Railway Company.*—M. *Blain.*

Bill (No 22) Loi concernant la *Canadian Northern Quebec Railway Company.*—M. *Guilbault.*

Bill (No 23) Loi concernant la *St. James Bay and Eastern Railway Company.*—M. *Girard.*

Bill (No 24) Loi concernant la *Ottawa and New York Railway Company.*—M. *Fripp.*

Bill (No 25) Loi concernant la *South Ontario Pacific Railway Company.*—M. *Smith.*

Bill (No 26) Loi concernant la *Southern Central Pacific Railway Company.*—M. *Green.*

Bill (No 27) Loi concernant la *St. Lawrence and Adirondack Railway Company.*—M. *Fripp.*

Bill (No 28) Loi concernant la *Toronto Eastern Railway Company.*—M. *Smith.*

Bill (No 29) Loi concernant la *Van Buren Bridge Company.*—M. *Michaud.*

Les dits bills sont lus la première fois.—Seconde lecture à la prochaine séance de la Chambre, conformément à la règle 99.

M. Maclean (York) présente un Bill (No 30) Loi modifiant la Loi des chemins de fer,—lequel est lu la première fois.—Seconde lecture, à la prochaine séance de la Chambre.

Les ordres de la Chambre qui suivent sont votés en vertu du paragraphe 4 de la règle 37:—

Par M. Macdonald:—Ordre de la Chambre,—Etat indiquant si une déclaration officielle a été faite au nom de l'Administration du chemin de fer Intercolonial à l'effet que les gages des employés du chemin de fer qui ont pris du service actif seraient payés pendant leur absence, et dans ce cas, quand et par qui; si le ministère des Chemins de fer a donné ordre de pourvoir à ces paiements et quand cet ordre a été donné.

Par M. Wilson (Laval):—Ordre de la Chambre,—Etat indiquant combien de prisonniers de guerre ont été faits au Canada depuis la déclaration de la guerre entre les alliés, l'Allemagne et l'Autriche; où ils sont détenus; le nombre dans chaque endroit et le nom de l'officier en charge de chaque endroit de détention.

Avec la permission de la Chambre,—

Sir Robert Borden propose,—Que la Chambre passe de suite aux mesures du gouvernement.—Adopté.

Les mesures du gouvernement sont, en conséquence, appelées.

L'ordre portant que la Chambre se forme en comité des Voies et Moyens étant lu;

M. White (Leeds) propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et un débat s'ensuivant, le dit débat est ajourné sur motion de M. Maclean (Halifax).

Un message est reçu du Sénat informant la Chambre que l'honorable Sir Charles Boucher de Boucherville, C.C.M.G., et les honorables messieurs Boyer, Corby, Costigan, C.P., Davis, Dennis, Derbyshire, Douglas, Gillmor, Gordon, Kerr, C.P., LaRivière, McHugh, Poirier et Power, C.P., ont été nommés pour composer un comité chargé d'aider Son Honneur le Président dans l'administration de la Bibliothèque du Parlement, en tant que les intérêts du Sénat sont concernés, et pour agir comme membres du comité des deux Chambres sur la dite bibliothèque.

Aussi,—informant la Chambre que les honorables messieurs Cloran, Curry, Dennis, Derbyshire, De Veber, Domville, Forget, Frost, Gillmor, LaRivière, Legris, MacKay (Alma), MacKeen, McCall, Pope, Prince, Ratz, Shehyn, Talbot et Taylor ont été nommés pour composer un comité chargé de surveiller les Impressions du Sénat pendant la présente session et d'agir avec le comité de la Chambre des Communes comme membres du comité mixte des deux Chambres au sujet des Impressions du Parlement.

Et aussi,—informant la Chambre que les honorables messieurs Taylor, Thompson, Watson et Young ont été nommés pour former un comité chargé d'aider Son Honneur le Président dans l'administration du Restaurant du Parlement, en tant que les intérêts du Sénat sont concernés, et pour agir comme membres du comité mixte des deux Chambres au sujet du dit restaurant.

La Chambre se forme en comité général pour considérer certaine résolution à l'effet de pourvoir à une somme n'excédant pas $100,000,000 pour faire face aux dépenses à encourir pour certains services y mentionnés résultant de l'état actuel de guerre.

Et sur rapport de progrès, le comité se lève et obtient l'autorisation de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Les adresses à Son Altesse Royale le Gouverneur général,—et les ordres de la Chambre qui suivent, sont votés, savoir:—

Par M. Chisholm (Antigonish):—Ordre de la Chambre,—Copie de tous télégrammes, pétitions, lettres et correspondance concernant un projet de service postal quotidien entre Lower-South-River et South-Side-Harbour, comté d'Antigonish, et l'amélioration du service postal pour les résidents du district en dernier lieu nommé.

Par M. Pugsley, pour M. Lemieux:—Ordre de la Chambre,—Copie de tous les documents, lettres, télégrammes, etc., se rapportant à l'achat de la propriété connue sous le nom de l'hôtel Carslake, à Montréal, pour les fins du ministère des Postes.

Par M. Maclean (Halifax):—Ordre de la Chambre,—Copie de toute la correspondance échangée entre l'auditeur général et le ministère de la Milice, ou tout autre ministère, touchant les dépenses faites sous l'opération de la Loi des Crédits de guerre, 1914.

Par M. Kyte:—Ordre de la Chambre,—Copie de toute correspondance et instructions adressées au cours de l'année 1914 aux officiers des pêcheries dans la Nouvelle-Ecosse, au sujet des primes de pêche payables aux pêcheurs sur le poisson pris pendant l'année 1914.

Par M. Chisholm (Antigonish):—Ordre de la Chambre,—Etat donnant les noms et adresses postales de toutes les personnes, dans le comté d'Antigonish, qui ont reçu la gratification accordée par la "Loi des gratifications aux volontaires lors des invasions féniennes"; aussi, donnant les noms et adresses postales de toutes personnes dans le dit comté dont les demandes ont été rejetées; et aussi, donnant les noms et les adresses postales de tous les postulants dans le dit comté dont les demandes n'ont pas encore été prises en considération.

Par M. Carvell, pour M. Buchanan:—Adresse,—Copie de tous télégrammes, correspondance, décrets du conseil, requêtes et tous autres documents, en rapport avec le renvoi d'office d'Edward N. Higginbotham, maître de poste à Lethbridge, Alta.

Par M. Carvell, pour M. Buchanan:—Adresse,—Copie de tous télégrammes, correspondance, comptes, décrets du conseil et autres documents au sujet de la distribution de secours aux colons dans les districts de l'Alberta qui ont souffert de la sécheresse.

Par M. Proulx:—Ordre de la Chambre,—Copie de la pétition et des papiers, documents et lettres concernant la constitution en corporation de la *Dominion Trust Company,* par une loi spéciale adoptée par le parlement du Canada en 1912, chapitre 89, 2 George V.

Par M. Proulx:—Ordre de la Chambre,—Copie de toute correspondance échangée entre le ministère de la Justice et le gouvernement de la province de la Colombie-Anglaise ou quelqu'un de ses membres, au sujet d'une certaine loi adoptée par la législature de la dite province en 1913, chapitre 89, 3 George V, et intitulée: "*An Act respecting The Dominion Trust Company*".

Par M. Turgeon:—Ordre de la Chambre,—Copie de toutes les soumissions reçues le 15 janvier écoulé, par le ministère des Postes pour le service de la malle entre Caraquet et Tracadie, comté de Gloucester, N.-B., avec les noms des soumissionnaires, le chiffre respectif des soumissions et le nom du nouvel entrepreneur.

Par M. Pugsley:—Adresse,—Copie de toute la correspondance relative à l'achat et au paiement, par le gouvernement, de deux sous-marins autorisés par le décret du conseil du 7 août 1914, et de tous autres décrets du conseil se rapportant au même sujet,—aussi, de tous rapports reçus par le gouvernement ou l'un ou l'autre de ses ministères touchant les dits sous-marins.

Par Sir Wilfrid Laurier:—Ordre de la Chambre,—Copie de tous mémoires et pétitions provenant de corps commerciaux ou autres au sujet de la construction immédiate du canal de la baie Georgienne et de toute correspondance s'y rapportant depuis le 21 septembre 1911.

Par M. Turriff:—Ordre de la Chambre,—Copie de tous comptes, relevés, factures, lettres, télégrammes, correspondance et autres documents concernant l'achat de drogues, bandages, fournitures médicales et autres articles de J. E. Powell ou de la pharmacie dite *Carleton County Drug Store,* d'Hintonburg, par le gouvernement ou par quelqu'un de ses départements.

M. Reid (Grenville) soumet à la Chambre,—Rapport du ministère des Douanes, pour l'année expirée le 31 mars 1914.

La Chambre alors s'ajourne à 10.15 p.m.

THOMAS SIMPSON SPROULE,
Orateur.

AVIS DE MOTIONS

M. *Carroll*—Lundi prochain—QUESTION—Hyman Benjamin, de Glace-Bay, N.-E., est-il à l'emploi du ministère de la Milice ou autre branche de l'administration? Dans l'affirmative, quelles sont ses fonctions et son salaire?

M. *Carroll*—Lundi prochain—QUESTION—Charles P. Livingstone, de Glace-Bay, N.-E., a-t-il été nommé à un emploi dans le service télégraphique du ministère des Travaux Publics ou dans aucune autre branche de l'administration? Dans l'affirmative, quelles sont ses fonctions, et son salaire?

M. *Carroll*—Lundi prochain—QUESTION—Edgar Kelly, de Glace-Bay, N.-E., est-il employé par le ministère de la Milice ou par toute autre branche de l'administration? Dans l'affirmative, quelles sont ses fonctions, et son salaire?

M. *Kyte*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quel prix le chemin de fer Intercolonial a-t-il reçu de l'*Atlantic Sugar Refining Company* pour le terrain occupé par cette compagnie à Saint-Jean, N.-B.?
2. Quelle est la date de la vente de la dite propriété ou de son acquisition par la dite compagnie?
3. Le ministère des Chemins de fer a-t-il reçu le montant convenu?
4. Le ministère des Chemins de fer a-t-il reçu ou perçu de la dite compagnie le montant dû? Dans la négative, quelle est la raison du délai?
5. Quel taux d'intérêt est imposé à la dite compagnie pour les paiements en souffrance?

M. *Demers*—Lundi prochain—QUESTION—L'exportation des chevaux du Canada aux Etats-Unis est-elle prohibée? Dans l'affirmative, depuis quand et en vertu de quelle autorité? Cette prohibition est-elle générale, ou comporte-t-elle des exceptions?

M. *Bourassa*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien ont coûté les travaux de la Quarantaine de Lévis, jusqu'au 1er janvier 1915?
2. Combien de bâtisses ont été construites sur le terrain de la Quarantaine de Lévis, quelles sont ces bâtisses et combien chacune d'elles a-t-elle coûté?
3. Des soumissions ont-elles été demandées et reçues pour l'exécution des travaux de cette quarantaine?
4. Dans l'affirmative, quel est le nom de chaque soumissionnaire et le montant de chaque soumission?
5. Y a-t-il eu des extras en rapport avec les contrats de ces travaux, pour quels montants et à qui ces montants ont-ils été payés?

M. *Nesbitt*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien de fourgons de transport ont été achetés pour les deuxième et troisième contingents?
2. De qui ont-ils été achetés, et quel est le nom de chaque particulier ou firme?
3. Combien de ces fourgons ont été achetés de chaque particulier ou firme?
4. Quel a été le prix de chaque fourgon?
5. Des soumissions ont-elles été demandées?
6. Y a-t-il eu des soumissions reçues qui n'ont pas été acceptées?
7. S'il en est ainsi, quel était le chiffre de ces soumissions?

M. *Turriff*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien de lunettes d'approche le gouvernement a-t-il achetées depuis le 1er août 1914?
2. De qui ont-elles été achetées?
3. Quel prix a été payé?
4. A-t-on demandé à différents vendeurs de soumettre leur prix?
5. Dans l'affirmative, à qui a-t-on demandé de soumettre ces prix?

M. *Graham*—Lundi prochain—QUESTION—

1. M. F. Norris a-t-il été employé par le ministère des Douanes en qualité d'agent spécial de renseignements à Chicago en 1911?
2. Est-il actuellement à l'emploi de ce ministère?
3. Dans la négative, a-t-il démissionné ou a-t-il été destitué?
4. Dans ce dernier cas, pour quelle raison le gouvernement en a-t-il agi ainsi, et quelle est la date du décret du conseil le destituant?

M. *Devlin*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de toute la correspondance échangée entre le ministre des Finances et l'Auditeur général à partir du 18 août jusqu'à ce jour, relativement aux achats faits pour les corps expéditionnaires, fournitures militaires à fournir par contrat, ou autres achats pour des fins militaires, ou sous l'empire de la Loi du Service de la Marine, 1910, ou en vertu de décrets du Conseil se rapportant aux affaires militaires.

M. *Arthurs*—Lundi prochain—RÉSOLUTION—Que, dans l'opinion de cette Chambre, les règlements du ministère des Postes concernant les caisses d'épargnes postales devraient être revisées de manière à accroître les dépôts et les opérations des caisses d'épargne postales.

M. *Macdonald*—Lundi prochain—ADRESSE—Copie de tous télégrammes, lettres, rapports, recommandations, décrets du conseil et autres documents et papiers se rapportant en quelque manière à l'établissement de routes postales rurales et de livraisons de malles rurales entre Bridgetown et Grenville-Ferry, comté d'Annapolis, et plus spécialement copie de tous télégrammes, lettres, rapports, recommandations et documents concernant la fermeture des bureaux de poste de Belle-Ile et d'Upper-Granville, et l'établissement du bureau de poste à Granville-Center, tous dans le comté d'Annapolis.

M. *Macdonald*—Lundi prochain—ADRESSE—Copie de tous télégrammes, lettres, rapports, recommandations, décrets du conseil, bordereaux de paie, liste de dépenses, liste des noms du contremaître et des surintendants et tous autres documents se rapportant en quelque manière à la construction et à l'entretien de brise-lames à Phinney's Cove et Young's-Cove, comté d'Annapolis.

M. *Sinclair*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Relevé faisant connaître les noms et les adresses postales de toutes les personnes du comté de Guysborough, N.-E., auxquelles ont été payées des primes en vertu de la Loi accordant des primes aux volontaires qui ont servi dans les invasions féniennes; les noms et les adresses postales de toutes les personnes dont les demandes ont été rejetées, et la raison du refus;—aussi, les noms et les adresses postales de toutes les personnes dont les demandes ont été reçues, mais auxquelles les primes n'ont pas été payées, en faisant la distinction entre les personnes dont les demandes ont été reçues et admises, et celles dont les demandes ont été reçues sans qu'une décision ait encore été prise, s'il en est.

M. *Carvell*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Relevé faisant connaître les noms et les adresses de toutes les personnes dans le comté de Cap-Breton-Sud, N.-E., qui ont obtenu la prime accordée aux volontaires qui ont servi lors des invasions féniennes; aussi, les noms et adresses de toutes les personnes du même comté qui ont demandé cette prime mais qui ne l'ont pas encore reçue.

M. *Clark* (Red-Deer)—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Relevé faisant connaître en détail (*a*) le nombre de prisonniers de guerre en ce pays; (*b*) le nombre de personnes libres sur parole; (*c*) le nombre de ceux qui sont gardés dans les camps de détention; (*d*) le nombre de camps de détention, leur sites, les moyens de les atteindre, et le nombre de prisonniers dans chacun d'eux; (*e*) ce que coûte au Canada chacun de ces camps, respectivement, en fait de subsistance, de paie, d'habillement, de transport, de surveillance; (*f*) la nature du travail fait par les prisonniers et la valeur totale de leur ouvrage à ce jour.

M. *Doherty*—Lundi prochain—RÉSOLUTION—Qu'il soit nommé un comité spécial composé de MM. Northrup, Maclean (Halifax), Murphy, Carvell, Robidoux, Bennett (Calgary), et de l'auteur de la résolution, chargé de s'enquérir de l'opération de la loi relative à l'élection des membres de cette Chambre, et de la pratique et de la procédure suivies au sujet des pétitions d'élections, et d'étudier quels changements pourraient y être faits; avec pouvoir au dit comité d'envoyer quérir personnes, papiers et documents, d'interroger des témoins sous serment, et de faire rapport de temps à autre.

M. *Sinclair*—Lundi prochain—BILL intitulé: "Loi modifiant le Code criminel".

M. *White* (Leeds)—En comité des Voies et Moyens,—Proposera les résolutions suivantes:

Résolu qu'il est à propos de déclarer,—

1. Que chaque banque à laquelle s'applique la Loi des Banques, à l'exclusion des banques en cours de liquidation devra payer pour le Fonds du Revenu Consolidé trimestriellement une taxe égale à un quart de un pour cent, sur le chiffre moyen des billets de la banque en circulation durant les trois mois précédents, le montant le plus élevé des billets en circulation en aucun temps durant chacun des trois mois étant la base de la moyenne, sauf cependant, que lorsque le montant le plus élevé des billets en circulation dépasse le montant du capital versé, alors un montant égal au capital versé sera la base employée pour calculer la moyenne;

2. Que chaque compagnie de prêt et de fiducie constituée en corporation sous quelque autorité législative, y compris les banques soumises à la Loi des Banques d'épargnes de Québec, 1913, doivent payer pour le Fonds du Revenu Consolidé une taxe de un pour cent, sur le montant brut.

(a) de l'intérêt, appartenant à la compagnie, des prêts et placements au Canada, et

(b) du revenu, autre que l'intérêt, sur les opérations faites dans les limites du Canada,

reçus par la compagnie le et après le premier jour de janvier 1915;

3. Que toute compagnie d'assurance, autre que les compagnies sur la vie et maritime et les sociétés fraternelles de secours doivent payer pour le Fonds du Revenu Consolidé une taxe de un pour cent sur les primes nettes reçues par la Compagnie au Canada le et après le premier jour de janvier 1915.

4. Que chaque compagnie de câble sous-marin et de télégraphie doit payer pour le Fonds du Revenu Consolidé une somme égale à un pour cent sur chaque dépêche ou message prenant naissance dans les bureaux de la Compagnie au Canada et transmis de là sur les lignes de la compagnie pour lesquels a été imposé un prix de quinze cents, la compagnie ayant le droit d'exiger et de percevoir ce cent de la personne qui paie ou est tenue de payer les prix réguliers pour la transmission de la dépêche ou du message;

5. Que chaque acheteur

(a) d'un billet de voyageur sur le chemin de fer ou d'un droit de transport sur un chemin de fer d'un endroit quelconque au Canada ou en dehors du Canada,

(b) d'un billet de passage sur bateau à vapeur ou d'un droit de transport par bateau à vapeur entre des ports ou endroits au Canada ou d'un port ou endroit au Canada à un port ou endroit à Terre-Neuve aux colonies des Antilles ou aux Etats-Unis,

(c) d'un billet ou droit de transport permettant à un passager ou voyageur d'être transporté sur un chemin de fer ou un bateau à vapeur à un port ou endroit quelconque au Canada, à Terre-Neuve, aux colonies des Antilles ou aux Etats-Unis, que ce transport s'effectue par chemin de fer et bateau à vapeur, ou par bateau à vapeur et chemin de fer, ou par chemin de fer, bateau à vapeur et chemin de fer,

doit payer pour le Fonds du Revenu Consolidé en sus du prix régulier du billet ou droit, relativement à un billet ou droit coûtant—

(i) plus d'un dollar et non au-dessus de cinq dollars, cinq cents.

(ii) plus de cinq dollars, pour chaque cinq dollars et en sus pour toute partie fractionnelle de cinq dollars, cinq cents;

6. Que chaque acheteur d'un lit dans une voiture-lit ou d'un siège dans une voiture-palais doit, en sus du prix du lit ou du siège, payer pour le Fonds du Revenu Consolidé,

(a) dix cents pour chaque lit acheté;

(b) cinq cents pour chaque siège acheté;

7. Que toute compagnie transportant des passagers par navire d'un port ou endroit quelconque au Canada à un port ou endroit quelconque en dehors du Canada, excepté Terre-Neuve, les colonies des Antilles et les Etats-Unis, doit payer pour le Fonds du Revenu Consolidé pour chaque passager transporté—

(a) la somme de un dollar, si le montant exigible pour le passage dépasse dix dollars;

(b) la somme de trois dollars, si le montant exigible pour le passage dépasse trente dollars;

(c) la somme de cinq dollars, si le montant exigible pour le passage dépasse soixante dollars,

et que la compagnie peut exiger du passager et peut percevoir de lui la somme ainsi payable;

8. Que nulle personne ne doit émettre un chèque payable à une banque ou par une banque, et nulle personne ne doit négocier une lettre de change par l'entremise d'une banque ou remettre une lettre de change à une banque pour la perception à moins d'y apposer un timbre de la valeur de deux cents; qu'un chèque ou autre lettre de change fait ou tiré en dehors du Canada en la possession d'une banque au Canada doit, avant le paiement ou la présentation pour paiement, porter un timbre de la valeur de deux cents, et la valeur du timbre est à la charge de la personne qui a droit au produit du chèque ou de la lettre;

9. Que tout client d'une banque doit apposer à un récipissé d'argent à lui payé par la banque et à la charge d'un dépôt à son crédit à la banque un timbre d'une valeur de deux cents;

10. Que toute compagnie de messagerie faisant des opérations au Canada, avant d'émettre un mandat d'argent ou un chèque de voyageur, doit y apposer un timbre d'une valeur de deux cents à la charge de l'acheteur du mandat ou du chèque ou de celui à qui le paiement doit être fait;

11. Qu'aucun mandat d'argent ou bon de poste ne doit être émis sous le régime de la Loi des Postes, avant qu'il n'y soit apposé un timbre-poste d'une valeur de deux cents, et d'un cent respectivement, à être apposé par l'acheteur du mandat ou du bon de poste, et sur ce timbre il peut être imprimé ou empreint les mots " taxe de guerre."

12. Sur chaque lettre et carte postale pour transmission par la poste, il sera pré-

levé et perçu une taxe d'un cent, cette taxe étant payable par l'apposition sur la lettre ou la carte d'un timbre-poste de cette dénomination, sur lequel peuvent être imprimés ou empreints les mots " taxe de guerre ".

13. Sur chaque lettre et carte postale pour transmission par le poste il sera prélevé et perçu une taxe d'un cent, cette taxe étant payable par l'apposition sur la lettre ou la carte postale d'un timbre de cette dénomination sur lequel peuvent être imprimés ou empreints les mots " taxe de guerre ".

13. Que toute personne qui reçoit des marchandises

(a) pour être exportées ou transportées en cabotage, ou

(b) pour être transportées par chemin de fer,

doit attacher à la lettre de voiture ou autre preuve de réception un timbre à être fourni par l'expéditeur ou le consignateur, d'une valeur de deux cents.

14. Que chaque bouteille ou colis contenant

(a) un médicament dit *proprietary* ou breveté,

(b) du parfum,

(c) du vin non mousseux,

(d) du champagne ou du vin mousseux,

sera soumis aux droits de timbre ci-après énoncés:—

Article.	Timbre de la valeur de
(a) médicament dit *propietary* ou breveté	
(b) un parfum dont le prix de détail de chaque bouteille ou colis est de dix cents ou moins	un cent
plus de dix cents pour chaque dix cents et en outre pour chaque fraction de dix cents	un cent
(c) vin non mousseux, chaque bouteille ou colis contenant une pinte ou moins	cinq cents
une quantité plus grande qu'une pinte pour chaque pinte et, en outre, pour chaque fraction d'une pinte	cinq cents
(d) champagne ou vin mousseux, chaque colis contenant une chopine ou moins	vingt-cinq cents
une quantité plus grande qu'une chopine pour chaque chopine et en outre, pour chaque fraction de chopine	vingt-cinq cents

15. Que les dispositions de toute loi fondée sur ces résolutions en tant que ces dispositions ont rapport au vin non mousseux, au champagne et vin mousseux, seront réputées être entrées en vigueur le douzième jour de février 1915 et s'être appliquées à tous pareils articles—

(a) importés ou sortis de l'entrepôt de douane pour la consommation ce jour ou après et s'être ainsi appliquées à pareils articles antérieurement importés pour lesquels aucune inscription en douane n'avait été faite avant ce jour-là.

(b) possédés par le fabricant ou le producteur de ces articles ou en sa possession.

(c) possédés par le marchand de gros ou de détail de ces articles ou en leur possession.

M. *White* (Leeds)—En comité des Voies et Moyens,—Proposera les résolutions suivantes:—

1. Résolu,—Qu'il est expédient de modifier l'annexe A du Tarif des Douanes, 1907, en en retranchant l'item 329 du tarif et l'énumération d'articles en regard du dit item, et de prescrire que les item, énumérations et taux de droits de douane qui suivent, s'il y a, soient insérés dans la dite annexe A:—

		Tarif de faveur pour la Grande-Bretagne.	Tarif intermédiaire.	Tarif général.
118a	Encornet	En franchise.	En franchise.	En franchise.
209b	Sulfate de nicotine	En franchise.	En franchise.	En franchise.
329	Minerais métaliques, n.d.	En franchise.	En franchise.	En franchise.
329a	Minerai de fer, par tonne.	6 centins.	8 centins.	8 centins.

2. Résolu,—Qu'il est expédient de modifier le Tarif des Douanes, 1907, en prescrivant que:—

En sus des droits de douane autrement établis par l'annexe A du Tarif des Douanes, 1907, et les décrets du conseil qui modifient l'annexe A, il sera prélevé, perçu et payé sur tous les articles énumérés, ou indiqués comme non énumérés, dans l'annexe A, sauf ce qui est prescrit ci-après, lorsque ces articles sont importés en Canada ou retiré de l'entrepôt de vérification pour consommation en ce pays, les divers taux de douane ci-spécifiés:—

Tarif de faveur pour la Grande-Bretagne.	Tarif intermédiaire.	Tarif général.
5 p.c.	7½ p.c.	7½ p.c.

(2) Il sera prélevé, perçu et payé sur tous les articles énumérés comme pouvant être admis en franchise dans l'annexe A et les décrets du conseil modifiant l'annexe A, sauf ce qui est prescrit ci-après, lorsque ces articles sont importés en Canada ou retirés de l'entrepôt de vérification pour consommation en ce pays, les divers taux de droits de douane ci-spécifiés:—

Tarif de faveur pour la Grande-Bretagne.	Tarif intermédiaire.	Tarif général.
5 p.c.	7½ p.c.	7½ p.c.

Pourvu toutefois que les articles suivants ne seront pas sujets aux prescriptions qui précèdent:—

(*a*) Articles admis en franchise en Canada en vertu des dispositions des articles 8 et 9 du Tarif des Douanes, 1907;

(*b*) Articles énumérés dans l'annexe C de la Loi de la convention avec la France, 1908.

(*c*) Articles destinés à la manufacture des faucheuses, moissonneuses lieuses ou sans appareils à lier, appareils à lier, moissonneuses simples et parties complètes de ces machines, en vertu de règlements établis par le ministre des Douanes;

(*d*) Articles importés pour les fins de la manufacture de ficelle d'engerbage pour les moissonneuses lieuses, en vertu de règlements établis par le ministre des Douanes;

(*e*) Articles importés pour les fins de la manufacture des appareils énumérés dans l'item 682 du tarif, annexe A, en vertu de règlements établis par le ministre des Douanes;

(*f*) Houille anthracite et poussière d'anthracite;

(*g*) Produits bactériologiques ou sérum pour injection sous-cutanée;

(*h*) Vaccin et pointes d'ivoire pour vaccin;

(*i*) Feutre foulé, tissus élastiques et blocs de bois creux importés pour les fins de la manufacture de membres artificiels;

(*j*) Acier importé pour les fins de fabrique de pièces brutes non finies de carabines, lorsque ces pièces sont destinées à des carabines à être fabriquées pour le gouvernement du Canada;

(*k*) Tissus dans la confection desquels la soie entre comme matière de la plus grande valeur, lorsqu'ils sont importés pour les fins de manufacture de cravates;

(*l*) Articles énumérés dans les item suivants du tarif de l'annexe A:—

1, 2, 3, 19, 20, 20a, 21, 22, 23, 28a, 29a, 39b, 40, 55, 60, 61, 66, 77a, 101a, 118a, 129, 132, 134, 135, 142, 143, 144, 145, 153, 164, 169, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 178a, 180a, 184, 196, 201, 209b, 329, 329a, 348a, 352a, 359, 360, 369, 373, 441, 443, 445, 445a, 446a, 464, 466, 466a, 470, 483, 544, 544a, 576, 595, 596, 676, 682, 688, 689, 689a, 690, 690a, 691, 692, 692a, 693, 694, 695a, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708 et 709.

Pourvu de plus que les droits de douane perçus et payés sous l'empire de cet article ne jouissent pas du drawback porté à l'annexe B.

3. Résolu,—Que toute disposition fondée sur les résolutions qui précèdent sera réputée être entrée en vigueur le douzième jour de février 1915, et s'être appliquée à toutes les marchandises mentionnées dans les résolutions qui précèdent, importées ou sorties d'entrepôt pour consommation au jour susdit et après ce jour, et s'être aussi appliquée aux marchandises précédemment importées pour lesquelles aucune entrée pour consommation n'a été faite avant le dit jour.

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle.	Comités.	Heure.
	Mardi, 16 février.	
	(Pour organisation.)	
101	Chemins de fer, Canaux et Télégraphes	11 a.m.
101	Banques et Commerce	11.05 a.m.
101	Comptes publics	11.10 a.m.
101	Marine et Pêcheries	11.15 a.m.
100	Privilèges et Elections	11 20 a.m.
100	Bills privés	11.25 a.m
100	Ordres Permanents	11.30 a.m.
100	"Débats"	11.35 a,m.
100	Mines et Minéraux	11.40 a.m.
105	Agriculture et Colonisation	11.45 a.m.
105	Forêts, Voies de navigation et Chutes d'eau	11.50 a.m.

No. 5.

OTTAWA, JEUDI 11 FEVRIER 1915

5e Session, 12e Parlement, 5 George V, 1915

PROCÈS-VERBAUX
DE LA
CHAMBRE DES COMMUNES

OTTAWA
Imprimé par J. DE L. TACHÉ
Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi
1915

No 6.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SEANCE DU VENDREDI, 12 FEVRIER 1915.

PRIÈRES.

Deux pétitions sont déposées sur la Table.

Le greffier de la Chambre dépose sur la Table le rapport du greffier des pétitions sur les pétitions présentées le 11 courant,—lesquelles sont lues comme suit:—

De la *National Wood Distilling Company,* de Wilmington, Etat de la Caroline du Nord, Etats-Unis; pour la prorogation du délai fixé pour l'exploitation du brevet No 106,931, pour la distillation du bois.

De T. H. Beith et autres, de Toronto; demandant que la Chambre adopte quelque mesure législative prohibant l'exportation du nickel sous toute forme quelconque pendant la durée de la guerre actuelle.

De Arthur Lionel Eastmere et autres, de Toronto; pour une loi modifiant la charte de la *Casualty Company of Canada.*

De la *Athabaska Northern Railway Company;* pour prolonger le délai fixé pour la construction de ses entreprises.

De Helene Suzette Douglas, de Montréal; pour une loi de divorce avec son mari, le docteur Frederick Charles Douglas.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur la Table le troisième rapport de l'examinateur des pétitions, lequel est comme suit:—

Conformément à la règle 96, paragraphe 3, l'examinateur des pétitions pour bills privés a l'honneur de présenter ce qui suit comme son troisième rapport:—

Votre examinateur a dûment examiné les pétitions suivantes pour bills privés et constate que toutes les prescriptions de la règle 91 ont été remplies en la matière:—

De la *Pacific, Peace River and Athabaska Railway Company;* pour une loi l'autorisant à construire certains embranchements.

De Donald Robert McDonald et autres; pour une charte sous le nom de *Brûlé, Grande Prairie and Peace River Railway Company.*

De la *Manitoba and North Western Railway Company of Canada;* pour prolonger le délai fixé pour la construction de sa ligne ferrée depuis Théodore jusqu'à un point entre Govan et Lanigan.

De la *British Columbia Southern Railway Company;* pour prolonger le délai fixé pour la construction de sa ligne ferrée de Michel à Kanaskis.

De Edwin Clark Blanchard et autres; pour une charte sous le nom de *Northern Pacific and British Columbia Railway Company.*

De la *Vancouver, Victoria and Eastern Railway and Navigation Company;* pour proroger le délai fixé pour l'achèvement de sa voie ferrée.

De la *Niagara-Welland Power Company;* pour proroger le délai fixé pour l'achèvement de ses entreprises.

De la *Canadian Northern Ontario Railway Company;* pour une loi ratifiant des arrangements avec la *Campbellford, Lake Ontario and Western Railway Company* et la *Georgian Bay and Seaboard Railway Company* au sujet de certaines têtes de lignes à Belleville et Orillia, respectivement.

Le greffier dépose sur la Table les bills suivants:—

Bill (No 31) Loi concernant *The British Columbia Southern Railway Company.*—M. *Taylor.*

Bill (No 32) Loi constitutant en corporation *The Brûlé, Grande Prairie and Peace River Railway Company.*—M. *Bennett* (Calgary).

Bill (No 33) Loi confirmant certaines conventions entre *The Canadian Northern Ontario Railway Company, The Georgian Bay and Seaboard Railway Company and The Campbellford, Lake Ontario and Western Railway Company.*—M. *Blain.*

Bill (No 34) Loi concernant *The Manitoba and North Western Railway Company.*—M. *Cash.*

Bill (No 35) Loi concernant *The Niagara-Welland Power Company.*—M. *Blain.*

Bill (No 36) Loi constituant en corporation *The Northern Pacific and British Columbia Railway Company.*—M. *Taylor.*

Bill (No 37) Loi concernant *The Pacific, Peace River and Athabaska Railway Company.*—M. *Bennett* (Calgary).

Bill (No 38) Loi concernant *The Vancouver, Victoria and Eastern Railway and Navigation Company.*—M. *Taylor.*

Les dits bills sont lus la première fois et remis, pour seconde lecture, à la prochaine séance de la Chambre, en vertu de la règle 99.

M. Coderre présente,—Réponse à ordre du 2 février 1914,—Liste des noms des marins qui ont été employés sur l'*Eureka* durant les années 1910, 1911, 1912 et 1913.

Aussi,—Réponse à ordre du 15 avril 1914,—Relevé faisant connaître quel est le chiffre de l'émission totale des obligations de la *Canadian Northern Railway Company* et des compagnies affiliées; quel est, jusqu'à date, le coût total de la construction des lignes de chemins de fer composant le réseau du *Canadian Northern,* y compris les termini, voies de garage, etc.

Aussi,—Réponse à ordre du 18 mai 1914,—Copie de tous papiers, documents, rapports et preuve concernant la destitution ou la destitution projetée de W. A. Case, attaché au service de la quarantaine à Halifax, N.-E.

Aussi,—Réponse à ordre du 26 février 1914,—Etat indiquant,—

1. Quels étaient les taux imposés en 1912 et 1913 pour le transport du blé des ports canadiens à des ports du Royaume-Uni par les lignes de steamers du Pacifique-Canadien, de la Compagnie Allan et du *Canadian Northern*.

2. Quels profits ont été réalisés par ces lignes de steamers qui transportaient seulement du blé, ou du blé avec d'autres produits.

Aussi,—Réponse à ordre du 16 février 1914,—Copie de tous les rapports, requêtes, mémoires, lettres, télégrammes et autres documents concernant le déplacement, la suspension ou la destitution, par l'administration de l'Intercolonial, de Warren Carter et de Frederick Avard, employés dans le service du transport des marchandises, par l'Intercolonial, à Sackville, N.-B.; et de tous les télégrammes, lettres et autre correspondance de record dans le département des Chemins de fer et Canaux, ou dans les bureaux de ce chemin de fer à Moncton, ou dans l'un quelconque des départements de l'administration, adressés au ministre des Chemins de fer et Canaux, ou à l'un ou l'autre des membres du gouvernement ou des fonctionnaires du département des Chemins de fer et Canaux ou de l'Intercolonial, par qui que ce soit du comté de Westmorland, N.-B., se rapportant en quelque manière que ce soit aux employés susnommés et à leur destitution;—et notamment de toutes lettres envoyées à F. P. Brady, surintendant général de l'Intercolonial par qui que ce soit de Sackville, N.-B., ou d'ailleurs, et de toute réponse aux documents susmentionnés.

Aussi,—Réponse à ordre du 23 mars 1914,—Sommaire faisant connaître quelles enquêtes ou autres missions ont été confiées par le gouvernement ou l'un ou l'autre de ses départements, à G. Howard Ferguson, député du collège électoral de Grenville, dans l'assemblée législative d'Ontario; quelle somme a été payée au dit G. Howard Ferguson par le gouvernement, ou l'un ou l'autre de ses départements, à titre d'honoraires ou pour déboursés, depuis le 21 septembre 1911, et quelle somme reste à lui payer; quelle somme a été payée au dit G. Howard Ferguson par le gouvernement, ou l'un ou l'autre de ses départements, depuis le 21 septembre 1911, à quelque autre titre que ce soit.

Aussi,—Autre réponse supplémentaire à ordre du 28 avril 1913,—Liste de tous les journaux en Canada dans lesquels ont été insérées des annonces par le gouvernement ou quelqu'un de ses ministres, officiers ou départements entre le 10 octobre 1911 jusqu'à date, avec un relevé du montant brut payé à cette fin, pendant la susdite période, à chacun de ces journaux ou à leurs propriétaires.

Aussi,—Autre réponse supplémentaire à ordre du 30 avril 1913,—Etat donnant la liste de tous les journaux en Canada dans lesquels ont été insérées des annonces par le gouvernement ou par quelqu'un de ses ministres, officiers ou départements entre le 10 octobre 1906 et le 10 octobre 1907, et entre les dites dates de chacune des années suivantes jusqu'au 10 octobre 1911; aussi, état du montant brut payé pour cet objet, pendant les années susdites à chacun des dits journaux ou à leurs propriétaires.

Aussi,—Réponse partielle à ordre du 4 mars 1914,—Relevé faisant connaître combien d'employés du gouvernement fédéral du Canada à quelque titre que ce soit, et par l'un quelconque des départements, ont été destitués depuis le 10 octobre 1911 jusqu'à ce jour; combien ont démissionné; combien ont abandonné leur poste; combien parmi les déserteurs ont été punis; combien de nouveaux employés ont été nommés au cours de la période susdite.

Aussi,—Autre réponse supplémentaire à ordre du 18 février 1914,—Copie de tous les mémoires, accusations, plaintes, correspondance et télégrammes, qui n'ont pas déjà été produits, relatifs aux fonctionnaires de l'un quelconque des départements de l'Etat renvoyés du service, dans la province de l'Ile-du-Prince-Edouard, depuis le 10 octobre 1911, y compris le nombre de ces fonctionnaires; copie des rapports des enquêtes tenues

au sujet des accusations portées; relevé faisant connaître les dépenses entraînées par chaque enquête, les noms des personnes nommées aux postes devenus vacants, et la nature des recommandations produites en faveur des nouveaux titulaires.

Et aussi,—Réponse partielle à ordre du 18 mai 1914,—Etat indiquant tous les cas dans lesquels Charles Seager, de Goderich, a agi en qualité de commissaire du gouvernement pour s'enquérir de la conduite de fonctionnaires accusés d'ingérence politique ou autres méfaits depuis l'année 1896 jusqu'à l'année 1900, inclusivement, et donnant les noms de tous les fonctionnaires destitués à la suite des rapports du dit Seager, les emplois de ces fonctionnaires et la date des destitutions; aussi, copie de la preuve faite et des rapports des commissaires dans tous ces cas; aussi, relevé des honoraires payés au dit Charles Seager pour avoir conduit ces enquêtes.

Le Bill (No 2) Loi concernant la contamination des eaux navigables, est lu pour la seconde fois et renvoyé à un comité général devant siéger à la prochaine séance de la Chambre.

L'ordre étant lu pour la seconde lecture du Bill (No 18) Loi modifiant le Code criminel;

M. Bickerdike propose,—Que le dit bill soit maintenant lu la seconde fois.

Et un débat s'ensuivant,—il est ajourné, sur motion de Sir Robert Borden.

Les ordres de la Chambre qui suivent, sont votés, en vertu du paragraphe 4 de la règle 37:—

Par M. Carvell:—Ordre de la Chambre,—Etat indiquant avec quelles personnes, firmes ou corporations le ministère de l'Agriculture ou tout autre ministère du gouvernement du Canada a conclu des contrats pour du foin pour le gouvernement britannique depuis le 1er jour d'août dernier; quelle quantité de foin a été livrée par chacune de ces personnes, firmes ou corporations depuis la dite date, et en quels endroits; quel prix a été payé à chacune d'elles pour le dit foin lors de sa livraison au gouvernement, et quels sont les divers ports ou points de livraison; quels devaient être le poids et la dimension de chacune des balles de foin pressé, et combien de pieds cubes elle devait représenter; si le gouvernement ou quelqu'un de ses départements a payé ces personnes, firmes ou corporations pour mettre en balles du foin fourni par le gouvernement ou quelqu'un de ses départements, et dans l'affirmative, quelles personnes, firmes ou corporations ont fait ce travail, et quel prix, par homme, leur a été payé.

Par M. Delisle:—Ordre de la Chambre,—Etat indiquant le nombre d'employés de nationalité allemande dans les différents départements au fédéral; la position qu'ils occupent et leur salaire.

Par M. McCraney:—Ordre de la Chambre,—Etat indiquant, depuis juin 1914, combien de demandes de grain de semence ont été reçues de la part de personnes résidant dans les trois provinces des prairies; combien de boisseaux de grain se trouvent compris dans ces demandes; combien d'acres de terre devaient être ensemencés de ce grain; combien de boisseaux de blé, d'avoine et d'orge respectivement se trouvaient à la disposition du gouvernement pour faire face à ces demandes; et si on a conclu avec les différents gouvernements provinciaux des arrangements en vue de parer aux besoins des colons en fait de grain de semence.

La Chambre alors s'ajourne à 6 p.m., jusqu'à lundi prochain à 3 p.m.

THOMAS SIMPSON SPROULE,
Orateur.

AVIS DE MOTIONS

M. *Macdonald*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Qui était chargé de l'achat de chevaux pour l'armée, dans la province de la Nouvelle-Ecosse en 1914?
2. Combien de chevaux ont été achetés?
3. Dans quels comtés ont-ils été achetés, et combien dans chaque comté?
4. Quel prix a été payé pour ces chevaux?
5. Combien ont été envoyé à Valcartier?

M. *Macdonald*—Lundi prochain—QUESTION—Le gouvernement se propose-t-il de présenter une mesure législative au cours de la présente session pour appliquer les dispositions de la Loi relative à la gratification donnée aux volontaires qui ont servi lors de l'invasion fénienne, aux veuves ou représentants légaux des vétérans qui sont morts avant le 1er avril 1912?

M. *Turriff*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien de razoirs ont été achetés par ou pour le gouvernement depuis le commencement de la guerre?
2. Quel prix a été payé la douzaine, la grosse ou le mille?

M. *Sinclair*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le capitaine Sir Clive Phillips-Wolley occupe-t-il un emploi dans le ministère de la Milice et de la Défense? Dans l'affirmative, quel est cet emploi?
2. A quelle date a-t-il été nommé?
3. Quels sont ses appointements?
4. Quelles fonctions remplit-il?

M. *Neely*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Est-il à la connaissance du ministre de l'Intérieur que l'on prétend que M. E. C. Wood, qui détient maintenant une inscription pour le ¼ N.O. de 24-35-24 à l'ouest du 2ème méridien a obtenu dans le Manitoba, en 1892 ou 1893, des lettres patentes pour le ¼ N.E. de 36-4-3?
2. S'il en est ainsi, pourquoi a-t-on donné cette seconde inscription à M . Wood?

M. *Maclean* (Halifax)—Lundi prochain—QUESTION—

1. Des réparations ont-elles été faites au croiseur *Niobe*, ou des dépenses ont-elles été encourues pour ce navire en 1914?
2. Dans l'affirmative, quels ont été la nature et le coût total des dites réparations ou dépenses et par qui ont-elles été faites?
3. Au début des hostilités combien d'hommes ont été enrôlés pour le service du dit navire, et quel est actuellement le rôle de l'équipage?

M. *Macdonald*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quel a été le revenu total du Canada chaque mois de l'année civile 1912?
2. Quel a été le revenu total du Canada chaque mois de l'année civile 1913?
3. Quel a été le revenu total du Canada chaque mois de l'année civile 1914?

M. *Graham*—Lundi prochain—QUESTION—Quelles mesures, s'il en est, avaient été prises pour la protection du pont international à Vanceboro avant la tentative récement faite pour le détruire?

M. *Copp*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il acheté ou est-il convenu d'acheter le chemin de fer entre Sackville et le cap Tourmentine, comté de Westmorland, et connu sous le nom de *New Brunswick and Prince Edward Island Railway*?
2. Dans l'affirmative, quel prix a été, ou doit être payé pour le dit chemin de fer?
3. De qui a été acheté ce chemin?

M. *Copp*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il acheté un terrain pour un nouveau bureau de poste dans la ville de Sackville, comté de Westmorland?
2. Dans l'affirmative, quand cet achat a-t-il été fait?
3. Quel prix a été payé pour ce terrain?
4. Le gouvernement se propose-t-il de procéder à la construction de ce bureau de poste au cours de la présente année?

M. *Turriff*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien de seaux en tôle galvanisée ont été achetés de la *Dominion Machine and Supply Company* d'Ottawa, par le gouvernement ou le ministère de la Milice?
2. Quel prix a été payé à la compagnie pour chaque seau?
3. Combien de ces seaux ont été fabriqués par *McFarlane Douglas Co., Ltd.*, d'Ottawa?
4. Quel prix a été payé à cette dernière compagnie pour chaque seau fabriqué par elle?
5. Qui a endossé pour le compte de la firme les chèques émis par le gouvernement en faveur de la *Dominion Machine and Supply Company*?
6 Qui sont les membres directeurs de la *Dominion Machine and Supply Company*?

M. *Robb*—Lundi prochain—QUESTION—Quelle quantité totale de maïs a été déclarée à chacun des ports douaniers de Athelstane, Dundee, Hemmington et Valleyfield, en 1914?

M. *Delisle*—Lundi prochain—QUESTON—

1. Quel était le nombre total d'employés du gouvernement en 1911?
2. Quel en est aujourd'hui le nombre total?

M. *Copp*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien de camions automobiles ont été envoyés en Angleterre avec le premier corps expéditionnaire?
2. De qui ont-ils été achetés, et par qui manufacturés?

3. Quelle était leur capacité?

4. Quel en a été le prix?

5. En rapport avec cet achat, le gouvernement a-t-il retenu les services d'experts? Dans l'affirmative, quels ont été ces experts?

6. Le gouvernement a-t-il payé une commission à qui que ce soit en rapport avec cet achat?

7. Les camions ont-ils donné satisfaction en service? Dans la négative, en quoi ont-ils été trouvés défectueux?

8. Une commission a-t-elle été nommée par le ministère de la Milice en rapport avec l'achat de camions-automobiles pour le deuxième contingent et les autres corps expéditionnaires? Dans l'affirmative, quels étaient les membres de cette commission, et quelle était leur compétence spéciale?

9. Un M. McQuarrie formait-il partie de cette commission? Dans l'affirmative, est-il vrai qu'il était et qu'il est encore un employé de la *Russell Motor Car Co.*, de Toronto?

10. Un nommé Owen Thomas formait-il partie de cette commission à titre d'expert? S'il en est ainsi, combien lui a été payé, ou combien doit-on lui payer, pour ses services, et durant combien de temps a-t-on utilisé ses services?

11. M. Thomas reçoit-il une commission en rapport avec l'achat de camions-automobiles, soit du gouvernement, soit des manufactures?

12. Quelles recommandations ont-elles été faites par la dite commission au ministère de la Milice ou au gouvernement au sujet des achats de camions-automobiles?

13. Les camions-automobiles ont-ils été achetés? Dans l'affirmative, combien, de qui et à quel prix?

14. Est-il vrai que ces camions ont été achetés de la compagnie *Kelly*, de Springfield, Ohio? Dans l'affirmative, est-ce que l'on n'aurait pu acheter de manufacturiers canadiens des camions propres au service requis?

15. Est-il vrai que le gouvernement a décidé de s'engager dans la fabrication de camions-automobiles en donnant des commandes de pièces séparées à des fabricants canadiens, et en fournissant ces pièces à des manufacturiers, en Canada, chargés de faire l'assemblage et l'ajustage du camion? S'il en est ainsi, est-il vrai que la *Russell Motor Car Co.*, a reçu ou reçoit des commandes de ces camions?

16. Qui a recommandé M. Thomas au ministre de la Milice ou au gouvernement?

M. *Copp*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quelle quantité de la préparation médicale appelée *Mothersill's Seasickness Cure* a été achetée pour le premier contingent expédié en Angleterre, et quelle somme a été payée de ce chef?

2. De qui cette préparation a-t-elle été achetée?

M. *Cockshutt*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Depuis le 1er août dernier, a-t-on exporté des articles d'alimentation à des pays d'Europe autres que le Royaume-Uni, la France et la Belgique?

2. Dans l'affirmative, de quelle nature ont été ces exportations, et à quel pays?

* M. *Macdonald*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous télégrammes, contrats, lettres et autres documents concernant l'achat de wagons pour le chemin de fer Intercolonial depuis le 1er juillet 1914.

* M. *McCraney*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous télégrammes, rapports, correspondance, lettres, instructions et autres documents se rapportant à une demande faite par Udo F. Schraeder d'un bail de terrain de pâturage dans les townships 40 et 41, rang 7, à l'ouest du 3me méridien, province de la Saskatchewan.

* M. *Robb*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous télégrammes, lettres et soumissions (y compris la première et la seconde demandes de soumissions) concernant la livraison de la malle rurale dans le township de Dundee, comté de Huntingdon.

M. *Fripp*—Lundi prochain—RÉSOLUTION—Que, de l'avis de cette Chambre, des dispositions législatives devraient être adoptées à cette session aux fins de pourvoir à ce que tous les électeurs du Canada qui se sont enrôlés pour le service impérial soient mis en état d'exercer leur droit de vote à toute élection qui pourrait avoir lieu pendant leur absence en activité de service.

Sir *Robert Borden*—Lundi prochain—Que lorsque la Chambre s'ajournera mardi prochain, elle restera ajournée jusqu'à jeudi prochain; que les mesures du gouvernement auront la priorité après les questions et les avis de motions pour production de documents, les jeudis jusqu'à la fin de la session; que les mesures du gouvernement auront aussi la même priorité les mercredis que les jeudis, jusqu'à la fin de la session; que la Chambre se réunira à 3 heures les mercredis, et que les séances ces jours-là seront régies, sous tous rapports, par les mêmes règles qui affectent les autres jours de séance.

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle.	Comités.	Heure.
	Mardi, 16 février.	
	(Pour organisation.)	
101	Chemins de fer, Canaux et Télégraphes	11 a.m.
101	Banques et Commerce	11.05 a.m.
101	Comptes publics	11.10 a.m.
101	Marine et Pêcheries	11.15 a.m.
100	Privilèges et Elections	11.20 a.m.
100	Bills privés	11.25 a.m
100	Ordres Permanents	11.30 a.m.
100	"Débats"	11.35 a,m.
100	Mines et Minéraux	11.40 a.m.
105	Agriculture et Colonisation	11.45 a.m.
105	Forêts, Voies de navigation et Chutes d'eau	11.50 a.m.

No. 6.

OTTAWA, VENDREDI, 12 FEVRIER 1915.

5e Session, 12e Parlement, 5 George V, 1915

PROCÈS - VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

OTTAWA
Imprimé par J. DE L. TACHÉ
Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi
1915

No 7.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SEANCE DU LUNDI, 15 FEVRIER 1915.

PRIÈRES.

Six pétitions sont déposées sur la Table.

Le greffier de la Chambre dépose sur la Table le rapport du greffier des pétitions sur les pétitions présentées le 12 du mois courant,—lesquelles sont lues comme suit:—

De Alfred O. Beardmore, et autres, de Toronto; demandant que la Chambre adopte quelque mesure législative prohibant l'exportation du nickel sous toute forme quelconque pendant la durée de la guerre actuelle.

De William Ewart New, de Calgary, Alta; pour une loi de divorce avec sa femme Bertha Olivia New.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a donné instruction au greffier de la Chambre de déposer sur la Table de la Chambre sa recommandation et le rapport du greffier de la Chambre relativement à la classification du poste d'assistant gardien de la chambre de lecture.

A l'honorable
Chambre des Communes,

Le greffier de la Chambre m'a fait rapport que, à son avis, la position d'assistant gardien de la chambre de lecture ne requiert pas d'être remplie par un commis gradué, et qu'il est opportun de rappeler la classification relative à ce poste, vu surtout que

l'ouvrage est accompli d'une manière absolument satisfaisante par l'un des autres employés permanents de la Chambre.

Je me suis enquis personnellement de la chose et, à mon sens, la classification antérieure de ce poste peut être rappelée sans causer de détriment au service de la Chambre. Je recommande donc que l'organisation du personnel de la Chambre soit modifiée en conséquence en ce qui concerne ce poste.

T. S. SPROULE,
Orateur.

Chambre des Communes,
15 février 1915.

15 février 1915.

MONSIEUR,—Lors de la réorganisation du personnel de la Chambre des Communes, approuvée en juin 1912, feu M. Joseph Patry occupait le poste d'assistant gardien de la chambre de lecture. Ce poste était classé dans la subdivision A de la troisième division.

Je désire faire rapport que, à mon avis, en tenant compte de la nature de l'ouvrage relevant de ce poste, cette classification n'a pas sa raison d'être, et je recommande qu'elle soit rappelée. L'assistant gardien actuel auquel ce poste a été confié, à la mort de M. Patry, est l'un des plus anciens et des meilleurs employés permanents de la Chambre, et il s'est montré tout à fait compétent sous tous les rapports pour l'ouvrage relevant de ce poste.

Je suis, monsieur,
Votre obéissant serviteur,
THOS. B. FLINT,
Greffier de la Chambre des Communes.

L'honorable Orateur,
Chambre des Communes.

Sur motion de Sir Robert Borden, il est résolu,—Que la recommandation de Son Honneur l'Orateur au sujet de la nomination de MM. Jules Tremblay, Paul Gédéon Ouimet, J. T. Keliher et L. J. Chagnon, à titre de traducteurs (division des Livres bleus) de la Chambre des Communes, soumise à la Chambre le 10 courant, soit adoptée.

Sir Robert Borden met devant la Chambre,—Lettres de l'honorable Louis P. Pelletier, M.P., et de l'honorable Wilfrid B. Nantel, M.P., donnant leur démission comme ministre des Postes et Ministre du Revenu de l'Intérieur, respectivement, et lettres du premier ministre en accusant réception.

M. Hughes (Victoria) met devant la Chambre,—Rapport des officiers enquêteurs sur les chaussures fournies au contingent canadien.

M. Cochrane met devant la Chambre,—Rapport intérimaire des Commissaires du chemin de fer Transcontinental pour les neuf mois expirés le 31 décembre 1914.

M. Coderre présente,—Réponse à adresse du 11 mai 1914,—Copie de tous papiers, lettres, télégrammes, arrêtés du conseil, contrats, soumissions et autres documents en la possession du ministère des Travaux Publics ou du ministère de la Milice et de la Défense, concernant la construction d'un arsenal à Amherst, N.-E.

M. Hazen présente,—Réponse à ordre du 16 mars 1914,—Copie de tous les documents, lettres, correspondance, télégrammes, plaintes, etc., touchant en quelque manière que ce soit à l'administration de la piscifacture du saumon à North-East-Margaree, et du vivier à Margaree-Harbour, depuis 1911 jusqu'à ce jour.

Les bills suivants sont lus pour la seconde fois et référés aux comités qui suivent, savoir:—

Comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes:

Bill (No 4) Loi concernant l'*Alberta Central Railway Company.*

Bill (No 5) Loi concernant l'*Athabasca and Grande Prairie Railway Company.*

Bill (No 6) Loi concernant la *Brantford and Hamilton Electric Railway Company.*

Bill (No 7) Loi concernant la *British Columbia and White River Railway Company.*

Bill (No 8) Loi concernant la *Edmonton, Dunvegan and British Columbia Railway Company.*

Bill (No 9) Loi concernant la *Essex Terminal Railway Company.*

Bill (No 10) Loi concernant la Compagnie du Grand-Tronc de chemin de fer du Canada.

Bill (No 11) Loi concernant la *Hudson Bay, Peace River and Pacific Railway Company,* et pour changer son nom en celui de *Winnipeg and Hudson Bay Railway Company.*

Bill (No 13) Loi concernant la Compagnie du chemin de fer de Montréal et des Comtés du Sud.

Bill (No 14) Loi à l'effet de ratifier et confirmer une certaine convention conclue entre le *Canadian Northern* et le Grand-Tronc-Pacifique.

Bill (No 17) Loi concernant la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique.

Bill (No 20) Loi concernant la *Canadian Northern Railway Company.*

Bill (No 21) Loi concernant la *Canadian Northern Ontario Railway Company.*

Bill (No 22) Loi concernant la *Canadian Northern Quebec Railway Company.*

Bill (No 23) Loi concernant la *St. James Bay and Eastern Railway Company.*

Bill (No 24) Loi concernant la *Ottawa and New York Railway Company.*

Bill (No 25) Loi concernant la *South Ontario Pacific Railway Company.*

Bill (No 26) Loi concernant la *Southern Central Pacific Railway Company.*

Bill (No 27) Loi concernant la *St. Lawrence and Adirondack Railway Company.*

Bill (No 28) Loi concernant la *Toronto Eastern Railway Company.*

Comité des Bills Privés:

Bill (No 15) Loi concernant certains brevets de Duncan Donald McBean.

Comité des Banques et du Commerce:

Bill (No 12) Loi modifiant la Loi de la charte refondue de l'Ordre indépendant des Forestiers.

Bill (No 16) Loi concernant la *Title and Trust Company,* et pour changer son nom en celui de *Chartered Trust and Executor Company.*

Les ordres de la Chambre qui suivent sont votés en vertu du paragraphe 4 de la règle 37:—

Par M. Nesbitt:—Ordre de la Chambre,—Etat indiquant combien de fourgons de transport ont été achetés pour les deuxième et troisième contingents; de qui ont-ils été achetés, et le nom de chaque particulier ou firme; combien de ces fourgons ont été achetés de chaque particulier ou firme; quel a été le prix de chaque fourgon; si des soumissions ont été demandées; s'il y a eu des soumissions reçues qui n'ont pas été acceptées; et, s'il en est ainsi, quel était le chiffre de ces soumissions.

Par M. Cockshutt:—Ordre de la Chambre,—Etat indiquant si depuis le 1er août dernier il a été exporté des articles d'alimentation à des pays d'Europe autres que le Royaume-Uni, la France et la Belgique; leur nature, et à quel pays.

Les ordres de la Chambre qui suivent sont votés, savoir:—

Par M. Carvell, pour M. Sinclair:—Ordre de la Chambre,—Copie de toutes soumissions pour fournitures militaires reçues par le ministère de la Milice et de la Défense depuis le 1er août 1914, et sur lesquelles il a pris action.

Par M. Macdonald:—Ordre de la Chambre,—Copie de tous télégrammes, lettres, minutes d'enquête et autres documents concernant la destitution de Isaac Arbuckle, contremaître des charpentiers de l'Intercolonial à Pictou, et la nomination de Alex. Talbot, à l'emploi vacant.

Par M. Macdonald:—Ordre de la Chambre,—Copie de tous télégrammes, lettrés, rapports d'enquête et autres documents se rapportant à la destitution de James Brennan, contremaître sur l'Intercolonial à Stellarton.

Par M. Turriff, pour M. Buchanan:—Ordre de la Chambre,—Copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents concernant la destitution de Brown Pipes et de A. R. Gibbons, employés de douane à Lethbridge, Alta.

Par M. Turriff, pour M. Buchanan:—Ordre de la Chambre,—Copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents concernant la nomination de A. H. McKeown dans le service d'immigration à Lethbridge, Alta.

Par M. Carvell, pour M. Buchanan:—Ordre de la Chambre,—Copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents concernant le renvoi d'office de A. E. Humphries, ci-devant inspecteur d'immigration à Lethbridge, Alta.

Par M. Carvell, pour M. Buchanan:—Ordre de la Chambre,—Copie de toutes soumissions se rapportant à la fourniture de bois de service au ministère de la Milice pour les camps d'entraînements à Medicine-Hat et à Calgary, et copie des factures des matériaux fournis.

Par M. Law:—Ordre de la Chambre,—Etat donnant les noms et adresses postales de toutes les personnes, dans le comté de Yarmouth, qui ont reçu la gratification accordée par la "Loi des gratifications aux volontaires lors des invasions féniennes"; aussi, donnant les noms et adresses postales de toutes personnes, dans le dit comté, dont les demandes ont été rejetées; et aussi, donnant les noms et les adresses postales de tous les postulants dans le dit comté dont les demandes n'ont pas encore été prises en considération.

Par M. Murphy:—Ordre de la Chambre,—Etat donnant les noms de tous les transports nolisés depuis le 1er août 1914 pour expédier les troupes, chevaux, approvisionnements et matériaux en Angleterre, le nom de chaque propriétaire de navire, courtier ou autre personne par l'entremise desquels le navire a été nolisé; le tonnage de chaque navire, sa vitesse, le taux payé par tonne par semaine ou par mois, la durée minimum du nolisement, la date du contrat, la date à laquelle le paiement a commencé et la date à laquelle il a pris fin, et la somme totale payée par le gouvernement pour le nolisement des navires et autres dépenses.

Par M. Macdonald:—Ordre de la Chambre,—Copie de tous télégrammes, contrats, lettres et autres documents concernant l'achat de wagons pour le chemin de fer Intercolonial depuis le 1er juillet 1914.

Par M. McCraney:—Ordre de la Chambre,—Copie de tous télégrammes, rapports, correspondance, lettres, instructions et autres documents se rapportant à une demande faite par Udo F. Schraeder, d'un bail de terrain de pâturage dans les townships 40 et 41, rang 7, à l'ouest du 3me méridien, province de la Saskatchewan.

Par M. Robb:—Ordre de la Chambre,—Copie de tous télégrammes, lettres et soumissions (y compris la première et la seconde demandes de soumissions) concernant la livraison de la malle rurale dans le township de Dundee, comté de Huntingdon.

Par M. Carvell:—Ordre de la Chambre,—Copie de tous télégrammes, correspondance, lettres, de la part de qui que ce soit, échangés avec le ministère des Chemins de fer et Canaux, ou F. P. Gutelius, gérant général de l'Intercolonial, ou tout autre fonctionnaire de cette voie ferrée, au sujet des taux de transport de marchandises sur cette partie du Transcontinental dans la province du Nouveau-Brunswick;—aussi, en rapport avec l'enlèvement du raccordement en Y à Wapske, dans le comté de Victoria, entre le dit Transcontinental et le Pacifique-Canadien à cet endroit.

Par M. Carvell:—Ordre de la Chambre,—Copie de tous télégrammes, lettres et correspondance échangés avec Margaret Lynch, ou toute personne agissant en son nom, en rapport avec l'expropriation, par l'Intercolonial d'un certain terrain appartenant à la dite Margaret Lynch, en la cité de Fredericton, N.-B.;—aussi, de tous télégrammes, lettres et correspondance échangés avec F. P. Gutelius ou tout autre fonctionnaire de l'Intercolonial en la matière.

Par M. Carvell:—Ordre de la Chambre,—Copie de tous télégrammes, contrats, lettres, correspondance et autres documents se rapportant à l'exploitation par l'Intercolonial du chemin de fer *St. John Valley*, ainsi qu'il est communément désigné, depuis le 1er juillet dernier,—et de toutes lettres, correspondance, etc., échangées avec le ministère des Chemins de fer et Canaux, ou avec F. P. Gutelius ou tout autre fonctionnaire de l'Intercolonial.

Par M. Carvell:—Ordre de la Chambre,—Copie de tous télégrammes, lettres, correspondance, baux et autres documents concernant la coupe du bois, par B. F. Smith et autres, sur la réserve sauvage Tobique, dans la province du Nouveau-Brunswick, depuis le 12 mars 1914;—aussi, copie de toutes conventions, offres et promesses faites par le dit B. F. Smith ou par le département des Affaires des Sauvages, au sujet de la vente ou disposition de quelque partie de la dite réserve sauvage de Tobique depuis la dite date, ou du bois abattu sur la dite réserve;—aussi, relevé de tout le bois abattu par le dit B. F. Smith sur la dite réserve, des droits de souche imposés, et des montants effectivement payés de ce chef depuis le 1er janvier 1912 jusqu'à date actuelle.

M. Lemieux propose,—Que, de l'avis de cette Chambre, des mesures plus strictes devraient être prises en vue de donner effet à la convention de Berne relative aux droits d'auteur.

Et un débat s'ensuivant,—il est ajourné, sur motion de Sir Robert Borden.

La Chambre s'ajourne alors à 11.35 p.m.

THOMAS SIMPSON SPROULE,
Orateur.

ERRATUM.

Dans les Procès-Verbaux du 12 courant, page 74, l'entrée suivante n'aurait pas dû être inscrite, la Chambre ayant ordonné d'insérer cette question au feuilleton à titre d'avis de motion :—

Par M. Carvell :—Ordre de la Chambre,—Etat indiquant avec quelles personnes, firmes ou corporations le ministère de l'Agriculture ou tout autre ministère du gouvernement du Canada a conclu des contrats pour du foin pour le gouvernement britannique depuis le 1er jour d'août dernier; quelle quantité de foin a été livrée par chacune de ces personnes, firmes ou corporations depuis la dite date, et en quels endroits; quel prix a été payé à chacune d'elles pour le dit foin lors de sa livraison au gouvernement, et quels sont les divers ports ou points de livraison; quels devaient être le poids et la dimension de chacune des balles de foin pressé, et combien de pieds cubes elle devait représenter; si le gouvernement ou quelqu'un de ses départements a payé ces personnes, firmes ou corporations pour mettre en balles du foin fourni par le gouvernement ou quelqu'un de ses départements, et dans l'affirmative, quelles personnes, firmes ou corporations ont fait ce travail, et quel prix, par homme, leur a été payé.

AVIS DE MOTIONS

* M. *Lemieux*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. A-t-on fourni des cartouches au premier corps expéditionnaire?

2. S'il en est ainsi, quelle en a été la quantité et la provenance?

3. Ces cartouches ont-elles été acceptées ou rejetées par les autorités militaires? Si elles ont été rejetées, pour quelles raison l'ont-elles été?

M. *Lemieux*—Jeudi prochain—QUESTION—Le ministère du Travail a-t-il constaté combien de personnes étaient sans travail le 1er janvier 1915 dans les villes de Montréal, Toronto, Winnipeg, Vancouver, Halifax et St-John, N.-B.?

M. *Lemieux*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Combien de colons des provinces de l'Ouest ont quitté le Canada pour les Etats-Unis d'Amérique au cours de l'année 1914?

2. Combien de colons, dans les provinces du Manitoba, de la Saskatchewan, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique, respectivement, ont quitté le Canada pour les Etats-Unis?

M. *Law*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Le révérend E. E. Graham, de Arcadia, N.-E., a-t-il été recommandé comme chapelain du premier ou du second contingent canadien? Dans l'affirmative, par qui?

2. A-t-il reçu avis de sa nomination, et quand? Dans la négative, quelle en est la raison?

M. *Law*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Des carabines ont-elles été fournies par le gouvernement à la *Home Guard* de Toronto?

2. Dans l'affirmative, à quelles conditions?

3. A-t-on l'intention de lui en fournir?

M. *Murphy*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. A l'automne de 1914, a-t-on renvoyé de leurs postes Chas. C. Genik, Robert Adamson, M. Mitchell, John Beckett, J. M. Boyd et — Johnson, employés à la salle d'immigration de Winnipeeg?

2. Durant combien d'années chacun de ces employés ainsi destitués avait-il servi?

3. Quelle était la raison de chacune de ces destitutions et par l'ordre de qui chacune d'elles a-t-elle été décrétée?

4. A la suite de ces renvois, a-t-on donné dans les bureaux de l'immigration à Winnipeg de l'emploi au baron Von Amorengen?

5. Quelle compétence avait ce dernier pour remplir le poste qui lui a été assigné?

M. *Sinclair*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. A-t-on mis en vigueur les dispositions du chapitre 14 des lois de 1913 à l'égard des navires étrangers faisant la pêche au traîneau dans les ports canadiens?

2. Dans la négative, pour quelle raison?

M. *Douglas*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Des lettres patentes ont-elles été émises pour cette partie du ¼ 17-43-2 à l'ouest du 4me méridien sur laquelle se trouve le village de Ribstone?

2. Dans la négative, quelle est la cause du délai?

M. *Douglas*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Au nom de qui a-t-on accordé le permis d'exploitation des terrains pétrolifères comprenant la ½ est des section 21, 28, 33 et la moitié ouest des sections 22, 27, 34, township 13, rang 24 à l'ouest du 4me méridien?

2. A quelle date et par qui la demande en a-t-elle été faite?

M. *Douglas*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. A-t-on établi le service sur la route postale rurale n° 1, partant de Killam, Alberta, et se dirigeant sud et est?

2. Dans l'affirmative, quand? Dans la négative, pourquoi le service n'est-il pas commencé?

M. *Lemieux*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Le ministre des Postes a-t-il permis de signer une circulaire demandant aux employés des postes de souscrire à un fonds en faveur de Son Honneur le juge L. P. Pelletier, ci-devant ministre des Postes?

2. Cette souscription sera-t-elle versée au nom du Service des Postes ou par des des amis personnels seulement?

* M. *Lemieux*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Un prêt de cinq millions de piastres a-t-il été fait au gouvernement fédéral par les contrôleurs du Prince de Galles en Angleterre?

2. Dans l'affirmative, à quelle date et à quelles conditions?

* M. *Lemieux*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Combien de bottines ont été achetées de chaque maison qui a fourni des articles pour le premier contingent?

2. Combien de souliers en toile?

3. Combien de pantoufles?

* M. *Lemieux*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Des chaussures ont-elles été achetées de quelqu'une des maisons suivantes pour le premier contingent canadien, savoir:

Cook Fitzgerald Company, London, Ont., Western Shoe Company, Berlin, Ont., Valentine & Martin Company, Waterloo, Ont., Relindo Shoe Company, London, Ont.?

2. Quelle quantité de chaussures a été achetée de chacune des dites maisons, et à quel prix par paire?

M. *Carroll*—Jeudi prochain—QUESTION—Combien de tonnes de minerai de fer ont été importées de Terre-Neuve en Canada en 1913 et 1914?

M. *Carroll*—Jeudi prochain—QUESTION—Quelle quantité totale de charbon anthracite a été importée en Canada en 1913 et 1914?

* M. *Kyte*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Quelle a été la valeur totale des encornets importés en Canada en 1912, 1913 et 1914, respectivement?

2. Quel montant de droits de douane a été perçu sur cet article, chacune des dites années?

3. A quels ports du Canada cette importation a-t-elle été déclarée, et quel montant de droits a été perçu à chacun de ces ports?

M. *Carroll*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement ou l'un quelconque de ses fonctionnaires a-t-il reçu récemment des renseignements oraux ou écrits au sujet de la manière dont on a disposé des approvisionnements militaires lorsque le camp de Valcartier a été levé?

2. S'il en est ainsi, le gouvernement a-t-il pris des mesures pour s'enquérir au sujet des accusations qui ont été portées et rentrer en possession de ce qui lui appartenait?

M. *Macdonald*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Combien de routes postales rurales ont été établies dans le comté de Pictou, et sous quels noms sont-elles désignées?

2. Depuis le 1er janvier 1912, combien de bureaux de poste ont été fermés dans ce comté, et quels en sont les noms?

M. *Macdonald*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Quels sont les noms des soumissionnaires pour le transport de la malle entre Barney's-River Station et Barney's-River, comté de Pictou, la réception des soumission devant être close le 8 janvier, et quel était le chiffre de chaque soumission?

2. Le contrat a-t-il été adjugé?

3. Dans l'affirmative, à qui et à quel prix?

M. *Macdonald*—Jeudi prochain—QUESTION—Le gouvernement se propose-t-il de présenter, à la présente session, quelque mesure législative en vue de donner effet aux recommandations de la commission sur l'instruction technique?

M. *Macdonald*—Jeudi prochain—QUESTION—Le gouvernement se propose-t-il de présenter au cours de cette session les modifications à la Loi des différents industriels demandées par la députation du Conseil des métiers et du travail en janvier dernier?

M. *Macdonald*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Un arrangement a-t-il été conclu entre le ministère des Chemins de fer et l'*Acadia Coal Company* quant à l'acquisition du tronçon de chemin de fer entre New-Glasgow et Thorburn, comté de Pictou, connu sous le nom de *Vale Railway*?

2. Dans l'affirmative, quel est le prix convenu?

M. *Macdonald*—Jeudi prochain—QUESTION—Quelle a été la dépense totale du Canada sous les chefs de dépenses ordinaires, dépenses sur le capital et dépenses statutaires, respectivement, chaque mois des années civiles 1912, 1913 et 1914?

* M. *Lemieux*—Jeudi prochain—QUESTION—Est-ce l'intention du Secrétaire d'Etat de faire imprimer une nouvelle édition des *Documents relatifs à l'histoire constitutionnelle du Canada*?

* M. *Lemieux*—Jeudi prochain—QUESTION—Le ministre des Travaux Publics a-t-il pu réserver un espace dans les nouveaux édifices publics à Ottawa, pour les réunions de la Société Royale du Canada et pour sa bibliothèque?

* M. *Lemieux*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Quelles sont les maisons de gros faisant affaires dans les produits pharmaceutiques qui ont fourni des drogues, médicaments, instruments de chirurgie, etc., au premier contingent canadien?

2. Indiquez les noms, les montants dans chaque cas?

3. Des soumissions ont-elles été demandées dans tous les cas?

* M. *Marcil*—Jeudi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de toute correspondance et de tous autres documents concernant l'adjudication du contrat pour le service des malles aux Caps Maria, comté de Bonaventure, en 1914.

M. *Guthrie*—Jeudi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous télégrammes, lettres, rapports, ordres et arrangements en rapport avec l'achat par le gouvernement canadien d'un million de sacs de farine pour le gouvernement britannique, comme cadeau du Canada à la Grande-Bretagne au cours du mois d'août 1914; aussi, les noms de toutes les personnes, firmes et corps constitués de qui cette farine, ou partie d'icelle a été achetée, le prix ou les prix payés, la date ou les dates de livraison ou d'expédition, la nature, la qualité et la marque de cette farine; aussi, déclaration faisant savoir si toute cette farine, ou une partie quelconque d'icelle, provient de blé importé des Etats-Unis, et, en ce dernier cas, par qui elle a été importée et le montant total de droits de douane payé, s'il y a; si quelque rabais de droits a été accordé, avec les noms des personnes à qui tel rabais de droits a été remboursé, avec mention des dates et des chiffres de tels rabais.

M. *Lemieux*—Jeudi prochain—ADRESSE—Copie de tous décrets du conseil et de tous télégrammes, et lettres échangés entre le gouvernement fédéral et les diverses provinces concernant le transfert projeté des pêcheries dans les eaux où la marée se fait sentir, du contrôle provincial à celui des autorités fédérales.

M. *Chisholm* (Inverness)—Jeudi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous télégrammes, lettres, pétitions et autres documents se rapportant en quelque manière à la destitution de M. Mallet, capitaine du bateau de sauvetage à station de Chéticamp, et à la nomination de son successeur.

M. *Chisholm* (Inverness)—Jeudi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous télégrammes, lettres, correspondance, pétitions et documents de toutes sortes se rapportant au changement projeté de la route postale entre Inverness-Station et Margaree-Harbour.

M. *Macdonald*—Jeudi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous papiers, lettres, télégrammes et autres documents depuis janvier 1911 jusqu'à date, concernant l'achat ou l'affermage du chemin de fer entre New-Glasgow et Thorburn, comté de Pictou, connu sous le nom de *Vale Railway*, de la *Acadia Coal Company*.

M. *McGoig*—Jeudi prochain—RÉSOLUTION—Que cette Chambre est d'avis que la Loi des Epizooties, chap. 75, S.R.C., et les règlements promulgués d'après ce statut devraient être amendés en augmentant la compensation maxima à être payée pour les porcs employés pour la reproduction (suivant leur classe); et en facilitant, surtout si le propriétaire en exprime le désir, le traitement de ces animaux au moyen de sérum ou autrement, avant de donner ordre de les abattre.

M. *Broder*—Jeudi prochain—BILL intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1908 modifiant la Loi du service civil".

AFFICHAGE DES BILLS PRIVÉS

Les bills suivants ont, ce 15 février, été affichés comme devant être pris en considération par leurs comités respectifs, lundi, le 22 courant, ou après, savoir:—

Comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes:

Bill (No 4) Loi concernant l'*Alberta Central Railway Company.*

Bill (No 5) Loi concernant l'*Athabasca and Grande Prairie Railway Company.*

Bill (No 6) Loi concernant la *Brantford and Hamilton Electric Railway Company.*

Bill (No 7) Loi concernant la *British Columbia and White River Railway Company.*

Bill (No 8) Loi concernant la *Edmonton, Dunvegan and British Columbia Railway Company.*

Bill (No 9) Loi concernant la *Essex Terminal Railway Company.*

Bill (No 10) Loi concernant la Compagnie du Grand-Tronc de chemin de fer du Canada.

Bill (No 11) Loi concernant la *Hudson Bay, Peace River and Pacific Railway Company,* et pour changer son nom en celui de *Winnipeg and Hudson Bay Railway Company.*

Bill (No 13) Loi concernant la Compagnie du chemin de fer de Montréal et des Comtés du Sud.

Bill (No 14) Loi à l'effet de ratifier et confirmer une certaine convention conclue entre le *Canadian Northern* et le Grand-Tronc-Pacifique.

Bill (No 17) Loi concernant la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique.

Bill (No 20) Loi concernant la *Canadian Northern Railway Company.*

Bill (No 21) Loi concernant la *Canadian Northern Ontario Railway Company.*

Bill (No 22) Loi concernant la *Canadian Northern Quebec Railway Company.*

Bill (No 23) Loi concernant la *St. James Bay and Eastern Railway Company.*

Bill (No 24) Loi concernant la *Ottawa and New York Railway Company.*

Bill (No 25) Loi concernant la *South Ontario Pacific Railway Company.*

Bill (No 26) Loi concernant la *Southern Central Pacific Railway Company.*

Bill (No 27) Loi concernant la *St. Lawrence and Adirondack Railway Company.*

Bill (No 28) Loi concernant la *Toronto Eastern Railway Company.*

Comité des Bills Privés:

Bill (No 15) Loi concernant certains brevets de Duncan Donald McBean.

Comité des Banques et du Commerce:

Bill (No 12) Loi modifiant la Loi de la charte refondue de l'Ordre indépendant des Forestiers.

Bill (No 16) Loi concernant la *Title and Trust Company,* et pour changer son nom en celui de *Chartered Trust and Executor Company.*

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle.	Comités.	Heure.
	Mardi, 16 février.	
	(Pour organisation.)	
101	Chemins de fer, Canaux et Télégraphes	11 a.m.
101	Banques et Commerce	11.05 a.m.
101	Comptes publics	11.10 a.m.
101	Marine et Pêcheries	11.15 a.m.
100	Privilèges et Elections	11 20 a.m.
100	Bills privés	11.25 a.m
100	Ordres Permanents	11.30 a.m
100	"Débats"	11.35 a,m.
100	Mines et Minéraux	11.40 a.m.
105	Agriculture et Colonisation	11.45 a.m.
105	Forêts, Voies de navigation et Chutes d'eau	11.50 a.m.

No. 7.

OTTAWA, LUNDI, 15 FEVRIER 1915.

5e Session, 12e Parlement, 5 George V, 1915

PROCÈS - VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

OTTAWA
Imprimé par J. DE L. TACHÉ
Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi
1915

No 8.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SEANCE DU MARDI, 16 FEVRIER 1915.

PRIÈRES.

Quatre pétitions sont déposées sur la Table.

Le greffier de la Chambre dépose sur la Table le rapport du greffier des pétitions sur les pétitions présentées le 15 du mois courant,—lesquelles sont lues comme suit:—

De la *Western Dominion Railway Company;* pour une loi prolongeant le délai fixé pour la construction de sa ligne ferrée.

De la *Lohman Company,* de New-York, E.-U.A.; pour une loi plaçant ses brevets No 134,775 et No 144,707 sous l'opération de l'article des permis compulsoires de la Loi des brevets, etc.

De la *Vancouver Life Insurance Company;* pour une loi prorogeant au 12 mars 1916 le délai pendant lequel elle pourra obtenir un permis aux termes de la Loi des Assurances.

De la *Canada Preferred Insurance Company;* pour une loi prorogeant du 10 avril 1915 au 10 avril 1917 le délai pendant lequel elle pourra obtenir un permis aux termes de la Loi des Assurances, 1910.

De Louis Mosso et autres, de Hamilton et autres lieux; demandant que la Chambre adopte quelque mesure législative prohibant l'exportation du nickel sous toute forme quelconque pendant la durée de la guerre actuelle.

De Violet Burnett Delmege, de Montréal, Québec; pour une loi de divorce avec son mari, Vassall Lavicount Delmege.

M. Burrell dépose devant la Chambre,—Règlements édictés sous l'empire de la Loi des insectes destructeurs et autres fléaux.

Aussi,—Rapport sur les opérations de la "Loi d'Instruction Agricole", 1913, en conformité de l'article 8 de cette loi.

Sur motion de M. Middlebro, il est ordonné,—Que les comptes publics et le rapport de l'Auditeur général, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1914, soient référés au comité des Comptes Publics.

M. Hazen dépose devant la Chambre,—Supplément du 47me rapport annuel du ministère de la Marine et des Pêcheries (Division des Pêcheries),—Contribution à la Biologie canadienne, 1911-14.—Partie I—Biologie marine.

M. Hazen présente,—Réponse à ordre du 11 février 1914,—Copie de tous télégrammes, correspondance, instructions, recommandations et autres documents échangés entre la Commission des pêcheries des crustacés de 1913 et le ministère de la Marine et des Pêcheries, à compter de la date de l'établissement de la dite commission jusqu'au 31 décembre 1913, excepté les documents qui ont été inclus dans le rapport imprimé de la commission.

Aussi,—Réponse à ordre du 16 mars 1914,—Copie de tous les documents, correspondance, soumissions, télégrammes, plaintes, etc., se rapportant en quelque manière que ce soit au service de la cueillette du frai pour l'établissement d'élevage du homard à Margaree au cours des années 1911-12, 1912-13 et 1913-14.

M. Reid (Grenville) présente,—Réponse à ordre du 10 février 1915,—Etat indiquant la quantité de charbon importée des Etats-Unis en 1914 dans l'Alberta, la Saskatchewan et le Manitoba, respectivement, et le montant de droits perçus dans chacune des dites provinces au cours de la dite année.

Sur motion de M. Hazen, il est résolu,—Qu'un comité spécial composé de MM. Boyer, Bradbury, Burrell, Casgrain, Graham, Gray, Hazen, Kyte, L'Espérance, McCraney, Molloy, Murphy, Northrup, Descarries, Warnock et Wilson (Wentworth), soit nommé aux fins de s'enquérir au sujet de la contamination des eaux navigables, et d'étudier toutes les questions qui s'y rattachent, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et documents, d'interroger les témoins sous serment, et de faire rapport de temps à autre.

Avec le consentement de la Chambre,

M. Hazen propose,—Que l'ordre No 4 des Bills et Ordres Publics soit appelé maintenant.

L'ordre No 4 est en conséquence lu comme suit:—

"La Chambre en comité sur le Bill (No 2) Loi concernant la pollution des eaux navigables."

Sur motion de M. Hazen, le dit ordre est rescindé et le bill référé au comité spécial nommé pour s'enquérir au sujet de la contamination des eaux navigables.

Sur motion de Sir Robert Borden, il est résolu,—Que le rapport du Bureau d'enquête composé du lieutenant-colonel W. H. Hallock, E. A. Stephens, écr, et Théo. Galipeau, écr, *re* les chaussures fournies au ministère de la Milice et de la Défense, dont une copie a été déposée sur la Table de la Chambre, le 15 du mois courant, et les autres

matières se rattachant à la fourniture de chaussures ainsi vendues au dit ministère, soient référées à un comité spécial de sept membres, avec instruction de s'enquérir des matières susdites et de faire rapport de temps à autre à cette Chambre.

Que le comité soit autorisé à envoyer quérir personnes, papiers et documents, à interroger les témoins sous serment ou affirmation, et à faire rapport de temps à autre.

Que les députés suivants compose le dit comité, savoir: Sir James Aikins et MM. Lemieux, Macdonald, McCurdy, Middlebro, Nesbitt et Rainville.

Les bills suivants sont présentés, lus une première fois et remis pour deuxième lecture à la prochaine séance de la Chambre:—

Par M. Doherty:—Bill (No 39) Loi modifiant la Loi du Fonds Patriotique Canadien, 1914.

Par M. Sinclair:—Bill (No 40) Loi modifiant le Code criminel.

Sur motion de M. Doherty, il est résolu,—Qu'il soit nommé un comité spécial composé de MM. Northrup, Maclean (Halifax), Murphy, Carvell, Robidoux, Bennett (Calgary), et de l'auteur de la résolution, chargé de s'enquérir de l'opération de la loi relative à l'élection des membres de cette Chambre, et de la pratique et de la procédure suivies au sujet des pétitions d'élections, et d'étudier quels changements pourraient y être faits; avec pouvoir au dit comité d'envoyer quérir personnes, papiers et documents, d'interroger des témoins sous serment, et de faire rapport de temps à autre.

Sur motion de Sir Robert Borden, il est résolu,—Que lorsque la Chambre s'ajournera mardi prochain, elle restera ajournée jusqu'à jeudi prochain; que les mesures du gouvernement auront la priorité après les questions et les avis de motions pour production de documents, les jeudis depuis le 25 courant, inclusivement, jusqu'à la fin de la session; que les mesures du gouvernement auront aussi la même priorité les mercredis que les jeudis, jusqu'à la fin de la session; que la Chambre se réunira à 3 heures les mercredis, et que les séances ces mercredis seront régies, sous tous rapports, par les mêmes règles qui s'appliquent aux autres jours de séance.

La Chambre se forme en comité des Subsides.

(*En comité.*)

Les résolutions suivantes sont adoptées:—

III.—GOUVERNEMENT CIVIL

22	Ministère du Commerce—	
	Traitements, y compris technologue des céréales à $2,800....	121,825 00
	Dépense casuelle.....	15,000 00

XLIII.—COMMERCE.

367	Part des dépenses payables par le Canada pour le Bureau international des Tarifs Douaniers.....	662 00
377	Loi concernant la marque de l'or et de l'argent.....	4,000 00
378	Câble des Indes occidentales.....	38,933 33
379	Surveillance des taux de fret sur les lacs et l'océan.....	6,000 00

III.—GOUVERNEMENT CIVIL.—(*Suite.*)

13	Ministère des Douanes—	
	Traitements.....	323,375 00
	Dépense casuelle.....	20,000 00

Et la Chambre continuant de siéger en comité;

A six heures p.m., M. l'Orateur prend le fauteuil et le quitte pour le reprendre à huit heures p.m.

Huit heures p.m.

Les bills suivants sont lus pour la seconde fois et référés à leurs comités respectifs, savoir:—

Comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes:

Bill (No 29) Loi concernant la *Van Buren Bridge Company.*

Bill (No 31) Loi concernant *The British Columbia Southern Railway Company.*

Bill (No 32) Loi constituant en corporation *The Brûlé, Grande Prairie and Peace River Railway Company.*

Bill (No 33) Loi confirmant certaines conventions entre *The Canadian Northern Ontario Railway Company, The Georgian Bay and Seaboard Railway Company and the Campbellford, Lake Ontario and Western Railway Company.*

Bill (No 34) Loi concernant *The Manitoba and North Western Railway Company.*

Bill (No 36) Loi constituant en corporation *The Northern Pacific and British Columbia Railway Company.*

Bill (No 37) Loi concernant *The Pacific, Peace River and Athabaska Railway Company.*

Bill (No 38) Loi concernant *The Vancouver, Victoria and Eastern Railway and Navigation Company.*

Comité des Bills Privés:

Bill (No 35) Loi concernant *The Niagara-Welland Power Company.*

Le comité des Subsides reprend alors le cours de ses délibérations.

Les résolutions suivantes sont adoptées:—

III.—GOUVERNEMENT CIVIL.—(*Suite.*)

8	Ministère de l'Intérieur—	
	Traitements	1,142,567 50
	Dépense casuelle	120,000 00

XXXVI.—DOUANES.

	Appointements et dépenses casuelles aux différents ports du Canada, y compris des suppléments aux fonctionnaires pour travaux de surcroît, nonobstant les dispositions de la loi du service civil	3,590,000 00
	Appointements et frais de voyages des inspecteurs des ports et des autres employés au service des inspections et au service préventif, y compris appointements et dépenses se rattachant au conseil des douanes	335,000 00
356	Divers—Impressions et papeterie, abonnements à des journaux de commerce, drapeaux, timbres-dateurs, serrures, instruments, etc., pour divers ports d'entrée, frais de messagerie sur les échantillons, papeterie et formules, frais de justice, primes sur cautionnements et uniformes des employés des douanes	180,000 00

Pour l'achat de nouveaux croiseurs du revenu et frais d'entretien des croiseurs du revenu et service préventif	100,000 00
Somme à verser au ministère de la Justice, chargé d'en faire l'emploi pour le service préventif secret, et auquel il doit en être rendu compte	10,000 00

XXXIV.—TERRES FEDERALES ET PARCS.

Traitements du service extérieur	465,000 00
Dépense casuelle, annonce, etc	300,000 00
Salaire d'un menuisier, M. John Mason	914 50
Arpentages, examen de rapports d'arpentage, impression de plans, etc	1,043,500 00
Rémunération des membres de la commission d'examen des arpenteurs fédéraux, du secrétaire et des sous-examinateurs, et frais de voyages, papeterie, impressions, loyer de locaux et ameublement, etc. Les vacations de E. Deville, de W. F. King et d'Otto J. Klotz, membres de la commission, et de J. A. Coté, secrétaire, devant être payées sur ce crédit	2,400 00
Pour aider à publier les travaux de l'Association des arpenteurs fédéraux	125 00
Protection des terres boisées dans le Manitoba, la Saskatchewan, l'Alberta, les Territoires du Nord-Ouest et la zone du chemin de fer dans la Colombie-Britannique: arboriculture dans le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta, et inspection et direction des réserves forestières. 305	750,000 00
Subvention à la *Canadian Forestry Association*	2,000 00
Protection des troupeaux de rennes	3,300 00
Pour défrayer les frais relatifs aux recherches et rapports sur les chutes d'eau dans le Manitoba, la Saskatchewan, l'Alberta et la zone du chemin de fer de la Colombie-Britannique	194,000 00
Pour arpentages et travaux faits sous l'empire de la loi d'irrigation, etc., y compris $400 pour P. Marchand, commis vérificateur des déboursés faits par les compagnies qui ont acquis des terrains sous le régime du système d'irrigation	268,350 00
Subventions à la *Western Canada Irrigation Association*	500 00
Parcs nationaux du Canada	349,670 00
Gravure, lithographie et impression des cartes, plans et autres publications similaires du Dominion, matériel compris	81,500 00
Frais de litige	11,000 00
Terres de l'ordonnance, appointements et dépenses	2,120 00
Subventions au Club alpin du Canada	1,000 00

III.—GOUVERNEMENT CIVIL.—(*Suite.*)

16 Ministère de la Marine—	
Traitements	209,100 00
Dépense casuelle	49,000 00
17 Département du Service naval—	
Traitements	170,600 00
Dépense casuelle	50,000 00

Résolutions à rapporter.

Rapport à recevoir,—le comité devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre s'ajourne alors à 11.40 p.m., jusqu'à jeudi prochain à 3 p.m.

THOMAS SIMPSON SPROULE,
Orateur.

AVIS DE MOTIONS

M. *Turriff*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Combien d'édifices ou parties d'édifices loués par le gouvernement dans la ville d'Ottawa, à la date du 1er octobre 1911, ont été remis ou abandonnés par suite de la cancellation des baux?

2. Quels en sont les propriétaires?

3. Où ces édifices sont-ils situés?

4. Quel loyer annuel était payé pour chacun?

* M. *Lemieux*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Qui sont les commissaires de la remonte pour le Canada ouest et le Canada est, respectivement?

2. Quand et par qui ont-ils été nommé, et quelles sont les instructions générales qui leur ont été données?

3. Pourquoi n'a-t-on pas suivi les ordres de mobilisation de 1913, et pourquoi des non-militaires ont-ils été chargés des achats pour la remonte?

4. Quels sont les noms des acheteurs et inspecteurs vétérinaires nommés par le commissaire de la remonte du Canada est, dans les diverses divisions de remonte?

5. Quelques-uns des acheteurs et des inspecteurs vétérinaires ont-ils reçu instruction de ne plus faire d'achats? S'il en est ainsi, quels sont leurs noms, et quelles sont les raisons fournies par le commissaire de remonte à l'appui de cette décision?

6. Du 1er décembre au 31 janvier, combien de chevaux ont été achetés dans chaque division de remonte, dans le Canada est, et quel a été le prix moyen des chevaux?

7. A combien revient le coût moyen par cheval dans chaque division de remonte, en y incluant les dépenses, la paie ou allocation, et tous les frais de voyage et autres débours, dans la période de temps plus haut mentionné?

M. *MacNutt*—Jeudi prochain—QUESTION—M. Louis Peart, qui a été jusqu'à dernièrement instituteur à l'école industrielle Lebret, district de Saltcoats, Sask., est-il actuellement à l'emploi du gouvernement? Dans l'affirmative, en quelle qualité, quels sont ses fonctions et quel est son salaire?

M. *Copp*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. L'avis suivant a-t-il été affiché dans les bureaux généraux et les ateliers de l'Intercolonial à Moncton, dans le comté de Westmorland à la date ou vers la date du dit avis, savoir:

"CHEMINS DE FER DE L'ETAT.

"Bureau du Gérant général,

"Moncton, N.-B., 30 octobre 1914.

"Circulaire N° 16.

"Aux fonctionnaires et employés,

"Tous les fonctionnaires et employés de ces chemins de fer enrôlés dans la milice active, qui seront appelés en service actif, et tous les fonctionnaires et employés qui, avec le consentement de l'administration, s'enrôleront pour servir au delà des mers, recevront leurs salaire ou gages réguliers, pendant le temps de ce service, subordonnément aux règlements et *conditions qui pourraient être déterminés par décret du conseil ou par l'administration quant au paiement de tels salaires ou gages,* et tous les fonctionnaires et tous les employés en service militaire actif seront, dès leur retour de tel service, réintégrés dans le même poste qu'ils occupaient au moment où on les a appelés en service.

"Tous les fonctionnaires et employés qui désirent s'enrôler dans le second contingent devraient produire une demande de congé et de paie pendant leur absence préparée sur les formules qu'on peut se procurer des chefs des divers services, et des formules similaires devraient être produites de la part de tous tels fonctionnaires et employés qui sont déjà en service militaire.

"F. P. GUTELIUS,
"*Gérant-général*".

2. A la date de l'affichage de cet avis, quelques fonctionnaires ou employés de l'Intercolonial, enrôlés dans la milice active, avaient-ils été appelés en service actif?

3. Après l'affichage de cette avis, quelques fonctionnaires ou employés de l'Intercolonial se sont-ils enrôlés pour service au delà des mers?

4. S'il en est ainsi, ces fonctionnaires ou employés ainsi appelés en service, ou qui se sont ainsi enrôlés, ont-ils reçu du ministère des Chemins de fer leurs salaire ou gages réguliers?

5. Dans la négative, le ministère des Chemins de fer a-t-il l'intention de payer tels salaire ou gages à ces fonctionnaires et employés qui ont été appelés en service actif ou qui se sont enrôlés pour service au delà des mers dans le but de défendre l'empire?

M. *Macdonald*—Jeudi prochain—QUESTION—Quels sont les noms et adresses postales des gardes-pêche dans le comté de Pictou, et quel mntant a été payé à chacun d'eux en 1914?

M. *Macdonald*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Depuis le commencement de la saison, quelle somme a été payée chaque semaine, à Pictou, N.-E., pour le travail nécessité par la manutention des marchandises transportées par les bateaux d'hiver?

2. Quel montant a été payé pour le service requis pour le chargement du charbon?

3. Quel est le contremaître en charge de ce service à Pictou, et quels sont ses appointements?

M. *Macdonald*—Jeudi prochain—QUESTION—Pourquoi le crédit voté pour un brise-lames, à l'Ile Caribou, pendant la session de 1914, n'a-t-il pas été dépensé au cours de la dernière saison?

M. *Oliver*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. A quelle pension les invalides des contingents canadiens en service actif ont-ils droit en vertu de la loi actuelle?

2. A quelle pension ont droit, aux termes de la loi existante, les familles des membres défunts des dits contingents?

M. *Chisholm* (Inverness)—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Les chalutiers à vapeur ont-ils droit à la prime de pêche en Canada?

2. Ces pêcheurs reçoivent-ils une prime de pêche?

3. Ces pêcheurs ont-ils jamais reçu une semblable prime en Canada? Dans l'affirmative, en quelles années?

4. Si ces pêcheurs n'ont plus droit à la prime de pêche, quand cette prime a-t-elle été abolie par le gouvernement?

M. *Michaud*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Quelle quantité d'huile de chauffage a été importée dans la Colombie-Anglaise en 1911, 1912, 1913 et 1914, respectivement?

2. Quelle a été la valeur de ces huiles chacune des dites années?

3. Quelle quantité de charbon a été importée de l'Etat de Washington, de l'Australie et du Japon dans la Colombie-Anglaise au cours de chacune des dites années?

4. Quelle a été la valeur de ces huiles?

M. *Michaud*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Combien de chevaux achetés pour le premier contingent ont été vendus à Québec avant le départ de ce contingent?

2. Pour quelle raison ont-ils été vendus?

3. Quel montant a été réalisé par cette vente?

M. *McCraney*—Jeudi prochain—QUESTION—Quels sont les articles dont il a été fait mention dans le discours sur le budget prononcé par le ministre des Finances comme exempts de l'augmentation des droits, savoir:

(1) Articles énumérés dans les item suivants du tarif de l'annexe A:—

1, 2, 3, 19, 20, 20a, 21, 22, 23, 28a, 29a, 39b, 40, 55, 60, 61, 66, 77a, 101a, 118a, 129, 132, 134, 135, 142, 143, 144, 145, 153, 164, 169, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 178a, 180a, 184, 196, 201, 209b, 329, 329a, 348a, 352a, 359, 360, 369, 373, 441, 443, 445, 445a, 446a, 464, 466, 466a, 470, 483, 544, 544a, 576, 595, 596, 676, 682, 688, 689, 689a, 690, 690a, 691, 692, 692a, 693, 694, 695a, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708 et 709.

* M. *Kay*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Combien de chevaux ont été achetés pour des fins militaires depuis le 1er août 1914 dans la province de Québec?

2. Combien de ces chevaux étaient destinés au premier contingent, et quelle a été la moyenne du prix payé?

M. *Kay*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Pourquoi Willie Rivers a-t-il été destitué de son emploi comme courrier de la malle entre Philipsburg et la Station de Saint-Armand, Québec, et à quelle date en a-t-il été notifié avant sa révocation?

2. Qui a demandé sa destitution?

3. Qui a recommandé la nomination de son successeur?

* M. *Kay*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Quelle quantité de crême a été exportée aux Etats-Unis des comtés de Brome et de Missisquoi en 1914?

2. Quelle quantité a été exportée de chaque port des dits comtés, et quelle en était la valeur dans chaque cas?

* M. *Macdonald*—Jeudi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Etat donnant les noms et adresses de toutes les personnes, dans le comté de Pictou, qui ont reçu la gratification accordée pour service lors de l'invasion fénienne, et de toutes celles qui ont demandé cette gratification et qui ne l'ont pas encore reçue.

*M. *Martin* (Régina)—Jeudi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement fédéral et les autorités du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta se rattachant en quelque manière à la distribution de grain de semence aux colons, pour la saison de 1915; aussi, copie de tous mémoires, et instructions adressés par le gouvernement ou quelqu'un de ses départements à ses fonctionnaires au sujet de l'achat et de la distribution de grain de semence aux colons dans les provinces susmentionnées; aussi, copie de toutes lettres circulaires manuscrites, imprimées ou clavigraphiées, et de toutes formules de demandes, de garanties, et de toutes autres formules ou circulaires émises par quelque département ou quelque fonctionnaire du gouvernement au sujet de la question du grain de semence.

* M. *Martin* (Régina)—Jeudi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Sommaire faisant connaître la quantité totale de grain de semence achetée, jusqu'à cette date, spécifiant le nombre respectif de boisseaux de blé, d'avoine, d'orge et de lin; le prix moyen payé par boisseau de chaque classe de ces grains; les noms et les adresses de toutes les personnes chargées d'acheter le grain de semence et le chiffre du salaire et des dépenses payés à chacune d'elles; les noms et les adresses de toutes les personnes chargées de recevoir des colons des offres de vente de grain de semence; copie de toutes les instructions envoyées à ces personnes en la matière, et le chiffre du salaire ou de la rémunération accordés à ces personnes.

* M. *Martin* (Régina)—Jeudi prochain—ADRESSE—Copie de tous décrets du conseil, lettres, mémoires et autres documents émis par le gouvernement ou par quelqu'un de ses membres au département qui contiennent des instructions ou directions au sujet de la distribution de secours ou aide de toute nature aux colons de l'Alberta et de la Saskatchewan, par suite de la mauvaise récolte de la dernière saison.

Aussi, état indiquant le chiffre total des secours réellement distribués aux dits colons dans chacune des provinces de la Saskatchewan et de l'Alberta, à l'exclusion des frais d'administration et autres dépenses afférentes à l'achat et à l'emmagasinage du grain de semence.

Aussi, état indiquant le chiffre total de ces secours ou aide réellement distribués aux colons dans chacune des provinces de la Saskatchewan et de l'Alberta, dans les limites de la région récemment fixées par le ministre de l'Intérieur et désignées sous le nom de "région frappée de sécheresse", le dit chiffre devant être à l'exclusion des frais d'administration et autres dépenses se rattachant à l'achat et à l'emmagasinage du grain de semence.

Aussi, état donnant les noms et l'adresse postale des membres de la commission, bureau ou autre corps nommé par le gouvernement pour prendre charge de la distribution de ces secours, et faisant connaître les mesures prises par le gouvernement pour pourvoir à leur rémunération et à leurs dépenses.

Aussi, état donnant la liste de toutes personnes nommées par le gouvernement ou quelqu'un de ses départements depuis le 15 juillet 1914 pour aider à recevoir et approuver les demandes de secours; la dite liste devant inclure les noms des personnes ainsi employées, leur adresse, leur salaire mensuel, quotidien ou autre, la date de leur emploi, la longueur de leur service, le salaire total payé à chacun et le montant total payé à chacun pour ses dépenses.

Aussi, état indiquant les mesures prises par le gouvernement pour assurer le remboursement des prêts avancés à titre de secours.

Aussi, état indiquant les moyens adoptés par le gouvernement pour empêcher une double distribution de secours aux colons nécessiteux par les autorités fédérales et provinciales.

M. *Chisholm* (Inverness)—Jeudi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous télégrammes, lettres, mémoires, bordereaux de paie, recommandations et autres documents se rattachant en quelque manière à la construction d'un quai à Lower-Burlington, dans le comté de Hants.

M. *Lemieux*—Jeudi prochain—RÉSOLUTION—Que cette Chambre est d'avis qu'une loi devrait être adoptée au cours de la présente session prescrivant que toute matière postale adressée à des soldats canadiens en service actif sera expédiée franche de port.

M. *Macdonald*—Jeudi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous papiers, lettres, requêtes et autres documents se rapportant à l'établissement d'une route postale rurale entre River-John et Hedgeville, comté de Pictou.

M. *Lancaster*—Jeudi prochain—BILL intitulé: "Loi modifiant la Loi des Assurances, 1910".

AFFICHAGE DES BILLS PRIVÉS

Les bills suivants ont, ce 16 février, été affichés comme devant être pris en considération par leurs comités respectifs, mardi, le 23 courant, ou après, savoir:—

Comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes:

Bill (No 29) Loi concernant la *Van Buren Bridge Company.*

Bill (No 31) Loi concernant *The British Columbia Southern Railway Company.*

Bill (No 32) Loi constituant en corporation *The Brûlé, Grande Prairie and Peace River Railway Company.*

Bill (No 33) Loi confirmant certaines conventions entre *The Canadian Northern Ontario Railway Company, The Georgian Bay and Seaboard Railway Company and the Campbellford, Lake Ontario and Western Railway Company.*

Bill (No 34) Loi concernant *The Manitoba and North Western Railway Company.*

Bill (No 36) Loi constituant en corporation *The Northern Pacific and British Columbia Railway Company.*

Bill (No 37) Loi concernant *The Pacific, Peace River and Athabaska Railway Company.*

Bill (No 38) Loi concernant *The Vancouver, Victoria and Eastern Railway and Navigation Company.*

Comité des Bills Privés:

Bill (No 35) Loi concernant *The Niagara-Welland Power Company.*

No 8.

OTTAWA, MARDI, 16 FEVRIER 1915.

5e Session, 12e Parlement, 5 George V, 1915

PROCÈS - VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

OTTAWA
Imprimé par J. DE L. TACHÉ
Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi
1915

No 9.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SEANCE DU JEUDI, 18 FEVRIER 1915.

PRIÈRES.

Deux pétitions sont déposées sur la Table.

Le greffier de la Chambre dépose sur la Table le rapport du greffier des pétitions sur les pétitions présentées le 16 du mois courant,—lesquelles sont lues comme suit:—

De la Compagnie du canal de Montréal, Ottawa et de la baie Georgienne; pour une loi prorogeant du 1er mai 1916 au 1er mai 1918 le délai fixé pour la construction des canaux qu'elle a été autorisée à construire.

De Thomas Jefferson Moore, de Richardson, Sask.; pour une loi de divorce avec son épouse Lydia Lee Moore.

De A. A. Hayes et autres, de Hamilton, et de Thomas R. Evans, du comté de Peel, tous de l'Ontario; demandant que la Chambre adopte sans délai quelque mesure législative prohibant l'exportation du nickel sous toute forme quelconque pendant la durée de la guerre actuelle.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur la Table le quatrième rapport de l'examinateur des pétitions, lequel est comme suit:—

Conformément à la règle 96, paragraphe 3, l'examinateur des pétitions pour bills privés a l'honneur de présenter ce qui suit comme son quatrième rapport:—

Votre examinateur a dûment examiné les pétitions suivantes pour bills privés et constate que toutes les prescriptions de la règle 91 ont été remplies en la matière:—

De la *Huron and Erie Loan and Savings Company;* pour une loi augmentant son capital social, changeant le nom de la dite compagnie en celui de *The Huron and Erie Mortgage Company,* et à d'autres fins.

De la *National Wood Distilling Company;* pour la prorogation du délai fixé pour l'exploitation du brevet No 106,931, pour la distillation du bois.

De la *Athabaska Northern Railway Company;* pour prolonger le délai fixé pour la construction de ses entreprises.

De la *Western Dominion Railway Company;* pour une loi prolongeant le délai fixé pour la construction de sa ligne ferrée.

De la *Lohman Company;* pour une loi plaçant ses brevets No 134,775 et No 144,707 sous l'opération de l'article des permis compulsoires de la Loi des brevets, etc.

De la *Vancouver Life Insurance Company;* pour une loi prorogeant le délai pendant lequel elle pourra obtenir un permis aux termes de la Loi des Assurances.

De la *Canada Preferred Insurance Company;* pour une loi prorogeant le délai pendant lequel elle pourra obtenir un permis aux termes de la Loi des Assurances, 1910.

De Helene Suzette Douglas; pour une loi de divorce avec son mari, le docteur Frederick Charles Douglas.

Le greffier dépose sur la Table les bills privés qui suivent:—

Bill (No 41) Loi concernant *The Athabaska Railway Company.*—M. *Bennett* (Calgary).

Bill (No 42) Loi concernant *The Canada Preferred Insurance Company.*—M. *Stevens.*

Bill (No 43) Loi concernant *The Huron and Erie Loan and Savings Company,* et à l'effet de changer son nom en celui de *Huron and Erie Mortgage Corporation.*—M. *Marshall.*

Bill (No 44) Loi concernant certains brevets de la *Lohman Company.*—M. *Fripp.*

Bill (No 45) Loi concernant *The Vancouver Life Insurance Company.*—M. *Stevens.*

Bill (No 46) Loi concernant *The Western Dominion Railway Company.*—M. *Bennett* (Calgary).

Les dits bills sont lus la première fois.—Seconde lecture, à la prochaine séance de la Chambre, conformément à la règle 99.

CORRECTION.

M. l'Orateur explique à la Chambre que la décision qu'il a donnée le 16 courant au sujet d'un énoncé de l'honorable ministre de la Justice n'était pas " qu'il n'est pas parlementaire de dire de la déclaration d'un député qu'elle est fausse " mais " qu'il n'est pas parlementaire de dire qu'elle est fausse à la connaissance du député qui a fait la remarque ".

M. Roche présente,—Réponse à ordre du 20 avril 1914,—Copie de la convention intervenue entre le gouvernement du Canada et la Compagnie du chemin de fer du Pacifique-Canadien à l'époque où a été fait l'octroi spécial de terres, en vertu de laquelle la dite compagnie a pu obtenir cet octroi de terres dans un seul bloc aux fins d'y établir son système actuel d'irrigation à l'est de Calgary, dans la province de l'Alberta.

Aussi,—Réponse à ordre du 23 mars 1914,—Copie de tous télégrammes, lettres et autres documents se rattachant à la vente de tout bois quelconque sur l'île Parry, district de Parry-Sound, et des annonces, conventions d'achats et tous autres documents ayant trait à cette vente ou concession forestière à toutes personnes ou personne quelconque.

Aussi,—Réponse à ordre du 11 février 1914,—Etat faisant connaître les motifs de la destitution de M. Larivière, agent des terres fédérales à Grouard, les dates de sa nomination et de son renvoi et son salaire à l'époque de son renvoi; aussi, le nom de l'agent nommé à sa place, avec la date de sa nomination et son salaire.

Sir Robert Borden dépose devant la Chambre,—Rapport du Secrétaire d'Etat pour les Affaires extérieures, pour l'année expirée le 31 mars 1914.

M. Coderre soumet à la Chambre,—Etat détaillé de toutes les obligations et de tous les cautionnements enregistrés au département du Secrétaire d'Etat du Canada depuis le dernier rapport (21 janvier 1914), soumis au Parlement du Canada en vertu de l'article 32 du chapitre 19, Statuts Revisés du Canada, 1906.

M. Roche dépose devant la Chambre,—Huitième rapport conjoint des Commissaires chargés de tracer le méridien du 141me degré de longitude ouest.

L'ordre de la Chambre qui suit est voté en vertu du paragraphe 4 de la règle 37:—

Par M. Copp:—Ordre de la Chambre,—Etat indiquant,—

1. Le nombre de camions-automobiles envoyés en Angleterre avec le premier corps expéditionnaire;
2. De qui ils ont été achetés, et par qui manufacturés;
3. Quelle était leur capacité;
4. Quel en a été le prix;
5. Si le gouvernement a retenu les services d'experts pour cet achat, et leurs noms;
6. Si le gouvernement a payé une commission à qui que ce soit en rapport avec cet achat;
7. Si les camions ont donné satisfaction en service, ou en quoi ils ont été trouvés défectueux;
8. Si une commission a été nommée par le ministère de la Milice en rapport avec l'achat de camions-automobiles pour le deuxième contingent et les autres corps expéditionnaires; quels étaient les membres de cette commission et quelle était leur compétence spéciale;
9. Si un M. McQuarrie formait partie de cette commission, et s'il est vrai qu'il était et qu'il est encore un employé de la *Russell Motor Car Co.*, de Toronto;
10. Si un nommé Owen Thomas formait partie de cette commission à titre d'expert, combien lui a été payé, ou combien on doit lui payer, pour ses services, et durant combien de temps on a utilisé ses services;
11. Si M. Thomas reçoit une commission en rapport avec l'achat de camions-automobiles, soit du gouvernement, soit des manufactures;
12. Quelles recommandations ont été faites par la dite commission au ministère de la Milice ou au gouvernement au sujet des achats de camions-automobiles;
13. Si les camions-automobiles ont été achetés, en quel nombre, de qui et à quel prix;
14. S'il est vrai que ces camions ont été achetés de la Compagnie Kelly, de Springfield, Ohio, et dans l'affirmative, si l'on n'aurait pu acheter de manufacturiers canadiens des camions propres au service requis;
15. S'il est vrai que le gouvernement a décidé de s'engager dans la fabrication de camions-automobiles en donnant des commandes de pièces séparées à des fabricants

canadiens, et en fournissant ces pièces à des manufacturiers, en Canada, chargés de faire l'assemblage et l'ajustage du camion, et s'il en est ainsi, est-il vrai que la *Russell Motor Car Co.*, a reçu ou reçoit des commandes pour ces camions;

16. Qui a recommandé M. Thomas au ministre de la Milice ou au gouvernement.

Le Bill (No 3) Loi modifiant la Loi des chemins de fer, est lu pour la seconde fois et référé au comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.

La Chambre reprend la discussion de la motion de M. Bickerdike pour la seconde lecture du Bill (No 18) Loi modifiant le Code criminel.

Et la question étant mise sur la dite motion,—elle est rejetée, sur division.

Le Bill (No 19) Loi modifiant le Code criminel, est lu pour la seconde fois, et renvoyé à un comité général à la prochaine séance de la Chambre.

Le Bill (No 30) Loi modifiant la Loi des chemins de fer, est lu pour la seconde fois et référé au comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.

M. Coderre présente,—Réponse à ordre du 9 février 1914,—Copie de toutes pétitions, mémoires, lettres, télégrammes, papiers et documents reçus par quelque département du gouvernement canadien ou quelqu'un des ministres de la part de quelque compagnie, corporation, personne ou personnes demandant l'enlèvement de tous droits de douane sur le blé ou ses produits importés en Canada, ou protestant contre toute diminution ou abolition des dits droits, et de toutes réponses faites dans l'espèce.

La Chambre s'ajourne alors à 11.20 p.m.

THOMAS SIMPSON SPROULE,
Orateur.

AVIS DE MOTIONS

M. *Boulay*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quels sont les noms des officiers et ingénieurs du bateau-phare d'Anticosti, et chacun d'eux est-il muni d'un certificat de capacité?

2. Si non, quels sont les noms de ceux qui n'ont pas obtenu ce certificat?

M. *Boulay*—Lundi prochain—QUESTION—

1. B. B. Stewart, contracteur, New-Castle, N.-B., a-t-il obtenu des contrats du gouvernement du Canada pour la construction de piliers en béton sur l'Intercolonial?

2. Dans l'affirmative, pour quels montants ces contrats lui ont-ils été accordés et à quels endroits, dans la province de Québec?

* M. *Boulay*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quelle est la quantité de minerai extrait des mines du nord d'Ontario, et expédié aux Etats-Unis, pour le raffiner et le finir durant les années 1910-11-12 et 1913?

2. Quelle est la valeur des produits miniers ainsi exploités?

M. *Bellemare*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien de traverses ont été vendues par un nommé Fraser de Québec, en 1914, au gouvernement du Canada pour l'Intercolonial?

2. A quel prix, et quel est le nombre de chaque qualité?

M. *Bellemare*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Un nommé Flemming d'Ottawa a-t-il obtenu un contrat du gouvernement ou de l'Intercolonial pour des traverses de chemin de fer en l'année 1914?

2. Si oui, combien a-t-il vendu de traverses n° 1 et de traverses n° 2, et à quel prix chacun de ces numéros?

* M. *Gauvreau*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Depuis quand M. F. P. Gutelius du chemin de fer Intercolonial est-il sujet britannique?

2. En quel endroit de ce pays et devant quelle cour a-t-il fait application pour devenir sujet britannique?

3. Qui lui a délivré un certificat de naturalisation, et à quelle date?

M. *Law*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien de homards ont été déposés pour la reproduction dans l'étang de Long-Beach, St-Marys, comté de Digby, N.-E.?

2. Combien a-t-on dépensé de ce chef chaque année?

3. Quel montant le ministère de la Marine et des Pêcheries a-t-il dépensé pour cet étang depuis son acquisition?

4. Combien de homards ont été mis en liberté, et à quelles dates?

M. *Law*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quels sont le nombre et les races des porcs, chevaux et têtes de bétail achetés par le ministère de l'Agriculture dans le comté de Yarmouth pour l'élevage d'animaux de ferme ou pour reproduction au cours de l'année 1914?

2. Quels sont le nom et l'adresse de chaque vendeur?

3. Quels sont le nom et l'adresse de chaque agent ou représentant par l'entremise de qui ces achats ont été faits?

4. Quelques-uns des animaux ainsi achetés ont-ils été trouvés impropres au service qu'on en attendait? S'il en a été ainsi, ont-ils été retournés au vendeur, et dans ce cas, quel est le nom du vendeur?

5. Quel a été le coût de ces achats et à qui le prix en a-t-il été payé?

M. *Oliver*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quelles sont les dernières nouvelles reçues par le gouvernement sur la situation actuelle des membres de l'expédition Steffanson qui se trouvaient à bord du *Karluk* lorsque ce navire a été broyé par les glaces arctiques?

2. Quelles mesures ont été prises par le gouvernement pour sauver les membres de l'expédition dont on n'a pas entendu parler depuis qu'ils ont quitté le navire?

3. Quels renseignements le gouvernement possède-t-il sur l'endroit où se trouve actuellement M. Steffanson?

4. Quels sont les noms des hommes qui accompagnent ce dernier?

5. Le gouvernement se propose-t-il de prendre des mesures pour trouver M. Steffanson et ceux qui sont avec lui, et de leur venir en aide s'il en est besoin?

M. *Martin* (Régina)—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quel loyer est payé pour les pièces occupées par la Royale Gendarmerie à cheval de l'Ouest, dans la cité de Régina pour les fins de ce que l'on appelle communément " Station de ville de la Police "?

2. A qui ce loyer est-il payé?

M. *Martin* (Régina)—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quelles propriétés ont été acquises par le gouvernement dans la cité de Régina depuis le 21 septembre 1911?

2. Quelles sont les descriptions de ces propriétés par mesures et bornes?

3. Pour quelles fins ont-elles été acquises?

4. De qui ont-elles été achetées?

5. Quel a été le prix total, et le prix de revient par pied de chacune d'elles?

6. Si quelqu'une des propriétés a été acquise par voie d'expropriation, quel tribunal a déterminé le prix à payer pour chaque propriété ainsi expropriée?

7. A quelles dates ces propriétés ont-elles été acquises?

M. *Martin* (Régina)—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement sait-il que les compagnies d'assurance-vie en général exigent des primes additionnelles pour l'assurance sur ceux qui se sont enrôlés, ce supplément de prime s'élevant à $50 sur le premier $1000 d'assurance, et à $200 sur le second $1000 d'assurance?

2. Le gouvernement a-t-il pris des mesures pour réglementer les suppléments de prime à exiger quand à l'assurance sur ceux qui s'enrôlent?

M. *Martin* (Régina)—Lundi prochain—QUESTION—Le gouvernement a-t-il résolu d'abolir le privilège de la franchise postale dont jouissait la *Aberdeen Association,* société ayant pour but de faire parvenir de la bonne littérature aux colons des régions éloignées et peu habitées du Canada? S'il en est ainsi, pour quelle raison?

M. *Martin* (Régina)—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il l'intention de continuer le dragage commencé à la partie inférieure du *Last Mountain Lake,* Saskatchewan?

2. Quelle somme d'argent a été dépensée par le gouvernement pour dragage exécuté à cet endroit au cours de chacune des années 1912, 1913 et 1914?

M. *Martin* (Régina)—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il l'intention de prendre des moyens de fournir à Moosejaw et Régina et le district environnant de l'eau détournée de la rivière Saskatchewan?

2. Quel montant a été dépensé pour faire une étude préliminaire sur la praticabilité de ce projet?

3. Les autorités fédérales ont-elles jamais donné de l'aide en Canada pour fournir à quelque ville de l'eau pour fins domestiques? Dans l'affirmative, à quelle ville?

M. *McCrea*—Lundi prochain—QUESTION—

1. De qui et de quelle manière ont été achetées la nourriture pour les hommes et les chevaux et tous autres approvisionnement et équipement pour le cinquième régiment de carabiniers à cheval actuellement caserné à Sherbrooke?

2. Si c'est par voie de soumissions, quand ces soumissions ont-elles été demandées?

3. Quand ont-elles été ouvertes, et quelle est la date de l'adjudication des contrats?

4. Quels sont les noms et adresses postales de toutes les personnes qui ont soumissionné?

5. Quels sont les noms des soumissionnaires heureux, et quels sont les prix mentionnés dans chaque soumission?

M. *Lemieux*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quel est le nombre total des employés permanents et temporaires dans les bureaux de poste suivants: Montréal, Toronto, Winnipeg, Halifax, Québec, Saint-Jean, N.-B., et Vancouver?

2. Quel est le chiffre total des appointements payés dans chaque cas?

3. Quel était le nombre total des employés et le chiffre des appointements payés dans les bureaux de poste ci-dessus à la date du 1er octobre 1911?

M. *Sinclair*—Lundi prochain—QUESTION—Des mesures ont-elles été prises par le ministre de la Marine et des Pêcheries, ou son ministère, au cours de 1914, dans le but de prohiber le mode de pêcher en haute mer au moyen de chalutiers à vapeur au traîneau? S'il en est ainsi, quelles sont ces mesures?

M. *Sinclair*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quels sont les noms de toutes les personnes qui ont présenté des soumissions pour la fourniture de glace à l'Intercolonial à Mulgrave, pour l'année courante?

2. Quelle est la date de chaque soumission?

3. Quel est le chiffre de chaque soumission?

4. Si des soumissions ont été demandées plus d'une fois, quels sont les noms, les chiffres et les dates des soumissions reçues chaque fois que des soumissions ont été demandées?

5. A quel soumissionnaire le contrat a-t-il été adjugé?

M. *Sinclair*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quelles ont été la quantité et la valeur du minerai de cuivre et du cuivre, de toutes sortes, exportés aux Etats-Unis entre le 4 août 1913 et le 15 février 1914?

2. Quelles ont été la quantité et la valeur du minerai de cuivre et du cuivre, de toutes sortes, exportés aux Etats-Unis entre le 4 août 1914 et le 15 février 1915?

M. *Sinclair*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Relativement à l'accusation portée à la connaissance du gouvernement par le député de Cap-Breton-Nord, le 10 juin 1914, telle que rapportée à la page 5238 (version anglaise) du rapport officiel des Débats, à savoir: qu'un nommé H. P. Duchemin, de

Sydney, N.-E., commissaire chargé de l'enquête sur les accusations d'ingérence politique agressive de la part de certains fonctionnaires, s'était approprié frauduleusement $75 des deniers publics, en rapport avec l'un des item de son compte, en y inscrivant cette somme comme rémunération et débours pour six jours lorsqu'il n'y avait eu qu'une journée d'ouvrage,—le gouvernement a-t-il fait une enquête au sujet de cette accusation?

2. S'il n'y a pas eu enquête, le gouvernement va-t-il s'enquérir en la matière?

3. A-t-on demandé au dit Duchemin de fournir une explication?

4. Quelle est la somme totale payée par le gouvernement au dit H. P. Duchemin pour tous ses services dans la tenue des enquêtes susmentionnées, y compris ses débours, depuis la date de sa nomination comme tel commissaire?

5. Le dit Duchemin est-il encore employé par le gouvernement?

6. Le gouvernement a-t-il l'intention de prendre des mesures pour se faire rembourser par le dit H. P. Duchemin l'argent ainsi frauduleusement obtenu par lui?

M. *Proulx*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Des employés du service civil fédéral, et du service civil provincial, respectivement, servent-ils dans la garde civique (*Home Guard*) pour garder les ponts et autres constructions publiques ou autrement? Dans l'affirmative, quel en est le nombre?

2. Quels sont les noms de ces employés servant en qualité d'officiers et de sous-officiers, les salaires qu'ils reçoivent de leurs gouvernements respectifs, et la rémunération qui leur est allouée par le ministère de la Milice?

M. *Murphy*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien de chevaux ont été achetés pour le premier contingent?

2. Quel a été le prix moyen payé par cheval?

3. Quelques-uns des chevaux ainsi achetés ont-ils été subséquemment vendus à l'encan? S'il en est ainsi, combien?

4. Où l'encan a-t-il été tenu, et qui l'a autorisé?

5. Quel a été le produit net réalisé à cet encan?

M. *Hughes* (King, I.-P.-E.)—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le steamer de l'Etat *Earl Grey* a-t-il été vendu?

2. Dans l'affirmative, à qui et à quel prix?

3. Quel en a été le coût, après avoir été complété et prêt à prendre la mer?

4. Si le dit steamer n'a pas été vendu, comment en a-t-on disposé?

* M. *German*—Lundi prochain—QUESTION—M. Robert Wilson, de la cité de Hamilton, marchand de chaussures, avait-il un contrat avec le gouvernement pour la vente de chaussures militaires destinées au premier corps expéditionnaire canadien? S'il en est ainsi, combien de paires de chaussures devait-il fournir, et à quel prix pour chaque paire?

M. *Marcil* (Bonaventure)—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement ou quelqu'un de ses membres, a-t-il reçu du maire ou du conseil municipal de Carleton, Québec, ou des citoyens de cette localité, la demande d'un octroi pour la construction d'un mur de protection contre les avaries causées par les hautes marées de l'automne dernier?

2. Dans l'affirmative, le gouvernement en est-il venu à une décision à cet effet, et de quelle nature est-elle?

M. *Edwards*—Lundi prochain—QUESTION—Le poste de préfet du pénitencier de la Montagne-de-Pierre est-il vacant? Dans l'affirmative, depuis combien de temps cette vacance existe-t-elle, et qui a rempli les devoirs de préfet du dit pénitencier?

M. *Edwards*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quand le major W. S. Hughes a-t-il été nommé inspecteur des pénitenciers?
2. Quel traitement reçoit-il comme tel?
3. L'inspecteur Hughes occupe-t-il quelque autre poste ou emploi pour lequel il reçoit salaire du gouvernement fédéral? S'il en est ainsi, quand a-t-il été nommé à ce poste et quels émoluments en retire-t-il?

M. *Sinclair*—Lundi prochain—QUESTION—Depuis la sanction du chapitre 14 des lois de 1913, a-t-on permis aux chalutiers à vapeur faisant la pêche au traîneau d'acheter du charbon et des approvisionnements dans le port de Sydney-Nord, N.-E.?

M. *Achim*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quel a été le chiffre total des frais de voyage des ministres du cabinet antérieur dans le cours des dix dernières années de leur administration?
2. Combien de voyages ont-ils faits en pays étrangers, y compris l'Europe?
3. Quels sont les noms des ministres qui ont voyagé aux frais du trésor public?
4. Quelle a été la somme totale ainsi dépensée par chacun de ces ministres?
5. Dans quels buts ces voyages ont-ils été entrepris, et quelle en a été la durée?

* M. *Lemieux*—Lundi prochain—QUESTION—Le gouvernement se propose-t-il de présenter une loi au cours de la présente session aux fins de rembourser les déposants de la défunte *Farmers Bank?*

* M. *Lemieux*—Lundi prochain—QUESTION—Le ministère de la Milice a-t-il adjugé quelque contrat à la *National Drug Company?* Dans l'affirmative, pour quelle somme et quels articles?

* M. *Lemieux*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Madame George Plamondon, rue Saint-Joseph, Québec, a-t-elle vendu des drogues ou des produits pharmaceutiques de quelque nature au ministère de la Milice?
2. Dans l'affirmative, quel est le chiffre total de la vente faite par Madame Plamondon, et quelle est la nature de cette vente?

* M. *Lemieux*—Lundi prochain—QUESTION—Le ministre des Finances a-t-il reçu des fabricants de remèdes brevetés des protestations contre l'imposition projetée de droits de timbres? Dans l'affirmative, de qui?

Sir *Wilfrid Laurier*—Lundi prochain—QUESTION—Le gouvernement se propose-t-il de nommer un successeur à Lord Strathcona comme haut commissaire? S'il en est ainsi, quand?

M. *Marcile* (Bagot)—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le département de la Milice, ou autre, a-t-il fait vendre des chevaux trouvés impropres pour le service, lors du départ du premier contingent?
2. Dans l'affirmative, combien ont été vendus, tant à Québec qu'à Montréal?
3. Quel prix moyen a rapporté cette vente?

M. *Marcile* (Bagot)—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien de chevaux ont été achetés, pour la cavalerie, pour le premier contingent?
2. Quel prix moyen a été payé?
3. Combien ont été achetés pour le service ordinaire au camp de Valcartier?
4. Quel prix moyen a été payé?

* M. *Gauvreau*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Extrait donnant les noms et adresses postales de toutes les personnes, dans le comté de Témiscouata, qui ont reçu la gratification accordée par la " Loi des gratifications aux volontaires lors des invasions féniennes "; aussi, les noms et adresses postales de toutes personnes dans Témiscouata dont les demandes ont été rejetées, et les noms et adresses postales de ceux dont les demandes n'ont pas encore été prises en considération.

* M. *Gauvrau*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous les papiers, requêtes, déclarations, serments ou prestations de serments, procédures, pétitions, jugement, certificats touchant la naturalisation de M. F. P. Gutelius, gérant général de l'Intercolonial, et tous autres documents s'y rapportant, de quelque nature qu'ils puissent être.

* M. *Cruise*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie du rapport de l'enquête faite vers le 1er juin 1914 par R. T. Ferguson, à titre de commissaire spécial, sur la répartition des homesteads dans la région retranchée de la réserve forestière de la Montagne-du-Dauphin en 1908 ou vers cette époque.

* M. *Law*—Lundi prochain—ADRESSE—Copie de tous télégrammes, lettres, rapports, recommandations, décrets du conseil et autres papiers et documents au sujet des récompenses aux officiers et équipages des steamers *John L. Cann* et *Westport III* pour l'héroïsme dont ils ont fait preuve lors du sauvetage des passagers et de l'équipage du steamer *Cobequid* qui a fait naufrage sur le récif Trinity, le 13 janvier 1914.

* M. *Sinclair*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de toutes pétitions, correspondance, plaintes et de tous rapports et documents concernant la destitution de Alfred H. Bonnyman, maître de poste à Matatail-Lake, comté de Colchester, N.-E.

* M. *Sinclair*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de toutes correspondance, recommandations, pétitions, et de tous contrats, soumissions et autres papiers et documents se rattachant en quelque manière à l'adjudication du contrat pour le transport des malles entre Guysborough et Erinville, N.-E.

* M. *Sinclair*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de toutes pétitions et lettres et de tous autres papiers et documents en la possession du ministère des Travaux Publics au sujet de la dépense d'argent pour la construction de nouveaux travaux publics dans le comté de Guysborough depuis le 10 octobre 1911.

* M. *Sinclair*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de toutes pétitions et correspondance et de tous rapports d'ingénieurs ou autres personnes, en la possession du ministère des Chemins de fer et Canaux, au sujet de la construction d'un chemin de fer dans le comté de Guysborough, N.-E.

* M. *Sinclair*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de toute correspondance, recommandations, soumissions ou autres papiers, dans le ministère des Chemins de fer et Canaux concernant la fourniture de glace pour l'Intercolonial à Mulgrave, pour l'année 1915.

* M. *Sinclair*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de toutes correspondance, pétitions, recommandations et de tous autres papiers dans le ministère de la Marine et des Pêcheries concernant la bouée automatique à gaz placée à l'entrée de Country-Harbour, dans le comté de Guysborough, et désignée sous l'appellation de " Bouée de Isaac's-Harbour ".

* M. *Sinclair*—Lundi prochain—ADRESSE—Copie de tous décrets du conseil, mémoires, correspondance ou documents, en la possession du gouvernement ou de quelqu'un des ministères, concernant le trafic du poisson séché et des vins entre le Portugal et le Canada.

* M. *Sinclair*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Etat donnant les noms, le tonnage, le port d'enregistrement et la destination de tout navire étranger, à voile ou à vapeur, employé à la pêche qui a fait sa déclaration au port de North-Sydney, N.-E., et a quitté ce port depuis le 31 décembre 1913 jusqu'à date.

* M. *Boyer*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie des lettres, télégrammes et documents en général au sujet de la construction d'un pont projeté entre l'île de Montréal et la terre ferme à Vaudreuil.

* M. *Boyer*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie des lettres, télégrammes et documents en général se rapportant à la construction d'un pont projeté entre l'île Perrot et la terre ferme à Vaudreuil.

M. *Ethier*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de toutes lettres et correspondance, échangées entre D. McDonald, surintendant de l'Intercolonial, de Lévis, P. Brady, surintendant général, à Moncton, et autres officiers de la compagnie, et Théophile Bélanger, voyageur de commerce, de Montréal, et de tous rapports concernant la réclamation de ce dernier contre l'Intercolonial pour retard dans le transport de ses bagages de Drummondville à Métapédia en mai 1913.

M. *Chisholm* (Inverness)—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Relevé faisant connaître les noms et les adresses de tous les vétérans dans le comté d'Inverness qui ont reçu la récompense décrétée en faveur des volontaires qui ont servi lors de l'invasion fénienne, les noms et les adresses de ceux qui ne l'ont pas encore reçue, et les noms et les adresses de ceux dont les demandes ont été refusées.

M. *Chisholm* (Inverness)—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Relevé faisant connaître les sommes dépensées par le ministère des Travaux Publics dans le comté d'Inverness au cours de chaque année de 1896 à 1915.

M. *Chisholm* (Inverness)—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de télégrammes, lettres, requêtes et documents de quelque nature que ce soit en la possession du ministère des Postes se rapportant en quoi que ce soit à la conduite du maître de poste à Grand-Etang depuis sa nomination jusqu'à ce jour.

M. *Lemieux*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie des télégrammes, lettres et requêtes se rapportant à l'établissement d'un corps de service médical.

M. *Chisholm* (Inverness)—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous télégrammes, lettres, rapports, requêtes et tous autres documents se rapportant en quoi que ce soit à la ligne de chemin de fer projetée entre Orangedale et Cheticamp.

M. *Doherty*—Lundi prochain—BILL intitulé: "Loi autorisant certaines prolongations de délai à des compagnies de chemins de fer et à des compagnies d'assurance".

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle.	Comités.	Heure.
	Vendredi, 19 février.	
100	Comité spécial *re* Pollution des eaux navigables.....	11 a.m.
105	Comité spécial *re* Chaussures fournies au ministère de la Milice et de la Défense.....	11 a.m.

No. 9.

OTTAWA, JEUDI, 18 FEVRIER 1915.

5e Session, 12e Parlement, 5 George V, 1915

PROCÈS - VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

OTTAWA
Imprimé par J. DE L. TACHÉ
Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi
1915

No 10.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SEANCE DU VENDREDI, 19 FEVRIER 1915.

PRIÈRES.

Trois pétitions sont déposées sur la Table.

Le greffier de la Chambre dépose sur la Table le rapport du greffier des pétitions sur les pétitions présentées le 18 du mois courant,—lesquelles sont lues comme suit:—

De Charles Fenn Pretty et autres; pour une charte sous le nom de *Vancouver Terminal Railway Company.*

De Thomas Batin Harries, de Calgary, Alta; pour une loi de divorce avec son épouse Minnie Henriette Harries.

M. Roche présente,—Réponse à ordre du 20 avril 1914,—Copie de tous les documents, correspondance, lettres, etc., se rapportant à l'annulation de l'inscription faite par R. Bannatyne pour le ¼ N.-O. de la section 24, township 36, rang 18, à l'ouest du 2me méridien.

Aussi,—Relevé faisant connaître la quantité de terres vendues par la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique au cours de l'année terminée le 30 septembre 1914.

M. Casgrain présente,—Réponse à ordre du 16 février 1914,—Etat donnant le nom du maître de poste de la paroisse de Saint-Romuald, dans le comté de Lévis, qui a été destitué après le mois de septembre 1911, les raisons de sa démission, la nature des plaintes portées contre lui, le nom des personnes qui ont porté ces plaintes, ainsi que copie de toutes correspondances et télégrammes s'y rapportant, le nom du commissaire

enquêteur et rapport d'enquête, si enquête il y a eu, ainsi que de tous les témoignages entendus en l'enquête, la liste des noms des personnes qui ont recommandé le remplaçant, et le nom des personnes qui représentaient le gouvernement à cette enquête; aussi, état détaillé de tous les comptes et dépenses soldés ou à solder par tout département en rapport avec les susdits renvoi et enquête, noms des personnes qui ont retiré quelque montant d'argent ou produit leur compte en rapport avec cette enquête, avec indication du montant retiré ou réclamé par chacune d'elles.

M. Reid (Grenville) présente,—Réponse supplémentaire à adresse du 9 février 1914,—Copie de tous arrangements entre le gouvernement et les diverses provinces aux termes de la loi sur l'instruction agricole.

M. Middlebro, du comité spécial chargé de faire une enquête sur les chaussures fournies au ministère de la Milice et de la Défense, présente le premier rapport de ce comité, lequel est comme suit:—

Votre comité recommande qu'il lui soit permis de faire imprimer, de jour en jour, ses minutes et la preuve faite devant lui,—et que la règle 74 soit suspendue à cet effet.

Sur motion de M. Middlebro, le dit rapport est adopté.

Les adresses à Son Altesse Royale le Gouverneur général,—et les ordres de la Chambre qui suivent, sont votés, savoir:—

Par M. Graham, pour M. Lemieux:—Adresse,—Copie de tous décrets du conseil et de tous télégrammes, et lettres échangés entre le gouvernement fédéral et les diverses provinces concernant le transfert projeté des pêcheries dans les eaux où la marée se fait sentir, du contrôle provincial à celui des autorités fédérales.

Par M. Marcil (Bonaventure):—Ordre de la Chambre,—Copie de toute correspondance et de tous autres documents concernant l'adjudication du contrat pour le service des malles aux Caps Maria, comté de Bonaventure, en 1914.

Par M. Murphy, pour M. Macdonald:—Ordre de la Chambre,—Etat donnant les noms et adresses de toutes les personnes, dans le comté de Pictou, qui ont reçu la gratification accordée pour service lors de l'invasion fénienne, et de toutes celles qui ont demandé cette gratification et qui ne l'ont pas encore reçue.

Par M. Martin (Régina):—Ordre de la Chambre,—Copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement fédéral et les autorités du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta, se rattachant en quelque manière à la distribution de grain de semence aux colons, pour la saison de 1915; aussi, copie de tous mémoires, et instructions adressés par le gouvernement ou quelqu'un de ses départements à ses fonctionnaires au sujet de l'achat et de la distribution de grain de semence aux colons dans les provinces susmentionnées; aussi, copie de toutes lettres circulaires manuscrites, imprimées ou clavigraphiées, et de toutes formules de demandes, de garanties, et de toutes autres formules ou circulaires émises par quelque département ou quelque fonctionnaire du gouvernement au sujet de la question du grain de semence.

Par M. Martin (Régina):—Ordre de la Chambre,—Sommaire faisant connaître la quantité totale de grain de semence achetée, jusqu'à cette date, spécifiant le nombre respectif de boisseaux de blé, d'avoine, d'orge et de lin; le prix moyen payé par boisseau de chaque classe de ces grains; les noms et les adresses de toutes les personnes chargées d'acheter le grain de semence et le chiffre du salaire et des dépenses payés à chacune d'elles; les noms et les adresses de toutes les personnes chargées de recevoir des colons des offres de vente de grain de semence; copie de toutes les instructions envoyées à ces personnes en la matière, et le chiffre du salaire ou de la rémunération accordés à ces personnes.

Par M. Martin (Régina):—Adresse,—Copie de tous décrets du conseil, lettres, mémoires et autres documents émis par le gouvernement ou par quelqu'un de ses membres au département qui contiennent des instructions ou directions au sujet de la distribution de secours ou aide de toute nature aux colons de l'Alberta et de la Saskatchewan, par suite de la mauvaise récolte de la dernière saison.

Aussi, état indiquant le chiffre total des secours réellement distribués aux dits colons dans chacune des provinces de la Saskatchewan et de l'Alberta, à l'exclusion des frais d'administration et autres dépenses afférentes à l'achat et à l'emmagasinage du grain de semence.

Aussi, état indiquant le chiffre total de ces secours ou aide réellement distribués aux colons dans chacune des provinces de la Saskatchewan et de l'Alberta, dans les limites de la région récemment fixées par le ministre de l'Intérieur et désignées sous le nom de "région frappée de sécheresse", le dit chiffre devant être à l'exclusion des frais d'administration et autres dépenses se rattachant à l'achat et à l'emmagasinage du grain de semence.

Aussi, état donnant les noms et l'adresse postale des membres de la commission, bureau ou autre corps nommé par le gouvernement pour prendre charge de la distribution de ces secours, et faisant connaître les mesures prises par le gouvernement pour pourvoir à leur rémunération et à leurs dépenses.

Aussi, état donnant la liste de toutes personnes nommées par le gouvernement ou quelqu'un de ses départements depuis le 15 juillet 1914 pour aider à recevoir et approuver les demandes de secours; la dite liste devant inclure les noms des personnes ainsi employées, leur adresse, leur salaire mensuel, quotidien ou autre, la date de leur emploi, la longueur de leur service, le salaire total payé à chacun et le montant total payé à chacun pour ses dépenses.

Aussi, état indiquant les mesures prises par le gouvernement pour assurer le remboursement des prêts avancés à titre de secours.

Aussi, état indiquant les moyens adoptés par le gouvernement pour empêcher une double distribution de secours aux colons nécessiteux par les autorités fédérales et provinciales.

M. Sinclair propose,—Que, de l'avis de cette Chambre, il est opportun de modifier l'article 3 du chapitre 65 des lois de 1908 en rappelant le dit article et en lui substituant le suivant:—

"(*f*) 'navigation de cabotage' signifie un voyage entre tout port ou ligne de la côte orientale du Canada et tout autre port ou lieu de la même côte, ou de Terre-Neuve, du Labrador, ou de Saint-Pierre, ou de Miquelon, ou bien un port ou lieu de la côte orientale des Etats-Unis d'Amérique, du Mexique, de l'Amérique Centrale, des Indes Occidentales, ou de la côte orientale de l'Amérique du Sud pas plus au sud que quarante degrés de latitude sud; et aussi un voyage entre tout port ou lieu de la côte occidentale du Canada et tout autre port ou lieu de la même côte, ou de la côte occidentale du Territoire de l'Alaska ou des Etats-Unis d'Amérique, ou de la côte occidentale du Mexique, ou de l'Amérique centrale, ou de l'Amérique du Sud, pas plus au sud que quarante degrés de latitude sud."

M. Hazen propose, comme amendement,—Que tous les mots après "Que" dans la première ligne de la résolution jusqu'au mot "suivant", dans la troisième ligne, soient retranchés et remplacés par les suivants: "le comité de la Marine et des Pêcheries reçoive instruction de s'enquérir et faire rapport s'il est expédient de décréter que,"—; et que les mots suivants soient ajoutés à la fin de la dite résolution: "ou s'il est expé-

dient de faire toute autre modification, et dans ce cas, quelle modification aux lois existantes définissant une navigation de cabotage ".

Et l'amendement étant mis aux voix, il est adopté.

Et la question principale, telle qu'amendée, étant mise aux voix, elle est adoptée.

Les ordres de la Chambre qui suivent sont votés, savoir:—

Par M. Sinclair:—Ordre de la Chambre,—Relevé faisant connaître les noms et les adresses postales de toutes les personnes du comté de Guysborough, N.-E., auxquelles ont été payées des primes en vertu de la Loi accordant des primes aux volontaires qui ont servi dans les invasions féniennes; les noms et les adresses postales de toutes les personnes dont les demandes ont été rejetées, et la raison du refus;—aussi, les noms et les adresses postales de toutes les personnes dont les demandes ont été reçues, mais auxquelles les primes n'ont pas été payées, en faisant la distinction entre les personnes dont les demandes ont été reçues et admises, et celles dont les demandes ont été reçues sans qu'une décision ait encore été prise, s'il en est.

Par M. Carroll:—Ordre de la Chambre,—Relevé faisant connaître les noms et les adresses de toutes les personnes dans le comté de Cap-Breton-Sud, N.-E., qui ont obtenu la prime accordée aux volontaires qui ont servi lors des invasions féniennes; aussi, les noms et adresses de toutes les personnes du même comté qui ont demandé cette prime mais qui ne l'ont pas encore reçue.

Par M. Clark (Red-Deer):—Ordre de la Chambre,—Relevé faisant connaître en détail (*a*) le nombre de prisonniers de guerre en ce pays; (*b*) le nombre de personnes libres sur parole; (*c*) le nombre de ceux qui sont gardés dans les camps de détention; (*d*) le nombre de camps de détention, leurs sites, les moyens de les atteindre, et le nombre de prisonniers dans chacun d'eux; (*e*) ce que coûte au Canada chacun de ces camps, respectivement, en fait de subsistance, de paie, d'habillement, de transport, de surveillance; (*f*) la nature du travail fait par les prisonniers et la valeur totale de leur ouvrage à ce jour.

Par M. Carroll, pour M. Chisholm (Inverness):—Ordre de la Chambre,—Copie de tous télégrammes, lettres, pétitions et autres documents se rapportant en quelque manière à la destitution de M. Mallet, capitaine du bateau de sauvetage à la station de Cheticamp, et à la nomination de son successeur.

Par M. Carroll, pour M. Chisholm (Inverness):—Ordre de la Chambre,—Copie de tous télégrammes, lettres, correspondance, pétitions et documents de toutes sortes se rapportant au changement projeté de la route postale entre Inverness-Station et Margaree-Harbour.

Par M. Carroll, pour M. Chisholm (Inverness):—Ordre de la Chambre,—Copie de tous télégrammes, lettres, mémoires, bordereaux de paie, recommandations et autres documents se rattachant en quelque manière à la construction d'un quai à Lower-Burlington, dans le comté de Hants.

Avec le consentement de la Chambre,

M. Doherty propose que l'ordre No 8 des Bills et Ordres publics soit appelé maintenant.—Adopté.

L'ordre No 8 est en conséquence lu comme suit:—

" Seconde lecture du Bill (No 40) Loi modifiant le Code criminel."

Sur motion de M. Sinclair, le dit bill est lu la seconde fois et renvoyé en comité général à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre s'ajourne alors à 5 p.m., jusqu'à lundi à 3 p.m.

THOMAS SIMPSON SPROULE,
Orateur.

AVIS DE MOTIONS

* M. *Murphy*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le steamer *Mégantic* a-t-il été nolisé pour transporter le régiment "Princess Patricia" en Angleterre? Dans l'affirmative, à quelle date et à quelles conditions?

2. Le régiment s'est-il embarqué à Montréal, a-t-il débarqué à Québec, et est-il resté à ou près cette ville jusqu'à la date du départ de toutes les troupes formant le premier contingent canadien?

3. La détention dudit régiment a-t-elle eu lieu parce qu'on n'avait pu obtenir une escorte pour protéger le *Mégantic* qui devait faire un voyage distinct de celui des autres navires nolisés pour le transport du reste des troupes?

4. Dans l'affirmative, pourquoi le *Mégantic* a-t-il été nolisé et le régiment embarqué avant de faire des arrangements pour un navire escorté?

5. Les propriétaires du *Mégantic* ont-ils été payés pour ce voyage interrompu? Dans l'affirmative, quelle somme a été payée et à quelle date?

* M. *Murphy*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien de claques ont été achetées par le gouvernement pour les corps expéditionnaires canadiens?

2. De qui et à quel prix ont-elles été achetées?

3. Combien de claques ont été fournies au premier corps expéditionnaire, et à quelle date?

4. Les claques envoyées au premier corps expéditionnaire ont-elles été utilisées par les troupes, ou renvoyées au Canada?

5. Si elles ont été retournées, quelle raison a-t-on donné pour en agir ainsi?

M. *Murphy*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Des avances ont-elles été faites par le gouvernement ou par l'un ou l'autre de ses ministères pour permettre aux paie-maîtres ou autres officiers ou fonctionnaires de payer comptant les comptes encourrus en rapport avec le transport et l'entraînement des troupes au camp de Valcartier?

2. S'il en est ainsi, quelles sont les sommes avancées, et à qui?

3. A même ces avances, quelle somme a été payée à la compagnie du *Canadian Northern*?

4. Des pièces justificatives ou reçus ont-ils été fournis pour ces paiements?

M. *Carroll*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quand le Dr J. C. Morrison a-t-il été nommé médecin examinateur des recrues à New-Waterford, Cap-Breton-Sud, N.-E.?

2. Quand lui a-t-on retiré cette fonction?

3. Pourquoi?

* M. *Pugsley*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quels étaient les soumissionnaires pour les travaux de dragage à Leonardsville, N.-B., pour lesquels des soumissions ont été reçues jusqu'au 10 août 1914?

2. Quels étaient les montants mentionnés dans chaque soumission?

3. Quel était le plus bas soumissionnaire?

4. A qui le contrat a-t-il été adjugé?

M. *Loggie*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quel nombre de tonnes de marchandises a été reçu et a été expédié, aux stations de Loggieville, de Chatham et de Newcastle, respectivement, sur la ligne de l'Intercolonial, chaque mois de 1914, et pendant le mois de janvier 1915, avec mention séparée du charbon et autres approvisionnements de chemins de fer?

2. Quel a été le mouvement du trafic-passagers local et d'entier parcours à chacune des stations susdites, chaque mois de la période susmentionnée?

M. *Law*—Lundi prochain—QUESTION—Quels sont les noms et les adresses postales (avec en plus les émoluments payés à chacun) des gardes-pêche dans le comté de Yarmouth au cours de l'année 1914?

M. *Law*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien de routes postales rurales ont été établies dans le comté de Yarmouth; quels sont les noms de ces routes et à quelles dates ont-elles été établies?

2. Depuis le 1er janvier 1912, combien de bureaux de poste ont été fermés dans ce comté, et quels en sont les noms?

M. *Molloy*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien de volontaires destinés au service au delà des mers sont-ils en caserne à Winnipeg dans le moment?

2. Quels sont les noms et la force des divers régiments, bataillons ou escadrons?

3. Combien coûte par homme la nourriture fournie?

4. Quels sont les entrepreneurs qui fournissent la nourriture aux volontaires?

M. *Neeley*—Lundi prochain—QUESTION—

1. M. A. de Witt Foster, M.P., comté de King, N.-E., a-t-il acheté pour le compte du gouvernement canadien des chevaux pour le premier corps expéditionnaire?

2. Dans l'affirmative, combien de chevaux a-t-il achetés?

3. Quelle est la somme totale fournie par le gouvernement à M. Foster pour l'achat de chevaux?

4. M. Foster s'est-il procuré les fonds en tirant sur un dépôt fait par le gouvernement dans une banque canadienne?

5. M. Foster a-t-il fourni un reçu signé de la main de chaque personne de qui il a acheté un cheval?

M. *Sinclair*—Lundi prochain—QUESTION—Quels sont les noms et les adresses postales (avec en plus la rémunération payée à chacun d'eux) des gardiens de pêcheries dans le comté de Guysborough au cours de l'année 1914?

M. *Oliver*—Lundi prochain—QUESTION—

1. A quelles personnes dépendantes, autres que sa femme, peut être payée l'allocation d'absence (*separation allowance*) d'un membre des contingents canadiens?

2. Quelle allocation est payée aux enfants d'un membre de ces contingents?

3. Combien de temps après le décès d'un membre de ces contingents l'allocation d'absence est-elle payable aux personnes dépendant de lui?

4. Une pension est-elle payée aux personnes dépendantes des membres défunts de ces contingents à compter du décès ou de la date de la réclamation acceptée?

5. Combien de temps après la date du décès, une pension sera-t-elle payée aux personnes dépendantes?

M. *Kay*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Qui avait le contrat du transport de la malle entre Phillipsburg et la station de Saint-Armand au cours de l'été de 1914?

2. Ce contrat lui a-t-il été enlevé? S'il en est ainsi, quand a-t-il été notifié de la résiliation de son contrat, et quel temps d'avis lui a-t-il été donné?

3. Qui a demandé son renvoi?

4. Quelle est la raison de ce renvoi?

5. Qui a recommandé la nomination de son successeur?

M. *Hughes* (King, I.-P.-E.)—Lundi prochain—QUESTION—

1. Entre le 6 et le 21 août 1914, quelle quantité de boissons spiritueuses (gallons de preuve), y compris ales, vins et bières, a été sortie des entrepôts?

2. Durant la même période, quelle quantité de cigares, de cigarettes et de tabac a été retirée des entrepôts?

M. *Edwards*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien de minots de patates ont été récoltés sur la ferme du pénitencier de Portsmouth, chacune des années 1912, 1913 et 1914?

2. Une partie de ces patates a-t-elle été vendue? Dans l'affirmative, à qui et à quel prix?

3. De quelles personnes ou firmes ont été achetées des patates pour l'usage du dit pénitencier en 1912, 1913, 1914 et jusqu'à date en 1915? Quelles quantités ont été achetées dans chaque cas, et à quel prix?

4. Quelle quantité de lard a été produite à la susdite ferme durant les années 1912, 1913 et 1914?

M. *Edwards*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quand M. Creighton a-t-il été nommé préfet du pénitencier de Portsmouth?

2. Dans quelles institutions M. Creighton avait-il rempli les fonctions de préfet antérieurement à sa présente nomination, et quelles sont les dates respectives de ces divers services antérieurs?

3. Qui est préfet du pénitencier de Prince-Albert et quand a-t-il été nommé?

4. Quelle expérience antérieure avait-il pour le rendre compétent à remplir ce poste?

5. Sur la recommandation de qui a-t-il été nommé?

M. *Edwards*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Par qui doivent être donnés les ordres de soumettre un prisonnier atteint de folie aux bains et à la douche d'eau froide?

2. Y a-t-il des gardes ou d'autres employés au pénitencier de Portsmouth qui ont aidé ou qui ont donné des ordres de soumettre des prisonniers atteints de folie aux bains froids?

3. A ce pénitencier, y a-t-il une cellule spécialement adaptée pour l'application des douches froides?

4. Qui a donné l'ordre de préparer cette cellule spécialement destinée à cette fin?

5. Des forcés au pénitencier de Portsmouth ont-ils été traités aux douches froides par l'inspecteur Stewart, l'inspecteur Hughes et le sous-préfet O'Leary?

6. A-t-on mis fin à ces deux procédés? Dans l'affirmative, pour quelle raison?

M. *Boyer*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous documents concernant la construction de ponts entre Sainte-Anne de Bellevue et l'Ile-Perrot et entre cette dernière et Vaudreuil, et de toute correspondance entre le gouvernement et des citoyens de l'Ile-Perrot demandant la permission de traverser sur les points des voies ferrées au printemps et à l'automne avant la formation et la rupture du pont de glace.

M. *Doherty*—Lundi prochain—BILL intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant le Sénat et la Chambre des Communes".

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle.	Comités.	Heure.
	Mardi, 23 février.	
100	Comité spécial *re* Pollution des eaux navigables.....	11 a.m.
101	Comité spécial *re* Chaussures fournies au ministère de la Milice et de la Défense.....	11 a.m.
211	Comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes	11 a.m.

A. 1915
PROCES-VERBAUX
138

No. 10.

OTTAWA, VENDREDI, 19 FEVRIER 1915.

5e Session, 12e Parlement, 5 George V, 1915

PROCÈS - VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

OTTAWA
Imprimé par J. DE L. TACHÉ
Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi
1915

No 11.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SEANCE DU LUNDI, 22 FEVRIER 1915.

PRIÈRES.

Le greffier de la Chambre dépose sur la Table le rapport du greffier des pétitions sur les pétitions présentées le 19 du mois courant,—lesquelles sont lues comme suit:—

De la *Calgary and Fernie Railway Company;* pour une loi prolongeant le délai fixé pour la construction de ses lignes ferrées.

De la *Canadian Western Railway Company;* pour une loi prolongeant le délai fixé pour la construction de ses lignes ferrées.

De Edith May Boydell, de Sherbrooke, Québec; pour une loi de divorce avec son mari Arthur Trevor Boydell.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier de la Chambre a reçu du greffier de la Couronne en chancellerie le certificat et rapport de l'élection de Gédéon Rochon, écuier, député du collège électoral de Terrebonne, dans la province de Québec.

Sur motion de Sir Robert Borden, il est résolu,—Que la recommandation de Son Honneur l'Orateur relativement à la classification de la position d'assistant gardien de la Chambre de lecture, déposée sur la Table de la Chambre le 15 du mois courant, soit approuvée.

Sur motion de Sir Robert Borden, il est ordonné,—Que le nom de M. Murphy soit substitué à celui de M. Lemieux, parmi les noms des membres du comité spécial chargé de l'enquête au sujet des chaussures fournies au ministère de la Milice et de la Défense.

POUVOIRS DES COMITÉS D'ASSERMENTER LES TÉMOINS.

M. L'ORATEUR,

Relativement à une question soulevée vendredi dernier, qu'il me soit permis de dire qu'il n'est pas absolument nécessaire d'autoriser les comités à administrer le serment aux témoins, vu que le Statut (S.R.C., 1906, chap. 10, art. 25) leur confère ce pouvoir.

M. Broder présente un Bill (No 47) Loi modifiant la Loi de 1908 modifiant la Loi du Service civil,—lequel est lu la première fois.—Seconde lecture, à la prochaine séance de la Chambre.

M. Casgrain présente,—Réponse à ordre du 10 juin 1914,—Etat indiquant les sommes d'argent expédiées en dehors du Canada au cours des cinq dernières années par les bureaux de poste qui suivent, dans le comté de Cap-Breton:—Glace-Bay, Caledonia-Mines, Dominion No 4, New-Aberdeen, Bridgeport, Old-Bridgeport, New-Waterford, Reserve-Mines, Sydney, Whitney-Pier, Ashby, Sydney-Nord, Sydney-Mines, Florence, Dominion No 6 et Port-Morien, et dans quels pays les diverses sommes ont été transmises.

Les bills suivants sont lus pour la seconde fois et référés aux comité qui suivent, savoir:—

Comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes:

Bill (No 41) Loi concernant *The Athabaska Railway Company.*
Bill (No 46) Loi concernant *The Western Dominion Railway Company.*

Comité des Banques et du Commerce:

Bill (No 42) Loi concernant *The Canada Preferred Insurance Company.*
Bill (No 43) Loi concernant *The Huron and Erie Loan and Savings Company,* et à l'effet de changer son nom en celui de *Huron and Erie Mortgage Corporation.*
Bill (No 45) Loi concernant *The Vancouver Life Insurance Company.*

Comité des Bills Privés:

Bill (No 44) Loi concernant certains brevets de la *Lohman Company.*

Les ordres de la Chambre qui suivent sont votés en vertu du paragraphe 4 de la règle 37:—

Par M. Martin (Régina):—Ordre de la Chambre,—Relevé faisant connaître quelles propriétés ont été acquises par le gouvernement dans la cité de Régina depuis le 21 septembre 1911; les descriptions de ces propriétés par mesures et bornes; pour quelles fins ont-elles été acquises; de qui elles ont été achetées; quel a été le prix total, et le prix de revient par pied de chacune d'elles; si quelqu'une des propriétés a été acquise par voie d'expropriation, quel tribunal a déterminé le prix à payer pour chaque propriété ainsi expropriée, et à quelles dates ces propriétés ont été acquises.

Par M. Lemieux:—Ordre de la Chambre,—Relevé faisant connaître le nombre total des employés permanents et temporaires dans les bureaux de poste suivants: Montréal, Toronto, Winnipeg, Halifax, Québec, Saint-Jean, N.-B., et Vancouver; quel

est le chiffre total des appointements payés dans chaque cas, et quel était le nombre total des employés et le chiffre des appointements payés dans les bureaux de poste ci-dessus à la date du 1er octobre 1911.

Par M. Achim:—Ordre de la Chambre,—Relevé faisant connaître le chiffre total des frais de voyage des ministres du cabinet antérieur dans le cours des dix dernières années de leur administration; combien de voyages ils ont faits en pays étrangers, y compris l'Europe; quels sont les noms des ministres qui ont voyagé aux frais du trésor public; quelle a été la somme totale ainsi dépensée par chacun de ces ministres; dans quels buts ces voyages ont été entrepris, et quelle en a été la durée.

Par M. Loggie:—Ordre de la Chambre,—Relevé faisant connaître quel nombre de tonnes de marchandises a été reçu et a été expédié aux stations de Loggieville, de Chatham et de Newcastle, respectivement, sur la ligne de l'Intercolonial, chaque mois de 1914, et pendant le mois de janvier 1915, avec mention séparée du charbon et autres approvisionnements de chemins de fer; quel a été le mouvement du trafic-passagers

Les adresses à Son Altesse Royale, et les ordres de la Chambre qui suivent sont votés, savoir:—

Par M. Gauvreau:—Ordre de la Chambre,—Extrait donnant les noms et adresses postales de toutes les personnes, dans le comté de Témiscouata, qui ont reçu la gratification accordée par la "Loi des gratifications aux volontaires lors des invasions féniennes"; aussi, les noms et adresses postales de toutes personnes dans Témiscouata dont les demandes ont été rejetées, et les noms et adresses postales de ceux dont les demandes n'ont pas encore été prises en considération.

Par M. Gauvrau:—Ordre de la Chambre,—Copie de tous papiers, requêtes, déclarations, serments ou prestations de serments, procédures, pétitions, jugements, certificats touchant la naturalisation de M. F. P. Gutelius, gérant général de l'Intercolonial, et tous autres documents s'y rapportant, de quelque nature qu'ils puissent être.

Par M. Cruise:—Ordre de la Chambre,—Copie du rapport de l'enquête faite vers le 1er juin 1914 par R. T. Ferguson, à titre de commissaire spécial, sur la répartition des homesteads dans la région retranchée de la réserve forestière de la Montagne-du-Dauphin en 1908 ou vers cette époque.

Par M. Law:—Adresse,—Copie de tous télégrammes, lettres, rapports, recommandations, décrets du conseil et autres papiers et documents au sujet des récompenses aux officiers et équipages des steamers *John L. Cann* et *Westport III* pour l'héroïsme dont ils ont fait preuve lors du sauvetage des passagers et de l'équipage du steamer *Cobequid* qui a fait naufrage sur le récif Trinity, le 13 janvier 1914.

Par M. Sinclair:—Ordre de la Chambre,—Copie de toutes pétitions, correspondance, plaintes et de tous rapports et documents concernant la destitution de Alfred H. Bonnyman, maître de poste à Mattatall-Lake, comté de Colchester, N.-E.

Par M. Sinclair:—Ordre de la Chambre,—Copie de toutes correspondance, recommandations, pétitions, et de tous contrats, soumissions et autres papiers et documents se rattachant en quelque manière à l'adjudication du contrat pour le transport des malles entre Guysborough et Erinville, N.-E.

Par M. Sinclair:—Ordre de la Chambre,—Copie de toutes pétitions et lettres et de tous autres papiers et documents en la possession du ministère des Travaux Publics au sujet de la dépense d'argent pour la construction de nouveaux travaux publics dans le comté de Guysborough depuis le 10 octobre 1911.

Par M. Sinclair:—Ordre de la Chambre,—Copie de toutes pétitions et correspondance et de tous rapports d'ingénieurs ou autres personnes, en la possession du ministère des Chemins de fer et Canaux, au sujet de la construction d'un chemin de fer dans le comté de Guysborough, N.-E.

Par M. Sinclair:—Ordre de la Chambre,—Copie de toute correspondance, recommandations, soumissions ou autres papiers, dans le ministère des Chemins de fer et Canaux concernant la fourniture de glace pour l'Intercolonial à Mulgrave, pour l'année 1915.

Par M. Sinclair:—Ordre de la Chambre,—Copie de toute correspondance, pétitions, recommandations et de tous autres papiers dans le ministère de la Marine et des Pêcheries concernant la bouée automatique à gaz placée à l'entrée de Country-Harbour, dans le comté de Guysborough, et désignée sous l'appellation de " Bouée de Isaac's-Harbour ".

Par M. Sinclair:—Ordre de la Chambre,—Etat donnant les noms, le tonnage, le port d'enregistrement et la destination de tout navire étranger, à voile ou à vapeur, employé à la pêche qui a fait sa déclaration au port de North-Sydney, N.-E., et a quitté ce port depuis le 31 décembre 1913 jusqu'à date.

Par M. Pardee, pour M. Boyer:—Ordre de la Chambre,—Copie des lettres, télégrammes et documents en général au sujet de la construction d'un pont projeté entre l'île de Montréal et la terre ferme à Vaudreuil.

Par M. Pardee, pour M. Boyer:—Ordre de la Chambre,—Copie des lettres, télégrammes et documents en général se rapportant à la construction d'un pont projeté entre l'île Perrot et la terre ferme à Vaudreuil.

M. Hughes (King, I.-P.-E.) propose,—Qu'une humble adresse soit présentée à Sa Gracieuse Majesté la priant de vouloir bien permettre qu'il soit présenté une mesure au parlement du Royaume-Uni pour modifier certaines dispositions de l' " Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867 ", aux fins que la province de l'Ile-du-Prince-Edouard soit toujours représentée dans la Chambre des Communes du Canada par au moins six députés, chiffre primitivement assigné à la dite province lors de son entrée dans la Confédération.

Et la motion étant mise aux voix, elle est rejetée sur division.

L'adresse suivante à Son Altesse Royale est votée:—

Par Sir Wilfrid Laurier:—Adresse,—Copie de toutes les plaintes adressées au gouvernement à la suite de coups de feu tirés par des soldats de la milice canadienne sur deux citoyens américains, entraînant la mort de l'un d'eux, sur les eaux du lac Erié, et de toute la correspondance échangée à ce sujet entre l'ambassade britannique et les autorités des Etats-Unis.

M. Fripp propose,—Que, de l'avis de cette Chambre, des dispositions législatives devraient être adoptées à cette session aux fins de pourvoir à ce que tous les électeurs du Canada qui se sont enrôlés pour le service impérial soient mis en état d'exercer leur droit de vote à toute élection qui pourrait avoir lieu pendant leur absence en activité de service.

Sir Robert Borden propose, comme amendement,—Que tous les mots après le mot "Que", dans la motion, soient retranchés et remplacés par les suivants:—"le comité spécial composé de MM. Northrup, Maclean (Halifax), Murphy, Carvell, Robidoux, Bennett (Calgary) et Doherty soit autorisé à s'enquérir, examiner et faire rapport à cette Chambre si quelque mesure législative devrait être adoptée à cette session à l'effet que les électeurs canadiens qui se sont enrôlés pour le service impérial ou sont en service actif soient mis en état d'exercer leur droit de vote à toute élection qui pourrait avoir lieu pendant leur absence en activité de service, et s'il serait opportun d'adopter toute autre disposition législative à cet égard".

Et l'amendement étant mis aux voix, il est adopté.

Et la motion principale, telle qu'amendée, étant mise aux voix, elle est adoptée.

Les ordres de la Chambre qui suivent sont votés:—

Par M. Chisholm (Inverness):—Ordre de la Chambre,—Relevé faisant connaître les noms et les adresses de tous les vétérans dans le comté d'Inverness qui ont reçu la récompense décrétée en faveur des volontaires qui ont servi lors de l'invasion fénienne, les noms et les adresses de ceux qui ne l'ont pas encore reçue, et les noms et les adresses de ceux dont les demandes ont été refusées.

Par M. Chisholm (Inverness):—Ordre de la Chambre,—Relevé faisant connaître les sommes dépensées par le ministère des Travaux Publics dans le comté d'Inverness au cours de chaque année de 1896 à 1915.

Par M. Chisholm (Inverness):—Ordre de la Chambre,—Copie de tous télégrammes, lettres, requêtes et documents de quelque nature que ce soit en la possession du ministère des Postes se rapportant en quoi que ce soit à la conduite du maître de poste à Grand-Etang depuis sa nomination jusqu'à ce jour.

Par M. Chisholm (Inverness):—Ordre de la Chambre,—Copie de tous télégrammes, lettres, rapports, requêtes et tous autres documents se rapportant en quoi que ce soit à la ligne de chemin de fer projetée entre Orangedale et Cheticamp.

L'ordre portant que la Chambre se forme de nouveau en comité des Subsides—étant lu;

Sir Robert Borden, pour M. White (Leeds), propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et la motion étant mise aux voix, elle est adoptée.

La Chambre en conséquence, se forme de nouveau en comité des Subsides.

(*En comité.*)

Les résolutions suivantes sont adoptées:—

XX.—SERVICE MARITIME ET FLUVIAL.

229	Entretien et réparations des steamers de l'Etat et brise-glace	1,125,000 00
230	Examen des capitaines et seconds	16,500 00
231	Enquêtes sur les naufrages	18,400 00
232	Dépenses des écoles de navigation	8,000 00
233	Enregistrement des navires	3,000 00
234	Enlèvement d'obstacles des eaux navigables	20,000 00
235	Service d'hiver de la poste	11,000 00
236	Inspection des bestiaux	5,000 00
237	Outillage de sauvetage—Québec, Provinces maritimes et Colombie-Britannique	45,000 00
238	Dépenses imprévues	5,000 00

Résolutions à rapporter.

Rapport à recevoir,—le comité devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre alors s'ajourne à 10.35 p.m.

THOMAS SIMPSON SPROULE,
Orateur.

ERRATUM.

Dans les Procès-Verbaux du 18 février dernier, l'item suivant a été omis à la page 115, après le rapport déposé sur la Table par M. Coderre:—

" Et aussi,—Rapport annuel concernant les Unions ouvrières en vertu du chapitre 125, S.R.C., 1906."

AFFICHAGE DES BILLS PRIVÉS

Les bills suivants ont, ce 22 février, été affichés comme devant être pris en considération par leurs comités respectifs, lundi, le 1er mars, ou après, savoir:—

Comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes:

Bill (No 41) Loi concernant *The Athabaska Railway Company.*

Bill (No 46) Loi concernant *The Western Dominion Railway Company.*

Comité des Banques et du Commerce:

Bill (No 42) Loi concernant *The Canada Preferred Insurance Company.*

Bill (No 43) Loi concernant *The Huron and Erie Loan and Savings Company,* et à l'effet de changer son nom en celui de *Huron and Erie Mortgage Corporation.*

Bill (No 45) Loi concernant *The Vancouver Life Insurance Company.*

Comité des Bills Privés:

Bill (No 44) Loi concernant certains brevets de la *Lohman Company.*

AVIS DE MOTIONS

M. *Lanctôt*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Monsieur Chas. Gauvreau, de Rimouski, est-il à l'emploi du gouvernement fédéral?
2. Si oui, depuis quand et quel est son occupation? Quel est son salaire?
3. A la demande de qui a-t-il été nommé?

M. *Lapointe* (Kamouraska)—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Monsieur L. O. Vallée, de Rimouski, est-il encore à l'emploi du gouvernement fédéral?
2. Si non, depuis quand? A-t-il été démis ou a-t-il résigné, et pour quelle raison?
3. Par qui a-t-il été remplacé?
4. Quel était le salaire de monsieur Vallée et quel est celui de son successeur?

* M. *Boyer*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement doit-il faire des travaux de dragage dans la rivière Rigaud cette année?
2. Dans l'affirmative, sur demande de qui, et quel est l'objet qui encouragerait le gouvernement à faire les dits travaux?

* M. *Boyer*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement se propose-t-il de faire, la saison prochaine au moins, les réparations les plus urgentes au quai de Saint-Zotique, comté de Soulanges?
2. L'ingénieur en charge des quais a-t-il fait constater par un rapport l'état impraticable dans lequel se trouve ce quai complètement fermé à la navigation?

M. *Sinclair*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Quel montant a été voté pour la construction d'un tronçon de ligne de chemin de fer se rendant à Wallace, N.-E.?
2. Quand ce montant a-t-il été voté en premier lieu?
3. Quelque partie de ce montant a-t-elle été dépensée pour la dite construction? Dans l'affirmative, combien?

M. *Sinclair*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Quel a été le coût du tronçon de la ligne ferrée ou de garage se rendant à la briqueterie Pugwash, N.-E.?
2. Quel a été le chiffre des recettes?

M. *Law*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il, à une date quelconque, loué à la ville de Shelburne, N.-E., un terrain connu sous le nom de propriété des casernes, et situé près de cette ville?
2. S'il en est ainsi, quels sont la date, le prix de location et la durée du bail?
3. Ce bail est-il encore en vigueur?

4. Le gouvernement a-t-il vendu une partie du bois debout se trouvant sur ce terrain?

5. S'il en est ainsi, quand, à qui et à quel prix ce bois a-t-il été vendu?

6. Quel délai a été fixé à l'aquéreur pour débarrasser le terrain du bois ainsi acheté?

7. Quelle est la moindre dimension à la souche de ce bois?

8. Le gouvernement a-t-il, à quelque époque que ce soit, fait faire une inspection suffisante par un inspecteur de bois de coupe compétent?

9. S'il en est ainsi, qui a fait cette inspection, et quand?

10. A-t-on annoncé publiquement la vente du bois marchand qui se trouvait sur cette propriété, et a-t-on demandé des soumission? A-t-on donné aux autres personnes qui auraient pu désirer se porter acquéreur de ce bois la moindre occasion favorable de le faire?

11. A-t-on reçu d'autres offres?

12. Avant la vente, a-t-on donné avis à la ville de Shelburne? Dans l'affirmative, à quelle date?

13. Quelle quantité de bois marchand le gouvernement comptait-il se trouver sur ce lopin de terre?

14. Quelles mesures le gouvernement se propose-t-il de prendre en vue de s'assurer de la quantité de bois abattu sur cette propriété?

15. Le gouvernement sait-il que du bois est actuellement abattu sur cette propriété par une personne ou firme qui coupe du bois marchand sur une propriété privée contigüe à ce lopin de terre?

16. Quelles mesures sont prises par le gouvernement afin de s'assurer que le bois abattu sur le lopin de terre en question soit séparé du bois abattu sur la propriété contigüe, afin de pouvoir connaître exactement les quantité et mesure du premier de ces bois?

17. Le gouvernement produira-t-il une copie de toute la correspondance, des rapports des inspecteurs de bois de coupe et des contrats en rapport avec la vente de ce bois?

M. *Law*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il reçu, soit en 1913, soit en 1914, quelque plainte de la part de qui que ce soit au sujet d'irrégularités, prétendues ou autres, en fait de bordereaux de paie ou d'endossements de chèques en rapport avec les réparations au brise-lames de Jordan-East?

2. S'il en est ainsi, le gouvernement a-t-il fait une enquête à ce sujet, et fourni à l'accusateur ou au accusateurs l'occasion de prouver l'accusation?

3. Dans l'affirmative, quel a été le résultat de l'enquête?

4. Le gouvernement déposera-t-il sur la table de la Chambre copie de toute la correspondance échangée à cet égard?

M. *Law*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Des soumissions ont-elles été demandées pour la réparation ou la construction d'un sifflet de brume au cap Rosemary, havre de Shelburne?

2. Dans l'affirmative, quels étaient les soumissionnaires, et le montant mentionné dans chaque soumission?

3. Les travaux ont-ils été faits par voie de soumission et de contrats? Dans l'affirmative, par qui? Dans la négative, pourquoi?

M. *Law*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Quel montant le gouvernement a-t-il payé pour l'emplacement du nouveau bureau de poste projeté à Amherst, N.-E., et à quel date?

2. Quelle est la superficie de l'emplacement?

M. *Law*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Quel était le montant mentionné dans la soumission de *Rhodes, Curry & Company, Limited,* pour la construction de la salle d'armes à Amherst, N.-E.?

2. Quelque montant supplémentaire a-t-il été accordé aux entrepreneurs pour l'achèvement de l'édifice? Dans l'affirmative, quel montant?

* M *Boyer*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Sir Adam Beck a-t-il acheté les remontes pour le premier contingent?

2. Dans l'affirmative, combien de chevaux ont été achetés par lui et quel est le prix moyen payé pour chaque cheval?

3. Quelle est la moyenne, par cheval, de toutes les dépenses faites pour l'achat des remontes?

4. Les propriétaires des chevaux ont-ils été payés par chèques du gouvernement ou par chèques personnels de Sir Adam Beck qu'il s'est fait ensuite rembourser?

5. Les dits chevaux ont-ils été marqués lors de leur acquisition ou seulement après leur arrivée à Valcartier?

6. Dans ce dernier cas, pourquoi les règlements édictés par les Ordres de Mobilisation de 1913 n'ont-ils pas été suivis?

* M. *Lemieux*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. A combien de maisons de commerce ou manufactures le gouvernement a-t-il donné des commandes de pantoufles pour les divers corps expéditionnaires que l'on équipe actuellement pour le service?

2. Quels sont les noms de ces firmes?

3. Quelle quantité de pantoufles a été commandée à chaque firme?

4. Combien de pantoufles ont été livrées, jusqu'à ce jour par chaque firme?

5. Combien de pantoufles chaque firme a-t-elle encore à livrer?

6. Quel prix chaque firme reçoit-elle pour ces pantoufles?

* M. *Lemieux*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. A combien de firmes le gouvernement a-t-il donné des commandes de chaussures en toile pour les différents corps expéditionnaires que l'on équipe maintenant pour le service?

2. Quels sont les noms de ces firmes?

3. Combien de ces chaussures ont été commandées à chaque firme?

4. Combien de ces chaussures ont été livrées, jusqu'à ce jour, par chaque firme?

5. Combien chaque firme en a-t-elle encore à livrer?

6. Quel prix chaque firme reçoit-elle pour ces chaussures?

* M. *Lemieux*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. A combien de firmes le gouvernement a-t-il donné des commandes de bottines pour les différents corps expéditionnaires que l'on équipe actuellement pour le service?

2. Quels sont les noms de ces firmes?

3. Combien de bottines ont été commandées à chaque firme?

4. Combien de bottines ont été livrées, jusqu'à ce jour, par chaque firme?

5. Combien de bottines chaque firme a-t-elle encore à livrer?

6. Quel prix chaque firme reçoit-elle pour ces bottines?

* M. *Verville*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Combien de fonctionnaires ont été destitués du service de l'immigration à Winnipeg, depuis le 1er août 1914?

2. Quels sont leurs noms, leur nationalité et la longueur de leur service?

3. Quelles sont les personnes nommées pour les remplacer, et quelle est la nationalité de chacune d'elles?

* M. *Verville*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Le ministère du Travail a-t-il fait faire une enquête sur les travaux faits à Valcartier en ce qui concerne l'application de la clause des gages raisonnables?

2. Dans l'affirmative, quelle est la nature du rapport?

* M. *Verville*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Des représentations ont-elles été faites au gouvernement au sujet du problème des sans-travail? Dans l'affirmative, par qui?

2. Quelles sont les intentions du gouvernement à ce sujet?

M. *Turriff*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Relativement à la réponse faite le 15 février à la question posée le 9 février, page 161 des Débats non revisés,—

Combien à coûté l'ameublement des bureaux du gouvernement dans chacun des dits édifices?

* M. *German*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il acheté de la *Canada Cycle and Motor Company* des pneus pour les trucks automobiles destinés au premier contingent canadien? Dans l'affirmative, quel prix a été payé pour chaque jeu de pneus, et quel nombre a été acheté?

2. Le gouvernement a-t-il demandé des prix pour les pneus des trucks automobiles pour le second contingent? Dans l'affirmative, quel prix par jeu a-t-il obtenus?

* M. *Gauvreau*—Mercredi prochain—QUESTION—Pourquoi le montant de cinquante mille piastres, placé dans les Estimés de 1913-14, pour améliorations au havre de Fraserville (Rivière-du-Loup), P.Q., n'a-t-il pas été dépensé l'an dernier?

* M. *Gauvreau*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Combien y a-t-il eu de soumissionnaires pour le contrat de malle rurale à Saint-Jean de Dieu, Témiscouata?

2. Quel était le montant de la soumission de chacun?

3. A qui le contrat a-t-il été accordé?

4. Etait-il le plus bas soumissionnaire?

* M. *Lapointe* (Kamouraska)—Mercredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous documents, lettres, messages, correspondance, contrats, etc., se rapportant à la vente ou au bail par le département des Chemins de fer à Joseph Meunier, du foin croissant sur le terrain de l'Intercolonial, dans la paroisse du Bic, comté de Rimouski, vis-à-vis les propriétés de Charles Lavoie, Cléophas Leclerc et Joseph Parent.

* M. *Law*—Mercredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous documents, correspondance et pétitions depuis le 31 octobre 1912, concernant le quai public projeté au havre de Lower-Woods.

* M. *Law*—Mercredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de toutes listes de paie, correspondance et pièces justificatives concernant les réparations au brise-lames de Jordan, comté de Shelburne, pour lesquelles Leander McKenzie était conducteur de travaux ou contremaître.

* M. *Law*—Mercredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous papiers, lettres et documents concernant la destitution des fonctionnaires suivants, dans le comté de Shelburne, N.-E.: Wm. L. Smith, gardien de phare, Baccaro, N.-E., J. A. Arechia, maître de havre, Lowerwoods-Harbour, et J. E. Morrison, maître de havre à Shelburne, N.-E.

* M. *Law*—Mercredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous contrats, soumissions, ordres, listes de paie, pièces justificatives, lettres, correspondance, papiers et documents concernant les travaux publics suivants dans le comté de Shelburne: Brise-lames et quai à Frudes-Point, brise-lames et quai à Jordan-East, quai à Shelburne, quai à Port-Clyde, brise-lames à Blanche-Point, quai à Centreville, quai à West-Head, caisson à Mathew's-Lake et creusement du chenal à Round-Bay.

* M. *Law*—Mercredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Etat indiquant les montants en détail payés à Ward Fisher, de Shelburne, N.-E., inspecteur des pêcheries pour les années 1912 et 1913, à titre de salaire, frais de bureau, dépenses de voyage et toutes autres dépenses.

* M. *Kyte*—Mercredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous télégrammes, correspondance, lettres et pétitions concernant la nomination de Alfred Bishop, comme conducteur des travaux de ferme, ou en toute autre qualité, à la ferme expérimentale de Kentville, N.-E.

* M. *Law*—Mercredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous télégrammes, lettres, correspondance et bordereaux de paie concernant les réparations et autres travaux au brise-lames de Sandford, comté de Yarmouth, N.-E., en 1914.

* M. *German*—Mercredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de toute la correspondance échangée entre le gouvernement ou l'un ou l'autre de ces ministères et MM. P. W. Ellis et Cie., de Toronto, touchant l'achat de fournitures pour le ministère de la Milice depuis le 1er août 1914; chiffre de la commission payée ou promise aux dits P. W. Ellis et Cie., sur l'achat de fournitures pour le ministère de la Milice du Canada, depuis le 1er août 1914, et nature de tous les articles fournis au ministère de la Milice par les dits P. W. Ellis et Cie., soit par voie de vente directe, soit par leur intermédiaire moyennant commission, et de qui ces articles ont été achetés.

M. *Law*—Mercredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous télégrammes, correspondance, lettres et bordereaux de paie concernant la réparation et le rallongement du brise-lames à Bluff-Head, comté de Yarmouth, N.-E., en 1914.

M. *Pardee*—Mercredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous papiers, lettres, pétitions et autres documents concernant un contrat pour le transport des malles entre Whitby et la gare du Grand-Tronc conclu avec David D. Heard & Sons ou avec John Gimblet, Whitby.

M. *White* (Leeds)—Mercredi prochain—RÉSOLUTION—Qu'il est opportun, en conformité des dispositions de l'article 4 de la loi sanctionnée le vingt-deuxième jour du mois d'août 1914, intitulée: *Loi ayant pour objet de conserver les intérêts commerciaux*

et financiers du Canada de prolonger la mise en vigueur de la Proclamation, selon la teneur suivante, publiée le cinquième jour de septembre 1914, dans l'Officiel du Canada:—

ARTHUR.

CANADA.

GEORGES CINQ, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner,—SALUT:

PROCLAMATION.

E. L. NEWCOMBE,
Sous-ministre de la Justice,
Canada.

ATTENDU que dans et par l'article 4 de la loi du Parlement du Canada, adoptée durant la cinquième année de Notre règne et intitulée: *Loi ayant pour objet de conserver les intérêts commerciaux et financiers du Canada* il est établi entre autres choses que dans les cas de guerre, invasion, émeute ou insurrection, réelle ou appréhendée, et dans les cas de crises financières, réelles ou appréhendées, Notre Gouverneur en conseil peut, par proclamation publiée dans la *Gazette du Canada*,—

(*a*) autoriser des avances aux banques chartées et aux banques d'épargnes auxquelles s'applique la *Loi des banques d'épargnes de Québec, 1913*, par l'émission de billets du Dominion sur le nantissement de valeurs, déposées entre les mains de Notre dit ministre, de telles espèces et de tel montant que le Conseil de la Trésorerie peut approuver, ces avances devant être remboursées à tel temps que le conseil peut déterminer, avec intérêt au taux également déterminé par le conseil d'au moins cinq pour cent par année;

(*b*) autoriser les banques chartées à effectuer leurs paiements en billets de banques émis par ces banques au lieu de les effectuer en or ou en billets du Dominion, mais le montant total des billets d'aucune banque chartée en circulation en aucun temps ne doit dépasser le montant des billets qu'elle peut émettre sous le régime de la *Loi des Banques* et de l'alinéa (*c*) du paragraphe suivant;

(*c*) autoriser les différentes banques chartées à émettre un excédent de circulation à compter du premier jour de mars d'une année quelconque inclusivement jusqu'au dernier jour d'août suivant, inclusivement, ou durant toute partie de cette période, jusqu'à concurrence de montants ne dépassant pas quinze pour cent de l'ensemble du capital intact et du fonds de réserve des banques respectives, tels qu'énoncés dans leurs rapports statutaires mensuels respectifs à Notre dit ministre pour le mois qui précède immédiatement celui dans lequel est émis le montant supplémentaire;

(*d*) suspendre le rachat des billets du Dominion en numéraire,—

SACHEZ DONC, que par et avec l'avis de Notre Conseil privé pour le Canada, Nous proclamons et décrétons par les présentes que dès et à compter de la publication de Notre présente proclamation dans la *Gazette du Canada*, les dits arrêtés en conseil seront révoqués; et de plus Nous déclarons et proclamons comme suit, que,—

(*a*) faire des avances aux banques chartées et aux banques d'épargnes auxquelles s'applique la *Loi des banques d'épargnes de Québec, 1913*, par l'émission de billets du Dominion sur le nantissement de valeurs, tel que prescrit dans la dite loi, soit autorisé;

(*b*) les banques chartées soient autorisées, subordonnément aux dispositions et limitations énoncées dans la dite loi à effectuer des paiements en billets de

banque émis par ces banques au lieu de les faire en or ou en billets du Dominion;

(*c*) les diverses banques chartées soient autorisées à émettre un excédent de circulation, tel que défini dans la dite loi à compter du premier jour de mars 1915, inclusivement, jusqu'au dernier jour d'août 1915, inclusivement; et

(*d*) le rachat en or des billets du Dominion par le Receveur général du Canada soit suspendu, subordonnément aux dispositions de la dite loi, à compter de la date de la publication de Notre présente proclamation dans la *Gazette du Canada*.

De ce qui précède Nos féaux sujets et tous ceux que les présentes peuvent concerner, sont par les présentes requis de prendre connaissance et d'agir en conséquence.

En foi de quoi Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. Témoin, Notre Très cher et Bien-aimé Oncle et Très Fidèle Conseiller le Feld-maréchal Son Altesse Royale le Prince Arthur William Patrick Albert, Duc de Connaught et Strathearn, comte de Sussex (dans la pairie du Royaume-Uni); Prince du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Duc de Saxe, Prince de Saxe-Cobourg et Gotha; Chevalier de Notre Ordre Très noble de la Jarretière; Chevalier de Notre Ordre Très ancien et Très noble du Chardon; Chevalier de Notre Ordre Très illustre de Saint-Patrice; l'un de Notre Très honorable Conseil privé; Grand Maître de Notre Ordre Très honorable du Bain; Chevalier Grand Commandeur de Notre Ordre Très exalté de l'Etoile de l'Inde; Chevalier Grand-Croix de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges; Chevalier Grand Commandeur de Notre Ordre Très éminent de l'Empire Indien; Chevalier Grand-Croix de l'Ordre Royal de Victoria; Notre Aide-de-camp personnel; Gouverneur général et Commandant en chef de Notre Puissance du Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité d'Ottawa, ce troisième jour de septembre, en l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent quatorze, et de Notre Règne la cinquième.

Par ordre,

P. PELLETIER,
Sous-secrétaire d'Etat suppléant.

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle.	Comités.	Heure.
	Mardi, 23 février.	
101	Comité spécial *re* Chaussures fournies au ministère de la Milice et de la Défense	10.30 a.m
100	Comité spécial *re* Pollution des eaux navigables	11 a.m.
211	Chemins de fer, Canaux et Télégraphes	11 a.m.
	Mercredi, 24 février.	
101	Marine et Pêcheries	11 a.m.
100	Bills privés	11 a.m.
	Jeudi, 25 février.	
211	Chemins de fer, Canaux et Télégraphes	11 a.m.

No 11.

OTTAWA, LUNDI, 22 FEVRIER 1915.

5e Session, 12e Parlement, 5 George V, 1915

PROCÈS - VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

OTTAWA
Imprimé par J. DE L. TACHÉ
Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi
1915

No 12.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SEANCE DU MARDI, 23 FEVRIER 1915.

PRIÈRES.

Quatre pétitions sont déposées sur la Table.

M. Lancaster, du comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes, présente le premier rapport du dit comité, lequel est comme suit:—

Votre comité a fait l'étude des bills suivants qu'il rapporte sans amendement, savoir:—

Bill (No 4) Loi concernant l'*Alberta Central Railway Company.*
Bill (No 5) Loi concernant l'*Athabasca and Grande Prairie Railway Company.*
Bill (No 6) Loi concernant la *Brantford and Hamilton Electric Railway Company.*
Bill (No 7) Loi concernant la *British Columbia and White River Railway Company.*
Bill (No 23) Loi concernant la *James Bay and Eastern Railway Company.*
Bill (No 25) Loi concernant la *South Ontario Pacific Railway Company.*
Bill (No 26) Loi concernant la compagnie dite *The Southern Central Pacific Railway Company.*

Votre comité a aussi fait l'étude des bills suivants qu'il rapporte avec des amendements, savoir:—

Bill (No 9) Loi concernant la Compagnie du chemin de fer *Essex Terminal.*
Bill (No 13) Loi concernant la Compagnie du chemin de fer de Montréal et des Comtés du Sud.

Bill (No 21) Loi concernant la *Canadian Northern Ontario Railway Company.*
Bill (No 22) Loi concernant la *Canadian Northern Quebec Railway Company.*
Bill (No 24) Loi concernant la *Ottawa and New York Railway Company.*

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur la Table le cinquième rapport de l'examinateur des pétitions, lequel est comme suit:—

Conformément à la règle 96, paragraphe 3, l'examinateur des pétitions pour bills privés a l'honneur de présenter ce qui suit comme son cinquième rapport:—

Votre examinateur a dûment examiné les pétitions suivantes pour bills privés et constate que toutes les prescriptions de la règle 91 ont été remplies en la matière:—

De la *Toronto Terminals Railway Company;* pour une loi prolongeant la limite de ses pouvoirs d'emprunt, et à d'autres fins.

De la *Kettle Valley Railway Company;* pour une loi ratifiant et confirmant une convention conclue avec la *Vancouver, Victoria and Eastern Railway and Navigation Company,* et pour d'autres fins.

De John Phelan Callaghan et autres; pour une charte sous le nom de la *Marcil Trust Company.*

De John Wardell Power et autres; pour une charte sous le nom de *Austral Insurance Company.*

De la Compagnie du canal de Montréal, Ottawa et de la baie Georgienne; pour une loi prorogeant le délai fixé pour la construction de ses travaux.

De Charles Fenn Pretty et autres; pour une charte sous le nom de *Vancouver Terminal Railway Company.*

De la *Calgary and Fernie Railway Company;* pour une loi prolongeant le délai fixé pour la construction de ses lignes ferrées.

De la *Canadian Western Railway Company;* pour une loi prolongeant le délai fixé pour la construction de ses lignes ferrées.

Le greffier dépose sur la Table les bills suivants:—

Bill (No 48) Loi constituant en corporation la *Austral Insurance Company.*—M. *Bickerdike.*

Bill (No 49) Loi concernant la *Calgary and Fernie Railway Company.*—Sir *James Aikins.*

Bill (No 50) Loi concernant la *Canadian Western Railway Company.*—Sir *James Aikins.*

Bill (No 51) Loi concernant la *Kette Valley Railway Company,* et à l'effet de ratifier et confirmer une convention avec la *Vancouver, Victoria and Eastern Railway and Navigation Company.*—M. *Green.*

Bill (No 52) Loi concernant la Compagnie du canal de Montréal, Ottawa et la Baie Georgienne.—M. *White* (Renfrew).

Bill (No 53) Loi constituant en corporation La Compagnie de fidéicommis Marcil.—M. *Marcil* (Bonaventure).

Bill (No 54) Loi concernant la *Toronto Terminals Railway Company.*—M. *Macdonell.*

Bill (No 55) Loi constituant en corporation la *Vancouver Terminal Railway Company.*—M. *Stevens.*

Les dits bills sont lus pour la première fois et remis, pour seconde lecture, à la prochaine séance de la Chambre, en vertu de la règle 99.

M. Reid (Grenville) présente,—Réponse à ordre du 15 février 1915,—Copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents concernant la destitution de Brown Pipes et de A. R. Gibbons, employés de douane à Lethbridge, Alta.

M. Reid (Grenville), pour M. Burrell, présente,—Réponse à ordre du 20 avril 1914,—Copie de tous documents, correspondance, lettres, requêtes, rapports, etc., échangés entre le Dr C. C. James, M. J. C. Chapais et chacun des ministères d'agriculture provinciaux, se rapportant à la distribution et à l'administration du subside fédéral aux provinces pour l'agriculture, depuis l'octroi du dit subside.

M. Hughes (Victoria) présente,—Réponse à ordre du 15 février 1915,—Etat donnant les noms de tous les transports nolisés depuis le 1er août 1914 pour expédier les troupes, chevaux, approvisionnements et matériaux en Angleterre, le nom de chaque propriétaire de navire, courtier ou autre personne par l'entremise desquels le navire a été nolisé; le tonnage de chaque navire, sa vitesse, le taux payé par tonne par semaine ou par mois, la durée minimum du nolisement, la date du contrat, la date à laquelle le paiement a commencé et la date à laquelle il a pris fin, et la somme totale payée par le gouvernement pour le nolisement des navires et autres dépenses.

Aussi,—Réponse à ordre du 15 février 1915,—Etat indiquant combien de fourgons de transport ont été achetés pour les deuxième et troisième contingents; de qui ont-ils été achetés, et le nom de chaque particulier ou firme; combien de ces fourgons ont été achetés de chaque particulier ou firme; quel a été le prix de chaque fourgon; si des soumissions ont été demandées; s'il y a eu des soumissions reçues qui n'ont pas été acceptées; et, s'il en est ainsi, quel était le chiffre de ces soumissions.

M. Doherty présente,—Réponse à ordre du 11 février 1915,—Etat indiquant combien de prisonniers de guerre ont été faits au Canada depuis la déclaration de la guerre entre les alliés, l'Allemagne et l'Autriche; où ils sont détenus; le nombre dans chaque endroit et le nom de l'officier en charge de chaque endroit de détention.

M. Cochrane présente,—Réponse à ordre du 15 février 1915,—Copie de tous télégrammes, lettres, rapports d'enquête et autres documents se rapportant à la destitution de James Brennan, contremaître sur l'Intercolonial à Stellarton.

Aussi,—Réponse à ordre du 11 février 1915,—Etat indiquant si une déclaration officielle a été faite au nom de l'Administration du chemin de fer Intercolonial à l'effet que les gages des employés du chemin de fer qui ont pris du service actif seraient payés pendant leur absence, et dans ce cas, quand et par qui; si le ministère des Chemins de fer a donné ordre de pourvoir à ces paiements et quand cet ordre a été donné.

M. Cochrane présente,—Réponse à ordre du 9 février 1915,—Copie de tous papiers, télégrammes, pétitions, lettres et correspondance échangés entre la Chambre de Commerce de Québec et le ministère des Chemins de fer et Canaux au sujet de la circulation des trains sur la section du chemin de fer National Transcontinental entre Cochrane et la ville de Québec.

M. Lancaster présente un Bill (No 56) Loi modifiant la Loi des Assurances, 1910,—lequel est lu une première fois et remis pour deuxième lecture à la prochaine séance de la Chambre.

M. Doherty présente un Bill (No 57) Loi modifiant la Loi concernant le Sénat et la Chambre des Communes,—lequel est lu une première fois et remis pour deuxième lecture à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre reprend alors la suite du débat sur la motion de M. White (Leeds),—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des Voies et Moyens.

Et le débat continuant,—il est ajourné, sur motion de M. Burnham.

La Chambre alors s'ajourne à 10.30 p.m., jusqu'à demain à 3 p.m.

THOMAS SIMPSON SPROULE,
Orateur.

AVIS DE MOTIONS

M. *Graham*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Quelle somme d'argent a été dépensée par le ministère des Chemins de fer sur la ligne de la Baie d'Hudson au cours de l'année civile 1914?
2. Quelle somme a été dépensée pour la ligne elle-même?
3. Quelle somme a été dépensée pour les termini et le port?
4. Quelle somme a été dépensée par le ministère de la Marine en rapport avec cette ligne ferrée pendant la même période?

M. *Graham*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Combien de milles du chemin de fer de la Baie d'Hudson sont complétés?
2. Combien de milles de rails ont été posés?
3. Quand le chemin de fer sera-t-il complété?
4. Quand espère-t-on pouvoir terminer le port et les têtes de ligne, y compris les élévateurs à grain?

* M. *Murphy*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement ou quelqu'un de ses membres s'est-il mis en rapport avec quelque gouvernement provincial au sujet de la révision ou de la modification des lois sur le mariage?
2. Dans la négative, le gouvernement se propose-t-il de le faire?

M. *Proulx*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Combien de prisonniers ou d'aubains sont internés dans le camp militaire de Petawawa?
2. Combien leur entretient coûte-t-il par jour ou par semaine?
3. Combien d'officiers et de soldats sont en charge du dit camp?
4. Les officiers et soldats ont-ils subi un entraînement militaire antérieur?
5. Quelle est leur solde?

M. *Michaud*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Combien d'argent a été perçu par les sous-percepteurs de douane à Edmunston, Clair, St. Leonard et Green-River, province du Nouveau-Brunswick, au cours de chacun des cinq derniers exercices financiers?
2. Quels ont été les salaires payés chaque année à chacun de ces ports?

M. *Thomson*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. W. W. Thomson a-t-il été destitué de son emploi de maître de poste à Fort-Qu'Appelle?
2. Dans l'affirmative, quelle est la raison de sa destitution?
3. Qui a été nommé à sa place, et qui a recommandé le nouveau titulaire?

M. *Thomson*—Jeudi prochain—QUESTION—Quels sont les noms des maîtres de poste révoqués depuis le 10 octobre 1911 dans la circonscription électorale de Qu'Appelle, et quels sont les noms des bureaux de poste dont ils avaient la charge?

M. *Lanctôt*—Jeudi prochain—QUESTION—Quel est le montant payé à date, aux entrepreneurs, MM. Duranceau et Poupart pour le mur de protection à Laprairie? Quel est le montant requis pour terminer les travaux?

M. *Lanctôt*—Jeudi prochain—QUESTION—Quel est le montant dépensé pour le pont de Québec, depuis 1912?

M. *Lanctôt*—Jeudi prochain—QUESTION—Quel est le montant dépensé pour la construction du chemin de fer de la Baie d'Hudson, depuis 1912?

M. *Lanctôt*—Jeudi prochain—QUESTION—Quel est le montant dépensé pour le Grand-Tronc-Pacifique pour les années 1911, 1912, 1913 1914 et 1915?

M. *Lanctôt*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. M. L. Michaud, ingénieur du district de Montréal, pour le département des Travaux Publics, a-t-il été destitué? Si tel est le cas, a-t-il été remplacé, et par qui?
2. S'il est destitué reçoit-il une pension?

M. *Boivin*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Lors de la mobilisation du premier corps expéditionnaire canadien, le gouvernement a-t-il donné une commande de pelles-boucliers? S'il en est ainsi, combien?
2. Combien chaque pelle-bouclier a-t-elle coûté?
3. Qui les a manufacturées et en quel endroit?
4. A qui le manufacturier les a-t-il consignées, et à quel endroit s'en est faite la livraison?
5. Comment ont-elles été introduites en Canada?
6. Qui a le brevet de cet outil?
7. Le détenteur du brevet est-il à l'emploi du ministère de la Milice et de la Défense? Dans l'affirmative, quel est son emploi?
8. Celui qui a obtenu ce brevet a-t-il reçu quelque allocation de royauté à titre d'inventeur de cette pelle-bouclier?
9. Des échantillons ou descriptions en ont-ils été soumis au ministère de la guerre d'Angleterre en vue d'en avoir un rapport quant à l'utilité de cet outil pour fins militaires?
10. S'il en est ainsi, le ministère de la guerre anglais a-t-il fait un rapport, et ce rapport a-t-il été favorable ou défavorable?

M. *Boivin*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Un brevet canadien a-t-il été émis le ou vers le 25 août 1914, pour une pelle-bouclier?
2. Dans l'affirmative, quel est le détenteur du brevet?
3. A quelle date a été produite la demande pour ce brevet?
4. A-t-on donné à l'examinateur en charge des instructions spéciales de hâter l'émission de ce brevet?
5. Dans l'affirmative, à la demande de qui ces instructions spéciales ont-elles été données?
6. Le ministre de la Milice a-t-il écrit au ministre de l'Agriculture au sujet de ce brevet en le priant d'y donner une attention spéciale?
7. La loi des brevets renferme-t-elle quelque clause permettant au gouvernement de se servir d'un brevet d'invention sans payer de compensation?

* M. *Turriff*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. L'attention du gouvernement a-t-elle été attirée sur les rapports, publiés dans la *Gazette* et le *Star* de Montréal le 14 décembre 1914, de ce qui s'est passé à l'inauguration du nouvel outillage à Longueuil de la compagnie *Armstrong-Whitworth* du Canada dans lesquels l'on trouve le paragraphe suivant:—

"La cérémonie a été aussi remarquable par suite de la déclaration faite par J. H. Rainville, député de Chambly-Verchères, à l'effet que, avant un mois, des sondages seraient commencés comme préparation à du dragage considérable, qui serait exécuté sur la rive sud, destiné à rendre plus faciles les moyens de transportation pour cette immense nouvelle industrie. Ce dragage serait commencé au printemps et entraînerait une dépense de $1,250,000".

2. Qui avait autorisé M. J. H. Rainville à faire cette déclaration?

3. Le gouvernement est-il intéressé directement ou indirectement dans la compagnie *Armstrong-Whitworth* du Canada?

4. Dans la négative, le gouvernement a-t-il pour ligne de conduite de faire du dragage aux dépens du public pour le bénéfice particulier d'une compagnie comme la compagnie *Armstrong-Whitworth*?

* M. *Turriff*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Lors de sa nomination dans le ministère du Revenu de l'Intérieur, M. J. U. Vincent, qui est actuellement le sous-ministre, était-il actionnaire de la compagnie dite *Ottawa Wine Vault Company*?

2. Ce monsieur a-t-il encore des actions en son nom dans la dite compagnie?

3. Dans la négative, des parts dans la dite compagnie sont-elles détenues pour lui au nom de quelqu'autres personne ou personnes, ou en fidéicommis?

4. La dite compagnie a-t-elle un entrepôt de douane?

5. La dite compagnie a-t-elle des relations officielles ou d'affaires avec le ministère du Revenu de l'Intérieur? Dans l'affirmative, quelles sont ces relations?

M. *Carroll*—Jeudi prochain—RÉSOLUTION—Que cette Chambre est d'avis qu'il est expédient et dans l'intérêt des pêcheurs et de l'industrie de la pêche en Canada que le gouvernement fédéral aide à la création et au maintien d'un fonds de secours pour les pêcheurs canadiens.

M. *Jameson*—Jeudi prochain—RÉSOLUTION—Attendu que le poisson est un article d'alimentation hautement nutritif et agréable au goût, que l'on peut se procurer facilement en abondance et à bas prix sur le bord de la mer et sur les rivages des eaux intérieures du Canada, et

Attendu que, dans le but d'accroître rapidement la demande de cette substance alimentaire sur les marchés de l'intérieur du pays en prenant les mesures pour l'y faire atteindre en excellent état et à des prix modérés, le gouvernement a aidé et aide actuellement cette industrie, moyennant certaines conditions, en se chargeant d'une partie des frais de messagerie et en établissant des moyens de transportation plus adéquats, bien que néanmoins les prix auxquels on peut acheter le poisson sur ces marchés de l'intérieur semblent être exorbitants, si on les compare aux prix que reçoit le producteur, ce qui milite contre le but que l'on veut atteindre;

Qu'il soit résolu en conséquence que, de l'avis de cette Chambre, il est à propos de faire une enquête afin de reconnaître, s'il est possible, la cause ou les causes de l'écart considérable entre le prix du poisson aux points de production et les prix exigés sur les marchés de l'intérieur.

Et il est de plus résolu, que cette résolution soit référée au comité de la Marine et des Pêcheries, avec instruction d'étudier la question et de faire l'enquête susindiquée.

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle.	Comités.	Heure.
	Mercredi, 24 février.	
101	Comité spécial *re* Chaussures fournies au ministère de la Milice et de la Défense	10.30 a.m
105	Marine et Pêcheries	11 a.m.
	Jeudi, 25 février.	
100	Bills privés	11 a.m.
211	Chemins de fer, Canaux et Télégraphes	11 a.m.

No 12.

OTTAWA, MARDI, 23 FEVRIER 1915.

5e Session, 12e Parlement, 5 George V, 1915

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

OTTAWA

Imprimé par J. DE L. TACHÉ

Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi

1915

No 13.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SEANCE DU MERCREDI, 24 FEVRIER 1915.

PRIÈRES.

Deux pétitions sont déposées sur la Table.

Le greffier de la Chambre dépose sur la Table le rapport du greffier des pétitions sur les pétitions présentées le 23 du mois courant,—lesquelles sont lues comme suit:—

De la compagnie dite *The Mills Equipment Company, Limited,* de Londres, Angleterre; pour une loi autorisant l'importation, pendant la guerre actuelle, des articles d'équipement militaire couverts par le brevet canadien No 104,915.

De Andrew Cromar et autres, de Chatworth, Ont.; demandant que la Chambre adopte sans délai quelque mesure législative prohibant l'exportation du nickel sous toute forme quelconque pendant la durée de la guerre actuelle.

De P. F. Weiss et autres, de Pense et autres lieux, Sask.; pour une loi à l'effet d'établir sans délai un bureau national du travail, mesure de nécessité pressante en ce temps de gêne qui intéresse toutes les classes de la population et serait de nature à conserver et développer les forces productives de la nation.

M. Middlebro, du comité spécial auquel a été référée l'enquête sur les chaussures fournies au ministère de la Milice et de la Défense, présente le deuxième rapport de ce comité, lequel est comme suit:—

Votre comité recommande qu'il soit autorisé à employer un avocat pour l'aider dans l'enquête sur les questions qui lui ont été référées.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur la Table le sixième rapport de l'examinateur des pétitions, lequel est comme suit:—

Conformément à la règle 96, paragraphe 3, l'examinateur des pétitions pour bills privés a l'honneur de présenter ce qui suit comme son sixième rapport:—

Votre examinateur a dûment examiné les pétitions suivantes pour bills privés et constate que toutes les prescriptions de la règle 91 ont été remplies en la matière:—

De l'Empire Life Insurance Company; pour une loi prolongeant le délai fixé pour obtenir un permis d'affaires.

De la *Premier Trust Company;* pour une loi prorogeant le délai fixé pour le commencement de ses opérations.

De la Compagnie du chemin de fer de Simcoe, Grey et Bruce; pour une loi prolongeant le délai fixé pour commencer la construction de sa voie ferrée.

De la *Casualty Company of Canada;* pour certains amendements à sa charte.

De Chilian Longley Hervey et autres; pour une charte sous le nom de *Entwistle and Alberta Southern Railway Company.*

Le greffier dépose sur la Table les bills privés suivants:—

Bill (No 58) Loi concernant la *Casualty Company of Canada.*—M. *Macdonell.*

Bill (No 59) Loi concernant la *Empire Life Insurance Company of Canada.*—M. *Macdonell.*

Bill (No 60) Loi constituant en corporation la *Entwistle and Alberta Southern Railway Company.*—M. *Bennett* (Calgary).

Bill (No 61) Loi concernant la *Simcoe, Grey and Bruce Railway Company.*—M. *Middlebro.*

Les dits bills sont lus pour la première fois et remis, pour seconde lecture, à la prochaine séance de la Chambre, en vertu de la règle 99.

M. Sharpe (Lisgar) propose,—Qu'instruction soit donnée au comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes, de diviser le Bill (No 17) Loi concernant la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique en deux bills, s'il le juge à propos.

M. L'ORATEUR: La motion ci-dessus demande à la Chambre de donner pouvoir (par voie d'instruction) au comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes de diviser le Bill (No 17) en deux bills.

Le Bill (No 17) a été référé à ce comité le 15 février écoulé et est en conséquence en la possession du comité, et ne figure plus parmi les ordres de la Chambre.

Au sujet d'instructions aux comités, May (11me édition), à la page 48, dit que "une instruction est nécessaire pour permettre à un comité de diviser un bill en deux bills", mais (voir page 481) il ajoute que "une motion pour une instruction à l'effet de conférer à un comité de toute la Chambre pouvoir d'amender un bill qui est déjà entre les mains du comité, est irrégulière et cette règle s'applique aux instructions données aux comités permanents ou mixtes".

Bourinot en vient à la même conclusion (page 651, 3me édition) alors qu'il fait la remarque qu'une instruction à un comité devrait être proposée aussitôt que l'ordre pour le comité a été lu par le greffier, indiquant par là que le *bill doit alors être en la possession de la Chambre,* quand l'instruction est donnée.

Dans le cas du Bill (No 17), comme le comité, et non la Chambre, en est actuellement saisi, il n'est pas régulier de faire cette motion. Le bill étant entre les mains du comité, ce dernier pourrait renvoyer le bill à la Chambre avec les recommandations qu'il jugerait à propose de faire, y compris l'autorisation de diviser le bill en deux bills. La Chambre alors pourrait prendre telle décision qu'elle jugerait à propos, en l'espèce.

Une résolution semblable à celle-ci paraît cependant avoir été adoptée par la Chambre en 1888. Le bill en question était alors entre les mains du comité, et aucun avis de motion n'avait été donné au préalable. Aucune décision ne fut rendue par l'orateur sur l'irrégularité de la procédure, et de fait, la question ne fut pas soulevée.

Je ne crois pas que ce cas constitue un précédent, et c'est pourquoi j'ai donné ma décision comme ci-dessus.

M. Roche dépose devant la Chambre,—Etat (en tant que le ministère de l'Intérieur est concerné) donnant copies de tous les décrets du conseil, plans, documents et correspondance, qui doivent être soumis à la Chambre des Communes, en vertu d'une résolution adoptée le 20 février 1882, depuis la date de la dernière production de tels documents en vertu de cette résolution.

Les ordres suivants de la Chambre sont votés, en vertu du paragraphe 4 de la règle 37:—

Par M. Lemieux:—Ordre de la Chambre,—Relevé faisant connaître qui sont les commissaires de la remonte pour le Canada ouest et le Canada est, respectivement; quand et par qui ils ont été nommés, et quelles sont les instructions générales qui leur ont été données; pourquoi on n'a pas suivi les ordres de mobilisation de 1913, et pourquoi des non-militaires ont été chargés des achats pour la remonte; quels sont les noms des acheteurs et inspecteurs vétérinaires nommés par le commissaire de la remonte du Canada est, dans les diverses divisions de remonte; si quelques-uns des acheteurs et des inspecteurs vétérinaires ont reçu instruction de ne plus faire d'achats, et, s'il en est ainsi, quels sont leurs noms, et quelles sont les raisons fournies par le commissaire de remonte à l'appui de cette décision; du 1er décembre au 31 janvier, combien de chevaux ont été achetés dans chaque division de remonte, dans le Canada est, et quel a été le prix moyen des chevaux; à combien revient le coût moyen par cheval dans chaque division de remonte, en y incluant les dépenses, la paie ou allocation, et tous les frais de voyage et autres débours, dans la période de temps plus haut mentionnée.

M. Hughes (Victoria) présente,—Réponse à l'ordre de la Chambre qui précède.

Par M. Law:—Ordre de la Chambre,—Sommaire faisant connaître si le gouvernement a, à une date quelconque, loué à la ville de Shelburne, N.-E., un terrain connu sous le nom de propriétés des casernes, et situé près de cette ville, et, s'il en est ainsi, quels sont la date, le prix de location et la durée du bail; si ce bail est encore en vigueur; si le gouvernement a vendu une partie du bois debout se trouvant sur ce terrain, et, s'il en est ainsi, quand, à qui et à quel prix ce bois a été vendu; quel délai a été fixé à l'acquéreur pour débarrasser le terrain du bois ainsi acheté; quelle est la moindre dimension à la souche de ce bois; si le gouvernement a, à quelque époque que ce soit, fait faire une inspection suffisante par un inspecteur de bois de coupe compétent, et, s'il en est ainsi, qui a fait cette inspection, et quand elle a été faite; si on a annoncé publiquement la vente du bois marchand qui se trouvait sur cette propriété, et si on a demandé des soumissions; si on a donné aux autres personnes qui auraient pu désirer se porter acquéreurs de ce bois la moindre occasion favorable de le faire; si on a reçu d'autres offres; si, avant la vente, on a donné avis à la ville de Shelburne, et, dans l'affirmative, à quelle date; quelle quantité de bois marchand le gouvernement comptait se trouver sur ce lopin de terre; quelles mesures le gouvernement se propose de prendre en vue de s'assurer de la quantité de bois abattu sur cette propriété; si le gouvernement sait que du bois est actuellement abattu sur cette propriété par une personne ou firme qui coupe du bois marchand sur une propriété privée contiguë à ce lopin de terre; quelles mesures sont prises par le gouvernement afin de s'assurer que le bois abattu sur le lopin de terre en question soit séparé du bois abattu sur la propriété contiguë, afin de

pouvoir connaître exactement les quantité et mesure du premier de ces bois, et si le gouvernement produira une copie de toute la correspondance, des rapports des inspecteurs de bois de coupe et des contrats en rapport avec la vente de ce bois.

Par M. Lemieux:—Ordre de la Chambre,—Relevé faisant connaître à combien de firmes le gouvernement a donné des commandes de bottines pour les différents corps expéditionnaires que l'on équipe actuellement pour le service; quels sont les noms de ces firmes; combien de bottines ont été commandées à chaque firme; combien de bottines ont été livrées, jusqu'à ce jour, par chaque firme; combien de bottines chaque firme a encore à livrer, et quel prix chaque firme reçoit pour ces bottines.

Les ordres de la Chambre qui suivent sont votés:—

Par M. Law:—Ordre de la Chambre,—Copie de tous documents, correspondance et pétitions depuis le 31 octobre 1912, concernant le quai public projeté au havre de Lower-Wood.

Par M. Law:—Ordre de la Chambre,—Copie de toutes listes de paie, correspondance et pièces justificatives concernant les réparations au brise-lames de Jordan, comté de Shelburne, pour lesquelles Leander McKenzie était conducteur de travaux ou contremaître.

Par M. Law:—Ordre de la Chambre,—Copie de tous documents, correspondance, pétitions, etc., concernant une requête de Donald Williams et autres au sujet de la réglementation des rets à trappe à Green-Harbour et les environs.

Par M. Law:—Ordre de la Chambre,—Copie de tous documents, listes de paie, pièces comptables détaillées et correspondance concernant les travaux publics suivants: Brise-lames ou quai à East-Green-Harbour; hangar sur le quai public à Shelburne; et réparations au quai de Gunning-Cove.

Par M. Law:—Ordre de la Chambre,—Copie de tous papiers, lettres et documents concernant la destitution des fonctionnaires suivants, dans le comté de Shelburne, N.-E.: Wm. L. Smith, gardien de phare, Baccaro, N.-E.; J. A. Arechia, maître de havre, Lower-Wood-Harbour, et J. E. Morrison, maître de havre à Shelburne, N.-E.

Par M. Law:—Ordre de la Chambre,—Copie de tous contrats, soumissions, ordres, listes de paie, pièces justificatives, lettres, correspondance, papiers et documents concernant les travaux publics suivants dans le comté de Shelburne: Brise-lames et quai à Frudes-Point, brise-lames et quai à Jordan-East, quai à Shelburne, quai à Port-Clyde, brise-lames à Blanche-Point, quai à Centreville, quai à West-Head, caisson à Mathew's-Lake et creusement du chenal à Round-Bay.

Par M. Law:—Ordre de la Chambre,—Etat indiquant les montants en détail payés à Ward Fisher, de Shelburne, N.-E., inspecteur des pêcheries pour les années 1912 et 1913, à titre de salaire, frais de bureau, dépenses de voyage et toutes autres dépenses.

Par M. Kyte:—Ordre de la Chambre,—Copie de tous télégrammes, correspondance, lettres et pétitions concernant la nomination de Alfred Bishop, comme conducteur des travaux de ferme, ou en toute autre qualité, à la ferme expérimentale de Kentville, N.-E.

Par M. Law:—Ordre de la Chambre,—Copie de tous télégrammes, lettres, correspondance et bordereaux de paie concernant les réparations et autres travaux au brise-lames de Sandford, comté de Yarmouth, N.-E., en 1914.

Par M. Law:—Ordre de la Chambre,—Copie de tous télégrammes, correspondance, lettres et bordereaux de paie concernant la réparation et le rallongement du brise-lames à Bluff-Head, comté de Yarmouth, N.-E., en 1914.

Par M. German:—Ordre de la Chambre,—Copie de toute la correspondance échangée entre le gouvernement ou l'un ou l'autre de ses ministères et MM. P. W. Ellis et Cie, de Toronto, touchant l'achat de fournitures pour le ministère de la Milice depuis le 1er août 1914; chiffre de la commission payée ou promise aux dits P. W. Ellis et Cie, sur l'achat de fournitures pour le ministère de la Milice du Canada, depuis le 1er août 1914, et nature de tous les articles fournis au ministère de la Milice par les dits P. W. Ellis et Cie, soit par voie de vente directe, soit par leur intermédiaire moyennant commission, et de qui ces articles ont été achetés.

Le Bill (No 39) Loi modifiant la Loi du Fonds Patriotique du Canada, 1914,—est lu une deuxième fois, délibéré en comité général, rapporté sans amendement, lu la troisième fois et adopté.

La Chambre reprend alors la suite du débat sur la motion de M. White (Leeds),—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des Voies et Moyens.

Et le débat continuant,—il est ajourné, sur motion de M. Wright.

La Chambre alors s'ajourne à 10.50 p.m.

THOMAS SIMPSON SPROULE,
Orateur.

AVIS DE MOTIONS

M. *Sinclair*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas construit un quai public à Cole-Harbour, comté de Guysborough, N.-E.?

2. Quand le crédit applicable à la construction de ce quai a-t-il été voté en premier lieu par le parlement?

M. *Macdonald*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Qui a le contrat pour le service postal sur la route rurale n° 3, à New-Glasgow, comté de Pictou?

2. Quelle somme lui est payée par année?

* M. *Turriff*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. E. Fisher, registraire de la cour Suprême et de la cour de comté, à Kamloops, C.-B., reçoit-il solde du ministère de la Milice à titre d'officier des Carabiniers royaux à cheval?

2. Quel est son grade?

3. Quel est le chiffre de sa solde quotidienne?

4. Depuis combien de temps reçoit-il solde?

5. Reçoit-il encore une solde du ministère de la Milice?

6. Le ministère de la Milice se propose-t-il de continuer à inscrire M. Fisher sur ses bordereaux de paye?

M. *Ross*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Quel salaire le Dr Woods reçoit-il à titre de médecin des sauvages de la réserve de Middlesex?

2. A-t-il droit à des honoraires en dehors de son salaire régulier? Dans l'affirmative, pour quelle raison?

3. Quel montant lui a été payé depuis le 31 mars 1914?

4. Combien de sauvages se trouvaient sur cette réserve en 1910 et en 1914, respectivement?

5. Quels étaient le salaire et les allocations des agents des sauvages en 1910?

6. Quels sont-ils maintenant?

M. *Marcil* (Bonaventure)—Vendredi prochain—QUESTION—Quelque mesure a-t-elle été prise par le gouvernement sur le rapport de M. Plante, commissaire chargé de faire rapport sur les réclamations produites contre le chemin de fer de la Baie des Chaleurs, le chemin de fer de l'Atlantique au lac Supérieur ou le chemin de fer Québec Oriental, et quelle est cette mesure?

M. *Marcil* (Bonaventure)—Vendredi prochain—QUESTION—Des mesures ont-elles été prises depuis la dernière session régulière du parlement pour l'acquisition ou l'affermage du chemin de fer Québec Oriental et du chemin de fer Atlantique, Québec et Occidental par le ministère des Chemins de fer et Canaux, et quelles sont ces mesures?

M. *Marcil* (Bonaventure)—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il payé le reliquat de la subvention pour les derniers vingt milles du chemin de fer Atlantique et lac Supérieur, de Caplan à Paspébiac?

2. Dans l'affirmative, à qui ce montant a-t-il été payé, quel était le chiffre, quand le paiement a-t-il été fait et qui l'a recommandé?

* M. *Copp*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Combien a coûté l'aménagement fait dans la propriété des *Malleable Iron Works*, à Amherst, N.-E., pour la détention des prisonniers allemands et autrichiens, et à qui cette somme a-t-elle été payée?

2. Quel loyer, ou autre rémunération, est payé pour l'usage de cette propriété, et à qui ce loyer est-il payé?

3. Qui fournit le combustible, les substances alimentaires et autres provisions au personnel de garde et aux prisonniers, et à quels prix?

* M. *Copp*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Quel est le coût estimatif de l'aménagement de la propriété de la *Canadian Car and Foundry Company, Ltd.*, à Amherst, N.-E., pour des fins militaires?

2. Quel loyer, ou autre rémunération, est ou sera payé à cette compagnie pour l'usage de ses ateliers et dépendances?

3. Quelles sont les personnes qui devront fournir l'approvisionnement militaire, y compris les substances alimentaires pour les hommes, le charbon pour le chauffage et la cuisson, le fourrage et autres provisions pour les chevaux, pour les détachemetns qui y auront leurs quartiers, et à quels prix?

4. Est-il vrai que l'on ne peut se procurer des formules de soumissions pour ces différents services qu'en s'adressant au bureau du député du comté de Cumberland, et que, en plus d'une instance, de ces formules de soumission ont été refusées à des personnes qui en demandaient?

5. Le gouvernement sait-il que, en ce qui concerne la fourniture du foin, on a allégué que non seulement on n'a pas permis à des libéraux de présenter une soumission, mais qu'on a averti les amis du gouvernement qu'il ne leur serait adjugé aucune partie du contrat si une partie quelconque du foin à fournir était achetée d'un libéral?

M. *Bourassa*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Pourquoi le bureau de poste de Saint-Romuald n'a-t-il pas été construit à même le montant de $13,000 voté l'année dernière?

2. A quoi la dite somme de $13,000 a-t-elle servi? Quelle partie en a été dépensée, pourquoi et à qui a-t-elle été payée?

M. *Bourassa*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Y a-t-il eu erreur dans les plans de la gare du Marché Champlain, à Québec?

2. Pourquoi a-t-il fallu démolir une partie des travaux du soubassement?

3. Combien ont coûté ces travaux de démolition et de reconstruction et quel est le montant total de la perte résultant de l'erreur, si erreur il y a?

4. Qui est coupable de cette erreur?

M. *Hughes* (King, I.-P.-E.)—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Quelles quantités de boissons spiritueuses (gallons de preuve), y compris l'ale, les vins et les bières, ont été sorties d'entrepôt par chaque particulier, firme ou société incorporée, entre le 6 et le 21 août 1914?

2. Quelle quantité de cigares, de cigarettes et de tabac a été sortie d'entrepôt par chaque particulier, firme ou société incorporée, pendant la période précitée?

M. *Sinclair*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Le contrat pour le transport de la malle entre Guysborough et Canso est-il terminé? S'il en est ainsi, depuis quand?

2. A-t-on demandé des soumissions? Si non, le gouvernement a-t-il l'intention d'offrir ce contrat à la compétition publique?

3. Le contrat a-t-il été adjugé? Dans l'affirmative, à qui et quel en est le chiffre?

4. Le ministère a-t-il reçu des lettres lui demandant de soumettre ce service à la concurrence publique?

5. Quel était le chiffre du contrat antérieur?

6. Si un nouveau contrat n'a pas été conclu, combien coûte le service actuellement et qui en est chargé?

* M. *Ethier*—Vendredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de toutes correspondances, requêtes et autres documents se rapportant à la destitution de Emile Cyr, comme maître de poste de Saint-Hermas.

* M. *Proulx*—Vendredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Etat donnant les noms des employés civils fédéraux et provinciaux servant dans la garde civique en qualité de gardiens de ponts, canaux ou autrement et ayant rang d'officiers et de sous-officiers; le salaire qui leur est payé par leurs gouvernements respectifs en qualité de fonctionnaires civils, et la rémunération qui leur est accordée par le ministère de la Milice?

* M. *Marcil* (Bonaventure)—Vendredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie du rapport du fonctionnaire en charge de l'établissement pour l'élevage du homard à Port-Daniel-Ouest, et du rapport de l'inspecteur qui en a été fait pour la saison de 1914.

* M. *Marcil* (Bonaventure)—Vendredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie des taux de transport de la farine, actuellement en vigueur sur les chemins de fer Québec Oriental et *Atlantic, Quebec and Western*.

* M. *Marcil* (Bonaventure)—Vendredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie des accusations portées contre J. Herbert Sweetman, douanier à Port-Daniel-Centre, Qué., et qui ont amené sa destitution; aussi, copie des accusations portées contre Velson Hone, gardien de phare à Port-Daniel-Ouest, Qué., et qui ont amené sa destitution.

* M. *Hughes* (King, I.-P.-E.)—Vendredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Relevé faisant connaître les noms et les adresses postales de toutes les personnes nommées à des emplois sur le chemin de fer de l'Ile-du-Prince-Edouard, entre le 1er octobre 1911 et le temps présent; avec énumération des emplois auxquels chacune de ces personnes a été nommée.

* M. *Sinclair*—Vendredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous documents, télégrammes, lettres, recommandations, requêtes et autres papiers reçus par le ministère des Postes depuis le 1er janvier 1914 concernant le contrat pour le transport des malles entre Guysborough et Canso, N.-E.

M. *Doherty*—Vendredi prochain—RÉSOLUTION—Qu'un comité spécial, composé de messieurs Meighen, Fowler, McCraney, Gauthier, Sinclair, Guthrie, Fripp, Murphy et l'auteur de cette motion, soit nommé et chargé de s'enquérir et de faire rapport sur les modifications au Code criminel qui ont été ou pourraient être proposées au cours de la présente session du parlement, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes et papiers et documents, d'examiner les témoins sous serment et de faire rapport de temps à autre.

M. *Morphy*—Vendredi prochain—BILL intitulé: "Loi modifiant la Loi des chemins de fer".

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle.	Comités.	Heure.
	Jeudi, 25 février.	
100	Comité spécial *re* Pollution des eaux navigables	10.30 a.m.
100	Bills privés	11 a.m.
211	Chemins de fer, Canaux et Télégraphes	11 a.m.
	Vendredi, 26 février.	
101	Comité spécial *re* Chaussures fournies au ministère de la Milice et de la Défense	10.30 a.m

No 13.

OTTAWA, MERCREDI, 24 FEVRIER 1915.

5e Session, 12e Parlement, 5 George V, 1915

PROCÈS - VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

OTTAWA
Imprimé par J. DE L. TACHÉ
Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi
1915

No 14.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SEANCE DU JEUDI, 25 FEVRIER 1915.

PRIÈRES.

Deux pétitions sont déposées sur la Table.

Le greffier de la Chambre dépose sur la Table le rapport du greffier des pétitions sur les pétitions présentées le 24 du mois courant,—lesquelles sont lues comme suit:—

De Nelson D. Porter, maire, et autres personnes, de la cité d'Ottawa; pour une loi à l'effet d'établir sans délai un bureau national du travail, comme mesure d'urgence en vue de promouvoir le bien-être du peuple, et de favoriser le plus amplement les intérêts de toutes les classes de la société.

De la *Toronto, Hamilton and Buffalo Railway Company;* pour une loi ratifiant et confirmant une certaine convention conclue avec la *Erie and Ontario Railway Company,* et pour d'autres fins.

M. Lancaster, du comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes, présente le deuxième rapport du dit comité, lequel est comme suit:—

Votre comité a fait l'étude du Bill (No 10) Loi concernant la Compagnie du Grand-Tronc de chemin de fer du Canada,—qu'il rapporte sans amendement.

M. Sharpe (Ontario), du comité des Bills Privés, présente le premier rapport du dit comité, lequel est comme suit:—

Votre comité a examiné le Bill (No 15) concernant certains brevets de Duncan Donald McBean, et il fait rapport que le préambule de ce bill n'est pas prouvé, en autant que les brevets en question sont périmés depuis près de cinq ans, et que, de l'avis du comité, on n'a pas fourni de raisons suffisantes pour légitimer leur remise en vigueur.

Votre comité recommande que l'honoraire et les frais en rapport avec ce bill soient remboursés moins le coût de l'impression et de la traduction.

M. Cochrane présente,—Réponse à ordre du 22 février 1915,—Copie de toute correspondance, recommandations, soumissions ou autres papiers, dans le ministère des Chemins de fer et Canaux concernant la fourniture de glace pour l'Intercolonial à Mulgrave, pour l'année 1915.

M. Hughes (Victoria) présente,—Réponse à ordre du 18 février 1915,—Etat indiquant,—

1. Le nombre de camions-automobiles envoyés en Angleterre avec le premier corps expéditionnaire;
2. De qui ils ont été achetés, et par qui manufacturés;
3. Quelle était leur capacité;
4. Quel en a été le prix;
5. Si le gouvernement a retenu les services d'experts pour cet achat, et leurs noms;
6. Si le gouvernement a payé une commission à qui que ce soit en rapport avec cet achat;
7. Si les camions ont donné satisfaction en service, ou en quoi ils ont été trouvés défectueux;
8. Si une commission a été nommée par le ministère de la Milice en rapport avec l'achat de camions-automobiles pour le deuxième contingent et les autres corps expéditionnaires; quels étaient les membres de cette commission et quelle était leur compétence spéciale;
9. Si un M. McQuarrie formait partie de cette commission, et s'il est vrai qu'il était et qu'il est encore un employé de la *Russell Motor Car Co.*, de Toronto;
10. Si un nommé Owen Thomas formait partie de cette commission à titre d'expert, combien lui a été payé, ou combien on doit lui payer, pour ses services, et durant combien de temps on a utilisé ses services;
11. Si M. Thomas reçoit une commission en rapport avec l'achat de camions-automobiles, soit du gouvernement, soit des manufactures;
12. Quelles recommandations ont été faites par la dite commission au ministère de la Milice ou au gouvernement au sujet des achats de camions-automobiles;
13. Si les camions-automobiles ont été achetés, en quel nombre, de qui et à quel prix;
14. S'il est vrai que ces camions ont été achetés de la Compagnie Kelly, de Springfield, Ohio, et dans l'affirmative, si l'on n'aurait pu acheter de manufacturiers canadiens des camions propres au service requis;
15. S'il est vrai que le gouvernement a décidé de s'engager dans la fabrication de camions-automobiles en donnant des commandes de pièces séparées à des fabricants canadiens, et en fournissant ces pièces à des manufacturiers, en Canada, chargés de faire l'assemblage et l'ajustage du camion, et, s'il en est ainsi, est-il vrai que la *Russell Motor Car Co.*, a reçu ou reçoit des commandes pour ces camions;
16. Qui a recommandé M. Thomas au ministre de la Milice ou au gouvernement.

M. Reid (Grenville) présente,—Réponse à ordre du 15 février 1915,—Etat indiquant, si, depuis le 1er août dernier, il a été exporté des articles d'alimentation à des pays d'Europe autres que le Royaume-Uni, la France et la Belgique; leur nature, et à quels pays.

M. Coderre présente,—Réponse à ordre du 11 février 1915,—Copie de la pétition et des papiers, documents et lettres concernant la constitution en corporation de la *Dominion Trust Company*, par une loi spéciale adoptée par le Parlement du Canada en 1912, chapitre 89, 2 George V.

M. White (Leeds) présente,—Réponse à ordre du 11 février 1915,—Copie de toute la correspondance échangée entre l'auditeur général et le ministère de la Milice, ou tout autre ministère, touchant les dépenses faites sous l'opération de la Loi des Crédits de guerre, 1914.

M. White (Leeds) dépose sur la Table,—Copie de toute la correspondance échangée entre le ministre des Finances et l'auditeur général, depuis le 18 août jusqu'à ce jour, au sujet des achats pour les corps expéditionnaires destinés au service au delà des mers, des contrats pour l'armée, et autres achats pour des fins militaires, ou sous l'empire de la Loi du Service de la Marine, 1910, ou en vertu de décrets du conseil concernant les affaires militaires.

Sur motion de M. Middlebro, le deuxième rapport du comité spécial, chargé de faire une enquête au sujet des chaussures fournies au ministère de la Milice et de la Défense, est approuvé.

Les ordres de la Chambre suivants sont votés en vertu du paragraphe 4 de la règle 37:—

Par M. Turriff:—Ordre de la Chambre,—Sommaire faisant connaître, en rapport avec la réponse faite le 15 février à la question posée le 9 février, page 161 des Débats non revisés,—combien a coûté l'ameublement des bureaux du gouvernement dans chacun des dits édifices.

Par M. German:—Ordre de la Chambre,—Relevé faisant connaître si le gouvernement a acheté de la *Canada Cycle and Motor Company* des pneus pour les automobiles destinés au premier contingent canadien, et, dans l'affirmative, quel prix a été payé pour chaque jeu de pneus, et quel nombre a été acheté; si le gouvernement a demandé des prix pour les pneus des camions-automobiles pour le second contingent, et dans l'affirmative, quel prix par jeu a été exigé.

Par M. Michaud:—Ordre de la Chambre,—Relevé faisant connaître le montant d'argent perçu par les sous-percepteurs de douane à Edmundston, Clair, St-Leonard et Green-River, province du Nouveau-Brunswick, au cours de chacun des cinq derniers exercices financiers, et quels ont été les salaires payés chaque année à chacun de ces ports.

Le Bill (No 57) Loi modifiant la Loi du Sénat et de la Chambre des Communes,—est lu une deuxième fois, délibéré en comité général, rapporté avec un amendement, délibéré tel qu'amendé, lu la troisième fois et adopté.

La Chambre reprend alors la suite du débat sur la motion de M. White (Leeds),—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des Voies et Moyens.

Et le débat se continuant,—il est ajourné, sur motion de M. Pugsley.

La Chambre alors s'ajourne à 10.07 p.m.

THOMAS SIMPSON SPROULE,
Orateur.

AVIS DE MOTIONS

* M. *Murphy*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il nommé quelqu'un pour faire une enquête sur les opérations et l'administration de la *Dominion Trust Company*, tel que prescrit par l'article 70 de la Loi des compagnies fiduciaires, 4-5 Geo. V, chap. 55?
2. Dans l'affirmative, quelle est la date de la nomination, le nom de l'enquêteur et la portée de l'enquête projetée?

* M. *Murphy*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Pendant les derniers huit mois des chevaux ont-ils été achetés dans les Etats-Unis par ou pour le gouvernement?
2. Dans l'affirmative, quel nombre et quel prix a été payé par tête?
3. De qui ont-ils été achetés?
4. A quelles fins ont-ils servi après leur achat?
5. Quels sont les noms et adresses des personnes qui ont fait les achats?

M. *Graham*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il accordé à la *Collingwood Ship Building Company* un contrat pour construire une barge?
2. S'il en est ainsi, le contrat contient-il la clause généralement désignée sous le nom de " clause des gages raisonnables " dans les statuts?
3. Quels sont les gages inscrits dans cette liste des gages?

M. *Sinclair*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Une demande a-t-elle été faite aux fins que l'on établisse un bureau de mandats-poste à East-Erinville, comté de Guysborough, N.-E.?
2. S'il en est ainsi, la demande a-t-elle été agréée?
3. Si la demande n'a pas été accordée, quelle en est la raison?

* M. *Sinclair*—Lundi prochain—QUESTION—Le gouvernement se propose-t-il de pourvoir au cours de la présente session à la construction d'un chemin de fer d'embranchement dans le comté de Guysborough, N.-E.?

M. *Boyer*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quels sont les actionnaires de la nouvelle fabrique d'obus à Lévis, Qué.?
2. Un contrat a-t-il été donné à cette compagnie par les autorités impériales?

M. *Boyer*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Monsieur J. N. Ducharme, de Montréal, a-t-il obtenu du ministère de la Milice un contrat pour fourniture de selles?
2. Dans l'affirmative, pour quel montant? A quelle date?

* Sir *Wilfrid Laurier*—Lundi prochain—QUESTION—En rapport avec la Loi des Crédits de guerre, 1914, adoptée à la session spéciale du parlement tenue au mois d'août 1914 et qui pourvoyait aux moyens de subvenir aux dépenses nécessitées pour les fins suivantes:—

a) la défense et la sécurité du Canada;

b) la conduite des opérations navales et militaires au Canada et en dehors du Canada;

c) encourager la continuation du commerce, de l'industrie et des communications d'affaires soit au moyen d'assurance ou d'indemnité contre les risques de la guerre ou autrement; et

d) la mise à exécution de toutes mesures que le Gouverneur en conseil juge nécessaires ou à propos en conséquence de l'existence d'un état de guerre;

1. Le gouvernement a-t-il jugé à propos ou judiciaire de dépenser une partie quelconque de ces crédits pour des objets autres que ceux qui sont mentionnés dans les trois premiers paragraphes plus haut cités?

2. S'il en est ainsi, quelles dépenses extraordinaires a-t-on eu ou a-t-on l'intention de solder à même ces crédits?

M. *Martin* (Régina)—Lundi prochain—QUESTION—

1. T. A. Anderson a-t-il été employé par le gouvernement à une époque quelconque en 1912, 1913, 1914 et 1915?

2. Est-il encore ainsi employé?

3. Quelle est la date de sa nomination, en quelle qualité est-il employé, et quel est son salaire ou sa rémunération?

M. *Martin* (Régina)—Lundi prochain—QUESTION—Quel montant de droits régaliens le gouvernement a-t-il perçu sur le charbon dans le province de la Saskatchewan et dans celle de l'Alberta, respectivement, chacune des années de 1906 à 1914 inclusivement?

M. *Martin* (Régina)—Lundi prochain—QUESTION—Quel montant d'argent a été payé par le gouvernement pour annonces et impressions, chacune des années 1912, 1913 et 1914, aux journaux suivants: *Regina Province, Moosejaw News, Saskatchewan Star* et *Prince Albert Herald*?

M. *Martin* (Régina)—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quelles propriétés ont été achetées par le gouvernement dans la ville de Prince-Albert depuis le 1er janvier 1912?

2. De qui ont-elles été achetées?

3. Quel en est le prix total, et le prix par pied, dans chaque cas?

4. Pour quelles fins ont-elles été achetées?

5. Quelles est la date de chaque achat?

M. *Martin* (Régina)—Lundi prochain—QUESTION—

1. Depuis le 1er anvier 1912, quelles propriétés ont été acquises par le gouvernement dans la cité de Moosejaw?

2. Quels ont été le prix global et le prix par pied payés pour chacune de ces propriétés?

3. Dans quel but chacune de ces propriétés a-t-elle été acquise?

4. De qui ont-elles été achetées?

5. Quelle a été la date de chaque achat?

M. *Martin* (Régina)—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quelles propriétés ont été acquises par le gouvernement dans la cité de Saskatoon, depuis le 1er janvier 1912?

2. De qui ont-elles été achetées?

3. Quels ont été le prix global et le prix par pied payés pour chacune de ces propriétés?

4. Quelle a été la date de chaque achat?

5. Pour quelles fins, chacune de ces propriétés a-t-elle été achetée?

M. *McCraney*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quelle a été l'évaluation par le ministère des Douanes des instruments agricoles qui suivent, et quel a été le droit imposé sur chacun de ces articles avant le 21 septembre 1911: Défonceuses, charrues polysocs, herses, rouleaux-tasseurs, semoirs, cultivateurs, moissonneuses, lieuses (8 pieds), vanneuses, rateaux à foin (10 pieds), faucheuses, wagons de ferme, sleighs, distributeurs d'engrais, locomobiles et batteuses?

2. Quelle est ou quelle sera l'évaluation de chacun de ces articles, et quel droit est ou sera imposé sur chacun d'eux, depuis le récent discours prononcé par le ministre des Finances sur le budget?

M. *Copp*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le ministère de la Milice a-t-il acheté, depuis la déclaration de guerre, des chevaux dans le comté de Westmorland?

2. S'il en est ainsi, de qui ces chevaux ont-ils été achetés et quel en a été le prix?

3. Qui a été l'agent acheteur?

M. *Graham*—Lundi prochain—QUESTION—

1. A-t-on commencé les travaux du tunnel projeté en rapport avec les *termini* du National Transcontinental en la cité de Québec?

2. S'il en est ainsi, quelle somme a été dépensée pour ces travaux jusqu'au 31 décembre 1914?

M. *Graham*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il acheté ce que l'on désigne communément sous le nom de tronçon de Saint-Malo, près Québec?

2. S'il en est ainsi, quel en a été le prix?

3. Un contrat a-t-il été adjugé pour la réfection ou la réparation de cette ligne ou d'une partie quelconque d'icelle?

4. S'il en est ainsi, quel est le coût estimatif de ces réparations?

M. *Buchanan*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quand W. A. Gibbons et A. B. Pipes ont-ils été nommés dans le service des douanes à Lethbridge?

2. Quand ont-ils été destitués et pour quelle raison?

3. Combien de fonctionnaires de ce bureau dont les services ont été maintenus ont été nommés après les nominations de MM. Gibbons et Pipes?

4. Pourquoi MM. Gibbons et Pipes ont-ils été renvoyés du service alors que des fonctionnaires plus récemment nommés ont été continués à leur poste?

M. *Buchanan*—Lundi prochain—QUESTION—Quelles sont les quantités de charbon bitumineux et de charbon anthracite reçues des Etats-Unis aux ports de Fort-William et de Port-Arthur, au cours des années 1912, 1913 et 1914, respectivement?

M. *MacNutt*—Lundi prochain—QUESTION—Quelle est l'évaluation, par le ministère des Douanes, des instruments agricoles suivants importés pendant l'année expirée le 31 mars 1914, et quel droit a été perçu sur chaque classe: défonceuses, charrues-polysocs, herses, herses à disques, rouleaux-tasseurs, semoirs, cultivateurs, moissonneuses, lieuses (8 pieds), vanneuses, râteaux à foin, faucheuses, wagons de ferme, sleighs, distributeurs d'engrais, locomobiles et batteuses?

M. *Macdonald*—Lundi prochain—QUESTION—Quels sont les noms des personnes de qui des chevaux ont été achetés, pour des fins militaires, dans le comté de Pictou, au cours des années 1914 et 1915, et quel a été le prix de chaque cheval?

* M. *Warnock*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous télégrammes, lettres, papiers, documents, preuve et rapports concernant la destitution de Charles H. Marshall, maître de poste à Nanton, Alta.

* M. *Copp*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous télégrammes, lettres, correspondance et rapports concernant l'achat du chemin de fer *New Brunswick and Prince Edward Island,* entre Sackville et Cap-Tormentine, comté de Westmorland.

Sir *Wilfrid Laurier*—Lundi prochain—ADRESSE—Copie de tous décrets du conseil édictés depuis la clôture de la session d'août au sujet de la dépense des cinquante millions de piastres votés pour les services de guerre.

M. *Copp*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous documents, requêtes, lettres, communications, etc., se rapportant à la destitution de Leonard Hutchinson, gardien-chef du pénitencier de Dorchester.

M. *Roche*—Lundi prochain—BILL intitulé: "Loi modifiant la Loi minière du Yukon".

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle.	Comités.	Heure
	Vendredi, 26 février.	
101	Comité spécial *re* Chaussures fournies au ministère de la Milice et de la Défense	10.30 a.m
	Lundi, 1er mars.	
100	Comité spécial *re* Pollution des eaux navigables	11 a.m.
	Mardi, 2 mars.	
211	Chemins de fer, Canaux et Télégraphes	11 a.m.

No 14.

OTTAWA, JEUDI, 25 FEVRIER 1915.

5e Session, 12e Parlement, 5 George V, 1915

PROCÈS-VERBAUX
DE LA
CHAMBRE DES COMMUNES

OTTAWA
Imprimé par J. DE L. TACHÉ
Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi
1915

No 15.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SEANCE DU VENDREDI, 26 FEVRIER 1915.

PRIÈRES.

Deux pétitions sont déposées sur la Table.

Le greffier de la Chambre dépose sur la Table le rapport du greffier des pétitions sur les pétitions présentées le 25 du mois courant,—lesquelles sont lues comme suit:—

De T. B. Darling et autres, de Kingston et autres lieux, Ont.; demandant que la Chambre adopte sans délai quelque mesure législative prohibant l'exportation du nickel sous toute forme quelconque pendant la durée de la guerre actuelle.

De Thomas Underwood et autres, directeurs provisoires de la Banque d'Alberta; pour une loi prorogeant à deux ans à compter du 3 avril 1915, le délai pendant lequel le Conseil du Trésor peut émettre un certificat leur permettant de commencer leurs opérations, et à d'autres fins.

Gédéon Rochon, écr, député du district électoral de Terrebonne, ayant préalablement prêté serment conformément à la loi et signé le rôle qui le contient, prend son siège en Chambre.

Sur motion de M. Doherty, il est résolu,—Qu'un comité spécial, composé de MM. Meighen, Fowler, McCraney, Gauthier, Sinclair, Guthrie, Fripp, Murphy et l'auteur de cette motion, soit nommé et chargé de s'enquérir et de faire rapport sur des modifications au Code criminel qui ont été ou pourraient être proposées au cours de la présente session du Parlement, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes et papiers et documents et de faire rapport de temps à autre.

M. Coderre présente,—Réponse à ordre du 16 février 1914,—Copie de tous télégrammes, correspondance, requêtes et documents de toutes sortes se rapportant, de quelque manière que ce soit, à la construction projetée d'une salle d'exercices ou arsenal dans la ville d'Inverness, comté d'Inverness, Nouvelle-Ecosse.

M. Rogers dépose devant la Chambre,—Copie certifiée d'un rapport du comité du Conseil privé approuvé par Son Altesse Royale le Gouverneur général le 23 janvier 1915, relativement à l'allocation de séparation à accorder aux personnes dont les soldats du premier corps expéditionnaire au delà des mers étaient les soutiens.

Il dépose aussi devant la Chambre,—Copie certifiée d'un rapport du comité du Conseil privé approuvé par Son Altesse Royale le Gouverneur général le 28 janvier 1915, relativement aux requêtes présentées par les soldats qui se sont enrôlés pour service actif au delà des mers à l'effet qu'il leur soit permis de se marier et de faire inscrire les noms de leurs femmes sur la liste des personnes ayant droit à l'allocation de séparation.

Avec le consentement de la Chambre,

M. Doherty propose,—Que l'ordre No 6 des Bills et Ordres publics soit appelé maintenant.—Adopté.

En conséquence, l'ordre No 6 est lu comme suit:—

"La Chambre en comité sur le Bill (No 19) Loi modifiant le Code criminel.—M. *McCraney.*"

Sur motion de M. Doherty, le dit ordre est rescindé et le bill est référé au comité spécial chargé de s'enquérir et de faire rapport sur les modifications au Code criminel qui ont été ou pourraient être proposées au cours de la présente session du Parlement.

Avec la permission de la Chambre,

M. Doherty propose,—Que l'ordre No 7 des Bills et Ordres publics soit maintenant appelé.—Adopté.

L'ordre No 7 est en conséquence lu comme suit:—

"La Chambre en comité sur le Bill (No 40) Loi modifiant le Code criminel.—M. *Sinclair.*"

Sur motion de M. Doherty, le dit ordre est rescindé, et le bill est référé au comité spécial chargé de s'enquérir et de faire rapport sur les modifications au Code criminel qui ont été ou pourraient être proposées au cours de la présente session du Parlement.

Sur motion de M. White (Leeds),—il est résolu,—Qu'il est opportun, en conformité des dispositions de l'article 4 de la loi sanctionnée le vingt-deuxième jour du mois d'août 1914, intitulée: *Loi ayant pour objet de conserver les intérêts commerciaux et financiers du Canada,* de prolonger la mise en vigueur de la Proclamation, selon la teneur suivante, publiée le cinquième jour de septembre 1914, dans l'Officiel du Canada:—

ARTHUR.

CANADA.

GEORGES CINQ, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner,—SALUT:

PROCLAMATION.

E. L. NEWCOMBE,
Sous-ministre de la Justice,
Canada.

ATTENDU que, dans et par l'article 4 de la loi du Parlement du Canada, adoptée durant la cinquième année de Notre règne et intitulée: *Loi ayant pour objet de conserver les intérêts commerciaux et financiers du Canada*, il est établi entre autres choses que dans les cas de guerre, invasion, émeute ou insurrection, réelle ou appréhendée, et dans les cas de crises financières, réelles ou appréhendées, Notre Gouverneur en conseil peut, par proclamation publiée dans la *Gazette du Canada*,—

(*a*) autoriser des avances aux banques chartées et aux banques d'épargnes auxquelles s'applique la *Loi des banques d'épargnes de Québec, 1913*, par l'émission de billets du Dominion sur le nantissement de valeurs, déposées entre les mains de Notre dit ministre, de telles espèces et de tel montant que le Conseil de la Trésorerie peut approuver, ces avances devant être remboursées à tel temps que le conseil peut déterminer, avec intérêt au taux également déterminé par le conseil d'au moins cinq pour cent par année;

(*b*) autoriser les banques chartées à effectuer leurs paiements en billets de banques émis par ces banques au lieu de les effectuer en or ou en billets du Dominion, mais le montant total des billets d'aucune banque chartée en circulation en aucun temps ne doit dépasser le montant des billets qu'elle peut émettre sous le régime de la *Loi des Banques* et de l'alinéa (*c*) du paragraphe suivant;

(*c*) autoriser les différentes banques chartées à émettre un excédent de circulation à compter du premier jour de mars d'une année quelconque inclusivement jusqu'au dernier jour d'août suivant, inclusivement, ou durant toute partie de cette période, jusqu'à concurrence de montants ne dépassant pas quinze pour cent de l'ensemble du capital intact et du fonds de réserve des banques respectives, tels qu'énoncés dans leurs rapports statutaires mensuels respectifs à Notre dit ministre pour le mois qui précède immédiatement celui dans lequel est émis le montant supplémentaire;

(*d*) suspendre le rachat des billets du Dominion en numéraire,—

SACHEZ DONC, que par et avec l'avis de Notre Conseil privé pour le Canada, Nous proclamons et décrétons par les présentes que dès et à compter de la publication de Notre présente proclamation dans la *Gazette du Canada*, les dits arrêtés en conseil seront révoqués; et de plus Nous déclarons et proclamons comme suit, que,—

(*a*) faire des avances aux banques chartées et aux banques d'épargnes auxquelles s'applique la *Loi des banques d'épargnes de Québec, 1913*, par l'émission de billets du Dominion sur le nantissement de valeurs, tel que prescrit dans la dite loi, soit autorisé;

(*b*) les banques chartées soient autorisées, subordonnément aux dispositions et limitations énoncées dans la dite loi à effectuer des paiements en billets de banque émis par ces banques au lieu de les faire en or ou en billets du Dominion;

(*c*) les diverses banques chartées soient autorisées à émettre un excédent de circulation, tel que défini dane la dite loi à compter du premier jour de mars 1915, inclusivement, jusqu'au dernier jour d'août 1915, inclusivement; et

(*d*) le rachat en or des billets du Dominion par le Receveur général du Canada soit suspendu, subordonnément aux dispositions de la dite loi, à compter de la date de la publication de Notre présente proclamation dans la *Gazette du Canada*.

De ce qui précède Nos féaux sujets et tous ceux que les présentes peuvent concerner, sont par les présentes requis de prendre connaissance et d'agir en conséquence.

EN FOI DE QUOI Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. TÉMOIN, Notre Très cher et Bien-aimé Oncle et Très fidèle Conseiller le Feld-maréchal Son Altesse Royale le Prince ARTHUR WILLIAM PATRICK ALBERT, Duc de Connaught et Strathearn, comte de Sussex (dans la pairie du Royaume-Uni); Prince du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Duc de Saxe, Prince de Saxe-Cobourg et Gotha; Chevalier de Notre Ordre Très noble de la Jarretière; Chevalier de Notre Ordre Très ancien et Très noble du Chardon; Chevalier de Notre Ordre Très illustre de Saint-Patrice; l'un de Notre Très honorable Conseil privé; Grand Maître de Notre Ordre Très honorable du Bain; Chevalier Grand Commandeur de Notre Ordre Très exalté de l'Etoile de l'Inde; Chevalier Grand-Croix de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges; Chevalier Grand Commandeur de Notre Ordre Très éminent de l'Empire Indien; Chevalier Grand-Croix de l'Ordre Royal de Victoria; Notre Aide-de-camp personnel; Gouverneur général et Commandant en chef de Notre Puissance du Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre CITÉ D'OTTAWA, ce TROISIÈME jour de SEPTEMBRE, en l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent quatorze, et de Notre Règne la cinquième.

Par ordre,

P. PELLETIER,
Sous-secrétaire d'Etat suppléant.

La Chambre se forme de nouveau en comité des Subsides.

(En comité.)

Les résolutions suivantes sont adoptées:—

III.—GOUVERNEMENT CIVIL.

23	Ministère du Travail—	
	Traitements	53,112 50
	Dépense casuelle	15,000 00

XXIX.—TRAVAIL.

285	Loi de la conciliation et du travail, y compris publication, impression, reliure et distribution de la *Gazette du Travail*, allocation aux correspondants et services auxiliaires des commis à la préparation des statistiques	35,000 00

Et la Chambre continuant de siéger en comité;

A six heures p.m., M. l'Orateur prend le fauteuil et le quitte pour le reprendre à huit heures p.m.

Huit heures p.m.

(L'ordre pour bills privés est appelé en vertu de la règle 25.)

M. Hendreson propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité général sur les bills privés, en vertu de la règle 109.—Adopté.

Les bills suivants sont délibérés en comité général, rapportés sans amendement, lus la troisième fois, et adoptés, savoir:—

Bill (No 4) Loi concernant l'*Alberta Central Railway Company.*
Bill (No 5) Loi concernant l'*Athabasca and Grande Prairie Railway Company.*
Bill (No 6) Loi concernant la *Brantford and Hamilton Electric Railway Company.*
Bill (No 7) Loi concernant la *British Columbia and White River Railway Company.*
Bill (No 23) Loi concernant la *James Bay and Eastern Railway Company.*
Bill (No 25) Loi concernant la *South Ontario Pacific Railway Company.*
Bill (No 26) Loi concernant la compagnie dite *The Southern Central Pacific Railway Company.*
Bill (No 9) Loi concernant la Compagnie du chemin de fer *Essex Terminal.*
Bill (No 13) Loi concernant la Compagnie du chemin de fer de Montréal et des Comtés du Sud.
Bill (No 21) Loi concernant la *Canadian Northern Ontario Railway Company.*
Bill (No 22) Loi concernant la *Canadian Northern Quebec Railway Company.*
Bill (No 24) Loi concernant la *Ottawa and New York Railway Company.*
Bill (No 10) Loi concernant la Compagnie du Grand-Tronc de chemin de fer du Canada.

Les bills suivants sont lus une deuxième fois et référés à leurs comités respectifs, comme suit:—

Comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes:

Bill (No 49) Loi concernant la *Calgary and Fernie Railway Company.*
Bill (No 50) Loi concernant la *Canadian Western Railway Company.*
Bill (No 51) Loi concernant la *Kettle Valley Railway Company,* et à l'effet de ratifier et confirmer une convention avec la *Vancouver, Victoria and Eastern Railway and Navigation Company.*
Bill (No 52) Loi concernant la Compagnie du canal de Montréal à Ottawa et la baie Georgienne.
Bill (No 54) Loi concernant la *Toronto Terminals Railway Company.*
Bill (No 55) Loi constituant en corporation la *Vancouver Terminal Railway Company.*
Bill (No 60) Loi constituant en corporation la *Entwistle and Alberta Southern Railway Company.*
Bill (No 61) Loi concernant la *Simcoe, Grey and Bruce Railway Company.*

Comité des Banques et du Commerce:

Bill (No 48) Loi constituant en corporation la *Austral Insurance Company.*
Bill (No 53) Loi constituant en corporation *The Marcil Trust Company.*
Bill (No 58) Loi concernant *The Casualty Company of Canada.*
Bill (No 59) Loi concernant la *Empire Life Insurance Company of Canada.*

Le comité des Subsides reprend alors le cours de ses délibérations.

Les résolutions suivantes sont adoptées:—

XXIX.—TRAVAIL.

286	Loi des enquêtes en matières de différends industriels	20,000 00
287	Loi des enquêtes au sujet des coalitions	5,000 00
288	Enseignement technique et industriel	2,500 00
289	Inspection des constructions de chemins de fer	10,000 00
290	Subvention à l'Association internationale de législation ouvrière	500 00

III.—GOUVERNEMENT CIVIL.

14	Ministère du Revenu de l'Intérieur—	
	Traitements	142,812 50
	Dépense casuelle	13,000 00

Résolutions à rapporter.

Rapport à recevoir,—le comité devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre s'ajourne alors à 10.37 p.m., jusqu'à lundi prochain.

THOMAS SIMPSON SPROULE,
Orateur.

AVIS DE MOTIONS

M. *Delisle*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Est-il à la connaissance du ministre ou du département de la Milice qu'un certain nombre de chevaux achetés pour le contingent à Valcartier étaient tellement impropres au service qu'il a fallu les noyer dans la rivière Jacques-Cartier?

2. Combien de chevaux sont morts pendant la durée du camp à Valcartier?

3. Qu'a-t-on fait de ces chevaux morts?

M. *Delisle*—Lundi prochain—QUESTION—Est-il à la connaissance du gouvernement que M. Charles Napoléon Dorion, avocat *pratiquant* dans la ville de Québec, retire un salaire, comme employé civil au bureau de poste de la Haute-Ville à Québec?

M. *Delisle*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le département du Commerce a-t-il envoyé la réponse suivante au secrétaire de la compagnie de Métabetchouan, Québec?

OTTAWA, Jan. 21st 1915.

"La Cie de Métabetchouan,
"Quebec, Que.

"WEEKLY REPORTS.

"DEAR SIR,—In reply to your postcard of the 9th instant, I regret that I am unable to comply with your request, as the weekly report is not printed in French.

"Your faithfully,
R. GRIGG,
Commissioner of Commerce.

2. Si oui, le ministre peut-il donner une raison pourquoi ce rapport hebdomadaire n'est pas imprimé en français?

M. *Molloy*—Lundi prochain—QUESTION—

1. L. H. Fournier, de Winnipeg, est-il à l'emploi du gouvernement?

2. Dans l'affirmative, quand a-t-il été nommé? Quel est son salaire, et quels sont ses fonctions?

3. Qui l'a recommandé?

M. *Molloy*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le ministère des Chemins de fer sait-il qu'il est rumeur que la police provinciale du Manitoba a prohibé la libre circulation sur le pont du chemin de fer de la Baie d'Hudson sur la rivière Saskatchewan, à Le-Pas, empêchant par là l'accès aux camps de la construction le long de la voie ferrée, pendant la période de temps écoulé entre le 22 juillet et le ou vers le 28 juillet 1914?

2. Un ordre ou des instructions ont-ils été donnés par le gouvernement ou le ministère autorisant ce procédé? Dans l'affirmative, dans quel but en a-t-on agi ainsi?

M. *Chisholm* (Antigonish)—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien de thermomètres cliniques ont été achetés de M. T. A. Brownlee, d'Ottawa, droguiste?

2. A quelle date M. Brownlee a-t-il livré ces thermomètres cliniques au gouvernement?

3. A quelle date le gouvernement a-t-il soldé cet achat?

4. A quelle date M. Brownlee a-t-il remboursé au gouvernement la moitié du prix qu'il avait reçu?

5. Quels sont les noms des particuliers qui ont offert en vente au gouvernement de ces thermomètres cliniques?

6. A quelle date le gouvernement a-t-il reçu ces offres de la part de particuliers?

7. A quel prix ces particuliers offraient-ils de vendre ces thermomètres?

M. *Pardee*—Lundi prochain—QUESTION—James P. Jaffray est-il actuellement employé comme agent d'immigration à Philadelphie, E.-U.? Dans l'affirmative, à quel salaire, et quelles sont ses fonctions?

M. *Douglas*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien ont coûté les claques fournies aux troupes tant en Angleterre qu'en Canada?

2. Quel escompte pour vente à terme ou au comptant a été accordé par les négociants qui ont fourni ces articles?

3. Quels sont les noms de ces négociants?

* M. *Copp*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien le gouvernement a-t-il payé pour la construction d'une route allant de la propriété de l'Intercolonial, à Sackville, N.-B., au nouveau quai du même endroit?

2. A quelles personnes les différentes sommes ont-elles été payées? Quelle part de la besogne ou de l'ouvrage a été accomplie par chacune des personnes qui ont reçu cet argent?

3. Qui a surveillé les travaux?

4. Qui a recommandé l'emploi de ce surveillant?

M. *Stevens*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il étudié la proposition d'établir un bureau national du travail par le gouvernement?

2. S'il en est ainsi, quelle décision a-t-elle été prise?

3. Dans la négative, le gouvernement prendra-t-il les moyens nécessaires pour présenter une loi à cet effet à la prochaine session du parlement?

M. *Lachance*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il acheté du Canadien-Nord, ou de toute autre partie, une voie de chemin de fer pour l'usage du chemin de fer National Transcontinental dans la vallée de la rivière Saint-Charles, Québec?

2. Dans l'affirmative, quand et pour quel prix?

3. Quelle est la longueur de cette voie telle qu'achetée?

4. Cette voie joignait-elle alors, à ses extrémités, celle du Transcontinental, et, si non, combien de mille y ont été ou devront y être ajoutés pour opérer cette jonction, et dans quels endroits ou paroisses se fera cette jonction?

5. Le vendeur de cette voie s'est-il réservé pour lui-même ou pour d'autres des droits sur cette voie, et, si oui, quels droits ou privilèges?

6. Quel est le degré des courbes et des pentes sur cette voie achetée?

M. *Boulay*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quels sont les noms des employés de langue anglaise du département de l'Immigration, à Québec, qui ne parlent pas français?

2. Quels sont les noms des employés du même département qui ne parlent pas l'anglais?

* M. *Maclean* (Halifax)—Lundi prochain—ADRESSE—Copie de tous documents, correspondance, plaintes, preuve, décisions et décrets du conseil au sujet de la destitution de John Thomas, maître de poste de Hammond's-Plains, comté de Halifax, N.-E.

* M. *Maclean* (Halifax)—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de toutes résolutions reçues par le ministère du Travail ou par quelqu'autre ministère, de la part d'organisations ouvrières, de manufacturiers, d'associations ou autres corps organisés, au sujet du ministère du Travail depuis octobre 1911.

* M. *Maclean* (Halifax)—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous documents, correspondance, annonces, soumissions, comptes et pièces comptables concernant le rallongement du brise-lames, à Prospect, comté de Halifax, N.-E.

* M. *Maclean* (Halifax)—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Etat donnant les noms et adresses postales de toutes les personnes auxquelles a été payée la gratification pour service lors de l'invasion fénienne, dans le comté de Halifax, jusqu'à date.

* M. *Maclean* (Halifax)—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous documents, annonces, soumissions, contrats, pièces comptables et correspondance concernant l'établissement d'un service par bateaux traversiers entre Halifax et Dartmouth, N.-E., pour les employés du ministère de la Marine et des Pêcheries résidant à Halifax, N.-E.

* M. *Copp*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous mémoires, requêtes, lettres, télégrammes, communications et rapports touchant la construction d'une route conduisant au nouveau quai, à Sackville, N.-E.;—aussi, concernant la construction d'un tronçon ou d'une voie subsidiaire, à Sackville, reliant l'Intercolonial et le dit quai.

* M. *Maclean* (Halifax)—Lundi prochain—ADRESSE—Copie de toute la correspondance échangée avec les autorités impériales au sujet de prêts par le Trésor impérial au gouvernement canadien.

M. *Chisholm* (Inverness)—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous télégrammes, lettres, pétitions, rapports et bordereaux de paie se rattachant aux deniers payés, avec la date de chaque paiement, pour réparations au quai de Margaree; aux jetées de Grand-Etang; au quai de Port-Hood; aux jetées de Saint-Joseph; au quai de Pleasant-Bay, et au port d'Inverness, depuis le 1er octobre 1911 jusqu'à date.

M. *Chisholm* (Inverness)—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Etat donnant le nombre de milles de lignes télégraphiques établies dans le comté d'Inverness, ainsi que leur situation, chaque année, depuis 1896 jusqu'à date, et le coût de chaque ligne.

M. *Chisholm* (Inverness)—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Etat indiquant la quantité de dragage fait dans le comté d'Inverness, depuis 1896 jusqu'à date, les localités où ces travaux ont eu lieu, et la somme des travaux dans chaque localité, les dates auxquelles ces travaux ont été faits et leur coût dans chaque cas.

M. *Chisholm* (Inverness)—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Etat donnant le montant des subventions de chemins de fer payées dans le comté d'Inverness, depuis 1896 jusqu'à présent, et les dates de ces paiements.

M. *Chisholm* (Inverness)—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous télégrammes, lettres, pétitions, rapports, recommandations et documents de toute nature concernant l'achat d'un terrain pour un édifice public à Port-Hawkesbury, et l'érection d'un édifice public sur ce terrain.

M. *Lewis*—Lundi prochain—RÉSOLUTION—Que, attendu que le courant venant des mers polaires entraîne la glace et des montagnes de glace dans le golfe Saint-Laurent par la voie du détroit de Belle-Isle, ce qui cause des brouillards dans ce golfe et est propre à retarder le printemps et avancer l'hiver le long des rivages du golfe; attendu que ce détroit a moins de dix milles de largeur à sa partie la plus étroite, la profondeur de l'eau à cet endroit étant moindre que 35 brasses, et ce seulement sur une faible distance dans le chenal; attendu que les rivages de ce détroit sont composés de roc pouvant facilement être miné,—cette Chambre croit que ce détroit devrait être fermé de manière à empêcher le passage de la glace et des montagnes de glace, mais de manière à ne pas créer d'obstacle au passage des navires allant soit vers l'est soit vers l'ouest, et que l'on utilise pour cette fin le travail des criminels, des chemineaux qui ne veulent pas travailler et les ennemis étrangers pour le temps où ils seront prisonniers.

AFFICHAGE DES BILLS PRIVÉS

Les bills suivants ont, ce 26 février, été affichés comme devant être pris en considération par leurs comités respectifs, vendredi, le 5 mars, ou après, savoir:—

Comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes:

Bill (No 49) Loi concernant la *Calgary and Fernie Railway Company.*

Bill (No 50) Loi concernant la *Canadian Western Railway Company.*

Bill (No 51) Loi concernant la *Kettle Valley Railway Company,* et à l'effet de ratifier et confirmer une convention avec la *Vancouver, Victoria and Eastern Railway and Navigation Company.*

Bill (No 52) Loi concernant la Compagnie du canal de Montréal à Ottawa et la baie Georgienne.

Bill (No 54) Loi concernant la *Toronto Terminals Railway Company.*

Bill (No 55) Loi constituant en corporation la *Vancouver Terminal Railway Company.*

Bill (No 60) Loi constituant en corporation la *Entwistle and Alberta Southern Railway Company.*

Bill (No 61) Loi concernant la *Simcoe, Grey and Bruce Railway Company.*

Comité des Banques et du Commerce:

Bill (No 48) Loi constituant en corporation la *Austral Insurance Company.*

Bill (No 53) Loi constituant en corporation *The Marcil Trust Company.*

Bill (No 58) Loi concernant *The Casualty Company of Canada.*

Bill (No 59) Loi concernant la *Empire Life Insurance Company of Canada.*

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle.	Comités.	Heure
	Lundi, 1er mars.	
100	Comité spécial *re* Pollution des eaux navigables	11 a.m.
	Mardi, 2 mars.	
101	Comité spécial *re* Chaussures fournies au ministère de la Milice et de la Défense	10.30 a.m
211	Chemins de fer, Canaux et Télégraphes	11 a.m.
	Mercredi, 3 mars.	
101	Banques et Commerce	11 a.m.

No 15.

OTTAWA, VENDREDI, 26 FEVRIER 1915.

5e Session, 12e Parlement, 5 George V, 1915

PROCÈS - VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

OTTAWA
Imprimé par J. DE L. TACHÉ
Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi
1915

No 16.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SEANCE DU LUNDI, 1ER MARS 1915.

PRIÈRES.

Sept pétitions sont déposées sur la Table.

Le greffier de la Chambre dépose sur la Table le rapport du greffier des pétitions sur les pétitions présentées le 26 du mois courant,—lesquelles sont lues comme suit:—

D'Albert Edwin Gordon, de Toronto, Ont.; pour une loi de divorce avec sa femme Edna Gertrude Gordon (*née* Young).

D'Alexander McIntyre, de Toronto, Ont.; pour une loi de divorce avec sa femme Elizabeth McIntyre (*née* Kennedy).

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur la Table le septième rapport de l'examinateur des pétitions, lequel est comme suit:—

Conformément à la règle 96, paragraphe 2, l'examinateur des pétitions pour bills privés a l'honneur de présenter ce qui suit comme son septième rapport:—

Votre examinateur a dûment examiné les pétitions suivantes pour bills privés et constate que toutes les prescriptions de la règle 91 ont été remplies en la matière:—

De John J. Seitz et autres; pour une charte sous le nom de la *Catholic Truth Society of Canada.*

De la compagnie dite *The Mills Equipment Company, Limited;* pour une loi autorisant l'importation, pendant la guerre actuelle, des articles d'équipement militaire couverts par le brevet canadien No 104,915.

De la *Toronto, Hamilton and Buffalo Railway Company;* pour une loi ratifiant et confirmant une certaine convention conclue avec la *Erie and Ontario Railway Company.*

De la Banque d'Alberta; pour une loi prorogeant le délai pendant lequel le Conseil du Trésor peut émettre un certificat leur permettant de commencer leurs opérations.

Le greffier dépose sur la Table les bills privés suivants:—

Bill (No 62) Loi concernant *The Bank of Alberta.*—M. *Douglas.*
Bill (No 63) Loi constituant en corporation *The Catholic Truth Society of Canada.*—M. *Macdonell.*
Bill (No 64) Loi concernant certain brevet de la *Mills Equipment Company, Limited.*—M. *Northrup.*
Bill (No 65) Loi concernant la *Toronto, Hamilton and Buffalo Railway Company.* —M. *Stewart* (Hamilton).

Les dits bills sont lus une première fois et remis pour deuxième lecture à la prochaine séance de la Chambre.

M. Blondin dépose devant la Chambre,—Rapports, relevés et statistiques du Revenu de l'Intérieur du Canada, pour l'année terminée le 31 mars 1913.
Partie I—Accise.
Partie II—Inspection des poids et mesures, gaz et lumière électrique.
Partie III—Falsification des substances alimentaires.

M. Reid (Grenville), pour M. Burrell, soumet à la Chambre,—Rapport du directeur et des officiers des fermes expérimentales, pour l'année expirée le 31 mars 1914.

Sur motion de Sir Robert Borden, il est ordonné,—Que le nom de M. Rochon soit ajouté aux comités permanents suivants, savoir: (1) Chemins de fer, Canaux et Télégraphes; (2) Impressions, et (3) Banques et Commerce.

Les bills suivants sont présentés, lus une première fois et remis pour deuxième lecture à la prochaine séance de la Chambre:—

Par M. Morphy:—Bill (No 66) Loi modifiant la Loi des chemins de fer.

Par M. Roche:—Bill (No 67) Loi modifiant la Loi minière du Yukon.

Les adresses à Son Altesse Royale le Gouverneur général, et les ordres de la Chambre qui suivent, sont votés, savoir:—

Par M. Proulx:—Ordre de la Chambre,—Etat donnant les noms des employés civils fédéraux et provinciaux servant dans la garde civique en qualité de gardiens de ponts, canaux ou autrement et ayant rang d'officiers et de sous-officiers; le salaire qui leur est payé par leurs gouvernements respectifs en qualité de fonctionnaires civils, et la rémunération qui leur est accordée par le ministère de la Milice.

Par M. Marcil (Bonaventure):—Ordre de la Chambre,—Copie du rapport du fonctionnaire en charge de l'établissement pour l'élevage du homard à Port-Daniel-Ouest, et du rapport de l'inspecteur qui en a été fait pour la saison de 1914.

Par M. Marcil (Bonaventure):—Ordre de la Chambre,—Copie des taux de transport de la farine, actuellement en vigueur sur les chemins de fer Québec Oriental et *Atlantic, Quebec and Western.*

Par M. Hughes (King, I.-P.-E.):—Ordre de la Chambre,—Relevé faisant connaître les noms et les adresses postales de toutes les personnes nommées à des emplois sur le chemin de fer de l'Ile-du-Prince-Edouard, entre le 1er octobre 1911 et le temps présent; avec énumération des emplois auxquels chacune de ces personnes a été nommée.

Par M. Kyte, pour M. Sinclair:—Ordre de la Chambre,—Copie de tous documents, télégrammes, lettres, recommandations, requêtes et autres papiers reçus par le ministère des Postes depuis le 1er janvier 1914 concernant le contrat pour le transport des malles entre Guysborough et Canso, N.-E.

Par M. Warnock:—Ordre de la Chambre,—Copie de tous télégrammes, lettres, papiers, documents, preuve et rapports concernant la destitution de Charles H. Marshall, maître de poste à Nanton, Alta.

Par M. Copp:—Ordre de la Chambre,—Copie de tous télégrammes, lettres, correspondance et rapports concernant l'achat du chemin de fer *New Brunswick and Prince Edward Island,* entre Sackville et Cap-Tormentine, comté de Westmorland.

Par M. Kyte, pour M. Maclean (Halifax):—Adresse,—Copie de tous documents, correspondance, plaintes, preuve, décisions et décrets du conseil au sujet de la destitution de John Thomas, maître de poste de Hammond's-Plains, comté de Halifax, N.-E.

Par M. Kyte, pour M. Maclean (Halifax):—Ordre de la Chambre,—Copie de toutes résolutions reçues par le ministère du Travail ou par quelqu'autre ministère, de la part d'organisations ouvrières, de manufacturiers, d'associations ou autres corps organisés, au sujet du ministère du Travail, depuis octobre 1911.

Par M. Kyte, pour M. Maclean (Halifax):—Ordre de la Chambre,—Copie de tous documents, correspondance, annonces, soumissions, comptes et pièces comptables concernant le rallongement du brise-lames, à Prospect, comté de Halifax, N.-E.

Par M. Kyte, pour M. Maclean (Halifax):—Ordre de la Chambre,—Etat donnant les noms et adresses postales de toutes les personnes auxquelles a été payée la gratification pour service lors de l'invasion fénienne, dans le comté de Halifax, jusqu'à date.

Par M. Kyte, pour M. Maclean (Halifax):—Ordre de la Chambre,—Copie de tous documents, annonces, soumissions, contrats, pièces comptables et correspondance concernant l'établissement d'un service par bateaux traversiers entre Halifax et Dartmouth, N.-E., pour les employés du ministère de la Marine et des Pêcheries résidant à Halifax, N.-E.

Par M. Copp:—Ordre de la Chambre,—Copie de tous mémoires, requêtes, lettres, télégrammes, communications et rapports touchant la construction d'une route conduisant au nouveau quai, à Sackville, N.-B.;—aussi, concernant la construction d'un tronçon ou d'une voie subsidiaire, à Sackville, reliant l'Intercolonial et le dit quai.

Par M. Kyte, pour M. Maclean (Halifax):—Adresse,—Copie de toute la correspondance échangée avec les autorités impériales au sujet de prêts par le Trésor impérial au gouvernement canadien.

Par Sir Wilfrid Laurier:—Ordre de la Chambre,—

1. Relevé complet et description de tous les terrains dont le gouvernement a pris possession pour le camp de Valcartier;

2. Copie de tous les titres du gouvernement en ce qui concerne ces terrains, soit par voie d'expropriation, d'achat, ou autrement;

3. Relevé détaillé de toutes les sommes réclamées et non encore soldées, soit pour terrains, soit pour dommages;

4. Relevé détaillé de toutes les sommes payées soit pour terrains, soit pour dommages.

M. Cockshutt propose,—Que cette Chambre est d'avis que la guerre actuelle et les conséquences qui en découlent sont de nature à justifier le gouvernement d'exercer un contrôle suprême sur la quantité et la destination de nos exportations de produits alimentaires, de fixer les prix de vente du pain, de la viande et autres comestibles pour la consommation locale, et de voir à ce que le surplus de nos produits alimentaires ne soit exporté que dans des possessions britanniques ou dans des pays amis.

Et la motion étant mise aux voix, elle est rejetée sur division.

Les adresse suivantes à Son Altesse Royale le Gouverneur général, et les ordres de la Chambre qui suivent, sont votés:—

Par M. Chisholm (Antigonish):—Ordre de la Chambre,—Copie de tous télégrammes, lettres, rapports et autres documents se plaignant de la conduite des agents d'immigration chargés de la distribution de secours aux colons nécessiteux dans la province de la Saskatchewan, et copie des instructions données par le ministère aux divers employés chargés de ce travail.

Par M. Chisholm (Antigonish):—Ordre de la Chambre,—Copie de tous télégrammes, lettres, rapports et autres documents concernant la nomination, les devoirs, le salaire et les dépenses de W. W. Davidson, ci-devant employé par la division d'immigration du ministère de l'Intérieur dans la province de la Saskatchewan.

Par M. Chisholm (Antigonish):—Ordre de la Chambre,—Copie de tous rapports, télégrammes, requêtes, recommandations, lettres et correspondance se rapportant au dragage dans le havre d'Antigonish, et à l'amélioration de l'accès au havre, reçus par le gouvernement ou par l'un ou l'autre de ses ministères depuis le 1er janvier 1912, et non déjà compris dans la réponse, présentée le 30 avril 1914, à l'ordre de la Chambre du 16 mars précédent.

Par M. Macdonald:—Ordre de la Chambre,—Copie de tous télégrammes, lettres et autres papiers concernant la destitution de Bruce Wiswell, cantonnier sur l'Intercolonial à Stellarton, N.-E.

Par M. Macdonald:—Adresse,—Copie de tous télégrammes, lettres, rapports, recommandations, décrets du conseil et autres documents et papiers se rapportant en quelque manière à l'établissement de routes postales rurales et de livraisons de malles rurales entre Bridgetown et Granville-Ferry, comté d'Annapolis, et plus spécialement copie de tous télégrammes, lettres, rapports, recommandations et documents concernant la fermeture des bureaux de poste de Belle-Ile et d'Upper-Granville, et l'établissement du bureau de poste à Granville-Center, tous dans le comté d'Annapolis.

Par M. Macdonald:—Adresse,—Copie de tous télégrammes, lettres, rapports, recommandations, décrets du conseil, bordereaux de paie, liste de dépenses, liste des noms du contremaître et des surintendants et tous autres documents se rapportant en quelque manière à la construction et à l'entretien du brise-lames à Phinney's-Cove et Young's-Cove, comté d'Annapolis.

Par M. Macdonald:—Ordre de la Chambre,—Copie de tous papiers, lettres, télégrammes et autres documents depuis janvier 1911 jusqu'à date, concernant l'achat ou l'affermage du chemin de fer entre New-Glasgow et Thorburn, comté de Pictou, connu sous le nom de *Vale Railway*, de la *Acadia Coal Company*.

Par M. Macdonald:—Ordre de la Chambre,—Copie de tous papiers, lettres, requêtes et autres documents se rapportant à l'établissement d'une route postale rurale entre River-John et Hedgeville, comté de Pictou.

Par M. Lapointe (Kamouraska) :—Ordre de la Chambre,—Copie de tous documents, lettres, messages, correspondance, contrats, etc., se rapportant à la vente ou au bail par le département des Chemins de fer à Joseph Meunier, du foin croissant sur le terrain de l'Intercolonial, dans la paroisse du Bic, comté de Rimouski, vis-à-vis les propriétés de Charles Lavoie, Cléophas Leclerc et Joseph Parent.

Par M. Clark (Red-Deer), pour M. Pardee :—Ordre de la Chambre,—Copie de tous papiers, lettres, pétitions et autres documents concernant un contrat pour le transport des malles entre Whitby et la gare du Grand-Tronc conclu avec David D. Heard & Sons ou avec John Gimblet, Whitby.

Par M. Marcil (Bonaventure) :—Ordre de la Chambre,—Copie des accusations portées contre J. Herbert Sweetman, douanier à Port-Daniel-Centre, Qué., et qui ont amené sa destitution; aussi, copie des accusations portées contre Velson Hone, gardien de phare à Port-Daniel-Ouest, Qué., et qui ont amené sa destitution.

Par M. Copp :—Ordre de la Chambre,—Copie de tous documents, requêtes, lettres, communications, etc., se rapportant à la destitution de Leonard Hutchinson, gardien-chef du pénitencier de Dorchester.

Par M. Chisholm (Inverness) :—Ordre de la Chambre,—Copie de tous télégrammes, lettres, pétitions, rapports et bordereaux de paie se rattachant aux deniers payés, avec la date de chaque paiement, pour réparations au quai de Margaree; aux jetées de Grand-Etang; au quai de Port-Hood; aux jetées de Saint-Joseph; au quai de Pleasant-Bay, et au port d'Inverness, depuis le 1er octobre 1911 jusqu'à date.

Par M. Chisholm (Inverness) :—Ordre de la Chambre,—Etat donnant le nombre de milles de lignes télégraphiques établies dans le comté d'Inverness, ainsi que leur situation, chaque année, depuis 1896 jusqu'à date, et le coût de chaque ligne.

Par M. Chisholm (Inverness) :—Ordre de la Chambre,—Etat indiquant la quantité de dragage fait dans le comté d'Inverness, depuis 1896 jusqu'à date, les localités où ces travaux ont eu lieu, et la somme des travaux dans chaque localité, les dates auxquelles ces travaux ont été faits et leur coût dans chaque cas.

Par M. Chisholm (Inverness) :—Ordre de la Chambre—Etat donnant le montant des subventions de chemins de fer dans le comté d'Inverness depuis 1896 jusqu'à présent, et les dates de ces paiements.

Par M. Chisholm (Inverness) :—Ordre de la Chambre,—Copie de tous télégrammes, lettres, pétitions, rapports, recommandations et documents de toute nature concernant l'achat d'un terrain pour un édifice public à Port-Hawkesbury, et l'érection d'un édifice public sur ce terrain.

La Chambre s'ajourne alors à 10.20 p.m.

THOMAS SIMPSON SPROULE,
Orateur.

AVIS DE MOTIONS

M. *McCraney*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Quelles routes de malles rurales ont été établies dans le district électoral de Saskatoon?

2. Quelle est la fréquence des livraisons sur les dites routes?

M. *Buchanan*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Combien de chevaux ont été achetés jusqu'à présent dans la Colombie-Anglaise pour la cavalerie et l'artillerie?

2. A quels endroits ont-ils été achetés, et quel nombre à chaque endroit?

3. Quelle a été la moyenne du prix payé?

M. *Buchanan*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Pour quelle raison Edward N. Higinbotham a-t-il été destitué comme maître de poste à Lethbridge?

2. Une enquête a-t-elle été demandée?

3. Une enquête a-t-elle été tenue?

4. Dans l'affirmative, quel en a été le résultat?

M. *Buchanan*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. De qui a-t-on acheté la nourriture pour les hommes et les chevaux, ainsi que tous autres approvisionnements et effets d'équipement pour la batterie de campagne actuellement entraînée à Lethbridge?

2. Si c'est par soumissions, à quelle date ont-elles été demandées?

3. Quand les soumissions ont-elles été ouvertes et les contrats adjugés?

4. Quels sont les noms et adresses postales de tous ceux qui ont envoyés des soumissions?

5. Quels ont été les soumissionnaires heureux, et le montant mentionné dans chaque soumission?

M. *Sinclair*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Qui a le contrat pour le transport de la malle entre Guysborough, N.-E., et West-Erinville?

2. Quelle est la date du contrat?

3. Quelle en est le chiffre?

4. Quels sont les noms des cautions?

5. Quels sont les noms de tous ceux qui ont envoyé des soumissions pour ce service, et quel est le chiffre de chacune de ces soumissions?

6. S'il n'y a pas de contrat régulier dans le moment, qui accomplit le service, et à quelles conditions?

* M. *Carroll*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. L'officier commandant le 5ème Carabiniers montés, le lieutenant-colonel G. H. Baker, a-t-il refusé d'accepter sept chevaux achetés par MM. Palmer et Pallister, à Sherbrooke?

2. S'il en est ainsi, quelles raisons en a données cet officier?
3. Le lieutenant-colonel Baker a-t-il demandé un bureau d'enquête pour l'examen de ces chevaux, devant faire connaître s'ils étaient propres à faire le service?
4. Si oui, le bureau d'enquête s'est-il réuni et a-t-il soumis un rapport?
5. Quelle sentence a été rendue par ce bureau au sujet des chevaux en question?

M. *Law*—Mercredi prochain—QUESTION—
1. Quelles sommes ont été dépensées pour dragage dans le havre de Yarmouth au cours de chacune des années de la période 1905-1914?
2. Quels ont été les prix payés pour dragage en 1911, 1912, 1913 et 1914, respectivement?

* M. *Sinclair*—Mercredi prochain—QUESTION—A combien s'est élevé le coût de la commission nommée le 4 juillet 1912 et chargée de faire une enquête au sujet de l'industrie des crustacés?

* M. *Carroll*—Mercredi prochain—QUESTION—
1. Le gouvernement ou le ministère des Chemins de fer a-t-il l'intention de commencer cette année la construction d'une ligne ferrée entre Sydney, comté de Cap-Breton, et St. Peters, comté de Richmond, à travers les districts de Big-Pond et East-Bay?
2. Le gouvernement ou le ministère a-t-il décidé quel tracé suivrait la dite ligne?

* M. *Boyer*—Mercredi prochain—QUESTION—
1. Quelles sont les diverses sommes dépensées en incluant celle d'achat pour réparations, améliorations, etc., à la salle d'armes de Rigaud, par le département des Travaaux Publics et celui de la Milice, et ce depuis 1906?
2. Est-il vrai que le gouvernement aurait l'intention de vendre cette bâtisse?
3. Dans l'affirmative, quelles sont les personnes, sociétés ou compagnies qui ont fait des offres? Et quelles sommes ont été offertes par chacune?

M. *Macdonald*—Mercredi prochain—QUESTION—
1. Quels étaient les officiers commissaires du 17ème régiment de la Nouvelle-Ecosse à Valcartier avant le départ pour l'Angleterre?
2. Quels sont maintenant les officiers commissaires de ce régiment?

M. *Macdonald*—Mercredi prochain—QUESTION—
1. Quels médecins ont examiné les volontaires dans le comté de Pictou en août dernier d'après les instructions du major Graham?
2. Pourquoi ont-ils été renvoyés et remplacés par d'autres?
3. Qui a recommandé les nouveaux titulaires?

M. *Macdonald*—Mercredi prochain—QUESTION—Quels sont les noms des hommes employés en différents temps pour garder les ponts de chemins de fer dans le comté de Pictou, depuis le mois d'août dernier, par suite de l'état de guerre?

M. *Macdonald*—Mercredi prochain—QUESTION—
1. Quel a été le coût estimatif des réparations au ponceau sur la ligne de l'Intercolonial près de la station Union?
2. Quel a été le coût des dites réparations jusqu'à date?
3. Les réparations sont-elles terminées?

M. *Kyte*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Le ministère de la Marine a-t-il demandé des soumissions en 1914 pour certains travaux sur l'île Saint-Paul, Cap-Breton?

2. Quels sont les noms des soumissionnaires et le montant spécifié dans chaque soumission?

3. Quelle était la nature des travaux?

4. A qui le contrat a-t-il été adjugé?

5. Le délai fixé pour l'achèvement des travaux a-t-il été modifié, ou le contrat a-t-il été changé sous quelqu'autre rapport?

M. *Kyte*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Le ministère des Chemins de fer et Canaux emploie-t-il Joseph W. Johnston pour les travaux d'amélioration du canal St. Peters? Dans l'affirmative, quel est le chiffre de ses appointements?

2. Combien a-t-il reçu pour les mois de janvier, février et mars 1913; janvier, février, mars, avril et mai 1914; et janvier et février 1915?

M. *Gauthier* (Saint-Hyacinthe)—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Le nécessaire d'un membre de la milice comprend-il une capote ou cape ou autre ajustement imperméable?

2. L'équipement, le nécessaire ou fourniment des membres du premier corps expéditionnaire comprenait-il une capote, ou cape ou autre ajustement imperméable afin de les protéger contre la pluie?

3. Les articles ci-dessus énumérés ont-ils été fournis aux membres enrôlés pour le deuxième corps expéditionnaire?

4. A-t-on fourni aux membres du premier corps expéditionnaire les moyens de se protéger contre la pluie?

5. A-t-on fourni des imperméables aux membres du deuxième corps expéditionnaire?

6. Le gouvernement se propose-t-il de fournir aux membres du deuxième corps expéditionnaire et des autres corps qui pourraient suivre des imperméables, etc., pour se protéger contre la pluie?

7. Les soldats des armées des alliés, et notamment l'armée anglaise, sont-ils munis de vêtements imperméables comme protection contre la pluie et comme moyens de se garantir contre la maladie et les intempéries?

8. Le gouvernement sait-il que le département du ministère de la guerre britannique, qui s'occupe de l'équipement militaire, fournit à chaque soldat une cape ou autre pièce de vêtement imperméable?

9. Le ministère sait-il que chaque officier a dans son nécessaire une capote ou une cape imperméable, et cette capote ou cape est-elle fournie par le ministère, ou achetée par chaque officier à même ses propres deniers?

10. Est-il vrai que, longtemps avant le départ du premier contingent, on a offert au gouvernement de fournir, au coût réel des matériaux et de la confection, une quantité de capotes ou capes imperméables khaki, ayant la coupe militaire reconnue, et cette offre a-t-elle été acceptée ou refusée?

11. Le ministère de la Milice et de la Défense a-t-il l'intention de fournir à chaque soldat et sous-officier faisant partie du deuxième corps expéditionnaire une capote ou cape ou autre ajustement imperméables pour les protéger contre la pluie et l'humidité?

12. Le ministère de la Milice et de la Défense se propose-t-il de remédier à ce que l'on croit être une faute en rapport avec l'équipement du premier contingent, en donnant la commande de capotes ou capes imperméables en quantité suffisante pour en fournir une à chacun des membres de ce contingent?

13. Le gouvernement a-t-il l'intention de prendre les mesures propres à protéger la santé des soldats canadiens qui vont en campagne au delà des mers en fournissant à chacun d'eux une capote, une cape ou autre ajustement imperméables?

14. Le ministère de la Milice et de la Défense a-t-il reçu de la part des membres des deux premiers corps expéditionnaires ou de la part d'un citoyen quelconque des plaintes basées sur l'omission commise par le gouvernement en ne fournissant pas aux troupes de cape ou autre ajustement imperméables?

M. *Turriff*—Mercredi prochain—QUESTION—Quel est le montant total des allocations de séparation payées aux personnes dépendant de volontaires qui ont été finalement renvoyés du service actif?

M. *Pacaud*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Combien se trouvait-il de maîtres de poste dans le comté de Mégantic le 10 octobre 1911?

2. Quel nombre a été renvoyé du service depuis cette date, et quels sont les noms des bureaux de poste qu'ils administraient?

M. *Marcile* (Bagot)—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Le ministère des Chemins de fer sait-il que la police de l'Intercolonial a arrêté un individu soupçonné d'être un espion allemand sur la personne duquel on a trouvé des copies de plans de ponts du chemin de fer et de parties de la ligne?

2. Est-ce l'intention du ministère d'instituer une enquête pour savoir comment il est venu en possession de ces plans?

M. *Verville*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Quel était le nombre de soldats nés en Angleterre faisant partie du premier contingent?

2. Quel était le nombre des Anglo-canadiens?

3. Quel était le nombre des Canadiens-français?

4. Quel était le nombre des hommes de profession?

5. Quel était le nombre des ouvriers ou artisans?

M. *Cocksutt*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. La Loi de naturalisation adoptée lors de la dernière session régulière du parlement est-elle actuellement en vigueur?

2. Dans l'affirmative, à quelle date est-elle venue en force?

3. Dans la négative, quand deviendra-t-elle loi?

M. *Lapointe* (Kamouraska)—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Le ministre des Postes est-il informé qu'un nommé Rodrigue Charbonneau, commis au bureau de poste à Sainte-Agathe des Monts, a pris une part active à la dernière élection fédérale?

2. Quel salaire reçoit le nommé Rodrigue Charbonneau?

* M. *Boyer*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Quelles sont les diverses sommes dépensées pour achat, réparations, etc., de la salle d'armes à Rigaud, par les départements des Travaux Publics et de la Milice, et cela depuis 1906 jusqu'à date?

2. Est-il vrai que le gouvernement aurait l'intention de vendre cette bâtisse?
3. Quelles sont les personnes, sociétés, compagnies, corporations ou autres qui en auraient fait la demande, et quels sont les prix offerts?
4. Est-il vrai que le gouvernement aurait des négociations assez avancées avec un nommé Archibald Macdonald pour la vente de cet édifice?

M. *Macdonald*—Mercredi prochain—QUESTION—
1. Des soumissions ont-elles été demandées pour le transport des malles entre Hopewell et la station du chemin de fer, comté de Pictou?
2. Quels étaient les soumissionnaires et le montant spécifié dans chaque soumission?
3. A qui le contrat a-t-il été adjugé?

M. *Macdonald*—Mercredi prochain—QUESTION—
1. Quand a été adjugé en dernier lieu le contrat pour le transport des malles entre Chance-Harbour et Trenton?
2. Quels étaient les soumissionnaires et le montant mentionné dans chaque soumission?
3. A qui le contrat a-t-il été adjugé?

M. *Macdonald*—Mercredi prochain—QUESTION—Quels étaient les soumissionnaires pour le contrat actuel pour le service des malles entre Pictou et la station du chemin de fer, et quel était le montant mentionné dans chaque soumission?

* M. *Macdonald*—Mercredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Etat indiquant le nombre de navires employés par le ministre des Chemins de fer, le nombre d'hommes employés sur les navires et sur terre, et le montant dépensé pour approvisionnements, hommes et transport depuis le 30 mars 1914 jusqu'au 31 décembre 1914, en ce qui concerne le chemin de fer de la Baie-d'Hudson.

* M. *Sinclair*—Mercredi prochain—ADRESSE—Copie de tous décrets du conseil, instructions, administratures, rapports, correspondance, télégrammes, preuve et décision en la possession du gouvernement ou d'aucun des ministères concernant une certaine enquête tenue dans la Colombie-Anglaise par le commissaire Davie sur certaines accusations portées contre le capitaine de la drague *Mudlark*.

* M. *Macdonald*—Mercredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Etat donnant les noms de tous les postulants du comté de Pictou qui n'ont pas encore reçu la gratification accordée pour service lors de l'invasion fénienne.

* M. *Macdonald*—Mercredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous papiers, lettres, télégrammes, témoignages d'enquêtes, rapports et autres documents concernant la suspension ou autre punition infligée à la suite de l'accusation d'ivrognerie portée contre Newton Hopper, chef de train sur l'Intercolonial, et sa réinstallation subséquente.

* M. *Macdonald*—Mercredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous papiers, lettres et autres documents concernant la révocation du docteur John McKenzie, officier de santé des sauvages du comté de Pictou, et la nomination du docteur Keith comme son successeur.

* M. *Kyte*—Mercredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous télégrammes, lettres, correspondance et recommandations concernant la nomination de H. W. Ingraham en qualité de sous-registraire des aubains ennemis, à Sydney, N.-E., et sa révocation du dit emploi.

* M. *Ross*—Mercredi prochain—ADRESSE—Copie de tous décrets du conseil, lettres, télégrammes et autres documents au sujet de l'enquête faite par des fonctionnaires du ministère des Douanes sur les accusations portant que W. T. Patton, de Coutts, Alberta, avait fraudé le dit ministère des Douanes ou avait violé la loi douanière du Canada.

* M. *Marcil* (Bonaventure)—Mercredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous documents concernant le paiement à C. R. Scoles, de New-Carlisle, Québec, en juillet 1914, du reliquat de subvention votée en faveur du chemin de fer de l'Atlantique au Lac Supérieur, sur la recommandation du contrôleur financier.

* M. *Michaud*—Mercredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Etat indiquant quel montant de droits de douane a été perçu chaque année, pendant les derniers cinq ans, à Edmundston, Clair, Green-River et Saint-Leonard, respectivement, dans la province du Nouveau-Brunswick, et les salaires payés aux fonctionnaires dans ces ports extérieurs, pendant la même période.

* M. *Macdonald*—Mercredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous télégrammes, lettres, papiers et autres documents concernant l'établissement projeté d'un service de malle rurale entre Pictou et Saltsprings, comté de Pictou, et les arrangements pour le service actuel entre ces points.

* M. *Macdonald*—Mercredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous papiers, lettres, télégrammes et autres documents concernant le contrat actuel pour le service des malles entre Chance-Harbour et Trenton, comté de Pictou.

M. *Carroll*—Mercredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous documents, lettres, télégrammes, rapports, etc., se rapportant à l'achat de chevaux de remonte dans la province de Québec, à compter du 1er août dernier et depuis, y compris les achats récents faits dans les cantons de l'Est par MM. Palmer et Pallister.

M. *McKenzie*—Mercredi prochain—ORDRE ED LA CHAMBRE—Copie de tous télégrammes, lettres ou autres documents échangés entre le ministre des Chemins de fer et Canaux et J. C. Douglas, écr, M.P.P., de Glace-Bay, N.-E., entre le 1er janvier et le 31 décembre 1914, et de tous télégrammes et lettres entre le ministre des Douanes, le ministre des Postes et le dit J. C. Douglas, durant la même période.

M. *White* (Leeds)—Mercredi prochain—RÉSOLUTION—Attendu que, pour les fins énoncées dans les décrets du conseil (No 2325) du 5 septembre 1914, (No 2450) du 26 septembre 1914, (No 2670) du 24 octobre 1914, (No 2921) du 20 novembre 1914, et (No 3170) du 16 décembre 1914, et en conformité de ces décrets, des avances jusqu'à concurrence d'une somme de dix millions ($10,000,000) de dollars sous forme d'une émission de billets du Dominion ont été faites à la Compagnie du chemin de fer *Canadian Northern* contre un nantissement par la compagnie de ses valeurs garanties émises en vertu des dispositions de la Loi de garantie du chemin de fer *Canadian Northern*, 1914, en plaçant les sommes ainsi avancées au crédit du ministre des Finances pour pouvoir opérer des paiements sous l'empire des dispositions de l'acte fiduciaire garantissant l'émission de ces garanties;

Attendu que, pour les fins énoncées dans les décrets du conseil (No 2326) du 5 septembre 1914, (No 2451) du 26 septembre 1914, (No 2671) du 24 octobre 1914, et (No 2922) du 20 novembre 1914, et en conformité de ces décrets, des avances jusqu'à concurrence d'une somme de six millions ($6,000,000) de dollars sous forme d'une émission de billets du Dominion ont été faites à la Compagnie du chemin de fer *Grand Trunk Pacific* contre un nantissement par la compagnie de ses valeurs garanties émises en vertu des dispositions de la Loi de garantie du *Grand Trunk Pacific*, 1914, en plaçant les sommes ainsi avancées au crédit du ministre des Finances pour pouvoir opérer des paiements sous l'empire des dispositions de l'acte fiduciaire garantissant l'émission de ces garanties;

Attendu que, sous l'empire d'un décret du conseil (No 2750) du 2 novembre 1914, une émission de billets du Dominion jusqu'à concurrence d'une somme de dix millions ($10,000,000) de dollars a été faite, aux fins de pouvoir solder certaines obligations du Canada au fur et à mesure de leurs échéances;

Attendu que, en ce qui concerne la plus forte partie de ces émissions de billets du Dominion, la garantie telle que requise par l'article 5 de la Loi des billets du Dominion n'a pas été tenue;

Et attendu qu'il est opportun, en ce qui concerne ces émissions et ces avances et l'acceptation de garanties et les conventions intervenues quant aux remboursements de ces avances, qu'elles soient toutes et chacune d'elles ratifiées;

Qu'il soit en conséquence résolu, qu'il est opportun de décréter que les émissions de billets du Dominion, et les avances faites en vertu des décrets du conseil cités dans le préambule de cette résolution et les mesures et choses accomplies en conformité des dits décrets du conseil sont ratifiées et censées avoir été dûment autorisées.

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle.	Comités.	Heure
	Mardi, 2 mars.	
101	Comité spécial *re* Chaussures fournies au ministère de la Milice et de la Défense	10.30 a.m
211	Chemins de fer, Canaux et Télégraphes	11 a.m.
	Mercredi, 3 mars.	
100	Comité spécial *re* Pollution des eaux navigables	11 a.m.
101	Banques et Commerce	11 a.m.

No 16.

OTTAWA, LUNDI, 1er MARS 1915.

5e Session, 12e Parlement, 5 George V, 1915

PROCÈS - VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

OTTAWA
Imprimé par J. DE L. TACHÉ
Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi
1915

No 17.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SEANCE DU MARDI, 2 MARS 1915.

PRIÈRES.

Une pétition est déposée sur la Table.

Le greffier de la Chambre dépose sur la Table le rapport du greffier des pétitions sur les pétitions présentées le 1er du mois courant,—lesquelles sont lues comme suit:—

De F. C. Wintele et autres, de Québec et autres endroits, priant la Chambre d'adopter sans délai des mesures législatives à l'effet de prohiber l'exportation de tout nickel, minerai de nickel, matte de nickel, ferro-nickel, nickel oxydé, ou de tout alliage dans lequel entre le nickel, pendant la durée de la présente guerre.

De la *Sterling Life Assurance Company of Canada;* pour une loi portant prorogation du délai durant lequel elle peut obtenir un permis d'effectuer des contrats d'assurance.

De Charles Macpherson Holt et autres, de la cité de Montréal; pour une charte sous le nom de Banque Coloniale.

D'Alexander E. May et autres, d'Edmonton et autres lieux, dans l'Albberta; pour une charte sous le nom de *General Trust Company of Canada.*

De Clara Mackenzie Darnell, de Port-Arthur, Ont.; pour une loi de divorce avec son mari Hugh Darnell.

De *John Millen and Son, Limited,* de Montréal; pour une loi autorisant le commissaire des brevets à recevoir les honoraires pour les deuxième et troisième termes du brevet No 114,110, améliorations dans les roues de trolley, et pour autres fins.

De H. Gordon Montgomery et autres, de Régina, Sask.; pour une loi établissant sans retard un Bureau National du Travail comme mesure de première nécessité dans la crise actuelle, propre à favoriser les intérêts de toutes les classes de la société et à conserver et développer les forces productives de notre nation.

M. Lancaster, du comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes, présente le troisième rapport du dit comité, lequel est comme suit:—

Votre comité a fait l'étude des bills suivants qu'il rapporte avec des amendements, savoir:—

Bill (No 8) Loi concernant l'*Edmonton, Dunvegan and British Columbia Railway Company.*

Bill (No 20) Loi concernant la *Canadian Northern Railway Company.*

Bill (No 27) Loi concernant la *St. Lawrence and Adirondack Railway Company.*

Bill (No 28) Loi concernant la *Toronto Eastern Railway Company.*

Bill (No 29) Loi concernant la *Van Buren Bridge Company.*

Bill (No 17) Loi concernant la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique.

Relativement à ce dernier bill, votre comité recommande que le dit bill lui soit renvoyé de nouveau avec mandat de le diviser en deux bills, et d'élaguer du présent bill et placer dans le second bill toute cette partie du bill actuel, y compris l'annexe qui en fait partie et qui se rapporte à un certain contrat intervenu entre la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique et la compagnie dite *The Canadian Northern Ontario Railway Company* concernant les têtes de lignes dans Toronto-Nord.

Votre comité recommande également que le Bill (No 33) Loi portant confirmation de certains contrats intervenus entre la *Canadian Northern Ontario Railway Company,* la *Georgian Bay and Seaboard Railway Company* et la *Campbellford, Lake Ontario and Western Railway Company,*—soit retiré, attendu que les promoteurs de ce bill ont fait connaître leur intention de ne prendre aucune action ultérieure au sujet de ce bill au cours de la présente session.

Sur motion de M. Rogers, il est ordonné,—Qu'un message soit envoyé au Sénat pour informer Leurs Honneurs que cette Chambbre a ajouté le nom de M. Rochon à la liste des membres du comité mixte des Impressions du Parlement.

Sur motion de M. Lancaster, il est ordonné,—Que le Bill (No 17) Loi concernant la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique, soit renvoyé au comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes, avec mandat et pouvoir de le diviser en deux bills, et d'élaguer du présent bill et inclure dans le second bill toute la partie du présent bill, y compris son annexe, qui a trait à un certain contrat entre la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique et la *Canadian Northern Ontario Railway Company* concernant les têtes de lignes dans Toronto-Nord, conformément à la recommandation contenue dans le troisième rapport du dit comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.

Sur motion de M. Lancaster, il est ordonné,—Que le Bill (No 33) Loi portant confirmation de certains contrats intervenus entre la *Canadian Northern Ontario Railway Company,* la *Georgian Bay and Seaboard Railway Company* et la *Campbellford, Lake Ontario and Western Railway Company,* soit retiré, conformément à la recommandation contenue dans le troisième rapport du comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.

La Chambre reprend alors la suite du débat sur la motion de M. White (Leeds),—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des Voies et Moyens.

Et le débat se continuant;

A six heures p.m., M. l'Orateur quitte le fauteuil pour le reprendre à huit heures p.m.

Huit heures p.m.

(*L'ordre pour les bills privés est appelé en vertu de la règle 25.*)

Les bills suivants sont lus une deuxième fois et référés à leurs comités respectifs, savoir:—

Comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes:

Bill (No 65) Loi concernant la compagnie dite *The Toronto, Hamilton and Buffalo Railway Company.*

Comité des Bills Privés:

Bill (No 63) Loi constituant en corporation *The Catholic Truth Society of Canada.*

Bill (No 64) Loi concernant certain brevet de la *Mills Equipment Company, Limited.*

Comité des Banques et du Commerce:

Bill (No 62) Loi concernant *The Bank of Alberta.*

La Chambre reprend ensuite le débat sur la motion de M. White (Leeds),—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des Voies et Moyens.

Et le débat se continuant, il est ajourné sur motion de M. Stevens.

La Chambre s'ajourne alors à 10.46 p.m., jusqu'à 3 p.m. demain.

THOMAS SIMPSON SPROULE,
Orateur.

AVIS DE MOTIONS

M. *Kyte*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Relativement au rapport en date du 19 février 1914 de la commission royale nommée pour s'enquérir des affaires du canal de la vallée de la Trent, dans lequel le paragraphe suivant se trouve à la page 7 comme partie du dit rapport: "Ce rapport ne relate qu'une partie des irrégularités et des actes frauduleux en usage courant dans le bureau placé sous le contrôle du surintendant McClellan. Non seulement il s'est rendu personnellement coupable d'acte de fraude et de duperie, mais il les a tolérés chez les autres et s'est montré absolumnt incompétent dans la charge qu'il occupe"?
2. J. H. McClellan, qui est mentionné dans le dit rapport, est-il actuellement à l'emploi du gouvernement? Dans l'affirmative, dans quel ministère?
3. Quand le dit J. H. McClellan est-il entré en fonction?
4. Quels sont ses devoirs?
5. Quel salaire reçoit-il?
6. Qui a recommandé sa nomination?

* M. *Murphy*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Combien de firmes ou de particuliers ont reçu du gouvernement ou de quelqu'un des ministères des commandes pour des selles, depuis le 1er juillet 1914?
2. Quels sont les noms de ces firmes?
3. Combien de selles ont été commandées à chaque firme?
4. Combien de selles ont été livrées par chaque firme jusqu'à date?
5. Combien de selles chaque firme a-t-elle encore à livrer?
6. Quel prix chaque firme reçoit-elle pour ces selles?

* M. *Murphy*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Combien de firmes ou de particuliers ont reçu du gouvernement ou de quelqu'un des ministères des commandes pour manteaux ou capotes depuis le 1er juillet 1914?
2. Quels sont les noms de ces firmes?
3. Combien de manteaux ou capotes ont été commandés à chaque firme?
4. Combien de manteaux ou capotes ont été livrés par chaque firme jusqu'à date?
5. Combien de manteaux ou capotes chaque firme a-t-elle encore à livrer?
6. Quel prix chaque firme reçoit-elle pour ces manteaux ou capotes?

* M. *Murphy*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Combien de firmes ou de particuliers ont reçu du gouvernement ou de quelqu'un des ministères des commandes pour bonnets de police depuis le 1er juillet 1914?
2. Quels sont les noms de ces firmes?
3. Combien de bonnets de police ont été livrés par chaque firme?
4. Combien de bonnets de police ont été livrés par chaque firme jusqu'à date?
5. Combien de bonnets de police chaque firme a-t-elle encore à livrer?
6. Quel prix chaque firme reçoit-elle pour ces bonnets de police?

* M. *Murphy*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. De combien de maisons de commerce ou de particuliers le gouvernement, ou l'un ou l'autre de ses ministères, a-t-il acheté des bas depuis le 1er juillet 1914?

2. Quels sont les noms des vendeurs?
3. Quelle est la qualité de bas comprise dans chaque commande?
4. Combien de bas chacun des fournisseurs a-t-il livrés jusqu'à ce jour?
5. Combien de bas chacun des fournisseurs a-t-il encore à livrer?
6. Quel prix chacun de ces fournisseurs reçoit-il pour ces bas?
7. Quelque plainte au sujet de la qualité de ces bas a-t-elle été reçue de la part de quelque officier ou soldat, ou de quelque particulier?
8. A-t-on fourni aux soldats canadiens une quantité suffisante de bas pour qu'ils aient le confort et la chaleur durant leur service actif?

M. *Macdonald*—Jeudi prochain—QUESTION—
1. Qui est ce M. Woodworth qui a acheté des chevaux pour le ministère de la Milice dans le comté de Pictou, en 1914?
2. Où demeure-t-il et quelle est son occupation?
3. Les chevaux qu'il a vendus lui appartenaient-ils en propre, ou a-t-il servi d'intermédiaire?

M. *Martin* (Régina)—Jeudi prochain—QUESTION—
1. Combien de boisseaux de blé ont été achetés par le gouvernement jusqu'à ce jour pour fournir du grain de semence aux province de l'Ouest?
2. Quel prix en moyenne par boisseau a été payé pour ce blé en chacun des mois d'octobre, de novembre et de décembre 1914, et de janvier et de février 1915?

* M. *Verville*—Jeudi prochain—QUESTION—
1. Le gouvernement se propose-t-il de réaliser le projet dont il a été fait mention à l'effet de faire venir de Belgique des armuriers qui pourraient aider à la fabrication de carabines dans l'armurerie Ross à Québec? S'il en est ainsi, combien de ces armuriers belges ferait-on venir?
2. Le gouvernement se sentirait-il disposé à accorder un certain octroi en faveur de l'immigration d'un nombre limité de cultivateur ou valets de ferme belges aux fins de cultiver une assez grande étendue de terre pour produire ce qui serait nécessaire à la subsistance des armuriers immigrés et autres personnes? Dans l'affirmative, quelle serait le chiffre de l'octroi?

M. *Sinclair*—Jeudi prochain—QUESTION—A quelle date un renouvellement de contrat pour le transport de la malle entre Guysborough et Canso a-t-il été accordé à Wm McDougall?

M. *Cruise*—Jeudi prochain—QUESTION—
1. Quels sont les noms de toutes les personnes qui reçoivent actuellement une pension du gouvernement?
2. Quel somme chacune d'elles reçoit-elle annuellement?
3. Quel était l'emploi de chacune d'elles avant sa mise à la retraite?
4. Quel traitement recevait chacune d'elles au moment de quitter le service?
5. Quelle a été la durée de leur service?

M. *Graham*—Jeudi prochain—QUESTION—
1. Quelle quantité de charbon bitumineux a été importée en Canada au cours de l'année terminée le 31 mars 1914?
2. A quel chiffre se sont élevés les droits perçus?
3. Quelle proportion de ce charbon a été importée par les compagnies de chemins de fer?

M. *Buchanan*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Quel est, jusqu'à ce jour, le chiffre total des bons de secours émis dans le district de Medicine-Hat, sous le contrôle de H. H. Brown, commissaire préposé aux secours?

2. A combien s'élève, à ce jour, la dépense totale se rapportant en quelque manière que ce soit avec cette émission de bons de secours?

3. Qui vérifie cette dépense, et, s'il y a plus d'un vérificateur, quels sont les noms de ces divers vérificateurs, et quelle somme a été certifiée par chacun d'eux?

4. Quel a été le chiffre total des frais de voyage, qui les a ordonnés, par qui ont-ils été encourrus, à qui et en combien de sommes ont-ils été payés, quand ont-ils été encourrus et quand ont-ils été payés?

5. Quels différents modes de voyage ont été employés, combien chacun de ces modes a coûté, et qui sont ceux qui ont voyagé en rapport avec l'œuvre des secours?

6. Quelle somme a été portée au compte du fonds de secours sous forme de loyer d'un bureau à Medicine-Hat?

7. Qui a recommandé la nomination de H. H. Brown, et à la recommandation de qui les autres personnes employées pour l'administration du fonds de secours dans le district de Medicine-Hat ont-elles été nommées?

8. Sur quels marchands du district de Medicine-Hat, sous la haute direction de H. H. Brown, les bons de secours ont-ils été tirés; quelle est la valeur totale d'articles fournis par chaque marchand jusqu'à ce jour, et quelle somme a été payée à chaque marchand jusqu'à ce jour?

M. *Marcil* (Bonaventure)—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Où se trouve situé le bureau des douanes à Paspébiac, Qué.?

2. La maison où se trouve ce bureau a-t-elle été louée ou achetée, et, si elle a été louée, pour combien de temps, de qui et à quel loyer annuel l'a-t-elle été?

3. Si, au cours des trois dernières années, il y a eu quelque déplacement de ce bureau, pour quelle raison le changement a-t-il eu lieu et qui l'a recommandé?

M. *Marcil* (Bonaventure)—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il acheté le quai de Paspébiac, Qué., qui était la propriété de Robin, Colas et Cie., ou Robin, Whitman et Jones?

2. S'il en est ainsi, quel a été le prix d'achat, et qui a recommandé cet achat?

M. *Marcil* (Bonaventure)—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Quelle somme a été payée en 1914 pour le service de steamers entre Montréal et Campbellton, N.-B.?

2. A qui ces deniers ont-ils été payés?

3. Le montant a-t-il été calculé pour voyage d'aller et retour, et quel était le montant payé par voyage?

M. *Sinclair*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Le ministère de la Marine et des Pêcheries a-t-il reçu avis que la bouée à gaz à Country-Harbour ne fonctionnait pas?

2. Dans l'affirmative, quand le ministère a-t-il reçu cet avis?

3. Quelle action a été prise dans l'espèce?

4. La dite bouée est-elle à présent en bon état?

5. Pendant quelle partie de l'année civile 1914 la dite bouée a-t-elle fonctionné?

M. *Sinclair*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Combien de tonnes d'engrais ont été produites à l'usine de réduction de Canso, pendant la dernière saison?

2. Cet engrais a-t-il été vendu?
3. Dans la négative, est-il à présent à la disposition des fermiers, et à quel prix?
4. Jusqu'à quelle date les demandes de ce produit seront-elles reçues, et par qui?

M. *Fowler*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il l'intention d'augmenter le traitement de quelques-uns des fonctionnaires du service civil au cours de cette session du Parlement?
2. S'il en est ainsi, quels sont les noms des personnes dont le traitement sera augmenté, et dans quel ou quels ministères sont-ils employés?
3. Quelles raisons spéciales y a-t-il d'accorder cette augmentation.
4. Si les augmentations statutaires sont accordées comme d'habitude, quelle somme sera requise, par classes, pour faire face à ces augmentations au cours du prochain exercice financier?

* M. *Law*—Jeudi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Etat donnant les noms et adresses de toutes les personnes dans les comtés d'Annapolis et de Digby, N.-E., auxquelles a été payée la gratification pour service lors des invasions féniennes; de celles dont les demandes ont été rejetées; et de celles dont les demandes n'ont pas encore été examinées.

* M. *Macdonald*—Jeudi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous télégrammes, lettres, comptes, commandes, et tous autres documents en rapport avec l'achat de chevaux pour le ministère de la Milice dans le comté de Pictou au cours des années 1914 et 1915 jusqu'à date.

* M. *Marcil* (Bonaventure)—Jeudi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous les documents se rapportant au transfert, de Flat-Lands à New-Mills, N.-B., du vivier à saumon, aussi, de tous les rapports au sujet du maintien de ce vivier, avec un état détaillé des déboursés et frais encourus par ce transport, par l'installation et le maintien du nouveau vivier.

* M. *Marcil* (Bonaventure)—Jeudi prochain—ADRESSE—Copie de toute la correspondance échangée entre le gouvernement du Canada et celui de Québec, ou l'un ou l'autre des ministres ou fonctionnaires de ces gouvernements concernant le contrôle des pêcheries dans la province de Québec; aussi, de tous documents se rapportant à cette quesstion, avec la liste des permis accordés pour l'un ou l'autre de ces gouvernements au cours de la présente année.

* M. *Chisholm* (Antigonish)—Jeudi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Relevé faisant connaître les noms et les adresses de toutes les personnes dans le comté de Brant, Ont., à qui ont été payées les primes établies par la loi récompensant les volontaires ayant servi lors de l'invasion fénienne et les amendements apportés à cette loi; les noms et les adresses des personnes de ce comté dont les demandes ont été rejetées; aussi, les noms et les adresses de toutes les personnes de ce même comté dont les demandes n'ont pas encore eu de solution.

M. *Sharpe* (Ontario)—Jeudi prochain—RÉSOLUTION—Attendu, que la constitution actuelle du Sénat est incompatible avec le principe fédératif qui régit notre mode de gouvernement, qu'elle est défectueuse sous d'autres rapports en ce qu'elle rend le Sénat indépendant du peuple et le soustrait au contrôle de l'opinion publique du pays, et qu'elle devrait être modifiée de manière à la rendre conforme aux principes du gouvernement populaire,—

Qu'il soit, en conséquence, résolu,—Qu'un comité de cette Chambre soit nommé sans délai pour s'entendre avec un comité similaire du Sénat du Canada pendant la présente session, ou durant la vacance, aux fins d'aviser aux moyens à prendre pour réformer le Sénat tel que constitué actuellement, et de faire rapport à ce sujet.

AFFICHAGE DES BILLS PRIVÉS

Les bills suivants ont, ce 2 mars, été affichés comme devant être pris en considération par leurs comités respectifs, mardi, le 9 mars, ou après, savoir:—

Comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes:

Bill (No 65) Loi concernant la compagnie dite *The Toronto, Hamilton and Buffalo Railway Company.*

Comité des Banques et du Commerce:

Bill (No 62) Loi concernant *The Bank of Alberta.*

Comité des Bills Privés:

Bill (No 63) Loi constituant en corporation *The Catholic Truth Society of Canada.*

Bill (No 64) Loi concernant certain brevet de la *Mills Equipment Company, Limited.*

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle.	Comités.	Heure
	Mercredi, 3 mars.	
101	Comité spécial *re* Chaussures fournies au ministère de la Milice et de la Défense	10.30 a.m
100	Comité spécial *re* Pollution des eaux navigables	11 a.m.
105	Comité spécial *re* Code criminel	11 a.m.
211	Banques et Commerce	11 a.m.
	Jeudi, 4 mars.	
211	Chemins de fer, Canaux et Télégraphes	11 a.m.
	Vendredi, 5 mars.	
105	Comité spécial *re* Loi électorale	11 a.m.

No 17.

OTTAWA, MARDI, 2 MARS 1915.

5e Session, 12e Parlement, 5 George V, 1915

PROCÈS - VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

OTTAWA
Imprimé par J. DE L. TACHÉ
Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi
1915

No 18.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SEANCE DU MERCREDI, 3 MARS 1915.

PRIÈRES.

Une pétition est déposée sur la Table.

Le greffier de la Chambre dépose sur la Table le rapport du greffier des pétitions sur la pétition présentée le 2 du mois courant,—laquelle est lue comme suit:—

De Lottie Thorndike, de Peterborough, Ont.; pour une loi de divorce avec son mari George Milner Thorndike.

M. Ames, du comité des Banques et du Commerce, présente le premier rapport de ce comité, lequel est comme suit:—

Votre comité a pris en considération les bills suivants qu'il rapporte sans amendement, savoir:—

Bill (No 12) Loi modifiant la Loi consolidée de l'Ordre indépendant des Forestiers.

Bill (No 16) Loi concernant *The Title and Trust Company*, et à l'effet de changer son nom en celui de *Chartered Trust and Executor Company*.

Bill (No 42) Loi concernant *The Canada Preferred Insurance Company*.

Bill (No 45) Loi concernant la *Vancouver Life Insurance Company*.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur la Table le septième rapport de l'examinateur des pétitions pour bills privés, lequel est comme suit:—

Conformément à la règle 96, paragraphe 2, l'examinateur des pétitions pour bills privés a l'honneur de présenter ce qui suit comme son septième rapport:—

Votre examinateur a examiné la pétition de Charles Macpherson Holt et autres, pour une charte sous le nom de *The Colonial Bank* (Canada), et il constate que l'avis a été publié dans la *Gazette du Canada* tel que requis, mais pour une période d'une semaine seulement.

Sur motion de Sir Robert Borden, il est ordonné,—Que la réponse à l'ordre du 11 février 1915,—Copie de toute la correspondance échangée entre l'auditeur général et le ministre de la Milice, ou tout autre ministère, touchant les dépenses faites sous l'opération de la Loi des Crédits de guerre, 1914, déposée sur la Table de la Chambre le 25 février écoulé,—soit imprimée immédiatement, et que la règle 74 soit suspendue à cet égard.

M. Hughes (Victoria) présente,—Réponse à ordre du 25 février 1915,—Relevé faisant connaître si le gouvernement a acheté de la *Canada Cycle and Motor Company* des pneus pour les automobiles destinés au premier contingent canadien, et, dans l'affirmative, quel prix a été payé pour chaque jeu de pneus, et quel nombre a été acheté; si le gouvernement a demandé des prix pour les pneus des camions-automobiles pour le second contingent, et dans l'affirmative, quel prix par jeu a été exigé.

M. Roche présente,—Réponse à ordre du 15 février 1915,—Copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents concernant la nomination de A. H. McKeown dans le service d'immigration, à Lethbridge, Alta.

Aussi,—Réponse à ordre du 15 février 1915,—Copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents concernant le renvoi d'office de A. E. Humphries, ci-devant inspecteur d'immigration, à Lethbridge, Alta.

M. Casgrain présente,—Réponse à ordre du 3 juin 1914,—Sommaire faisant connaître qui a obtenu le contrat de la malle entre Armagh-Station et Mailloux, comté de Bellechasse, Qué.; combien de soumissions ont été reçues, et quels sont les noms des soumissionnaires et le chiffre de chaque soumission.

Aussi,—Réponse à ordre du 6 avril 1914,—Copie de tous télégrammes, lettres, correspondance, plaintes et autres documents se rapportant en quelque manière à la demande de soumissions pour la route postale entre Low-Point et Creignish-Station au cours des années 1913-14.

Aussi,—Réponse à ordre du 6 avril 1914,—Copie de tous télégrammes, lettres et autres documents concernant le contrat pour le transport des malles entre New-Ross et le bureau de poste de Vaughan, Waterville, N.-E.

Aussi,—Réponse à ordre du 18 mai 1914,—Copie de tous les documents, correspondances, télégrammes, lettres, soumissions, etc., de quelque nature que ce soit, en la possession du ministère des Postes, reçus depuis 1913 jusqu'à ce jour, et se rapportant en quoi que ce soit au contrat du transport de la malle entre Mabou et Whycocomagh.

M. Reid (Grenville) présente,—Réponse à ordre du 25 février 1915,—Relevé faisant connaître le montant d'argent perçu par les sous-percepteurs de douane à Edmundston, Clair, St-Leonard et Green-River, province du Nouveau-Brunswick, au cours de chacun des cinq derniers exercices financiers, et quels ont été les salaires payés chaque année à chacun de ces ports.

M. Hazen dépose devant la Chambre,—Supplément au quarante-septième rapport annuel du ministère de la Marine et des Pêcheries, pour l'exercice financier 1913-14.—Inspection des bateaux à vapeur.

Sur motion de M. Bradbury, il est ordonné,—Que le quorum du comité spécial sur la pollution des eaux navigables, soit réduit à cinq membres.

Les ordres de la Chambre qui suivent sont votés, en vertu du paragraphe 4 de la règle 37:—

Par M. Copp:—Ordre de la Chambre,—Relevé faisant connaître le coût estimatif de l'aménagement de la propriété de la *Canadian Car and Foundry Company, Ltd.*, à Amherst, N.-E., pour des fins militaires; le loyer, ou autre rémunération qui est ou sera payé à cette compagnie pour l'usage de ses ateliers et dépendances; les personnes qui devront fournir l'approvisionnement militaire, y compris les substances alimentaires pour les hommes, le charbon pour le chauffage et la cuisson, le fourrage et autres provisions pour les chevaux, pour les détachements qui y auront leurs quartiers, et à quels prix; s'il est vrai que l'on ne peut se procurer des formules de soumissions pour ces différents services qu'en s'adressant au bureau du député du comté de Cumberland, et que, en plus d'une instance, de ces formules de soumissions ont été refusées à des personnes qui en demandaient; si le gouvernement sait que, en ce qui concerne la fourniture du foin, on a allégué que non seulement on n'a pas permis à des libéraux de présenter une soumission, mais qu'on a averti les amis du gouvernement qu'il ne leur serait adjugé aucune partie du contrat si une partie quelconque du foin à fournir était achetée d'un libéral.

Par M. Macdonald:—Ordre de la Chambre,—Sommaire faisant connaître quels étaient les officiers commissionnés du 17me régiment de la Nouvelle-Ecosse à Valcartier avant le départ pour l'Angleterre, et quels sont maintenant les officiers commissionnés de ce régiment.

Les adresses à Son Altesse Royale le Gouverneur général,—et les ordres de la Chambre qui suivent, sont votés, savoir:—

Par M. Macdonald:—Ordre de la Chambre,—Etat indiquant le nombre de navires employés par le ministre des Chemins de fer, le nombre d'hommes employés sur les navires et sur terre, et le montant dépensé pour approvisionnements, hommes et transport depuis le 30 mars 1914 jusqu'au 31 décembre 1914, en ce qui concerne le chemin de fer de la Baie-d'Hudson.

Par M. Ross, pour M. Carroll:—Ordre de la Chambre,—Copie de tous documents, lettres, télégrammes, rapports, etc., se rapportant à l'achat de chevaux de remonte dans la province de Québec, à compter du 1er août dernier et depuis, y compris les achats récents faits dans les cantons de l'Est par MM. Palmer et Pallister.

Par M. Kyte, pour M. Sinclair:—Adresse,—Copie de tous décrets du conseil, instructions, administratures, rapports, correspondance, télégrammes, preuve et décision en la possession du gouvernement ou d'aucun des ministères concernant une certaine enquête tenue dans la Colombie-Anglaise par le commissaire Davie sur certaines accusations portées contre le capitaine de la drague *Mudlark*.

Par M. Macdonald:—Ordre de la Chambre,—Etat donnant les noms de tous les postulants du comté de Pictou qui n'ont pas encore reçu la gratification accordée pour service lors de l'invasion fénienne.

Par M. Macdonald:—Ordre de la Chambre,—Copie de tous papiers, lettres, télégrammes, témoignages d'enquêtes, rapports et autres documents concernant la suspension ou autre punition infligée à la suite de l'accusation d'ivrognerie portée contre Newton Hopper, chef de train sur l'Intercolonial, et sa réinstallation subséquente.

Par M. Macdonald:—Ordre de la Chambre,—Copie de tous papiers, lettres et autres documents concernant la révocation du docteur John McKenzie, officier de santé des sauvages du comté de Pictou, et la nomination du docteur Keith comme son successeur.

Par M. Kyte:—Ordre de la Chambre,—Copie de tous télégrammes, lettres, correspondance et recommandations concernant la nomination de H. W. Ingraham en qualité de sous-registraire des aubains ennemis, à Sydney, N.-E., et sa révocation du dit emploi.

Par M. Marcil (Bonaventure):—Ordre de la Chambre,—Copie de tous documents concernant le paiement à C. R. Scoles, de New-Carlisle, Québec, en juillet 1914, du reliquat de subvention votée en faveur du chemin de fer de l'Atlantique au Lac Supérieur, sur la recommandation du contrôleur financier.

Par M. Michaud:—Ordre de la Chambre,—Etat indiquant quel montant de droits de douane a été perçu chaque année, pendant les derniers cinq ans à Edmundston, Clair, Green-River et Saint-Leonard, respectivement, dans la province du Nouveau-Brunswick, et les salaires payés aux fonctionnaires dans ces ports extérieurs, pendant la même période.

Par M. Macdonald:—Ordre de la Chambre,—Copie de tous télégrammes, lettres, papiers et autres documents concernant l'établissement projeté d'un service de malle rurale entre Pictou et Saltsprings, comté de Pictou, et les arrangements pour le service actuel entre ces points.

Par M. Macdonald:—Ordre de la Chambre,—Copie de tous papiers, lettres, télégrammes et autres documents concernant le contrat actuel pour le service des malles entre Chance-Harbour et Trenton, comté de Pictou.

M. Reid (Grenville) dépose sur la Table,—Etat détaillé des remises et remboursements de droits, pour l'année expirée le 31 mars 1914.

La Chambre reprend ensuite le débat sur la motion de M. White (Leeds),—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des Voies et Moyens.

Et le débat se continuant, il est ajourné sur motion de M. Wilcox.

La Chambre s'ajourne alors à 6 p.m.

THOMAS SIMPSON SPROULE,
Orateur.

AVIS DE MOTIONS

M. *Macdonald*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Un terrain a-t-il été acheté à Stellarton, N.-E., pour y ériger un édifice public?
2. Dans l'affirmative, quels sont le nom du vendeur, le prix payé et la date du paiement?

* M. *Murphy*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Richard J. Hall a-t-il été nommé inspecteur vétérinaire?
2. Dans l'affirmative, quels sont ses fonctions et son salaire?
3. Quelles aptitudes a-t-il pour remplir ce poste?
4. Qui a recommandé sa nomination?
5. Une allocation de séparation ou autre allocation lui sera-t-elle versée en sus de son salaire? Dans l'affirmative, quel en sera le montant?

M. *Graham*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Un M. Bigg est-il employé au pénitencier de Kingston?
2. Dans l'affirmative, combien de temps a-t-il été ainsi employé?
3. Son nom a-t-il été mentionné dans le rapport des commissaires nommés pour s'enquérir de l'état des choses au dit pénitencier?
4. Dans l'affirmative, que dit le rapport à son sujet?
5. Son emploi a-t-il été changé ou son salaire augmenté depuis que ce rapport a été fait?
6. Dans l'affirmative, quelle position occupe-t-il maintenant, et quel est son salaire?

* M. *Murphy*—Vendredi prochain—QUESTION—Relativement à l'achat de 95,000 paires de chaussures en toile au coût de $190,000, tel que porté aux pages 58, 59 et 60 du mémoire concernant le travail accompli par le ministère de la Milice et de la Défense, guerre européenne, 1914-15, comme suit:—

	Paires.	Prix par paire.
Ames, Holden, McCready	36,500	$2 00
Tétreau Shoe Man. Co	36,500	2 00
Louis Gauthier et Cie	22,000	2 00

Et aussi à un achat subséquent de 45,000 paires de chaussures en toile au coût de $90,000, tel que déclaré par l'honorable ministre de la Milice et de la Défense dans sa réponse à une question rapportée à la page 419 du *Hansard* (non revisé) de 1915, comme suit:—

	Nombre.	Prix par paire.
Cook et Fitzgerald	5,000	$2 00
Dufresne et Galipeau	5,000	2 00
Dufresne et Locke	10,000	2 00
Jas. Muir Co	10,000	2 00
Brandon Shoe Co	5,000	2 00
Regal Shoe Co	5,000	2 00
E. T. Wright Co	5,000	2 00

1. Les 95,000 paires de ces chaussures ont-elles été fournies aux officiers et aux soldats du premier corps expéditionnaire?
2. Dans la négative, quel usage en a-t-on fait ou va-t-on en faire?
3. Qu'a-t-on fait des 45,000 paires de ces chaussures?
4. Si elles sont encore dans les magasins militaires, quand et à qui seront-elles distribuées?
5. En sus des chaussures ci-dessus mentionnées, en a-t-on commandé d'autres? Si oui, combien de paires?

M. *Gray*—Vendredi prochain—QUESTION—Quelles sommes ont été ou doivent être payées par le gouvernement au Pacifique, au Grand-Tronc et au *Canadian Northern*, respectivement, pour transport sur terre et sur mer en rapport avec le premier corps expéditionnaire?

M. *Buchanan*—Vendredi prochain—QUESTION—
1. La division des Sauvages a-t-elle loué la réserve des Gens-du-Sang comme terrain de pâturage?
2. Dans l'affirmative, à qui et à quelles conditions?
3. Quand le bail expire-t-il?
4. S'il n'y a pas de bail, quels arrangements temporaires ont été faits par le gouvernement pour donner droit de pâture sur la réserve.

M. *Buchanan*—Vendredi prochain—QUESTION—
1. Le gouvernement a-t-il reçu une requête demandant l'établissement d'un entrepôt de l'Etat à Lethbridge pour l'emmagasinage de la laine?
2. A-t-on demandé la nomination d'un inspecteur de laine dans la dite ville?
3. Le gouvernement sait-il que, s'il fait droit à ces demandes, il aiderait beaucoup à l'industrie des laines dans l'Alberta-Sud?
4. Le gouvernement a-t-il l'intention de faire droit à ces demandes?

* M. *Murphy*—Vendredi prochain—QUESTION—
1. Depuis le 1er juillet 1914, à combien de firmes ou de particuliers le gouvernement ou l'un ou l'autre de ses ministères a-t-il donné des commandes de couvertes?
2. Quels sont les noms de ces firmes?
3. Combien de couvertes ont été commandées à chaque firme?
4. Combien de couvertes ont été livrées par chaque firme jusqu'à ce jour?
5. Combien de couvertes chaque firme a-t-elle encore à livrer?
6. Quel prix chaque firme reçoit-elle pour ces couvertes?

* M. *Murphy*—Vendredi prochain—QUESTION—
1. A combien de firmes ou de particuliers le gouvernement ou l'un ou l'autre de ses ministères a-t-il donné des commandes d'uniformes pour les soldats depuis le 1er juillet 1914?
2. Quels sont les noms de ces firmes?
3. Combien de ces uniformes ont été commandés à chaque firme?
4. Combien chaque firme en a-t-elle livrés jusqu'à ce jour?
5. Combien chaque firme doit-elle encore en livrer?
6. Quel prix chaque firme reçoit-elle pour ces uniformes?

* M. *Murphy*—Vendredi prochain—QUESTION—
1. A combien de firmes ou de particuliers le gouvernement, ou l'un ou l'autre de ses ministères, a-t-il donné des commandes de l'équipement *Oliver* depuis le 1er juillet 1914?

2. Quels sont les noms de ces firmes?
3. Combien de ces équipements ont-ils été commandés à chaque firme?
4. Combien chaque firme en a-t-elle livrés jusqu'à ce jour?
5. Combien chaque firme doit-elle encore en livrer?
6. Quel prix chaque firme reçoit-elle?

M. *Chisholm* (Antigonish)—Vendredi prochain—QUESTION—Quels sont les noms des hommes employés comme gardiens aux différents ponts de chemin de fer dans le comté d'Antigonish, à différentes dates depuis le mois d'août dernier, à cause de la guerre?

M. *Maclean* (Halifax)—Vendredi prochain—QUESTION—Quelle a été la dépense totale en 1914, à Halifax, pour les termini océaniques en ce qui a trait au contrat pour construction de chemins de fer et au contrat concernant les docks et les jetées, respectivement?

M. *Maclean* (Halifax)—Vendredi prochain—QUESTION—Quels sont les détails et les montants de toutes dépenses à compte du capital et des dépenses spéciales, respectivement, du 1er avril 1914 au 1er mars 1915?

M. *Sharpe* (Ontario)—Vendredi prochain—QUESTION—
1. Combien de chevaux ont été achetés par le gouvernement dans la division électorale d'Ontario-Nord depuis le 1er août 1914?
2. De qui ces chevaux ont-ils été achetés et quel prix a été payé pour chacun d'eux?
3. Quel était l'agent préposé à ces achats?
4. Quelle somme lui a été payée pour ses services?

M. *Buchanan*—Vendredi prochain—QUESTION—
1. Combien de maîtres de poste ont été destitués dans le collège électoral de Medicine-Hat depuis le 1er octobre 1911?
2. Quels sont leurs noms et le nom de chaque bureau?
3. Quelle a été la raison du renvoi en chaque cas?
4. En combien d'instances y a-t-il eu enquête?
5. En combien d'instance a-t-on demandé, sans l'obtenir, qu'une enquête fût tenue?

M. *Molloy*—Vendredi prochain—QUESTION—
1. Quel est l'ingénieur local du gouvernement dans la ville de Winnipeg?
2. Combien de personnes forment son personnel?
3. Quelles sont leurs fonctions?
4. Quel est le salaire de chacune d'elles?

M. *Proulx*—Vendredi prochain—QUESTION—
1. Quel montant a été payé par le Trésor fédéral depuis 1867 à des juges retraités pour pension ou allocation de retraite?
2. Quel montant a été payé chaque année depuis la dite date?

* M. *Graham*—Vendredi prochain—ADRESSE—Copie de la recommandation soumise au conseil pour la nomination de F. Norris à titre d'agent secret dans le personnel des douanes en 1908; aussi, copie des instructions adressées à S. W. McMichael, inspecteur principal des douanes, à Toronto, ou à F. Norris, enjoignant à ce dernier

de prendre son service à Chicago, en juin 1910; aussi, copie de la recommandation transmise au conseil, donnant les raisons de la démission du dit F. Norris, en novembre 1913; et aussi, copie de la correspondance échangée entre le gouvernement du Canada et les autorités impériales concernant les arrangements projetés pour placer le bureau canadien d'immigration sous le même toit que le consulat anglais à Chicago.

* M. *Law*—Vendredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous documents, correspondance, lettres, télégrammes, etc., se rapportant à la destitution de M. P. B. Hurlbert, maître de poste à Springdale, comté de Yarmouth, N.-E., et le déplacement du bureau.

M. *Doherty*—Vendredi prochain—Comité général pour considérer la résolution suivante:—

Qu'il est expédient de prescrire que toute compagnie d'assurance dont le pouvoir de demander une autorisation en vertu des dispositions de la Loi des assurances, 1910, expirera avant la fin de la prochaine session du parlement, pourra obtenir une extension de ce pouvoir jusqu'à la fin de la prochaine session du parlement en remettant au surintendant des assurances un avis dans la forme prescrite et en versant un honoraire de cent piastres.

Sir *Robert Borden*—Vendredi prochain—Que lundi, le 8 mars, et les lundis subséquents, jusqu'à la fin de la session, les avis de motions du gouvernement et les mesures du gouvernement auront la priorité après les questions et les avis de motions pour production de documents.

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle.	Comités.	Heure
	Jeudi, 4 mars.	
100	Ordres Permanents	10.30 a.m.
101	Comité spécial *re* Chaussures fournies au ministère de la Milice et de la Défense	10.30 a.m
211	Chemins de fer, Canaux et Télégraphes	11 a.m.
	Vendredi, 5 mars.	
105	Comité spécial *re* Loi électorale	11 a.m.
100	Comité des Débats	11 a,m.
211	Banques et Commerce	11 a.m.

No 18.

OTTAWA, MERCREDI, 3 MARS 1915.

5e Session, 12e Parlement, 5 George V, 1915

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

OTTAWA
Imprimé par J. DE L. TACHÉ
Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi
1915

No 19.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SEANCE DU JEUDI, 4 MARS 1915.

PRIÈRES.

Une pétition est déposée sur la Table.

Le greffier de la Chambre dépose sur la Table le rapport du greffier des pétitions sur la pétition présentée le 3 du mois courant,—lequelle est lue comme suit:—

De Sa Seigneurie James Toronto (évêque et président du *Toronto Social Service Council*) et autres; pour une loi à l'effet d'établir sans délai un bureau national du travail, comme mesure d'urgence en vue de promouvoir le bien-être du peuple, et de favoriser le plus amplement les intérêts de toutes les classes de la société.

M. Paquet, du comité des Ordres Permanents, présente le premier rapport de ce comité, lequel est comme suit:—

Votre comité a pris en considération la pétition de Charles Macpherson Holt et autres, pour une charte sous le nom de *The Colonial Bank* (Canada), et le rapport du 3 mars courant sur cette pétition, par l'examinateur des pétitions pour bills privés, portant que l'avis n'avait été publié que pendant une semaine au lieu de cinq tel qu'exigé, et il constate que le défaut de publication de l'avis était dû à des causes hors du contrôle des pétitionnaires; et vu que votre comité est d'avis que nuls intérêts ne seront lésés dans ce cas particulier par le défaut de publication susmentionné, il recommande que le paragraphe A (4) de la règle 91 soit suspendu au sujet de la dite pétition.

M. Lancaster, du comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes, présente le quatrième rapport de ce comité, lequel est comme suit:—

Votre comité a de nouveau pris en considération le Bill (No 17) Loi concernant la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique qui lui a été renvoyé par la Chambre, le 2 mars 1915, avec instruction de le diviser en deux bills; pour l'information de la Chambre, le comité fait rapport que, conformément à cette instruction, il a divisé le dit bill tel que désiré, et il recommande que les titres soient comme suit:—

Bill (No 17) Loi concernant la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique; et

Bill (No 68) Loi à l'effet de ratifier et confirmer un certain contrat entre la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique et la *Canadian Northern Ontario Railway Company* concernant les têtes de lignes dans Toronto-Nord.

Votre comité rapporte aussi le Bill (No 17) Loi concernant la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique, tel que divisé, et avec d'autres amendements au dit bill.

M. Lancaster, du comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes, présente le cinquième rapport de ce comité, lequel est comme suit:—

Votre comité a pris en considération les bills suivants, et il a décidé d'en faire rapport sans amendement, savoir:—

Bill (No 31) Loi concernant la *British Columbia Southern Railway Company.*

Bill (No 32) Loi constituant en corporation *The Brûlé, Grande Prairie and Peace River Railway Company.*

Bill (No 34) Loi concernant la *Manitoba and North Western Railway Company of Canada.*

Bill (No 37) Loi concernant la *Pacific, Peace River and Athabaska Railway Company.*

Bill (No 46) Loi concernant la *Western Dominion Railway Company.*

Votre comité a aussi pris en considération les bills suivants, et il a décidé d'en faire rapport avec des amendements, savoir:—

Bill (No 36) Loi constituant en corporation la *Northern Pacific and British Columbia Railway Company.*

Bill (No 38) Loi concernant la *Vancouver, Victoria and Eastern Railway and Navigation Company.*

Bill (No 41) Loi concernant la *Athabaska Railway Company.*

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur la Table le neuvième rapport de l'examinateur des pétitions, lequel est comme suit:—

Conformément à la règle 96, paragraphe 2, l'examinateur des pétitions pour bills privés a l'honneur de présenter ce qui suit comme son neuvième rapport:—

Votre examinateur a dûment examiné la pétition suivante pour bill privé et constate que toutes les prescriptions de la règle 91 ont été remplies en la matière:—

D'Alexander E. May et autres, d'Edmonton et autres lieux, dans l'Alberta; pour une charte sous le nom de *General Trust Company of Canada.*

Le greffier dépose sur la Table les bills privés suivants:—

Bill (No 69) Loi constituant en corporation *The Colonial Bank of Canada.*—Sir *James Aikins.*

Bill (No 70) Loi constituant en corporation *The General Trust Company of Canada.*—M. *Douglas.*

Les dits bills sont lus une première fois et remis pour deuxième lecture à la prochaine séance de la Chambre, en conformité de la règle 99.

Sir Robert Borden dépose sur la Table,—Rapport des délégués nommés pour représenter le gouvernement du Canada au huitième congrès international dit *Purity Congress,* tenu sous les auspices de la ligue dite *World's Purity,* à Kansas, Missouri, le 5-9 novembre 1914.

M. Roche présente,—Réponse à ordre du 10 février 1915,—Etat indiquant la somme dépensée parmi les marchands de Medecine-Hat pour le compte des secours fournis par le gouvernement, à qui les paiements ont été faits et le montant total dans chaque cas.

M. Casgrain, pour M. Coderre, présente,—Réponse à ordre du 4 mars 1914,—Relevé faisant connaître combien d'employés du gouvernement fédéral du Canada à quelque titre que ce soit, et par l'un quelconque des départements, ont été destitués depuis le 10 octobre 1911 jusqu'à ce jour; combien ont démissionné; combien ont abandonné leur poste; combien parmi les déserteurs ont été punis; combien de nouveaux employés ont été nommés au cours de la période susdite.

Aussi,—Réponse à ordre du 11 février 1915,—Copie de toute correspondance échangée entre le ministère de la Justice et le gouvernement de la province de la Colombie-Anglaise, ou quelqu'un de ses membres, au sujet d'une certaine loi adoptée par la législature de la dite province en 1913, chapitre 89, 3 George V, et intitulé: "*An Act respecting The Dominion Trust Company*".

Aussi,—Réponse à ordre du 2 février 1914,—Copie de tous les documents, lettres, correspondance, etc., au sujet de la destitution des personnes dont les noms suivent et qui occupaient les postes suivants dans le comté de Shelburne, N.-E.: J. V. Smith, sous-percepteur des douanes à Lower-Wood-Harbour; John H. Lyons, gardien de phare, Barrington-Passage; William L. Smith, gardien de phare, Baccaro; E. D. Smith, surveillant des pêcheries, Shag-Harbour; J. A. Orechia, maître du havre, Wood-Harbour; J. C. Morrison, maître du havre, Shelburne, et Albert Mahaney, maître de poste, à Churchover.

Aussi,—Réponse à ordre du 9 mars 1914,—Relevé faisant connaître quelles ont été les sommes dépensées pour travaux publics dans le comté de Portneuf depuis le 1er juillet 1896 au 21 septembre 1911; quelle a été la nature des travaux exécutés dans chaque paroisse, en quelle année ils ont été exécutés et quelle a été la somme dépensée pour chacun de ces travaux.

Aussi,—Réponse à ordre du 22 février 1915,—Copie de tous papiers, requêtes, déclarations, serments ou prestations de serments, procédures, pétitions, jugements, certificats touchant la naturalisation de M. F. P. Gutelius, gérant général de l'Intercolonial, et tous autres documents s'y rapportant, de quelque nature qu'ils puissent être.

Et aussi,—Réponse à ordre du 11 février 1915,—Copie de tous mémoires et pétitions provenant de corps commerciaux ou autres au sujet de la construction immédiate du canal de la baie Georgienne et de toute correspondance s'y rapportant depuis le 21 septembre 1911.

Les ordres de la Chambre qui suivent sont votés, en vertu du paragraphe 4 de la règle 37:—

Par M. Buchanan:—Ordre de la Chambre,—Etat indiquant,—

1. De qui a été achetée la nourriture pour les hommes et les chevaux, ainsi que tous autres approvisionnements et effets d'équipement pour la batterie de campagne actuellement entraînée à Lethbridge;

2. Si c'est par soumission, à quelle date elles ont été demandées;

3. Quand les soumissions ont été ouvertes et les contrats adjugés;
4. Quels sont les noms et adresses postales de tous ceux qui ont envoyés des soumissions;
5. Quels ont été les soumissionnaires heureux, et le montant mentionné dans chaque soumission.

Par M. Cruise:—Ordre de la Chambre,—Etat indiquant,—
1. Quels sont les noms de toutes les personnes qui reçoivent annuellement une pension du gouvernement;
2. Quelle somme chacune d'elles reçoit annuellement;
3. Quel était l'emploi de chacune d'elles avant sa mise à la retraite;
4. Quel traitement recevait chacune d'elles au moment de quitter le service;
5. Quelle a été la durée de leur service.

Par M. Buchanan:—Ordre de la Chambre,—Etat indiquant,—
1. Quel est, jusqu'à ce jour, le chiffre total des bons de secours émis dans le district de Medicine-Hat, sous le contrôle de H. H. Brown, commissaire préposé aux secours;
2. A combien s'élève, à ce jour, la dépense totale se rapportant en quelque manière que ce soit avec cette émission de bons de secours;
3. Qui vérifie cette dépense, et, s'il y a plus d'un vérificateur, quels sont les noms de ces divers vérificateurs, et quelle somme a été certifiée par chacun d'eux.
4. Quel a été le chiffre total des frais de voyage, qui les a ordonnés, par qui ils ont été encourus, à qui et en combien de sommes ils ont été payés, quand ils ont été encourus et quand ils ont été payés;
5. Quels différents modes de voyage ont été employés, combien chacun de ces modes a coûté, et qui sont ceux qui ont voyagé en rapport avec l'œuvre des secours;
6. Quelle somme a été portée au compte du fonds de secours sous forme de loyer d'un bureau à Medicine-Hat;
7. Qui a recommandé la nomination de H. H. Brown, et à la recommandation de qui les autres personnes employées pour l'administration du fonds de secours dans le district de Medicine-Hat ont été nommées;
8. Sur quels marchands du district de Medicine-Hat, sous la haute direction de H. H. Brown, les bons de secours ont été tirés; quelle est la valeur totale d'articles fournis par chaque marchand jusqu'à ce jour, et quelle somme a été payée à chaque marchand jusqu'à ce jour.

Les ordres de la Chambre qui suivent sont votés, savoir:—

Par M. Kyte, pour M. Law:—Ordre de la Chambre,—Etat donnant les noms et adresses de toutes les personnes dans les comtés d'Annapolis et de Digby, N.-E., auxquelles a été payée la gratification pour service lors des invasions féniennes; de celles dont les demandes ont été rejetées; et de celles dont les demandes n'ont pas encore été examinées.

Par M. Macdonald:—Ordre de la Chambre,—Copie de tous télégrammes, lettres, comptes, commandes, et tous autres documents en rapport avec l'achat de chevaux pour le ministère de la Milice dans le comté de Pictou au cours des années 1914 et 1915 jusqu'à date.

Par M. Marcil (Bonaventure):—Ordre de la Chambre,—Copie de tous les documents se rapportant au transfert, de Flat-Lands à New-Mills, N.-B., du vivier à saumon; aussi, de tous les rapports au sujet du maintien de ce vivier, avec un état détaillé des déboursés et frais encourus par ce transport, par l'installation et le maintien du nouveau vivier.

Par M. Marcil (Bonaventure):—Adresse,—Copie de toute la correspondance échangée entre le gouvernement du Canada ou l'un ou l'autre des ministres ou fonctionnaires

de ces gouvernements concernant le contrôle des pêcheries dans la province de Québec; aussi, de tous documents se rapportant à cette question, avec la liste des permis accordés pour l'un ou l'autre de ces gouvernements au cours de la présente année.

Par M. Chisholm (Antigonish):—Ordre de la Chambre,—Relevé faisant connaître les noms et les adresses de toutes les personnes dans le comté de Brant, Ont., à qui ont été payées les primes établies par la loi récompensant les volontaires ayant servi lors de l'invasion fénienne et les amendements apportés à cette loi; les noms et les adresses des personnes de ce comté dont les demandes ont été rejetées; aussi, les noms et les adresses de toutes les personnes de ce même comté dont les demandes n'ont pas encore eu de solution.

M. White (Leeds) propose,—Que la Chambre se forme en comité général, demain, pour considérer la résolution suivante:—

ATTENDU que, pour les fins énoncées dans les décrets du conseil (No 2325) du 5 septembre 1914, (No 2450) du 26 septembre 1914, (No 2670) du 24 octobre 1914, (No 2921) du 20 novembre 1914, et (No 3170) du 16 décembre 1914, et en conformité de ces décrets, des avances jusqu'à concurrence d'une somme de dix millions ($10,000,000) de dollars sous forme d'une émission de billets du Dominion ont été faites à la Compagnie du chemin de fer *Canadian Northern* contre un nantissement par la compagnie de ses valeurs garanties émises en vertu des dispositions de la Loi de garantie du chemin de fer *Canadian Northern*, 1914, en plaçant les sommes ainsi avancées au crédit du ministre des Finances pour pouvoir opérer des paiements sous l'empire des dispositions de l'acte fiduciaire garantissant l'émission de ces garanties;

ATTENDU que, pour les fins énoncées dans les décrets du conseil (No 2326) du 5 septembre 1914, (No 2451) du 26 septembre 1914, (No 2671) du 24 octobre 1914, et (No 2922) du 20 novembre 1914, et en conformité de ces décrets, des avances jusqu'à concurrence d'une somme de six millions ($6,000,000) de dollars sous forme d'une émission de billets du Dominion ont été faites à la Compagnie du chemin de fer *Grand Trunk Pacific* contre un nantissement par la compagnie de ses valeurs garanties émises en vertu des dispositions de la Loi de garantie du *Grand Trunk Pacific*, 1914, en plaçant les sommes ainsi avancées au crédit du ministre des Finances pour pouvoir opérer des paiements sous l'empire des dispositions de l'acte fiduciaire garantissant l'émission de ces garanties;

ATTENDU que, sous l'empire d'un décret du conseil (No 2750) du 2 novembre 1914, une émission de billets du Dominion jusqu'à concurrence d'une somme de dix millions ($10,000,000) de dollars a été faite, aux fins de pouvoir solder certaines obligations du Canada au fur et à mesure de leurs échéances;

ATTENDU que, en ce qui concerne la plus forte partie de ces émissions de billets du Dominion, la garantie telle que requise par l'article 5 de la Loi des billets du Dominion n'a pas été tenue;

ET ATTENDU qu'il est opportun, en ce qui concerne ces émissions et ces avances et l'acceptation de garanties et les conventions intervenues quant aux remboursements de ces avances qu'elles soient toutes et chacune d'elles ratifiées;

QU'IL SOIT EN CONSÉQUENCE RÉSOLU, qu'il est opportun de décréter que les émissions de billets du Dominion, et les avances faites en vertu des décrets du conseil cités dans le préambule de cette résolution et les mesures et choses accomplies en conformité des dits décrets du conseil sont ratifiées et censées avoir été dûment autorisées.

M. White (Leeds) informe alors la Chambre que Son Altesse Royale le Gouverneur général ayant été mis au fait de l'objet de la dite résolution, la recommande à la Chambre.

Ordonné, que la Chambre se forme en comité général, demain, pour prendre en considération la dite résolution.

L'ordre portant que la Chambre se forme de nouveau en comité des Subsides étant lu;

Sir Robert Borden propose, avec le consentement de la Chambre,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et la motion étant mise aux voix, elle est agréée.

La Chambre en conséquence se forme de nouveau en comité des Subsides, et, sur rapport de progrès, le comité se lève et obtient l'autorisation de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre s'ajourne alors à 11.55 p.m.

THOMAS SIMPSON SPROULE,
Orateur.

AVIS DE MOTIONS

M. *Oliver*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quels sont les noms des agents autorisés à acheter des chevaux pour l'armée dans l'Alberta?

2. Quel salaire ou rémunération chaque agent ainsi autorisé reçoit-il?

M. *Oliver*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien de fonctionnaires étaient employés dans les bureaux du parc de Banff, le 1er septembre 1191?

2. Combien y sont en service actuellement?

3. Combien de fonctionnaires étaient employés dans les bureaux des terres, de l'irrigation, des douanes et des Postes, respectivement, à Calgary, au 1er septembre 1911?

4. Combien y sont employés actuellement?

M. *Law*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Des chevaux ont-ils été achetés dans le comté de King, N.-E., par le ministère de la Milice, depuis l'ouverture des hostilités?

2. S'il en est ainsi, de qui et à quels prix ces chevaux ont-ils été achetés?

3. Qui a été l'agent acheteur?

M. *Devlin*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le très honorable premier ministre, alors qu'il était chef de l'opposition, a-t-il fait la déclaration suivante à Halifax:—

"Une réforme générale et complète des lois régissant le service civil devrait être effectuée de manière à ce que les nominations futures soient faites par une commission indépendante se basant sur le rapport d'examinateurs à la suite de concours. Je suis convaincu que nous accomplirons un grand devoir public si nous établissons en ce pays ce mode qui prévaut dans la Grande-Bretagne et en vertu duquel un membre du parlement n'a pratiquement ni voix au chapitre, ni influence prépondérante lorsqu'il s'agit de faire une nomination quelconque dans le service civil.

"Employer la faculté de nommer à des emplois dans le service public, à récompenser les services rendus à un parti, sans tenir compte du caractère et de la compétence de la personne choisie, constitue une transgression grave à l'égard d'une fiducie publique sacrée.....Celui qui, en matière privée, déshonorerait ainsi le devoir qui lui a été confié serait passible de punition en vertu de la loi criminelle?"

2. Dans l'affirmative, dans quel but cette déclaration a-t-elle été faite?

3. Des nominations ont-elles été faites dans le service civil depuis octobre 1911? S'il y en a eu, quel en est le nombre?

4. Si des nominations ont été faites, ces nominations, dans le service intérieur ou dans le service extérieur, ont-elles été faites à la recommandation de quelque membre du parlement?

5. Le premier ministre a-t-il pris quelques mesures pour donner effet à cette promesse énoncée à Halifax?

M. *Devlin*—Lundi prochain—QUESTION—Le gouvernement a-t-il l'intention de décréter le port d'un centin sur les lettres transportées entre Ottawa et Hull? Dans la négative, pour quelle raison?

M. *Devlin*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Des représentations ont-elles été faites au gouvernement par quelqu'un du comté de Wright, depuis octobre 1911 au sujet du droit imposé sur le mica importé?
2. S'il en est ainsi, quelle en est la nature, et par qui ont-elles été faites?

M. *Devlin*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Une commission a-t-elle été nommée pour préparer des plans concernant les villes d'Ottawa et de Hull?
2. Quel est le salaire (s'il en est) des commissaires?
3. Quelle est la date de la nomination de cette commission?
4. Quelle somme a été dépensée par le gouvernement fédéral pour la dite commission?
5. Quel montant, s'il en est, a été contribué par chacune des dites villes pour défrayer les frais de la dite commission?
6. La dite commission a-t-elle préparé quelque plan pour l'embellissement des dites villes?
7. Dans l'affirmative, le plan a-t-il été soumis au gouvernement?
8. Dans la négative, quelle est la raison du délai?

M. *Gordon*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quel salaire recevait l'officier des douanes à Wallaceburg au cours des quatre dernières années de l'administration libérale?
2. Quel salaire reçoit le titulaire actuel?
3. A-t-il un assistant? Si oui, quel est son salaire?
4. Quel est le chiffre des droits perçus au cours des huit dernières années?
5. Quel est le loyer payé pour le bureau?

M. *Boivin*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il demandé des soumissions pour la construction de la cale-sèche à ou près Lévis, Qué.?
2. Combien de firmes ont soumissionné, et quels sont leurs noms?
3. A qui le contrat a-t-il été adjugé?
4. A quel prix, et à quelles conditions?

M. *Bourassa*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien de chevaux achetés pour le premier contingent ont été revendus à l'encan, à Québec, l'automne dernier?
2. Quelle est la somme totale que cette vente a rapportée au gouvernement?
3. Quel est le chiffre total des dépenses encourues pour la nourriture, la garde, l'entretien de ces chevaux depuis le départ du contingent jusqu'au jour de la vente?
4. Quelles ont été les dépenses encourues pour la vente à l'encan de ces chevaux?
5. Quel est le nombre de chevaux offerts en vente à l'encan qui n'ont pas trouvé d'acheteurs et qui ont été abattus et donnés à un manufacturier de colle?

M. *Bourassa*—Lundi prochain—QUESTION—

1. A combien est estimé la perte résultant de la destruction par le feu de la gare de Lévis?
2. Pour quel montant cette gare était-elle assurée, dans quelle compagnie était-elle assurée, quel était le montant de la prime payée pour telle assurance et le nom de l'agent qui a sollicité et obtenu ce risque?
3. Quelle est la somme payée au gouvernement par la dite compagnie d'assurance en règlement des dommages résultant de la destruction de la gare de Lévis?
4. Quand le gouvernement se propose-t-il de commencer la reconstruction de la gare détruite?
5. Le gouvernement doit-il reconstruire cette gare sur le site où elle était avant le feu, sinon à quel autre endroit?

* M. *Oliver*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous documents, lettres, télégrammes, rapports, etc., se rapportant à l'achat en Canada de chevaux pour le service de l'armée par les gouvernements britannique et français, respectivement.

* M. *Devlin*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Etat faisant connaître tous les montants d'argent dépensés pour travaux publics dans les comtés de Wright, Pontiac et Labelle, depuis octobre 1911 jusqu'à date.

* M. *Devlin*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Etat indiquant le nombre de personnes résidant dans le comté de Wright qui ont été nommées à des emplois dans le service intérieur ou le service extérieur depuis octobre 1911; le nombre de destitution depuis la même date; le nombre de démissions depuis la même date; et les noms des personnes à la demande desquelles ces démissions, s'il en est, ont été données.

* M. *Rhodes*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Relevé faisant connaître les sommes d'argent dépensées, soit pour construction, soit pour réparations, non compris les salaires payés aux fonctionnaires ou employés permanents, ou employés à l'année, dans les ministères des Travaux Publics, des Chemins de fer et Canaux, de la Marine et de la Défense, de la Marine et des Pêcheries et de l'Agriculture, dans le comté de Cumberland, au cours des exercices financiers de 1896 à 1911, inclusivement, avec mention de l'objet particulier de chaque dépense, et de l'endroit où elle a eu lieu.

* M. *Macdonald*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Etat indiquant la quantité d'équipements *Oliver* achetés depuis le 1er août 1914, les noms des vendeurs, le prix payé à chacun d'eux et les dates de livraison; aussi, copie de toutes plaintes formulées contre cet équipement, et de toute mesure administrative ou autre, prise à ce sujet.

* M. *Bourassa*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de toutes lettres, requêtes, télégrammes et correspondance, entre l'honorable L. P. Pelletier, ministre des Postes, et toute personne du comté de Lévis, dans le courant du mois d'avril 1912, concernant la nomination de G. A. Marois à une position à la douane de Québec, et la nomination de J. E. Gingras comme maître de poste de Saint-Romuald et d'Etchemin.

M. *Broder*—Lundi prochain—RÉSOLUTION—Qu'un comité spécial composé de MM. Barnard, Broder, Charlton, Cromwell, Kemp, Kyte, Lemieux, MacNutt, Marcil (Bonaventure), Morphy, Paquet, Reid (Grenville), Schaffner, Stewart (Lunenburg) et Turgeon soit nommé de nouveau aux fins de s'enquérir et de faire rapport au sujet des amendements qu'il serait opportun de faire aux lois existantes en vue de porter remède aux maux produits par l'usage des cigarettes, ou de les prévenir; avec pouvoir au dit comité d'envoyer quérir personnes, papiers et documents, d'interroger des témoins et de faire rapport de temps à autre; et que les rapports et procédures, et la preuve faite par le comité spécial nommé le 16 mars 1914 pour étudier ce même sujet, qui ont été déposés sur la Table le 2 juin 1914, soient référés au dit comité.

M. *Maclean* (York)—Lors de la troisième lecture du Bill (No 17) Loi concernant la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique—Proposera,—

Que le dit bill ne soit pas maintenant lu la troisième fois, mais qu'il soit renvoyé en comité général pour y être amendé en retranchant les articles 4 et 5 du dit bill.

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle.	Comités.	Heure
	Vendredi, 5 mars.	
105	Comité spécial *re* Loi électorale	11 a.m.
100	Comité des Débats	11 a,m.
101	Banques et Commerce	11 a.m.
100	Comité spécial *re* Pollution des eaux navigables	10.30 a.m.
	Mardi, 9 mars.	
101	Comité spécial *re* Chaussures fournies au ministère de la Milice et de la Défense	10.30 a.m
211	Chemins de fer, Canaux et Télégraphes	11 a.m.

No 19.

OTTAWA, JEUDI, 4 MARS 1915.

5e Session, 12e Parlement, 5 George V, 1915

PROCÈS - VERBAUX
DE LA
CHAMBRE DES COMMUNES

OTTAWA
Imprimé par J. DE L. TACHÉ
Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi
1915

No 20.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SEANCE DU VENDREDI, 5 MARS 1915.

PRIÈRES.

Une pétition est déposée sur la Table.

Le greffier de la Chambre dépose sur la Table le rapport du greffier des pétitions sur la pétition présentée le 4 du mois courant,—laquelle est lue comme suit:—

De R. H. Fulton et autres, directeurs provisoires de la *Northwest Life Assurance Company;* pour une loi prolongeant de deux ans, à compter du 7 mars 1915, la période de temps pendant laquelle ils pourront obtenir un permis de transiger des affaires, et pour autres fins.

M. Taylor, du comité des Débats, présente le premier rapport du dit comité, lequel est comme suit:—

Votre comité recommande que l'on transmette les volumes reliés du rapport officiel des Débats de la Chambre pour cette session et les sessions subséquentes aux bibliothèques publiques dans les cités du Canada qui en feront la demande, et que le comité soit autorisé à prendre telle décision qu'il croira opportune au sujet des demandes venant de la part de bibliothèques publiques autres que celles qui sont plus haut mentionnées.

M. Macdonell, pour M. Ames, du comité des Banques et du Commerce, présente le deuxième rapport du dit comité, lequel est comme suit:—

Votre comité a fait l'étude des bills suivants qu'il rapporte sans amendement, savoir:—

Bill (No 53) Loi constituant en corporation *The Marcil Trust Company.*

Bill (No 59) Loi concernant la *Empire Life Insurance Company of Canada.*

Votre comité a également étudié les bills suivants qu'il rapporte avec des amendements, savoir:—

Bill (No 43) Loi concernant la compagnie dite *The Huron and Erie Loan and Savings Company,* et à l'effet de changer son nom en celui de *The Huron and Erie Mortgage Corporation.*

Bill (No 58) Loi concernant la *Casualty Company of Canada.*

Votre comité recommande que les honoraires payés sur le Bill (No 53) Loi constituant en corporation *The Marcil Trust Company,*—soient remboursés moins le coût de l'impression et de la traduction, attendu qu'il appert que les exigences de la Loi des Compagnies fiduciaires, 1914, ont rendu nécessaire la présentation du dit bill.

M. Casgrain, pour M. Coderre, présente,—Réponse à adresse du 22 février 1915,—Copie de toutes les plaintes adressées au gouvernement à la suite de coups de feu tirés par des soldats de la milice canadienne sur deux citoyens américains, entraînant la mort de l'un d'eux, sur les eaux du lac Erié, et de toute la correspondance échangée à ce sujet entre l'ambassade britannique et les autorités des Etats-Unis.

Aussi,—Autre réponse supplémentaire à ordre du 4 mars 1914,—Relevé faisant connaître combien d'employés du gouvernement fédéral du Canada à quelque titre que ce soit, et par l'un quelconque des départements, ont été destitués depuis le 10 octobre 1911 jusqu'à ce jour; combien ont démissionné; combien ont abandonné leur poste; combien parmi les déserteurs ont été punis; combien de nouveaux employés ont été nommés au cours de la période susdite.

M. Hazen présente,—Réponse à ordre du 24 février 1915,—Etat indiquant les montants en détail payés à Ward Fisher, de Shelburne, N.-E., inspecteur des pêcheries pour les années 1912 et 1913, à titre de salaire, frais de bureau, dépenses de voyage et toutes autres dépenses.

M. Hughes (Victoria) présente,—Réponse à ordre du 15 février 1915,—Etat donnant les noms et adresses postales de toutes les personnes, dans le comté de Yarmouth, qui ont reçu la gratification accordée par la " Loi des gratifications aux volontaires lors des invasions féniennes "; aussi, donnant les noms et adresses postales de toutes personnes, dans le dit comté, dont les demandes ont été rejetées; et aussi, donnant les noms et les adresses postales de tous les postulants dans le dit comté dont les demandes n'ont pas encore été prises en considération.

Aussi,—Réponse à ordre du 19 février 1915,—Relevé faisant connaître les noms et les adresses postales de toutes les personnes du comté de Guysborough, N.-E., auxquelles ont été payées des primes en vertu de la Loi accordant des primes aux volontaires qui ont servi dans les invasions féniennes; les noms et les adresses postales de toutes les personnes dont les demandes ont été rejetées, et la raison du refus;—aussi, les noms et les adresses postales de toutes les personnes dont les demandes ont été reçues, mais auxquelles les primes n'ont pas été payées, en faisant la distinction entre les personnes dont les demandes ont été reçues et admises, et celles dont les demandes ont été reçues sans qu'une décision ait encore été prise, s'il en est.

Sur motion de M. Macdonell, il est ordonné,—Que les honoraires payés sur le Bill (No 53) Loi constituant en corporation *The Marcil Trust Company,*—soient remboursés, moins le coût de l'impression et de la traduction, en conformité de la recommandation contenue dans le deuxième rapport du comité des Banques et du Commerce.

Sur motion de M. Bradbury, il est ordonné,—Que les rapports, procès-verbaux des séances et témoignages entendus par le comité spécial nommé au cours de la session de

1913 et chargé de l'étude des Bills (Nos 2 et 16) concernant la pollution des eaux navigables, déposés sur la Table, lundi, le 2 juin 1913, ainsi que les rapports, procès-verbaux des séances et témoignages entendus par le comité spécial nommé au cours de la session de 1914, chargé de l'étude de la question de la pollution des eaux navigables, déposés sur la Table, mercredi, le 10 juin 1914, soient, respectivement, référés au comité spécial chargé de l'étude de la question de la pollution des eaux navigables.

Sur motion de M. Doherty, il est résolu,—Que la Chambre se forme en comité général, mardi prochain, pour considérer la résolution suivante:—

Qu'il est expédient de prescrire que toute compagnie d'assurance dont le pouvoir de demander une autorisation en vertu des dispositions de la Loi des Assurances, 1910, expirera avant la fin de la prochaine session du Parlement, pourra obtenir une extension de ce pouvoir jusqu'à la fin de la prochaine session du Parlement en remettant au surintendant des assurances un avis dans la forme prescrite et en versant un honoraire de cent piastres.

Sur motion de Sir Robert Borden, il est résolu,—Que lundi, le 15 mars, et les lundis subséquents, jusqu'à la fin de la session, les avis de motions du gouvernement et les mesures du gouvernement auront la priorité après les questions et les avis de motions pour production de documents.

La Chambre reprend alors la suite du débat sur la motion de M. White (Leeds),—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des Voies et Moyens.

Et le débat se continuant;

A six heures p.m., M. l'Orateur quitte le fauteuil pour le reprendre à huit heures p.m.

Huit heures p.m

(*L'ordre pour bills privés est appelé en vertu de la règle 25.*)

M. Blain propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité général sur les bills privés, en vertu de la règle 109.—Adopté.

Les bills suivants sont délibérés en comité général, rapportés sans amendement, lus la troisième fois, et adoptés, savoir:—

Bill (No 27) Loi concernant la *St. Lawrence and Adirondack Railway Company.*

Bill (No 28) Loi concernant la *Toronto Eastern Railway Company.*

Bill (No 12) Loi modifiant la Loi consolidée de l'Ordre indépendant des Forestiers.

Bill (No 16) Loi concernant *The Title and Trust Company,* et à l'effet de changer son nom en celui de *Chartered Trust and Executor Company.*

Bill (No 42) Loi concernant *The Canada Preferred Insurance Company.*

Bill (No 45) Loi concernant la *Vancouver Life Insurance Company.*

Bill (No 31) Loi concernant la *British Columbia Southern Railway Company.*

Bill (No 32) Loi constituant en corporation *The Brûlé, Grande Prairie and Peace River Railway Company.*

Bill (No 34) Loi concernant la *Manitoba and North Western Railway Company of Canada.*

Bill (No 37) Loi concernant la *Pacific, Peace River and Athabaska Railway Company.*

Bill (No 46) Loi concernant la *Western Dominion Railway Company.*

Bill (No 36) Loi constituant en corporation la *Northern Pacific and British Columbia Railway Company.*

Bill (No 38) Loi concernant la *Vancouver, Victoria and Eastern Railway and Navigation Company.*

Bill (No 41) Loi concernant l'*Athabasca Northern Railway Company.*

Les bills suivants sont délibérés en comité général, et, sur rapport de progrès, le comité obtient l'autorisation de les considérer de nouveau à la prochaine séance de la Chambre, savoir:—

Bill (No 8) Loi concernant l'*Edmonton, Dunvegan and British Columbia Railway Company.*

Bill (No 20) Loi concernant la *Canadian Northern Railway Company.*

Bill (No 29) Loi concernant la *Van Buren Bridge Company.*

Bill (No 17) Loi concernant la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique.

Les bills suivants sont lus une deuxième fois et référés au *comité des Banques et du Commerce,* savoir:—

Bill (No 69) Loi constituant en corporation *The Colonial Bank (Canada).*

Bill (No 70) Loi constituant en corporation *The General Trust Company of Canada.*

La Chambre reprend ensuite le débat sur la motion de M. White (Leeds),—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des Voies et Moyens.

Et le débat se continuant, il est ajourné sur motion de M. Bradbury.

La Chambre s'ajourne alors à 10.20 p.m., jusqu'à lundi prochain, à 3 p.m.

THOMAS SIMPSON SPROULE,
Orateur.

AVIS DE MOTIONS

M. *Chisholm* (Antigonish)—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quel était le coût estimatif des culées de l'Intercolonial récemment construites près d'Antigonish?
2. Quel a été le chiffre du contrat adjugé pour la construction de ces culées?
3. Quel en a été le coût réel?
4. Combien de soumissions ont été reçues, de qui et quels en étaient les chiffres?

M. *Sinclair*—Lundi prochain—QUESTION—A qui, et à quel prix par tonne, a été vendu l'engrais produit aux usines de réduction du gouvernement, à Canso, N.-E., au cours de la dernière saison?

* M. *Law*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien de tonnes d'engrais ont été manufacturées aux usines de réduction de chien de mer, à Canso, au cours des années 1913 et 1914, respectivement?
2. Combien la tonne la production en a-t-elle coûté?
3. La vente s'en est-elle faite par voie de soumission ou autrement?
4. A qui et à quels prix, cet engrais a-t-il été vendu?
5. Où les livraisons en ont-elles été faites?

* M. *Law*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien de tonnes d'engrais ont été manufacturées par l'usine de réduction de Clark's-Harbour, en 1913 et 1914, respectivement?
2. Quel en a été le coût par tonne?
3. Ce produit a-t-il été vendu par voie de soumission ou autrement?
4. A qui a-t-il été vendu et à quel prix?
5. Devait-il être livré à l'usine ou à un endroit quelconque?

M. *Pugsley*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien de bicycles ont été achetés pour l'usage du premier contingent?
2. De quelles personnes ou firmes ont-ils été achetés?
3. Quel prix a été payé pour chaque bicycle?

M. *Kyte*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quand A. Gobeil s'est-il retiré de la position de sous-ministre des Travaux publics?
2. Combien de temps a-t-il été sous-ministre?
3. En vertu de la loi, quel était le chiffre de sa pension?
4. Est-il employé actuellement par quelque ministère du gouvernement, et quelle est la nature de cet emploi?
5. Quelle est la somme totale qu'il reçoit actuellement du gouvernement?

M. *Kyte*—Lundi prochain—QUESTION—

1. De combien de firmes ou particuliers le gouvernement ou quelqu'un des ministères a-t-il acheté des havresacs, depuis le 1er juillet 1914?
2. Quels sont leurs noms?
3. Combien de havresacs ont été commandés à chaque firmes?
4. Quel nombre chaque firme a-t-elle livré jusqu'à date?
5. Quel nombre chaque firme a-t-elle encore à livrer?
6. Quel est le prix payé à chaque firme pour ces havresacs?

M. *Kyte*—Lundi prochain—QUESTION—

1. De combien de firmes ou particuliers le gouvernement ou quelqu'un des ministères a-t-il acheté des essuie-mains, depuis le 1er juillet 1914?
2. Quels sont leurs noms?
3. Combien d'essuie-mains ont été commandées à chaque firme?
4. Quel nombre chaque firme a-t-elle livré jusqu'à date?
5. Quel nombre chaque firme a-t-elle encore à livrer?
6. Quel est le prix payé à chaque firme pour ces essuie-mains?

M. *Kyte*—Lundi prochain—QUESTION—

1. A combien de firmes ou de particuliers le gouvernement, ou l'un ou l'autre de ses ministères, a-t-il donné des commandes de bicycles, depuis le 1er juillet 1914?
2. Quels sont les noms de ces firmes?
3. Quel en a été le nombre acheté de chaque firme?
4. Combien chaque firme en a-t-elle livrés jusqu'à ce jour?
5. Combien chaque firme en a-t-elle encore à livrer?
6. Quel prix chaque firme reçoit-elle pour ces bicycles?

M. *McKenzie*—Lundi prochain—QUESTION—

1. A combien de firmes ou de particuliers le gouvernement ou l'un ou l'autre de ses ministères a-t-il donné des commandes de chemises d'hiver, depuis le 1er juillet 1914?
2. Quels sont les noms de ces firmes?
3. Combien de chemises d'hiver ont été commandées à chaque firme?
4. Combien chaque firme en a-t-elle livrées jusqu'à ce jour?
5. Combien chaque firme doit-elle encore en livrer?
6. Quel prix chaque firme reçoit-elle pour ces chemises d'hiver?

M. *Law*—Lundi prochain—QUESTION—

1. A combien de firmes ou de particuliers le gouvernement ou l'un ou l'autre de ses ministères a-t-il donné des commandes de sous-vêtements, depuis le 1er juillet 1914?
2. Quels sont les noms de ces firmes?
3. Combien de sous-vêtements ont été commandés à chaque firme?
4. Combien chaque firme en a-t-elle livrés jusqu'à ce jour?
5. Combien chaque firme doit-elle encore en livrer?
6. Quel prix chaque firme reçoit-elle pour ces sous-vêtements?

M. *Chisholm* (Antigonish)—Lundi prochain—QUESTION—

1. A combien de firmes ou de particuliers le gouvernement ou l'un ou l'autre de ses ministères a-t-il donné des commandes de chemises de coton, depuis le 1er juillet 1914?
2. Quels sont les noms de ces firmes?
3. Combien de chemises de coton ont été commandées à chaque firme?
4. Combien chaque firme en a-t-elle livrées jusqu'à ce jour?
5. Combien chaque firme doit-elle encore en livrer?
6. Quel prix chaque firme reçoit-elle pour ces chemises de coton?

M. *Chisholm* (Inverness)—Lundi prochain—QUESTION—

1. A combien de firmes ou de particuliers le gouvernement ou l'un ou l'autre de ses ministères a-t-il donné des commandes de culottes, caleçons et pantalons, depuis 1er juillet 1914?
2. Quels sont les noms de ces firmes?
3. Combien de culottes, caleçons et pantalons ont été commandés à chaque firme?
4. Combien chaque firme en a-t-elle livrés jusqu'à ce jour?
5. Combien chaque firme doit-elle encore en livrer?
6. Quel prix chaque firme reçoit-elle pour ces culottes, caleçons et pantalons?

M. *Carroll*—Lundi prochain—QUESTION—

1. A combien de firmes ou de particuliers le gouvernement ou l'un ou l'autre de ses ministères a-t-il donné des commandes de chemises de flanelles, depuis le 1er juillet 1914?
2. Quels sont les noms de ces firmes?
3. Combien de chemises de flanelles ont été commandées à chaque firme?
4. Combien chaque firme en a-t-elle livrées jusqu'à ce jour?
5. Combien chaque firme doit-elle encore en livrer?
6. Quel prix chaque firme reçoit-elle pour ses chemises de flanelle?

M. *Carroll*—Lundi prochain—QUESTION—

1. A combien de firmes ou de particuliers le gouvernement ou l'un ou l'autre de ses ministères a-t-il donné des commandes de chemises de service, depuis le 1er juillet 1914?
2. Quels sont les noms de ces firmes?
3. Combien de chemises de service ont été commandées à chaque firme?
4. Combien chaque firme en a-t-elle livrées jusqu'à ce jour?
5. Combien chaque firme doit-elle encore en livrer?
6. Quel prix chaque firme reçoit-elle pour ces chemises de service?

M. *Chisholm* (Antigonish)—Lundi prochain—QUESTION—

1. A combien de firmes ou de particuliers le gouvernement ou l'un ou l'autre de ses ministères a-t-il donné des commandes de cycles automobiles, depuis le 1er juillet 1914?
2. Quels sont les noms de ces firmes?
3. Combien de cycles automobiles ont été commandés à chaque firme?
4. Combien chaque firme en a-t-elle livrés jusqu'à ce jour?
5. Combien chaque firme doit-elle encore en livrer?
6. Quel prix chaque firme reçoit-elle pour ces cycles automobiles?

M. *Kay*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien d'officiers de douane étaient employés au port douanier de Abercorn, Québec, le 20 septembre 1911?
2. Quels étaient les noms de ces officiers?
3. Quel salaire était payé à chacun d'eux?
4. Quel était le montant total des salaires payés aux officiers à ce port?
5. Combien d'officiers de douane sont employés à ce port à présent?
6. Quels sont leurs noms?
7. Quel salaire chacun d'eux reçoit-il?
8. Quel est le montant total des salaires payés aux officiers à ce port?

M. *Kay*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien d'officiers de douane étaient employés au port douanier de Highwater, Québec, le 20 septembre 1911?
2. Quels étaient les noms de ces officiers?
3. Quel salaire était payé à chacun d'eux?
4. Quel était le montant total des salaires payés aux officiers à ce port?
5. Combien d'officiers de douane sont employés à ce port à présent?
6. Quels sont leurs noms?
7. Quel salaire chacun d'eux reçoit-il?
8. Quel est le montant total des salaires payés aux officiers à ce port?

M. *Kay*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien d'officiers de douane étaient employés au port douanier de Mansonville, Québec, le 20 septembre 1911?
2. Quels étaient les noms de ces officiers?
3. Quel salaire était payé à chacun d'eux?
4. Quel était le montant total des salaires payés aux officiers à ce port?
5. Combien d'officiers de douane sont employés à ce port à présent?
6. Quels sont leurs noms?
7. Quel salaire chacun d'eux reçoit-il?
8. Quel est le montant total des salaires payés aux officiers à ce port?

M. *Tobin*—Lundi prochain—QUESTION—

1. L'officier commandant le 5me régiment de carabiniers à cheval, le lieutenant-colonel G. H. Baker, a-t-il refusé d'accepter sept chevaux qui avaient été achetés par MM. Palmer et Pallister, à Sherbrooke?
2. Dans l'affirmative, quelles étaient les raisons données par cet officier?
3. Le lieutenant-colonel Baker a-t-il demandé une commission d'enquête pour examiner les dits chevaux et constater s'ils étaient propres au service?
4. Dans l'affirmative, la commission s'est-elle réunie et a-t-elle soumis son rapport?
5. Quel est le verdict de la dite commission sur la valeur des dits chevaux?

M. *Tobin*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Sir Adam Beck a-t-il agi comme acheteur de chevaux de remonte pour le premier corps expéditionnaire?
2. Dans l'affirmative, combien de chevaux ont été achetés par lui et quel a été le prix moyen payé par cheval?
3. Quel en a été le coût moyen par cheval, y compris tous les frais d'achat?
4. Les personnes de qui ces chevaux ont été achetés en ont-elles reçu le prix par un chèque du gouvernement, ou le prix d'achat a-t-il été soldé par voie de chèques personnels de Sir Adam Beck, les sommes déboursées par lui lui étant ensuite remboursées?
5. Ces chevaux ont-ils été marqués au fer rouge à l'époque de l'achat ou seulement après leur arrivée à Valcartier?
6. Si cette dernière alternative a été suivie, pourquoi les règlements de mobilisation de 1913 n'ont-ils pas été observés?
7. Quelle compétence possède Sir Adam Beck pour le mettre à même de déterminer les différents types de chevaux de remonte requis pour les différentes branches du service?

M. *McCrea*—Lundi prochain—QUESTION—

1. J. H. Pickle est-il employé par le ministère des Douanes, à Sherbrooke?
2. S'il en est ainsi, quels sont son salaire et ses fonctions?
3. A-t-il été employé constamment; ou bien, s'il a obtenu congé d'absence, quelle a été la durée de ce congé et pour quelle raison lui a-t-il été accordé?

M. *McCrea*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le ministère de la Milice a-t-il annoncé ou fait annoncer publiquement, à différentes dates et en différents endroits, l'achat de chevaux qui devait se faire à Sherbrooke et en d'autres endroits des cantons de l'Est, pour le 5me carabiniers à cheval maintenant campé à Sherbrooke?
2. S'il en est ainsi, des acheteurs ont-ils été présents aux endroits indiqués, prêts à acheter des chevaux?
3. Combien de chevaux ont été achetés à chaque endroit, et à quel prix pour chaque cheval?
4. A combien s'est élevée la dépense totale en ce qui concerne ces achats, y compris les frais d'annonce, les gages ou compensations des acheteurs et leurs débours, aussi les honoraires ou compensations des vétérinaires et toute autre dépense relative aux chevaux achetés?

M. *McCrea*—Lundi prochain—QUESTION—
1. A. Genest est-il l'un des employés du bureau de poste à Sherbrooke?
2. Dans l'affirmative, quelles sont ses fonctions, et quel est son salaire?
3. A-t-il été employé d'une manière continue?
4. S'il a eu un permis d'absence, pendant combien de temps et pour quel motif?

M. *Buchanan*—Lundi prochain—QUESTION—
1. Combien de demandes ont été reçues par le ministère des Postes pour l'établissement de routes postales rurales dans la circonscription de Medicine-Hat, Alta?
2. Combien de routes ont été établies et où se trouvent-elles?
3. Se propose-t-on d'établir de nouvelles routes? Dans l'affirmative, dans quelle région?

M. *Martin* (Régina)—Lundi prochain—QUESTION—Relativement aux réponses à des questions données par le ministre de l'Intérieur, le 4 mars courant, au sujet du blé de semence,—les prix mentionnés dans ces réponses signifient-ils les prix du blé livré à bord à Fort-William, ou les prix qui ont été payés aux points de livraison locale dans la Saskatchewan?

M. *Martin* (Régina)—Lundi prochain—QUESTION—
1. Quelles fractions de homesteads dans la Saskatchewan ont été vendues en 1914?
2. Quel était le nom de l'acheteur, et quel a été le prix d'achat dans chaque cas?

M. *Martin* (Régina)—Lundi prochain—QUESTION—
1. A. B. Gillies, de Whitewood, Sask., a-t-il été employé dans le ministère de l'Intérieur ou dans celui de la Milice à une période quelconque des années 1912-13-14 et 15?
2. Dans l'affirmative, à quelle date a-t-il été nommé, en quelle qualité, et à quel salaire?
3. Est-il encore employé?

M. *Martin* (Régina)—Lundi prochain—QUESTION—
1. Quelle a été la superficie totale des terres des sauvages vendues dans la province de la Saskatchewan en chacune des années 1912, 1913 et 1914?
2. Quel a été le prix moyen obtenu pour les terres des sauvages ainsi vendues en chacune des années susdites?

M. *Martin* (Régina)—Lundi prochain—QUESTION—
1. Quelle a été la superficie totale de terres des écoles vendues dans la province de la Saskatchewan en chacune des années 1912, 1913 et 1914?
2. Quel a été le prix moyen par acre obtenu pour les terres des écoles ainsi vendues en chacune des années susdites?

M. *Martin* (Régina)—Lundi prochain—QUESTION—
1. W. J. Gallon, de Régina, a-t-il été employé par le ministère de l'Intérieur en aucun temps au cours des années 1912, 1913, 1914 et 1915?
2. Dans l'affirmative, quelle a été la durée de son emploi, quels ont été ses émoluments et quelle est la date de sa nomination?

M. *Martin* (Régina)—Lundi prochain—QUESTION—
1. W. W. Davidson, de Moosejaw, a-t-il été employé par le ministère de l'Intérieur en aucun temps au cours des années 1912, 1913, 1914 et 1915?
2. S'il en est ainsi, à quelle date a-t-il été nommé?
3. Quelles sont ses fonctions, et quels sont son salaire ou ses émoluments?

M. *Marcil* (Bonaventure)—Lundi prochain—QUESTION—

1. Alex. Pratt ou J. P. A. Pratt, de Matapédiac ou Sellarville, Qué., scient-ils du bois destiné aux parois, plafonds et parties inférieures des voitures de l'Intercolonial?

2. S'il en est ainsi, cet ouvrage est-il fait en vertu d'un contrat, et quels prix sont-ils payés?

3. Si c'est en vertu d'un contrat, des soumissions ont-elles été publiquement demandées, et alors, à quelle date?

M. *Marcil* (Bonaventure)—Lundi prochain—QUESTION—Un arrangement a-t-il été conclu entre la municipalité de Matapédiac, Québec, ou quelques personnes de cette localité, et le ministère des Chemins de fer et Canaux au sujet d'une fourniture d'eau pour protection contre l'incendie ou pour usage domestique, et dans l'affirmative, de quelle nature est cet arrangement?

M. *Buchanan*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Pour quelle raison Edward N. Higinbotham a-t-il été destitué comme maître de poste à Lethbridge?

2. Une enquête a-t-elle été demandée?

3. Une enquête a-t-elle été tenue?

4. Dans l'affirmative, quel en a été le résultat?

M. *Chisholm* (Antigonish)—Lundi prochain—QUESTION—Quel est le prix payé par boîte, par le commissaire en charge pour les caisses à bombes de 18?

M. *Chisholm* (Antigonish)—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le ministère des Chemins de fer et Canaux a-t-il demandé des soumissions pour la fourniture de charbon pour l'Intercolonial?

2. Dans la négative, quand des soumissions seront-elles demandées?

M. *Tobin*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Un ordre en conseil prohibant la vente et l'exportation aux Etats-Unis des chevaux canadiens entre l'âge de quatre et onze ans, a-t-il été adopté?

2. Si oui, quand?

M. *Marcil* (Bonaventure)—Lundi prochain—QUESTION—

1. Des routes postales rurales ont-elles été établies dans les comtés de Bonaventure, Gaspé et Rimouski?

2. Dans l'affirmative, où se trouvent ces routes dans chaque comté?

3. Quel est le coût de chaque service? Et des soumissions ont-elles été demandées à cette fin?

4. Le ministère des Postes a-t-il refusé d'établir de ces routes? Dans l'affirmative, où, pourquoi, et quand?

* M. *Lanctôt*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous télégrammes, lettres et autres documents concernant un officier militaire des Etats-Unis du nom de Stewart qui a été attaché au régiment des carabiniers à cheval actuellement en entraînement à Ottawa; aussi, état donnant les noms de tous autres officiers étrangers qui ont obtenu des commissions dans les contingents militaires du Canada de préférence aux officiers canadiens dûment qualifiés pour le service; le nombre des officiers ainsi nommés; et les raisons données pour ces nominations.

* M. *Kyte*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Etat donnant les noms, l'âge, la nationalité et le lieu de naissance de tous ceux qui se sont enrôlés en Canada pour servir durant la présente guerre dans les premier, second et troisième contingents, respectivement.

* M. *Tobin*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous télégrammes, lettres, rapports ou pièces et tous autres documents concernant l'achat de remontes dans la province de Québec depuis le 1er août dernier jusqu'aux récents achats faits dans les cantons de l'Est par MM. Palmer et Pallister.

M. *Barnard*—Lundi prochain—RÉSOLUTION—Qu'il est expédient de nommer un comité composé de membres des deux Chambres pour étudier la procédure suivie dans les causes de divorce portées devant le parlement et pour faire toutes recommandations jugées nécessaires pour la réformer; que messieurs Northrup, McCraney, Barnard, McKenzie et Rhodes agissent au nom de cette Chambre, et que le dit comité soit autorisé à envoyer quérir personnes, papiers et documents et à faire rapport de temps à autre.

M. *Turriff*—En comité général ou lors de la troisième lecture du Bill (No 17) Loi concernant la compagnie du chemin de fer du Pacifique-Canadien—Proposera,—Que le dit bill soit amendé en prescrivant que tous les tarifs de fret imposés par la compagnie seront soumis à l'approbation du bureau des commissaires des chemins de fer du Canada.

M. *Maclean* (York)—Lundi prochain—En comité général sur le Bill (No 17) Loi concernant la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique—Proposera l'amendement suivant au dit bill:—

Qu'un nouvel article soit inséré à la suite de l'article 5 lequel sera désigné comme article 5*a* du dit bill et dont voici la teneur:—

"5*a*. Les dits transfert ou vente des dits bateaux à vapeur ou autres de la compagnie, ci-dessus autorisés, seront subordonnés aux termes et conditions que le bureau des commissaires des chemins de fer peut imposer, et la compagnie ne pourra acquérir ou garantir les obligations de la dite compagnie dite *The Canadian Pacific Ocean Services, Limited,* ou de toute autre compagnie à laquelle elle peut vendre ou transférer ses dits vaisseaux sans en avoir au préalable obtenu permission du dit bureau des commissaires des chemins de fer. Et le bureau peut spécifier les fins pour lesquelles les ressources provenant de la vente ou du transfert des dits vaisseaux par la compagnie peuvent être employées."

M. *Taylor*—Quand les motions seront appelées—Proposera,—Que le premier rapport du comité des Débats soit adopté.

AFFICHAGE DES BILLS PRIVÉS

Les bills suivant ont, ce 5 mars, été affichés pour être pris en considération par le *comité des Banques et du Commerce,* vendredi prochain, le 19 courant ou après, savoir:—

Bill (No 69) Loi constituant en corporation *The Colonial Bank (Canada).*

Bill (No 70) Loi constituant en corporation *The General Trust Company of Canada.*

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle.	Comités.	Heure.
	Mardi, 9 mars.	
101	Comité spécial *re* Chaussures fournies au ministère de la Milice et de la Défense	10.30 a.m
211	Chemins de fer, Canaux et Télégraphes	11 a.m.
	Mercredi, 3 mars.	
211	Banques et Commerce	11 a.m.

No 20.

OTTAWA, VENDREDI, 5 MARS 1915.

5e Session, 12e Parlement, 5 George V, 1915

PROCÈS - VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

OTTAWA
Imprimé par J. DE L. TACHÉ
Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi
1915

No 21.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SEANCE DU LUNDI, 8 MARS 1915.

PRIÈRES.

Ue pétition est déposée sur la Table.

Le greffier de la Chambre dépose sur la Table le rapport du greffier des pétitions sur la pétition présentée le 5 du mois courant,—laquelle est lue comme suit:—

De la *Canadian Provident Insurance Company;* pour une loi prolongeant jusqu'au 16 mai 1917 le délai pendant lequel elle pourra obtenir son permis de transiger des affaires, en vertu des dispositions de la Loi des Assurances, 1910.

M. Bradbury, du comité spécial chargé de l'étude de la question de la pollution des eaux navigables, présente le rapport suivant:—

Votre comité ayant examiné avec soin les témoignages entendus par le comité spécial nommé au cours des deux dernières sessions aux fins de s'enquérir des moyens à prendre pour prévenir la pollution des eaux navigables, témoignages qui lui ont été référés par un ordre de la Chambre, en est arrivé à la conclusion qu'il est de la plus haute importance, dans l'intérêt de la santé publique, d'adopter certains moyens dans le but de prévenir ou de restreindre la pollution des eaux navigables en Canada, ou en certaines parties du pays, selon que la nécessité s'en fera sentir de temps à autre. Toutefois, se rendant bien compte des difficultés innombrables et des responsabilités se rattachant à une solution pratique d'un problème de cette nature, votre comité croit qu'une telle solution ne peut être tentée d'une manière adéquate et sans danger que par l'intervention immédiate du gouvernement du Canada, et, pour cette raison, tout en

approuvant les principales dispositions du Bill (No 2) Loi concernant la pollution des eaux navigables,—qui lui a été référé, il a apporté au bill certains amendements qui auront pour effet d'en limiter l'application à certaines parties des eaux du Canada qui pourront de temps à autre être désignées par le Gouverneur en conseil, et il rapporte le bill ainsi modifié.

Comme les témoignages entendus par les deux comités antérieurs qui se sont occupés de cette question sont d'une grande valeur et des plus importants, votre comité est d'avis qu'ils devraient faire partie des records de la Chambre, et recommande en conséquence qu'ils soient imprimés comme appendices au Journal de cette session, et que la règle 74 soit suspendue à cet égard.

M. Roche soumet à la Chambre,—Rapport annuel du ministère de l'Intérieur, pour l'année expirée le 31 mars 1914.—Vol. I.

Sur motion de M. Taylor, le premier rapport du comité des Débats est adopté.

M. Coderre présente,—Réponse à ordre du 12 février 1915,—Etat indiquant, depuis juin 1914, combien de demandes de grain de semence ont été reçues de la part de personnes résidant dans les trois provinces des prairies; combien de boisseaux de grain se trouvent compris dans ces demandes; combien d'acres de terre devaient être ensemencés de ce grain; combien de boisseaux de blé, d'avoine et d'orge, respectivement, se trouvaient à la disposition du gouvernement pour faire face à ces demandes; et si on a conclu avec les différents gouvernements provinciaux des arrangements en vue de parer aux besoins des colons en fait de grain de semence.

Aussi,—Réponse à ordre du 2 février 1914,—Etat indiquant le nombre de navires engagés depuis octobre 1911 par le gouvernement ou quelques-uns de ses départements, pour aller à la baie d'Hudson, ou à la baie de James; le nom et le tonnage de chaque navire, et le nom et le domicile de chaque officier commandant; quel était le chargement de chaque navire, quelle partie de ce chargement a été débarquée et où, quelle partie a été perdue et où, et quelle partie a été rapportée, et quelle était la valeur dans chaque cas.

Et aussi,—Réponse à adresse du 9 février 1914,—Copie de toute correspondance depuis le 1er janvier dernier au sujet de la convocation d'une conférence impériale sur la défense navale.

M. Hughes (Victoria) présente,—Réponse à ordre du 11 février 1915,—Etat donnant les noms et adresses postales de toutes les personnes, dans le comté d'Antigonish, qui ont reçu la gratification accordée par la "Loi des gratifications aux volontaires lors des invasions féniennes"; aussi, donnant les noms et adresses postales de toutes personnes dans le dit comté dont les demandes ont été rejetées; et aussi, donnant les noms et les adresses postales de tous les postulants dans le dit comté dont les demandes n'ont pas encore été prises en considération.

Aussi,—Réponse à ordre du 3 mars 1915,—Sommaire faisant connaître quels étaient les officiers commissionnés du 17me régiment de la Nouvelle-Ecosse à Valcartier avant le départ pour l'Angleterre, et quels sont maintenant les officiers commissionnés de ce régiment.

M. Hazen présente,—Réponse à ordre du 9 février 1915,—Copie de tous comptes pour le déplacement du signal de tempête, à Shippigan, N.-B., et son installation sur le quai public, faisant connaître le coût du transfert pendant les mois d'octobre et novembre 1911.

Le Bill (No 8) Loi concernant l'*Edmonton, Dunvegan and British Columbia Railway Company,* est de nouveau délibéré en comité général, rapporté avec un amendement, délibéré tel qu'amendé, et remis pour troisième lecture à la prochaine séance de la Chambre.

Le Bill (No 17) Loi concernant la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique, est de nouveau délibéré en comité général, et rapporté sans amendement.

M. Bennett (Calgary) propose,—Que le dit bill soit maintenant lu la troisième fois.

M. Maclean (York) propose, comme amendement,—Que le dit bill ne soit pas maintenant lu la troisième fois, mais qu'il soit renvoyé en comité général afin de l'amender en y insérant ce qui suit comme article 5*a*:—

"5*a*. Les dits transfert ou vente des dits bateaux à vapeur ou autres de la compagnie, ci-dessus autorisés, seront subordonnés aux termes et conditions que le bureau des commissaires des chemins de fer peut imposer, et la compagnie ne pourra acquérir ou garantir les obligations de la dite compagnie dite *The Canadian Pacific Ocean Services, Limited,* ou de toute autre compagnie à laquelle elle peut vendre ou transférer ses dits vaisseaux sans en avoir au préalable obtenu permission du dit bureau des commissaires des chemins de fer. Et le bureau peut spécifier les fins pour lesquelles les ressources provenant de la vente ou du transfert des dits vaisseaux par la compagnie peuvent être employées."

Et la question étant mise sur l'amendement,—il est rejeté, sur division.

Et la question étant mise sur la motion principale,—elle est agréée.

Le dit bill est, en conséquence, lu la troisième fois et passé.

Le Bill (No 20) Loi concernant la *Canadian Northern Railway Company,* est de nouveau délibéré en comité général, rapporté avec un amendement, délibéré tel qu'amendé, et remis pour troisième lecture à la prochaine séance de la Chambre.

Le Bill (No 29) Loi concernant la *Van Buren Bridge Company,* est de nouveau délibéré en comité général, rapporté sans amendement, lu la troisième fois et adopté.

M. Stevens propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité général sur les bills privés, en vertu de la règle 109.—Adopté.

Les bills suivants sont délibérés en comité général, rapportés sans amendement, lus la troisième fois, et adoptés, savoir:—

Bill (No 53) Loi constituant en corporation *The Marcil Trust Company.* (Titre changé en celui de "Loi constituant en corporation *Marcil Trust Company*".)

Bill (No 59) Loi concernant la *Empire Life Insurance Company of Canada.*

Bill (No 43) Loi concernant la compagnie dite *The Huron and Erie Loan and Savings Company,* et à l'effet de changer son nom en celui de *The Huron and Erie Mortgage Corporation.*

Bill (No 58) Loi concernant *The Casualty Company of Canada.*

Les ordres de la Chambre qui suivent sont votés en vertu du paragraphe 4 de la règle 37:—

Par M. Hughes (King):—Ordre de la Chambre,—Etat indiquant,—

1. Quelles quantités de boissons spiritueuses (gallons de preuve), y compris l'ale, les vins et les bières, ont été sorties d'entrepôt à chaque port du Canada entre le 6 et le 21 août 1914;

2. Quelle quantité de cigares, de cigarettes et de tabac a été sortie d'entrepôt à chaque port du Canada, pendant la période précitée.

Par M. Murphy:—Ordre de la Chambre,—Etat indiquant,—

1. Combien de firmes ou de particuliers ont reçu du gouvernement ou de quelqu'un des ministères des commandes pour des selles, depuis le 1er juillet 1914;
2. Quels sont les noms de ces firmes;
3. Combien de selles ont été commandées à chaque firme;
4. Combien de selles ont été livrées par chaque firme jusqu'à date;
5. Combien de selles chaque firme a encore à livrer;
6. Quel prix chaque firme reçoit pour ces selles.

Par M. Murphy:—Ordre de la Chambre,—Etat indiquant,—

1. Combien de firmes ou de particuliers ont reçu du gouvernement ou de quelqu'un des ministères des commandes pour manteaux ou capotes depuis le 1er juillet 1914;
2. Quels sont les noms de ces firmes;
3. Combien de manteaux ou de capotes ont été commandés à chaque firme;
4. Combien de manteaux ou capotes ont été livrés par chaque firme jusqu'à date;
5. Combien de manteaux ou capotes chaque firme a encore à livrer;
6. Quel prix chaque firme reçoit pour ces manteaux ou capotes.

Par M. Murphy:—Ordre de la Chambre,—Etat indiquant,—

1. Combien de firmes ou de particuliers ont reçu du gouvernement ou de quelqu'un des ministères des commandes pour bonnets de police depuis le 1er juillet 1914;
2. Quels sont les noms de ces firmes;
3. Combien de bonnets de police ont été commandés à chaque firme;
4. Combien de bonnets de police ont été livrés par chaque firme jusqu'à date;
5. Combien de bonnets de police chaque firme a encore à livrer;
6. Quel prix chaque firme reçoit pour ces bonnets de police.

Par M. Murphy:—Ordre de la Chambre,—Etat indiquant,—

1. De combien de maisons de commerce ou de particuliers le gouvernement ou l'un ou l'autre de ses ministères, a-t-il acheté des bas depuis le 1er juillet 1914;
2. Quels sont les noms des vendeurs;
3. Quelle est la quantité de bas comprise dans chaque commande;
4. Combien de bas chacun des fournisseurs a livrés jusqu'à ce jour;
5. Combien de bas chacun des fournisseurs a encore à livrer;
6. Quel prix chacun de ces fournisseurs reçoit pour ces bas;
7. Si quelque plainte au sujet de la qualité de ces bas a été reçue de la part de quelque officier ou soldat, ou de quelque particulier;
8. Si on a fourni aux soldats canadiens une quantité suffisante de bas pour qu'ils aient le confort et la chaleur durant leur service actif.

Par M. Fowler:—Ordre de la Chambre,—Etat faisant connaître si le gouvernement a l'intention d'augmenter le traitement de quelques-uns des fonctionnaires du service civil au cours de cette session du Parlement, et, s'il en est ainsi, quels sont les noms des personnes dont le traitement sera augmenté, et dans quel ou quels ministères ils sont employés; quels raisons spéciales il y a d'accorder cette augmentation; et si

les augmentations statutaires sont accordées comme d'habitude, quelle somme sera requise, par classes, pour faire face à ces augmentations au cours du prochain exercice financier.

Par M. Murphy:—Ordre de la Chambre,—Relevé faisant connaître à combien de firmes ou de particuliers le gouvernement ou l'un ou l'autre de ses ministères a donné des commandes de couvertes depuis le 1er juillet 1914; quels sont les noms de ces firmes; combien de couvertes ont été commandées à chaque firme; combien de couvertes ont été livrées par chaque firme jusqu'à ce jour; combien de couvertes chaque firme a encore à livrer, et quel prix chaque firme reçoit pour ces couvertes.

Par M. Murphy:—Ordre de la Chambre,—Relevé faisant connaître à combien de firmes ou de particuliers le gouvernement ou l'un ou l'autre de ses ministères a donné des commandes d'uniformes pour les soldats, depuis le 1er juillet 1914;

2. Quels sont les noms de ces firmes;
3. Combien de ces uniformes ont été commandés à chaque firme;
4. Combien chaque firme en a livrés jusqu'à ce jour;
5. Combien chaque firme doit encore en livrer;
6. Quel prix chaque firme reçoit pour ces uniformes.

Par M. Murphy:—Ordre de la Chambre,—Etat indiquant,—

1. A combien de firmes ou de particuliers le gouvernement ou l'un ou l'autre de ses ministères, a donné des commandes de l'équipement *Oliver* depuis le 1er juillet 1914;
2. Quels sont les noms de ces firmes;
3. Combien de ces équipements ont été commandés à chaque firme;
4. Combien chaque firme en a livrés jusqu'à ce jour;
5. Combien chaque firme doit encore en livrer;
6. Quel prix chaque firme reçoit.

Par M. Kyte:—Ordre de la Chambre,—Relevé faisant connaître,—

1. A combien de firmes ou particuliers le gouvernement ou quelqu'un des ministères a acheté des havresacs, depuis le 1er juillet 1914;
2. Quels sont leurs noms;
3. Combien de havresacs ont été commandés à chaque firme;
4. Quel nombre chaque firme a livré jusqu'à date;
5. Quel nombre chaque firme a encore à livrer; et
6. Quel est le prix payé à chaque firme pour ces havresacs.

Par M. Kyte:—Ordre de la Chambre,—Relevé faisant connaître,—

1. De combien de firmes ou particuliers le gouvernement ou quelqu'un des ministères a acheté des essuie-mains, depuis le 1er juillet 1914;
2. Quels sont leurs noms;
3. Combien d'essuie-mains ont été commandées à chaque firme;
4. Quel nombre chaque firme a livré jusqu'à date;
5. Quel nombre chaque firme a encore à livrer; et
6. Quel est le prix payé à chaque firme pour ces essuie-mains.

Par M. Kyte:—Ordre de la Chambre,—Etat indiquant,—

1. A combien de firmes ou de particuliers le gouvernement, ou l'un ou l'autre de ses ministères, a donné des commandes de bicycles, depuis le 1er juillet 1914;
2. Quels sont les noms de ces firmes;
3. Combien de bicycles ont été commandés à chaque firme;
4. Combien chaque firme en a livrés jusqu'à ce jour;
5. Combien chaque firme en a encore à livrer:
6. Quel prix chaque firme reçoit pour ces bicycles.

Par M. McKenzie:—Ordre de la Chambre,—Etat indiquant,—

1. A combien de firmes ou de particuliers le gouvernement ou l'un ou l'autre de ses ministères, a donné des commandes de chemises d'hiver, depuis le 1er juillet 1914;
2. Quels sont les noms de ces firmes;
3. Combien de chemises d'hiver ont été commandées à chaque firme;
4. Combien chaque firme en a livrées jusqu'à ce jour;
5. Combien chaque firme doit encore en livrer;
6. Quel prix chaque firme reçoit pour ces chemises d'hiver.

Par M. Law:—Ordre de la Chambre,—Etat indiquant,—

1. A combien de firmes ou de particuliers le gouvernement ou l'un ou l'autre de ses ministères, a donné des commandes de sous-vêtements, depuis le 1er juillet 1914;
2. Quels sont les noms de ces firmes;
3. Combien de sous-vêtements ont été commandés à chaque firme;
4. Combien chaque firme en a livrés jusqu'à ce jour;
5. Combien chaque firme doit encore en livrer;
6. Quel prix chaque firme reçoit pour ces sous-vêtements.

Par M. Chisholm (Antigonish):—Ordre de la Chambre,—Etat indiquant,—

1. A combien de firmes ou de particuliers le gouvernement ou l'un ou l'autre de ses ministères, a donné des commandes de chemises de coton, depuis le 1er juillet 1914;
2. Quels sont les noms de ces firmes;
3. Combien de chemises de coton ont été commandées à chaque firme;
4. Combien chaque firme en a livrées jusqu'à ce jour;
5. Combien chaque firme doit encore en livrer; et
6. Quel prix chaque firme reçoit pour ces chemises de coton.

Par M. Chisholm (Inverness):—Ordre de la Chambre,—Relevé faisant connaître,—

1. A combien de firmes ou de particuliers le gouvernement ou l'un ou l'autre de ses ministères, a donné des commandes de culottes, caleçons et pantalons, depuis le 1er juillet 1914;
2. Quels sont les noms de ces firmes;
3. Combien de culottes, caleçons et pantalons ont été commandés à chaque firme;
4. Combien chaque firme en a livrées jusqu'à ce jour;
5. Combien chaque firme doit encore en livrer; et
6. Quel prix chaque firme reçoit pour ces culottes, caleçons et pantalons.

Par M. carroll:—Ordre de la Chambre,—Relevé faisant connaître,—

1. A combien de firmes ou de particuliers le gouvernement ou l'un ou l'autre de ses ministères, a donné des commandes de chemises de flanelle, depuis le 1er juillet 1914;
2. Quels sont les noms de ces firmes;
3. Combien de chemises de flanelles ont été commandées à chaque firme;
4. Combien chaque firme en a livrées jusqu'à ce jour;
5. Combien chaque firme doit encore en livrer; et
6. Quel prix chaque firme reçoit pour ces chemises de flanelles.

Par M. Carroll:—Ordre de la Chambre,—Relevé faisant connaître,—

1. A combien de firmes ou de particuliers le gouvernement ou l'un ou l'autre de ses ministères, a donné des commandes de chemises de service, depuis le 1er juillet 1914;
2. Quels sont les noms de ces firmes;
3. Combien de chemises de service ont été commandées à chaque firme;
4. Combien chaque firme en a livrées jusqu'à ce jour;
5. Combien chaque firme doit encore en livrer; et
6. Quel prix chaque firme reçoit pour ces chemises de services.

Par M. Chisholm (Antigonish) :—Ordre de la Chambre,—Relevé faisant connaître,—

1. A combien de firmes ou de particuliers le gouvernement ou l'un ou l'autre de ses ministères, a donné des commandes de cycles automobiles, depuis le 1er juillet 1914;
2. Quels sont les noms de ces firmes;
3. Combien de cycles automobiles ont été commandés à chaque firme;
4. Combien chaque firme en a livrés jusqu'à ce jour;
5. Combien chaque firme doit encore en livrer; et
6. Quel prix chaque firme reçoit pour ces cycles automobiles.

Par M. Kay:—Ordre de la Chambre,—Relevé faisant connaître,—

1. Combien d'officiers de douane étaient employés au port douanier de Abercorn, Québec, le 20 septembre 1911?
2. Quels étaient les noms de ces officiers;
3. Quel salaire était payé à chacun d'eux;
4. Quel était le montant total des salaires payés aux officiers à ce port;
5. Combien d'officiers de douane sont employés à ce port à présent;
6. Quels sont leurs noms;
7. Quel salaire est reçu par chacun d'eux; et
8. Quel est le montant total des salaires payés aux officiers à ce port.

Par M. Kay:—Ordre de la Chambre,—Relevé faisant connaître,—

1. Combien d'officiers de douane étaient employés au port douanier de Highwater, Québec, le 20 septembre 1911?
2. Quels étaient les noms de ces officiers;
3. Quel salaire était payé à chacun d'eux;
4. Quel était le montant total des salaires payés aux officiers à ce port;
5. Combien d'officiers de douane sont employés à ce port à présent;
6. Quels sont leurs noms;
7. Quel salaire est reçu par chacun d'eux; et
8. Quel est le montant total des salaires payés aux officiers à ce port.

Par M. Kay:—Ordre de la Chambre,—Relevé faisant connaître,—

1. Combien d'officiers de douane étaient employés au port douanier de Mansonville, Québec, le 20 septembre 1911;
2. Quels étaient les noms de ces officiers;
3. Quel salaire était payé à chacun d'eux;
4. Quel était le montant total des salaires payés aux officiers à ce port;
5. Combien d'officiers de douane sont employés à ce port à présent;
6. Quels sont leurs noms;
7. Quel salaire est reçu par chacun d'eux; et
8. Quel est le montant total des salaires payés aux officiers à ce port.

Par M. Martin (Régina) :—Ordre de la Chambre,—Relevé faisant connaître,—

1. Quelles fractions de homesteads dans la Saskatchewan ont été vendues en 1914;
2. Quel était le nom de l'acheteur, et quel a été le prix d'achat dans chaque cas.

L'adresse à Son Altesse Royale le Gouverneur général,—et les ordres de la Chambre qui suivent, sont votés, savoir:—

Par M. Graham:—Adresse,—Copie de la recommandation soumise au conseil pour la nomination de F. Norris, à titre d'argent secret dans le personnel des douanes en 1908; aussi, copie des instructions adressées à S. W. McMichael, inspecteur principal des douanes, à Toronto, ou à F. Norris, enjoignant à ce dernier de prendre son service à Chicago, en juin 1910; aussi, copie de la recommandation transmise au conseil, donnant les raisons de la démission du dit F. Norris, en novem-

bre 1913; et aussi, copie de la correspondance échangée entre le gouvernement du Canada et les autorités impériales concernant les arrangements projetés pour placer le bureau canadien d'immigration sous le même toit que le consulat anglais à Chicago.

Par M. Law:—Ordre de la Chambre,—Copie de tous documents, correspondance, lettres, télégrammes, etc., se rapportant à la destitution de M. P. B. Hurlbert, maître de poste à Springdale, comté de Yarmouth, N.-E., et le déplacement du bureau.

Par M. Marcil (Bonaventure), pour M. Devlin:—Ordre de la Chambre,—Etat faisant connaître tous les montants d'argent dépensés pour travaux publics dans les comtés de Wright, Pontiac et Labelle, depuis octobre 1911 jusqu'à date.

Par M. Marcil (Bonaventure), pour M. Devlin:—Ordre de la Chambre,—Etat indiquant le nombre de personnes résidant dans le comté de Wright qui ont été nommées à des emplois dans le service intérieur ou le service extérieur depuis octobre 1911; le nombre de destitution depuis la même date; le nombre de démissions depuis la même date; et les noms des personnes à la demande desquelles ces démissions, s'il en est, ont été données.

Par M. Rhodes:—Ordre de la Chambre,—Relevé faisant connaître les sommes d'argent dépensées, soit pour construction, soit pour réparations. non compris les salaires payés aux fonctionnaires ou employés permanents, ou employés à l'année, dans les ministères des Travaux Publics, des Chemins de fer et Canaux, de la Milice et de la Défense, de la Marine et des Pêcheries et de l'Agriculture, dans le comté de Cumberland, au cours des exercices financiers de 1896 à 1911, inclusivement, avec mention de l'objet particulier de chaque dépense, et de l'endroit où elle a eu lieu.

Par M. Macdonald:—Ordre de la Chambre,—Etat indiquant la quantité d'équipements *Oliver* achetés depuis le 1er août 1914, les noms des vendeurs, le prix payé à chacun d'eux et les dates de livraison; aussi, copie de toutes plaintes formulées contre cet équipement, et de toute mesure administrative ou autre, prise à ce sujet.

Par M. Marcil (Bonaventure), pour M. Bourassa:—Ordre de la Chambre,—Copie de toutes lettres, requêtes, télégrammes et correspondance, entre l'honorable L. P. Pelletier, ministre des Postes, et toute personne du comté de Lévis, dans le courant du mois d'avril 1912, concernant la nomination de G. A. Marois à une position à la douane de Québec, et la nomination de J. E. Gingras comme maître de poste de Saint-Romuald et d'Etchemin.

Par M. Marcil (Bonaventure), pour M. Lanctôt:—Ordre de la Chambre,—Copie de tous télégrammes, lettres et autres documents concernant un officier militaire des Etats-Unis du nom de Stewart qui a été attaché au régiment des carabiniers à cheval actuellement en entraînement à Ottawa; aussi, état donnant les noms de tous autres officiers étrangers qui ont obtenu des commissions dans les contingents militaires du Canada de péférence aux officiers canadiens dûment qualifiés pour le service; le nombre des officiers ainsi nommés; et les raisons données pour ces nominations.

Par M. Kyte:—Ordre de la Chambre,—Etat donnant les noms, l'âge, la nationalité et le lieux de naissance de tous ceux qui se sont enrôlés en Canada pour servir durant la présente guerre dans les premier, deuxième et troisième contingents, respectivement.

Par M. Carroll, pour M. Tobin :—Ordre de la Chambre,—Copie de tous télégrammes, lettres, rapports ou pièces et tous autres documents concernant l'achat de remontes dans la province de Québec depuis le 1er août dernier jusqu'aux récents achats faits dans les cantons de l'Est par MM. Palmer et Pallister.

La Chambre alors s'ajourne à 11 p.m.

THOMAS SIMPSON SPROULE,
Orateur.

AVIS DE MOTIONS

M. *Maclean* (Halifax)—Mercredi prochain—QUESTION—

1. MM. Connolly et Lavers, deux gardiens de nuit du bureau de douane au port de Halifax, ont-ils été récemment destitués? Dans l'affirmative, pour quel motif?

2. Ont-ils été remplacés? Dans l'affirmative, par qui?

M. *Maclean* (Halifax)—Mercredi prochain—QUESTION—George E. Longard, de Bayside, comté de Halifax, N.-E., a-t-il été nommé à quelqu'emploi dans le service civil? Dans l'affirmative, quelles sont ses fonctions, et quel salaire reçoit-il?

M. *Maclean* (Halifax)—Mercredi prochain—QUESTION—

1. George Robinson, de Cambridge, N.-B., a-t-il été nommé surveillant ou gardien spécial des pêcheries pour les provinces de la Nouvelle-Ecosse et de l'Ile-du-Prince-Edouard?

2. S'il en est ainsi, quelles sont ses fonctions et quel salaire reçoit-il?

M. *Graham*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Quel est le nom de l'officier préposé aux statistiques sur le canal, à Cardinal?
2. Quand a-t-il été nommé?
3. Quel est son salaire?
4. Lui a-t-on nommé un assistant?
5. S'il en est ainsi, quand ce dernier a-t-il été nommé et quel est son salaire?

M. *Graham*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il demandé des soumissions pour l'enlèvement de trois maisons qui étaient situées sur la propriété du gouvernement sur le bord du canal, à Cardinal?

2. S'il en est ainsi, combien de soumissions ont été reçues?

3. Quels sont les noms des soumissionnaires, et quel était le chiffre de chaque soumission?

4. A qui l'entreprise a-t-elle été confiée, et l'ouvrage est-il terminé?

M. *Macdonald*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. John W. McLeod est-il employé dans le ministère de l'Intérieur ou dans les bureaux de la Commission de conservation?

2. Dans l'affirmative, à quel titre?
3. Où fait-il son bureau?
4. Quel est son salaire?

M. *Law*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Les médicaments dont on se sert à l'hôpital de marine de Yarmouth sont-ils achetés par voie de soumission?

2. Dans la négative, de qui ont-ils été achetés au cours des années 1913 et 1914, respectivement, et quel en a été le coût?

3. Au cours de ces mêmes années, combien de marins ont reçu des soins en dehors de l'hôpital de marine?

4. Pourquoi n'ont-ils pas été soignés à l'hôpital de marine?

M. *Kyte*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Combien d'hommes du township de Haliburton ont offert leurs services au ministre de la Milice, et quels sont leurs noms?

2. Combien ont été acceptés, quels sont leurs noms et où sont-ils stationnés actuellement?

* M. *Sinclair*—Mercredi prochain—QUESTION—

Relativement à la déclaration suivante faite en Chambre le 9 juin 1914 par le ministre de la Marine et des Pêcheries au sujet d'une requête de madame Marguerite Richard, de Port-Félix, N.-E., demandant de l'aide pour l'enfant orphelin du marinier défunt Joseph Leblanc qu'elle a adopté, savoir: "Nous apprenons que cet enfant qui vivait avec lui était son neveu, que le père de l'enfant est vivant et en mesure de pourvoir à ses besoins",—

1. Qui a fourni cette information au ministre?

2. Lui a-t-elle été donnée par écrit?

3. Dans l'affirmative, le ministre la déposera-t-il sur la table de la Chambre?

* M. *Sinclair*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Combien d'employés de l'Intercolonial ont quitté le service au cours de l'année 1914, sous l'opération de la loi de la caisse de prévoyance?

2. Combien d'employés ont été destitués ou ont quitté le service au cours de la même année sans recevoir de secours de cette caisse de prévoyance?

3. Au cours des années 1911, 1912 et 1913, quelle a été la somme totale payée aux employés en vertu des dispositions de la loi précitée?

* M. *Sinclair*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Alfred H. Bonnyman, de Mattatall-Lake, comté de Colchester, N.-E., maître de poste, a-t-il été destitué?

2. S'il en est ainsi, pour quelle raison a-t-il été destitué?

3. Une enquête a-t-elle été tenue, et par qui?

4. Qui a été nommé pour le remplacer, et qui a recommandé ce dernier?

* M. *Sinclair*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Les listes de voteurs pour quelques-unes des divisions électorales de la Nouvelle-Ecosse pour 1914, ont-elles été imprimées par l'imprimeur du roi?

2. Dans l'affirmative, quelles sont les divisions dont les listes ont été imprimées?

* M. *Sinclair*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Combien de bureaux de poste ont été fermés en Canada depuis le 1er janvier 1914?

2. Combien de bureaux, sur le nombre total, ont été fermés à raison du peu d'affaires faites dans ces bureaux?

* M. *Sinclair*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Quel est le nombre des accidents arrivés en mer ou dans les eaux intérieures en Canada en 1914, à des navires voiliers enregistrés en Canada, et combien de vies ont été perdues par suite de ces accidents?

2. Quel est le nombre d'accidents arrivés en mer ou dans les eaux intérieures du Canada, en 1914, à des navires autres que des voiliers enregistrés en Canada, et combien de vies ont été perdues par suite de ces accidents?

M. *Marcil* (Bonaventure)—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Qui a le contrat pour le transport des malles entre le bureau de poste et la gare du chemin de fer à Saint-Jean L'Evangéliste, Qué.?

2. Quel est le prix payé pour ce service, quand le contrat a-t-il été adjugé, et des soumissions ont-elles été demandées pour le dit service?

* M. *Law*—Mercredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous télégrammes, lettres, feuilles de paie, pièces comptables, correspondance, devis, et soumissions concernant la construction de nouveau sifflet de brume à Cap-Roseway, comté de Shelburne, N.-E.

* M. *Thomson*—Mercredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous rapports, pétitions, lettres, télégrammes et autres documents concernant la destitution de W. M. Thomson, maître de poste à Fort-Qu'Appelle, de toutes pétitions demandant sa réinstallation, et de toute correspondance à ce sujet.

M. *Stevens*—Mercredi prochain—RÉSOLUTION—Qu'un comité spécial soit nommé pour s'enquérir et faire rapport à cette Chambre s'il serait opportun de modifier les règles de la Chambre de manière à limiter tous les discours à une durée ne devant pas excéder quarante-cinq minutes, en séance plénière, ou vingt minutes, en comité général, sauf en ce qui concerne le promoteur d'un bill ou d'une résolution et celui qui lui répond, ou un ministre de la Couronne et les membres qui lui répondent.

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle.	Comités.	Heure.
	Mardi, 9 mars.	
101	Comité spécial *re* Chaussures fournies au ministère de la Milice et de la Défense	10.30 a.m
211	Chemins de fer, Canaux et Télégraphes	11 a.m.
	Mercredi, 3 mars.	
211	Banques et Commerce	11 a.m.
105	Lois électorales	11 a.m.

No 21.

OTTAWA, LUNDI, 8 MARS 1915.

5e Session, 12e Parlement, 5 George V, 1915

PROCÈS - VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

OTTAWA
Imprimé par J. DE L. TACHÉ
Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi
1915

No 22.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SEANCE DU MARDI, 9 MARS 1915.

PRIÈRES.

Le greffier de la Chambre dépose sur la Table le rapport du greffier des pétitions sur la pétition présentée le 8 du mois courant,—laquelle est lue comme suit:—

De Charles W. Carney et autres, de Walter's-Falls et autres lieux, Ont.; demandant que la Chambre adopte sans délai quelque mesure législative prohibant l'exportation du nickel sous toute forme quelconque pendant la durée de la guerre actuelle.

M. Lancaster, du comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes, présente le sixième rapport de ce comité, lequel est comme suit:—

Votre comité a pris en considération les bills suivants, et il a décidé d'en faire rapport sans amendement, savoir:—

Bill (No 52) Loi concernant la Compagnie du canal de Montréal à Ottawa et la baie Georgienne.

Bill (No 60) Loi constituant en corporation la *Entwistle and Alberta Southern Railway Company*.

Votre comité a aussi pris en considération les bills suivants et a décidé de les rapporter avec des amendements, savoir:—

Bill (No 49) Loi concernant la *Calgary and Fernie Railway Company*.

Bill (No 50) Loi concernant la *Canadian Western Railway Company*.

Bill (No 54) Loi concernant la compagnie dite *The Toronto Terminals Railway Company*.

M. White (Leeds) remet un message de Son Altesse Royale le Gouverneur général, lequel est lu par M. l'Orateur, comme suit:—

ARTHUR.

Le Gouverneur général transmet à la Chambre des Communes le budget supplémentaire des sommes requises pour le service du Canada pour l'année expirant le 31 mars 1915, et conformément aux dispositions de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, de 1867, il recommande ce budget à la Chambre des Communes.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,
OTTAWA, 9 mars 1915.

Sur motion de M. White (Leeds), le dit message et le budget supplémentaire sont référés au comité des Subsides.

Sur motion de M. Hughes (Victoria), il est ordonné,—Que le document de la session (No 188) de 1914, savoir: Rapport de la Commission d'enquête chargée d'examiner et de vérifier les réclamations des personnes voulant participer à la récompense destinée aux volontaires qui ont servi lors de l'invasion fénienne, dans la province de la Nouvelle-Ecosse,—soit imprimé immédiatement, et que la règle 74 soit suspendue à cet égard.

M. Coderre présente,—Réponse à ordre du 4 mai 1914,—Copie de tous papiers, correspondance, télégrammes, pétitions, y compris les signatures, et tous autres documents en la possession du ministère du Commerce ou du ministre, ou en la possession du premier ministre concernant toute requête adressée entre le 1er novembre 1913 et la date actuelle par des personnes de la Nouvelle-Ecosse demandant l'aide du gouvernement pour le transport du poisson frais entre des ports de la Nouvelle-Ecosse et des Etats-Unis.

Sur motion de M. Bradbury, il est ordonné,—Que, en conformité de la recommandation contenue dans le rapport du comité spécial chargé de l'étude de la question de la pollution des eaux navigables, les témoignages entendus par les comités spéciaux nommés au cours des sessions de 1913 et 1914, aux fins de s'enquérir au sujet de la pollution des eaux navigables, soient imprimés comme appendice du Journal de cette session, et que la règle 74 soit suspendue à cet égard. (*Voir appendice du Journal, No 1.*)

Sir Robert Borden dépose sur la Table,—Déclaration de M. H. C. Crowell, correspondant du journal *Halifax Chronicle,* et la correspondance se rattachant aux énoncés publiés dans les journaux au sujet des prétendus mauvais traitements infligés au 17me régiment de la Nouvelle-Ecosse, dans les plaines de Salisbury.

La Chambre reprend la suite du débat sur la motion de M. White (Leeds),—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des Voies et Moyens.

Et le débat se continuant;

A six heures p.m., M. l'Orateur quitte le fauteuil pour le reprendre à huit heures p.m.

Huit heures p.m

(*L'ordre pour bills privés est appelé en vertu de la règle 25.*)

Les bills suivants sont lus la troisième fois et adoptés, savoir:—

Bill (No 8) Loi concernant l'*Edmonton, Dunvegan and British Columbia Railway Company.*

Bill (No 20) Loi concernant la *Canadian Northern Railway Company.*

La Chambre reprend ensuite le débat sur la motion de M. White (Leeds),—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité Voies et Moyens.

Et le débat se continuant;

MERCREDI, 10 mars 1915.

Et le débat s'étant continué, il est ajourné sur motion de M. Douglas.

La Chambre s'ajourne alors à 12.05 a.m., jusqu'à 3 p.m., ce jour.

THOMAS SIMPSON SPROULE,
Orateur.

AVIS DE MOTIONS

M. *Kyte*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Quels médicaments ou autres articles ont été achetés depuis le 1er août par le gouvernement ou quelqu'un des ministères, de M. E. Powell, d'Ottawa?

2. Quelles quantités de ces articles ont été achetées de lui, et quels ont été les prix payés?

3. Le gouvernement ou quelqu'un des ministères a-t-il préparé une liste de prix pour démontrer ce qui constitue un prix équitable et raisonnable pour les articles ainsi achetés?

4. Dans l'affirmative, a-t-on contrôlé avec soin les articles achetés pour s'assurer qu'un prix honnête et raisonnable a été imposé?

5. Quelle est la valeur totale des articles livrés par M. Powell jusqu'à date?

6. Quelle est la valeur totale des articles commandés à M. Powell, mais qui jusqu'à présent n'ont pas été livrés?

M. *Chisholm* (Antigonish)—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Quels sont les médicaments ou autres articles qui ont été achetés depuis le 1er août par le gouvernement ou quelqu'un des ministères, de M. S. J. Stevenson ou de la pharmacie Waverley?

2. Quelles quantités de ces articles ont été achetées de lui, et quels ont été les prix payés?

3. Le gouvernement ou quelqu'un des ministères a-t-il préparé une liste de prix pour démontrer ce qui constitue un prix équitable et raisonnable pour les articles ainsi achetés?

4. Dans l'affirmative, a-t-on contrôlé avec soin les articles achetés pour s'assurer qu'un prix honnête et raisonnable a été imposé?

5. Quelle est la valeur totale des articles livrés par M. Stevenson ou la pharmacie Waverley jusqu'à date?

6. Quelle est la valeur totale des articles commandés à M. S. J. Stevenson ou la pharmacie Waverley?

M. *Carroll*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Quels médicaments ou autres articles ont été achetés depuis le 1er août par le gouvernement ou quelqu'un des ministères, de M. W. B. McDonald?

2. Quelles quantités de ces articles ont été achetées de lui, et quels ont été les prix payés?

3. Le gouvernement ou quelqu'un des ministères a-t-il préparé une liste de prix pour démontrer ce qui constitue un prix équitable et raisonnable pour les articles ainsi achetés?

4. Dans l'affirmative, a-t-on contrôlé avec soin les articles achetés pour s'assurer qu'un prix honnête et raisonnable a été imposé?

5 Quelle est la valeur totale des articles livrés par M. W. B. McDonald jusqu'à date?

6. Quelle est la valeur totale des articles commandés à M. W. B. McDonald, mais qui jusqu'à présent n'ont pas été livrés?

M. *Kyte*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Quels médicaments ou autres articles ont été achetés depuis le 1er août par le gouvernement ou quelqu'un des ministères, de M. T. A. Brownlee?

2. Quelles quantités de ces articles ont été achetées de lui, et quels ont été les prix payés?

3. Le gouvernement ou quelqu'un des ministères a-t-il préparé une liste de prix pour démontrer ce qui constitue un prix équitable et raisonnable pour les articles ainsi achetés?

4. Dans l'affirmative, a-t-on contrôlé avec soin les articles achetés pour s'assurer qu'un prix honnête et raisonnable a été imposé?

5. Quelle est la valeur totale des articles livrés par M. T. A. Brownlee jusqu'à date?

6. Quelle est la valeur totale des articles commandés à M. T. A. Brownlee, mais qui jusqu'à présent n'ont pas été livrés?

M. *Lapointe* (Kamouraska)—Jeudi prochain—QUESTION—

1. L'administration des chemins de fer du gouvernement emploie-t-elle un certain genre d'enveloppes appelé *Window Envelopes* faites par la *Transo Paper Co., Chicago*?

2. Est-il possible de se procurer de telles enveloppes au Canada?

M. *Lapointe* (Kamouraska)—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il fait faire durant les deux dernières années certains travaux hydrographiques sur le lac Saint-Jean en vue de découvrir la possibilité d'endiguer les eaux dans le canal de Grande-Décharge, lac Saint-Jean, soit en installant des écluses mobiles ou autrement?

2. Dans l'affirmative, à la demande de qui les dits travaux ont été faits, quelle en a été la nature, qui a reçu les instructions concernant les dits travaux et quel rapport a été fait au gouvernement?

3. Quel a été le coût des dits travaux?

M. *Lapointe* (Kamouraska)—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Quels ont été les revenus du bureau de poste de la cité de Québec pour l'année finissant le 31 mars 1911?

2. Quels ont été les revenus du même bureau de poste pendant l'année finissant le 31 mars 1914?

3. Quels ont été les revenus du bureau de poste de la cité de Montréal pendant les mêmes années?

M. *Tobin*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Des travaux de dragage et de creusage ont-ils été faits sur une petite rivière s'étendant depuis le lac Saint-Mathieu, dans le comté de Rimouski, jusqu'à la gare de Saint-Fabien, sur le chemin de fer Intercolonial, pendant les années 1913-14?

2. Dans l'affirmative, quel montant a été dépensé pour les dits travaux?

3. Ces travaux ont-ils été faits à la journée ou par contrat?

4. Qui a dirigé et surveillé les dits travaux?

5. Des montants ont-ils été payés à certaines personnes pour dommages soufferts à raison des dits travaux ou autrement, et quels sont les noms des dites personnes et les montants reçus par elles?

M. *Lapointe* (Kamouraska)—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Quels sont les noms des personnes qui ont été nommées comme gardiens des ponts sur le chemin de fer Transcontinental National, entre la station Escourt et la station Lefebvre?

2. Quel est le salaire de chacune de ces personnes?

3. Par qui ces personnes ont-elles été nommées et sur quelle recommandation?

M. *Lapointe* (Kamouraska)—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Quels sont les noms de toutes les personnes employées par le Transcontinental National aux stations suivantes:—

Escourt, Saint-Eleuthère, Pelletier, Picard, Lapointe, Lippée, Hawkins, Holliday?

2. Quels sont les salaires de chacune de ces personnes?

3. Quelle est la nature de leurs fonctions respectives?

4. Qui a recommandé les dites personnes?

M. *Lapointe* (Kamouraska)—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Quel est le montant des droits payés sur les spiritueux qui étaient en douane du 7 au 21 août, 1914, à l'adresse des importateurs de la cité de Québec dont les noms suivent: MM. Langlois et Paradis, Québec; Whitehead et Turner, Québec; Naz. Turcotte et Cie., Québec; J. B. T. Letellier, Québec; A. J. Turcotte et Fils, Québec; A. Toussaint et Cie., Québec; N. Rioux et Cie., Québec; Ledroit et Frère, Québec; Gagnon, Garant, Ltée, Québec; La Compagnie Européenne, Québec; *Quebec Preserving Company*, Québec; L. H. Levasseur, Québec; Joseph & Co., Québec; Geo. Patry, Québec; Geo et Ed. Couture, Lévis; A. Carrier et Fils, Lévis?

2. Quelle est la quantité de liqueurs qui a été délivrée à chacun des importateurs pendant la dite période?

3. Quels ont été les montants qui ont été réajustés entre chaque importateur et le département sur les marchandises qui ont ainsi été délivrées du 7 au 21 août 1914?

4. De quelle manière le gouvernement a-t-il fait les dits réajustements, et en a-t-il établi les montants?

5. Y a-t-il encore des comptes ou règlements qui sont en suspens, et quels sont les importateurs dont les comptes n'ont pas été définitivement réglés?

M. *Lapointe* (Kamouraska)—Jeudi prochain—QUESTION—

1. M. F. X. Roy, de Saint-Philippe de Néry, est-il à l'emploi du département du Revenu de l'Intérieur?

2. Dans l'affirmative, depuis quelle date et quels sont ses fonctions et son salaire?

3. Qui a recommandé la dite nomination?

M. *Lapointe* (Kamouraska)—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Qui a recommandé M. Charles Blondeau, de Saint-Pascal, comme inspecteur des travaux de construction du phare de l'Ile de Kamouraska?

2. Combien de voyages M. Blondeau a-t-il faits à la dite Ile de Kamouraska pendant la construction de ce phare?

M. *Boulay*—Jeudi prochain—QUESTION—Qui avait la charge d'acheter les chevaux requis pour la milice, ou le 1er contingent dans la province de Québec, du 1er juillet au 1er décembre 1914?

M. *Boulay*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Quel était le nombre total d'employés du gouvernement fédéral le 23 juin 1896?

2. Quel en était le nombre le 21 septembre 1911?

3. Combien d'employés publics ont été congédiés ou ont quitté le service de toute manière du 23 juin 1896 au 21 septembre 1911?

M. *Boulay*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Qui a obtenu le contrat pour la construction de piliers en béton entre Mont-Joli et Matapédia?

2. Combien de ces piliers ont été construits durant la saison 1914 et quel a été le coût de chacun d'eux?

M. *Sinclair*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Qui a actuellement le contrat pour le transport des malles entre Sherbrooke, N.-E., et Mosher's-River?
2. Quelle est la date du contrat?
3. Quelle est sa durée, et quel est le montant mentionné?
4. Quel est le nom du précédent entrepreneur?
5. Quel était le montant annuel payé au précédent entrepreneur?
6. Pourquoi ce précédent contrat a-t-il été cancellé?
7. Quels sont les noms des cautions dont les noms figurent au présent contrat?

Sir *Wilfrid Laurier*—Le ministre des Postes a-t-il l'intention d'établir un service postal quotidien pendant les mois d'été entre Killarney et Manitowaning, Ont.?

M. *Kyte*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Depuis combien de temps l'emploi de percepteur de douane à Arichat-Ouest est-il vacant?
2. Qui remplit actuellement les devoirs de percepteur?
3. Des demandes ont-elles été faites pour cette position? Dans l'affirmative, par qui?
4. Des requêtes ou recommandations en faveur de certains des postulants ont-elles été reçues?
5. Qui les avaient signées?
6. Quand cette nomination sera-t-elle faite?

M. *Kyte*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Quand a expiré le contrat de Joseph Parker pour le transport des malles entre Grandigue-Ferry, Arichat et Arichat-Ouest?
2. Des soumissions ont-elles été demandées pour ce service pendant l'année 1914?
3. Dans l'affirmative, quand ont été publiées les annonces demandant des soumissions? Et quel était le dernier jour fixé pour recevoir ces soumissions?
4. De qui des soumissions ont-elles été reçues, et quel est le montant mentionné dans chacune d'elles?
5. Qui a fait le service depuis l'expiration du contrat Parker, et quelle somme est payée pour ce service?
6. Pourquoi le contrat n'a-t-il pas été adjugé au plus bas soumissionnaire?
7. Quel était le montant mentionné dans le contrat Parker?
8. Quand le nouveau contrat sera-t-il adjugé?

M. *Carroll*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. William Gore Foster, de Dartmouth, N.-E., a-t-il été nommé inspecteur des réserves sauvages?
2. Dans l'affirmative, à quelle date et quel doit être son salaire?

M. *Marcil* (Bonaventure)—Jeudi prochain—QUESTION—

1. De combien de membres se compose la Commission du Service civil fédéral?
2. Quels sont les membres de cette commission?
3. Quels sont le grade, le rang et les appointements des commissaires du service civil?
4. Les deux commissaires du service civil ont-ils été nommés sous l'opération de la Loi de 1908 modifiant la Loi du Service civil?
5. Cette loi pourvoit-elle à la nomination d'un troisième commissaire?
6. Pourvoit-elle à la nomination d'un président de la Commission du Service civil?

7. La loi modifiante de 1912, pourvoyant à la nomination d'un troisième commissaire et d'un président de la Commission du Service civil a-t-elle été mise en vigueur? Dans l'affirmative, à quelle date?

8. Le gouvernement a-t-il nommé un troisième commissaire?

9. Le gouvernement a-t-il nommé un président de la Commission du Service civil?

10. Le gouvernement a-t-il nommé M. Adam Shortt président de cette commission?

11. S'il en est ainsi, à quelle date et avec quels appointements a-t-il été ainsi nommé?

M. *Douglas*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il annulé la commission pour l'achat de chevaux pour l'armée dans l'Alberta?

2. Dans l'affirmative, une nouvelle commission sera-t-elle nommée, et quand?

M. *Turriff*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. A-t-on ordonné une diminution dans les gages payés aux employés suivants dans la construction du chemin de fer de la Baie-d'Hudson, savoir: Ingénieurs mécaniciens, chauffeurs, chefs de trains, serre-freins et gardiens?

2. S'il en est ainsi, quels gages, par heure, recevait chaque classe de ces employés?

3. Quels gages, par heure, reçoivent-ils maintenant?

M. *Carvell*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Combien de nominations ont été faites dans le service civil depuis le 12 octobre 1912, en vertu de l'article 21 de la Loi du Service civil?

2. Combien d'hommes ont été ainsi nommés?

3. Combien de personnes du sexe féminin ont été ainsi nommées?

4. Combien de nominations ont été faites, avant le 12 octobre 1911 en vertu du même article?

5. Combien d'hommes ont été ainsi nommés?

6. Combien de personnes du sexe féminin ont été ainsi nommées?

M. *Carvell*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Combien de nominations d'emballeurs et de trieurs ont été faites dans le service civil après le 12 octobre 1912?

2. Quel était le nombre respectif d'hommes et de femmes nommés?

3. Combien des susdites nominations ont été faites avant le 12 octobre 1912?

4. Quel était le nombre respectif d'hommes et de femmes nommés?

M. *Carvell*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Combien d'infirmières ont été envoyées au front par le gouvernement?

2. Quels sont leurs noms?

3. Etaient-elles toutes des graduées?

4. Dans l'affirmative, de quels hôpitaux avaient-elles reçu leur diplôme?

5. La totalité des infirmières qui ont été envoyées au front ont-elles suivi le cours réglementaire prescrit par le ministère de la Milice?

M. *Law*—Jeudi prochain—QUESTION—Relativement aux renseignements fournis à la Chambre par le ministre de la Milice, le 24 février, à l'effet que 224 chevaux avaient été achetés depuis le 1er août dans le comté de King, pour des fins militaires, et, le 8 mars, à l'effet qu'un certain nombre de chevaux avaient été achetés, dans le comté de King, de MM. Keever, MacKay et Moore, à un prix moyen de $171;—

1. Doit-on en conclure que le principal officier vétérinaire pour le Canada a acheté de MM. Keever, MacKay et Moore 224 chevaux dans le comté de King?

2. S'il en est ainsi, le gouvernement connaît-il les noms des personnes qui ont vendu ces chevaux à MM. Keever, MacKay et Moore, et quels en sont les noms?

M. *Papineau*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il eu connaissance de la publication d'une lettre de M. Henri Bourassa, directeur du journal *Le Devoir*, parue dans le dit journal le 31 décembre 1914, et contenant la déclaration suivante:—

RÉPONSE DU DIRECTEUR DU " DEVOIR ".

(Traduction.)

" Vous n'avez pas la moindre idée de la somme et de la nature de la malversation, de la corruption et de la licence qui ont surgi à l'occasion de ce corps expéditionnaire destiné à aller se battre pour l'' honneur et la liberté '. Si nous avions publié la vingtième partie de ce qui nous a été dit provenant des sources d'information les plus dignes de foi, nous aurions été pendu et décapité depuis plusieurs jours. Il est douteux que cela soit jamais pleinement connu. Ces tories coupables de malversation ont eu la prudence de s'associer quelques-uns de leurs adversaires libéraux afin de prévenir que le Parlement ne soit renseigné à ce sujet " ?

2. Le gouvernement a-t-il cru devoir prendre des mesures pour s'assurer de l'exactitude de cette déclaration ?

3. S'il n'en a pas eu connaissance avant la présente question, le gouvernement considère-t-il que les déclarations contenues dans cette lettre sont assez formelles pour l'engager à s'en occuper ?

M. *Turriff*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Combien de jeux de pneus ont été achetés par le ministère de la Milice de la *Dunlop Fire Company* pour le premier contingent ?

2. Quel prix a été payé par jour ?

3. Combien de jeux ont été achetés de la même compagnie pour le second contingent ?

4. Quel prix a été payé pour ceux qui ont été fournis au second contingent ?

* M. *Sinclair*—Jeudi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous documents, correspondance, requêtes, contrats, soumissions, etc., depuis le 1er janvier 1914 jusqu'à ce jour, touchant l'adjudication ou le renouvellement du contrat pour le transport de la malle de Sa Majesté dans les localités situées soit en tout soit en partie dans le comté de Guysborough.

* M. *McKenzie*—Jeudi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous documents, lettres, télégrammes, accusations, correspondance, etc., se rapportant à la destitution de John J. M. Donald, à Sydney-Nord, dans le comté de Cap-Breton-Nord et Victoria; témoignages entendus et rapports de l'enquête tenue par M. H. B. Duchemin en cette matière, et état détaillé des dépenses de cette enquête.

* M. *McKenzie*—Jeudi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous documents, lettres, télégrammes, accusations, correspondance, etc., se rapportant à la destitution du capitaine John Arsenault, à Sydney-Mines, dans le comté de Cap-Breton-Nord et Victoria, N.-E., et état détaillé des dépenses de l'enquête tenue en la matière.

* M. *McKenzie*—Jeudi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous documents, lettres, télégrammes, accusations, correspondance, etc., se rapportant à la destitution de Frank Dunlop, de Graves-Point, à Sydney-Mines, dans le comté de Cap-Breton-Nord et Victoria, N.-E., et état détaillé des dépenses de l'enquête tenue en cette matière.

* M. *McKenzie*—Jeudi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous documents, lettres, télégrammes, accusations, correspondance, etc., se rapportant à la destitution de Joseph Day, à Little-Bras-d'Or, dans le comté de Cap-Breton-Nord et Victoria; témoignages entendus et rapports de l'enquête tenue par M. H. B. Duchemin en cette matière, et état déaillé des dépenses de cette enquête.

* M. *Lapointe* (Kamouraska)—Jeudi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous documents, correspondance, rapports, recommandations, actes notariés, etc., concernant l'achat d'un certain terrain pour l'érection d'une salle d'exercices à Montmagny, P.Q.

* M. *Lapointe* (Kamouraska)—Jeudi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous les documents, enquêtes, rapports, correspondance, etc., se rapportant à l'incendie de certaines bâtisses appartenant à la *Trois Pistoles Pulp and Lumber Company*, et à André Leblond, près de la station Tobin, sur le chemin de fer Intercolonial.

* M. *Lapointe* (Kamouraska)—Jeudi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous les rapports, correspondance et autres communications entre le département des Douanes et Auguste Desjardins, de Saint-Denis de Kamouraska, depuis sa nomination comme officier préventif du dit département.

* M. *Lapointe* (Kamouraska)—Jeudi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous rapports, correspondance et autres communications entre le département du Revenu de l'Intérieur et P. Courcy, de Saint-Pacôme, depuis sa nomination comme officier préventif à l'emploi du dit département.

* M. *Sinclair*—Jeudi prochain—ADRESSE—Copie de tous décrets du conseil émis depuis le 11 octobre 1911, nommant des commissaires pour s'enquérir des cas d'ingérence politique abusive, et aussi nommant toutes les commissions royales ou autres, respectivement.

* M. *Carroll*—Jeudi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de toutes lettres, correspondance, etc., concernant la nomination de William Gore Foster, de Darthmouth, N.-E., à la charge d'inspecteur des réserves sauvages.

* M. *Marcil* (Bonaventure)—Jeudi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie du rapport du Dr Wm Wakeham sur l'étendue des pertes subies dans la baie des Chaleurs et le golfe Saint-Laurent par suite de la tempête du 5 juin 1914; aussi, un relevé faisant connaître le nombre de réclamations reçues, le nombre de réclamations admises, les noms et adresses des réclamants, les sommes payées à chacun d'eux; aussi, copie des autres documents se rapportant à ce sujet.

M. *Lapointe* (Kamouraska)—Jeudi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous documents, lettres, messages, correspondances, requêtes, recommandations, rapports, etc., concernant l'érection d'une gare pour le chemin de fer Transcontinental, à Armagh, comté de Bellechasse, ainsi que les divers changements qui ont été faits, quant au site de la dite gare, et tous les documents concernant l'achat des divers terrains dont le département des Chemins de fer et la commission du Transcontinental ont fait l'acquisition pour la dite gare.

M. *Tobin*—Jeudi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous documents, lettres, correspondances, requêtes, contrats, listes de paye, etc., concernant les travaux de dragage et de creusage faits sur une petite rivière s'étendant depuis le lac Saint-Mathieu dans le comté de Rimouski jusqu'à la gare de Saint-Fabien, sur le chemin de l'Intercolonial, pendant les années 1913-14.

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle.	Comités.	Heure.
	Mercredi, 10 mars.	
101	Comité spécial *re* Chaussures fournies au ministère de la Milice et de la Défense	10.30 a.m
211	Banques et Commerce	11 a.m.
105	Lois électorales	11 a.m.
100	Bills privés	11 a.m.
	Jeudi, 11 mars.	
100	Chemins de fer, Canaux et Télégraphes	11 a.m.
	Vendredi, 12 mars.	
105	Agriculture et Colonisation	11 a m.

No 22.

OTTAWA, MARDI, 9 MARS 1915.

5e Session, 12e Parlement, 5 George V, 1915

PROCÈS - VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

OTTAWA
Imprimé par J. DE L. TACHÉ
Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi
1915

No 23.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SEANCE DU MERCREDI, 10 MARS 1915.

PRIÈRES.

Une pétition est déposée sur la Table.

M. Sharpe (Ontario), pour M. Ames, du comité des Banques et du Commerce, présente le troisième rapport du dit comité, lequel est comme suit:—

Votre comité a fait l'étude du Bill (No 62) Loi concernant *The Bank of Alberta*,—qu'il rapporte avec des amendements.

Votre comité s'est aussi occupé du Bill (No 48) Loi constituant en corporation la *Austral Insurance Company*,—et il recommande que ce bill soit retiré, attendu que les promoteurs de ce bill ont signifié leur intention de ne prendre aucune action ultérieure à l'égard de ce bill au cours de la présente session. Votre comité recommande en même temps que les honoraires et frais déposés pour ce bill soient remboursés moins le coût de l'impression et de la traduction.

Les ordres de la Chambre qui suivent sont votés:—

Par M. Law:—Ordre de la Chambre,—Copie de tous télégrammes, lettres, feuilles de paie, pièces comptables, correspondance, devis, et soumissions concernant la construction de nouveau sifflet de brume à Cap-Roseway, comté de Shelburne, N.-E.

Par M. Pardee, pour M. Thomson:—Ordre de la Chambre,—Copie de tous rapports, pétitions, lettres, télégrammes et autres documents concernant la destitution de W. M. Thomson, maître de poste à Fort-Qu'Appelle, de toutes pétitions demandant sa réinstallation, et de toute correspondance à ce sujet.

Par M. Papineau, pour M. Ethier:—Ordre de la Chambre,—Copie de toutes lettres et correspondance, échangées entre D. McDonald, surintendant de l'Intercolonial, de Lévis, P. Brady, surintendant général, à Moncton, et autres officiers de la compagnie, et Théophile Bélanger, voyageur de commerce, de Montréal, et de tous rapports concernant la réclamation de ce dernier contre l'Intercolonial pour retard dans le transport de ses bagages de Drummondville à Matapédia en mai 1913.

Par M. Papineau, pour M. Ethier:—Ordre de la Chambre,—Copie de toutes correspondances, requêtes et autres documents se rapportant à la destitution de Emile Cyr, comme maître de poste de Saint-Hermas, comté des Deux-Montagnes.

M. Doherty, du comité spécial chargé de s'enquérir de l'opération de la Loi relative à l'élection des membres de cette Chambre, etc., présente le premier rapport de ce comité, lequel est comme suit:—

Le comité spécial chargé de s'enquérir de l'opération de la Loi relative à l'élection des membres de cette Chambre, et de la pratique et de la procédure suivies au sujet des pétitions d'élections, et d'étudier quels changements pourraient y être faits, soumet comme son premier rapport la recommandation suivante qui a été unanimement adoptée à sa réunion, ce jour:—

Que la Chambre autorise le comité spécial chargé de s'enquérir de l'opération de la Loi relative à l'élection des membres de cette Chambre, et de la pratique et de la procédure suivies au sujet des pétitions d'élections, et d'étudier quels changements pourraient y être faits, à siéger pendant les séances de la Chambre.

Avec le consentement de la Chambre,—

Sur motion de M. Doherty, il est ordonné,—Que le comité spécial chargé de s'enquérir de l'opération de la Loi relative à l'élection des membres de cette Chambre, et de la pratique et de la procédure suivies au sujet des pétitions d'élections, et d'étudier quels changements pourraient y être faits, soit autorisé à siéger pendant les séances de la Chambre, conformément à la recommandation contenue dans le premier rapport du dit comité.

La Chambre reprend alors le débat sur la motion de M. White (Leeds),—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des Voies et Moyens.

Et la question étant proposée;

Sir Wilfrid Laurier propose, comme amendement,—Que M. l'Orateur ne quitte pas maintenant le fauteuil, mais qu'il soit résolu: " Que cette Chambre est prête à pourvoir aux besoins qu'exige la situation actuelle et à voter toutes les mesures nécessaires à cette fin; mais qu'elle regrette que les résolutions qui lui sont soumises imposent des droits qui pèseront lourdement sur le peuple tout en ne rapportant que peu ou point de revenus, et qu'elles sont spécialement répréhensibles en ce qu'elles élèvent de nouvelles barrières entre la Grande-Bretagne et le Canada au lieu de favoriser le commerce entre ces deux pays, et cela au moment où la mère patrie se trouve à faire face à une situation sans parallèle dans l'histoire ".

Et le débat continuant;

JEUDI, 11 mars 1915.

Le dit débat est ajourné, sur motion de M. Sinclair.

La Chambre s'ajourne alors à 1.16 a.m.

THOMAS SIMPSON SPROULE,
Orateur.

AVIS DE MOTIONS

M. *Séguin*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Le projet de construction d'un quai pour la ville de l'Assomption est-il complètement abandonné par le gouvernement?

2. Est-il à la connaissance du gouvernement que la non exécution de ce projet cause des dommages très considérables à cette localité et à tout son voisinage?

3. Est-il à la connaissance du gouvernement qu'une quantité considérable de bois destiné à telle construction, payée par le département des Travaux Publics, est abandonnée sur les lieux de la construction et est en voie de se détériorer en constituant sous peu une perte totale pour le département?

M. *Proulx*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Qui était employé par le gouvernement comme commis des travaux de construction de l'arsenal de la ville de Picton, comté de Prince-Edouard, en 1913 et 1914?

2. Quel salaire recevait-il du gouvernement, et est-il encore à son emploi? Dans l'affirmative, quel est son salaire et à quel titre est-il ainsi employé?

M. *Proulx*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Qui a été nommé par le gouvernement secrétaire de la commission du canal de la baie Georgienne?

2. Quant a-t-il été nommé, et quel est son salaire?

M. *Demers*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. J. Wesley Allison a-t-il en aucun temps été autorisé à acheter des fournitures militaires de quelque nature que ce soit pour le compte du gouvernement du Canada?

2. S'il en est ainsi, à quelles conditions?

3. Est-il encore autorisé à faire de ces achats?

M. *Pardee*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Les caisses pour les 150 trucks automobiles récemment achetés par le ministère de la Milice de la compagnie dite *The Kelly Springfield Motor Truck Company*, de Springfield, Ohio, ont-elles été construites en Canada? Dans l'affirmative, par qui et à quel prix?

2. Est-il vrai que ces caisses ne correspondent pas aux trucks, et que de nouvelles caisses ou des altérations considérables devront être faits? Dans l'affirmative, quel est le coût estimatif des altérations nécessaires ou des nouvelles caisses?

3. Est-il vrai que les roues des trucks telles que livrées au département ne s'adaptent pas aux pneus destinés à ces roues, et que la modification des roues se fait actuellement en Canada à un coût supplémentaire? Dans l'affirmative, quelle sera la dépense supplémentaire?

M. *Kyte*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il ordonné en 1914 un levé topographique pour une ligne de chemin de fer allant de Sydney à Point-Tupper, ou sur une partie quelconque de tel parcours?

2. Cet arpentage a-t-il été fait?

3. Quels sont ceux qui ont été employés à cette fin, et quels ont été les gages de chacun d'eux?

4. Quel a été le coût total de cet arpentage?

5. Le gouvernement a-t-il l'intention d'acquérir le chemin de fer du Cap-Breton entre Point-Tupper et St-Peter's?

6. Le gouvernement se propose-t-il de construire une voie ferrée entre St-Peter's et Sydney et Louisbourg?

M. *Martin* (Régina)—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Quels sont les noms de ceux qui ont obtenu des inscriptions de homesteads dans la réserve forestière de la Montagne-du-Canard, province du Manitoba?

2. Quelle est la date de chaque inscription?

M. *Martin* (Régina)—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Un nommé J. M. Carey s'est-il adressé au ministère de l'Intérieur pour en obtenir la confirmation de toute cession de scrips de Métis faite en sa faveur par James Sabiston, George Sabiston (père), George Sabiston (jeune), William Sabiston et Colin Sabiston?

2. S'il en est ainsi, ces cessions de scrips en faveur du dit J. M. Carey ont-elles été approuvées par le ministère?

3. Dans la négative, pourquoi ne l'ont-elles pas été?

4. Le dit J. M. Carey a-t-il choisi les terres à prendre en vertu de ces scrips?

M. *Edwards*—Vendredi prochain—QUESTION—Quels employés du pénitencier de la Montagne-de-Pierre ont été destitués depuis 1911, et quelles ont été les raisons de chaque renvoi?

M. *Tobin*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Le colonel Smart et le colonel Piché ont-ils été autorisés par le gouvernement à acheter des chevaux dans la province de Québec?

2. Dans l'affirmative, quel nombre ont-ils acheté?

3. Sont-ils encore employés par le gouvernement pour le même objet?

4. Dans la négative, sur la recommandation de qui, et pour quel motif ont-ils été remerciés de leurs services?

M. *Webster*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Quels honoraires, par jour, étaient payés à chacun des membres de la commission royale sur l'enseignement industriel et l'éducation technique?

2. Quel montant total d'honoraires a été reçu par chaque membre de la commission?

3. Quel a été le chiffre total des dépenses de chaque membre de la commission?

M. *Douglas*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Combien d'acres de terres fédérales dans le township 29, rang 21, à l'ouest du 4me méridien, dans l'Alberta, se trouvent dans ce qu'on est convenu d'appeler le bail Pope, sur le creek de la Butte-du-Genou?

2. Combien de têtes de bétail les détenteurs du bail Pope sont-ils tenus d'avoir pour conserver leur affermage aux termes des règlements?

3. Ont-ils le nombre requis?

4. Ont-ils acheté du gouvernement une partie quelconque des terres qu'ils tenaient précédemment à bail? Dans l'affirmative, à quel prix?

5. Les autorités provinciales peuvent-elles exiger le paiement de taxes sur des terres affermées par le gouvernement fédéral?

* Sir *Wilfrid Laurier*—Vendredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de la réclamation du capitaine Stephen Paul, propriétaire du bateau à vapeur *Rhoda*, à la suite de la destruction de son vaisseau désemparé par naufrage, ordonnée par le département de la Marine, et de toute la correspondance s'y rattachant.

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle.	Comités.	Heure.
	Jeudi, 11 mars.	
101	Comité spécial *re* Chaussures fournies au ministère de la Milice et de la Défense	10.30 a.m
100	Chemins de fer, Canaux et Télégraphes	11 a.m.
	Vendredi, 12 mars.	
105	Agriculture et Colonisation	11 a.m.
121	Comité spécial—amendements au code criminel	11 a.m,
211	Banques et Commerce	11 a.m.

No 23.

OTTAWA, MERCREDI, 10 MARS 1915.

5e Session, 12e Parlement, 5 George V, 1915

PROCÈS - VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

OTTAWA
Imprimé par J. DE L. TACHÉ
Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi
1915

No 24.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SEANCE DU JEUDI, 11 MARS 1915.

PRIÈRES.

Une pétition est déposée sur la Table.

Le greffier de la Chambre dépose sur la Table le rapport du commis des pétitions sur la pétition présentée le 10 du mois courant, laquelle est lue et reçue, et se lit comme suit:—

De Thomas A. Bailey et autres, de Brooklin, Ont.; demandant à la Chambre d'édicter sans délai une mesure législative prohibant, tant que la guerre actuelle va durer, l'exportation de tout minerai de nickel, de matte de nickel, de nickel ferrugineux, de nickel oxydé, ou de tout alliage dans lequel entrera du nickel.

M. Middlebro, du comité spécial chargé de l'enquête au sujet des chaussures fournies au ministère de la Milice et de la Défense, présente le troisième rapport du dit comité, lequel est comme suit:—

Votre comité recommande qu'il soit autorisé à siéger pendant les séances de la Chambre.

M. Lancaster, du comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes, présente le septième rapport du dit comité, lequel est comme suit:—

Votre comité a examiné les bills suivants qu'il rapporte avec des amendements, savoir:—

Bill (No 61) Loi concernant la *Simcoe, Grey and Bruce Railway Company.*

Bill (No 65) Loi concernant la compagnie dite *The Toronto, Hamilton and Buffalo Railway Company.*

Votre comité a aussi examiné le Bill (No 55) Loi constituant en corporation la *Vancouver Terminal Railway Company*, et il fait rapport que le préambule n'en est pas prouvé, parce qu'il n'appert pas qu'il soit opportun, dans l'intérêt public, à l'époque actuelle, d'accorder les pouvoirs demandés. Votre comité recommande que les honoraires et les droits versés au sujet du dit bill soient remboursés moins le coût de l'impression et de la traduction.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur la Table le dixième rapport de l'examinateur des pétitions pour bills privés, lequel est comme suit:—

Conformément à la règle 96, paragraphe 2, l'examinateur des pétitions pour bills privés a l'honneur de présenter ce qui suit comme son dixième rapport:—

Votre examinateur a dûment examiné les pétitions suivantes pour bills privés, et constate que les exigences de la règle 91 ont été remplies pour chacune d'elles, savoir:—

De la *Sterling Life Assurance Company of Canada;* pour une loi portant prorogation du délai durant lequel elle peut obtenir un permis d'effectuer des contrats d'assurance.

De Charles I. Alexander; pour une loi de divorce avec sa femme Agnes Josephine Alexander.

De Adam Clarke Anderson; pour une loi de divorce avec sa femme Evangeline Medora Anderson.

De Edith May Boydell; pour une loi de divorce avec son mari Arthur Trevor Boydell.

De Lottie Thorndike; pour une loi de divorce avec son mari George Milner Thorndike.

De William Ewart New; pour une loi de divorce avec sa femme Bertha Olivia New.

De William Robert Delaney; pour une loi de divorce avec sa femme Nellie Delaney.

De Edith Marguerita Lyons; pour une loi de divorce avec son mari Wilbert Franklin Lyons.

D'Arthur Ernest Birdsell; pour une loi de divorce avec sa femme Minnie Birdsell.

De Austin McPhail Bothwell; pour une loi de divorce avec sa femme Dorothy Jane Bothwell.

D'Alexander McIntyre; pour une loi de divorce avec sa femme Elizabeth McIntyre.

De Clara Mackenzie Darnell; pour une loi de divorce avec son mari Hugh Darnell.

D'Albert Edwin Gordon; pour une loi de divorce avec sa femme Edna Gertrude Gordon.

De Thomas Jefferson Moore; pour une loi de divorce avec son épouse Lydia Lee Moore.

De Thomas Batin Harries; pour une loi de divorce avec son épouse Minnie Henriette Harries.

De Violet Burnett Delmege; pour une loi de divorce avec son mari Vassall Lavicount Delmege.

Le greffier dépose sur la Table le bill privé suivant:—

Bill (No 71) Loi concernant la *Sterling Life Assurance Company of Canada.*—M. *Macdonell.*

Le dit bill est lu une première fois, et remis pour deuxième lecture à la prochaine séance de la Chambre, en conformité de la règle 99.

M. Hughes (Victoria) dépose sur la Table de la Chambre,—Mémoire du chef de la comptabilité et paie-maître général et du directeur des contrats, du ministère de la Milice et de la Défense, au sujet de la correspondance échangée entre l'auditeur général et le ministère de la Milice, touchant les dépenses faites sous l'empire de la Loi des crédits de guerre.

M. Hughes (Victoria) présente,—Réponse à ordre du 3 mars 1915,—Relevé faisant connaître le coût estimatif de l'aménagement de la propriété de la *Canadian Car and Foundry Company, Ltd.*, à Amherst, N.-E., pour des fins militaires; le loyer, ou autre rémunération qui est ou sera payé à cette compagnie pour l'usage de ses ateliers et dépendances; les personnes qui devront fournir l'approvisionnement militaire, y compris les substances alimentaires pour les hommes, le charbon pour le chauffage et la cuisson, le fourrage et autres provisions pour les chevaux, pour les détachements qui y auront leurs quartiers, et à quels prix; s'il est vrai que l'on ne peut se procurer des formules de soumissions pour ces différents services qu'en s'adressant au bureau du député du comté de Cumberland, et que, en plus d'une instance, de ces formules de soumissions ont été refusées à des personnes qui en demandaient; si le gouvernement sait que, en ce qui concerne la fourniture du foin, on a allégué que non seulement on n'a pas permis à des libéraux de présenter une soumission, mais qu'on a averti les amis du gouvernement qu'il ne leur serait adjugé aucune partie du contrat si une partie quelconque du foin à fournir était achetée d'un libéral.

M. Hazen dépose sur la Table de la Chambre, en conformité de l'article 47, chapitre 43, 9-10 Edouard VII,—Copie du décret du conseil, No 304, daté le 18 février 1915,—Création des grades de *Lieutenant-Commander, Engineer Lieutenant-Commander* et *Lieutenant-Commander* R.C.N.V.R. dans la Marine royale canadienne.

M. Coderre présente,—Réponse à adresse du 1er mars 1915,—Copie de toute la correspondance échangée avec les autorités impériales au sujet de prêts par le Trésor impérial au gouvernement canadien.

Sur motion de M. Ames, il est ordonné,—Que le Bill (No 48) Loi constituant en corporation la *Austral Insurance Company*, soit retiré, et que les honoraires versés au sujet de ce bill soient remboursés moins le coût de l'impression et de la traduction, en conformité de la recommandation contenue dans le troisième rapport du comité des Banques et du Commerce.

Les ordres de la Chambre qui suivent sont votés, en vertu du paragraphe 4 de la règle 37:—

Par M. Sinclair:—Ordre de la Chambre,—Relevé faisant connaître,—

1. Combien d'employés de l'Intercolonial ont quitté le service au cours de l'année 1914, sous l'opération de la Loi de la caisse de prévoyance;

2. Combien d'employés ont été destitués ou ont quitté le service au cours de la même année sans recevoir de secours de cette caisse de prévoyance;

3. Au cours des années 1911, 1912 et 1913, quelle a été la somme totale payée aux employés en vertu des dispositions de la loi précitée.

Par M. Kyte:—Ordre de la Chambre,—Relevé faisant connaître,—

1. Quels médicaments ou autres articles ont été achetés depuis le 1er août par le gouvernement ou quelqu'un des ministères, de M. E. Powell, d'Ottawa;

2. Quelles quantités de ces articles ont été achetées de lui, et quels ont été les prix payés;

3. Si le gouvernement ou quelqu'un des ministères a préparé une liste de prix pour démontrer ce qui constitue un prix équitable et raisonnable pour les articles ainsi achetés;

4. Si on a contrôlé avec soin les articles achetés pour s'assurer qu'un prix honnête et raisonnable a été imposé;

5. Quelle est la valeur totale des articles livrés par M. Powell jusqu'à date;

6. Quelle est la valeur totale des articles commandés à M. Powell, mais qui jusqu'à présent n'ont pas été livrés.

Par M. Chisholm (Antigonish) :—Ordre de la Chambre,—Sommaire faisant connaître,—

1. Quels sont les médicaments ou autres articles qui ont été achetés depuis le 1er août par le gouvernement ou quelqu'un des ministères, de M. S. J. Stevenson ou de la pharmacie Waverley;

2. Quelles quantités de ces articles ont été achetées de lui, et quels ont été les prix payés;

3. Si le gouvernement ou quelqu'un des ministères a préparé une liste de prix pour démontrer ce qui constitue un prix équitable et raisonnable pour les articles ainsi achetés;

4. Si on a contrôlé avec soin les articles achetés pour s'assurer qu'un prix honnête et raisonnable a été imposé;

5. Quelle est la valeur totale des articles livrés par M. Stevenson ou la pharmacie Waverley jusqu'à date;

6. Quelle est la valeur totale des articles commandés à M. S. J. Stevenson ou la pharmacie Waverley.

Par M. Carroll:—Ordre de la Chambre,—Etat indiquant,—

1. Quels médicaments ou autres articles ont été achetés depuis le 1er août par le gouvernement ou quelqu'un des ministères, de M. W. B. McDonald, d'Ottawa;

2. Quelles quantités de ces articles ont été achetées de lui, et quels ont été les prix payés;

3. Si le gouvernement ou quelqu'un des ministères a préparé une liste de prix pour démontrer ce qui constitue un prix équitable et raisonnable pour les articles ainsi achetés;

4. Si on a contrôlé avec soin les articles achetés pour s'assurer qu'un prix honnête et raisonnable a été imposé;

5. Quelle est la valeur totale des articles livrés par M. W. B. McDonald jusqu'à date;

6. Quelle est la valeur totale des articles commandés à M. W. B. McDonald, mais qui jusqu'à présent n'ont pas été livrés.

Par M. Kyte:—Ordre de la Chambre,—Etat indiquant,—

1. Quels médicaments ou autres articles ont été achetés depuis le 1er août par le gouvernement ou quelqu'un des ministères, de M. T. A. Brownlee, d'Ottawa;

2. Quelles quantités de ces articles ont été achetées de lui, et quels ont été les prix payés;

3. Si le gouvernement ou quelqu'un des ministères a préparé une liste de prix pour démontrer ce qui constitue un prix équitable et raisonnable pour les articles ainsi achetés;

4. Si on a contrôlé avec soin les articles achetés pour s'assurer qu'un prix honnête et raisonnable a été imposé;

5. Quelle est la valeur totale des articles livrés par M. T. A. Brownlee jusqu'à date;

6. Quelle est la valeur totale des articles commandés à M. T. A. Brownlee, mais qui jusqu'à présent n'ont pas été livrés.

Par M. Carvell:—Ordre de la Chambre,—Etat indiquant,—

1. Combien d'infirmières ont été envoyées au front par le gouvernement;

2. Quels sont leurs noms;

3. Si elles étaient toutes des graduées;

4. De quels hôpitaux elles avaient reçu leur diplôme;

5. Si la totalité des infirmières qui ont été envoyées au front ont suivi le cours réglementaire prescrit par le ministère de la Milice.

L'adresse à Son Altesse Royale le Gouverneur général,—et les ordres de la Chambre qui suivent, sont votés, savoir:—

Par M. Sinclair:—Ordre de la Chambre,—Copie de tous documents, correspondance, requêtes, contrats, soumissions, etc., depuis le 1er janvier 1914 jusqu'à ce jour, touchant l'adjudication ou le renouvellement du contrat pour le transport de la malle de Sa Majesté dans les localités situées soit en tout soit en partie dans le comté de Guysborough.

Par M. Pardee, pour M. McKenzie:—Ordre de la Chambre,—Copie de tous documents, lettres, télégrammes, accusations, correspondance, etc., se rapportant à la destitution de John J. M. Donald, à Sydney-Nord, dans le comté de Cap-Breton-Nord et Victoria; témoignages entendus et rapports de l'enquête tenue par M. H. B. Duchemin en cette matière, et état détaillé des dépenses de cette enquête.

Par M. Pardee, pour M. McKenzie:—Ordre de la Chambre,—Copie de tous documents, lettres, télégrammes, accusations, correspondance, etc., se rapportant à la destitution du capitaine John Arsenault, à Sydney-Mines, dans le comté de Cap-Breton-Nord et Victoria, N.-E., et état détaillé des dépenses de l'enquête tenue en la matière.

Par M. Pardee, pour M. McKenzie:—Ordre de la Chambre,—Copie de tous documents, lettres, télégrammes, accusations, correspondance, etc., se rapportant à la destitution de Frand Dunlop, de Graves-Point, à Sydney-Mines, dans le comté de Cap-Breton-Nord et Victoria, N.-E., et état détaillé des dépenses de l'enquête tenue en cette matière.

Par M. Pardee, pour M. McKenzie:—Ordre de la Chambre,—Copie de tous documents, lettres, télégrammes, accusations, correspondance, etc., se rapportant à la destitution de Joseph Day, à Little-Bras-d'Or, dans le comté de Cap-Breton-Nord et Victoria; témoignages entendus et rapports de l'enquête tenue par M. H. B. Duchemin en cette matière, et état détaillé des dépenses de cette enquête.

Par M. Lapointe (Kamouraska):—Ordre de la Chambre,—Copie de tous documents, correspondance, rapports, recommandations, actes notariés, etc., concernant l'achat d'un certain terrain pour l'érection d'une salle d'exercices, à Montmagny, P.Q.

Par M. Lapointe (Kamouraska):—Ordre de la Chambre,—Copie de tous les documents, enquêtes, rapports, correspondance, etc., se rapportant à l'incendie de certaines bâtisses appartenant à la *Trois Pistoles Pulp and Lumber Company,* et à André Leblond, près de la station Tobin, sur le chemin de fer Intercolonial.

Par M. Sinclair:—Adresse,—Copie de tous décrets du conseil émis depuis le 11 octobre 1911, nommant des commissaires pour s'enquérir des cas d'ingérance politique abusive, et aussi nommant toutes les commissions royales ou autres, respectivement.

Par M. Pugsley, pour M. Carroll:—Ordre de la Chambre,—Copie de toutes lettres, correspondance, etc., concernant la nomination de William Gore Foster, de Dartmouth, N.-E., à la charge d'inspecteur des réserves sauvages.

Par M. Marcil (Bonaventure):—Ordre de la Chambre,—Copie du rapport du Dr Wm Wakeman sur l'étendue des pertes subies dans la baie des Chaleurs et le golfe Saint-Laurent par suite de la tempête du 5 juin 1914; aussi, un relevé faisant connaître le nombre de réclamations reçues, le nombre de réclamations admises, les noms et adresses des réclamants, les sommes payées à chacun d'eux; aussi, copie des autres documents se rapportant à ce sujet.

M. Kyte ayant demandé de son siège en Chambre, permission de proposer l'ajournement de la Chambre, dans le but de discuter une question d'urgence, et ayant déclaré que le sujet de la discussion est:—" L'état défectueux du service postal dans la Nouvelle-Ecosse ";

Il remet alors à M. l'Orateur une déclaration écrite au sujet de la discussion projetée, et M. l'Orateur ayant lu la déclaration à la Chambre, pose la question : " Le député est-il autorisé à parler ? "

Et nulle objection n'étant faite, M. l'Orateur, en conséquence, dit au député de proposer sa motion.

M. Kyte propose alors,—Que la Chambre s'ajourne maintenant.

Après débat, la question étant mise sur la dite motion, elle est rejetée.

La Chambre reprend ensuite le débat sur la motion de M. White (Leeds),—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des Voies et Moyens,—et l'amendement de Sir Wilfrid Laurier.

Et le débat se continuant, il est ajourné sur motion de M. Ball.

La Chambre s'ajourne alors à 11.40 p.m.

THOMAS SIMPSON SPROULE,
Orateur.

AVIS DE MOTIONS

M. *Pugsley*—Lundi prochain—QUESTION—Les ministres de l'Agriculture, des Douanes, des Finances, ou l'un ou l'autre d'entre eux, ont-ils reçu du ministre de l'Agriculture du Nouveau-Brunswick des lettres et télégrammes protestant contre l'augmentation du tarif sur les fertilisants?

* M. *Gauthier* (Saint-Hyacinthe)—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Quels sont les soumissionnaires du contrat No 2 pour le service des malles rurales, de la paroisse de Saint-Denis, comté de Saint-Hyacinthe?
2. Quel est le prix mentionné dans chaque soumission?
3. A qui le contrat a-t-il été adjugé?
4. A quel prix, et quelle est la date du contrat?

* M. *Delisle*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Est-ce l'intention du département des Chemins de fer ou du gouvernement de bâtir une gare centrale au marché Champlain de Québec pour le chemin de fer National Transcontinental?
2. Si oui, quelle en sera la nature et le coût? Et quand se propose-t-il d'en commencer les travaux?

* M. *Delisle*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Est-il à la connaissance du ministre des Chemins de fer qu'il y a encore des réclamations en souffrance contre le Transcontinental dans le comté de Portneuf?
2. Si oui, quand espère-t-il pouvoir les régler définitivement?

* M. *Boyer*—Lundi prochain—QUESTION—

1. A quelle date le gouvernement a-t-il vendu l'arsenal de Rigaud à la *Rigaud Granit Company, Limited*, de Montréal?
2. A-t-il, à l'heure qu'il est, touché le prix de la transaction en totalité ou en partie?
3. Quel a été le procureur de la *Rigaud Granit Company, Limited* auprès du gouvernement pour lui obtenir la vente de cet édifice?
4. Si le gouvernement n'a pas encore touché le prix de la transaction, se propose-t-il de s'intéresser à connaître la solvabilité de cette compagnie?
5. Le gouvernement sait-il que cette compagnie n'est pas en opération, faute de fonds?
6. Le gouvernement sait-il que la corporation de la ville de Rigaud a poursuivi cette compagnie devant les tribunaux en réclamation de dommages pour n'avoir pas rempli ces obligations?
7. Le gouvernement sait-il que le président de cette compagnie est un allemand et que le principal intéressé serait actuellement à Hambourg?
8. Quel est celui qui a été autorisé par la *Rigaud Granit* à signer les documents concernant la transaction?

M. *Marcil* (Bonaventure)—Lundi prochain—QUESTION—

1. Des chevaux ont-ils été achetés pour fins de guerre à Bonaventure, Gaspé ou Rimouski?
2. Dans l'affirmative, quel nombre a été acheté dans chaque comté, et par qui les achats ont-ils été faits?

M. *Marcil* (Bonaventure)—Lundi prochain—QUESTION—

1. Qui a le contrat pour le transport des malles entre Matapédia, Avignon et l'Immaculée Conception?

2. Le contrat a-t-il été adjugé à la suite de demandes de soumissions? L'entrepreneur actuel était-il le plus bas soumissionnaire? Quel était le montant mentionné dans sa soumission?

3. Quand le contrat a-t-il été adjugé?

4. Que coûtait le service d'après l'ancien contrat?

5. Le service est-il le même que sous l'ancien contrat?

6. Quel est le nom de chaque soumissionnaire, et le montant mentionné dans sa soumission?

M. *Marcil* (Bonaventure)—Lundi prochain—QUESTION—

1. Des approvisionnements de guerre ont-ils été achetés dans les comtés de Bonaventure, Gaspé ou Rimouski?

2. Dans l'affirmative, quelle en était la nature, et quel en était le montant?

3. De qui ces achats ont-ils été faits?

M. *Buchanan*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Qui a le contrat pour la fourniture des viandes aux troupes destinées au service actif à Medicine-Hat?

2. Quel est le prix par livre pour les diverses classes de viandes?

3. Quel est le prix payé à Calgary pour ces mêmes provisions?

M. *Buchanan*—Lundi prochain—QUESTION—

1. La plus basse soumission a-t-elle été acceptée pour le service des malles entre Brooks et MacNolly? Dans la négative, quelle en est la raison?

2. Des soumissions ont-elles été demandées pour le service entre Earlstone et MacNolly?

3. Le contrat a-t-il été adjugé au plus bas soumissionnaire?

4. Des plaintes ont-elles été faites au sujet du service hebdomadaire entre Earlstone et MacNolly?

M. *McCrea*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Entre le 1er avril 1912 et ce jour, combien de jours de service réel A. Genest, un employé du bureau de poste à Sherbrooke, a-t-il consacrés à ses fonctions?

2. Pendant cette période, quel est le total du salaire qui lui a été payé pour son ouvrage?

M. *Marcil* (Bonaventure)—Lundi prochain—QUESTION—

1. Les steamers qui ont transporté le premier contingent canadien en Angleterre et leurs navires convoyeurs ont-ils fait escale dans la baie de Gaspé?

2. Dans l'affirmative, à quelles dates et quels sont les noms de ces navires?

3. Quel était le tonnage et le tirant d'eau de chacun de ces navires?

4. L'ancrage a-t-il été trouvé satisfaisant, et quelle était la direction du vent à l'époque?

5. A quels endroits précis les navires ont-ils jeté l'ancre, et dans quelle profondeur d'eau?

6. A-t-on jugé nécessaire de modifier les cartes marines depuis la période en question, en profitant de l'expérience acquise, ou d'aider autrement à la navigation dans cette baie?

7. Y a-t-il une station de télégraphie sans fil dans la baie de Gaspé ou dans la baie des Chaleurs?

M. *Marcil* (Bonaventure)—Lundi prochain—QUESTION—

1. En est-on arrivé à une entente avec le gouvernement de Québec au sujet du contrôle des pêcheries dans les eaux de la province de Québec?

2. Dans l'affirmative, quel est la nature de cette entente?

* M. *German*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien de bicycles ont été achetés par le gouvernement pour le ministère de la Milice, depuis le 1er août 1914?

2. Quel équipement supplémentaire a été fourni pour ces bicycles?

3. Quel prix a été payé pour ces bicycles?

M. *Burnham*—Lundi prochain—QUESTION—Combien d'employés permanents et temporaires étaient au service du gouvernement à Peterborough en 1911 et 1915, respectivement?

M. *Tobin*—Lundi prochain—QUESTION—Combien ont coûté les quais de Saint-Ours, Belœil, Saint-Charles, Saint-Denis et Saint-Marc, sur le Richelieu?

M. *Tobin*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien le quai de Saint-Antoine de Richelieu, comté de Chambly-Verchères, a-t-il coûté jusqu'à ce jour?

2. Quel a été le montant de l'estimation probable de cette construction?

3. Qui a choisi le site de ce quai?

4. Combien de jours de dragage ont été nécessaires pour mettre le quai en eau profonde, et quel en a été le coût?

5. De qui a été acheté l'emplacement du quai ainsi que du chemin pour y conduire, et à quel prix?

6. Le gouvernement savait-il qu'un endroit bien moins dispendieux et plus favorable avait été choisi pour la construction de ce quai, savoir: le quai du Docteur Lapierre? Et des représentation lui ont-elles été faites à ce sujet?

7. Quel était le contremaître, surveillant ou surintendant des dits travaux, combien gagnait-il par jour et combien a-t-il reçu jusqu'à ce jour?

8. Le quai est-il terminé ou se propose-t-on d'y faire des améliorations?

* M. *Law*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Relevé faisant connaître en détail les déboursés faits par Ward Fisher, inspecteur des pêcheries, de Shelburne, N.-E., au cours de l'année 1912, se montant à $388.40, et de l'année 1913, se montant à $1,009.84.

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle.	Comités.	Heure.
	Vendredi, 12 mars.	
105	Agriculture et Colonisation	11 a.m.
121	Comité spécial—amendements au code criminel	11 a.m,
101	Banques et Commerce	11 a.m.
	Lundi, 15 mars.	
101	Comité spécial *re* Chaussures fournies au ministère de la Milice et de la Défense	10.30 a.m
	Mardi, 16 mars.	
211	Chemins de fer, Canaux et Télégraphes	11 a.m.

No 24.

OTTAWA, JEUDI, 11 MARS 1915.

5e Session, 12e Parlement, 5 George V, 1915

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

OTTAWA

Imprimé par J. DE L. TACHÉ

Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi

1915

No 25.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SEANCE DU VENDREDI, 12 MARS 1915.

PRIÈRES.

Le greffier de la Chambre dépose sur la Table le rapport du commis des pétitions sur la pétition présentée le 11 du mois courant, laquelle est lue et reçue, et se lit comme suit:—

De la *Edmonton, Dunvegan and British Columbia Railway Company;* pour une loi l'autorisant à construire et exploiter une ligne d'embranchement dans la province de l'Alberta, et à d'autres fins.

M. Ames, du comité des Banques et du Commerce, présente le quatrième rapport de ce comité, lequel est comme suit:—

Votre comité a pris en considération le bill suivant, qu'il rapporte sans amendement, savoir:—

Bill (No 69) Loi constituant en corporation La *Colonial Bank (Canada).*

Votre comité a aussi pris en considération le bill suivant, qu'il rapporte avec des amendements, savoir:—

Bill (No 70) Loi constituant en corporation *The General Trust Company of Canada.*

Quant à ce dernier bill, votre comité recommande que le titre en soit changé en celui de " Loi constituant en corporation *The Alberta Permanent Trust Company* ".

M. Cochrane soumet à la Chambre,—Statistiques des chemins de fer du Canada, pour l'année expirée le 30 juin 1914.

Aussi,—Rapport annuel du département des Chemins de fer et Canaux, pour l'année fiscale du 1er avril 1913 au 31 mars 1914.

M. l'Orateur dépose sur la Table,—Rapport sur les élections partielles pour la Chambre des Communes du Canada tenues durant l'année civile 1914.

M. Doherty présente,—Réponse à ordre du 3 mars 1915,—Copie de tous télégrammes, lettres, correspondance et recommandations concernant la nomination de H. W. Ingraham en qualité de sous-registraire des aubains ennemis, à Sydney, N.-E., et sa révocation du dit emploi.

M. Hazen présente,—Réponse à adresse du 11 février 1915,—Copie de toute la correspondance relative à l'achat et au paiement, par le gouvernement, de deux sous-marins autorisés par le décret du conseil du 7 août 1914, et de tous autres décrets du conseil se rapportant au même sujet;—aussi, de tous rapports reçus par le gouvernement ou l'un ou l'autre de ses ministères touchant les dits sous-marins.

Aussi,—Réponse à ordre du 19 février 1915,—Copie de tous télégrammes, lettres, pétitions et autres documents se rapportant en quelque manière à la destitution de M. Mallet, capitaine du bateau de sauvetage à la station de Cheticamp, et à la nomination de son successeur.

M. Roche dépose devant la Chambre,—Sommaire des décrets du conseil publiés dans l'*Officiel* du Canada, et la *Gazette* de la Colombie-Britannique, entre le 11 avril et le 10 décembre 1914, en conformité de l'alinéa (*d*) de l'article 38 des règlements concernant l'arpentage, l'administration, et la vente ou aliénation des terres fédérales, dans la zone de quarante milles du chemin de fer, dans la province de la Colombie-Britannique.

Aussi,—Sommaire des décrets du conseil publiés dans l'*Officiel* du Canada, entre le 24 janvier 1914 et le 6 février 1915, en conformité de l'article 77, de la Loi des Terres fédérales, chapitre 20 des Statuts de 1908.

Et aussi,—Sommaire des décrets du conseil publiés dans l'*Officiel* du Canada entre le 16 mai et le 25 juillet 1914, en conformité de l'article 19 de la Loi des Réserves forestières et des Parcs fédéraux, chapitre 10, 1-2 George V.

M. Coderre présente,—Réponse à ordre du 3 mars 1915,—Copie de tous papiers, lettres et autres documents concernant la révocation du docteur John McKenzie, officier de santé des sauvages du comté de Pictou, et la nomination du docteur Keith comme son successeur.

Aussi,—Autre réponse supplémentaire à ordre du 4 mars 1914,—Relevé faisant connaître combien d'employés du gouvernement fédéral du Canada à quelque titre que ce soit, et par l'un quelconque des départements, ont été destitués depuis le 10 octobre 1911 jusqu'à ce jour; combien ont démissionné; combien ont abandonné leur poste; combien parmi les déserteurs ont été punis; combien de nouveaux employés ont été nommés au cours de la période susdite.

Et aussi,—Réponse à ordre du 15 février 1915,—Copie de tous télégrammes, rapports, correspondance, lettres, instructions et autres documents se rapportant à une demande faite par Udo F. Schraeder, d'un bail de terrain de pâturage dans les townships 40 et 41, rang 7. à l'ouest du 3me méridien, province de la Saskatchewan.

Sur motion de M. Middlebro, le troisième rapport du comité spécial chargé de faire une enquête sur les chaussures fournies au ministère de la Milice et de la Défense, est adopté.

Sur motion de M. Maclean (Halifax), il est ordonné,—Que le document de la session, No 122, de la présente session du Parlement, déposé sur la Table de la Chambre, et tous les autres papiers qui s'y rattachent, qui sont des copies de la correspondance échangée entre l'auditeur général et le ministère de la Milice et autres ministères, concernant les dépenses faites sous l'opération de la Loi des crédits de guerre, soient référés au comité des Comptes Publics.

Sur motion de Sir Robert Borden, il est ordonné,—Que le document concernant l'achat de deux sous-marins, déposé sur la Table de la Chambre, ce jour, par le ministre de la Défense Navale, soit imprimé sans délai, et que la règle 74 soit suspendue à cet effet.

La Chambre reprend alors la suite du débat sur la motion de M. White (Leeds),—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des Voies et Moyens.

Et le débat se continuant;

A six heures p.m., M. l'Orateur quitte le fauteuil pour le reprendre à huit heures p.m.

Huit heures p.m

(*L'ordre pour bills privés est appelé en vertu de la règle 25.*)

M. Marshall propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité général sur les bills privés, en vertu de la règle 109.—Adopté.

Les bills suivants sont délibérés en comité général, rapportés sans amendement, lus la troisième fois, et adoptés, savoir:—

Bill (No 52) Loi concernant la Compagnie du canal de Montréal à Ottawa et la baie Georgienne.

Bill (No 60) Loi constituant en corporation la *Entwistle and Alberta Southern Railway Company.*

Bill (No 49) Loi concernant la *Calgary and Fernie Railway Company.*

Bill (No 50) Loi concernant la *Canadian Western Railway Company.*

Bill (No 54) Loi concernant la compagnie dite *The Toronto Terminals Railway Company.*

Bill (No 62) Loi concernant *The Bank of Alberta.*

Bill (No 61) Loi concernant la *Simcoe, Grey and Bruce Railway Company.*

Bill (No 65) Loi concernant la compagnie dite *The Toronto, Hamilton and Buffalo Railway Company.*

Le Bill (No 71) Loi concernant la *Sterling Life Assurance Company of Canada,* est lu pour la seconde fois et référé au comité des Banques et du Commerce.

La Chambre reprend ensuite le débat sur la motion de M. White (Leeds),—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des Voies et Moyens,—et l'amendement de Sir Wilfrid Laurier.

Et le débat se continuant, il est ajourné sur motion de M. Carroll.

La Chambre s'ajourne alors à 11.40 p.m., jusqu'à lundi prochain.

THOMAS SIMPSON SPROULE,
Orateur.

AVIS DE MOTIONS

M. *Macdonald*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le ministère des Postes a-t-il reçu une pétition demandant l'établissement d'une route postale rurale de Westville et Alma à Green-Hill, dans le comté de Pictou?

2. Quelle décision a été prise par le ministère des Postes à cet égard?

M. *Macdonald*—Lundi prochain—QUESTION—

1. De quelles compagnies a été acheté du charbon pour le chemin de fer Intercolonial depuis le 1er mars 1914?

2. Combien de tonnes ont été achetées de chacune de ces compagnies?

3. Quand des soumissions seront-elles demandées pour fournir du charbon à l'Intercolonial pour l'année prochaine?

M. *Macdonald*—Lundi prochain—QUESTION—Quel est le domicile dans le comté de Pictou, et quel est le siège d'affaires de M. Woodworth, qui a vendu des chevaux, dans le comté de Pictou, au ministère de la Milice?

M. *Carroll*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quels sont les noms de ceux qui sont chargés de tenir les registres des étrangers ennemis dans le collège électoral de Cap-Breton-Sud, N.-E.?

2. Quel salaire reçoit chacun d'eux?

3. Quels sont les noms et le salaire respectifs de leurs assistants?

4. Quels sont les interprètes employés par eux, et quel salaire reçoivent-ils?

M. *Proulx*—Lundi prochain—QUESTION—

1. De qui sont achetés les provisions destinées au camp militaire de Petawawa?

2. Une demande de soumission précède-t-elle l'achat, et quels sont ceux à qui l'on demande de soumissionner?

M. *Proulx*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien de chevaux ont été achetés depuis le 1er août 1914 par le gouvernement, dans le comté de Prescott?

2. De qui ces chevaux ont-ils été achetés, et quels a été le prix de chacun d'eux?

3. Qui a fait les achats pour le compte du gouvernement?

4. Quelle rétribution a été payée à ces acheteurs pour leurs services?

M. *Buchanan*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le premier ministre et le ministre de la Milice ont-ils reçu des *United Farmers of Alberta* un mémoire au sujet de l'achat de chevaux pour la guerre?

2. A-t-on l'intention d'agir dans le sens des recommandations contenues dans le mémoire?

3. Dans l'affirmative, sous quels rapports?

M. *Buchanan*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quel montant total a déjà été versé par le gouvernement pour venir en aide aux colons dans la circonscription de Medicine-Hat?

2. Quel est le montant total des comptes en souffrance?

3. Quels comptes n'ont pas encore été payés aux marchands de Medicine-Hat, et quel est le nom du marchand dans chaque cas?

M. *Kay*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quels sont les noms des personnes qui ont présenté des soumissions pour le transport des malles entre Philipsburg et la station de Saint-Armand?
2. Quel est le montant mentionné dans chaque soumission primitive?
3. A qui le contrat a-t-il été adjugé, et à quel prix?

M. *Kay*—Lundi prochain—QUESTION—

1. John Krons est-t-il employé par le ministère de l'Agriculture ou par tout autre ministère?
2. Quelles sont ses fonctions, et quel salaire reçoit-il?
3. Qui a recommandé sa nomination?

M. *Kay*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quels étaient les soumissionnaires pour le service de malle rurale No 3, Stanbridge-Est?
2. Quel était le montant mentionné dans chaque soumission primitive?
3. A qui le contrat a-t-il été adjugé, et à quel prix?

M. *Martin* (Régina)—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quelle est la superficie totale des préemptions inscrites et des homesteads achetés dans la province de la Saskatchewan?
2. Quelle est la somme totale perçue par le gouvernement provenant de cette source?
3. Quelle est la somme totale qui reste due?

M. *Martin* (Régina)—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quel a été le nombre total d'inscriptions de homesteads dans la province de la Saskatchewan au cours de chacune des années de la période 1908-1914?
2. Quel a été le nombre total d'inscriptions de homesteads dans la province de l'Alberta pour chacune des années de la même période?
3. Quel a été le nombre total d'inscriptions de homesteads dans la province du Manitoba pour chacune des années de la même période?

M. *Martin* (Régina)—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien d'immigrants se sont établis en Canada chacune des années de 1900 à 1914, inclusivement?
2. Quel nombre de ces immigrants se sont établis dans chacune des provinces du Canada chacune des dites années?

M. *Martin* (Régina)—Lundi prochain—QUESTION—

1. T. A. Anderson a-t-il été employé par le département de l'Immigration à une époque quelconque des années 1912-13-14 et 1915?
2. Est-il encore ainsi employé?
3. Quelle est la date de sa nomination, quelles sont ses fonctions, et quel est son salaire ou sa rémunération?

M. *Martin* (Régina)—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quels sont les noms de tous les fonctionnaires permanents ou temporaires actuellement employés dans le bureau des terres à Swift-Current?
2. A quelle date a été nommé chacun de ces fonctionnaires?
3. Quel est le salaire de chacun d'eux?
4. Quelles sont les fonctions de chacun d'eux?

M. *Martin* (Régina)—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quels sont les noms de tous les fonctionnaires permanents ou temporaires actuellement employés dans le bureau des terres à Maple-Creek?
2. A quelle date a été nommé chacun de ces fonctionnaires?
3. Quel est le salaire de chacun d'eux?
4. Quelles sont les fonctions de chacun d'eux?

M. *Martin* (Régina)—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quels sont les noms de tous les fonctionnaires permanents ou temporaires actuellement employés dans le bureau des terres à Saskatoon?
2. A quelle date a été nommé chacun de ces fonctionnaires?
3. Quel est le salaire de chacun d'eux?
4. Quelles sont les fonctions de chacun d'eux?

M. *Martin* (Régina)—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quelle sera la longueur totale, en milles, du chemin de fer de la Baie-d'Hudson quand il sera complété?
2. Combien de milles de terrassement ont été terminés?
3. Sur combien de milles les rails ont-ils été posés?
4. Quel est le coût total jusqu'à date?
5. Quel est le coût estimatif total du chemin de fer quand il sera terminé?
6. Quel est le coût estimatif des améliorations du havre?
7. Quel montant a été dépensé jusqu'à date pour améliorer le havre?

M. *Martin* (Régina)—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quelle est la superficie totale de homesteads et de préemptions dont on a disposé dans la province de l'Alberta?
2. Quelle a été la somme totale d'argent perçue par le gouvernement provenant de cette source?
3. Quelle est la somme totale dont la rentrée n'a pas encore été faite en ce qui concerne ces terres?

* M. *Kay*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Etat donnant les noms des personnes qui ont acheté les chevaux vendus à l'enchère à Valcartier, et le prix payé pour chaque cheval.

* M. *Martin* (Régina)—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de toute correspondance échangée entre un ministère ou un fonctionnaire quelconque du gouvernement ou toute autre personne au sujet de l'établissement de colons sur des homesteads de la réserve boisée de la Montagne-du-Canard, et aussi de la preuve faite dans l'enquête conduite par l'inspecteur Cattle au sujet de l'octroi d'inscriptions de homesteads sur la dite réserve boisée.

* M. *Martin* (Régina)—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous documents, requêtes, correspondance, etc., échangés entre l'un ou l'autre des ministères du gouvernement et tout fonctionnaire civil ou toute autre personne, au sujet de l'émission de certains scrips de métis en faveur de James Sabiston, George Sabiston (père), George Sabiston (jeune), William Sabiston et Colin Sabiston.

AFFICHAGE DE BILL PRIVÉ

Le bill suivant a, ce 12 mars, été affiché comme devant être pris en considération par le comité des *Banques et du Commerce,* vendredi, le 19 mars courant, ou après, savoir:—

Bill (No 71) Loi concernant la *Sterling Life Assurance Company of Canada.*

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle.	Comités.	Heure.
	Lundi, 15 mars.	
101	Comité spécial *re* Chaussures fournies au ministère de la Milice et de la Défense	10.30 a.m
	Mardi, 16 mars.	
211	Chemins de fer, Canaux et Télégraphes	11 a.m.

No 25.

OTTAWA, VENDREDI, 12 MARS 1915.

5e Session, 12e Parlement, 5 George V, 1915

PROCÈS-VERBAUX
DE LA
CHAMBRE DES COMMUNES

OTTAWA
Imprimé par J. DE L. TACHÉ
Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi
1915

No 26.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SEANCE DU LUNDI, 15 MARS 1915.

PRIÈRES.

Deux pétitions sont déposées sur la Table.

M. Hughes (Victoria) présente,—Réponse à ordre du 3 mars 1915,—Etat donnant les noms de tous les postulants du comté de Pictou qui n'ont pas encore reçu le gratification accordée pour service lors de l'invasion fénienne.

Aussi,—Réponse à ordre du 4 mars 1915,—Etat indiquant,—

1. De qui a été achetée la nourriture pour les hommes et les chevaux, ainsi que tous autres approvisionnements et effets d'équipement pour la batterie de campagne actuellement entraînée à Lethbridge;
2. Si c'est par soumissions, à quelle date elles ont été demandées;
3. Quand les soumissions ont été ouvertes et les contrats adjugés;
4. Quels sont les noms et adresses postales de tous ceux qui ont envoyés des soumissions;
5. Quels ont été les soumissionnaires heureux, et le montant mentionné dans chaque soumission.

Aussi,—Réponse à ordre du 19 février 1915,—Etat donnant les noms et adresses de toutes les personnes, dans le comté de Pictou, qui ont reçu la gratification accordée pour service lors de l'invasion fénienne, et de toutes celles qui ont demandé cette gratification et qui ne l'ont pas encore reçue.

M. Hazen dépose devant la Chambre, en conformité de l'article 47, chapitre 43, 9-10 Edouard VII,—Copie du décret du conseil, No 476, du 6 mars 1915,—Règlements concernant la classification des ingénieurs officiers.

M. Coderre présente,—Réponse supplémentaire à adresse du 11 février 1915,—Copie de toute la correspondance relative à l'achat et au paiement, par le gouvernement, de deux sous-marins autorisés par le décret du conseil du 7 août 1914, et de tous autres décrets du conseil se rapportant au même sujet,—aussi, de tous rapports reçus par le gouvernement ou l'un ou l'autre de ses ministères touchant les dits sous-marins.

Aussi,—Réponse à ordre du 1er mars 1915,—Copie de tous rapports, télégrammes, requêtes, recommandations, lettres et correspondance se rapportant au dragage dans le havre d'Antigonish, et à l'amélioration de l'accès au havre, reçus par le gouvernement ou par l'un ou l'autre de ses ministères depuis le 1er janvier 1912, et non déjà compris dans la réponse, présentée le 30 avril 1914, à l'ordre de la Chambre du 16 mars précédent.

Sur motion de M. Northrup, il est ordonné,—Que cette partie du septième rapport du comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes, rapportant comme *non prouvé* le préambule du Bill (No 55) Loi constituant en corporation la *Vancouver Terminal Railway Company*, soit renvoyée de nouveau au dit comité pour plus ample examen.

M. Blain propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité général sur les bills privés, en vertu de la règle 109.—Adopté.

Les bills suivants sont délibérés en comité général, rapportés sans amendement, lus la troisième fois, et adoptés, savoir:—

Bill (No 69) Loi constituant en corporation la *Colonial Bank (Canada)*.

Bill (No 70) Loi constituant en corporation *The General Trust Company of Canada*.. (Titre changé en celui de "Loi constituant en corporation de l'*Alberta Permanent Trust Company*.")

L'ordre de la Chambre suivant est voté en vertu du paragraphe 4 de la règle 37:—

Par M. Buchanan:—Ordre de la Chambre,—Relevé faisant connaître,—

1. Quel montant total a déjà été versé par le gouvernement pour venir en aide aux colons dans la circonscription de Medicine-Hat;
2. Quel est le montant total des comptes en souffrance;
3. Quels comptes n'ont pas encore été payés aux marchands de Medicine-Hat, et quel est le nom du marchand dans chaque cas.

Les ordres de la Chambre qui suivent, sont votés, savoir:—

Par Sir Wilfrid Laurier:—Ordre de la Chambre,—Copie de la réclamation du capitaine Stephen Paul, propriétaire du bateau à vapeur *Rhoda*, à la suite de la destruction de son vaisseau désemparé par naufrage, ordonnée par le département de la Marine, et de toute la correspondance s'y rattachant.

Par M. Law:—Ordre de la Chambre,—Relevé faisant connaître en détail les déboursés faits par Ward Fisher, inspecteur des pêcheries, de Shelburne, N.-E., au cours de l'année 1912, se montant à $388.40, et de l'année 1913, se montant à $1,009.84.

Par M. Kay:—Ordre de la Chambre,—Etat donnant les noms des personnes qui ont acheté les chevaux vendus à l'enchère à Valcartier, et le prix payé pour chaque cheval.

Par M. Martin (Régina):—Ordre de la Chambre,—Copie de toute correspondance échangée entre un ministère ou un fonctionnaire quelconque du gouvernement ou toute autre personne au sujet de l'établissement de colons sur des homesteads de la réserve boisée de la Montagne-du-Canard, et aussi de la preuve faite dans l'enquête conduite par l'inspecteur Cattle au sujet de l'octroi d'inscriptions de homesteads sur la dite réserve boisée.

Par M. Martin (Régina):—Ordre de la Chambre,—Copie de tous documents, requêtes, correspondance, etc., échangés entre l'un ou l'autre des ministères du gouvernement et tout fonctionnaire civil ou toute autre personne, au sujet de l'émission de certains scrips de métis en faveur de James Sabiston, George Sabiston (père), George Sabiston (jeune), William Sabiston et Colin Sabiston.

La Chambre reprend ensuite le débat sur la motion de M. White (Leeds),—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des Voies et Moyens,—et l'amendement de Sir Wilfrid Laurier.

Et le débat se continuant;

MARDI, 16 mars 1915.

Et le débat s'étant continué, le dit débat est ajourné sur motion de M. Stanfield.

Un message est reçu du Sénat agréant, sans modification, les bills suivants, savoir:—

Bill (No 39) Loi modifiant la Loi du Fonds patriotique Canadien.

Bill (No 57) Loi modifiant la Loi du Sénat et de la Chambre des Communes.

Bill (No 4) Loi concernant l'*Alberta Central Railway Company.*

Bill (No 5) Loi concernant l'*Athabasca and Grande Prairie Railway Company.*

Bill (No 6) Loi concernant la *Brantford and Hamilton Electric Railway Company.*

Bill (No 7) Loi concernant la *British Columbia and White River Railway Company.*

Bill (No 9) Loi concernant la Compagnie du chemin de fer *Essex Terminal.*

Bill (No 10) Loi concernant la Compagnie du Grand-Tronc de chemin de fer du Canada.

Bill (No 13) Loi concernant la Compagnie du chemin de fer de Montréal et des Comtés du Sud.

Bill (No 21) Loi concernant la *Canadian Northern Ontario Railway Company.*

Bill (No 22) Loi concernant la *Canadian Northern Quebec Railway Company.*

Bill (No 23) Loi concernant la *James Bay and Eastern Railway Company.*

Bill (No 25) Loi concernant la *South Ontario Pacific Railway Company.*

Bill (No 26) Loi concernant la compagnie dite *The Southern Central Railway Company.*

La Chambre s'ajourne alors à 2.55 a.m.

THOMAS SIMPSON SPROULE,
Orateur.

AVIS DE MOTIONS

M. *MacNutt*—Mercredi prochain—QUESTION.—

1. Quels sont les propriétaires ou cessionnaires des droits miniers de houille dans les sections 6, 7, 18, 19, 30, 31, township 10, rang 4, à l'ouest du 5me méridien; aussi, en ce qui concerne les sections 6, 7, 18, 19, 30 et 31, township 11, rang 4, à l'ouest du 5me méridien?

2. A quelle date ces personnes ont-elles acquis ces droits?

3. Quelles sommes ont-elles versées pour chaque demi-section?

4. Quelles sommes sont encore dues pour chaque demi-section?

M. *Chisholm* (Antigonish)—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Quel montant d'argent a été payé aux entrepreneurs pour les approches du chemin de fer Intercolonial près d'Antigonish, N.-E., ou à compte de ces travaux?

2. Quel a été le coût réel de ces travaux jusqu'à date?

3. L'estimation finale des dits travaux envoyée au ministère des Chemins de fer ou au bureau de Moncton a-t-elle été payée?

4. Quelle est la nature des questions en litige mentionnées dans les réponses à des questions posées le 11 courant relativement à ce contrat, et pourquoi ces différends n'ont-ils pas été réglés?

M. *Sinclair*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Qui était chargé du transport de la malle entre Sherbrooke, N.-E., et Sheet-Harbour, en juin 1906?

2. Quand le contrat a-t-il été adjugé?

3. Antérieurement, ce contrat avait-il été renouvelé sans demande de soumission? Dans l'affirmative, quand?

4. A quelle date a expiré le contrat en vigueur en 1896?

5. Quels sont les noms des entrepreneurs qui ont été chargés successivement de ce service depuis 1896, la date et le chiffre de chaque contrat, la date d'expiration de chaque contrat, et les occasions dans lesquelles on a demandé des soumissions par avis publics?

6. A quelle date de l'année 1911, M. McGrath a-t-il reçu avis de la résiliation de son contrat?

7. Comment cet avis lui a-t-il été signifié?

8. A quelle date le contrat de M. McGrath a-t-il été résilié?

9. A-t-on accordé à M. McGrath quelque compensation pour couvrir la perte qu'il a subie par suite de la résiliation de son contrat?

10. Qui a recommandé la résiliation du contrat de M. McGrath?

M. *Sinclair*—Mercredi prochain—QUESTION—Quelle somme a été dépensée dans le comté et la cité de Halifax, N.-E., par l'administration actuelle entre la date où elle est arrivée au pouvoir et le moment actuel pour les entreprises publiques respectives suivantes: (*a*) Construction de l'embranchement de voie ferrée *Halifax and Eastern;* (*b*) nouveaux *termini* de Halifax, y compris les tronçons de voie ferrée qui y accèdent, et (*c*) travaux publics, y compris les édifices publics, les quais, les brise-lames, etc.?

* M. *McKenzie*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. A quelle date de l'année 1913 D. A. McDonald a-t-il été nommé contremaître de la construction du quai sur le côté nord de East-Bay, N.-E.?

2. A-t-il été relevé de ces fonctions avant d'avoir complété cet ouvrage? S'il en est ainsi, pour quelle raison?

3. Qui a recommandé sa nomination?

4. Qui a recommandé son renvoi?

M. *Marcil* (Bonaventure)—Mercredi prochain—QUESTION—Le gouvernement en est-il arrivé à une décision au sujet de la requête de la Chambre de Commerce de Campbellton, N.-B., et du conseil municipal de Dalhousie, pour un service semi hebdomadaire de steamer entre Campbellton et Gaspé?

M. *Marcil* (Bonaventure)—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Une requête a-t-elle été reçue demandant la construction d'un pont pour voitures et piétons traversant la rivière Restigouche à Campbellton, N.-B., et quels sont les requérants?

2. Une décision a-t-elle été prise? Dans l'affirmative, qu'est-ce qu'il y a eu de fait?

M. *Marcil* (Bonaventure)—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Quelqu'un des juges de la Cour supérieure de la province de Québec a-t-il demandé d'être mis à sa retraite ou pension? Dans l'affirmative, de qui une telle demande a-t-elle été reçue?

2. Une décision a-t-elle été prise à ce sujet? Dans l'affirmative, quelle en est la nature?

M. *Marcil* (Bonaventure)—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Le régiment canadien français stationné à Saint-Jean, Québec, a-t-il été transféré dernièrement, et où est-il cantonné maintenant?

2. Quel a été le mobile de ce changement, et quel est l'avantage que présente ce nouveau cantonnement sur celui de Saint-Jean?

3. Quelle est la force numérique de ce corps, et quels sont ses principaux officiers?

4. L'effectif de ce corps est-il au complet?

5. Quels sont les principaux chirurgiens choisis pour ce corps?

6. Le personnel médical est-il au complet, et quel est le nombre total des membres qui le composent?

* M. *Maclean* (Halifax)—Mercredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de toutes pétitions, lettres, documents, etc., échangés entre des personnes dans la province de la Nouvelle-Ecosse et le ministère du Commerce, depuis le 1er août dernier, concernant les taux exigés par des steamers subventionnés pour le transport des marchandises sur l'océan Atlantique.

* M. *Maclean* (Halifax)—Mercredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous décrets du conseil, arrangements, correspondance, lettres, etc., concernant l'affermage ou le transfert de l'embranchement Windsor de l'Intercolonial au chemin de fer du Pacifique-Canadien.

* M. *Pugsley*—Mercredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de toute correspondance échangée entre le consulat chinois à Vancouver, C.-B., et le ministre de l'Intérieur, concernant la remise de la taxe de capitation aux immigrants chinois récemment arrivés dans ce pays, avant leur départ de la Colombie-Britannique pour retourner en Chine.

* M. *Hughes* (King)—Mercredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de toute correspondance et de tous rapports concernant l'achat de 25,000 pelles d'un modèle spécial, mentionnées dans le décret du conseil, No 2302, en date du 4 septembre 1914, à la page 38 du mémoire relatif aux opérations du ministère de la Milice et de la Défense, et aussi concernant tous nouveaux achats des dites pelles.

* M. *Turgeon*—Mercredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie du bordereau de paie du mois d'octobre 1914 concernant les réparations au brise-lames de Shippigan-Gully, comté de Gloucester.

M. *White* (Leeds)—Mercredi prochain—Comité général pour considérer la résolution suivante:—

Qu'il est expédient de modifier la Loi des Banques en permettant aux banques chartées, jusqu'au 1er août 1915, de prêter des fonds pour l'achat des grains de semence sur la garantie du grain acheté, de la récolte à suivre et du blé en provenant, et que toute loi basée sur la présente résolution soit censée être venue en vigueur le 15 mars 1915.

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle.	Comités.	Heure.
	Mardi, 16 mars.	
101	Comité spécial *re* Chaussures fournies au ministère de la Milice et de la Défense	10.30 a.m
211	Chemins de fer, Canaux et Télégraphes	11 a.m.

No 26.

OTTAWA, LUNDI, 15 MARS 1915.

5e Session, 12e Parlement, 5 George V, 1915

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

OTTAWA
Imprimé par J. DE L. TACHÉ
Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi
1915

No 27.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SEANCE DU MARDI, 16 MARS 1915.

PRIÈRES.

Une pétition est déposée sur la Table.

Le greffier de la Chambre dépose sur la Table le rapport du commis des pétitions sur les pétitions présentées le 15 du mois courant, lesquelles sont lues et reçues, et se lisent comme suit:—

De la Compagnie du chemin de fer de Moncton et du détroit de Northumberland; pour une loi prolongeant le délai fixé pour le commencement et l'achèvement des lignes ferrées qu'elle a été autorisée à construire en vertu des Statuts de 1910 et 1913.

De Alice Beckett, de Medicine-Hat, Alta., pour une loi de divorce avec son mari William Beckett.

M. Lancaster, du comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes, présente le huitième rapport du dit comité, lequel est comme suit:—

Votre comité a fait l'étude du Bill (No 51) Loi concernant la *Kettle Valley Railway Company*, et à l'effet de ratifier et confirmer un contrat avec la *Vancouver, Victoria and Eastern Railway and Navigation Company*,—qu'il rapporte avec des amendements.

Votre comité a aussi étudié le Bill (No 3) Loi modifiant la Loi des chemins de fer,—et il recommande que ce bill soit retiré.

Les promoteurs du Bill (No 14) Loi portant ratification et confirmation d'une certaine convention intervenue entre la Compagnie du chemin de fer *Canadian Northern* et la Compagnie du chemin de fer *Grand Trunk Pacific*,—ayant fait connaître leur intention de ne prendre aucune action ultérieure quant à ce bill au cours de la présente session, votre comité recommande que le dit bill soit retiré et que les honoraires versés au sujet de ce bill soient remboursés moins le coût de l'impression et de la traduction.

M. Coderre dépose devant la Chambre, en conformité de l'article 88 de la Loi de la cour de l'Echiquier (Statuts Revisés du Canada, 1906, chapitre 140) Règles et ordonnances générales de la Cour de l'Echiquier du Canada rendues le 15 février 1915.

M. Hazen présente,—Réponse à ordre du 24 février 1915,—Copie de tous papiers, lettres et documents concernant la destitution des fonctionnaires suivants, dans le comté de Shelburne, N.-E.; Wm L. Smith, gardien de phare, Baccaro, N.-E.; J. A. Arechia, maître de havre, Lower-Wood-Harbour, et J. E. Morrison, maître de havre à Shelburne, N.-E.

Sur motion de M. Lancaster, il est ordonné,—Que le Bill (No 3) Loi modifiant la Loi des chemins de fer soit retiré, conformément à la recommandation contenue dans le huitième rapport du comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.

Sur motion de M. Lancaster, il est ordonné,—Que le Bill (No 14) Loi portant ratification et confirmation d'une certaine convention intervenue entre la Compagnie du chemin de fer *Canadian Northern* et la Compagnie du chemin de fer *Grand Trunk Pacific*, soit retiré, et que les honoraires versés pour ce bill soient remboursés moins les frais d'impression et de traduction, conformément à la recommandation contenue dans le huitième rapport du comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.

M. Hazen dépose sur la Table de la Chambre,—Copie d'un décret du conseil, en date du 9 mars 1915, à l'effet d'empêcher le transfert de navires britanniques.

M. Hazen dépose aussi sur la Table de la Chambre,—Rapport des Commissaires chargés de s'enquérir du niveau de l'eau dans le fleuve Saint-Laurent à Montréal et en aval, ainsi qu'un court précis préparé par le principal hydrographe de la commission.

La Chambre reprend alors le débat sur la motion de M. White (Leeds),—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des Voies et Moyens, et sur l'amendement de Sir Wilfrid Laurier,—Que M. l'Orateur ne quitte pas maintenant le fauteuil, mais qu'il soit résolu: "Que cette Chambre est prête à pourvoir aux besoins qu'exige la situation actuelle et à voter toutes les mesures nécessaires à cette fin; mais qu'elle regrette que les résolutions qui lui sont soumises imposent des droits qui pèseront lourdement sur le peuple tout en ne rapportant que peu ou point de revenus, et qu'elles sont spécialement répréhensibles en ce qu'elles élèvent de nouvelles barrières entre la Grande-Bretagne et le Canada au lieu de favoriser le commerce entre ces deux pays, et cela au moment où la mère patrie se trouve à faire face à une situation sans parallèle dans l'histoire".

Et le débat continuant,

Et la question étant mise sur l'amendement,—il est rejeté par le vote suivant:

POUR:

Messieurs

Bickerdike,
Boivin,
Bourassa,
Boyer,
Brouillard,
Buchanan,
Bureau,
Cardin,
Carroll,
Cash,
Champagne,
Chisholm (Antigonish),
Clark (Red-Deer),
Copp,
Cruise,
Delisle,
Demers,
Devlin,
Ethier,
Gauthier (St-Hyacinthe),
Gauvreau,
German,
Graham,
Hughes (King's, I.-P.-E.),
Kyte,
Lafortune,
Lanctôt,
Lapointe (Kamouraska),
Lapointe (Montréal, St-Jacques),
Laurier (Sir Wilfrid),
Law,
Macdonald,
Maclean (Halifax),
MacNutt,
McKenzie,
Marcile (Bagot),
Martin (Montréal, Ste-Marie),
Martin (Régina),
Michaud,
Molloy,
Murphy,
Nesbitt,
Neely,
Pacaud,
Papineau,
Proulx,
Pugsley,
Reid (Restigouche),
Robb,
Ross,
Séguin,
Sinclair,
Thomson (Qu'Appelle),
Tobin,
Truax,
Turgeon,
Verville,
Warnock,
White (Victoria, Alta)—59.

CONTRE:

Messieurs

Achim,
Ames,
Armstrong (Lambton),
Armstrong (York, O.),
Arthurs,
Ball,
Barrette,
Bellemare,
Bennett (Calgary),
Bennett (Simcoe),
Best,
Blain,
Blondin,
Borden (Sir Robert),
Boulay,
Bowman,
Boyce,
Boys,
Brabazon,
Bradbury,
Broder,
Burnham,
Clark (Bruce),
Clarke (Wellington),
Cochrane,
Coderre,
Cromwell,
Davidson,
Descarries,
Doherty,
Donaldson,
Edwards,
Elliot,
Fisher,
Forget (Sir Rodolphe),
Foster (King's, N.-E.),
Fripp,
Garland,
Gauthier (Gaspé),
Girard,
Glass,
Gray,
Green,
Guilbault,
Hanna,
Hartt,
Hazen,
Henderson,
Hepburn,
Hughes (Victoria, O.),
Jameson,
Kemp,
Lavallée,
L'Espérance,
Lewis,
Macdonell,
Maclean (York, O.),
McCurdy,
McLean (Queen's, I.-P.-E),
Marshall,
Meighen,
Merner,
Middlebro,
Mondou,
Morphy,
Morrison,
Munson,
Nicholson,
Nickle,
Northup,
Osler (Sir Edmund),
Paquet,
Paul,
Rainville,
Reid (Grenville),
Rhodes,
Robidoux,
Roche,
Rochon,
Rogers,
Schaffner,
Scott,
Sévigny,
Sexsmith,
Sharpe (Lisgar),
Sharpe (Ontario),
Shepherd,
Smith,
Smyth,
Steele,
Stevens,
Stewart (Hamilton),
Stewart (Lunenburg),
Taylor,
Thompson, (Yukon),
Thornton,
Walker,
Wallace,
Webster,
Weichel,
White (Leeds),
White (Renfrew),
Wilcox,
Wright—104.

Et la question étant mise sur la motion principale,—elle est adoptée.

La Chambre, en conséquence, se forme en comité général,—et sur rapport de progrès, le comité se lève et obtient l'autorisation de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Un message est reçu du Sénat avec les bills suivants de Leurs Honneurs, auxquels le concours de cette Chambre est demandé:—

Bill C (No 72) intitulé: "Loi pour faire droit à William Ewart New".

Bill D (No 73) intitulé: "Loi pour faire droit à Helene Suzette Baker Douglas".

Et aussi,—Un message transmettant la preuve faite devant le comité des Divorces, auquel ont été référées les pétitions de William Ewart New et de Helene Suzette Baker Douglas, respectivement, demandant un bill de divorce, et les documents produits, avec demande de les retourner au Sénat.

Et aussi,—Un message adoptant le Bill (No 24) Loi concernant la *Ottawa and New York Railway Company*, avec un amendement comme suit:—

Page 1, ligne 16.—Retrancher "dix" et substituer "vingt et un".

La Chambre alors s'ajourne à 3.30 a.m.

THOMAS SIMPSON SPROULE,
Orateur.

AVIS DE MOTIONS

M. *Delisle*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Combien le gouvernement a-t-il acheté de *Motor Trucks* pour le second contingent?
2. De quelle compagnie les a-t-il achetés?
3. Le nom du truck?
4. Quel prix a-t-il payé pour chaque truck (chassis)?
5. Est-ce que le prix payé est pour le truck complet avec bandages, lampes et les outils nécessaires à chacun d'eux?
6. Si non, quel est le prix payé pour ces bandages, lampes et outils? Aussi quel est le prix payé pour la carosserie (*body*) de ces trucks?
7. De quelle compagnie a-t-il acheté ces carrosseries (*body*)?
8. Qui a été chargé de recevoir ces trucks?
9. Ont-ils tous été livrés?

M. *Delisle*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il construit une ligne de téléphone dans le comté de Québec?
2. Si oui, quel en est le coût et le revenu?
3. Cette ligne s'étend-t-elle en dehors du comté de Québec?
4. Cette ligne est-elle entrée en compétition avec d'autres lignes déjà existantes et donnant depuis longtemps un service local et de longue distance?
5. De quelle qualité sont les matériaux qui ont été employés pour la construction de cette ligne?
6. Les ouvriers ont-ils tous été payés?
7. Qui a été le constructeur de cette ligne pour le gouvernement?

M. *Douglas*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Combien de soumissions ont été reçues pour le transport des malles entre Colmar et Telfordville?
2. Quels sont les noms des soumissionnaires et le montant mentionné dans chaque soumission?
3. A qui le contrat a-t-il été adjugé?
4. Qui fait actuellement ce service, et à qui les paiements sont-ils faits?

* M. *Gauthier* (Saint-Hyacinthe)—Jeudi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous documents, lettres, dépêches, correspondance, requêtes, recommandations, soumissions, etc., se rapportant à l'achat de vêtements pour le ministère de la Milice, depuis le 4 août 1914, jusqu'à la date actuelle.

* M. *Copp*—Jeudi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Relevé faisant connaître les noms de tous les fonctionnaires, assistants et commis, employés dans les bureaux du chemin de fer à Moncton, N.-B., et le salaire respectif de chacun d'eux; aussi, les noms des fonctionnaires antérieurement employés dans ces bureaux qui ont quitté le service et reçoivent une allocation de pension et le chiffre de la pension que chacun d'eux reçoit.

Sir *Robert Borden*—Jeudi prochain—Proposera,—Que la Chambre siégera semedi le 20 courant, et les samedis qui suivront jusqu'à la fin de la session, et que l'ordre des affaires ces jours-là sera le même que les vendredis; que lundi, le 22 courant, et après, jusqu'à la fin de la session, la Chambre se réunira chaque jour à 11 heures du matin, et qu'outre la suspension ordinaire à 6 p.m., la séance sera aussi suspendue, chaque jour, depuis 1 jusqu'à 3 p.m.

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle.	Comités.	Heure.
	Mercredi, 17 mars.	
101	Comité spécial *re* Chaussures fournies au ministère de la Milice et de la Défense	10.30 a.m.
100	Comptes publics	11 a.m.
	Jeudi, 18 mars.	
100	Bills privés	10.30 a.m.
211	Chemins de fer, Canaux et Télégraphes	11 a.m.

No 27.

OTTAWA, MARDI, 16 MARS 1915.

5e Session, 12e Parlement, 5 George V, 1915

PROCÈS - VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

OTTAWA
Imprimé par J. DE L. TACHÉ
Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi
1915

No 28.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SEANCE DU MERCREDI, 17 MARS 1915.

PRIÈRES.

Une pétition est déposée sur la Table.

Le greffier de la Chambre dépose sur la Table le rapport du commis des pétitions sur la pétition présentée le 16 du mois courant, laquelle est lue et reçue, et se lit comme suit:—

De la *Grain Growers' Grain Company;* pour une loi modifiant sa charte, et pour autres fins.

M. Doherty, du comité spécial nommé aux fins de s'enquérir et de faire rapport sur les amendements au Code criminel qui ont été ou pourraient être suggérés au cours de la présente session, présente le premier rapport du dit comité, lequel est comme suit:—

Votre comité rapporte un bill,—Loi modifiant le Code criminel, lequel constitue, avec les amendements, une refonte des Bills (Nos 19 et 40) qui ont été référés à votre comité.

M. Morphy, pour M. Middlebro, du comité des Comptes Publics, présente le premier rapport du dit comité, lequel est comme suit:—

Votre comité recommande que les témoignages entendus *re* le document de session (No 122) de la présente session du Parlement, savoir: Correspondance échangée entre l'auditeur général et le ministère de la Milice au sujet des dépenses faites en vertu de la Loi des crédits de guerre,—soient imprimés de jour en jour, et que la règle 74 soit suspendue à cet égard.

Les bills suivants du Sénat sont lus une première fois et remis pour deuxième lecture à la prochaine séance de la Chambre:—

Bill C (No 72) intitulé: "Loi pour faire droit à William Ewart New".—M. *Bennett* (Calgary).

Bill D (No 73) intitulé: "Loi pour faire droit à Helene Suzette Baxter Douglas". —M. *Fripp.*

M. Cochrane dépose devant la Chambre,—Statistiques des télégraphes du Canada, pour l'année terminée le 30 juin 1914.

Aussi,—Statistiques du service des téléphones en Canada, pour l'année terminée le 30 juin 1914.

L'adresse suivante à Son Altesse Royale, et les ordres de la Chambre qui suivent, sont votés:—

Par M. Lapointe (Kamouraska):—Ordre de la Chambre,—Copie de tous les rapports, correspondance et autres communications entre le département des Douanes et Auguste Desjardins, de Saint-Denis de Kamouraska, depuis sa nomination comme officier préventif du dit département.

Par M. Lapointe (Kamouraska):—Ordre de la Chambre,—Copie de tous rapports, correspondance et autres communications entre le département du Revenu de l'Intérieur et P. Courcy, de Saint-Pacôme, depuis sa nomination comme officier préventif à l'emploi du dit département.

Par M. Lapointe (Kamouraska):—Ordre de la Chambre,—Copie de tous documents, lettres, messages, correspondances, requêtes, recommandations, rapports, etc., concernant l'érection d'une gare pour le chemin de fer Transcontinental, à Armagh, comté de Bellechasse, ainsi que les divers changements qui ont été faits, quant au site de la dite gare, et tous les documents concernant l'achat des divers terrains dont le département des Chemins de fer et la commission du Transcontinental ont fait l'acquisition pour la dite gare.

Par M. Maclean (Halifax):—Ordre de la Chambre,—Copie de toutes pétitions, lettres, documents, etc., échangés entre des personnes dans la province de la Nouvelle-Ecosse et le ministère du Commerce, depuis le 1er août dernier, concernant les taux exigés par des steamers subventionnés pour le transport des marchandises sur l'océan Atlantique.

Par M. Maclean (Halifax):—Adresse,—Copie de tous décrets du conseil, arrangements, correspondance, lettres, etc., concernant l'affermage ou le transfert de l'embranchement Windsor de l'Intercolonial au chemin de fer du Pacifique-Canadien.

Par M. Pugsley:—Ordre de la Chambre,—Copie de toute correspondance échangée entre le consulat chinois à Vancouver, C.-B., et le ministre de l'Intérieur, concernant la remise de la taxe de capitation aux immigrants chinois récemment arrivés dans ce pays, avant leur départ de la Colombie-Britannique pour retourner en Chine.

Par M. Hughes (King):—Ordre de la Chambre,—Copie de toute correspondance et de tous rapports concernant l'achat de 25,000 pelles d'un modèle spécial, mentionnées dans le décret du conseil, No 2302, en date du 4 septembre 1914, à la page 38 du mémoire relatif aux opérations du ministère de la Milice et de la Défense, et aussi concernant tous nouveaux achats des dites pelles.

Par M. Turgeon:—Ordre de la Chambre,—Copie du bordereau de paie du mois d'octobre 1914 concernant les réparations au brise-lames de Shippigan-Gully, comté de Gloucester.

M. White (Leeds) propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des Voies et Moyens.

Et la motion étant mise aux voix, elle est agréée.

La Chambre en conséquence se forme de nouveau en comité des Voies et Moyens.

(*En comité.*)

Les résolutions suivantes sont adoptées:—

1. Résolu,—Qu'il est expédient de modifier l'annexe A du Tarif des Douanes, 1907, en en retranchant l'item 329 du tarif et l'énumération d'articles en regard du dit item, et de prescrire que les item, énumérations et taux de droits de douane qui suivent, s'il y a, soient insérés dans la dite annexe A:—

Item du tarif.		Tarif de faveur pour la Grande-Bretagne.	Tarif intermédiaire.	Tarif général.
90a	Baies sauvages comestibles	En franchise.	En franchise.	En franchise.
118a	Encornet	En franchise.	En franchise.	En franchise.
209b	Sulfate de nicotine	En franchise.	En franchise.	En franchise.
329	Minerais métaliques, n.d.	En franchise.	En franchise.	En franchise.
329a	Minerai de fer..par tonne.	6 centins.	8 centins.	8 centins.

2. Résolu,—Qu'il est expédient de modifier le Tarif des Douanes, 1907, en prescrivant que:—

En sus des droits de douane autrement établis par l'annexe A du Tarif des Douanes, 1907, et les décrets du conseil qui modifient l'annexe A, il sera prélevé, perçu et payé sur tous les articles énumérés, ou indiqués comme non énumérés, dans l'annexe A, sauf ce qui est prescrit ci-après, lorsque ces articles sont importés en Canada ou retiré de l'entrepôt de vérification pour consommation en ce pays, les divers taux de douane ci-spécifiés:—

Tarif de faveur pour la Grande-Bretagne.	Tarif intermédiaire.	Tarif général.
5 p.c.	7½ p.c.	7½ p.c.

(2) Il sera prélevé, perçu et payé sur tous les articles énumérés comme pouvant être admis en franchise dans l'annexe A et les décrets du conseil modifiant l'annexe A, sauf ce qui est prescrit ci-après, lorsque ces articles sont importés en Canada ou retirés de l'entrepôt de vérification pour consommation en ce pays, les divers taux de droits de douane ci-spécifiés:—

Tarif de faveur pour la Grande-Bretagne.	Tarif intermédiaire.	Tarif général.
5 p.c.	7½ p.c.	7½ p.c.

Pourvu toutefois que les articles suivants ne seront pas sujets aux prescriptions qui précèdent:—

(*a*) Articles admis en franchise en Canada en vertu des dispositions des articles 8 et 9 du Tarif des Douanes, 1907;

(*b*) Articles énumérés dans l'annexe C de la Loi de la convention avec la France, 1908.

(*c*) Articles destinés à la manufacture des faucheuses, moissonneuses lieuses ou sans appareils à lier, appareils à lier, moissonneuses simples et parties complètes de ces machines, en vertu de règlements établis par le ministre des Douanes;

(*d*) Articles importés pour les fins de la manufacture de ficelle d'engerbage pour les moissonneuses lieuses, en vertu de règlements établis par le ministre des Douanes;

(*e*) Articles importés pour les fins de la manufacture des appareils énumérés dans l'item 682 du tarif, annexe A, en vertu de règlements établis par le ministre des Douanes;

(*f*) Houille anthracite et poussière d'anthracite;

(*g*) Produits bactériologiques ou sérum pour injection sous-cutanée;

(*h*) Vaccin et pointes d'ivoire pour vaccin;

(*i*) Feutre foulé, tissus élastiques et blocs de bois creux importés pour les fins de la manufacture de membres artificiels;

(*j*) Acier importé pour les fins de fabrique de pièces brutes non finies de carabines, lorsque ces pièces sont destinées à des carabines à être fabriquées pour le gouvernement du Canada;

(*k*) Tissus dans la confection desquels la soie entre comme matière de la plus grande valeur, lorsqu'ils sont importés pour les fins de manufacture de cravates;

(*l*) Soie écrue ou filée, importée par les fabricants d'étiquettes tissées;

(*m*) Manuscrits;

(*n*) Bananes;

(*o*) Acide de chaux phosphaté, sulfate d'amoniaque, nitrate de soude, muriate et sulfate de potasse, importés comme fertilisants;

(*p*) Tourteaux de graine de cotonnier, moulue ou non moulue;

(*q*) Articles énumérés dans les item suivants du tarif de l'annexe A:—

1, 2, 3, 19, 20, 20a, 21, 22, 23, 25a, 26, 27, 28, 28a, 29, 29a, 39b, 40, 45, 55, 60, 61, 66, 77a, 90a, 101a, 118a, 129, 132, 134, 135, 142, 143, 144, 145, 153, 164, 169, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 178a, 180a, 184, 196, 201, 209b, 329, 329a, 348a, 352a, 359, 360, 363, 369, 373, 441, 443, 445, 445a, 446a, 464, 466, 466a, 470, 483, 544, 544a, 576, 595, 596, 662, 663, 676, 682, 688, 689, 689a, 690, 690a, 691, 692, 692a, 693, 694, 695a, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708 et 709.

Pourvu aussi qu'il ne soit pas tenu compte des droits d'accise en estimant la valeur marchande des articles pour les fins de cette modification du tarif des Douanes, 1907.

Pourvu de plus que les droits de douane perçus et payés sous l'empire de cet article ne jouissent pas du drawback porté à l'annexe B.

3. Résolu,—Que toute disposition fondée sur les résolutions qui précèdent sera réputée être entrée en vigueur le douzième jour de février 1915, et s'être appliquée à toutes les marchandises mentionnées dans les résolutions qui précèdent, importées ou sorties d'entrepôt pour consommation au jour susdit et après ce jour, et s'être aussi appliquée aux marchandises précédemment importées pour lesquelles aucune entrée pour consommation n'a été faite avant le dit jour.

Résolutions à rapporter.

Rapport à recevoir, le comité des Voies et Moyens devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre s'ajourne alors à 9.45 p.m.

THOMAS SIMPSON SPROULE,
Orateur.

AVIS DE MOTIONS

* M. *Michaud*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Est-il vrai que le gouvernement impérial a rendu obligatoire l'emploi, dans la Grande-Bretagne, à compter du 1er janvier dernier, du système métrique des poids et mesures pour les préparations pharmaceutiques?

2. S'il en est ainsi, quel est le texte du décret du conseil mettant ce changement en vigueur?

3. Le gouvernement canadien a-t-il l'intention de suivre l'exemple du gouvernement impérial?

M. *Edwards*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Combien de porcs ont été abattus l'an dernier dans le comté de Frontenac par ordre du gouvernement par suite d'une épidémie de choléra ou autres maladies?

2. Quels sont les noms des propriétaires de ces animaux, et le montant de compensation payé dans chaque cas?

3. Combien de porcs dans le comté de Frontenac, en sus des animaux abattus par ordre du gouvernement, sont morts du choléra ou autres maladies, en autant que le gouvernement a pu le constater?

4. Quelle a été la cause ou origine de cette épidémie de choléra?

5. Cette cause a-t-elle été enlevée, et le mal a-t-il été enrayé dans le dit comté?

6. Des mesures préventives générales ont-elles été prises pour empêcher le retour de ces maladies?

M. *Kyte*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. M. A. Gobeil, ex-sous-ministre des Travaux Publics, a-t-il été employé par quelque ministère du gouvernement, depuis le 10 octobre 1911?

2. S'il en a été ainsi, quelle a été la nature de son emploi?

3. Quels salaire ou émoluments a-t-il reçus à ce titre?

4. Quand cet emploi a-t-il cessé?

M. *Marcil* (Bonaventure)—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Un crédit a-t-il été ouvert dans le budget de 1911-12 pour l'érection d'un édifice public, à New-Carlisle, Québec?

2. Dans l'affirmative, cet édifice a-t-il été construit? Dans la négative, quelle en est la raison?

3. S'il n'a pas été construit, quelque requête a-t-elle été reçue depuis octobre 1911, demandant que les travaux soient commencés? Dans l'affirmative, de qui, et quelle réponse y a été faite?

M. *Marcil* (Bonaventure)—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Un crédit pour la construction d'un quai à Escuminac, comté de Bonaventure, a-t-il été ouvert dans le budget de 1911-12?

2. Dans l'affirmative, les travaux ont-ils été commencés? Dans la négative, quelle en est la raison?

3. Quelque requête a-t-elle été reçue depuis octobre 1911, demandant que ces travaux soient exécutés? Dans l'affirmative, de qui, et quelle réponse y a été faite?

M. *Cardin*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Quels sont les noms des personnes qui ont fait des soumissions pour le transport de la malle rurale dans la paroisse de Saint-Aimé, comté de Richelieu, et quel est le montant de chacune de ces soumissions?

2. A qui le contrat a-t-il été accordé?

3. A quel prix?

M. *Cardin*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Le bureau de poste de Saint-Pierre de Sorel, comté de Richelieu, a-t-il été fermé?

2. A la demande de qui, et pour quelle raison?

3. Qui a demandé l'établissement du système de distribution rurale pour Sainte-Victoire, comté de Richelieu (route rurale Sainte-Victoire No 1)?

M. *Proulx*—Vendredi prochain—RÉSOLUTION—Que cette Chambre est d'avis que les dispositions de la Loi des Juges relatives au paiement de pensions ou allocations de retraite aux juges devraient être revisées au cours de la présente session en vue de soulager le Trésor fédéral du fardeau qui lui est imposé par ces pensions ou allocations, et qu'il devrait être constitué un fonds de retraite auquel les juges contribueraient en y versant un pourcentage de leur traitement.

M. *Doherty*—Vendredi prochain—Comité général pour considérer la résolution suivante:—

Qu'il est expédient de modifier la Loi des Juges, chapitre 138 des Statuts Revisés 1906, en pourvoyant au traitement d'un juge additionnel de la cour de comté de la province de la Colombie-Britannique, à $3,000 par année, et aux traitements de trois juges additionnels de la cour de district de la province de la Saskatchewan, à $3,000 chacun, par année.

M. *Proulx*—Vendredi prochain—BILL intitulé: "Loi modifiant la Loi du Sénat et de la Chambre des Communes".

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle.	Comités.	Heure.
	Jeudi, 18 mars.	
101	Comité spécial *re* Chaussures fournies au ministère de la Milice et de la Défense	10.30 a.m.
100	Bills privés	10.30 a.m.
211	Chemins de fer, Canaux et Télégraphes	11 a.m.
33	Comité spécial *re* Lois électorales	5 p.m.
	Vendredi, 19 mars.	
100	Comptes publics	11 a.m.

No 28.

OTTAWA, MERCREDI, 17 MARS 1915.

5e Session, 12e Parlement, 5 George V, 1915

PROCÈS - VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

OTTAWA
Imprimé par J. DE L. TACHÉ
Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi
1915

No 29.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SEANCE DU JEUDI, 18 MARS 1915.

PRIÈRES.

Une pétition est déposée sur la Table.

Le greffier de la Chambre dépose sur la Table le rapport du commis des pétitions sur la pétition présentée le 17 du mois courant, laquelle est lue et reçue, et se lit comme suit:—

De Thomas Smith et autres, d'Ottawa, et d'autres personnes, d'autres lieux, membres du Grand conseil de l'Association catholique de Bienfaisance Mutuelle du Canada; pour une loi prescrivant la convocation d'une convention des membres de la dite association.

M. Lancaster, du comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes, présente le neuvième rapport du dit comité, lequel est comme suit:—

Conformément à l'ordre de la Chambre du 15 mars 1915, votre comité a pris de nouveau en considération le Bill (No 55) Loi constituant en corporation la *Vancouver Terminal Railway Company*, et a décidé d'en faire rapport avec des amendements; et il recommande que le titre en soit changé en celui de "Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer terminal de la Vallée de la Fraser".

Votre comité a aussi pris en considération le Bill (No 30) Loi modifiant la Loi des chemins de fer, et il a décidé de recommander que le dit bill soit retiré.

Les promoteurs du Bill (No 68) Loi à l'effet de ratifier et confirmer un certain contrat entre la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique et la *Canadian Northern Ontario Railway Company* concernant les têtes de lignes dans Toronto-Nord,

ayant fait connaître leur intention de ne pas procéder ultérieurement au sujet de ce bill au cours de la présente session, votre comité recommande que le dit bill soit retiré et que les honoraires versés soient remboursés, moins le coût de l'impression et de la traduction.

M. Sharpe (Ontario), du comité des Bills Privés, présente le second rapport du dit comité, lequel est comme suit:—

Votre comité a pris en considération le bill suivant, qu'il rapporte avec des amendements, savoir:—

Bill (No 44) Loi concernant certains brevets de la *Lohman Company*.

Votre comité a aussi modifié le préambule du dit bill afin de mieux faire connaître les faits sur lesquels le dit bill est fondé.

Votre comité a aussi pris en considération le Bill (No 35) Loi concernant *The Niagara-Welland Power Company*, et le Bill (No 64) Loi concernant certain brevet de la *Mills Equipment Company, Limited*, et il a décidé de rapporter leurs préambules non prouvés, parce qu'à son avis il n'est pas dans l'intérêt public que ces deux bills soient adoptés; et votre comité recommande que les honoraires et frais versés pour ces deux bills soient remboursés, moins le coût de l'impression et de la traduction.

Sur motion de Sir Robert Borden, il est ordonné,—Que le nom de M. Reid (Grenville) soit substitué à celui de M. Baker sur la liste du comité des Comptes Publics.

M. Casgrain présente,—Réponse à ordre du 3 mars 1915,—Copie de tous papiers, lettres, télégrammes et autres documents concernant le contrat actuel pour le service des malles entre Chance-Harbour et Trenton, comté de Pictou.

Aussi,—Réponse à ordre du 19 février 1915,—Copie de toute correspondance et de tous autres documents concernant l'adjudication du contrat pour le service des malles aux Caps-Maria, comté de Bonaventure, en 1914.

Aussi,—Réponse à ordre du 15 février 1915,—Copie de tous télégrammes, lettres et soumissions (y compris la première et la seconde demandes de soumissions) concernant la livraison de la malle rurale dans le township de Dundee, comté de Huntingdon.

Aussi,—Réponse à ordre du 11 février 1915,—Copie de tous télégrammes, pétitions, lettres et correspondance concernant un projet de service postal quotidien entre Lower-South-River et South-Side-Harbour, comté d'Antigonish, et l'amélioration du service postal pour les résidents du district en dernier lieu nommé.

Aussi,—Réponse à ordre du 1er mars 1915,—Copie de tous documents, télégrammes, lettres, recommandations, requêtes et autres papiers reçus par le ministère des Postes depuis le 1er janvier 1914 concernant le contrat pour le transport des malles entre Guysborough et Canso, N.-E.

Aussi,—Réponse à ordre du 22 février 1915,—Relevé faisant connaître le nombre total des employés permanents et temporaires dans les bureaux de poste suivants: Montréal, Toronto, Winnipeg, Halifax, Québec, Saint-Jean, N.-B., et Vancouver; quel est le chiffre total des appointements payés dans chaque cas, et quel était le nombre total des employés et le chiffre des appointements payés dans les bureaux de poste ci-dessus à la date du 1er octobre 1911.

Et aussi,—Réponse à ordre du 19 février 1915,—Copie de tous télégrammes, lettres, correspondance, pétitions et documents de toutes sortes se rapportant au changement projeté de la route postale entre Inverness-Station et Margaree-Harbour.

M. Hughes (Victoria) présente,—Réponse à ordre du 8 mars 1915,—Relevé faisant connaître à combien de firmes ou de particuliers le gouvernement ou l'un ou l'autre de ses ministères a donné des commandes d'uniformes pour les soldats, depuis le 1er juillet 1914:—

2. Quels sont les noms de ces firmes;
3. Combien de ces uniformes ont été commandés à chaque firme;
4. Combien chaque firme en a livrés jusqu'à ce jour;
5. Combien chaque firme doit encore en livrer;
6. Quel prix chaque firme reçoit pour ces uniformes.

Aussi,—Réponse à ordre du 8 mars 1915,—Etat indiquant,—

1. A combien de firmes ou de particuliers le gouvernement ou l'un ou l'autre de ses ministères, a donné des commandes de l'équipement *Oliver* depuis le 1er juillet 1914;
2. Quels sont les noms de ces firmes;
3. Combien de ces équipements ont été commandés à chaque firme;
4. Combien chaque firme en a livrés jusqu'à ce jour;
5. Combien chaque firme doit encore en livrer;
6. Quel prix chaque firme reçoit.

M. Roche présente,—Réponse à ordre du 11 mars 1915,—Copie de toutes lettres, correspondance, etc., concernant la nomination de William Gore Foster, de Dartmouth, N.-E., à la charge d'inspecteur des réserves sauvages.

Aussi,—Réponse à ordre du 15 février 1915,—Copie de tous télégrammes, lettres, correspondance, baux et autres documents concernant la coupe du bois, par B. F. Smith et autres, sur la réserve sauvage Tobique, dans la province du Nouveau-Brunswick, depuis le 12 mars 1914;—aussi, copie de toutes conventions, offres et promesses faites par le dit B. F. Smith ou par le département des Affaires des Sauvages, au sujet de la vente ou disposition de quelque partie de la dite réserve sauvage de Tobique depuis la dite date, ou du bois abattu sur la dite réserve;—aussi, relevé de tout le bois abattu par le dit B. F. Smith sur la dite réserve, des droits de souche imposés, et des montants effectivement payés de ce chef, depuis le 1er janvier 1912 jusqu'à date actuelle.

M. Reid (Grenville) présente,—Réponse à ordre du 8 mars 1915,—Relevé faisant connaître,—

1. Combien d'officiers de douane étaient employés au port douanier de Mansonville, Québec, le 20 septembre 1911;
2. Quels étaient les noms de ces officiers;
3. Quel salaire était payé à chacun d'eux;
4. Quel était le montant total des salaires payés aux officiers à ce port;
5. Combien d'officiers de douane sont employés à ce port à présent;
6. Quels sont leurs noms;
7. Quel salaire est reçu par chacun d'eux; et
8. Quel est le montant total des salaires payés aux officiers à ce port.

Aussi,—Réponse à ordre du 8 mars 1915,—Relevé faisant connaître,—

1. Combien d'officiers de douane étaient employés au port douanier de Abercorn, Québec, le 20 septembre 1911?
2. Quels étaient les noms de ces officiers;
3. Quel salaire était payé à chacun d'eux;
4. Quel était le montant total des salaires payés aux officiers à ce port;
5. Combien d'officiers de douane sont employés à ce port à présent;
6. Quels sont leurs noms;
7. Quel salaire est reçu par chacun d'eux; et
8. Quel est le montant total des salaires payés aux officiers à ce port.

Et aussi,—Réponse à ordre du 8 mars 1915,—Relevé faisant connaître,—

1. Combien d'officiers de douane étaient employés au port douanier de Highwater, Québec, le 20 septembre 1911?

2. Quels étaient les noms de ces officiers;
3. Quel salaire était payé à chacun d'eux;
4. Quel était le montant total des salaires payés aux officiers à ce port;
5. Combien d'officiers de douane sont employés à ce port à présent;
6. Quels sont leurs noms;
7. Quel salaire est reçu par chacun d'eux; et
8. Quel est le montant total des salaires payés aux officiers à ce port.

M. Doherty présente,—Réponse à ordre du 1er mars 1915,—Copie de tous documents, requêtes, lettres, communications, etc., se rapportant à la destitution de Leonard Hutchinson, gardien-chef du pénitencier de Dorchester.

M. Rogers présente,—Réponse à ordre du 22 février 1915,—Copie des lettres, télégrammes et documents en général se rapportant à la construction d'un pont projeté entre l'île Perrot et la terre ferme à Vaudreuil.

Aussi,—Réponse à ordre du 22 février 1915,—Relevé faisant connaître quelles propriétés ont été acquises par le gouvernement dans la cité de Régina depuis le 21 septembre 1911; les descriptions de ces propriétés par mesures et bornes; pour quelles fins ont-elles été acquises; de qui elles ont été achetées; quel a été le prix total, et le prix de revient par pied de chacune d'elles; si quelqu'une des propriétés a été acquise par voie d'expropriation, quel tribunal a déterminé le prix à payer pour chaque propriété ainsi expropriée, et à quelles dates ces propriétés ont été acquises.

Aussi,—Réponse à ordre du 22 février 1915,—Copie des lettres, télégrammes et documents en général au sujet de la construction d'un pont projeté entre l'île de Montréal et la terre ferme à Vaudreuil.

Aussi,—Réponse à ordre du 19 février 1915,—Copie de tous télégrammes, lettres, mémoires, bordereaux de paie, recommandations et autres documents se rattachant en quelque manière à la construction d'un quai à Lower-Burlington, dans le comté de Hants.

Aussi,—Réponse à ordre du 24 février 1915,—Copie de toutes listes de paie, correspondance et pièces justificatives concernant les réparations au brise-lames de Jordan, comté de Shelburne, pour lesquelles Leander McKenzie était conducteur de travaux ou contremaître.

Aussi,—Réponse à ordre du 24 février 1915,—Copie de tous télégrammes, correspondance, lettres et bordereaux de paie concernant la réparation et le rallongement du brise-lames à Bluff-Head, comté de Yarmouth, N.-E., en 1914.

Aussi,—Réponse à ordre du 22 février 1915,—Relevé faisant connaître les sommes dépensées par le ministère des Travaux Publics, dans le comté d'Inverness, au cours de chaque année de 1896 à 1915.

Et aussi,—Réponse à ordre du 24 février 1915,—Copie de tous télégrammes, lettres, correspondance et bordereaux de paie concernant les réparations et autres travaux au brise-lames de Sandford, comté de Yarmouth, N.-E., en 1914.

Sur motion de M. Lancaster, il est ordonné,—Que le Bill (No 30) Loi modifiant la Loi des chemins de fer,—soit retiré en conformité de la recommandation contenue dans le neuvième rapport du comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.

Sur motion de M. Morphy, le premier rapport du comité des Comptes Publics, recommandant l'impression de jour en jour de certaine preuve et la suspension de la règle 74 à cet effet, est adopté.

Sur motion de M. Sharpe (Ontario), il est ordonné,—Que, conformément à la recommandation contenue dans le second rapport du comité des Bills Privés, les honoraires et frais, moins le coût de l'impression, versés pour les bills suivants, soient remboursés, savoir:—

Bill (No 35) Loi concernant *The Niagara-Welland Power Company.*
Bill (No 64) Loi concernant certain brevet de la *Mills Equipment Company, Limited.*

Sur motion de M. Lancaster, il est ordonné,—Que le Bill (No 68) Loi à l'effet de ratifier et confirmer un certain contrat entre la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique et la *Canadian Northern Ontario Railway Company* concernant les têtes de lignes dans Toronto-Nord, soit retiré, et que les honoraires et frais payés à son sujet soient remboursés, moins le coût de l'impression et de la traduction, en conformité de la recommandation contenue dans le neuvième rapport du comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.

Les ordres de la Chambre qui suivent sont votés:—

Par M. Gauthier (Saint-Hyacinthe):—Ordre de la Chambre,—Copie de tous documents, lettres, dépêches, correspondance, requêtes, recommandations, soumissions, etc., se rapportant à l'achat de vêtements pour le ministère de la Milice, depuis le 4 août 1914, jusqu'à la date actuelle.

Par M. Michaud, pour M. Copp:—Ordre de la Chambre,—Relevé faisant connaître les noms de tous les fonctionnaires, assistants et commis, employés dans les bureaux du chemin de fer à Moncton, N.-B., et le salaire respectif de chacun d'eux; aussi, les noms des fonctionnaires antérieurement employés dans ces bureaux qui ont quitté le service et reçoivent une allocation de pension et le chiffre de la pension que chacun d'eux reçoit.

Par M. Pardee, pour M. Delisle:—Ordre de la Chambre,—Copie de toutes les correspondances, requêtes, télégrammes et autres documents se rapportant à la destitution de M. Hubert Paquin, comme maître de poste de Saint-Gilbert de Portneuf.

Sur motion de Sir Robert Borden, il est résolu,—Que la Chambre siégera samedi, le 27 courant, et les samedis qui suivront, jusqu'à la fin de la session, et que l'ordre des affaires ces jours-là sera le même que les vendredis; que mardi, le 23 courant, et après, jusqu'à la fin de la session, la Chambre se réunira chaque jour à 11 heures du matin, et qu'outre la suspension ordinaire à 6 p.m., la séance sera aussi suspendue, chaque jour, depuis 1 jusqu'à 3 p.m.

M. Gray ayant demandé, de son siège en Chambre, permission de proposer l'ajournement de la Chambre dans le but de discuter une question d'une importance publique urgente, et ayant déclaré que le sujet de la discussion est:—

"La publication récente dans quelques-uns des Etats-Unis de lois qui enlèvent à des citoyens canadiens résidant dans ces Etats le droit de faire valoir devant les tribunaux de ces Etats leurs réclamations contre les personnes et les corps incorporés dans ces Etats."

Il remet alors à M. l'Orateur une déclaration écrite au sujet de la discussion projetée, et M. l'Orateur ayant lu la déclaration à la Chambre, pose la question: "Le député est-il autorisé à parler?"

Et nulle objection n'étant faite, M. l'Orateur, en conséquence, dit au député de proposer sa motion.

M. Gray propose alors,—Que la Chambre s'ajourne maintenant.

Après débat, la dite motion étant mise aux voix,—elle est rejetée.

La Chambre se forme de nouveau en comité des Voies et Moyens.

(*En comité.*)

La résolution suivante est adoptée:—

Résolu,—Qu'il est expédient de décréter:—

1. Que chaque banque à laquelle s'applique la Loi des Banques, à l'exclusion des banques en cours de liquidation devra payer pour le Fonds du Revenu Consolidé trimestriellement une taxe égale à un quart de un pour cent, sur le chiffre moyen des billets de la banque en circulation durant les trois mois précédents, le montant le plus élevé des billets en circulation en aucun temps durant chacun des trois mois étant la base de la moyenne, sauf cependant, que lorsque le montant le plus élevé des billets en circulation dépasse le montant du capital versé, alors un montant égal au capital versé sera la base employée pour calculer la moyenne;

2. Que chaque compagnie de prêt et de fiducie constituée en corporation sous quelque autorité législative, y compris les banques soumises à la Loi des Banques d'épargnes de Québec, 1913, devra payer pour le Fonds du Revenu Consolidé une taxe de un pour cent, sur le montant brut.

(*a*) de l'intérêt, appartenant à la compagnie, des prêts et placements au Canada, et

(*b*) du revenu, autre que l'intérêt, sur les opérations faites dans les limites du Canada,

reçus par la compagnie le et après le premier jour de janvier 1915;

3. Que toute compagnie d'assurance, autre que les compagnies sur la vie et maritimes, les sociétés fraternelles de secours et les compagnies purement mutuelles doivent payer pour le Fonds du Revenu Consolidé une taxe de un pour cent sur les primes nettes reçues par la compagnie au Canada le et après le premier jour de janvier 1915.

4. Que chaque compagnie de câble sous-marin et de télégraphie doit payer pour le Fonds du Revenu Consolidé une somme égale à un centin sur chaque dépêche ou message autres que des dépêches ou messages de presse prenant naissance dans les bureaux de la compagnie au Canada et transmis de là sur les lignes de la compagnie pour lesquels a été imposé un prix de quinze centins, ou plus, la compagnie ayant le droit d'exiger et de percevoir ce centin de la personne qui paie ou est tenue de payer les prix réguliers pour la transmission de la dépêche ou du message.

5. Que chaque acheteur

(*a*) d'un billet de voyageur sur le chemin de fer ou d'un droit de transport sur un chemin de fer à un endroit quelconque au Canada ou en dehors du Canada,

(*b*) d'un billet de passage sur bateau à vapeur ou d'un droit de transport par bateau à vapeur entre des ports ou endroits au Canada ou d'un port ou endroit au Canada à un port ou endroit de Terre-Neuve, des Indes Occidentales, des Bermudes, de la Guyane Britannique, du Honduras Britannique ou des Etats-Unis,

(*c*) d'un billet ou droit de transport permettant à un passager ou voyageur d'être transporté sur un chemin de fer ou un bateau à vapeur à un port ou endroit quelconque au Canada, à Terre-Neuve, aux Indes Occidentales, aux Bermudes, à la Guyane Britannique, au Honduras Britannique ou aux Etats-Unis, que ce transport s'effectue par chemin de fer et bateau à vapeur, ou par bateau à vapeur et chemin de fer, ou par chemin de fer, bateau à vapeur et chemin de fer,

doit payer pour le Fonds du Revenu Consolidé, en sus du prix régulier du billet ou droit, relativement à un billet ou droit coûtant—

(*i*) plus d'un dollar et non au-dessus de cinq dollars, cinq centins;

(*ii*) plus de cinq dollars, pour chaque cinq dollars et en sus pour toute partie fractionnelle de cinq dollars, cinq centins.

6. Que chaque acheteur d'un lit dans une voiture-lit ou d'un siège dans une voiture-palais doit, en sus du prix du lit ou du siège, payer pour le Fonds du Revenu Consolidé, à la personne qui vend le lit ou le siège,

(*a*) dix centins pour chaque lit acheté;

(*b*) cinq centins pour chaque siège acheté.

7. Que tout acheteur d'un billet ou droit de transport donnant droit au porteur, soit avec ou sans transport intermédiaire, d'être transporté d'un port ou d'un endroit, soit en Canada soit hors du Canada, à un port ou endroit en dehors du Canada, non situé dans l'île de Terre-Neuve, les Indes Occidentales, les Bermudes, la Guyane Britannique, le Honduras Britannique ou les Etats-Unis, devra, en sus du prix régulier de tel billet ou droit, payer, pour ce transport par bateau, au vendeur du billet ou droit de transport, pour le Fonds du Revenu Consolidé—

(*a*) la somme de un dollar, si le montant exigible pour le passage dépasse dix dollars;

(*b*) la somme de trois dollars, si le montant exigible pour le passage dépasse quarante dollars;

(*c*) la somme de cinq dollars, si le montant exigible pour le passage dépasse soixante-cinq dollars.

8. Que nulle personne ne doit émettre un chèque payable à une banque ou par une banque à moins qu'il n'y soit apposé un timbre adhésif de deux centins, ou à moins qu'il n'y soit étampé un timbre de la valeur de deux centins.

9. Que nulle personne ne doit transférer une lettre de change ou un billet promissoire à une banque, de manière à constituer cette banque le détenteur de cet effet commercial, ou confier à une banque pour qu'elle en opère la perception une lettre de change ou un billet promissoire à moins qu'il n'y soit apposé un timbre adhésif de deux centins, ou à moins qu'il n'y soit étampé un timbre de la même valeur.

10. Que nulle personne ne signera un reçu de l'argent à elle payé par une banque et à la charge d'un dépôt à son crédit sans y apposer soit un timbre adhésif de deux centins, ou sans que le récépissé ne porte l'étampe d'un timbre de la même valeur.

11. Qu'aucun chèque ou autre lettre de change ne sera émis ou payé par une banque à moins qu'il n'y soit apposé un timbre adhésif de deux centins, ou qu'il n'y soit étampé un timbre de la même valeur.

12. Que toute banque ayant en sa possession en Canada un billet promissoire, un chèque ou autre lettre de change consenti ou tiré hors du Canada, sur lequel un timbre ou étampe n'a pas été apposé, devra avant paiement ou présentation pour paiement, si l'effet commercial est payable en Canada, y apposer un timbre adhésif de la valeur de deux centins, et la valeur du timbre ainsi apposé sera payable à la banque par la personne qui a droit au produit du billet, du chèque ou de la lettre de change.

13. Que toute compagnie de messageries faisant des opérations en Canada devra, avant d'émettre un mandat d'argent ou un chèque de voyageur y apposer un timbre de la valeur de deux centins payable par l'acheteur du mandat ou du chèque ou par le dernier porteur.

14. Qu'aucun mandat d'argent ou bon de poste ne doit être émis sous le régime de la Loi des Postes, avant qu'il n'y soit apposé un timbre-poste d'une valeur de deux centins et d'un centin, respectivement, à être apposé par l'acheteur du mandat ou du bon de poste, et sur ce timbre il peut être imprimé ou empreint les mots " taxe de guerre ".

15. Que sur chaque lettre et carte postale pour transmission par la poste, il sera prélevé et perçu une taxe d'un centin, cette taxe étant payable par l'apposition sur la lettre ou la carte d'un timbre-poste de cette dénomination, sur lequel peuvent être imprimés ou empreints les mots " taxe de guerre ".

16. Que toute personne vendant à un consommateur une bouteille ou colis contenant—

(*a*) un médicament dit *proprietary* ou breveté,
(*b*) du parfum,
(*d*) du vin non mousseux,
(*d*) du champagne ou du vin mousseux,

devra apposer à la bouteille ou colis un timbre de la valeur ci-après spécifiée:—

Article.	Timbre de la valeur de
(*a*) médicament dit *proprietary* ou breveté	
(*b*) un parfum dont le prix de détail de chaque bouteille ou colis est de:—	
Vingt-cinq centins ou moins	Un centin.
Pour plus de vingt-cinq centins—	
pour chaque vingt-cinq centins en sus, et en outre pour chaque fraction de vingt-cinq centins	Un centin.
(*c*) Vin non mousseux, chaque bouteille ou colis contenant:—	
Une chopine ou moins	Trois centins.
Une pinte ou moins, mais plus qu'une chopine.	Cinq centins.
Plus qu'une pinte—	
pour chaque pinte, et en outre pour chaque fraction de pinte	Cinq centins.
(*d*) Champagne ou vin mousseux, chaque bouteille ou colis contenant:—	
Un demiard ou moins	Treize centins.
Une chopine ou moins, mais plus qu'un demiard	Vingt-cinq centins.
Plus qu'une chopine—	
pour chaque chopine, et en outre pour chaque fraction d'une chopine	Vingt-cinq centins.

17. Que les dispositions de toute loi fondée sur ces résolutions en tant que ces dispositions ont rapport au vin non mousseux, au champagne et vin mousseux, seront réputées être entrées en vigueur le douzième jour de février 1915.

Résolution à rapporter.

La dite résolution est rapportée, lue la seconde fois et agréée,—le comité des Voies et Moyens devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Les résolutions adoptées en comité des Voies et Moyens, le 17 du mois courant, sont rapportées, lues la deuxième fois et agréées, et elles sont comme suit:—

1. Résolu,—Qu'il est expédient de modifier l'annexe A du Tarif des Douanes, 1907, en en retranchant l'item 329 du tarif et l'énumération d'articles en regard du dit item, et de prescrire que les item, énumérations et taux de droits de douane qui suivent, s'il y a, soient insérés dans la dite annexe A:—

Item du tarif.		Tarif de faveur pour la Grande-Bretagne.	Tarif intermédiaire.	Tarif général.
90a	Baies sauvages comestibles	En franchise.	En franchise.	En franchise.
118a	Encornet	En franchise.	En franchise.	En franchise.
209b	Sulfate de nicotine	En franchise.	En franchise.	En franchise.
329	Minerais métaliques, n.d.	En franchise.	En franchise.	En franchise.
329a	Minerai de fer ..par tonne.	6 centins.	8 centins.	8 centins.

2. Résolu,—Qu'il est expédient de modifier le Tarif des Douanes, 1907, en prescrivant que:—

En sus des droits de douane autrement établis par l'annexe A du Tarif des Douanes, 1907, et les décrets du conseil qui modifient l'annexe A, il sera prélevé, perçu et payé sur tous les articles énumérés, ou indiqués comme non énumérés, dans l'annexe A, sauf ce qui est prescrit ci-après, lorsque ces articles sont importés en Canada ou retiré de l'entrepôt de vérification pour consommation en ce pays, les divers taux de douane ci-spécifiés:—

Tarif de faveur pour la Grande-Bretagne.	Tarif intermédiaire.	Tarif général.
5 p.c.	7½ p.c.	7½ p.c.

(2) Il sera prélevé, perçu et payé sur tous les articles énumérés comme pouvant être admis en franchise dans l'annexe A et les décrets du conseil modifiant l'annexe A, sauf ce qui est prescrit ci-après, lorsque ces articles sont importés en Canada ou retirés de l'entrepôt de vérification pour consommation en ce pays, les divers taux de droits de douane ci-spécifiés:—

Tarif de faveur pour la Grande-Bretagne.	Tarif intermédiaire.	Tarif général.
5 p.c.	7½ p.c.	7½ p.c.

Pourvu toutefois que les articles suivants ne seront pas sujets aux prescriptions qui précèdent:—

(*a*) Articles admis en franchise en Canada en vertu des dispositions des articles 8 et 9 du Tarif des Douanes, 1907;

(*b*) Articles énumérés dans l'annexe C de la Loi de la convention avec la France, 1908.

(*c*) Articles destinés à la manufacture des faucheuses, moissonneuses lieuses ou sans appareils à lier, appareils à lier, moissonneuses simples et parties complètes de ces machines, en vertu de règlements établis par le ministre des Douanes;

(*d*) Articles importés pour les fins de la manufacture de ficelle d'engerbage pour les moissonneuses lieuses, en vertu de règlements établis par le ministre des Douanes;

(*e*) Articles importés pour les fins de la manufacture des appareils énumérés dans l'item 682 du tarif, annexe A, en vertu de règlements établis par le ministre des Douanes;

(*f*) Houille anthracite et poussière d'anthracite;

(*g*) Produits bactériologiques ou sérum pour injection sous-cutanée;

(*h*) Vaccin et pointes d'ivoire pour vaccin;

(*i*) Feutre foulé, tissus élastiques et blocs de bois creux importés pour les fins de la manufacture de membres artificiels;

(*j*) Acier importé pour les fins de fabrique de pièces brutes non finies de carabines, lorsque ces pièces sont destinées à des carabines à être fabriquées pour le gouvernement du Canada;

(*k*) Tissus dans la confection desquels la soie entre comme matière de la plus grande valeur, lorsqu'ils sont importés pour les fins de manufacture de cravates;

(*l*) Soie écrue ou filée, importée par les fabricants d'étiquettes tissées;

(*m*) Manuscrits;

(*n*) Bananes;

(*o*) Acide de chaux phosphaté, sulfate d'amoniaque, nitrate de soude, muriate et sulfate de potasse, importés comme fertilisants;

(*p*) Tourteaux de graine de cotonnier, moulue ou non moulue;

(*q*) Articles énumérés dans les item suivants du tarif de l'annexe A:—

1, 2, 3, 19, 20, 20a, 21, 22, 23, 25a, 26, 27, 28, 28a, 29, 29a, 39b, 40, 45, 55, 60, 61, 66, 77a, 90a, 101a, 118a, 129, 132, 134, 135, 142, 143, 144, 145, 153, 164, 169, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 178a, 180a, 184, 196, 201, 209b, 329, 329a, 348a,

352a, 359, 360, 363, 369, 373, 441, 443, 445, 445a, 446a, 464, 466, 466a, 470, 483, 544, 544a, 576, 595, 596, 662, 663, 676, 682, 688, 689, 689a, 690, 690a, 691, 692, 692a, 693, 694, 695a, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708 et 709.

Pourvu aussi qu'il ne soit pas tenu compte des droits d'accise en estimant la valeur marchande des articles pour les fins de cette modification du tarif des Douanes, 1907.

Pourvu de plus que les droits de douane perçus et payés sous l'empire de cet article ne jouissent pas du drawback porté à l'annexe B.

3. Résolu,—Que toute disposition fondée sur les résolutions qui précèdent sera réputée être entrée en vigueur le douzième jour de février 1915, et s'être appliquée à toutes les marchandises mentionnées dans les résolutions qui précèdent, importées ou sorties d'entrepôt pour consommation au jour susdit et après ce jour, et s'être aussi appliquée aux marchandises précédemment importées pour lesquelles aucune entrée pour consommation n'a été faite avant le dit jour.

M. White (Leeds) présente un Bill (No 75) Loi modifiant le Tarif des douanes, 1907, lequel est lu une première fois et remis pour deuxième lecture à la prochaine séance de la Chambre.

M. White (Leeds) présente un Bill (No 76) Loi à l'effet de supplémenter le revenu requis pour faire face aux dépenses de la guerre, lequel est lu une première fois et remis pour deuxième lecture à la prochaine séance de la Chambre.

Le Bill (No 67) Loi modifiant la Loi minière du Yukon,—est lu une deuxième fois, délibéré en comité général, rapporté sans amendement, lu la troisième fois et adopté.

Le Bill (No 74) Loi modifiant le Code criminel (étant une refonte des Bills (Nos 19 et 40), est délibéré en comité général, rapporté avec un amendement, délibéré tel qu'amendé, et remis pour troisième lecture à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre se forme de nouveau en comité des Subsides.

(*En comité.*)

La résolution suivante est adoptée:—

VIII—ARTS ET AGRICULTURE.

42 *Patent Record*.... .... 30,000 00

Résolution à rapporter.

VENDREDI, 19 mars 1915.

Rapport à recevoir,—le comité devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre s'ajourne alors à 12.30 a.m..

THOMAS SIMPSON SPROULE,
Orateur.

AVIS DE MOTIONS

M. *Boivin*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Qui a été nommé par le gouvernement pour faire le service des malles sur la route postale rurale dans le comté de Shefford qui est connue sous l'appellation de Warden, No 1?

2. Qui l'a recommandé?

3. Quel est son salaire?

4. A-t-on reçu d'autres soumissions pour ce service?

5. Dans l'affirmative, de qui et pour quel montant?

M. *Martin* (Régina)—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien de demandes de grain de semence ont été reçues par le gouvernement, chacun des mois de septembre, octobre, novembre et décembre 1914 et janvier et février 1915?

2. Combien de minots de blé, d'avoine et d'orge ont été demandés au cours de chacune des périodes suivantes:

1er septembre à 15 septembre, 1914; 15 septembre à 30 septembre 1914, 1er octobre à 15 octobre 1914; 15 octobre à 31 octobre 1914; 1er novembre à 15 novembre 1914; 15 novembre à 30 novembre 1914; 1er décembre à 15 décembre 1914; 15 décembre à 31 décembre 1914; 1er janvier à 15 janvier 1915; 15 janvier à 31 janvier 1915; 1er février à 15 février 1915; 15 février à 28 février 1915?

3. Combien de minots des dits grains ont été achetés par le gouvernement pendant chacune des périodes susdites, et quel a été le prix moyen payé pendant chaque période?

M. *Martin* (Régina)—Lundi prochain—QUESTION—

1. James Sabiston, George Sabiston, senior, George Sabiston, junior, et Colin Sabiston, ou l'un d'eux, ont-ils fait au ministère de l'Intérieur une demande de scrip de métis?

2. Dans l'affirmative, ce scrip a-t-il été émis, et à qui a-t-il été adressé?

3. Ce scrip a-t-il été remis à chacun des sus-nommés ou à quelqu'un d'entre eux?

4. Le ministère de l'Intérieur a-t-il reçu un récipissé de ce scrip des sus-nommés ou d'aucun d'eux?

5. Le ministère de l'Intérieur a-t-il reçu de quelqu'un des sus-nommés, ou en leur nom, quelque correspondance ou communication demandant que le dit scrip leur soit délivré?

M. *McKenzie*—Lundi prochain—QUESTION—

1. A quelle date, en 1913, D. A. McDonald, de North-Side-East-Bay, Cap-Breton, a-t-il été nommé conducteur des travaux de construction du quai, dans cette localité?

2. Qui l'a recommandé?

3. Combien de temps a-t-il occupé ce poste?

4. Quand a-il été révoqué, et pour quelles raisons?

5. A la demande de qui a-t-il été révoqué?

6. Quelle somme a été dépensée pour le dit quai de North-Side-East-Bay en 1912, 1913 et 1914?

M. *McKenzie*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien d'édifices sont loués par le ministère des Douanes dans la division de Cap-Breton-Nord et Victoria?

2. Où sont-ils situés et à quoi servent-ils respectivement?

3. De qui ces édifices sont-ils loués, et à quelles conditions quant à la durée des baux et au chiffre du loyer par mois ou par année, suivant le cas?

M. *Macdonald*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Wm Macdonald, ci-devant de Meriganish, comté de Pictou, est-il employé dans le ministère des Douanes, à Ottawa?

2. Dans l'affirmative, quelles sont ses fonctions et quel salaire reçoit-il?

M. *Macdonald*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le contrat pour le service des malles entre Kingsville et Barney's-River, comté de Pictou, a-t-il été adjugé?

2. Dans l'affirmative, à qui et à quel prix?

3. Quels étaient les soumissionnaires pour ce service?

M. *Gauvreau*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Depuis que M. L. F. Sansfaçon a été destitué comme maître de poste de Louiseville, combien de fois l'inspecteur des Postes a-t-il envoyé un employé pour faire ou aider à faire les rapports mensuels du dit bureau de poste de Louiseville?

2. A quelle date a été fait le dernier de ces voyages?

3. Le gouvernement sait-il que le maître de poste actuel, M. Geo. Lafontaine, est absolument incompétent, faute d'instruction, à remplir sa charge?

4. Qui est nommé gardien de la bâtisse du bureau de poste de Louiseville?

5. Quel est son salaire?

6. Quel est le revenu du bureau de poste de Louiseville pour chacune des trois dernière années?

M. *Gauvreau*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien de soumissions ont été reçues au département des Postes pour le dernier contrat accordé pour le transport des malles entre Sainte-Ursule et Louiseville, dans le comté de Maskinongé?

2. Quel est le prix demandé par chacune de ces soumissions?

3. A qui le contrat a-t-il été accordé et à quel prix?

4. Etait-il le plus bas soumissionnaire?

5. Si non, pourquoi?

M. *Gauvreau*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien a coûté la bâtisse pour le nouveau bureau de poste de Louiseville?

2. Par qui le gouvernement a-t-il fait surveiller les travaux de construction de cette bâtisse?

3. Quel prix a-t-il été payé pour cet emploi?

4. Quand a-t-il discontinué cette surveillance?

5. Le gouvernement sait-il si ce surveillant était un constructeur de son métier, et s'il connaissait quelque chose dans la construction?

M. *McKenzie*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quelle est la vitesse et la force du côtre du revenu l'*Alert*?

2. Quand et où a-t-il été construit?

3. Quel en est le propriétaire actuel?

4. Pour quelle période de temps ce navire a-t-il été loué par le gouvernement, et à quel prix par mois?

5. Quel est le nom du commandant de l'*Alert*, et a-t-il un certificat de capitaine?

6. S'il a un certificat, quand et où l'a-t-il obtenu?

7. Le capitaine de l'*Alert* ou quelque membre de l'équipage est-il un officier douanier?

* M. *Hughes* (King)—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quel a été le résultat de l'enquête sur le coût de la vie faite par la commission nommée à cette fin?

2. A-t-elle fait un rapport? Dans l'affirmative, sera-t-il déposé sur la table de la Chambre au cours de la présente session?

3. Quel a été le coût de cette commission?

M. *Marcil* (Bonaventure)—Lundi prochain—QUESTION—

1. Des travaux de dragage ont-ils été faits à Restigouche, Québec, en 1914?

2. Dans l'affirmative, quel montant d'argent a été dépensé, et à la demande de qui?

M. *Marcil* (Bonaventure)—Lundi prochain—QUESTION—

1. Des travaux de dragage ont-ils été faits à Ristigouche, Québec, en 1914?

2. Dans l'affirmative, en quels endroits, quels travaux ont été faits et combien ont-ils coûté?

3. Les travaux ont-ils été faits à l'entreprise ou à la journée, et qui surveillait les travaux?

4. Les travaux sont-ils terminés? Dans la négative, seront-ils continués pendant la saison prochaine?

M. *Copp*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quelle quantité de bois a été employée pour l'aménagement pour fins militaires de l'usine dite *The Canadian Car and Foundry Works*, à Amherst?

2. De qui a été acheté ce bois?

3. Des soumissions publiques ont-elles été demandées?

4. Quels ont été les soumissionnaires?

M. *Copp*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien paie-t-on le foin fourni au ministère de la Milice, à Amherst, N.-E.?

2. Des soumissions ont-elles été demandées par voie d'annonces publiques?

3. Quels ont été les soumissionnaires?

M. *Copp*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien a coûté l'aménagement de l'usine dite *Malleable Iron Works*, à Amherst, N.-E., pour y interner les aubains prisonniers?

2. Quel était l'entrepreneur?

3. A-t-on demandé des soumissions?

M. *Copp*—Lundi prochain—QUESTION—

1. A qui a été payé le coût de l'aménagement de l'usine dite *Canadian Car and Foundry Works*, à Amherst, N.-E., pour fins militaires?

2. Quels montants respectifs ont été ou doivent être payés?

M. *Copp*—Lundi prochain—QUESTION—Qui reçoit les déchets du camp militaire d'Amherst, et quel montant est payé pour cela?

M. *Copp*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Qui a l'exploitation de la cantine militaire à l'usine dite *Canadian Car and Foundry Works*, à Amherst, N.-E.?

2. Des soumissions ont-elles été demandées pour ce privilège? Dans l'affirmative, quelles soumissions ont été reçues?

*. *Boivin*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de la requête adressée au ministère des Postes pour l'établissement d'une route postale rurale dans le comté de Shefford, connue sous l'appellation de Warden No 1, et de toutes lettres et de tous télégrammes, rapports et autres documents s'y rapportant.

* M. *Chisholm* (Antigonish)—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous bordereaux de paie, comptes, reçus, pièces comptables et correspondance en la possession du ministère des Travaux Publics concernant les dépenses faites à Blue-Rock, comté d'Antigonish, en 1913 et 1914.

* M. *Chisholm* (Antigonish)—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous télégrammes, lettres, correspondance et pétitions reçus par le ministère des Postes concernant la demande de soumissions pour le service des malles entre Antigonish et Sherbrooke, lesquelles soumissions ont été ouvertes, ou étaient dues, au ministère des Postes le 11 décembre dernier; aussi, copie de toutes représentations ou requêtes recommandant la demande de nouvelles soumissions,—ce qui s'est fait au commencement de février dernier.

* M. *Macdonald*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous rapports, lettres, papiers et autres documents concernant le tracé d'une nouvelle ligne de chemin de fer depuis Sunny-Brae vers l'est.

* M. *Macdonald*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous papiers, lettres, rapports et autres documents concernant la construction d'un pont au port de Pictou, sur la ligne de l'Intercolonial.

* M. *Kyte*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Etat donnant le nom et l'adresse de toutes les personnes du comté de Richmond, N.-E., qui ont reçu la gratification accordée par le statut à ceux qui ont fait du service lors de l'invasion fénienne; et aussi, les noms et adresses de celles dont les demandes ont été rejetées et les raisons du rejet.

* M. *Law*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de toute correspondance et de toutes recommandations concernant la destitution de Alexander McRae, gardien du phare à Point-Prim, comté de Queen, I.-P.-E., et de toute correspondance et de toutes recommandations concernant la nomination de son successeur.

M. *Roche*—Lundi prochain — Comité général pour considérer la résolution suivante:—

Qu'il est expédient de décréter que le Gouverneur en conseil peut pourvoir à l'achat, à la vente et à la distribution, au cours de l'année 1915 parmi les culti-

vateurs et les colons dans les provinces de l'Alberta et de la Saskatchewan qui en feront la demande, de grain de semence, d'aliments pour les animaux et d'autres articles, à titre de secours, en quantités et subordonnément à certaines conditions quant à la garantie à exiger pour le remboursement du coût du grain de semence, des aliments et des autres articles ainsi fournis à titre de secours, qui seront jugées nécessaires ou appropriées; et que soient approuvées, ratifiées et confirmées la convention du dix-huitième jour de février 1915, entre le ministre de l'Intérieur, au nom du Canada, et l'honorable George A. Bell, trésorier provincial, au nom du gouvernement de la Saskatchewan, et la convention du treizième jour de février 1915, entre le ministre de l'Intérieur, au nom du Canada, et l'honorable Arthur L. Sifton, au nom du gouvernement de l'Alberta, relativement aux moyens par lesquels les dits grains de semence, aliments pour animaux et autres articles, à titre de secours, peuvent être fournis, ainsi que toute mesure prise jusqu'ici par le Gouverneur en conseil, ou par tout ministère du gouvernement canadien au cours des années 1914 et 1915, en vue de fournir aux dits cultivateurs et colons du grain de semence, des aliments pour les animaux ou d'autres articles à titre de secours.

Sir *Robert Borden*—Lundi prochain—BILL intitulé: "Loi modifiant la Loi de la députation, 1914".

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle.	Comités.	Heure.
	Vendredi, 19 mars.	
101	Comptes publics	11 a.m.
211	Banques et Commerce	11 a.m.

No 29.

OTTAWA, JEUDI, 18 MARS 1915.

5e Session, 12e Parlement, 5 George V, 1915

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

OTTAWA

Imprimé par J. DE L. TACHÉ

Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi

1915

No 30.

PROCES-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SEANCE DU VENDREDI, 19 MARS 1915.

PRIÈRES.

Le greffier de la Chambre dépose sur la Table le rapport du commis des pétitions sur la pétition présentée le 18 du mois courant, laquelle est lue et reçue, et se lit comme suit:—

De la *Western Canada Accident and Guarantee Insurance Company;* pour une loi prolongeant d'au moins trois ans à compter du 5 juin A.D. 1915, la période de temps pendant laquelle elle peut obtenir l'autorisation prévue par la Loi des assurances, 1910, et pour autres fins.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur la Table le onzième rapport de l'examinateur des pétitions pour bills privés, lequel est comme suit:—

Conformément à la règle 96, paragraphe 2, l'examinateur des pétitions pour bills privés a l'honneur de présenter ce qui suit comme son onzième rapport:—

Votre examinateur a dûment examiné les pétitions suivantes pour bills privés, et constate que les exigences de la règle 91 ont été remplies pour chacune d'elles, savoir:—

De la *Northwest Life Assurance Company;* pour une loi prolongeant la période de temps pendant laquelle ils pourront obtenir un permis de transiger des affaires.

De la *Edmonton, Dunvegan and British Columbia Railway Company;* pour une loi l'autorisant à construire et exploiter une ligne d'embranchement dans la province de l'Alberta.

De la Compagnie du chemin de fer de Moncton et du détroit de Northumberland; pour une loi prolongeant le délai fixé pour le commencement de ses lignes ferrées.

De la *Grain Growers' Grain Company;* pour une loi modifiant sa charte.

De Cecil Howard Lambert; pour une loi de divorce avec sa femme Pearl Eva Lambert.

De Alice Beckett; pour une loi de divorce avec son mari William Beckett.

M. Ames, du comité des Banques et du Commerce, présente le cinquième rapport du dit comité, lequel est comme suit:—

Votre comité a fait l'étude du Bill (No 71) Loi concernant la *Sterling Life Assurance Company of Canada,* qu'il rapporte avec des amendements.

M. Coderre soumet à la Chambre,—Sixième rapport annuel de la Commission du Service civil du Canada, pour l'année terminée le 31 août 1914.

M. White (Leeds) dépose sur la Table de la Chambre,—Copie de rapports du comité du Conseil privé, approuvés par Son Altesse Royale le Gouverneur général, concernant certaines avances à la *Canadian Northern Railway Company* et à la *Grand Trunk Pacific Railway Company,* respectivement, avec copie des traités conclus entre les dites compagnies et Sa Majesté.

M. Proulx présente un Bill (No 77) Loi modifiant la Loi du Sénat et de la Chambre des Communes,—lequel est lu une première fois, et remis pour deuxième lecture à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre se forme en comité général pour considérer une certaine résolution à l'effet de modifier la Loi des Banques.

(*En comité.*)

La résolution suivante est adopté:—

Résolu,—Qu'il est expédient de modifier la Loi des Banques en permettant aux banques chartées, jusqu'au 1er août 1915, de prêter des fonds pour l'achat des grains de semence sur la garantie du grain acheté, de la récolte à suivre et du blé en provenant, et que toute loi basée sur la présente résolution soit censée être venue en vigueur le 15 mars 1915.

Résolution à rapporter.

La dite résolution est rapportée, lue la seconde fois et agréée.

M. White (Leeds) présente alors un Bill (No 78) Loi modifiant la Loi des Banques,—lequel est lu une première fois, et remis pour deuxième lecture à la prochaine séance de la Chambre.

M. Doherty propose,—Que la Chambre se forme en comité général, mardi prochain, pour considérer la résolution suivante:—

Qu'il est expédient de modifier la Loi des Juges, chapitre 138 des Statuts Revisés 1906, en pourvoyant au traitement d'un juge additionnel de la cour de comté de la province de la Colombie-Britannique, à $3,000 par année, et aux traitements de trois juges additionnels de la cour de district de la province de la Saskatchewan, à $3,000 chacun, par année.

M. Doherty informe alors la Chambre que Son Altesse Royale le Gouverneur général ayant été mis au fait de l'objet de la dite résolution, la recommande à la Chambre.

Ordonné, que la Chambre se forme en comité général, mardi prochain, pour prendre en considération la dite résolution.

La Chambre se forme en comité général pour considérer une certaine résolution à l'effet d'accorder une prorogation de délai à des compagnies d'assurance.

(*En comité.*)

La résolution suivante est adopté:—

Résolu,—Qu'il est expédient de prescrire que toute compagnie d'assurance dont le pouvoir de demander une autorisation en vertu des dispositions de la Loi des Assurances, 1910, expirera avant la fin de la prochaine session du Parlement, pourra obtenir une extension de ce pouvoir jusqu'à la fin de la prochaine session du Parlement en remettant au surintendant des assurances un avis dans la forme prescrite et en versant un honoraire de cent piastres.

Résolution à rapporter.

La dite résolution est rapportée, lue la seconde fois et agréée.

M. Doherty présente alors un Bill (No 79) Loi autorisant certaines prorogations de délai à des compagnies d'assurance,—lequel est lu une première fois, et remis pour deuxième lecture à la prochaine séance de la Chambre.

Avec le consentement de la Chambre,

M. Casgrain présente,—Réponse à ordre du 1er mars 1915,—Copie de tous papiers, lettres, pétitions et autres documents concernant un contrat pour le transport des malles entre Whitby et la gare du Grand-Tronc conclu avec David D. Heard & Sons, ou avec John Gimblet, Whitby.

Aussi,—Réponse à ordre du 11 février 1915,—Copie de toutes les soumissions reçues le 15 janvier écoulé, par le ministère des Postes pour le service de la malle entre Caraquet et Tracadie, comté de Gloucester, N.-B., avec les noms des soumissionnaires, le chiffre respectif des soumissions et le nom du nouvel entrepreneur.

La Chambre se forme de nouveau en comité des Subsides.

(*En comité.*)

Les résolutions suivantes sont adoptées:—

III.—GOUVERNEMENT CIVIL.

2	Bureau du secrétaire du gouverneur général—	
	Traitements	25,175 00
	Dépense casuelle, y compris allocation de $600 à A. F. Sladen	66,900 00
3	Bureau du Conseil privé—	
	Traitements, y compris $1,600 pour aide-traducteur français	47,787 50
	Dépense casuelle	10,000 00
10	Royale gendarmerie à cheval du Nord-Ouest—	
	Traitements	20,150 00
	Dépense casuelle	1,500 00

24	Bureau du haut-commissaire du Canada à Londres—	
	Traitements	18,100 00
	Dépenses casuelles	32,588 00

XXXI.—ROYALE GENDARMERIE A CHEVAL DU NORD-OUEST.

TERRITOIRES DU NORD-OUEST ET DU YUKON, PROVINCES DE L'ALBERTA ET DE LA SASKATCHEWAN.

302	Solde de l'effectif	761,834 00
	Nourriture et entretien, fourrage, combustible et éclairage, habillements, bâtiments, réparations et réfections, chevaux, chiens, armes et munitions, médicaments, billets de logement, transport, service pour eau, papeterie et dépenses imprévues	638,857 00
	Compensation aux hommes de la royale gendarmerie à cheval du Nord-Ouest pour blessures reçues dans l'exécution de leurs devoirs	3,000 00

XI.—PENSIONS.

68	Mme Wm. McDougall	1,200 00
69	Mme Delaney	400 00
70	Indemnité à des pensionnaires au lieu de terre	19 46
73	Pensions payables à des membres de la gendamerie à cheval, à des volontaires de Prince-Albert et à des éclaireurs de la gendarmerie par suite du soulèvement de 1885	1,290 28
	Pensions payables aux familles de certains membres de l'effectif qui perdirent la vie alors qu'ils étaient en service:—	
74	Laura May Grundy	14 33
75	Margaret et Johnson Brooke	456 25
71	Pension payable par suite de l'invasion fénienne, 1866-1870	1,750 00
76	Annie Eva Emily et Arthur Stewart Mountford Brooke	109 50
77	Mme Elizabeth Willmett	54 75
78	Mme Elizabeth Fitzgerald	525 00
79	Pension à J. B. Allan	450 00
80	Pension à Mme Mary E. Fuller	600 00

XXXII.—GOUVERNEMENT DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST.

303	Traitement de M. Fred White, C.M.G., à titre de commissaire des Territoires du Nord-Ouest	1,000 00
	Traitement de L. du Plessis, à titre de secrétaire du commissaire	300 00
	Traitement de Geo. D. Pope, à titre de comptable du commissaire	300 00
	Ecoles	3,000 00
	Secours aux indigents	500 00
	Entretien des aliénés	900 00
	Entretien des prisonniers	500 00
	Dépenses diverses	1,500 00

XXXV.—DIVERS.

317	Pour pourvoir aux frais du haut commissaire suppléant à Londres	10,000 00
318	Abonnement à des publications canadiennes pour le commissaire du Canada à Londres	1,000 00
319	Pour pourvoir à l'achat de 600 copies du Parliamentary Guide	1,200 00
320	Frais de voyage de sir Charles Fitzpatrick, assistant aux séances du comité judiciaire du Conseil privé	2,500 00

321 Au juge en chef de la cour suprême du Canada, pour couvrir les frais de voyage et autres dépenses que lui occasionnent ses fonctions de substitut de Son Excellence le Gouverneur général. 2,500 00
324 Pour pourvoir aux dépenses de la commission de conservation. . . . 93,000 00
326 Contribution annuelle à la Canadian Law Library, Londres, Ang. . 1,000 00
327 Pour la réunion et la publication des rapports, arrêtés de l'exécutif et la correspondance sur la législation provinciale depuis 1905. 500 00
330 Coût des procédures devant l'*International Joint Commission*. . . . 10,000 00
331 Pour aider à la suppression de la traite des blanches. 10,000 00
333 Traitements et dépenses de l'agence à Paris. 28,000 00
334 Allocation à M. W. J. Stewart, chef hydrographe, pour services rendus par décret du conseil, 19 octobre 1912, relativement aux questions étudiées par la *International Joint Commission*, durant les années 1915-1916. . . . . 1,000 00
335 Somme requise pour couvrir les dépenses de la Commission technique nommée pour étudier les questions relevant du niveau du lac des Bois. 10,000 00
338 Subvention à l'Association anti-tuberculeuse canadienne. 10,000 00
339 Subvention à la *Canadian Handicraft's Guild*. 2,000 00
341 Subvention pour venir en aide à la section canadienne de la *St John Ambulance Association*. 5,000 00
344 Subvention pour venir en aide au conseil général canadien de l'Association des Boy Scouts. 5,000 00
345 Subvention pour l'érection d'un monument à Samuel de Champlain, à Orillia, Ontario; montant périmé voté de nouveau. 7,500 00
346 La Société royale du Canada. 8,000 00
348 Subvention au *Victorian Order of Nurses*. 5,000 00
349 Subvention pour aider à continuer les travaux de la Société astronomique du Canada. 2,000 00
351 Traitement de S. Lelièvre, secrétaire particulier du président du Sénat. 600 00
353 Subvention pour l'érection d'un monument aux héros de 1812-13, à Lacolle-Mills, P.Q. 1,000 00
354 Contribution à l'université McGill, pour l'entretien d'un bureau régional touchant le catalogue international de la littérature scientifique. 2,000 00

XXI.—TRAVAUX PUBLICS—IMPUTABLE SUR LE CAPITAL.

Ministère de la Marine.

239 Chenal des navires du fleuve Saint-Laurent. 1,037,000 00
240 Parachèvement et construction d'outillage de dragage pour le Saint-Laurent, de Montréal à la Pointe-au-Père. 871,000 00
241 Construction d'un vapeur brise-glace pour servir dans le fleuve Saint-Laurent. 500,000 00
242 Construction d'un vapeur spécial exclusivement affecté au service du chenal du Saint-Laurent. 50,000 00

XXII.—PHARES ET SERVICE COTIER.

243 Agences, loyers et dépense casuelle. 150,000 00
244 Salaires et allocations aux gardiens de phares. 450,000 00
245 Entretien et réparations des phares. 750,000 00

A six heures p.m., M. l'Orateur prend le fauteuil et le quitte pour le reprendre à huit heures p.m.

Huit heures p.m.

(*L'ordre pour bills privés est appelé en vertu de la règle 25.*)

M. Stanfield propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité général sur les bills privés, en vertu de la règle 109.—Adopté.

Les bills suivants sont délibérés en comité général, rapportés sans amendement, lus la troisième fois, et adoptés, savoir:—

Bill (No 51) Loi concernant la *Kettle Valley Railway Company*, et à l'effet de ratifier et confirmer un contrat avec la *Vancouver, Victoria and Eastern Railway and Navigation Company*.

Bill (No 55) Loi constituant en corporation la *Vancouver Terminal Railway Company*. (Titre changé en celui de: " Loi constituant en corporation la *Fraser Valley Terminal Railway Company*".)

Le Bill (No 44) Loi concernant certains brevets de la *Lohman Company*, est délibéré en comité général, et, sur rapport de progrès, le comité est autorisé à l'étudier de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Les bills suivants sont lus une deuxième fois et référés au

Comité des Bills Privés:

Bill C (No 72) du Sénat, intitulé: " Loi pour faire droit à William Ewart New".

Bill D (No 73) du Sénat, intitulé: " Loi pour faire droit à Helene Suzette Baxter Douglas"; (ainsi que les témoignages, etc., entendus devant le comité des Divorces du Sénat *re* les pétitions sur lesquelles les bills précédents sont basés).

Le comité des Subsides reprend alors le cours de ses délibérations.

Les résolutions suivantes sont adoptées:—

XXII.—PHARES ET SERVICE COTIER.—(*Suite.*)

246	Construction de phares et amélioration de la navigation, appareils, signaux sous-marins, vaisseaux pour travaux de construction.	750,000 00
247	Service des signaux	60,000 00
248	Administration du pilotage, et l'entretien et réparations du vapeur *Eureka*	56,300 00
249	Entretien et réparations des quais	10,000 00
250	Brise-glace dans la baie du Tonnerre, le lac Supérieur et autres endroits	40,000 00
251	Réparations (Service maritime)	1,000 00
252	Montant nécessaire pour verser une pension annuelle de $300 aux pilots mis à la retraite:—Ls. R. Demers, Théodule Lachance, Charles Brown, Jos. Lapointe, Nestor Lachance, Paul Gobeil, Berthélémi Lachance, Alphonse Asselin, Chas. Normand, Napoléon Rioux, Elzéar Desrosiers, Hubert Raymond, Onésime Larochelle, Arbel Bernier, Laurent Godbout, Adelme Pouliot, Edmond Larochelle, L. E. Morin, A. T. Simard, Jos. Plante, Victor Vézina, J. G. Dupil, Raymond Baquet, Alfred Larochelle	7,200 00
253	Téléphones à différents endroits pour aider à la navigation	5,000 00
254	Pour remplacer le *Scout*	17,640 00
255	Pour remplacer le *Maisonneuve*	30,000 00

256 Pour remplacer l'*Eureka*.. .. .. 100,000 00
257 Allocation au maître du port d'Amherstburg pour la surveillance des phares et bouées de la rivière Sainte-Claire, la rivière Détroit et le lac Erié, et pour d'autres services en 1915.. .. .. 400 00
258 Allocation à la veuve du sous-commandant Lachance, noyé lors du naufrage du *Montmagny*.. .. .. 2,000 00

XXIII.—INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES.

Ministère de la Marine et des Pêcheries.

260 Service météorologique, y compris les subventions de $500 aux observatoires de Montréal et Kingston, ainsi qu'une allocation de $400 à L. F. Gorman, observateur météorologique à Ottawa.. .. 192,373 00

XXIV.—HOPITAUX DE LA MARINE.

261 Hôpitaux de la marine, y compris subvention aux hôpitaux de la marine et aux institutions qui viennent en aide aux matelots.. .. 75,000 00
Matelots naufragés et dans le dénuement.. .. .. 3,000 00

XXV.—INSPECTION DES BATEAUX A VAPEUR.

262 Inspection des bateaux à vapeur.. .. .. 83,265 00

XXVI.—PECHERIES.

263 Traitements et déboursés des fonctionnaires des pêcheries, y compris les dépenses de la Commission consultante des pêcheries et une allocation de $300 pour W. J. E. Casey, secrétaire de cette Commission.. .. .. 305,000 00
264 Pour construction de passes migratoires et dégager les rivières.. .. 30,000 00
265 Frais de justice et dépenses casuelles.. .. .. 4,000 00
266 Musée ichtyologique du Canada.. .. .. 8,000 00
267 Ostréiculture.. .. .. 6,000 00
268 Aider à l'établissement, à l'entretien et à l'inspection d'un entrepôt frigorifique pour la boitte et la conservation et le développement de la pêche de grands fonds, et pourvoir à de meilleurs moyens de transport pour le poisson frais.. .. .. 150,000 00
269 Entretien d'usines servant à faire des expériences pour la réduction du chien de mer.. .. .. 60,000 00
270 Percepteurs des douanes pour service se rattachant à l'émission de permis sous le régime *modus vivendi*.. .. .. 900 00
271 Pour l'entretien d'un bureau de renseignements sur les pêcheries.. 5,000 00
272 Service de patrouille des pêcheries.. .. .. 190,000 00
273 Pour organiser une exposition de poisson frais et fumé à l'Exposition annuelle à Toronto.. .. .. 15,000 00
274 Traitements, construction et entretien d'établissements de pisciculture.. .. .. 400,000 00
275 Inspection du poisson fumé et en conserves.. .. .. 25,000 00
276 Construction d'une remise pour le bateau de patrouille des pêcheries 32,000 00
277 Acquisition d'un steamer pour le service de la patrouille des pêcheries du lac Winnipeg.. .. .. 100,000 00
278 Pour l'enlèvement des obstacles dans la rivière Fraser, C.-B. 30,000 00
279 Pour conduire une enquête sur les pêcheries de la baie d'Hudson.. 10,000 00

280 Pour dédommager le capitaine Peter Carlson des pertes qu'il a subies dans la saisie de son navire de pêche le *Thelma*, l'appel contre la saisie de ce navire ayant été maintenu par la Cour Suprême 4,500 00

281 Commission biologique maritime du Canada—Pour la construction et l'entretien de stations biologiques et d'étude..... 26,000 00

IMMIGRATION.

380 Graines de semence aux colons occupant des terrains concédés par lettres patentes ou en voie d'être concédés dans les provinces de l'Alberta et de la Saskatchewan—Montant supplémentaire requis, y compris les crédits de $3,640,007.20, sanctionnés par le Gouverneur général..... 8,159,958 25

381 Montant requis pour des secours d'autre nature aux colons occupant des terrains concédés par lettres patentes ou en voie d'être concédés dans les provinces de l'Alberta et de la Saskatchewan—Crédit sanctionné par le Gouverneur général..... 2,240,000 00

382 Secours aux Canadiens en détresse habitant ailleurs qu'aux Etats-Unis—Montant supplémentaire requis..... 2,000 00

Résolutions à rapporter.

Rapport à recevoir,—le comité devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Un message est reçu du Sénat, adoptant les bills suivants sans amendement, savoir:—

Bill (No 12) Loi modifiant la Loi consolidée de l'Ordre Indépendant des Forestiers.

Bill (No 16) Loi concernant *The Title and Trust Company*, et à l'effet de changer son nom en celui de *Chartered Trust and Executor Company*.

Bill (No 42) Loi concernant *The Canada Preferred Insurance Company*.

Bill (No 45) Loi concernant la *Vancouver Life Insurance Company*.

Bill (No 53) Loi constituant en corporation la *Marcil Trust Company*.

Bill (No 8) Loi concernant l'*Edmonton, Dunvegan and British Columbia Railway Company*.

Aussi,—Avec les bills suivants de Leurs Honneurs, auxquels le concours de cette Chambre est demandé, savoir:—

Bill B (No 80) intitulé: "Loi concernant la pollution des eaux navigables".

Bill F (No 81) intitulé: "Loi concernant la *Edmonton, Dunvegan and British Columbia Railway Company*".

Et aussi,—Adoptant le bill suivant avec un amendement, comme suit:—

Bill (No 59) Loi concernant la *Empire Life Insurance Company of Canada*.

Page 1, ligne 10.—Après "Canada" insérer "ou du chapitre 121 des lois de 1914 (première session)".

La Chambre s'ajourne alors à 11.05 p.m., jusqu'à lundi prochain à 3 p.m.

THOMAS SIMPSON SPROULE,
Orateur.

AVIS DE MOTIONS

M. *McMillan*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il acheté une propriété connue sous le nom d'Hôtel Carslake, dans la ville de Montréal?

2. Dans l'affirmative, quel est le prix d'achat, quelle somme a été payée jusqu'à date et quelles sont les dates de ces paiements?

M. *Kay*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quels étaient les premiers soumissionnaires pour le service des malles sur la route postale rurale No 2, station Saint-Armand?

2. Quel était le montant stipulé dans la soumission dans chaque cas?

3. A qui le contrat a-t-il été adjugé, et à quel prix?

M. *Kay*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il pris des mesures pour mettre en vigueur les prescriptions de la loi des falsifications établissant des étalons pour le sucre et le sirop d'érable adoptée en juin 1914?

2. Dans la négative, le gouvernement se propose-t-il de prendre des mesures immédiate contre les infractions à cette loi?

M. *Foster* (King)—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quel a été le prix payé par verge cube pour dragage dans le havre de Yarmouth au cours de chacune des années de la période 1906-1911, inclusivement?

2. Quels sont les entrepreneurs à qui ces prix ont été payés?

3. Qui, en chacune des années de la période précitée, a agi comme inspecteur du dragage pour le compte du gouvernement?

4. Quel salaire quotidien a reçu chacun de ces inspecteurs?

M. *Carvell*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Des pneus de camions automobiles ont-ils été achetés pour le premier corps expéditionnaire?

2. S'il en est ainsi, de qui ont-ils été achetés, et de quelle manufacture provenaient-ils?

3. Quel prix a-t-il été payé, par série ou jeu?

4. Ces pneus étaient-ils de mêmes dimensions et factures que ceux qui ont été achetés pour le deuxième corps expéditionnaire?

5. Combien de jeux de pneus achetés pour le premier corps expéditionnaire étaient semblables à ceux qui ont été achetés pour le second corps expéditionnaire?

M. *Robb*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Par rapport au don d'un million de sacs de farine fait par le Canada au gouvernement britannique, combien de ces sacs de farine ont été achetés de chacune des minoteries suivantes: *Western Canada Flour Mills, Ltd.; Dominion Flour Mills, Ltd.; Lake of the Woods Milling Company; Maple Leaf Milling Company, Ltd.; St. Lawrence Flour Mills Company, Ltd.; Ogilvie Flour Mills, Ltd.*?

2. Quel prix par sac, a-t-il été payé?

3. Ce prix comprenait-il le coût de l'enveloppe? Dans la négative, combien a coûté l'enveloppe?

M. *Bourassa*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Sur quels journaux a été publiée la demande de soumission pour la construction des bâtiments de la quarantaine de Lévis?

2. Pendant combien de jour a été publiée cette demande de soumission?

M. *Bourassa*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il été informé qu'un règlement a été passé par la direction de l'Intercolonial, pour prendre effet le 5 mars courant, en vertu duquel les employés de l'Intercolonial, travaillant à Chaudière, perdent leur temps et ne sont pas payés pour le temps perdu, quand ils arrivent après l'heure fixée par le dit règlement, quand même ce retard est dû au fait du train de service qui doit les transporter depuis Lévis jusqu'à Chaudière?

2. Le gouvernement a-t-il été informé que, en vertu du même règlement, les mêmes employés sont obligés d'aller prendre leurs jetons de présence au département des fournitures et de traverser plusieurs voies sur lesquelles circulent constamment des locomotives?

3. Le gouvernement se propose-t-il de maintenir en force ce dit règlement?

M. *Maclean* (Halifax)—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quelle a été la dépense totale à compte du fonds consolidé, du 1er avril 1914 au 1er mars 1915?

2. Quelle a été la dépense à compte du fonds consolidé, pour la même période, pour chacun des sous-titres de cette dépense, tel qu'inscrit aux pages 65 à 73, inclusivement des comptes publics pour l'année fiscale expirée le 31 mars 1914?

* M. *Bourassa*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copies de tous documents, lettres, dépêches, correspondances, requêtes, recommandations, soumissions, etc., se rapportant à l'achat du terrain de la "Quarantaine de Lévis".

AFFICHAGE DES BILLS PRIVÉS

Les bills suivants ont, ce 19 mars, été affichés comme devant être pris en considération par les comité des *Bills Privés,* lundi, le 22 mars courant, ou après, savoir:—

Bill C (No 72) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à William Ewart New".

Bill D (No 73) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Helene Suzette Baxter Douglas".

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle.	Comités.	Heure.
	Lundi, 22 mars.	
101	Comité spécial *re* Chaussures fournies au ministère de la Milice et de la Défense	10.30 a.m.
100	Comptes publics	11 a.m.
	Mardi, 23 mars.	
100	Comptes publics	11 a.m.
121	Comité spécial *re* Lois électorales	3 p.m.

No 30.

OTTAWA, VENDREDI, 19 MARS 1915.

5e Session, 12e Parlement, 5 George V, 1915

PROCÈS - VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

OTTAWA
Imprimé par J. DE L. TACHÉ
Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi
1915

No 31.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SEANCE DU LUNDI, 22 MARS 1915.

PRIÈRES.

M. Morphy, pour M. Middlebro, du comité des Comptes Publics, présente le deuxième rapport du dit comité, lequel est comme suit:—

Votre comité recommande qu'il lui soit permis de siéger pendant les séances de la Chambre.

Sur motion de M. Morphy, le dit rapport est agréé.

M. Roche présente,—Réponse à ordre du 8 mars 1915,—Relevé faisant connaître,—

1. Quelles fractions de homesteads dans la Saskatchewan ont été vendues en 1914;
2. Quel était le nom de l'acheteur, et quel a été le prix d'achat dans chaque cas.

Les bills suivants du Sénat sont lus une première fois, et remis pour deuxième lecture à la prochaine séance de la Chambre.

Bill B (No 80) intitulé: "Loi concernant la pollution des eaux navigables".—M. *Bradbury*.

Bill F (No 81) intitulé: "Loi concernant la *Edmonton, Dunvegan and British Columbia Railway Company*".—M. *Green*.

M. Rogers présente,—Réponse à ordre du 25 février 1915,—Sommaire faisant connaître, en rapport avec la réponse faite le 15 février à la question posée le 9 février, page 161 des Débats non revisés,—combien a coûté l'ameublement des bureaux du gouvernement dans chacun des dits édifices.

M. Cochrane présente,—Réponse à ordre du 1er mars 1915,—Relevé faisant connaître les noms et les adresses postales de toutes les personnes nommées à des emplois sur le chemin de fer de l'Ile-du-Prince-Edouard, entre le 1er octobre 1911 et le temps présent; avec énumération des emplois auxquels chacune de ces personnes a été nommée.

Aussi,—Réponse à ordre du 3 mars 1915,—Etat indiquant le nombre de navires employés par le ministre des Chemins de fer, le nombre d'hommes employés sur les navires et sur terre, et le montant dépensé pour approvisionnements, hommes et transport depuis le 30 mars 1914 jusqu'au 31 décembre 1914, en ce qui concerne le chemin de fer de la Baie-d'Hudson.

Aussi,—Réponse à ordre du 1er mars 1915,—Etat donnant le montant des subventions de chemins de fer dans le comté d'Inverness depuis 1896 jusqu'à présent, et les dates de ces paiements.

Aussi,—Réponse à ordre du 1er mars 1915,—Copie de tous papiers, lettres, télégrammes et autres documents depuis janvier 1911 jusqu'à date, concernant l'achat ou l'affermage du chemin de fer entre New-Glasgow et Thorburn, comté de Pictou, connu sous le nom de *Vale Railway*, de la *Acadia Coal Company*.

Aussi,—Réponse à ordre du 1er mars 1915,—Copie de tous documents, lettres, messages, correspondance, contrats, etc., se rapportant à la vente ou au bail par le département des Chemins de fer à Joseph Meunier, du foin croissant sur le terrain de l'Intercolonial, dans la paroisse du Bic, comté de Rimouski, vis-à-vis les propriétés de Charles Lavoie, Cléophas Leclerc et Joseph Parent.

Aussi,—Réponse à ordre du 22 février 1915,—Relevé faisant connaître quel nombre de tonnes de marchandises a été reçu et a été expédié aux stations de Loggieville, de Chatham et de Newcastle, respectivement, sur la ligne de l'Intercolonial, chaque mois de 1914, et pendant le mois de janvier 1915, avec mention séparée du charbon et autres approvisionnements de chemins de fer; quel a été le mouvement du trafic-passagers local et d'entier parcours à chacune des stations susdites, chaque mois de la période susmentionnée. (Mention séparée devant être faite du charbon et autres fournitures destinées au chemin de fer.)

Aussi,—Réponse à ordre du 3 mars 1915,—Copie de tous papiers, lettres, télégrammes, témoignages d'enquêtes, rapports et autres documents concernant la suspension ou autre punition infligée à la suite de l'accusation d'ivrognerie portée contre Newton Hopper, chef de train sur l'Intercolonial, et sa réinstallation subséquente.

Aussi,—Réponse à ordre du 1er mars 1915,—Copie de tous télégrammes, lettres et autres papiers concernant la destitution de Bruce Wiswell, cantonnier sur l'Intercolonial, à Stellarton, N.-E.

Aussi,—Réponse à ordre du 15 février 1915,—Copie de tous télégrammes, lettres, et correspondance échangés avec Margaret Lynch, ou toute personne agissant en son nom, en rapport avec l'expropriation, par l'Intercolonial, d'un certain terrain appartenant à la dite Margaret Lynch, en la cité de Fredericton, N.-B.;—aussi, de tous télégrammes, lettres et correspondance échangés avec F. P. Gutelius ou tout autre fonctionnaire de l'Intercolonial en la matière.

Aussi,—Réponse à ordre du 3 mars 1915,—Copie de tous documents concernant le paiement à C. R. Scoles, de New-Carlisle, Québec, en juillet 1914, du reliquat de subvention votée en faveur du chemin de fer de l'Atlantique au Lac Supérieur, sur la recommandation du contrôleur financier.

Aussi,—Réponse à ordre du 1er mars 1915,—Copie de tous télégrammes, lettres, correspondance et rapports concernant l'achat du chemin de fer *New Brunswick and Prince Edward Island*, entre Sackville et Cap-Tormentine, comté de Westmorland.

Et aussi,—Réponse à ordre du 1er mars 1915,—Copie des taux de transport de la farine, actuellement en vigueur sur les chemins de fer Québec Oriental et *Atlantic, Quebec and Western.*

Le Bill (No 44) Loi concernant certains brevets de la *Lohman Company,*—est de nouveau délibéré en comité général, rapporté sans amendement, lu la troisième fois et adopté.

M. Bennett (Simcoe) propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité général sur les bills privés (en vertu de la règle 109).—Adopté.

Le Bill (No 71) Loi concernant la *Sterling Life Assurance Company of Canada,*—est délibéré en comité général, rapporté sans amendement, lu la troisième fois et adopté.

Les amendements faits par le Sénat aux deux bills suivants sont respectivement étudiés, et agréés:—

Bill (No 24) Loi concernant la *Ottawa and New York Railway Company.*

Bill (No 59) Loi concernant la *Empire Life Insurance Company of Canada.*

L'ordre de la Chambre qui sui est voté en vertu du paragraphe 4 de la règle 37:—

Par M. Martin (Régina):—Ordre de la Chambre,—Relevé faisant connaître:—

1. Combien de demandes de grain de semence ont été reçues par le gouvernement chacun des mois de septembre, octobre, novembre et décembre 1914 et janvier et février 1915;

2. Combien de minots de blé, d'avoine et d'orge ont été demandés au cours de chacune des périodes suivantes:

1er septembre à 15 septembre, 1914; 15 septembre à 30 septembre 1914, 1er octobre à 15 octobre 1914; 15 octobre à 31 octobre 1914; 1er novembre à 15 novembre 1914; 15 novembre à 30 novembre 1914; 1er décembre à 15 décembre 1914; 15 décembre à 31 décembre 1914; 1er janvier à 15 janvier 1915; 15 janvier à 31 janvier 1915; 1er février à 15 février 1915; 15 février à 28 février 1915;

3. Combien de minots des dits grains ont été achetés par le gouvernement pendant chacune des périodes susdites, et quel a été le prix moyen payé pendant chaque période.

Les ordres de la Chambre qui suivent sont votés, savoir:—

Par M. Carroll, pour M. Boivin:—Ordre de la Chambre,—Copie de la requête adressée au ministère des Postes pour l'établissement d'une route postale rurale dans le comté de Shefford, connue sous l'appellation de Warden No 1, et de toutes lettres et de tous télégrammes, rapports et autres documents s'y rapportant.

Par M. Chisholm (Antigonish):—Ordre de la Chambre,—Copie de tous bordereaux de paie, comptes, reçus, pièces comptables et correspondance en la possession du ministère des Travaux Publics concernant les dépenses faites à Blue-Rock, comté d'Antigonish, en 1913 et 1914.

Par M. Chisholm (Antigonish):—Ordre de la Chambre,—Copie de tous télégrammes, lettres, correspondance et pétitions reçus par le ministère des Postes concernant la demande de soumissions pour le service des malles entre Antigonish et Sherbrooke, lesquelles soumissions ont été ouvertes, ou étaient dues, au ministère des

Postes le 11 décembre dernier; aussi, copie de toutes représentations ou requêtes recommandant la demande de nouvelles soumissions,—ce qui s'est fait au commencement de février dernier.

Par M. Macdonald:—Ordre de la Chambre,—Copie de tous rapports, lettres, papiers et autres documents concernant le tracé d'une nouvelle ligne de chemin de fer depuis Sunny-Brae vers l'est.

Par M. Macdonald:—Ordre de la Chambre,—Copie de tous papiers, lettres, rapports, et autres documents concernant la construction d'un pont au port de Pictou, sur la ligne de l'Intercolonial.

Par M. Carroll, pour M. Kyte:—Ordre de la Chambre,—Etat donnant le nom et l'adresse de toutes les personnes du comté de Richmond, N.-E., qui ont reçu la gratification accordée par le statut à ceux qui ont fait du service lors de l'invasion fénienne; et aussi, les noms et adresses de celles dont les demandes ont été rejetées et les raisons du rejet.

Par M. Law:—Ordre de la Chambre,—Copie de toute correspondance et de toutes recommandations concernant la destitution de Alexander McRae, gardien du phare à Point-Prim, comté de Queen, I.-P.-E., et de toute correspondance et de toutes recommandations concernant la nomination de son successeur.

Par M. Carroll, pour M. Bourassa:—Ordre de la Chambre,—Copies de tous documents, lettres, dépêches, correspondances, requêtes, recommandations, soumissions, etc., se rapportant à l'achat du terrain de la " Quarantaine de Lévis ".

M. Roche propose,—Que la Chambre se forme en comité général, demain, pour considérer la résolution suivante:—

Qu'il est expédient de décréter que le Gouverneur en conseil peut pourvoir à l'achat, à la vente et à la distribution, au cours de l'année 1915 parmi les cultivateurs et les colons dans les provinces de l'Alberta et de la Saskatchewan qui en feront la demande, de grain de semence, d'aliments pour les animaux et d'autres articles, à titre de secours, en quantités et subordonnément à certaines conditions quant à la garantie à exiger pour le remboursement du coût du grain de semence, des aliments et des autres articles ainsi fournis à titre de secours, qui seront jugées nécessaires ou appropriées; et que soient approuvées, ratifiées et confirmées la convention du dix-huitième jour de février 1915, entre le ministre de l'Intérieur, au nom du Canada, et l'honorable George A. Bell, trésorier provincial, au nom du gouvernement de la Saskatchewan, et la convention du treizième jour de février 1915, entre le ministre de l'Intérieur, au nom du Canada, et l'honorable Arthur L. Sifton, au nom du gouvernement de l'Alberta, relativement aux moyens par lesquels les dits grains de semence, aliments pour animaux et autres articles, à titre de secours, peuvent être fournis, ainsi que toute mesure prise jusqu'ici par le Gouverneur e nconseil, ou par tout ministère du gouvernement canadien au cours des années 1914 et 1915, en vue de fournir aux dits cultivateurs et colons du grain de semence, des aliments pour les animaux ou d'autres articles à titre de secours.

M. Roche informe alors la Chambre que Son Altesse Royale le Gouverneur général ayant été mis au fait de l'objet de la dite résolution, la recommande à la Chambre.

Ordonné, que la Chambre se forme en comité général, demain, pour prendre en considération la dite résolution.

Le Bill (No 74) Loi modifiant le Code Criminel,—est lu la troisième fois et adopté.

L'ordre portant que la Chambre se forme en comité des Subsides—étant lu;

Sir George Foster, pour M. White (Leeds), propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et la motion étant mise aux voix, elle est adoptée.

La Chambre en conséquence, se forme de nouveau en comité des Subsides.

(*En comité.*)

Les résolutions suivantes sont adoptées:—

XVIII.—SUBVENTIONS POSTALES ET AUX PAQUEBOTS.

Océan Atlantique.

156	Service à la vapeur entre Annapolis et Londres ou Hull, Angleterre, ou les deux	5,000 00
157	Service à la vapeur entre les ports atlantiques, canadiens et l'Australie et la Nouvelle-Zélande	140,000 00
158	Service postal par paquebots entre le Canada et la Grande-Bretagne	1,000,000 00
159	Service à la vapeur entre le Canada et Cuba	25,000 00
160	Service à la vapeur entre le Canada et Terre-Neuve	70,000 00
161	Service à la vapeur entre le Canada et les Indes occidentales ou l'Amérique du Sud, ou les deux	340,666 66
162	Service à la vapeur entre le Canada et l'Afrique du Sud	146,000 00
163	Service à la vapeur entre Halifax, Saint-Jean, Terre-Neuve et Liverpool	20,000 00
164	Service à la vapeur entre Montréal, Québec et Manchester, Ang., durant la saison de navigation, et entre Saint-Jean, Halifax, et Manchester durant la saison d'hiver	35,000 00
165	Service à la vapeur entre Saint-Jean, Dublin et Belfast durant l'hiver	7,500 00
166	Service à la vapeur entre Saint-Jean et Glasgow	15,000 00
167	Service à la vapeur entre Saint-Jean, Halifax et Londres durant l'hiver	15,000 00
168	Service à la vapeur entre Saint-Jean, Halifax, Londres	25,000 00

Océan Pacifique.

169	Service à la vapeur entre le Canada et l'Australie ou la Nouvelle-Zélande, ou les deux sur l'océan Pacifique	180,509 00
170	Service à la vapeur entre le Canada, la Chine et le Japon	253,333 34
171	Service à la vapeur entre Prince-Rupert, C.-B. et les îles de la Reine-Charlotte	16,000 00
172	Service à la vapeur entre Victoria et San-Francisco	3,000 00
173	Service entre Victoria, Vancouver, les ports d'escale et Skagway	12,500 00
174	Service à la vapeur entre Victoria et la côte ouest de l'île Vancouver	5,000 00
175	Service à la vapeur entre Vancouver et les ports du nord de la Colombie-Britannique	16,800 00

Services locaux.

176	Service à la vapeur entre Baddeck et Iona	5,825 00
177	Service à la vapeur entre Charlottetown, Victoria et le quai Holliday	2,500 00
178	Service à la vapeur entre Froude's-Point et Lockport, N.-E.	600 00
179	Service à la vapeur depuis l'ouverture jusqu'à la fin de la navigation de 1915, entre le bassin de Gaspé et Dalhousie ou Campbellton	20,000 00

180 Service à la vapeur entre Grand-Manan et la Mainland.. ... ... 10,000 00
181 Service à la vapeur entre Halifax et Canso... ... ... 5,000 00
182 Service à la vapeur entre Halifax et Terre-Neuve par les ports du Cap-Breton.. ... ... 10,000 00
183 Service à la vapeur entre Halifax, la baie Mahone, l'île Tancook et les ports de la rivière La-Have.. ... ... 4,000 00
184 Service à la vapeur entre Halifax et Spry-Bay par les ports du Cap-Breton.. ... ... 4,000 00
185 Service à la vapeur entre Halifax, le sud du Cap-Breton et les ports du lac Bras-d'Or... ... ... 4,000 00
186 Service à la vapeur entre Halifax et la côte ouest du Cap-Breton, avec arrêts aux ports d'escale.. ... ... 4,000 00
187 Service à la vapeur entre Halifax et Sherbrooke.. ... ... 2,000 00
188 Service à la vapeur depuis l'ouverture jusqu'à la clôture de la navigation entre Kenora et Fort-Frances... ... ... 8,000 00
189 Service à la vapeur de l'ouverture à la clôture de la navigation en 1915 entre la terre ferme et les îles de la Madeleine... ... ... 18,000 00
190 Service à la vapeur entre Mulgrave et Canso.. ... ... 6,500 00
191 Service à la vapeur entre Mulgrave et Guysborough, avec arrêts aux ports d'escale... ... ... 5,500 00
192 Service à la vapeur entre Newcastle, Néguac et Escuminac, avec arrêts aux ports d'escale sur la rivière Miramichi et dans la baie Miramichi... ... ... 2,500 00
193 Service à la vapeur entre l'île Pelée et la terre ferme.. ... ... 8,000 00
194 Service à la vapeur entre Petit-de-Grat et le terminus de l'Intercolonial à Mulgrave... ... ... 7,000 00
195 Service à la vapeur sur la rivière Petitcodiac entre Moncton et les ports d'escale et entre un ou des ports de la côte ouest du comté de Cumberland... ... ... 2,500 00
196 Service à la vapeur entre Pictou et Montague, avec arrêts à Murray-Harbour et Georgetown... ... ... 6,000 00
197 Service de schooner entre Pictou, New-Glasgow, le port du comté d'Antigonish et Mulgrave.. ... ... 1,000 00
198 Service à la vapeur de l'ouverture à la clôture de la navigation en 1915, entre Pictou, Mulgrave et Chéticamp.. ... ... 7,500 00
199 Service à la vapeur de l'ouverture à la clôture de la navigation en 1915, entre Port-Mulgrave, St-Peter's, Irish-Cove et la Montagne de Marbre et autres ports des lacs Bras-d'Or.. ... ... 6,500 00
200 Service à la vapeur entre l'Ile-du-Prince-Edouard et le Cap-Breton et Terre-Neuve... ... ... 16,500 00
201 Service à la vapeur de l'ouverture à la clôture de la navigation en 1915, entre l'Ile-du-Prince-Edouard et la terre ferme.. ... ... 12,500 00
202 Service à la vapeur durant l'année 1915, entre Québec et Harrington, avec arrêts aux ports et aux endroits le long de la côte nord du Saint-Laurent entre ces deux terminus.. ... ... 28,000 00
203 Service à la vapeur entre Québec et le bassin de Gaspé, avec arrêts aux ports d'escale... ... ... 8,500 00
204 Service à la vapeur entre Québec et les ports de la côte nord de l'île d'Orléans.. ... ... 4,500 00
205 Service à la vapeur entre la Rivière-du-Loup, Tadoussac et les autres ports de la côte nord.. ... ... 6,000 00
206 Service d'hiver à la vapeur entre la Rivière-du-Loup, Tadoussac et les autres ports du St-Laurent.. ... ... 8,000 00
207 Service d'hiver à la vapeur entre la Baie Ste-Catherine et Tadoussac. 3,500 00
208 Service à la vapeur entre St-Jean et les ports du bassin de Cumberland.. ... ... 3,000 00

209	Service à la vapeur entre St-Jean, N.-B., et St-Andrews, N.-B., avec arrêts aux ports d'escale	4,000 00
210	Service d'hiver entre St-Jean et Bridgetown	2,500 00
211	Service à la vapeur entre St-Jean et Digby	20,000 00
212	Service à la vapeur entre St-Jean, Digby, Annapolis et Granville, c'est-à-dire le long de la côte ouest au bassin d'Annapolis	2,000 00
213	Service à la vapeur entre St-Jean, N.-B., et les ports de la Baie de Fundy et le Bassin de Minas et Margaretville, N.-E.	8,000 00
214	Service à la vapeur entre St-Jean, Westport, Yarmouth et les autres ports d'escale	8,500 00
215	Service à la vapeur durant l'hiver 1915 entre St-Stephen, N.-B., les ports de la rivière Ste-Croix, l'Ile-au-Cerf, Campobello, et les îles de l'Intérieur, la baie Passamaquoddy et L'Etête ou Black Bay	6,000 00
216	Service à la vapeur durant la saison de 1915 entre Sydney et la baie St-Laurent, avec arrêts aux ports d'escale	6,000 00
217	Service à la vapeur durant la saison de 1915 entre Sydney et Whycocomagh	3,000 00
218	Service à la vapeur de Sydney, N.-E., autour de la côte est du Cap-Breton, Hastings et retour à Sydney par les lacs du Bras-d'Or	5,500 00
219	Dépenses relatives à la surveillance des services des vapeurs subventionnés	3,000 00

XXX—SAUVAGES.

Ontario.

291	Secours, soins de médecins et médicaments	11,000 00

Québec.

292	Secours, soins de médecins et médicaments	17,000 00

Ontario et Québec.

293	Frais de justice en général	5,500 00
	Réparations aux chemins, ponts et drainage	21,900 00
	Frais généraux	51,075 00

Nouvelle-Ecosse.

294	Appointements	6,200 00
	Secours et grains de semence	8,000 00
	Pour encourager l'agriculture	1,000 00
	Soins de médecins et médicaments	5,000 00
	Dépenses diverses et imprévues	4,300 00
	Réparations des chemins et fossés	600 00
	Reconstruction de la salle de conseil des sauvages, île de la Chapelle.	2,500 00

Nouveau-Brunswick.

295	Appointements	1,984 00
	Secours et grains de semence	8,000 00
	Soins de médecins et médicaments	4,000 00
	Dépenses diverses et imprévues	850 00
	Réparations des chemins	450 00
	Pour encourager l'agriculture	1,000 00

ILE DU PRINCE-EDOUARD.

296	Appointements	600 00
	Secours et grains de semence	1,125 00
	Soins de médecins et médicaments	850 00
	Dépenses diverses	650 00

MANITOBA, SASKATCHEWAN, ALBERTA ET TERRITOIRES DU NORD-OUEST.

297	Instruments aratoires, outils, etc	11,893 00
	Grains et graines de semence	4,530 00
	Bestiaux	4,835 00
	Secours au sauvages indigents	143,465 00
	Hôpitaux, soins médicaux, médicaments, etc	105,035 00
	Habillements—Distribution triennale	6,000 00
	Arpentage	11,000 00
	Sioux	6,418 00
	Moulins à farine et scieries	1,049 00
	Dépenses générales	263,924 00

COLOMBIE-BRITANNIQUE.

298	Appointements	47,840 00
	Secours au sauvages indigents	22,000 00
	Pour encourager les sauvages vers l'agriculture et la culture des fruits	4,950 00
	Hôpitaux, soins médicaux et médicaments	43,200 00
	Frais de voyage	20 000 00
	Frais de bureau, dépenses diverses et imprévues	16,400 00
	Arpentages	5,000 00
	Nettoyage des vergers des sauvages	3,500 00
	Pour les dépenses de la Commission des Terres des Sauvages de la Colombie-Britannique, y compris un paiement de $1,400 pour les services comme Commissaire du docteur J. A. J. McKenna	41,400 00

YUKON.

299	Secours, soins de médecins et médicaments	11,000 00
	Arpentages	7,000 00
	Frais généraux	4,000 00

ECOLES DES SAUVAGES.

300	Ecoles	984,115 00

GÉNÉRAL.

301	Pour payer aux sauvages qui renoncent à leurs terres sous l'empire des dispositions de l'article 70 de la loi des Sauvages, remboursement devant se faire avec le produit des terres	25,000 00
	Secours aux sauvages indigents dans les circonscriptions éloignées	60,000 00
	Pour empêcher la propagation de la turberculose	10,000 00
	Impressions, papeterie, etc	5,000 00
	Subvention au fonds des sauvages (en fidéicommis) 310, pour la suppression du trafic des liqueurs enivrantes	3,000 00
	Arpentages, Ontario, Québec et Provinces maritimes	3,000 00

Pour dépenses relatives aux épidémies de petite vérole et autres maladies	10,000 00
Pour frais de l'agent faisant l'enregistrement des naissances, décès et mariages	1,500 00

Résolutions à rapporter.

Rapport à recevoir,—le comité devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Un message est reçu du Sénat agréant, sans modification, les bills suivants:—

Bill (No 27) Loi concernant la *St. Lawrence and Adirondack Railway Company.*

Bill (No 28) Loi concernant la *Toronto Eastern Railway Company.*

Bill (No 31) Loi concernant la *British Columbia Southern Railway Company.*

Bill (No 32) Loi constituant en corporation *The Brûlé, Grande Prairie and Peace River Railway Company.*

Bill (No 34) Loi concernant la *Manitoba and North Western Railway Company of Canada.*

Bill (No 37) Loi concernant la *Pacific, Peace River and Athabasa Railway Company.*

Bill (No 38) Loi concernant la *Vancouver, Victoria and Eastern Railway and Navigation Company.*

Bill (No 41) Loi concernant l'*Athabasca Northern Railway Company.*

Bill (No 17) Loi concernant la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique.

Aussi,—Un message avec les bills suivants de Leurs Honneurs, auxquels le concours de cette Chambre est demandé:—

Bill G (No 82) intitulé: "Loi concernant le brevet de la *National Wood Distilling Company*".

Bill I (No 83) intitulé: "Loi pour faire droit à Lottie Thorndike".

Bill J (No 84) intitulé: "Loi pour faire droit à Arthur Ernest Bridsell".

Aussi,—Un message transmettant la preuve faite devant le comité des Divorces, auquel ont été référées les pétitions de Lottie Thorndike et de Arthur Ernest Birdsell, respectivement, demandant un bill de divorce, et les documentc produits, avec demande de les retourner au Sénat.

Aussi,—Un message agréant le Bill (No 36) Loi constituant en corporation la *Northern Pacific and British Columbia Railway Company,* avec un amendement, lequel est comme suit:—

Page 2, ligne 32.—Enlever les mots "acquérir, louer et", et y substituer les mots suivants: "ou acquérir, et, subordonnément aux dispositions des articles 361, 362, 363 et 364 de la *Loi des chemins de fer,* peut louer ou".

Et aussi,— Un message agréant le Bill (No 46) Loi concernant la *Western Dominion Railway Company,* avec un amendement, lequel est comme suit:—

Page 1, ligne 21.—Après le mot "inachevé", ajouter l'article 2 suivant:—

"2. Est abrogé l'article 3 du chapitre 115 des lois de 1914 (première session)."

La Chambre alors s'ajourne à 11 p.m., jusqu'à 11 a.m., demain.

THOMAS SIMPSON SPROULE,
Orateur.

ERRATUM.

Dans les Procès-Verbaux du 19 courant, page 363, les deux résolutions des Subsides, Nos 268 et 269 ont été insérées par erreur.

AVIS DE MOTIONS

M. *Maclean* (Halifax)—Mercredi prochain—QUESTION—

1. W. W. Wade, de Bear-River, N.-E., a-t-il été récemment renvoyé du service du gouvernement?

2. S'il en est ainsi, quelles étaient ses fonctions, pourquoi a-t-il été destitué, et qui a demandé son renvoi?

M. *Maclean* (Halifax)—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Qui est garde-pêche à Petite-Rivière, comté de Lunenburg, N.-E.?

2. Quand a-t-il été nommé, quel est son salaire, combien de jour a-t-il été employé, et quelle rémunération totale a-t-il reçue pour l'exercice financier 1913-14?

3. Depuis la date de sa nomination jusqu'au 31 décembre 1914, quel est le montant total des paiements faits à ce fonctionnaire?

4. Si ce fonctionnaire est rétribué à raison de tant par jour, pour quelles raisons le mode antérieur de paiement, savoir $35 par année, a-t-il été mis de côté?

M. *Truax*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Durant combien de temps Wm Halliday a-t-il été gardien de l'édifice public à Chesley?

2. Quelle somme a-t-il reçue comme tel jusqu'à ce jour?

3. Quelle somme a été payée à Samuel Wright pour la construction d'une clôture autour de l'édifice public de Chesley?

M. *Kyte*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Struan Robertson, de Westville, comté de Pictou, N.-E., a-t-il reçu une commission de lieutenant-colonel?

2. Quand sa commission a-t-elle été portée à l'Officiel?

3. Quel commandement lui a été confié dans les forces volontaires en service en Europe?

4. Quand a-t-il été relevé de son commandement?

5. Le lieutenant-colonel Robertson est-il actuellement chargé de quelque fonction en Angleterre relevant du gouvernement du Canada?

M. *Sinclair*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Quelles ont été les recettes perçues au bureau de poste de Amherst, N.-E., au cours de chacun des trois derniers exercices financiers?

2. Combien de commis y ont été employés pendant la même période, et quelle ont été leurs salaires respectifs?

3. Quelles ont été les recettes de ce bureau pour chacune des trois années antérieures à 1912; quels ont été le nombre des commis qui y ont été employés au cours de ces trois années et le salaire payé à chacun d'eux?

M. *Sinclair*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Quelles ont été les recettes perçues au bureau des douanes à Amherst, N.-E., au cours de chacun des trois derniers exercices financiers?

2. Combien de commis y ont été employés pendant la même période, et quelle ont été leurs salaires respectifs?

3. Quelles ont été les recettes de ce bureau pour chacune des trois années antérieures à 1912; quels ont été le nombre des commis qui y ont été employés au cours de ces trois années et le salaire payé à chacun d'eux?

M. *Sinclair*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Quelles ont été les recettes perçues au bureau de fret de l'Intercolonial à Amherst, N.-E., au cours des chacun des trois derniers exercices financiers?

2. Combien de commis y ont été employés pendant la même période, et quelle ont été leurs salaires respectifs?

3. Quelles ont été les recettes de ce bureau pour chacune des trois années antérieures à 1912; quels ont été le nombre des commis qui y ont été employés au cours de ces trois années et le salaire payé à chacun d'eux?

M. *Hepburn*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Combien de navires à vapeur ont été achetés par le gouvernement depuis 1896 jusqu'au 15 octobre 1911?

2. Où ont-ils été achetés, et de qui?

3. Quels sont les noms des navires et le prix payé?

4. Combien de navires à vapeur ont été achetés par le gouvernement depuis le 15 octobre 1911 jusqu'au 18 février 1915?

5. Où ont-ils été achetés, et de qui?

6. Quels sont les noms des navires et le prix payé?

M. *Buchanan*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Des soumissions publiques ont-elles été demandées pour la fourniture des approvisionnements et de l'équipement de la batterie de campagne actuellement en camp d'exercice à Lethbridge?

2. Tous les marchands de la ville ont-ils été mis à même de soumissionner?

M. *Maclean* (Halifax)—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Un bateau a-t-il été loué lors des opérations de sondage, etc., exécutées relativement au bassin de radoub projeté à Tufts-Cove, Darmouth, N.-E.? S'il en est ainsi, de qui le bateau a-t-il été loué?

2. Quel a été le loyer quotidien payé pour ce bateau, et combien de jours a-t-il été au service du gouvernement?

3. A quelle date ce service a-t-il été discontinué?

M. *Maclean* (Halifax)—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Le steamer *Noreen* a-t-il été nolisé par un ministère du gouvernement pour service à Halifax?

2. Dans l'affirmative, quel en est le propriétaire, de qui a-t-il été loué, quel service fait-il, quel prix est payé par jour, quel est le nombre et quel sont les noms des membres de l'équipage, et quels gages reçoivent ces derniers?

3. Qui fournit le charbon, l'huile et les provisions?

4. A quelle date ce steamer a-t-il été nolisé en premier lieu, quelle est la somme totale payée jusqu'à date pour ce nolisement, et quelle somme a été dépensée par le gouvernemnt depuis lors pour les réparations et l'entretien du dit steamer?

5. Qui paie les frais de quaiage, l'affréteur ou le gouvernement?

6. Le steamer *Noroeen* s'appelait-il auparavant le *Lily*? Dans l'affirmative, a-t-il été alors condamné par l'inspecteur fédéral des bateaux à vapeur?

7. Le gouvernement a-t-il vendu le *Lily*? Dans l'affirmative, quand, à qui et pour quel prix?

M. *Copp*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Le ministère des Chemins de fer a-t-il demandé des soumissions pour la construction d'un tunnel dans la cité de Moncton?

2. S'il en est ainsi, quels sont ceux qui ont soumissionné, et quel était le chiffre de chaque soumission?

3. Un contrat a-t-il été adjugé? Dans l'affirmative, à qui l'a-t-il été, et quel en a été le chiffre?

M. *Proulx*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Quel a été le coût (avec détails) de l'entretien de la drague No 7 en 1914?

2. Quel montant a été payé à la *Southern Salvage Company* pour services rendus à la drague No 7, fourniture de charbon, etc.?

3. Quel montant a été payé à la *Southern Salvage Company* en 1914 pour le vapeur *Coast Guard*?

M. *Maclean* (Halifax)—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Quels bateaux à vapeur ont été nolisés par le gouvernement à Halifax, N.-E., en 1913, 1914 et 1915, et quels en sont les propriétaires?

2. Quel service a été fait par ces navires, et quel prix est payé par jour à chacun d'eux?

3. Quel montant total a été payé ou est dû jusqu'à date pour chacun de ces navires?

4. Quelques-uns de ces navires ont-ils été nolisés par des agents? Dans l'affirmative, quels honoraires ou commissions ont été payés à chacun de ces agents?

5. Quel montant total a été payé ou est dû jusqu'à date pour chaque bateau à vapeur ainsi nolisé pour entretien, approvisionnements et gages, respectivement?

M. *Maclean* (Halifax)—Mercredi prochain—QUESTION—Quelles sommes ou sommes d'argent ont été payées par le gouvernement ou l'un ou l'autre de ses ministères depuis le 3 mars 1914 à la *Royal Print and Lithograph Company*, de Halifax, et pour quel ouvrage ces paiements ont-ils été faits?

M. *Proulx*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Combien de personnes, firmes ou compagnies ont conclu des contrats avec le ministère de la Milice pour presser du foin pour les troupes canadiennes et britanniques?

2. Où ce foin est-il pressé?

3. Les appareils et machines à presser sont-elles fournies par le ministère aux entrepreneurs ou les fournissent-ils eux-mêmes?

4. Quel prix par tonne est payé pour presser ce foin?

M. *Proulx*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Combien de tonnes de foin ont été achetés dans le comté de Prescott depuis le 1er août 1914 par le ministère de la Milice et de la Défense?

2. Quel prix a été payé par tonne?

3. Qui a acheté le dit foin pour le ministère, et quelle rémunération a été allouée à cet agent?

4. Combien de minots d'avoine ont été achetés dans le comté de Prescott depuis la susdite date par le ministère de la Milice et de la Défense, et quel prix a été payé par minot?

5. Qui a acheté cette avoine, et quelle rémunération a été allouée à cet agent?

* M. *Maclean* (Halifax)—Mercredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Relevé faisant connaître les noms de toutes les personnes de qui ont été achetés des terrains ou propriétés pour des fins de droit de passage ou de stations en rapport avec l'embranchement de l'Intercolonial allant de Dartmouth à Dean-Settlement; la quantité de terrain ainsi acquise, et le prix versé,—depuis la date de la dernière réponse à ordre (No 128) déposée devant le Chambre à sa dernière session régulière.

* M. *Boulay*—Mercredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copies de toutes conventions ou de tous contrats faits par le gouvernement du Canada avec la compagnie de télégraphie *Great North Western Telegraph Company,* en vertu desquelles des appareils télégraphiques sont posés dans les tours ou phares du gouvernement fédéral, le long du Saint-Laurent.

M. *Cochrane*—Mercredi prochain—Comité général pour considérer la résolution suivante:—

Qu'il est expédient de décréter que le ministre des Chemins de fer et Canaux peut, subordonnément à l'autorité du Gouverneur en conseil, construire, acheter, prendre à bail ou autrement acquérir, en tout ou en partie, tout chemin de fer, pont de chemin de fer, gares de chemin de fer, accommodations de têtes de lignes de chemins de fer, bacs traversiers de chemins de fer ou autres ouvrages de voies ferrées dans les provinces de Québec, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Ecosse et de l'Ile-du-Prince-Edouard; pourvu qu'une copie de tout tel bail ou marché soit soumise au Parlement; pourvu de plus qu'aucune voie ferrée ainsi louée, achetée ou autrement acquise n'excède deux cents milles en longueur, et pourvu également qu'aucun contrat pour la construction d'une voie ferrée ayant plus de vingt-cinq milles de longueur ne soit adjugé avant qu'une somme d'argent pour cette fin ait été votée par le Parlement; pourvu toujours que toute telle voie ferrée ou autre ouvrage construits, loués ou achetés, comme ci-dessus énoncé, forme partie du réseau des chemins de fer de l'Etat; et pourvu qu'aucune telle voie ferrée ne soit construite, louée ou autrement acquise, tel qu'énoncé ci-dessus, à moins qu'elle ne se raccorde directement avec quelque partie du réseau alors en existence des chemins de fer de l'Etat.

M. *Cochrane*—Mercredi prochain—Comité général pour considérer la résolution suivante:—

Qu'il est expédient de ratifier et confirmer une convention datée le premier jour d'août 1914, entre la Compagnie du chemin de fer International du Nouveau-Brunswick, Thomas Malcolm, entrepreneur de chemin de fer, et Sa Majesté le Roi, pour la vente à Sa Majesté du chemin de fer et de toute l'entreprise de la dite compagnie, s'étendant de Campbellton à la tête de la Baie des Chaleurs, à Saint-Leonard, sur la rivière Saint-Jean, soit une distance d'environ cent douze milles, moyennant la somme de deux millions sept cent mille dollars, payable en aucun temps dans le cours de cinq années à compter de la date de la dite convention;—et de décréter que, en attendant que le prix d'achat soit soldé, Sa Majesté peut louer de la dite compagnie, pour une période n'excédant pas cinq années à compter de la date de la dite convention, les dits chemins de fer et entreprise à raison d'un loyer de quatre-vingt-dix mille dollars par année, payable en deux versements semi-annuels égaux, dont le premier sera fait à la compagnie le premier jour de février 1915; et de décréter que le prix d'achat et le loyer payables par Sa Majesté peuvent être soldés à même le Fonds du revenu consolidé du Canada.

M. *Cochrane*—Mercredi prochain—Comité général pour considérer la résolution suivante:—

Qu'il est expédient de ratifier et confirmer un marché, daté le dix-huitième jour de mars 1915, conclu entre Sa Majesté le Roi et la Compagnie du chemin de fer du Nouveau-Brunswick et de l'Ile-du-Prince-Edouard, pour la vente à Sa Majesté de tout le chemin de fer et entreprise de la dite compagnie, y compris la ligne mère du chemin de fer de la compagnie s'étendant de Sackville, dans la province du Nouveau-Brunswick, au cap Tormentine, dans la dite province, soit une distance d'environ trente-six milles, moyennant la somme de deux cent soixante-dix mille dollars; et

de décréter que, jusqu'à ce que le prix d'achat soit soldé, Sa Majesté paiera à la compagnie un intérêt sur le dit prix d'achat au taux de 4 pour cent par année à compter du premier jour d'août 1914, le premier paiement de l'intérêt susdit à être fait le premier jour d'août 1915, et, subséquemment, le premier jour d'août de chaque année; et de prescrire que le prix d'achat et l'intérêt payables par Sa Majesté peuvent être soldés à même le Fonds du revenu consolidé du Canada.

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle.	Comités.	Heure.
	Mardi, 23 mars.	
100	Comptes publics	11 a.m.
121	Comité spécial *re* Lois électorales	3 p.m.
101	Comité spécial *re* Chaussures fournies au ministère de la Milice et de la Défense	10.30 a.m.

No 31.

OTTAWA, LUNDI, 22 MARS 1915.

5e Session, 12e Parlement, 5 George V, 1915

PROCÈS - VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

OTTAWA
Imprimé par J. DE L. TACHÉ
Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi
1915

No 32.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SEANCE DU MARDI, 23 MARS 1915.

Onze heures a.m.

PRIÈRES.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a donné instruction au greffier de la Chambre de déposer sur la Table sa recommandation et le rapport du greffier en ce qui concerne la mise à la retraite de M. William C. Bowles, O.S.I., greffier en chef du Journal, des Procès-Verbaux et du feuilleton des Ordres de la Chambre (section anglaise), et l'avancement de M. Robert P. King à la vacance ainsi créée, ainsi qu'il suit:—

CHAMBRE DES COMMUNES,
23 mars 1915.

A l'honorable Chambre des Communes,

La démission de M. William C. Bowles, O.S.I., greffier en chef du Journal, des Procès-Verbaux et du feuilleton des Ordres de la Chambre (section anglaise), et sa mise à la retraite, prendront effet le 31 courant.

Le rapport du greffier de la Chambre, ci-joint, rend un juste tribut à l'habileté reconnue et au caractère officiel de M. Bowles, auquel je concours cordialement.

M. Robert P. King, qui a été assistant greffier dans ce bureau pendant près de trente ans et qui est spécialement bien qualifié pour le travail qui s'y fait, tel que mentionné dans le susdit rapport, a dûment reçu le certificat des commissaires du service civil

attestant qu'il est qualifié pour le grade assigné à cet emploi, savoir: la subdivision A de la première division; et je recommande sa promotion à la dite vacance et à ce grade, la dite promotion devant prendre effet le premier jour d'avril prochain.

T. S. SPROULE,
Orateur de la Chambre des Communes.

CHAMBRE DES COMMUNES,
23 mars 1915.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de faire rapport que la démission de M. William C. Bowles, O.S.I., greffier en chef du Journal, des Procès-Verbaux et du feuilleton des Ordres de la Chambre des Communes (section anglaise), et la demande qu'il a produite pour sa mise à la retraite ont créé une vacance que Votre Honneur a remplie par la nomination de M. Robert P. King, greffier des Procès-Verbaux.

M. Bowles a servi la Chambre des Communes pendant près de cinquante ans, durant une bonne partie desquels il a agi comme chef de la division susdite. Son habileté, sa longue expérience et son amour du travail ont été hautement appréciés par vous et par les Orateurs qui vous ont précédé, comme par tous ceux qui ont été en relation officielle avec lui. Sa retraite, causée par la maladie, est fort regrettée.

M. King a servi dans le même bureau à titre d'aide de M. Bowles pendant près de trente ans, et il a toutes les aptitudes nécessaires pour remplir la position.

Le grade assigné à cette position dans l'organisation de la Chambre relève de la subdivision A de la première division. J'ai reçu le certificat d'aptitude pour cette position requis par la Loi du Service civil, et délivré à M. King par la Commission du Service civil.

Comme la démission de M. Bowles prendra effet du 31 mars, il est à désirer que la promotion de M. King date du jour suivant, au salaire minimum assigné par la loi, dans la subdivision A de la première division.

J'ai l'honneur d'être, monsieur,

Votre obéissant serviteur,

THOS. B. FLINT,
Greffier des Communes.

A l'honorable Orateur
de la Chambre des Communes.

Les bills suivants du Sénat sont lus une première fois, et remis pour deuxième lecture à la prochaine séance de la Chambre, savoir:—

Bill G (No 82) intitulé: "Loi concernant le brevet de la *National Wood Distilling Company*".—M. *Green.*

Bill I (No 83) intitulé: "Loi pour faire droit à Lottie Thorndike".—M. *Boyce.*

Bill J (No 84) intitulé: "Loi pour faire droit à Arthur Ernest Birdsell".—M. *Clark* (Red-Deer).

La Chambre se forme en comité général pour prendre en considération une certaine résolution pourvoyant à l'achat, à la vente et à la distribution de grain de semence, d'aliments pour les animaux, etc., à titre de secours, à des fermiers et colons dans les provinces de l'Alberta et de la Saskatchewan.

(*En comité.*)

La résolution suivante est adoptée:

Résolu,—Qu'il est expédient de décréter que le Gouverneur en conseil peut pourvoir à l'achat, à la vente et à la distribution, au cours de l'année 1915 parmi les cultivateurs et les colons dans les provinces de l'Alberta et de la Saskatchewan qui en feront la demande, de grain de semence, d'aliments pour les animaux et d'autres articles, à titre de secours, en quantités et subordonnément à certaines conditions quant à la garantie à exiger pour le remboursement du coût du grain de semence, des aliments et des autres articles ainsi fournis à titre de secours, qui seront jugées nécessaires ou appropriées; et que soient approuvées, ratifiées et confirmées la convention du dix-huitième jour de février 1915, entre le ministre de l'Intérieur, au nom du Canada, et l'honorable George A. Bell, trésorier provincial, au nom du gouvernement de la Saskatchewan, et la convention du treizième jour de février 1915, entre le ministre de l'Intérieur, au nom du Canada, et l'honorable Arthur L. Sifton, au nom du gouvernement de l'Alberta, relativement aux moyens par lesquels les dits grains de semence, aliments pour animaux et autres articles, à titre de secours, peuvent être fournis, ainsi que toute mesure prise jusqu'ici par le Gouverneur en conseil, ou par tout ministère du gouvernement canadien au cours des années 1914 et 1915, en vue de fournir aux dits cultivateurs et colons du grain de semence, des aliments pour les animaux ou d'autres articles à titre de secours.

Résolution à rapporter.

La dite résolution est rapportée, lue la seconde fois et agréée.

M. Roche présente alors un Bill (No 85) Loi concernant le grain de semence, le fourrage et autres secours,—lequel est lu la première fois.—Seconde lecture, à la prochaine séance de la Chambre.

Le Bill (No 78) Loi modifiant la Loi des Banques, est lu la seconde fois, délibéré en comité général, rapporté sans amendement, lu la troisième fois et adopté.

L'ordre portant que la Chambre se forme en comité des Subsides—étant lu;

M. White (Leeds), propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et la motion étant mise aux voix, elle est adoptée.

La Chambre, en conséquence, se forme de nouveau en comité des Subsides.

(*En comité.*)

La résolution suivante est adoptée:—

III.—GOUVERNEMENT CIVIL.—(*Suite.*)

21	Ministère des Postes—	
	Traitements	807,710 00
	Dépenses casuelles	125,000 00

Et la Chambre continuant à siéger en comité;

A six heures p.m., M. l'Orateur prend le fauteuil et le quitte pour le reprendre à huit heures p.m.

Huit heures p.m.

(*L'ordre pour bills privés est appelé en vertu de la règle 25.*)

L'amendement fait par le Sénat au Bill (No 36) Loi constituant en corporation la *Northern Pacific and British Columbia Railway Company,* est référé au comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.

L'amendement fait par le Sénat au bill (No 46) Loi concernant la *Western Dominion Railway Company,* est pris en considération et adopté.

Le Bill F (No 81) du Sénat, intitulé: "Loi concernant la *Edmonton, Dunvegan and British Columbia Railway Company*", est lu pour la seconde fois et référé au comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.

Le comité des Subsides reprend alors le cours de ses délibérations.

La résolution suivante est agréée:—

XLII.—POSTES—SERVICE EXTERIEUR.

366	Traitements et allocations	7,538,711 75
	Service postal	8,144,805 50
	Divers	843,838 00
	Territoire du Yukon	150,000 00

Résolutions à rapporter.

Rapport à recevoir,—le comité devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Un message est reçu du Sénat avec le bill suivant de Leurs Honneurs, auquel le concours de cette Chambre est demandé:—

Bill H (No 86) intitulé: "Loi concernant *The Grain Growers' Grain Company*".

La Chambre s'ajourne alors à 10.55 p.m., jusqu'à demain à 11 a.m.

THOMAS SIMPSON SPROULE,
Orateur.

AVIS DE MOTIONS

M. *Maclean* (Halifax)—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Quels édifices ou parties d'édifices, sont louées par le gouvernement du Canada, en la cité de Halifax, N.-E., de quelque personne, firme ou corporation que ce soit?

2. Par quel ministère du gouvernement, les locations susdites ont-elles été effectuées; quelle en est la superficie de parquet en chaque cas, et quel est le loyer ou compensation payé en chaque cas?

3. Depuis quelle date, en chaque cas, le loyer a-t-il commencé?

4. Quelles sommes, s'il y a, ont été payées pour modifications, réparations, ameublement, etc., par rapport à chaque bureau ainsi loué à l'un ou l'autre des ministères du gouvernement?

M. *Macdonald*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Une décision a-t-elle été prise au sujet de la pétition demandant l'établissement d'une route postale rurale pour desservir les districts de Hodson et Toney-Mills, comté de Pictou?

2. Dans la négative, quelle est la cause du délai?

M. *Maclean* (Halifax)—Jeudi prochain—QUESTION—

1. W. W. Wade, du comté d'Annapolis, a-t-il été destitué de la charge de préposé aux engagements ou de toute autre fonction sous le contrôle du gouvernement?

2. Dans l'affirmative, quels sont les motifs de cette destitution, et qui l'a recommandée?

M. *Bourassa*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement, par le département des Travaux Publics, a-t-il dans le courant du mois d'octobre dernier, demandé des soumissions pour la construction de trois chaudières à vapeur devant servir au bassin de Lauzon, P.Q.?

2. Dans l'affirmative, quelle est la soumission accordée, en faveur de qui et pour quel montant?

3. Dans la négative, pourquoi les soumissions demandées ont-elles été retournées aux soumissionnaires avec leurs chèques donnés en garantie?

4. La construction de ces chaudières a-t-elle été accordée subséquemment à une personne ou compagnie de London, Ontario?

5. Si oui, quand des soumissions ont-elles été demandées, quel est le nom de chaque soumissionnaire, le prix de chaque soumission et à qui et pour quel montant la construction des dites chaudières a-t-elle été accordée?

M. *Boulay*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Quels montants ont été payés par le gouvernement fédéral pour la construction du Grand-Tronc-Pacifique et du pont de Québec avant le dix octobre 1911?

2. Quels montants ont été payés depuis pour les mêmes fins?

M. *Lanctôt*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. A-t-il été fait des réparations au bureau de poste de Saint-Lambert? Si oui, quelle était la nature de ces réparations?

2. Des soumissions ont-elles été demandées? Où bien, si l'ouvrage a été fait à la journée, par qui l'ouvrage a-t-il été fait?

3. Quel est le montant payé pour les dites réparations?

M. *Proulx*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. A qui le ministère des Travaux Publics a-t-il accordé le contrat pour la substructure du pont interprovincial projeté sur la rivière Ottawa entre Hawkesbury et Grenville?

2. Quel est le chiffre du contrat?

3. Quel est le temps déterminé par le contrat pour le parachèvement de cet ouvrage?

4. Le ministère a-t-il donné aux entrepreneurs, soit l'été, soit l'automne dernier, instruction de suspendre les travaux?

* M. *Maclean* (Halifax)—Jeudi prochain—ORDRE DE LA CHABBRE—Etat donnant les noms, adresses, articles, quantités, prix et coût estimatif total se rapportant aux articles de toute espèce achetés par le gouvernement du Canada à même le crédit de guerre de $50,000,000 jusqu'à date, qui ne sont pas énumérés dans les mémoires soumis par le ministère de la Milice et de la Défense sur ses opérations se rattachant à la guerre européenne de 1914-15 et déposés sur la table de la Chambre au cours de la présente session.

* M. *Macdonald*—Jeudi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous papiers, lettres, pétitions, rapports et autres documents concernant l'établissement d'une route postale rurale pour desservir les districts de Hodson et Toney-Mills, comté de Pictou.

* M. *Chisholm* (Inverness)—Jeudi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous bordereaux de paie dans le ministère des Travaux Publics indiquant les sommes dépensées pour les jetées du port de Mabou en 1912-13 et 1913-14, et pour la jetée de protection du dit port pour un des phares du dit port en 1912-13 et 1913-14.

Sir *Robert Borden*—Jeudi prochain—Comité général pour considérer la résolution suivante:—

Qu'une adresse soit présentée à Sa Très Excellente Majesté le Roi, dans les termes suivants:—

A SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI.

Très Gracieux Souverain:

Nous, les fidèles et loyaux sujets de Votre Majesté les Communes du Canada réunis en Parlement, approchons humblement de Votre Majesté la priant qu'il lui plaise gracieusement de consentir à soumettre au Parlement du Royaume-Uni une mesure ayant pour objet de modifier certaines dispositions de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, selon la teneur suivante ou autre au même effet:—

Acte à l'effet de modifier l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867.

Qu'il soit statué par Sa Très Excellente Majesté le Roi, par et avec l'avis et le consentement des Lords Spirituels et Temporels, et des Communes, assemblés en parlement, et par leur autorité comme suit:—

1. Nonobstant quoi que ce soit dans l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, ou dans tout acte l'amendant, ou dans tout décret du Conseil ou termes ou conditions d'union établis ou approuvés sous l'empire des dits actes ou de toute loi du Parlement du Canada.

(1) Le nombre de sénateurs stipulé dans l'article 21 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, est porté de soixante-douze à quatre-vingt-seize.

(2) Les divisions du Canada en corrélation avec la constitution du Sénat, telles que déterminées par l'article 22 du dit acte sont portées de trois à quatre. La quatrième division comprend les provinces de l'Ouest du Manitoba, de la Colombie-Britannique, de la Saskatchewan et de l'Alberta, lesquelles quatre divisions seront (subordonnément aux dispositions du dit acte et du présent acte) également représentées dans le Sénat,

comme suit: L'Ontario, par vingt-quatre sénateurs; le Québec par vingt-quatre sénateurs; les Provinces maritimes et l'Ile-du-Prince-Edouard, par vingt-quatre sénateurs, dont dix représentants de la Nouvelle-Ecosse, dix pour le Nouveau-Brunswick, et quatre pour l'Ile-du-Prince-Edouard; les provinces de l'Ouest, par vingt-quatre sénateurs, dont six pour le Manitoba, six pour la Colombie-Britannique, six pour la Saskatchewan, et six pour l'Alberta.

(3) Le nombre de personnes que, en vertu de l'article 26 du dit acte, le Gouverneur général peut, sous la direction du Roi, ajouter au Sénat, est porté de trois ou six à quatre ou huit, représentant également les quatre divisions du Canada.

(4) Dans le cas où une telle augmentation est décrétée à toute période que ce soit, le Gouverneur général n'appellera personne au Sénat, excepté en conformité d'une direction ultérieure du Roi basée sur une recommandation analogue, pour représenter l'une des quatre divisions jusqu'à ce que cette division soit représentée par vingt-quatre sénateurs, et non plus.

(5) Le nombre de sénateurs ne peut en aucun temps excéder cent quatre.

(6) La représentation dans le Sénat à laquelle, en vertu de l'article 147 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, Terre-Neuve aurait droit, si elle entre dans l'Union, est portée de quatre à six députés, et, advenant l'admission de Terre-Neuve dans l'Union, nonobstant toute disposition du dit acte, ou du présent acte, le nombre normal de sénateurs sera de cent deux, et le nombre maximum, de cent dix.

2. Est modifié l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, de 1867, en y ajoutant le paragraphe suivant immédiatement après l'article 51:—

(51 A). Nonobstant les dispositions du présent acte, une province aura toujours droit à un nombre de députés dans la Chambre des Communes qui ne sera pas inférieur au nombre des sénateurs représentant cette province.

Et nous prions humblement Votre Majesté de vouloir bien prendre notre demande en sa favorable et gracieuse considération.

AFFICHAGE DE BILL PRIVÉ

Le bill suivant a, ce 23 mars, été affiché comme devant être pris en considération par le comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes, jeudi, le 25 mars courant, ou après, savoir:—

Bill F (No 81) du Sénat, intitulé: "Loi concernant la *Edmonton, Dunvegan and British Columbia Railway Company*".

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle.	Comités.	Heure.
	Mercredi, 24 mars.	
100	Comptes publics	11 a.m.
101	Comité spécial *re* Chaussures fournies au ministère de la Milice et de la Défense	10.30 a.m.
121	Comité spécial *re* Lois électorales	2.30 p.m.
	Jeudi, 25 mars.	
211	Chemins de fer, Canaux et Télégraphes	10.30 a.m.
100	Bills Privés	10.30 a.m.

No 32.

OTTAWA, MARDI, 23 MARS 1915.

5e Session, 12e Parlement, 5 George V, 1915

PROCÈS - VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

OTTAWA
Imprimé par J. DE L. TACHÉ
Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi
1915

No 33.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SEANCE DU MERCREDI, 24 MARS 1915.

Onze heures a.m.

PRIÈRES.

Une pétition est déposée sur la Table.

Sir Robert Borden dépose sur la Table de la Chambre,—Copie certifiée d'un rapport du comité du Conseil privé, approuvé par Son Altesse Royale le Gouverneur général, concernant la question de procurer un secours adéquat sous forme de pension aux officiers et aux soldats devenus absolument ou partiellement invalides en service actif, ou aux personnes dépendant, pour leur soutien, de ces officiers et soldats qui seraient tués en service actif.

M. Casgrain présente,—Réponse à ordre du 22 février 1915,—Copie de toutes pétitions, correspondance, plaintes, et de tous rapports et documents concernant la destitution de Alfred H. Bonnyman, maître de poste à Mattatall-Lake, comté de Colchester, N.-E.

Aussi,—Réponse à adresse du 1er mars 1915,—Copie de tous documents, correspondance, plaintes, preuve, décisions et décrets du conseil au sujet de la destitution de John Thomas, maître de poste de Hammond's-Plains, comté de Halifax, N.-E.

M. Coderre présente,—Réponse supplémentaire additionnelle à adresse du 11 février 1915,—Copie de toute la correspondance relative à l'achat et au paiement, par le gouvernement, de deux sous-marins autorisés par le décret du conseil du 7 août 1914, et de tous autres décrets du conseil se rapportant au même sujet,—aussi, de tous rapports reçus par le gouvernement ou l'un ou l'autre de ses ministères touchant les dits sous-marins.

Sur motion de M. Coderre, il est ordonné,—Que les réponses supplémentaires déposées sur la Table de la Chambre depuis le douze mars courant, au sujet de l'achat de deux sous-marins autorisé par le décret du conseil du 7 août 1914, soient imprimées sans délai, et que la règle 74 soit suspendue à cet égard.

Sur motion de M. Sharpe (Lisgar), le Bill H (No 86) du Sénat, intitulé: "Loi concernant *The Grain Growers' Grain Company*",—est lu une première fois, et remis pour deuxième lecture à la prochaine séance de la Chambre.

L'ordre de la Chambre suivant est voté en vertu du paragraphe 4 de la règle 37:—

Par M. Hepburn:—Ordre de la Chambre,—Relevé faisant connaître:—

1. Combien de navires à vapeur ont été achetés par le gouvernement, depuis 1896 jusqu'au 15 octobre 1911;
2. Où ils ont été achetés, et de qui;
3. Quels sont les noms des navires et le prix payé;
4. Combien de navires à vapeur ont été achetés par le gouvernement depuis le 15 octobre 1911 jusqu'au 18 février 1915;
5. Où ils ont été achetés, et de qui;
6. Quels sont les noms des navires et le prix payé.

Les ordres de la Chambre qui suivent sont votés:—

Par M. Pardee, pour M. Maclean (Halifax):—Ordre de la Chambre,—Relevé faisant connaître les noms de toutes les personnes de qui ont été achetés des terrains ou propriétés pour des fins de droit de passage ou de stations en rapport avec l'embranchement de l'Intercolonial allant de Dartmouth à Dean-Settlement; la quantité de terrain ainsi acquise, et le prix versé,—depuis la date de la dernière réponse à ordre (No 128) déposée devant le Chambre à sa dernière session régulière.

Par M. Boulay:—Ordre de la Chambre,—Copie de toutes conventions ou de tous contrats faits par le gouvernement du Canada avec la Compagnie de télégraphie *Great North Western Telegraph Company,* en vertu desquels des appareils télégraphiques sont posés dans les tours ou phares du gouvernement fédéral, le long du Saint-Laurent.

La Chambre se forme de nouveau en comité général pour considérer certaines résolutions à l'effet d'approprier une somme n'excédant pas $100,000,000 aux fins de faire face à toutes dépenses qui pourraient être encourues pour certains services y mentionnés, par suite de l'état de guerre actuel.

(*En comité.*)

Les résolutions suivantes sont adoptées:—

1. Résolu,—Qu'il est expédient de prescrire qu'une somme n'excédant pas cent millions ($100,000,000) de piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer toutes dépenses qui pourront être faites par ou en vertu de l'autorité du Gouverneur en conseil pendant l'année expirant le 31 mars 1916, pour—

(*a*) la défense et la sécurité du Canada;

(*b*) la conduite des opérations navales ou militaires en Canada et au dehors;

(*c*) assurer la continuation des communications commerciales, industrielles et d'affaires, soit par voie d'assurance ou d'indemnité contre les risques de guerre ou autrement; et

(*d*) la mise à exécution de toutes mesures que le Gouverneur en conseil jugera nécessaires ou opportunes par suite de l'existence d'un état de guerre.

2. Résolu,—Que le Gouverneur en conseil soit autorisé à prélever, par voie d'emprunt temporaire ou autrement, toutes sommes d'argent qui seront requises pour effectuer tout paiement autorisé par toute loi basée sur les présentes résolutions.

3. Résolu,—Que le principal prélevé par voie d'emprunt sous le régime de la présente loi et de la Loi des crédits de guerre, 1914, et l'intérêt sur le dit principal seront imputables sur le Fonds du revenu consolidé.

Résolutions à rapporter.

Les dites résolutions sont rapportées, lues la seconde fois et agréées.

Sir Robert Borden présente alors un Bill (No 87) Loi à l'effet d'accorder à Sa Majesté de l'aide pour la défense militaire et navale,—lequel est lu une première fois, et remis pour deuxième lecture à la prochaine séance de la Chambre.

Le Bill (No 79) Loi autorisant certaines extensions de temps aux Compagnies d'assurance,—est lu une deuxième fois, délibéré en comité général, rapporté sans amendement, lu la troisième fois et adopté.

Le Bill (No 75) Loi portant modification du Tarif des Douanes, 1907,—est lu une deuxième fois, délibéré en comité général, rapporté sans amendement, lu la troisième fois et adopté.

Le Bill (No 76) Loi ayant pour objet de suppléer le revenu nécessaire pour faire face aux dépenses de guerre, est lu pour la seconde fois, délibéré en comité général, rapporté avec des amendements, délibéré tel qu'amendé, et remis pour troisième lecture, à la prochaine séance de la Chambre.

Un message est reçu du Sénat avec les bills suivants de Leurs Honneurs, auxquels le concours de cette Chambre est demandé:—

Bill L (No 88) intitulé: "Loi pour faire droit à Adam Clarke Anderson".
Bill M (No 89) intitulé: "Loi pour faire droit à Thomas Jefferson Moore".
Bill T (No 90) intitulé: "Loi pour faire droit à Alexander McIntyre".
Bill U (No 91) intitulé: "Loi pour faire droit à Violet Burnett Delmege".
Bill V (No 92) intitulé: "Loi pour faire droit à Alice Beckett".

Aussi,—Un message transmettant à cette Chambre la preuve faite devant le comité des Divorces, auquel ont été référées les pétitions de Adam Clarke Anderson, Thomas Jefferson Moore, Alexander McIntyre, Violet Burnett Delmege et Alice Beckett, en obtention de bills de divorce, ainsi que les documents produits devant le dit comité, avec demande de les retourner au Sénat.

Et aussi,—Un message adoptant le bill suivant avec des amendements, comme suit:—

Bill (No 29) Loi concernant la *Van Buren Bridge Company.*
Page 2, ligne 5.—Après le mot "compagnie", insérer les mots "qui sont".
Page 2, ligne 7.—Après le mot "lesdits", insérer les mots "actif, opérations, entreprise et".

La Chambre se forme en comité général pour considérer certaine résolution modifiant la Loi des Juges, chapitre 138 des Statuts Revisés, 1906.

(*En comité.*)

La résolution suivante est adoptée:—

Résolu,—Qu'il est expédient de modifier la Loi des Juges, chapitre 138 des Statuts Revisés, 1906, en pourvoyant au traitement d'un juge additionnel de la cour de comté de la province de la Colombie-Britannique, à $3,000 par année, et aux traitements de trois juges additionnels de la cour de district de la province de l'Alberta, à $3,000 chacun, par année.

Résolution à rapporter.

La dite résolution est rapportée, lue la seconde fois et agréée.

M. Doherty présente alors un Bill (No 93) Loi modifiant la Loi des Juges,—lequel est lu la première fois.—Seconde lecture, à la prochaine séance de la Chambre.

L'ordre portant que la Chambre se forme en comité des Subsides—étant lu;

M. White (Leeds) propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et la motion étant mise aux voix, elle est adoptée.

La Chambre, en conséquence, se forme de nouveau en comité des Subsides.

(*En comité.*)

Les résolutions suivantes sont adoptées:—

III.—GOUVERNEMENT CIVIL.

5	Ministère de la Milice et de la Défense—	
	Traitements	174,000 00
	Dépense casuelle	19,500 00

XIII.—MILICE ET DEFENSE.

81	Allocations de la milice active	130,000 00

Résolutions à rapporter.

Rapport à recevoir,—le comité devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre s'ajourne alors à 11.25 p.m., jusqu'à demain à 11 a.m.

THOMAS SIMPSON SPROULE,
Orateur.

AVIS DE MOTIONS

M. *Verville*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement sait-il que le 1er janvier 1915, s'il faut en croire la rumeur, la *Great North Western Telegraph Company* et la *Canadian Northern Telegraph Company* se sont fusionnées, et que les affaires de ces deux compagnies se font sous le nom de la *Great North Western Telegraph Company*?

2. Le gouvernement sait-il que l'on prétend que George C. Gorman et A. J. Warzel, deux employés de la *Great North Western Telegraph Company*, à son bureau de Montréal, ont été notifiés par un avis de quinze jours que, à compter du 25 mars courant, leurs services ne seraient plus requis?

3. Le ministre du Travail sait-il que ces hommes possèdent d'excellents certificats et comptent de nombreuses années de service, et que la décision de cette compagnie en la présente conjoncture, est contraire aux dispositions de la clause 5 de la décision rendue par le bureau de conciliation de 1911?

4. Le gouvernement, ou le département du Travail, se propose-t-il de prendre quelque mesure dans le but de rectifier la décision de la compagnie?

M. *Macdonald*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. William McNeil, autrefois du comté de Pictou, est-il employé par le ministère des Douanes? Dans l'affirmative, à quel titre?

2. Quelles sont ses fonctions et quand s'en acquitte-t-il?

3. Quel est son salaire?

M. *Douglas*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. T. R. E. McInnes est-il employé par le ministère du Commerce ou tout autre ministère du gouvernement?

2. Dans l'affirmative, quelles sont ses fonctions et quel est son salaire?

3. Depuis combien de temps est-il employé par le gouvernement?

M. *Marcil* (Bonaventure)—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Quel est le montant total de dragage exécuté par ou pour le ministère des Travaux Publics, à Ristigouche, Québec?

2. Quel a été le coût de ces travaux, par année?

3. Les travaux de dragage sont-ils complétés dans cette localité?

4. Quelqu'autres travaux ont-ils été exécutés par les Travaux Publics dans cette localité? Dans l'affirmative, quels sont-ils, et combien ont-ils coûté?

M. *Copp*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Des matériaux ont-ils été achetés par le gouvernement du Canada de la *Amherst Redstone Company*, depuis le 12 octobre 1911?

2. Dans l'affirmative, quel ministère a fait ces achats, quelle quantité a été achetée, quel prix a été payé, et où ces matériaux ont-ils été délivrés?

M. *Marcil* (Bonaventure)—Vendredi prochain—QUESTION—

1. M. E. A. Bouillon, de Paspébiac, Qué., est-il employé à quelque titre que ce soit par le ministère de la Marine et des Pêcheries, ou du Service de la marine, ou par tout autre ministère du gouvernement?

2. S'il en est ainsi, quelles sont ses fonctions, quel est son salaire, et depuis quand est-il ainsi employé?

M. *Tobin*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. F. W. R. Colcleugh a-t-il été nommé officier-rapporteur dans le collège électoral de Selkirk, province du Manitoba, lors des élections de 1911? S'il en est ainsi, par qui a-t-il été recommandé?

2. Le dit Colcleugh a-t-il été nommé à un emploi dans le ministère des Affaires des Sauvages depuis cette élection? Dans l'affirmative, quel est son emploi, quel est son salaire, et par qui a-t-il été recommandé?

3. Occupe-t-il encore ce poste, ou tout autre poste, au service du gouvernement fédéral?

* M. *Hughes* (King)—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Combien de soumissions ont été reçues par le ministère des Postes, au cours de l'année 1914, pour le transport de la malle entre Cardigan et Annandale, I.-P.-E.?

2. Quel était le chiffre de chaque soumission, et quels sont les noms des soumissionnaires?

3. Pourquoi la plus basse soumission, ou celle dont le chiffre était le plus rapproché de la plus basse, n'a-t-elle pas été acceptée?

4. A-t-on demandé au plus haut soumissionnaire de diminuer le chiffre de sa soumission? Dans l'affirmative, pourquoi?

M. *Bourassa*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Alexandre Blais, de la ville de Lévis, officier de douane à Bradore-Bay, a-t-il été démis de ses fonctions?

2. Dans l'affirmative, quand a-t-il été démis, pourquoi, à la demande de qui?

3. Quel était le salaire de Alexandre Blais?

4. Par qui Alexandre Blais a-t-il été remplacé?

5. Quel est le salaire de celui ou de ceux qui l'ont remplacé?

M. *Bourassa*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Alexandre Blais, de la ville de Lévis, a-t-il été démis de ses fonctions comme officier de pêcheries?

2. Dans l'affirmative, pourquoi a-t-il été démis, quand et à la demande de qui a-t-il été démis?

3. Quel était le salaire du dit Alexandre Blais?

4. Par qui le dit Alexandre Blais a-t-il été remplacé et quel est le salaire du ou de ses remplaçants?

M. *Rhodes*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Combien de routes postales rurales ont été établies dans le comté de Cumberland, N.-E.?

2. Quels sont leurs noms, la longueur de chacune, et la date à laquelle chaque route a été mise en opération?

M. *Sharpe* (Lisgar)—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Quelle a été en 1911 l'importation totale de moissonneuses-lieuses de 7 et 8 pieds des Etats-Unis au port de Winnipeg, et la valeur moyenne sur laquelle le droit le droit a été perçu?

2. Quel montant total de droits a été perçu sur ces machines, et le montant moyen par machine?

3. Quel a été le prix demandé par l'*International Harvester Company* pour les machines de 7 et 8 pieds aux Etats-Unis, telles que vendues aux marchands seulement, d'après la liste des prix pour 1911 et 1914?

4. Quelle a été en 1914 l'importation totale de moissonneuses-lieuses de 7 et 8 pieds des Etats-Unis au port de Winnipeg, et la valeur moyenne sur laquelle le droit a été perçu?

5. Sur quels prix la *John Deere Plow Company* a-t-elle payé les droits pour les machines de 7 et 8 pieds au port de Winnipeg en 1913?

6. Ces déclarations en douane ont-elles été faites à des prix inférieurs à la valeur marchande raisonnable des moissonneuses-lieuses, et en contravention aux lois de douanes?

7. Quel a été en 1913 le prix de vente de ces machines telles que vendues aux marchands seulement aux Etats-Unis?

8. Quel a été en 1913 le prix de vente des machines de 7 et 8 pieds fabriquées par d'autres manufacturiers, telles que vendues à des marchands seulement dans les Etats-Unis?

* M. *McCraney*—Vendredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de la convention intervenue entre la Compagnie de chemin de fer et de vapeurs de la Qu'Appelle, du Lac Long et de la Saskatchewan, et la Compagnie canadienne de terres de la Saskatchewan concernant certaines terres mentionnées dans le Statut 50-51 Vic., chap. 23, article 2.

* M. *Sharpe* (Ontario)—Vendredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de toutes lettres, pétitions, résolutions ou autres documents demandant au gouvernement de prendre des mesures pour modifier le Sénat afin de le mettre en harmonie avec les principes du gouvernement populaire.

Sir *Robert Borden*—Vendredi prochain—Proposera,—Que la recommandation de Son Honneur l'Orateur déposée sur la Table de la Chambre le 23 courant, concernant la nomination de M. Robert P. King à la charge de greffier en chef du Journal, des Procès-Verbaux et du feuilleton des Ordres (section anglaise) soit adoptée.

M. *Proulx*—Vendredi prochain—BILL intitulé: "Loi modifiant la Loi des Elections fédérales".

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle.	Comités.	Heure.
	Jeudi, 25 mars.	
211	Chemins de fer, Canaux et Télégraphes	10.30 a.m.
100	Bills Privés	10.30 a.m.
101	Comité spécial *re* Chaussures fournies au ministère de la Milice et de la Défense	10.30 a.m.
100	Comptes publics	11 a.m.
121	Comité spécial *re* Lois électorales	3.30 p.m.

No 33.

OTTAWA, MERCREDI, 24 MARS 1915.

5e Session, 12e Parlement, 5 George V, 1915

PROCÈS-VERBAUX
DE LA
CHAMBRE DES COMMUNES

OTTAWA
Imprimé par J. DE L. TACHÉ
Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi
1915

No 34.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SEANCE DU JEUDI, 25 MARS 1915.

Onze heures a.m.

PRIÈRES.

Le greffier de la Chambre dépose sur la Table le rapport du commis des pétitions sur la pétition présentée le 24 du mois courant, laquelle est lue et reçue, et se lit comme suit:—

De Joseph Webster, de London, et autres, de la province de l'Ontario; demandant à la Chambre d'édicter sans délai une mesure législative prohibant, tant que la guerre actuelle va durer, l'exportation de tout minerai de nickel, de matte de nickel, de nickel ferrugineux, de nickel oxydé, ou de tout alliage dans lequel entrera du nickel.

M. Lancaster, du comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes, présente le dixième rapport du dit comité, lequel est comme suit:—

Votre comité a fait l'étude du Bill F (No 81) du Sénat, intitulé: "Loi concernant l'*Edmonton, Dunvegan and British Columbia Railway Company*", qu'il rapporte sans amendement.

Votre comité a aussi considéré l'amendement fait par le Sénat au Bill (No 36) Loi constituant en corporation la *Northern Pacific and British Columbia Railway Company*, et il recommande que l'amendement soit agréé.

Les promoteurs du Bill (No 11) Loi concernant *The Hudson Bay, Peace River and Pacific Railway Company*, et à l'effet de changer son nom en celui de *Winnipeg and*

Hudson Bay Railway Company,—ayant signifié leur intention de ne prendre aucune action ultérieure au sujet de ce bill au cours de la présente session, votre comité recommande que le dit bill soit retiré, et que les honoraires versés par rapport à ce bill soient remboursés, moins le coût de l'impression et de la traduction.

Vu la période avancée de la session, votre comité recommande que la règle 28A, l'alinéa *a* du paragraphe 3 de la règle 89, le paragraphe 1 de la règle 103 et les règles 114 et 115 se rapportant aux bills privés—soient suspendus durant le reste de la présente session.

M. Sexsmith, du comité de l'Agriculture et de la Colonisation, présente le premier rapport du dit comité, lequel est comme suit:—

Votre comité ayant entendu certains témoignages au sujet des engrais et fertilisants les soumet, avec le présent rapport, à la Chambre pour son information, et recommande qu'ils soient imprimés comme appendice du Journal, et que la règle 74 soit suspendue à cet égard.

(*Pour les témoignages accompagnant ce rapport, voir appendice du Journal, No 2.*)

M. Sharpe (Ontario), du comité des Bills Privés, présente le troisième rapport du dit comité, lequel est comme suit:—

Votre comité a étudié les bills suivants qu'il rapporte sans amendement, savoir:—

Bill C (No 72) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à William Ewart New".

Bill D (No 73) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Helene Suzette Baxter Douglas".

Votre comité recommande que, vu la période avancée de la session, les règles suivantes se rapportant aux bills privés soient suspendues pour le reste de la session, savoir: Règle 28A, paragraphe 3 (*a*) de 89, paragraphe (1) de 103 et les règles 114 et 115.

Sur motion de M. Sharpe (Ontario), il est orodnné,—Que, en conformité de la recommandation contenue dans le premier rapport du comité des Bills Privés, les honoraires et droits versés par rapport au Bill (No 15) concernant certains brevets de Duncan Donald McBean,—soient remboursés, moins le coût de l'impression et de la traduction.

Sur motion de M. Lancaster, il est ordonné,—Que le Bill (No 11) Loi concernant *The Hudson Bay, Peace River and Pacific Railway Company*, et à l'effet de changer son nom en celui de *Winnipeg and Hudson Bay Railway Company*,—soit retiré, et que les honoraires versés par rapport à ce bill soient remboursés, moins le coût de l'impression et de la traduction, en conformité de la recommandation contenue dans le dixième rapport du comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.

Les bills suivants du Sénat sont lus pour la première fois et remis, pour seconde lecture, à la prochaine séance de la Chambre:—

Bill L (No 88) intitulé: "Loi pour faire droit à Adam Clarke Anderson".—M. *Wallace*.

Bill M (No 89) intitulé: "Loi pour faire droit à Thomas Jefferson Moore".—M. *Martin* (Régina).

Bill T (No 90) intitulé: "Loi pour faire droit à Alexander McIntyre".—M. *Bristol*.

Bill U (No 91) intitulé: "Loi pour faire droit à Violet Burnett Delmege".—M. *Brabazon*.

Bill V (No 92) intitulé: "Loi pour faire droit à Alice Beckett'.—M. *Clark* (Red-Deer).

Les ordres de la Chambre qui suivent sont votés, savoir:—

Par M. Pardee, pour M. Maclean (Halifax):—Ordre de la Chambre,—Etat donnant les noms, adresses, articles, quantités, prix et coût estimatif total se rapportant aux articles de toute espèce achetés par le gouvernement du Canada à même le crédit de guerre de $50,000,000 jusqu'à date, qui ne sont pas énumérés dans les mémoires soumis par le ministère de la Milice et de la Défense sur ses opérations se rattachant à la guerre européenne de 1914-15 et déposés sur la table de la Chambre au cours de la présente session.

Par M. Pardee, pour M. Macdonald:—Ordre de la Chambre,—Copie de tous papiers, lettres, pétitions, rapports et autres documents concernant l'établissement d'une route postale rurale pour desservir les districts de Hodson et Toney-Mills, comté de Pictou.

Par M. Pardee, pour M. Chisholm (Inverness):—Ordre de la Chambre,—Copie de tous bordereaux de paie dans le ministère des Travaux Publics indiquant les sommes dépensées pour les jetées du port de Mabou en 1912-13 et 1913-14, et pour la jetée de protection du dit port pour un des phares du dit port en 1912-13 et 1913-14.

M. Cochrane propose,—Que la Chambre se forme en comité général, demain, pour considérer la résolution suivante:—

Qu'il est expédient de prescrire comme suit:—

1. Qu'il est expédient de décréter que le ministre des Chemins de fer et Canaux peut, subordonnément à l'autorité du Gouverneur en conseil, construire, acheter, prendre à bail ou autrement acquérir, en tout ou en partie, tout chemin de fer, pont de chemin de fer, gares de chemin de fer, accommodations de têtes de lignes de chemins de fer, bacs traversiers de chemins de fer ou autres ouvrages de voies ferrées dans les provinces de Québec, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Ecosse et de l'Ile-du-Prince-Edouard; pourvu qu'une copie de tout tel bail ou marché soit soumise au Parlement; pourvu de plus qu'aucune voie ferrée ainsi louée, achetée ou autrement acquise n'excède deux cents milles en longueuur, et pourvu également qu'aucun contrat pour la construction d'une voie ferrée ayant plus de vingt-cinq milles de longueur ne soit adjugé avant qu'une somme d'argent pour cette fin ait été votée par le Parlement; pourvu toujours que toute telle voie ferrée ou autre ouvrage construits, loués ou achetés, comme ci-dessus énoncé, forme partie du réseau des chemins de fer de l'Etat; et pourvu qu'aucune telle voie ferrée ne soit construite, louée ou autrement acquise, tel qu'énoncé ci-dessus, à moins qu'elle ne se raccorde directement avec quelque partie du réseau alors en existence des chemins de fer de l'Etat.

2. Qu'il est expédient de ratifier et confirmer une convention datée le premier jour d'août 1914, entre la Compagnie du chemin de fer International du Nouveau-Brunswick, Thomas Malcolm, entrepreneur de chemin de fer, et Sa Majesté le Roi, pour la vente à Sa Majesté du chemin de fer et de toute l'entreprise de la dite compagnie, s'étendant de Campbellton à la tête de la Baie des Chaleurs, à Saint-Leonard, sur la rivière Saint-Jean, soit une distance d'environ cent douze milles, moyennant la somme de deux millions sept cent mille dollars, payable en aucun temps dans le cours de cinq années à compter de la date de la dite convention;—et de décréter que, en attendant que le prix d'achat soit soldé, Sa Majesté peut louer de la dite compagnie, pour une période n'excédant pas cinq années à compter de la date de la dite convention, les dits chemins de fer et entreprise à raison d'un loyer de quatre-vingt-dix mille dollars par année, payable en deux versements semi-annuels égaux, dont le premier sera fait à la compagnie le premier jour de février 1915; et de décréter que le prix d'achat et le loyer payables par Sa Majesté peuvent être soldés à même le Fonds du revenu consolidé du Canada.

3. Qu'il est expédient de ratifier et confirmer un marché, daté le dix-huitième jour de mars 1915, conclu entre Sa Majesté le Roi et la Compagnie du chemin de fer du Nouveau-Brunswick et de l'Ile-du-Prince-Edouard, pour la vente à Sa Majesté de

tout le chemin de fer et entreprise de la dite compagnie, y compris la ligne mère du chemin de fer de la compagnie s'étendant de Sackville, dans la province du Nouveau-Brunswick, au cap Tormentine, dans la dite province, soit une distance d'environ trente-six milles, moyennant la somme de deux cent soixante-dix mille dollars; et de décréter que, jusqu'à ce que le prix d'achat soit soldé, Sa Majesté paiera à la compagnie un intérêt sur le dit prix d'achat au taux de 4 pour 100 par année à compter du premier jour d'août 1914, le premier paiement de l'intérêt susdit à être fait le premier jour d'août 1915, et, subséquemment, le premier jour d'août de chaque année; et de prescrire que le prix d'achat et l'intérêt payables par Sa Majesté peuvent être soldés à même le Fonds du revenu consolidé du Canada.

M. Cochrane informe alors la Chambre que Son Altesse Royale le Gouverneur général ayant été mis au fait de l'objet de la dite résolution, la recommande à la Chambre.

Ordonné, que la Chambre se forme en comité général, demain, pour prendre en considération la dite résolution.

La Chambre se forme en comité général pour considérer une certaine résolution *re* la présentation d'une adresse à Sa Très Excellente Majesté le Roi.

(*En comité.*)

La résolution suivante est adoptée:—

Résolu,—Qu'une adresse soit présentée à Sa Très Excellente Majesté le Roi, dans les termes suivants:—

A Sa Très Excellente Majesté le Roi.

Très Gracieux Souverain:

Nous, les fidèles et loyaux sujets de Votre Majesté les Communes du Canada réunis en Parlement, approchons humblement de Votre Majesté la priant qu'il lui plaise gracieusement de consentir à soumettre au Parlement du Royaume-Uni une mesure ayant pour objet de modifier certaines dispositions de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, selon la teneur suivante ou autre au même effet:—

Acte à l'effet de modifier l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867.

Qu'il soit statué par Sa Très Excellente Majesté le Roi, par et avec l'avis et le consentement des Lords Spirituels et Temporels, et des Communes, assemblés en parlement, et par leur autorité comme suit:—

1. Nonobstant quoi que ce soit dans l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, ou dans tout acte l'amendant, ou dans tout décret du Conseil ou termes ou conditions d'union établis ou approuvés sous l'empire des dits actes ou de toute loi du Parlement du Canada.

(1) Le nombre de sénateurs stipulé dans l'article 21 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, est porté de soixante-douze à quatre-vingt-seize.

(2) Les divisions du Canada en corrélation avec la constitution du Sénat, telles que déterminées par l'article 22 du dit acte sont portées de trois à quatre. La quatrième division comprend les provinces de l'Ouest du Manitoba, de la Colombie-Britannique, de la Saskatchewan et de l'Alberta, lesquelles quatre divisions seront (subordonnément aux dispositions du dit acte et du présent acte) également représentées dans le Sénat, comme suit: L'Ontario, par vingt-quatre sénateurs; le Québec par vingt-quatre sénateurs; les Provinces maritimes et l'Ile-du-Prince-Edouard, par vingt-quatre sénateurs, dont dix représentants de la Nouvelle-Ecosse, dix pour le Nouveau-Brunswick, et quatre pour l'Ile-du-Prince-Edouard; les provinces de l'Ouest, par vingt-quatre sénateurs, dont six pour le Manitoba, six pour la Colombie-Britannique, six pour la Saskatchewan, et six pour l'Alberta.

(3) Le nombre de personnes que, en vertu de l'article 26 du dit acte, le Gouverneur général peut, sous la direction du Roi, ajouter au Sénat, est porté de trois ou six à quatre ou huit, représentant également les quatre divisions du Canada.

(4) Dans le cas où une telle augmentation est décrétée à toute période que ce soit, le Gouverneur général n'appellera personne au Sénat, excepté en conformité d'une direction ultérieure du Roi basée sur une recommandation analogue, pour représenter l'une des quatre divisions jusqu'à ce que cette division soit représentée par vingt-quatre sénateurs, et non plus.

(5) Le nombre de sénateurs ne peut en aucun temps excéder cent quatre.

(6) La représentation dans le Sénat à laquelle, en vertu de l'article 147 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, Terre-Neuve aurait droit, si elle entre dans l'Union, est portée de quatre à six députés, et, advenant l'admission de Terre-Neuve dans l'Union, nonobstant toute disposition du dit acte, ou du présent acte, le nombre normal de sénateurs sera de cent deux, et le nombre maximum, de cent dix.

2. Est modifié l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, de 1867, en y ajoutant le paragraphe suivant immédiatement après l'article 51:—

(51 A). Nonobstant les dispositions du présent acte, une province aura toujours droit à un nombre de députés dans la Chambre des Communes qui ne sera pas inférieur au nombre des sénateurs représentant cette province.

Et nous prions humblement Votre Majesté de vouloir bien prendre notre demande en sa favorable et gracieuse considération.

Résolution à rapporter.

La dite résolution est rapportée, lue la seconde fois et agréée.

Sur motion de M. Borden, il est résolu,—Qu'un message soit envoyé au Sénat pour informer Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté une adresse à Sa Très Excellente Majesté le Roi, priant qu'il lui plaise gracieusement de faire soumettre une mesure au Parlement du Royaume-Uni ayant pour objet de modifier certaines dispositions de l'" Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867 ", selon la teneur y énoncée,—et priant Leurs Honneurs de s'unir à cette Chambre au sujet de la dite adresse en remplissant le blanc avec les mots " Sénat et ".

Un message est reçu du Sénat, adoptant les bills suivants sans amendement, savoir:—

Bill (No 43) Loi concernant la compagnie dite *The Huron and Erie Loan and Savings Company*, et à l'effet de changer son nom en celui de *The Huron and Erie Mortgage Corporation*.

Bill (No 58) Loi concernant *The Casualty Company of Canada*.

Bill (No 62) Loi concernant *The Bank of Alberta*.

Bill (No 69) Loi constituant en corporation La *Colonial Bank (Canada)*.

Bill (No 70) Loi constituant en corporation l'*Alberta Permanent Trust Company*.

La Chambre se forme de nouveau en comité des Subsides.

(*En comité.*)

Les résolutions suivantes sont adoptées:—

II.—GOUVERNEMENT CIVIL.

18 Ministère des Chemins de fer et Canaux—	
Traitements, y compris ingénieur en chef à $5,000; secrétaire légiste à $4,000; Janet Garvie à $900	175,662 50
Dépenses casuelles	28,000 00

XIII.—MILICE ET DEFENSE.

82	Services des cadets	100,000 00
83	Dépenses contingentes	59,000 00
84	Droits de douane	125,000 00
85	Bibliothèque départementale	1,000 00
86	Arsenal fédéral	300,000 00
87	Services des ingénieurs et travaux	1,050,000 00
88	Subventions aux associations et fanfares	83,000 00
89	Quartiers généraux, états-majors de division et district	205,500 00
90	Entretien des dépendances militaires	160,000 00
91	Gendarmerie active	2,500,000 00
92	Impressions et papeterie	70,000 00
93	Collège militaire Royal	160,000 00
94	Appointements et gages	235,000 00
95	Ecoles d'instruction	140,000 00
96	Arpentages	40,000 00

Résolutions à rapporter.

Rapport à recevoir,—le comité devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre s'ajourne alors à 11.15 p.m., jusqu'à demain à 11 a.m.

THOMAS SIMPSON SPROULE,
Orateur.

AVIS DE MOTIONS

M. *Proulx*—Samedi prochain—QUESTION—

1. Le ministère de la Milice et de la Défense a-t-il acheté des nécessaires à ouvrage pour les soldats, de M. Stewart McClaneghan ou de la compagnie des Deux Macs, à Ottawa? Dans l'affirmative, quel nombre et à quel prix?

2. Le ministère de la Milice et de la Défense a-t-il acheté des nécessaires à ouvrage pour les soldats de quelqu'autres personnes à Ottawa? Dans l'affirmative, de qui, quel est le prix payé et quel nombre a été acheté?

M. *Verville*—Samedi prochain—QUESTION—

1. Arthur Lesieur est-il encore employé par le ministère des Travaux Publics à Montréal?

2. S'il en est ainsi, quelle somme lui a-t-elle été payée pour janvier 1914?

3. Quelle somme lui a été payée pour janvier 1915?

M. *Verville*—Samedi prochain—QUESTION—

1. Louis Bédard est-il encore employé par le ministère des Travaux Publics à Montréal?

Dans la négative, quand a-t-il été destitué ou a-t-il donné sa démission?

3. A-t-il été remplacé? Dans l'affirmative, par qui et qui a recommandé son successeur?

M. *Sinclair*—Samedi prochain—QUESTION—

1. Un nouveau règlement a-t-il été établi par lequel il soit permis aux vaisseaux pêcheurs américains de vendre et réexpédier leur cargaison dans les ports de la Colombie-Britannique?

2. S'il en est ainsi, quand ce règlement a-t-il été mis en vigueur?

3. Ce règlement s'applique-t-il aux vaisseaux mus en tout ou en partie par la gazoline ou la vapeur?

4. Ce règlement s'applique-t-il à la côte orientale du Canada?

M. *Maclean* (Halifax)—Samedi prochain—QUESTION—Un décret du conseil a-t-il été porté permettant aux vaisseaux pêcheurs américains d'acheter de la boïtte et des provisions, et de débarquer, pour réexpédition, leur cargaison, au port de Prince-Rupert, C.-B., ou à d'autres ports de la côte du Pacifique, en payant un honoraire de permis d'un chiffre moins élevé que celui qui est payé dans des circonstances analogues, sur la côte de l'Atlantique?

M. *McKenzie*—Samedi prochain—QUESTION—

1. Combien de pièces ou bâtisses ont été louées pour fins d'entrepôts de vérification, par le ministère des Douanes, dans le comté de Cap-Breton-Nord et Victoria?

2. De qui ces pièces, etc., ont-elles été louées, pour combien de temps et à quel prix de location?

M. *Verville*—Samedi prochain—QUESTION—

1. Combien a coûté la construction de *Caisse* en aval de la paroisse de Contrecœur, comté de Chambly-Verchères, Québec?

2. Quel a été le coût du pont à ce même endroit?

3. Des soumissions ont-elles été demandées pour ces travaux?

4. Dans l'affirmative, quels étaient les soumissionnaires?
5. Quel était le montant mentionné dans chaque soumission?
6. Qui a exécuté les travaux?
7. Quel en a été le surintendant?
8. A qui a été payé le coût de ces travaux?
9. Par qui les comptes ont-ils été vérifiés?
10. Sous le régime de quelle loi ces travaux ont-ils été faits?
11. La municipalité de la paroisse de Contrecœur a-t-elle contribuer ou avancer un montant pour ces travaux? Dans l'affirmative, quel montant?

M. *Lanctôt*—Samedi prochain—QUESTION—
1. Quel est le nombre des chars privés pour le gouvernement?
2. Quel est le nombre d'employés pour les dits chars?
3. Quel est le nombre de voyages en chars privés par chaque ministre du gouvernement depuis que le présent ministère est au pouvoir?
4. Ces chars privés sont-ils à la disposition des femmes des ministres; parents, amis, etc.?
5. L'ancien ministre des Postes, L. P. Pelletier a-t-il employé un char privé du gouvernement pour son voyage en bas de Québec, l'été dernier, avec plusieurs membres de sa famille?
6. Si tel est le cas, quel est le coût de la dépense pour les dits voyages de l'ancien ministre des Postes, depuis 1911, avec les parents ou amis de ce dernier?

M. *Demers*—Samedi prochain—QUESTION—
1. Le département des Travaux Publics a-t-il accordé dernièrement un contrat pour la fourniture des meubles ou installations intérieures pour la station postale "A" de Montréal?
2. Des soumissions avaient-elles été demandées pour ce contrat?
3. Quels étaient les soummissionnaires et quel était le montant de leurs soumissions respectives?
4. A qui le contrat a-t-il été accordé et à quel prix?

M. *Gauvreau*—Samedi prochain—QUESTION—
1. M. P. A. Mousseau, qui a été employé comme surveillant des travaux de construction du bureau de poste de Louiseville, avait-il auparavant occupé une position quelconque dans un département ou sous l'autorité du gouvernement?
2. Si oui, quelle était cette position?
3. Quel montant total a-t-il retiré comme surveillant de la construction du dit bureau de poste de Louiseville?

M. *Sharpe* (Ontario)—Samedi prochain—QUESTION—Quel est la somme totale approximative versée ou souscrite par les provinces et les cités au Fonds patriotique Canadien, et ses ramifications, y compris les associations qui n'y sont pas affiliées, mais qui ont le même but que le Fonds patriotique canadien?

* M. *Sharpe* (Ontario)—Samedi prochain—QUESTION—
1. La résolution suivante a-t-elle été adoptée par le comité des Comptes Publics en mai 1910, savoir:—

"Proposé par M. Sharpe, secondé par M. Carvell,—Qu'attendu que la dépense du gouvernement pendant l'année dernière, pour l'éclairage des édifices *Woods* et *Canadian*, s'est élevée à $9,465.91, payée à l'*Imperial Realty Company*, compagnie qui n'est pas une compagnie électrique; et attendu que la ville d'Ottawa a une cédule étalon de prix par laquelle l'éclairage ne coûterait de $5,500 ou moins, effectuant par conséquent une économie au pays de $4,425.91 ou plus; en conséquence, ce comité désire insister auprès du ministre des Travaux Publics et du gouvernement et l'induire à canceller le présent arrangement, et à recouvrer le surplus injustement payé à

l'*Imperial Realty Company*, et à donner à la ville d'Ottawa, ou à quelqu'autre compagnie, ce même contrat d'éclairage à un taux moins élevé; et qu'une copie de cette résolution soit transmise au ministre des Travaux Publics".

2. Dans l'affirmative, le gouvernement a-t-il pris des mesures pour recouvrer les deniers mentionnés comme ayant été injustement payés à l'*Imperial Realty Company*?

* M. *Chisholm* (Inverness)—Samedi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous papiers, documents, télégrammes, pétitions et correspondance en la possession du ministère de la Marine et des Pêcheries, ayant trait en quelque manière aux accusations portées contre Alexander McDonald, gardien des pêcheries à Seaside, comté d'Inverness, N.-E.

* M. *Bourassa*—Samedi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copies de tous documents, lettres, télégrammes, rapports, etc., se rapportant à la réclamation de Télesphore Paradis, de la ville de Lévis, et résultant de l'incendie de ses quais et moulins qui aurait été allumée par une locomotive de l'Intercolonial.

* M. *Bourassa*—Samedi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copies de tous documents, lettres, télégrammes, rapports, etc., se rapportant à la démission de Alexandre Blais, de la ville de Lévis, comme officier de douane à Bradore-Bay, et à la nomination de son ou ses successeurs.

* M. *Bourassa*—Samedi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copies de tous documents, lettres, télégrammes, rapports, etc., se rapportant à la démission de Alexandre Blais, de la ville de Lévis, comme officier de pêcheries, et à la nomination de son ou de ses successeurs.

M. *Burnham*—Samedi prochain—RÉSOLUTION—Que cette Chambre croit qu'il est désirable d'établir un *modus referendi* par lequel les cultivateurs du Canada seraient consultés chaque fois qu'il est proposé d'employer l'argent des cultivateurs d'une partie du Canada pour venir en aide aux cultivateurs de toute autre partie du pays.

M. *Sharpe* (Ontario)—Samedi prochain—Proposera,—Que la règle 28*a*, l'alinéa *a* du paragraphe 3 de la règle 89, le paragraphe 1 de la règle 103, et les règles 114 et 115, se rapportant aux bills privés, soient suspendus durant le reste de cette session, en conformité de la recommandation contenue dans le troisième rapport du comité des Bills Privés.

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle.	Comités.	Heure.
	Vendredi, 26 mars.	
101	Comité spécial *re* Chaussures fournies au ministère de la Milice et de la Défense	10.30 a.m.
100	Comptes publics	11 a.m.
121	Comité spécial *re* Lois électorales	3.15 p.m.
105	Comité des Impressions	10.30 a.m.

No 34.

OTTAWA, JEUDI, 25 MARS 1915.

5e Session, 12e Parlement, 5 George V, 1915

PROCÈS-VERBAUX
DE LA
CHAMBRE DES COMMUNES

OTTAWA
Imprimé par J. de L. Taché
Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi
1915

No 35.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SEANCE DU VENDREDI, 26 MARS 1915.

PRIÈRES. *Onze heures a.m.*

M. Morphy, pour M. Middlebro, du comité des Comptes Publics, présente le troisième rapport du dit comité, lequel est comme suit:—

Votre comité désire soumettre à la Chambre les témoignages entendus touchant le contrat de fourniture d'articles achetés de M. E. Powell, et il déclare que, à son sens, les contrats passés à ce sujet ne semblent pas avoir été rédigés de manière à protéger pleinement l'intérêt public.

En conséquence, votre comité recommande que les témoignages entendus et tous les documents qui s'y rapportent soient référés par la Chambre au ministère de la Justice en vue de faire une enquête plus fouillée, s'il est nécessaire, dans le but d'opérer la rentrée de toute somme payée en excès du chiffre légitime, de retenir toute somme réclamée et non encore acquittée, et de prendre toute mesure ultérieure qui serait légitimée par les faits.

Et votre comité transmet en même temps les témoignages entendus et tous les documents qui lui ont été soumis, se rapportant au marché conclu avec M. E. Powell.

(*Pour les témoignages, etc., accompagnant ce rapport, voir appendice du Journal, No 3.*)

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur la Table le douzième rapport de l'examinateur des pétitions, lequel se lit comme suit:—

En conformité de la règle 96, article 2, l'examinateur des pétitions pour bills privés a l'honneur de présenter ce qui suit comme son douzième rapport:—

Votre examinateur a dûment examiné les pétitions suivantes pour bills privés, et constate que toutes les exigences de la règle 21 ont été remplies, savoir:—

De *John Millen and Son, Limited;* pour une loi autorisant le commissaire des brevets à recevoir les honoraires pour les deuxième et troisième termes du brevet No 114,110, améliorations dans les roues de trolley.

De la *Canadian Provident Insurance Company;* pour une loi prolongeant le délai pendant lequel elle pourra obtenir son permis de transiger des affaires, en vertu des dispositions de la Loi des Assurances, 1910.

De Thomas Smith et autres, membres du Grand Conseil de l'Association catholique de Bienfaisance mutuelle du Canada; pour une loi prescrivant la convocation d'une convention des membres de la dite association.

Sur motion de Sir Robert Borden, il est résolu,—Que la recommandation de Son Honneur l'Orateur, déposée sur la Table de la Chambre le 23 du mois courant, relativement à la nomination de M. Robert P. King au poste de greffier en chef des Journaux, Procès-Verbaux et Ordres (section anglaise)—soit ratifiée.

Sur motion de M. Lancaster, il est résolu,—Que, vu la période avancée de la session, la règle 28A, l'alinéa (*a*) du paragraphe 3 de la règle 89, le paragraphe 1 de la règle 103 et les règles 114 et 115 se rapportant aux bills privés—soient suspendus pour le reste de la session, en conformité de la recommandation contenue dans le dixième rapport du comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.

M. Coderre présente,—Réponse à ordre du 8 mars 1915,—Etat indiquant,—

1. Combien de firmes ou de particuliers ont reçu du gouvernement ou de quelqu'un des ministères des commandes pour des selles, depuis le 1er juillet 1914;
2. Quels sont les noms de ces firmes;
3. Combien de selles ont été commandées à chaque firme;
4. Combien de selles ont été livrées par chaque firme jusqu'à date;
5. Combien de selles chaque firme a encore à livrer;
6. Quel prix chaque firme reçoit pour ces selles.

M. Proulx présente un Bill (No 94) Loi modifiant la Loi des Elections fédérales,—lequel est lu une première fois et remis pour deuxième lecture à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre se forme en comité général pour considérer une certaine résolution à l'effet de confirmer certains décrets du conseil au sujet des avances faites à la *Canadian Northern Railway Company* et à la *Grand Trunk Pacific Railway Company.*

(*En comité.*)

La résolution suivante est adoptée:—

ATTENDU que, pour les fins énoncées dans les décrets du conseil (No 2325) du 5 septembre 1914, (No 2450) du 26 septembre 1914, (No 2670) du 24 octobre 1914, (No 2921) du 20 novembre 1914, et (No 3170) du 16 décembre 1914, et en conformité de ces décrets, des avances jusqu'à concurrence d'une somme de dix millions ($10,000,000) de dollars sous forme d'une émission de billets du Dominion, ont été faites à la Compagnie du chemin de fer *Canadian Northern* contre un nantissemeent par la compagnie de ses valeurs garanties émises en vertu des dispositions de la Loi de garantie du

chemin de fer *Canadian Northern,* 1914, en plaçant les sommes ainsi avancées au crédit du ministre des Finances pour pouvoir opérer des paiements sous l'empire des dispositions de l'acte fiduciaire garantissant l'émission de ces garanties;

ATTENDU que, pour les fins énoncées dans les décrets du conseil (No 2326) du 5 septembre 1914, (No 2451) du 26 septembre 1914, (No 2671) du 24 octobre 1914, et (No 2922) du 20 novembre 1914, et en conformité de ces décrets, des avances jusqu'à concurrence d'une somme de six millions ($6,000,000) de dollars sous forme d'une émission de billets du Dominion ont été faites à la Compagnie du chemin de fer *Grand Trunk Pacific* contre un nantissement par la compagnie de ses valeurs garanties émises en vertu des dispositions de la Loi de garantie du *Grand Trunk Pacific,* 1914, en plaçant les sommes ainsi avancées au crédit du ministre des Finances pour pouvoir opérer des paiements sous l'empire des dispositions de l'acte fiduciaire garantissant l'émission de ces garanties;

ATTENDU que, sous l'empire d'un décret du conseil (No 2750) du 2 novembre 1914, une émission de billets du Dominion jusqu'à concurrence d'une somme de dix millions ($10,000,000) de dollars a été faite, aux fins de pouvoir solder certaines obligations du Canada au fur et à mesure de leurs échéances;

ATTENDU que, en ce qui concerne la plus forte partie de ces émissions de billets du Dominion, la garantie telle que requise par l'article 5 de la Loi des billets du Dominion n'a pas été tenue;

ET ATTENDU qu'il est opportun, en ce qui concerne ces émissions et ces avances et l'acceptation de garanties et les conventions intervenues quant aux remboursements de ces avances, qu'elles soient toutes et chacune d'elles ratifiées;

QU'IL SOIT EN CONSÉQUENCE RÉSOLU, qu'il est opportun de décréter que les émissions de billets du Dominion, et les avances faites en vertu des décrets du conseil cités dans le préambule de cette résolution et les mesures et choses accomplies en conformité des dits décrets du conseil sont ratifiées et censées avoir été dûment autorisées.

Résolution à rapporter.

La dite résolution est rapportée, lue la seconde fois, et agréée.

M. White (Leeds) présente alors un Bill (No 95) Loi concernant certaines émissions de billets du Dominion,—lequel est lu une première fois, et remis pour deuxième lecture à la prochaine séance de la Chambre.

Un message est reçu du Sénat avec les bills suivants de Leurs Honneurs auxquels le concours de cette Chambre est demandé:—

Bill E (No 96) du Sénat, intitulé: "Loi concernant la *Premier Trust Company*".

Bill O (No 97) du Sénat, intitulé: Loi concernant la *North West Life Assurance Company.*".

Bill P (No 98) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Austin McPhail Bothwell".

Bill Q (No 99) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Agnès Gravelle".

Bill R (No 100) du Sénat, intitulé: Loi pour faire droit à Clara Elizabeth Darnell".

Bill Z (No 101) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Thomas Batin Harries".

Bill A 1 (No 102) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à William John Owen Delaney".

Bill B 1 (No 103) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Edith May Webster Boydell".

Bill C 1 (No 104) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à William Robert Delaney".

Aussi,—Un message transmettant à cette Chambre la preuve, etc., faite devant le comité des Divorces (du Sénat), auquel ont été référées les pétitions en obtention d'une loi de divorce, sur lesquelles sont basés les Bills (Nos de 98 à 104, inclusivement) ci-dessus, et les documents produits devant le comité, avec demande que le tout soit retourné au Sénat.

Les Bills suivants sont lus une première fois, savoir:—

Bill E (No 96) du Sénat, intitulé: "Loi concernant la *Premier Trust Company*".—M. *Fripp.*

Bill O (No 97) du Sénat, intitulé: "Loi concernant la *North West Life Assurance Company.*—M. *McCraney.*

Bill P (No 98) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Austin McPhail Bothwell.—M. *Fripp.*

Bill Q (No 99) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Agnès Gravelle".—M. *Fripp.*

Bill R (No 100) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Clara Elizabeth Darnell".—M. *McCraney.*

Bill Z (No 101) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Thomas Batin Harries".—M. *Schaffner.*

Bill A 1 (No 102) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à William John Owen Delaney".—M. *Porter.*

Bill B 1 (No 103) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Edith May Webster Boydell.—M. *Clark* (Red-Deer).

Bill C 1 (No 104) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à William Robert Delaney.—M. *Clark* (Red-Deer).

Avec le consentement de la Chambre, il est ordonné que les dits bills soient inscrits sur le feuilleton des Ordres du jour, au chapitre des Bills privés, pour deuxième lecture ce jour.

La Chambre se forme en comité général pour considérer une certaine résolution à l'effet d'autoriser le ministre des Chemins de fer et Canaux à construire, acheter ou acquérir des chemins de fer, ponts de chemins de fer, gares, accomodations de têtes de lignes, etc., dans les provinces de Québec, de la Nouvelle-Ecosse, du Nouveau-Brunswick et de l'Ile-du-Prince-Edouard.

(*En comité.*)

La résolution suivante est adoptée:—

Résolu,—Qu'il est expédient de prescrire comme suit:—

1. Qu'il est expédient de décréter que le ministre des Chemins de fer et Canaux peut, subordonnément à l'autorité du Gouverneur en conseil, construire, acheter, prendre à bail, soit avec, soit sans convention d'acheter, ou autrement acquérir en tout ou en partie, tout chemin de fer, pont de chemin de fer, gares de chemin de fer, accommodations de têtes de lignes de chemins de fer, bacs traversiers de chemins de fer ou autres ouvrages de voies ferrées dans les provinces de Québec, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Ecosse et de l'Ile-du-Prince-Edouard; pourvu qu'une copie de tout tel bail ou marché soit soumise au Parlement; pourvu de plus qu'aucune voie ferrée ainsi louée, achetée ou autrement acquise n'excède deux cents milles en longueur, et pourvu également qu'aucun contrat pour la construction d'une voie ferrée ayant plus de vingt-cinq milles de longueur ne soit adjugé, ni le prix d'achat de tout tel chemin de fer ou autre ouvrage soldé avant qu'une somme d'argent pour cette fin ait été votée par le Parlement; pourvu toujours que toute telle voie ferrée ou autre ouvrage construits, loués ou achetés, comme ci-dessus énoncé, forme partie du réseau des chemins de fer de l'Etat; et pourvu qu'aucune telle voie ferrée ne soit construite

louée ou autrement acquise, tel qu'énoncé ci-dessus, à moins quelle ne se raccorde directement avec quelque partie du réseau alors en existence des chemins de fer de l'Etat.

2. Qu'il est expédient de ratifier et confirmer une convention datée le premier jour d'août 1914, entre la Compagnie du chemin de fer International du Nouveau-Brunswick, Thomas Malcolm, entrepreneur de chemin de fer, et Sa Majesté le Roi, pour la vente à Sa Majesté du chemin de fer et de toute l'entreprise de la dite compagnie, s'étendant de Campbellton à la tête de la Baie des Chaleurs, à Saint-Leonard, sur la rivière Saint-Jean, soit une distance d'environ cent douze milles, moyennant la somme de deux millions sept cent mille dollars, payable en aucun temps dans le cours de cinq années à compter de la date de la dite convention;—et de décréter que, en attendant que le prix d'achat soit soldé, Sa Majesté peut louer de la dite compagnie, pour une période n'excédant pas cinq années à compter de la date de la dite convention, les dits chemins de fer et entreprise à raison d'un loyer de quatre-vingt-dix mille dollars par année, payable en deux versements semi-annuels égaux, dont le premier sera fait à la compagnie le premier jour de février 1915; et de décréter que le prix d'achat et le loyer payables par Sa Majesté peuvent être soldés à même le Fonds du revenu consolidé du Canada.

3. Qu'il est expédient de ratifier et confirmer un marché, daté le dix-huitième jour de mars 1915, conclu entre Sa Majesté le Roi et la Compagnie du chemin de fer du Nouveau-Brunswick et de l'Ile-du-Prince-Edouard, pour la vente à Sa Majesté de tout le chemin de fer et entreprise de la dite compagnie, y compris la ligne mère du chemin de fer de la compagnie s'étendant de Sackville, dans la province du Nouveau-Brunswick, au cap Tormentine, dans la dite province, soit une distance d'environ trente-six milles, moyennant la somme de deux cent soixante-dix mille dollars; et de décréter que, jusqu'à ce que le prix d'achat soit soldé, Sa Majesté paiera à la compagnie un intérêt sur le dit prix d'achat au taux de 4 pour cent par année à compter du premier jour d'août 1914, le premier paiement de l'intérêt susdit à être fait le premier jour d'août 1915, et, subséquemment, le premier jour d'août de chaque année; et de prescrire que le prix d'achat et l'intérêt payables par Sa Majesté peuvent être soldés à même le Fonds du revenu consoliidé du Canada.

Résolution à rapporter.

La dite résolution est rapportée, lue la seconde fois, et agréée.

M. Cochrane présente alors un Bill (No 105) Loi modifiant la Loi des chemins de fer de l'Etat, et autorisant l'achat de certains chemins de fer,—lequel est lu la première fois.—Seconde lecture, à la prochaine séance de la Chambre.

Le Bill (No 93) Loi modifiant la Loi des Juges, est lu la seconde fois, délibéré en comité général, rapporté sans amendement et remis, pour troisième lecture, à la prochaine séance de la Chambre.

Le Bill (No 85) Loi concernant le Grain de semence, le fourrage et autres secours, est lu la seconde fois, délibéré en comité général, rapporté sans amendement, lu la troisième fois et passé.

La Chambre se forme de nouveau en comité des Subsides.

(*En comité.*)

Les résolutions suivantes sont adoptées:—

XIII.—MILICE ET DEFENSE.

97 Transport et fret	200,000 00
98 Champs de manœuvres	200,000 00

XI.—PENSIONS.

72 Pensions payables à des miliciens par suite du soulèvement de 1885, et pour service actif en général. 100,000 00

Résolutions à rapporter.

Rapport à recevoir,—le comité devant siéger de nouveau, ce jour.

Avec la permission de la Chambre,—

Sir Robert Borden propose,—Que la Chambre passe maintenant à la Présentation des Bills.—Adopté.

Sir Robert Borden présente alors un Bill (No 106) Loi modifiant la Loi de la députation, 1914,—lequel est lu pour la première fois.—Seconde lecture, à la prochaine séance de la Chambre.

Avec la permission de la Chambre,—

Sur motion de Sir Robert Borden, l'ordre de la Chambre de ce jour pour la troisième lecture, à la prochaine séance de la Chambre, du Bill (No 93) Loi modifiant la Loi des Juges, est rescindé et le dit bill est lu pour la troisième fois, et passé.

La Chambre se forme alors de nouveau en comité des Subsides.

Et le comité continuant de siéger;

A six heures p.m., M. l'Orateur prend le fauteuil et le quitte pour le reprendre à huit heures p.m.

Huit heures p.m.

(*L'ordre pour les bills privés est appelé en vertu de la règle 25.*)

M. Armstrong (Lambton) propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité général sur les bills privés (en vertu de la règle 109).—Adopté.

Les bills suivants sont délibérés en comité général, rapportés sans amendement, lus la troisième fois et adoptés:—

Bill F (No 81) du Sénat, intitulé: "Loi concernant la *Edmonton, Dunvegan and British Columbia Railway Company*".

Bill C (No 72) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à William Ewart New".

Bill D (No 73) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Helene Suzette Baxter Douglas".

Sur motion de M. Green, il est ordonné,—Qu'il soit envoyé un message du Sénat pour remettre à cette Chambre la preuve faite devant le comité permanent des Divorces du Sénat, auquel ont été référées les pétitions sur lesquelles ont été fondés les bills C (No 72) et D (No 73) ci-dessus.

Les amendements faits par le Sénat aux bills suivants sont pris en considération et adoptés:—

Bill (No 29) Loi concernant la *Van Buren Bridge Company*.

Bill (No 36) Loi constituant en corporation la *Northern Pacific and British Columbia Railway Company*.

Les bills suivants sont lus la seconde fois et référés aux comités qui suivent, savoir:—

Comité des Banques et du Commerce:

Bill E (No 96) du Sénat, intitulé: "Loi concernant la *Premier Trust Company*".

Bill O (No 97) du Sénat, intitulé: "Loi concernant la *North West Life Assurance Company*".

Comité des Bills Privés:

Bill G (No 82) du Sénat, intitulé: "Loi concernant le brevet de la *National Wood Distilling Company*".

Bill I (No 83) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Lottie Thorndike".

Bill J (No 84), du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Arthur Ernest Birdsell".

Bill H (No 86) du Sénat, intitulé: "Loi concernant *The Grain Growers' Grain Company*".

Bill L (No 88) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Adam Clarke Anderson".

Bill M (No 89) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Thomas Jefferson Moore".

Bill T (No 90) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Alexander McIntyre".

Bill U (No 91) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Violet Burnett Delmege".

Bill V (No 92) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Alice Beckett".

Bill P (No 98) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Austin McPhail Bothwell".

Bill Q (No 99) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Agnès Gravelle".

Bill R (No 100) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Clara Elizabeth Darnell".

Bill Z (No 101) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Thomas Batin Harries".

Bill A 1 (No 102) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à William John Owen Delaney".

Bill B 1 (No 103) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Edith May Webster Boydell".

Bill C 1 (No 104) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à William Robert Delaney".

(Ainsi que les témoignages, etc., entendus devant le comité des Divorces du Sénat *re* les pétitions sur lesquelles les bills suivants sont basés.)

Le comité des Subsides reprend alors le cours de ses délibérations.

(*En comité.*)

Les résolutions suivantes sont adoptées:—

X.—IMMIGRATION.

64	Appointements des agents et employés en Canada, dans la Grande-Bretagne et l'étranger	620,000 00
65	Dépense casuelle dans les agences canadienne, britannique et étrangères, et dépense générale de l'immigration	1,200,000 00
66	Secours aux Canadiens nécessiteux dans les pays autres que les Etats-Unis	5,000 00
67	Administration de l'immigration chinoise:—	
	Appointements	30,000 00
	Dépense casuelle	20,000 00

XXXIII.—GOUVERNEMENT DU TERRITOIRE DU YUKON.

304	Traitements et frais se rattachant à l'administration du Territoire.	128,000 00
	Subvention au conseil local	125,000 00
	Subvention au conseil local pour entretien et réparation des routes.	100,000 00

XXIII.—INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES.

Ministère de l'Intérieur.

259	Relevés astronomiques—Etude et délimitations des frontières extérieures du Canada, et le service astronomique et géodésique du ministère de l'Intérieur, y compris les dépenses de l'observatoire astronomique fédéral d'Ottawa et la succursale de Saanich Hill, C.-A., et $1,000 à M. King comme commissaire de la Frontière Internationale	260,000 00
	Paiements en acompte sur la construction et l'installation d'un grand télescope réflecteur pour l'Observatoire astronomique du Dominion (Branche de l'Ouest)	31,500 00

Résolutions à rapporter.

Rapport à recevoir,—le comité devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre s'ajourne alors à 11.10 p.m., jusqu'à demain à 11 a.m.

THOMAS SIMPSON SPROULE,
Orateur.

AVIS DE MOTIONS

M. *Sinclair*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quelle somme a été payée jusqu'à date par le gouvernement ou quelqu'un des ministères à M. G. A. R. Rowlings, de Sydney, N.-E., pour services se rattachant à l'administration de la Loi de gratification aux volontaires qui ont servi lors des invasions féniennes?

2. Quel a été jusqu'à date le coût de l'opération de la dite loi?

3. Combien de demandes de gratifications restent encore à régler?

* M. *Michaud*—Lundi prochain—QUESTION—Le gouvernement a-t-il l'intention d'établir, sous l'empire des dispositions de la Loi des pêcheries, un règlement déterminant le prix des petits harengs frais pris dans les eaux canadiennes et exportés frais aux Etats-Unis?

M. *Sharpe* (Ontario)—Lundi prochain—QUESTION—

1. Est-ce que l'on fournit des cartouches à titre gratuit ou à rabais aux associations de tir, aux corps de cadets ou aux compagnies de milice locales?

2. S'il en est ainsi, à quelles conditions?

3. A-t-on actuellement des cartouches disponibles pour distribution?

* M. *Boyer*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Des soumissions ont-elles été demandées pour les travaux qui se font actuellement au quai de Rigaud?

2. Dans l'affirmative, quels sont les noms des soumissionnaires et le montant de leur soumission?

3. Dans la négative, qui a charge des travaux?

4. Quels sont le nombre et les noms des contremaîtres?

5. Quel montant le gouvernement a-t-il approprié pour ces travaux?

6. Quelle est l'échelle des salaires d'après laquelle sont payés ceux qui travaillent à ce quai?

7. Avait-il été recommandé au gouvernement par son ingénieur résident et autres personnes de faire l'achat d'un terrain adjacent à celui du gouvernement, afin de pouvoir diminuer la gravité du chemin qui est très accentuée entre le quai et le chemin public?

M. *Séguin*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quel est le nombre d'employés publics venant du comté de L'Assomption qui ont été congédiés depuis le 21 septembre 1911, tant dans le service intérieur que dans le service extérieur? Quel est le nom de chacun de ces employés?

2. Quels sont le nombre et le nom des personnes qui ont été nommées pour remplacer ces employés destitués, avec le lieu de leur résidence au moment de leur nomination?

M. *Delisle*—Lundi prochain—QUESTION—

1. L'Etat a-t-il construit une ligne téléphonique dans le comté de Québec?

2. Si oui, quel en est le coût et combien rapporte-t-elle?

3. Cette ligne s'étend-elle en dehors du comté de Québec?

4. Cette ligne est-elle entrée en concurrence avec d'autres lignes déjà existantes et donnant depuis longtemps un service local et interurbain?

5. De quelle qualité sont les matériaux qui ont été employés dans la construction de cette ligne?

6. Les ouvriers ont-ils tous été payés?

7. Qui a construit cette ligne pour le compte de l'Etat?

* M. *Sinclair*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous papiers, correspondance, plaintes, témoignages, rapports et autres documents en la possession du ministère des Travaux Publics ou autre ministère concernant les plaintes et accusations portées contre le capitaine Thomas Brown au sujet des opérations de la drague *Mudlark* dans la Colombie-Britannique. Aussi, copie de tous télégrammes et correspondance échangés entre toutes personne ou personnes quelconques, dans la dite province, et le ministre des Travaux Publics, en 1913 et 1914 jusqu'à date, concernant les nominations et destitutions d'officiers ou d'employés à bord de la dite drague.

* M. *Law*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous les documents, comptes, pièces justificatives, etc., se rapportant aux réparations faites au phare de l'île Coffin, N.-E., au cours de l'année civile 1914.

M. *Blondin*—Lundi prochain—BILL intitulé: "Loi modifiant la Loi des falsifications".

AFFICHAGE DES BILLS PRIVÉS

Les bills suivants ont, ce 2 mars, été affichés comme devant être pris en considération par leurs comités respectifs, samedi, le 27 mars, ou après, savoir:—

Comité des Banques et du Commerce:

Bill E (No 96) du Sénat, intitulé: "Loi concernant la *Premier Trust Company*".

Bill O (No 97) du Sénat, intitulé: "Loi concernant la *North West Life Assurance Company*".

Comité des Bills Privés:

Bill G (No 82) du Sénat, intitulé: "Loi concernant le brevet de la *National Wood Distilling Company*".

Bill I (No 83) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Lottie Thorndike".

Bill J (No 84), du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Arthur Ernest Birdsell".

Bill H (No 86) du Sénat, intitulé: "Loi concernant *The Grain Growers' Grain Company*".

Bill L (No 88) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Adam Clarke Anderson".

Bill M (No 89) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Thomas Jefferson Moore".

Bill T (No 90) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Alexander McIntyre".

Bill U (No 91) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Violet Burnett Delmege".

Bill V (No 92) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Alice Beckett".

Bill P (No 98) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Austin McPhail Bothwell".

Bill Q (No 99) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Agnès Gravelle".

Bill R (No 100) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Clara Elizabeth Darnell".

Bill Z (No 101) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Thomas Batin Harries".

Bill A 1 (No 102) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à William John Owen Delaney".

Bill B 1 (No 103) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Edith May Webster Boydell".

Bill C 1 (No 104) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à William Robert Delaney".

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle.	Comités.	Heure.
	Samedi, 27 mars.	
100	Bills Privés	10.30 a.m.
121	Comité spécial *re* Lois électorales	3 p.m.
	Lundi, 29 mars.	
101	Comité spécial *re* Chaussures fournies au ministère de la Milice et de la Défense	10.30 a.m.
211	Chemins de fer, Canaux et Télégraphes	10.30 a.m.

No 35.

OTTAWA, VENDREDI, 26 MARS 1915.

5e Session, 12e Parlement, 5 George V, 1915

PROCÈS - VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

OTTAWA
Imprimé par J. DE L. TACHÉ
Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi
1915

No 36.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SEANCE DU SAMEDI, 27 MARS 1915.

Onze heures a.m.

PRIÈRES.

Un message est reçu du Sénat avec les bills suivants de Leurs Honneurs, auxquels le concours de cette Chambre est demandé:—

Bill K (No 107) intitulé: "Loi concernant un brevet de *John Millen and Son, Limited*".

Bill X (No 108) intitulé: "Loi concernant la *Moncton and Northumberland Strait Railway Company*".

Les dits bills sont lus la première fois, et sont, par ordre de la Chambre, inscrits pour seconde lecture sur le feuilleton des Ordres de ce jour.

Sir George Foster dépose devant la Chambre,—Rapport du département du Commerce, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1914. (Partie IV—Renseignements divers.)

M. Clark (Bruce), du comité mixte des Impressions du Parlement, présente ce qui suit comme son premier rapport:—

(1) Votre comité recommande que le document suivant soit imprimé:—

93. Rapport sur les opérations de la "Loi d'Instruction Agricole", 1913, en conformité de l'article 8 de cette loi. (*Dans les documents de la session.*)

(2) Il recommande aussi que les documents suivants ne soient pas imprimés:—

41. Rapport de R. A. Pringle, C.R., commissaire chargé de faire une enquête sur le paiement de subventions à la Compagnie du chemin de fer de Southampton, ainsi que la preuve, etc., faite devant le commissaire.

42. En conformité de l'article 12, chapitre 43, 3-4 George V:—

Règlement radiotélégraphique 106 concernant la portée de l'onde radiotélégraphique que devront adopter les stations de bord licenciées, durant la période des hostilités; et

Modification des règlements radiotélégraphiques No 103 (stations de bord dans les eaux territoriales), et No 104 (stations de bord dans les ports).

43. Copie du décret du conseil No 260, du 3 février 1915, *re* constitution du rang de second dans la marine royale canadienne.

43*a*. Copie de l'arrêté en conseil No 304, du 18 février 1915, au sujet des positions de *Lieutenant Commander Engineer, Lieutenant Commander R.C.N.V.R.*, dans la marine royale canadienne, conformément à l'article 47, chap. 43, 9-10 Edouard VII.

43*b*. Copie du décret du conseil, No 476, du 6 mars 1915,—Règlements concernant la classification des ingénieurs officiers.

44. Copie du décret du conseil No 2175, du 21 août 1914, *re* supplément de solde pour service à bord des sous-marins.

Copie du décret du conseil No 2251, *re* chiffre de la solde et allocations pour les sous-officiers et les marins prenant du service volontaire pour le temps de guerre.

Copie du décret du conseil No 2960, *re* allocations aux membres de la famille de ceux qui sont en service à bord des navires canadiens de Sa Majesté.

45. Réponse à ordre du 20 avril 1914,—Copie de tous les documents, lettres, soumissions, etc., se rapportant à l'achat de voitures ou fourgons pour le chemin de fer Intercolonial au cours des années 1912 et 1913.

46. Réponse à ordre du 26 février 1914,—Etat indiquant,—

1. Quel a été le coût moyen par mille de la construction du chemin de fer du Pacifique-Canadien, depuis le commencement jusqu'à ce jour.

2. Quel en a été le coût moyen par mille durant les dix dernières années.

3. Quel prix moyen par mille la Compagnie du chemin de fer du Pacifique-Canadien paie en loyer pour les lignes qu'elle a louées, et quels sont les noms des lignes ainsi louées.

4. Quel loyer paie le Pacifique-Canadien au chemin de fer de *Toronto, Grey and Bruce*, entre Toronto et Owen-Sound.

47. Réponse à ordre du 1er juin 1914,—Etat des revenus du fret expédié et reçu et des voyageurs aux stations suivantes de l'Intercolonial durant les années fiscales 1913 et 1914, en donnant séparément le montant pour chacune de ces stations: Drummondville, Rimouski, Sainte-Flavie, Matapédia, Campbellton et Bathurst.

48. Réponse à ordre du 1er juin 1914,—Etat donnant les noms du personnel employé dans les divers départements des bureaux généraux du chemin de fer Intercolonial à Moncton, avec leurs salaires respectifs au 1er avril 1914.

49. Réponse à ordre du 18 mai 1914,—Relevé faisant connaître les noms des employés du chemin de fer de l'Ile-du-Prince-Edouard dont la nomination a été ordonnée entre le 1er janvier 1912 et le 1er mai 1914; les diverses fonctions qui leur ont été assignées, et le salaire ou les gages de chacun d'eux.

49*a*. Réponse à ordre du 1er mars 1915,—Relevé faisant connaître les noms et les adresses postales de toutes les personnes nommées à des emplois sur le chemin de fer

de l'Ile-du-Prince-Edouard, entre le 1er octobre 1911 et le temps présent; avec énumération des emplois auxquels chacune de ces personnes a été nommée.

50. Réponse à ordre du 11 février 1914,—Etat indiquant les noms, le tonnage, le port d'enregistrement et le lieu de destination de tous les vaisseaux étrangers, tant à voiles qu'à vapeur, qui sont entrés dans le port de Sydney ou sont sortis de ce port pendant l'année terminée le 31 décembre 1913.

51. Réponse à ordre du 1er juin 1914,—Copie de toute la correspondance échangée entre le ministère de la Justice et le procureur général de Québec au sujet de la nomination de juges, depuis le premier jour de février 1913.

52. Réponse à ordre du 30 mars 1914,—Sommaire faisant connaître (*a*) les détails des inventaires et de la valeur de la succession de feu George A Montgomery, registrateur à Régina, dont la succession est revenue à la Couronne par déshérence; (*b*) la somme réalisée à Régina ou ailleurs, par la conversion en argent des biens de cette succession; (*c*) les frais payés ou autorisés, avec les noms des personnes et les différentes sommes payées ou allouées, avant que le résidu ait été versé à la Couronne; (*d*) la somme définitive reçue par la Couronne; (*e*) ce qui est advenu de cette dernière somme, les noms des personnes à qui quelque argent a été payé et les montants respectifs de ces paiements ainsi faits ou alloués depuis que la Couronne a reçu le résidu de la succession; (*f*) un état indiquant la différence entre les rapports de l'ex-ministre et du ministre actuel de la Justice quant à la manière dont on a disposé de cette déshérence, et copie de la correspondance et des représentations qui ont été cause du changement; (*g*) la balance réelle maintenant en main, et comment on se propose d'en disposer.

53. Réponse à ordre du 16 mars 1914,—

1. Relevé faisant connaître les noms de toutes les personnes des deux sexes qui ont été trouvées coupables d'offenses capitales en Canada, dans chaque province, en chaque année depuis le 1er juillet 1867 jusqu'au 2 février 1914, avec mention de l'offense, et si et comment la sentence a été exécutée, par l'application de la peine capitale ou autrement, et comprenant (*a*) les noms des personnes trouvées coupables; (*b*) les dates des sentences; (*c*) les crimes dont elles étaient coupables; (*d*) la nature des sentences; (*e*) les noms des juges prononçant la sentence, et (*f*) de quelle manière la sentence a été exécutée.

2. Relevé faisant connaître les personnes, de l'un ou l'autre sexe, trouvées coupables, et pour lesquelles il a été sursis à l'exécution de la peine capitale prononcée contre elles, au cours de la même période, y compris les noms de ces personnes; la date de la sentence; le crime commis; la nature de la sentence; les noms des juges qui ont prononcé la sentence, et les sentences commuées (et dans ce dernier cas, la nature de la commutation).

3. Relevé de toutes les personnes en Canada, et dans chaque province, au cours de la même période, trouvées coupables de meurtre ou d'homicile, dont les sentences ont été mitigées, ou qui ont obtenu le pardon absolu, avec mention des offenses dont elles ont été trouvées coupables, y compris les noms; la date de la sentence; la nature de l'offense; la nature de la sentence, et la nature et la date de la mitigation de la sentence.

4. Relevé de cas survenus au cours de la même période et dans lesquels appel a été porté par les personnes trouvées coupables de crime capital à Son Excellence le Gouverneur en conseil, demandant l'exercice de la prérogative royale du pardon ou de la mitigation de sentence, y compris les noms de ces personnes; les dates des sentences et les endroits où elles ont été prononcées; le crime; la nature de la sentence; la date de l'appel et le résultat qui s'en est suivi.

56. Réponse à ordre du 18 mai 1914,—Etat détaillé des sommes d'argent payées aux personnes suivantes: J. F. Farrington, $248.25; B. H. Smith, $469.50; et H. C. Dash, $182.40,—tel que mentionné dans les débats de cette session, page 3071.

57. Réponse à ordre du 16 mars 1914,—Copie des instructions données à Charles Wm Flynn, avocat, chargé de s'enquérir des accusations portées contre des employés du ministère de la Marine et des Pêcheries dans le comté de Bonaventure, et aussi, copie des rapports faits à la suite de ces enquêtes.

58. Réponse à ordre du 27 avril 1914,—Copie de tous documents concernant la demande adressée au ministère de la Marine et des Pêcheries de destituer Ulric Dion, gardien du phare à Saint-Charles de Caplan, Québec, et de nommer à sa place Omer Arsenault, et aussi, concernant la décision prise par le ministère à ce sujet.

59. Réponse à ordre du 9 février 1914,—Copie de tous les arrangements faits et passés entre le département de la Marine et des Pêcheries, ou le gouvernement, et des compagnies de chemins de fer et de messageries, y compris l'Intercolonial, concernant le transport du poisson frais par train de fret rapide ou par messageries, depuis l'année 1906; aussi, copie de toutes garanties données à des compagnies de chemins de fer ou de messageries par le gouvernement ou quelqu'un de ses départements au sujet de ce transport, avec un état de tous déboursés faits par le département de la Marine et des Pêcheries, chaque année, aux termes des dits arrangements ou garanties, faisant la distinction entre les déboursés faits à compte du transport par train de fret rapide et les déboursés à compte du transport par messageries; aussi, état donnant le nombre de wagons-glacières, subordonnément à garantie par le département de la Marine et des Pêcheries, expédiés par train de fret rapide de Mulgrave ou Halifax à Montréal, chaque année civile depuis 1906, et le nombre de tonnes de marchandises transportées par ces wagons chaque année; aussi, le nombre de wagons-glacières de messageries expédiés de Mulgrave et Halifax à Montréal, jusqu'au 31 décembre 1913, aux termes d'un arrangement conclu depuis 1911 entre le département de la Marine et des Pêcheries et les compagnies de chemins de fer ou de messageries, ou les deux; aussi, le nombre de tonnes de poisson frais transportées par des compagnies de messageries avant le 31 décembre 1913, aux termes de l'arrangement en dernier lieu mentionné; aussi, le montant payé jusqu'au 31 décembre 1913 par le département de la Marine et des Pêcheries, aux termes de l'arrangement en dernier lieu mentionné; aussi, le nombre de tonnes de poisson frais transportées par des compagnies de messageries de Mulgrave et Halifax à des points dans l'ouest depuis 1906, dont le gouvernement a payé un tiers du transport, mais non conformément aux termes du dit arrangement conclu, comme il est dit ci-dessus, depuis 1911.

60. Réponse à ordre du 20 avril 1914,—Etat indiquant tous les bureaux de poste dans les divers comtés de la province de la Nouvelle-Ecosse pour lesquels il est payé une redevance ou un loyer, et une allocation pour chauffage et éclairage, avec mention du montant de ces allocations dans chaque cas.

61. Réponse à ordre du 16 mars 1914,—Copie de tous télégrammes, lettres, correspondance, etc., échangées en 1913 au sujet du transport des malles entre Grand-River-Falls et Grand-River, comté de Richmond, et de l'adjudication de l'entreprise à Malcolm McCuspic.

62. Réponse à ordre du 11 mai 1914,—Copie de tous télégrammes, lettres, correspondance et mémoires depuis le 1er novembre 1911, concernant le bureau de poste de Johnstown, comté de Richmond, N.-E., les plaintes portées contre le maître de poste actuel et les recommandations faites pour sa destitution.

63. Réponse à ordre du 20 avril 1904,—Copie de tous télégrammes, papiers, lettres, pétitions, etc., concernant le changement du site du bureau de poste au village de Saint-Lazare, comté de Bellechasse, Québec.

64. Sommaire des mandats du Gouverneur général émis depuis la dernière session du Parlement, imputables sur l'exercice financier 1914-1915.

65. Relevé des dépenses au chapitre des " Dépenses diverses imprévues ", depuis le 18 août 1914 jusqu'au 4 février 1915, conformément à la Loi des Subsides de 1914.

66. Relevé des sommes payées au cours des l'année terminée le 31 décembre 1914 pour pensions et retraites dans le service civil, et faisant connaître le nom, le grade, le salaire, le service, l'allocation et la cause de la fin d'emploi de chaque fonctionnaire mis à sa pension ou à sa retraite, et si la vacance a été remplie par promotion ou nouvelle nomination, et le salaire de tout fonctionnaire nouvellement nommé.

67. Relevé des recettes et des dépenses de la Commission d'embellissement d'Ottawa, au 31 mars 1914.

68. Etat des affaires de la Société Royale du Canada, pour l'année expirée le 30 avril 1914.

69. Tableau indiquant la moyenne des hommes employés dans la police fédérale pendant chaque mois de l'année 1914, avec la liste de leurs rémunération et frais de route, en vertu des Statuts Revisés du Canada, chap. 91, sec. 6, par. 2.

70. Réponse à ordre du Sénat, du 16 janvier 1913, copie des plans, rapports, relevés des sondages, et toutes autres informations analogues sur les ports de Churchill et de Fort-Nelson venant du ministère des Chemins de fer et des Canaux.

71. Réponse à ordre du Sénat du 20 avril 1914,—Rapport indiquant:—

1. Les titres de tous les livres, pamphlets et autres imprimés publiés par l'Imprimeur du Roi pendant l'année expirée le 31 mars 1914.

2. Le nombre de chacun de ces livres, pamphlets et autres documents imprimés pendant la dite année, le nombre des exemplaires distribués ainsi que la date de distribution.

3. Le nombre de pages de chacun.

4. Le coût de chacun.

5. L'autorisation pour l'impression et la publication *des dits* livres, pamphlets et documents.

72. Réponse à ordre du Sénat du 30 avril 1914,—Propositions soumises au gouvernement relativement à la construction du canal Montréal-Ottawa-Baie-Georgienne, et de toute la correspondance s'y rapportant.

72*a*. Réponse à ordre du 11 février 1915,—Copie de tous mémoires et pétitions provenant de corps commerciaux ou autres au sujet de la construction immédiate du canal de la baie Georgienne et de toute correspondance s'y rapportant depuis le 24 décembre 1914.

73. Copie des ordres généraux de la milice émis entre le 25 novembre 1913 et le 24 décembre 1914.

74. Copie de la correspondance concernant le contrôle de l'exportation du nickel.

75. Mémoire sur les opérations du ministère de la Milice et de la Défense.—Guerre européenne, 1914-15.

76. Réponse à ordre du 6 avril 1914,—Copie de tous télégrammes, correspondance, lettres, plaintes et documents de toute nature, reçus par le ministère du Commerce au cours des années 1913 et 1914 au sujet de la route suivie par les steamers à destination de Pictou, Mulgrave et Chéticamp.

77. Réponse à ordre du 8 juin 1914,—Copie de tous documents concernant une demande ou des demandes faites au surintendant général des Affaires des sauvages ou au département pour un amendement à la Loi des sauvages en vue de faciliter la vente de la réserve indienne de Ristigouche, Québec,—ou concernant l'acquisition, d'une autre manière, de toute ou partie de la dite réserve pour fins industrielles ou autres, et de toutes réponses faites dans l'espèce.

78. Réponse à ordre du 2 février 1914,—Liste des noms des marins qui ont été employés sur l'*Eureka* durant les années 1910, 1911, 1912 et 1913.

80. Réponse à ordre du 18 mai 1914,—Copie de tous papiers, documents, rapports et preuve concernant la destitution ou la destitution projetée de W. A. Case, attaché au service de la quarantaine, à Halifax, N.-E.

81. Réponse à ordre du 26 février 1914,—Etat indiquant,—

1. Quels étaient les taux imposés en 1912 et 1913 pour le transport du blé des ports canadiens à des ports du Royaume-Uni par les lignes de steamers du Pacifique-Canadien, de la Compagnie Allan et du *Canadian Northern*.

2. Quels profits ont été réalisés par ces lignes de steamers qui transportaient seulement du blé, ou du blé avec d'autres produits.

82. Réponse à ordre du 16 février 1914,—Copie de tous les rapports, requêtes, mémoires, lettres, télégrammes et autres documents concernant le déplacement, la suspension ou la destitution, par l'administration de l'Intercolonial, de Warren Carter et de Frederick Avard, employés dans le service du transport des marchandises, par l'Intercolonial, à Sackville, N.-B.; et de tous les télégrammes, lettres et autre correspondance de record dans le département des Chemins de fer et Canaux, ou dans les bureaux de ce chemin de fer à Moncton, ou dans l'un quelconque des départements de l'administration, adressés au ministre des Chemins de fer et Canaux, ou à l'un ou l'autre des membres du gouvernement ou des fonctionnaires du département des Chemins de fer et Canaux ou de l'Intercolonial, par qui que ce soit du comté de Westmorland, N.-B., se rapportant en quelque manière que ce soit aux employés susnommés et à leur destitution;—et notamment de toutes lettres envoyées à F. P. Brady, surintendant général de l'Intercoloinal, par qui que ce soit de Sackville, N.-B., ou d'ailleurs, et de toute réponse aux documents susmentionnés.

83. Réponse à ordre du 23 mars 1914,—Sommaire faisant connaître quelles enquêtes ou autres missions ont été confiées par le gouvernement ou l'un ou l'autre de ses départements, à G. Howard Ferguson, député du collège électoral de Grenville, dans l'assemblée législative d'Ontario; quelle somme a été payée au dit G. Howard Ferguson par le gouvernement, ou l'un ou l'autre de ses départements, à titre d'honoraires ou pour déboursés, depuis le 21 septembre 1911, et quelle somme reste à lui payer; quelle somme a été payée au dit G. Howard Ferguson par le gouvernement, ou l'un ou l'autre de ses départements, depuis le 21 septembre 1911, à quelque autre titre que ce soit.

84. Autre réponse supplémentaire à ordre du 28 avril 1913,—Liste de tous les journaux du Canada dans lesquels ont été insérées des annonces par le gouvernement ou quelqu'un de ses ministres, officiers ou départements entre le 10 octobre 1911 jusqu'à date, avec un relevé du montant brut payé à cette fin, pendant la susdite période, à chacun de ces journaux ou à leurs propriétaires.

84*a*. Autre réponse supplémentaire à ordre du 30 avril 1913,—Etat donnant la liste de tous les journaux en Canada dans lesquels ont été insérées des annonces par le gouvernement ou par quelqu'un de ses ministres, officiers ou départements entre le 10 octobre 1906 et le 10 octobre 1907, et entre les dites dates de chacune des années suivantes jusqu'au 10 octobre 1911; aussi, état du montant brut payé pour cet objet, pendant les années susdites à chacun des dits journaux ou à leurs propriétaires.

85. Réponse partielle à ordre du 4 mars 1914,—Relevé faisant connaître combien d'employés du gouvernement fédéral du Canada à quelque titre que ce soit, et par l'un quelconque des départements, ont été destitués depuis le 10 octobre 1911 jusqu'à ce jour; combien ont démissionné; combien ont abandonné leur poste; combien parmi les déserteurs ont été punis; combien de nouveaux employés ont été nommés au cours de la période susdite.

85*a*. Réponse à ordre du 4 mars 1914,—Relevé faisant connaître combien d'employés du gouvernement fédéral du Canada à quelque titre que ce soit, et par l'un quelconque des départements, ont été destitués depuis le 10 octobre 1911 jusqu'à ce jour; combien ont démissionné; combien ont abandonné leur poste; combien parmi les déserteurs ont été punis; combien de nouveaux employés ont été nommés au cours de la période susdite.

85*b*. Autre réponse supplémentaire à ordre du 4 mars 1914,—Relevé faisant connaître combien d'employés du gouvernement fédéral du Canada, à quelque titre que ce soit, et par l'un quelconque des départements, ont été destitués depuis le 10 octobre 1911 jusqu'à ce jour; combien ont démissionné; combien ont abandonné leur poste;

combien parmi les déserteurs ont été punis; combien de nouveaux employés ont été nommés au cours de la période susdite.

85*c*. Autre réponse supplémentaire à ordre du 4 mars 1914,—Relevé faisant connaître combien d'employés du gouvernement fédéral du Canada, à quelque titre que ce soit, et par l'un quelconque des départements, ont été destitués depuis le 10 octobre 1911 jusqu'à ce jour; combien ont démissionné; combien ont abandonné leur poste; combien parmi les déserteurs ont été punis; combien de nouveaux employés ont été nommés au cours de la période susdite.

86. Autre réponse supplémentaire à ordre du 18 février 1914,—Copie de tous les mémoires, accusations, plaintes, correspondance et télégrammes, qui n'ont pas déjà été produits, relatifs aux fonctionnaires de l'un quelconque des départements de l'Etat renvoyés du service, dans la province de l'Ile-du-Prince-Edouard, depuis le 10 octobre 1911, y compris le nombre de ces fonctionnaires; copie des rapports des enquêtes tenues au sujet des accusations portées; relevé faisant connaître les dépenses entraînées par chaque enquête, les noms des personnes nommées aux postes devenus vacants, et la nature des recommandations produites en faveur des nouveaux titulaires.

87. Réponse partielle à ordre du 18 mai 1914,—Etat indiquant tous les cas dans lesquels Charles Seager, de Goderich, a agi en qualité de commissaire du gouvernement pour s'enquérir de la conduite de fonctionnaires accusés d'ingérence politique ou autres méfaits depuis l'année 1896 jusqu'à l'année 1900, inclusivement, et donnant les noms de tous les fonctionnaires destitués à la suite des rapports du dit Seager, les emplois de ces fonctionnaires et la date des destitutions; aussi, copie de la preuve faite et des rapports des commissaires dans tous ces cas; aussi, relevé des honoraires payés au dit Charles Seager pour avoir conduit ces enquêtes.

88. Réponse à ordre du 16 mars 1914,—Copie de tous les documents, lettres, correspondance, télégrammes, plaintes, etc., touchant en quelque manière que ce soit à l'administration de la piscifacture du saumon à North-East-Margaree, et du vivier à Margaree-Harbour, depuis 1911 jusqu'à ce jour.

89. Réponse à adresse du 11 mai 1914,—Copie de tous papiers, lettres, télégrammes, arrêtés du conseil, contrats, soumissions et autres documents en la possession du ministère des Travaux Publics ou du ministère de la Milice et de la Défense, concernant la construction d'un arsenal à Amherst, N.-E.

90. Lettres de l'honorable Louis P. Pelletier, M.P., et de l'honorable Wilfrid B. Nantel, M.P., donnant leur démission comme ministre des Postes et ministre du Revenu de l'Intérieur, respectivement, et lettres du premier ministre en accusant réception.

91. Rapport des officiers enquêteurs sur les chaussures fournies au contingent canadien.

92. Règlements édictés sous l'empire de la Loi des insectes destructeurs et autres fléaux.

93*a*. Réponse supplémentaire à adresse du 9 février 1914,—Copie de tous arrangements entre le gouvernement et les diverses provinces aux termes de la loi sur l'instruction agricole.

93*b*. Réponse à ordre du 20 avril 1914,—Copie de tous documents, correspondance, lettres, requêtes, rapports, etc., échangés entre le Dr C. C. James, M. J. C. Chapais et chacun des ministères d'agriculture provinciaux, se rapportant à la distribution et à l'administration du subside fédéral aux provinces pour l'agriculture, depuis l'octroi du dit subside.

94. Réponse à ordre du 11 février 1914,—Copie de tous télégrammes, correspondance, instructions, recommandations et autres documents échangés entre la Commission des pêcheries des crustacés de 1913 et le ministère de la Marine et des Pêcheries, à compter de la date de l'établissement de la dite commission jusqu'au 31 décembre 1913, excepté les documents qui ont été inclus dans le rapport imprimé de la commission.

95. Réponse à ordre du 16 mars 1914,—Copie de tous les documents, correspondance, soumissions, télégrammes, plaintes, etc., se rapportant en quelque manière que ce soit au service de la cueillette du frai pour l'établissement d'élevage du homard à Margaree au cours des années 1911-12, 1912-13 et 1913-14.

96. Réponse à ordre du 10 février 1915,—Etat indiquant la quantité de charbon importée des Etats-Unis en 1914 dans l'Alberta, la Saskatchewan et le Manitoba, respectivement, et le montant de droits perçus dans chacune des dites provinces au cours de la dite année.

97. Huitième rapport conjoint des Commissaires chargés de tracer le méridien du 141me degré de longitude ouest.

98. Réponse à ordre du 20 avril 1914,—Copie de la convention intervenue entre le gouvernement du Canada et la Compagnie du chemin de fer du Pacifique-Canadien à l'époque où a été fait l'octroi spécial de terres, en vertu de laquelle la dite compagnie a pu obtenir cet octroi de terres dans un seul bloc aux fins d'y établir son système actuel d'irrigation à l'est de Calgary, dans la province de l'Alberta.

99. Réponse à ordre du 23 mars 1914,—Copie de tous télégrammes, lettres et autres documents se rattachant à la vente de tout bois quelconque sur l'île Parry, district de Parry-Sound, et des annonces, conventions d'achats et tous autres documents ayant trait à cette vente ou concession forestière à toutes personnes ou personne quelconque.

100. Réponse à ordre du 11 février 1914,—Etat faisant connaître les motifs de la destitution de M. Larivière, agent des terres fédérales à Grouard, les dates de sa nomination et de son renvoi et son salaire à l'époque de son renvoi; aussi, le nom de l'agent nommé à sa place, avec la date de sa nomination et son salaire.

101. Rapport annuel concernant les unions ouvrières, en vertu du chapitre 125, S.R.C., 1906.

102. Etat détaillé de toutes les obligations et de tous les cautionnements enregistrés au département du Secrétaire d'Etat du Canada depuis le dernier rapport (21 janvier 1914), soumis au Parlement du Canada en vertu de l'article 32 du chapitre, 19 Statuts Revisés du Canada, 1906.

103. Réponse à ordre du 9 février 1914,—Copie de toutes pétitions, mémoires, lettres, télégrammes, papiers et documents reçus par quelque département du gouvernement canadien ou quelqu'un des ministres de la part de quelque compagnie, corporation, personne ou personnes demandant l'enlèvement de tous droits de douane sur le blé ou ses produits importés en Canada, ou protestant contre toute diminution ou abolition des dits droits, et de toutes réponses faites dans l'espèce.

104. Réponse à ordre du 20 avril 1914,—Copie de tous les documents, correspondance, lettres, etc., se rapportant à l'annulation de l'inscription faite par R. Bannatyne pour le ¼ N.-O. de la section 24, township 36, rang 18, à l'ouest du 2me méridien.

105. Réponse à ordre du 16 février 1914,—Etat donnant le nom du maître de poste de la paroisse de Saint-Romuald, dans le comté de Lévis, qui a été destitué après le mois de septembre 1911, les raisons de sa démission, la nature des plaintes portées contre lui, le nom des personnes qui ont porté ces plaintes, ainsi que copie de toutes correspondances et télégrammes s'y rapportant, le nom du commissaire enquêteur et rapport d'enquête, si enquête il y a eu, ainsi que de tous les témoignages entendus en l'enquête, la liste des noms des personnes qui ont recommandé le remplaçat, et le nom des personnes qui représentaient le gouvernement à cette enquête; aussi état détaillé de tous les comptes et dépenses soldés ou à solder par tout département en rapport avec les susdits renvoi et enquête, noms des personnes qui ont retiré quelque montant d'argent ou produit leur compte en rapport avec cette enquête, avec indication du montant retiré ou réclamé par chacune d'elles.

106. Relevé faisant connaître la quantité de terres vendues par la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique au cours de l'année terminée le 30 septembre 1914.

107. Réponse à ordre du 10 juin 1914,—Etat indiquant les sommes d'argent expédiées en dehors du Canada au cours des cinq dernières années par les bureaux de poste

qui suivent, dans le comté de Cap-Breton:—Glace-Bay, Caledonia-Mines, Dominion No 4, New-Aberdeen, Bridgeport, Old-Bridgeport, New-Waterford, Reserve-Mines, Sydney, Whitney-Pier, Ashby, Sydney-Nord, Sydney-Mines, Florence, Dominion No 6 et Port-Morien, et dans quels pays les diverses sommes ont été transmises.

108. Réponse à ordre du 15 février 1915,—Copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents concernant la destitution de Brown Pipes et de A. R. Gibbons, employés de douane à Lethbridge, Alta.

109. Réponse à ordre du 15 février 1915,—Etat donnant les noms de tous les transports nolisés depuis le 1er août 1914 pour expédier les troupes, chevaux, approvisionnements et matériaux en Angleterre, le nom de chaque propriétaire de navire, courtier ou autre personne par l'entremise desquels le navire a été nolisé; le tonnage de chaque navire, sa vitesse, le taux payé par tonne par semaine ou par mois, la durée minimum du nolisement, la date du contrat, la date à laquelle le paiement a commencé et la date à laquelle il a pris fin, et la somme totale payée par le gouvernement pour le nolisement des navires et autres dépenses.

110. Réponse à ordre du 15 février 1915,—Etat indiquant combien de fourgons de transport ont été achetés pour les deuxième et troisième contingents; de qui ont-ils été achetés, et le nom de chaque particulier ou firme; combien de ces fourgons ont été achetés de chaque particulier ou firme; quel a été le prix de chaque fourgon; si des soumissions ont été demandées; s'il y a eu des soumissions reçues qui n'ont pas été acceptées; et, s'il en est ainsi, quel était le chiffre de ces soumissions.

111. Réponse à ordre du 11 février 1915,—Etat indiquant combien de prisonniers de guerre ont été faits au Canada depuis la déclaration de la guerre entre les alliés, l'Allemagne et l'Autriche; où ils sont détenus; le nombre dans chaque endroit et le nom de l'officier en charge de chaque endroit de détention.

112. Réponse à ordre du 15 février 1915,—Copie de tous télégrammes, lettres, rapports d'enquête et autres documents se rapportant à la destitution de James Brennan, contremaître sur l'Intercolonial, à Stellarton.

113. Réponse à ordre du 11 février 1915,—Etat indiquant si une déclaration officielle a été faite au nom de l'Administration du chemin de fer Intercolonial à l'effet que les gages des employés du chemin de fer qui ont pris du service actif seraient payés pendant leur absence, et dans ce cas, quand et par qui; si le ministère des Chemins de fer a donné ordre de pourvoir à ces paiements et quand cet ordre a été donné.

114. Réponse à ordre du 9 février 1915,—Copie de tous papiers, télégrammes, pétitions, lettres et correspondance échangés entre la Chambre de Commerce de Québec et le ministère des Chemins de fer et Canaux au sujet de la circulation des trains sur la section du chemin de fer National Transcontinental entre Cochrane et la ville de Québec.

115. Etat (en tant que le ministère de l'Intérieur est concerné) donnant copies de tous les décrets du conseil, plans, documents et correspondance, qui doivent être soumis à la Chambre des Communes, en vertu d'une résolution adoptée le 20 février 1882, depuis la date de la dernière production de tels documents en vertu de cette résolution.

116. Réponse à ordre,—Relevé faisant connaître qui sont les commissaires de la remonte pour le Canada ouest et le Canada est, respectivement; quand et par qui ils ont été nommés, et quelles sont les instructions générales qui leur ont été données; pourquoi on n'a pas suivi les ordres de mobilisation de 1913, et pourquoi des non-militaires ont été chargés des achats pour la remonte; quels sont les noms des acheteurs et inspecteurs vétérinaires nommés par le commissaire de la remonte du Canada est, dans les diverses divisions de remonte; si quelques-uns des acheteurs et des inspecteurs vétérinaires ont reçu instruction de ne plus faire d'achats, et, s'il en est ainsi, quels sont leurs noms, et quelles sont les raisons fournies par le commissaire de remonte à l'appui de cette décision; du 1er décembre au 31 janvier, combien de chevaux ont été achetés dans chaque division de remonte, dans le Canada est, et quel a été le prix moyen des chevaux; à combien revient le coût moyen par cheval dans chaque divi-

sion de remonte, en y incluant les dépenses, la paie ou allocation, et tous les frais de voyage et autres débours, dans la période de temps plus haut mentionnée.

117. Réponse à ordre,—Relevé faisant connaître à combien de firmes le gouvernement a donné des commandes de bottines pour les différents corps expéditionnaires que l'on équipe actuellement pour le service; quels sont les noms de ces firmes; combien de bottines ont été commandées à chaque firme; combien de bottines ont été livrées, jusqu'à ce jour, par chaque firme; combien de bottines chaque firme a encore à livrer, et quel prix chaque firme reçoit pour ces bottines.

118. Réponse à ordre du 22 février 1915,—Copie de toute correspondance, recommandations, soumissions ou autres papiers, dans le ministère des Chemins de fer et Canaux concernant la fourniture de glace pour l'Intercolonial à Mulgrave, pour l'année 1915.

119. Réponse à ordre du 18 février 1915,—Etat indiquant,—

1. Le nombe de camions-automobiles envoyés en Angleterre avec le premier corps expéditionnaire;
2. De qui ils ont été achetés, et par qui manufacturés ;
3. Quelle était leur capacité;
4. Quel en a été le prix;
5. Si le gouvernement a retenu les services d'experts pour cet achat, et leurs noms;
6. Si le gouvernement a payé une commission à qui que ce soit en rapport avec cet achat;
7. Si les camions ont donné satisfaction en service, ou en quoi ils ont été trouvés défectueux ;
8. Si une commission a été nommée par le ministère de la Milice en rapport avec l'achat de camions-automobiles pour le deuxième contingent et les autres corps expéditionnaires; quels étaient les membres de cette commission et quelle était leur compétence spéciale;
9. Si un M. McQuarrie formait partie de cette commission, et s'il est vrai qu'il était et qu'il est encore un employé de la *Russell Motor Car Co.*, de Toronto ;
10. Si un nommé Owen Thomas formait partie de cette commission à titre d'expert, combien lui a été payé, ou combien on doit lui payer, pour ses services, et durant combien de temps on a utilisé ses services;
11. Si M. Thomas reçoit une commission en rapport avec l'achat de camions-automobiles, soit du gouvernement, soit des manufactures ;
12. Quelles recommandations ont été faites par la dite commission au ministère de la Milice ou au gouvernement au sujet des achats de camions-automobiles ;
13. Si les camions-automobiles ont été achetés, en quel nombre, de qui et à quel prix ;
14. S'il est vrai que ces camions ont été achetés de la Compagnie Kelly, de Springfield, Ohio, et dans l'affirmative, si l'on n'aurait pu acheter de manufacturiers canadiens des camions propres au service requis ;
15. S'il est vrai que le gouvernement a décidé de s'engager dans la fabrication de camions-automobiles en donnant des commandes de pièces séparées à des fabricants canadiens, et en fournissant ces pièces à des manufacturiers, en Canada, chargés de faire l'assemblage et l'ajustage du camion, et, s'il en est ainsi, est-il vrai que la *Russell Motor Car Co.*, a reçu ou reçoit des commandes pour ces camions ;
16. Qui a recommandé M. Thomas au ministre de la Milice ou au gouvernement.

120. Réponse à ordre du 15 février 1915,—Etat indiquant, si, depuis le 1er août dernier, il a été exporté des articles d'alimentation à des pays d'Europe autres que le Royaume-Uni, la France et la Belgique; leur nature, et à quels pays.

121. Réponse à ordre du 11 février 1915,—Copie de la pétition et des papiers, documents et lettres concernant la constitution en corporation de la *Dominion Trust Company*, par une loi spéciale adoptée par le Parlement du Canada en 1912, chapitre 89, 2 George V.

121*a*. Réponse à ordre du 11 février 1915,—Copie de toute correspondance échangée entre le ministère de la Justice et le gouvernement de la province de la Colombie-Anglaise, ou quelqu'un de ses membres, au sujet d'une certaine loi adoptée par la législature de la dite province en 1913, chapitre 89, 3 George V, et intitulé: *"An Act respecting The Dominion Trust Company"*.

122*a*. Mémoire du chef de la comptabilité et paie-maître général et du directeur des contrats, du ministère de la Milice et de la Défense, au sujet de la correspondance échangée entre l'auditeur général et le ministère de la Milice, touchant les dépenses faites sous l'empire de la Loi des crédits de guerre.

123. Copie de toute la correspondance échangée entre le ministre des Finances et l'auditeur général, depuis le 18 août jusqu'à ce jour, au sujet des achats pour les corps expéditionnaires destinés au service au delà des mers, des contrats pour l'armée, et autres achats pour des fins militaires, ou sous l'empire de la Loi du Service de la Marine, 1910, ou en vertu de décrets du conseil concernant les affaires militaires.

124. Copie certifiée d'un rapport du comité du Conseil privé approuvé par Son Altesse Royale le Gouverneur général le 23 janvier 1915, relativement à l'allocation de séparation à accorder aux personnes dont les soldats du premier corps expéditionnaire au delà des mers étaient les soutiens.

124*a*. *Copie* certifiée d'un rapport du comité du Conseil privé approuvé par Son Altesse Royale le Gouverneur général le 28 janvier 1915, relativement aux requêtes présentées par les soldats qui se sont enrôlés pour service actif au delà des mers à l'effet qu'il leur soit permis de se marier et de faire inscrire les noms de leurs femmes sur la liste des personnes ayant droit à l'allocation de séparation.

125. Réponse à ordre du 16 février 1914,—Copie de tous télégrammes, correspondance, requêtes et documents de toutes sortes se rapportant, de quelque manière que ce soit, à la construction projetée d'une salle d'exercices ou arsenal dans la ville d'Inverness, comté d'Inverness, Nouvelle-Ecosse.

126. Etat détaillé des remises et remboursements de droits, pour l'année expirée le 31 mars 1914.

127. Décrets du conseil qui ont été publiés dans la *Gazette du Canada,* entre le 1er décembre 1913 et le 11 janvier 1915, conformément aux dispositions de la Loi des réserves forestières fédérales et des parcs, article 19, chapitre 10, 1-2 George V.

128. Décrets du conseil publiés dans la *Gazette du Canada* entre le 1er décembre 1913 et le 15 janvier 1915, conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi des arpentages fédéraux, chapitre 21, 7-8 Edouard VII.

128*a*. Relevé des arrêtés en conseil qui ont été publiés dans la *Gazette du Canada,* entre le 1er décembre 1913 et le 15 janvier 1915, sous le régime de l'article 77 de la Loi des terres fédérales, chapitre 20 des Statuts du Canada, 1908.

128*b*. Décrets du conseil publiés dans la *Gazette du Canada* et la *Gazette de la Colombie-Britannique,* entre le 1er décembre 1913 et le 15 janvier 1915, sous le régime des dispositions du paragraphe (*d*) de l'article 38 des Règlements concernant l'arpentage, l'administration, la disposition et la gérance des terres publiques du Canada dans la zone de 40 milles des chemins de fer dans la province de la Colombie-Britannique.

129. Décrets du conseil passés, règlements et formules prescrites entre le 1er décembre 1913 et le 15 janvier 1915, en vertu des dispositions de l'article 57 de la Loi de l'irrigation, chapitre 61 des Statuts Revisés du Canada, 1906.

130. Réponse à ordre du 25 février 1915,—Relevé faisant connaître si le gouvernement a acheté de la *Canada Cycle and Motor Company* des pneus pour les automobiles destinés au premier contingent canadien, et, dans l'affirmative, quel prix a été payé pour chaque jeu de pneus, et quel nombre a été acheté; si le gouvernement a demandé des prix pour les pneus des camions-automobiles pour le second contingent, et dans l'affirmative, quel prix par jeu a été exigé.

131. Réponse à ordre du 15 février 1915,—Copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents concernant la nomination de A. H. McKeown dans le service d'immigration, à Lethbridge, Alta.

132. Réponse à ordre du 15 février 1915,—Copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents concernant le renvoi d'office de A. E. Humphries, ci-devant inspecteur d'immigration, à Lethbridge, Alta.

133. Réponse à ordre du 15 février 1914,—Sommaire faisant connaître qui a obtenu le contrat de la malle entre Armagh-Station et Mailloux, comté de Bellechasse, Qué.; combien de soumissions ont été reçues, et quels sont les noms des soumissionnaires et le chiffre de chaque soumission.

134. Réponse à ordre du 6 avril 1914,—Copie de tous télégrammes, lettres, correspondance, plaintes et autres documents se rapportant en quelque manière à la demande de soumissions pour la route postale entre Low-Point et Creignish-Station au cours des années 1913-14.

135. Réponse à ordre du 6 avril 1914,—Copie de tous télégrammes, lettres et autres documents concernant le contrat pour le transport des malles entre New-Ross et le bureau de poste de Vaughan, Waterville, N.-E.

136. Réponse à ordre du 18 mai 1914,—Copie de tous les documents, correspondances, télégrammes, lettres, soumissions, etc., de quelque nature que ce soit, en la possession du ministère des Postes, reçus depuis 1913 jusqu'à ce jour' et se rapportant en quoi que ce soit au contrat du transport de la malle entre Mabou et Whycocomagh.

137. Réponse à ordre du 25 février 1915,—Relevé faisant connaître le montant d'argent perçu par les sous-percepteurs de douane à Edmundston, Clair, St-Leonard et Green-River, province du Nouveau-Brunswick, au cours de chacun des cinq derniers exercices financiers, et quels ont été les salaires payés chaque année à chacun de ces ports.

138. Réponse à ordre du 10 février 1915,—Etat indiquant la somme dépensée parmi les marchands de Medicine-Hat pour le compte des secours fournis par le gouvernement, à qui les paiements ont été faits et le montant total dans chaque cas.

139. Réponse à ordre du 2 février 1914,—Copie de tous les doucuments, lettres, correspondance, etc., au sujet de la destitution des personnes dont les noms suivent et qui occupaient les postes suivants dans le comté de Shelburne, N.-E.: J. V. Smith, sous-percepteur des douanes, à Lower-Wood-Harbour; John H. Lyons, gardien de phare, Barrington-Passage; William L. Smith, gardien de phare, Baccaro; E. D. Smith, surveillant des pcheries, Shag--Harbour; J. A. Orechiai, maître du havre, Wood-Harbour; J. C. Morrison, maître du havre, Shelburne, et Albert Mahaney, maître de poste, à Churchover.

139*a*. Réponse à ordre du 24 février 1915,—Copie de tous papiers, lettres et documents concernant la destitution des fonctionnaires suivants, dans le comté de Shelburne, N.-E.; Wm L. Smith, gardien de phare, Baccaro, N.-E.; J. A. Arechia, maître de havre, Lower-Wood-Harbour, et J. E. Morrison, maître de havre à Shelburne, N.-E.

140. Réponse à ordre du 9 mars 1914,—Relevé faisant connaître quelles ont été les sommes dépensées pour travaux publics dans le comté de Portneuf depuis le 1er juillet 1896 au 21 septembre 1911; quelle a été la nature des travaux exécutés dans chaque paroisse, en quelle année ils ont été exécutés et quelle a été la somme dépensée pour chacun de ces travaux.

141. Réponse à ordre du 22 février 1915,—Copie de tous papiers, requêtes, déclarations, serments ou prestations de serments, procédures, pétitions, jugements, certificats touchant la naturalisation de M. F. P. Gutelius, gérant général de l'Intercolonial, et tous autres documents s'y rapportant, de quelque nature qu'ils puissent être.

142. Rapport des délégués nommés pour représenter le gouvernement du Canada au huitième congrès international dit Purity Congress, tenu sous les auspices du Canada ligue dite *World's Purity*, à Kansas, Missouri, le 5-9 novembre 1914.

143. Réponse à adresse du 22 février 1915,—Copie de toutes les plaintes adressées au gouvernement à la suite de coups de feu tirés par des soldats de la milice canadienne sur deux citoyens américains, entraînant la mort de l'un d'eux, sur les eaux du lac Erié, et de toute la correspondance échangée à ce sujet entre l'ambassade britannique et les autorités des Etats-Unis.

144. Réponse à ordre du 24 février 1915,—Etat indiquant les montants en détail payés à Ward Fisher, de Shelburne, N.-E., inspecteur des pêcheries pour les années 1912 et 1913, à titre de salaire, frais de bureau, dépenses de voyage et toutes autres dépenses.

145. Réponse à ordre du 15 février 1915,—Etat donnant les noms et adresses postales de toutes les personnes, dans le comté de Yarmouth, qui ont reçu la gratification accordée par la "Loi des gratifications aux volontaires lors des invasions féniennes"; aussi, donnant les noms et adresses postales de toutes personnes, dans le dit comté, dont les demandes ont été rejetées; et, aussi, donnant les noms et les adresses postales de tous les postulants dans le dit comté dont les demandes n'ont pas encore été prises en considération.

146. Réponse à ordre du 19 février 1915,—Relevé faisant connaître les noms et les adresses postales de toutes les personnes du comté de Guysborough, N.-E., auquelles ont été payées des primes en vertu de la Loi accordant des primes aux volontaires qui ont servi dans les invasions féniennes; les noms et les adresses postales de toutes les personnes dont les demandes ont été rejetées, et la raison du refus;—aussi, les noms et les adresses postales de toutes les personns dont les demandes ont été reçues, mais auxquelles les primes n'ont pas été payées, en faisant la distinction entre les personnes dont les demandes ont été reçues et admises, et celles dont les demandes ont été reçues sans qu'une décision ait encore été prise, s'il en est.

147. Réponse à ordre du 12 février 1915,—Etat indiquant, depuis juin 1914, combien de demandes de grain de semence ont été reçues de la part de personnes résidant dans les trois provinces des prairies; combien de boisseaux de grain se trouvent compris dans ces demandes; combien d'acres de terre devaient être ensemencés de ce grain; combien de boisseaux de blé, d'avoine et d'orge, respectivement, se trouvaient à la disposition du gouvernement pour faire face à ces demandes; et si on a conclu avec les différents gouvernements provinciaux des arrangements en vue de parer aux besoins des colons en fait de grain de semence.

148. Réponse à ordre du 2 février 1914,—Etat indiquant le nombre de navires engagés depuis octobre 1911 par le gouvernement ou quelques-uns de ses départements, pour aller à la baie d'Hudson, ou à la baie de James; le nom et le tonnage de chaque navire, et le nom et le domicile de chaque officier commandant; quel était le chargement de chaque navire, quelle partie de ce chargement a été débarquée et où, quelle partie a été perdue et où, et quelle partie a été rapportée, et quelle était la valeur dans chaque cas.

148*a*. Réponse à ordre du 3 mars 1915,—Etat indiquant le nombre de navires employés par le ministre des Chemins de fer, le nombre d'hommes employés sur les navires et sur terre, et le montant dépensé pour approvisionnements, hommes et transport depuis le 30 mars 1914 jusqu'au 31 décembre 1914, en ce qui concerne le chemin de fer de la Baie-d'Hudson.

149. Réponse à adresse du 9 février 1914,—Copie de toute correspondance depuis le 1er janvier dernier au sujet de la convocation d'une conférence impériale sur la défense navale.

150. Réponse à ordre du 11 février 1915,—Etat donnant les noms et adresses postales de toutes les personnes, dans le comté d'Antigonish, qui ont reçu la gratification accordée par la "Loi des gratifications aux volontaires lors des invasions fénien-

nes"; aussi, donnant les noms et adresses postales de toutes personnes dans le dit comté dont les demandes ont été rejetées; et aussi, donnant les noms et les adresses postales de tous les postulants dans le dit comté dont les demandes n'ont pas encore été prises en considération.

151. Réponse à ordre du 3 mars 1915,—Sommaire faisant connaître quels étaient les officiers commissionnés du 17me régiment de la Nouvelle-Ecosse à Valcartier avant le départ pour l'Angleterre, et quels sont maintenant les officiers commissionnés de ce régiment.

152. Réponse à ordre du 9 février 1915,—Copie de tous comptes pour le déplacement du signal de tempête, à Shippigan, N.-B., et son installation sur le quai public, faisant connaître le coût du transfert pendant les mois d'octobre et novembre 1911.

153. Réponse à ordre du 4 mai 1914,—Copie de tous papiers, correspondance, télégrammes, pétitions, y compris les signatures, et tous autres documents en la possession du ministère du Commerce ou du ministre, ou en la possession du premier ministre concernant toute requête adressée entre le 1er novembre 1913 et la date actuelle par des personnes de la Nouvelle-Ecosse demandant l'aide du gouvernement pour le transport du poisson frais entre des ports de la Nouvelle-Ecosse et des Etats-Unis.

154. Déclaration de M. H. C. Crowell, correspondant du journal *Halifax Chronicle,* et la correspondance se rattachant aux énoncés publiés dans les journaux au sujet des prétendus mauvais traitements infligés au 17me régiment de la Nouvelle-Ecosse, dans les plaines de Salisbury.

155. Réponse à ordre du 3 mars 1915,—Relevé faisant connaître le coût estimatif de l'aménagement de la propriété de la *Canadian Car and Foundry Company, Limited,* à Amherst, N.-E., pour des fins militaires; le loyer, ou autre rémunération qui est ou sera payé à cette compagnie pour l'usage de ses ateliers et dépendances; les personnes qui devront fournir l'approvisionnement militaire, y compris les substances alimentaires pour les hommes, le charbon pour le chauffage et la cuisson, le fourrage et autres provisions pour les chevaux, pour les détachements qui y auront leurs quartiers, et à quels prix; s'il est vrai que l'on ne peut se procurer des formules de soumissions pour ces différents services qu'en s'adressant au bureau du député du comté de Cumberland, et que, en plus d'une instance, de ces formules de soumissions ont été refusées à des personnes qui en demandaient; si le gouvernement sait que, en ce qui concerne la fourniture du foin, on a allégué que non seulement on n'a pas permis à des libéraux de présenter une soumission, mais qu'on a averti les amis du gouvernement qu'il ne leur serait adjugé aucune partie du contrat si une partie quelconque du foin à fournir était achetée d'un libéral.

156. Réponse à adresse du 1er mars 1915,—Copie de toute la correspondance échangée avec les autorités impériales au sujet de prêts par le Trésor impérial au gouvernement canadien.

157. Réponse à ordre du 3 mars 1915,—Copie de tous télégrammes, lettres, correspondance et recommandations concernant la nomination de H. W. Ingraham en qualité de sous-registraire des aubains ennemis, à Sydney, N.-E., et sa révocation du dit emploi.

159. Réponse à ordre du 19 février 1915,—Copie de tous télégrammes, lettres, pétitions et autres documents se rapportant en quelque manière à la destitution de M. Mallet, capitaine du bateau de sauvetage à la station de Cheticamp, et à la nomination de son successeur.

160. Réponse à ordre du 3 mars 1915,—Copie de tous papiers, lettres et autres documents concernant la révocation du docteur John McKenzie, officier de santé des sauvages du comté de Pictou, et la nomination du docteur Keith comme son successeur.

161. Réponse à ordre du 15 février 1915,—Copie de tous télégrammes, rapports, correspondance, lettres, instructions et autres documents se rapportant à une

demande faite par Udo F. Schraeder, d'un bail de terrain de pâturage dans les townships 40 et 41, rang 7, à l'ouest du 3me méridien, province de la Saskatchewan.

162. Réponse à ordre du 3 mars 1915,—Etat donnant les noms de tous les postulants du comté de Pictou qui n'ont pas encore reçu la gratification accordée pour service lors de l'invasion fénienne.

162*a*. Réponse à ordre du 19 février 1915,—Etat donnant les noms et adresses de toutes les personnes, dans le comté de Pictou, qui ont reçu la gratification accordée pour service lors de l'invasion fénienne, et de toutes celles qui ont demandé cette gratification et qui ne l'ont pas encore reçue.

163. Réponse à ordre du 4 mars 1915,—Etat indiquant,—

1. De qui a été achetée la nourriture pour les hommes et les chevaux, ainsi que tous autres approvisionnements et effets d'équipement pour la batterie de campagne actuellement entraînée à Lethbridge;

2. Si c'est par soumission, à quelle date ont été demandées;

3. Quand les soumissions ont été ouvertes et les contrats adjugés;

4. Quels sont les noms et adresses postales de tous ceux qui ont envoyés des soumissions;

5. Quels ont été les soumissionnaires heureux, et le montant mentionné dans chaque soumission.

164. Réponse à ordre du 1er mars 1915,—Copie de tous rapports, télégrammes, requêtes, recommandations, lettres et correspondance se rapportant au dragage dans le havre d'Antigonish, et à l'amélioration de l'accès au havre, reçus par le gouvernement ou par l'un ou l'autre de ses ministères depuis le 1er janvier 1912, et non déjà compris dans la réponse, présentée le 30 avril 1914, à l'ordre de la Chambre du 16 mars précédent.

165. Copie d'un décret du conseil, en date du 9 mars 1915, à l'effet d'empêcher le transfert de navires britanniques.

167. Réponse à ordre du 3 mars 1915,—Copie de tous papiers, lettres, télégrammes et autres documents concernant le contrat actuel pour le service des malles entre Chance-Harbour et Trenton, comté de Pictou.

168. Réponse à ordre du 19 février 1915,—Copie de toute correspondance et de tous autres documents concernant l'adjudication du contrat pour le service des malles aux Caps-Maria, comté de Bonaventure, en 1914.

169. Réponse à ordre du 15 février 1915,—Copie de tous télégrammes, lettres et soumissions (y compris la première et la seconde demandes de soumissions) concernant la livraison de la malle rurale dans le township de Dundee, comté de Huntingdon.

170. Réponse à ordre du 11 février 1915,—Copie de tous télégrammes, pétitions, lettres et correspondance concernant un projet de service postal quotidien entre Lower-South-River et South-Side-Harbour, comté d'Antigonish, et l'amélioration du service postal pour les résidents du district en dernier lieu nommé.

171. Réponse à ordre du 1er mars 1915,—Copie de tous documents, télégrammes, lettres, recommandations, requêtes et autres papiers reçus par le ministère des Postes depuis le 1er janvier 1914 concernant le contrat pour le transport des malles entre Guysborough et Canso, N.-E.

172. Réponse à ordre du 22 février 1915,—Relevé faisant connaître le nombre total des employés permanents et temporaires dans les bureaux de poste suivants: Montréal, Toronto, Winnipeg, Halifax, Québec, Saint-Jean, N.-B., et Vancouver; quel est le chiffre total des appointements payés dans chaque cas, et quel était le nombre total des employés et le chiffre des appointements payés dans les bureaux de poste ci-dessus à la date du 1er octobre 1911.

173. Réponse à ordre du 19 février 1915,—Copie de tous télégrammes, lettres, correspondance, pétitions et documents de toutes sortes se rapportant au changement projeté de la route postale entre Inverness-Station et Margaree-Harbour.

174. Réponse à ordre du 8 mars 1915,—Relevé faisant connaître à combien de firmes ou de particuliers le gouvernement ou l'un ou l'autre de ses ministères a donné des commandes d'uniformes pour les soldats, depuis le 1er juillet 1914:—

2. Quels sont les noms de ces firmes;
3. Combien de ces uniformes ont été commandés à chaque firme;
4. Combien chaque firme en a livrés jusqu'à ce jour;
5. Combien chaque firme doit encore en livrer;
6. Quel prix chaque firme reçoit pour ces uniformes.

175. Réponse à ordre du 8 mars 1915,—Etat indiquant,—

1. A combien de firmes ou de particuliers le gouvernement ou l'un ou l'autre de ses ministères, a donné des commandes de l'équipement *Oliver* depuis le 1er juillet 1914;
2. Quels sont les noms de ces firmes;
3. Combien de ces équipements on été commandés à chaque firme;
4. Combien chaque firme en a livrés jusqu'à ce jour;
5. Combien chaque firme doit encore en livrer;
6. Quel prix chaque firme reçoit.

176. Réponse à ordre du 11 mars 1915,—Copie de toutes lettres, correspondance, etc., concernant la nomination de William Gore Foster, de Dartmouth, N.-E., à la charge d'inspecteur des réserves sauvages.

177. Réponse à ordre du 15 février 1915,—Copie de tous télégrammes, lettres, correspondance, baux et autres documents concernant la coupe du bois, par B. F. Smith et autres, sur la réserve sauvage Tobique, dans la province du Nouveau-Brunswick, depuis le 12 mars 1914;—aussi, copie de toutes conventions, offres et promesses faites par le dit B. F. Smith ou par le département des Affaires des Sauvages, au sujet de la vente ou disposition de quelque partie de la dite réserve sauvage de Tobique depuis la dite date, ou du bois abattu sur la dite réserve;—aussi, relevé de tout le bois abattu par le dit B. F. Smith sur la dite réserve, des droits de souche imposés, et des montants effectivement payés de ce chef, depuis le 1er janvier 1912 jusqu'à date actuelle.

178. Réponse à ordre du 8 mars 1915,—Relevé faisant connaître,—

1. Combien d'officiers de douane étaient employés au port douanier de Mansonville, Québec, le 20 septembre 1911;
2. Quels étaient les noms de ces officiers;
3. Quel salaire était payé à chacun d'eux;
4. Quel était le montant total des salaires payés aux officiers à ce port;
5. Combien d'officiers de douane sont employés à ce port à présent;
6. Quels sont leurs noms;
7. Quel salaire est reçu par chacun d'eux; et
8. Quel est le montant total des salaires payés aux officiers à ce port.

179. Réponse à ordre du 8 mars 1915,—Relevé faisant connaître,—

1. Combien d'officiers de douane étaient employés au port douanier de Highwater, Québec le 20 septembre 1911?
2. Quels étaient les noms de ces officiers;
3. Quel salaire était payé à chacun d'eux;
4. Quel était le montant total des salaires payés aux officiers à ce port;
5. Combien d'officiers de douane sont employés à ce port à présent;
6. Quels sont leurs noms;
7. Quel salaire est reçu par chacun d'eux; et
8. Quel est le montant total des salaires payés aux officiers à ce port.

180. Réponse à ordre du 8 mars 1915,—Relevé faisant connaître,—

1. Combien d'officiers de douane étaient employés au port douanier de Abercorn, Québec le 20 septembre 1911?
2. Quels étaient les noms de ces officiers;
3. Quel salaire était payé à chacun d'eux;

4. Quel était le montant total des salaires payés aux officiers à ce port;
5. Combien d'officiers de douane sont employés à ce port à présent;
6. Quels sont leurs noms;
7. Quel salaire est reçu par chacun d'eux; et
8. Quel est le montant total des salaires payés aux officiers à ce port.

181. Réponse à ordre du 1er mars 1915,—Copie de tous documents, requêtes, lettres, communications, etc., se rapportant à la destitution de Leonard Hutchinson, gardien-chef du pénitencier de Dorchester.

182. Réponse à ordre du 22 février 1915,—Copie des lettres, télégrammes et documents en général au sujet de la construction d'un pont projeté entre l'île de Montréal et la terre ferme à Vaudreuil.

182*a*. Réponse à ordre du 22 février 1915,—Copie des lettres, télégrammes et documents en général se rapportant à la construction d'un pont projeté entre l'île Perrot et la terre ferme à Vaudreuil.

183. Réponse à ordre du 29 février 1915,—Relevé faisant connaître quelles propriétés ont été acquises par le gouvernement dans la cité de Régina depuis l 21 septembre 1911; les descriptions de ces propriétés par mesures et bornes; pour quelles fins elles ont été acquises; de qui elles ont été achetées; quel a été le prix total, et le prix de revient par pied de chacune d'elles; si quelqu'une des propriétés a été acquise par voie d'expropriation, quel tribunal a déterminé le prix à payer pour chaque propriété ainsi expropriée, et à quelles dates ces propriétés ont été acquises.

184. Réponse à ordre du 19 février 1915,—Copie de tous télégrammes, lettres, mémoires, bordereaux de paie, recommandations et autres documents se rattachant en quelque manière à la construction d'un quai à Lower-Burlington, dans le comté de Hants.

185. Réponse à ordre du 24 février 1915,—Copie de toutes listes de paie, correspondance et pièces justificatives concernant les réparations au brise-lames de Jordan, comté de Shelburne, pour lesquelles Leander McKenzie était conducteur de travaux ou contremaître.

186. Réponse à ordre du 24 février 1915,—Copie de tous télégrammes, correspondance, lettres et bordereaux de paie concernant la réparation et le rallongement du brise-lames à Bluff-Head, comté de Yarmouth, N.-E., en 1914.

187. Réponse à ordre du 22 février 1915,—Relevé faisant connaître les sommes dépensées par le ministère des Travaux Publics, dans le comté d'Inverness, au cours de chaque année de 1896 à 1915.

188. Réponse à ordre du 24 février 1915,—Copie de tous télégrammes, lettres, correspondance et bordereaux de paie concernant les réparations et autres travaux au Brise-lames de Sandford, comté de Yarmouth, N.-E., en 1914.

189. Réponse à ordre du 1er mars 1915,—Copie de tous papiers, lettres, pétitions et autres documents concernant un contrat pour le transport des malles entre Whitby et la gare du Grand-Tronc conclu avec David D. Heard & Sons, ou avec John Gimblet, Whitby.

190. Copie de rapports du comité du Conseil privé, approuvés par Son Altesse Royale le Gouverneur général, concernant certaines avances à la *Canadian Northern Railway Company* et à la *Grand Trunk Pacific Railway Company*, respectivement, avec copie des traités conclus entre les dites compagnies et Sa Majesté.

191. Réponse à ordre du 11 février 1915,—Copie de toutes les soumissions reçues le 15 janvier écoulé, par le ministère des Postes pour le service de la malle entre Caraquet et Tracadie, comté de Gloucester, N.-B., avec les noms des soumissionnaires, le chiffre respectif des soumissions et le nom du nouvel entrepreneur.

192. Réponse à ordre du 8 mars 1915,—Relevé faisant connaître,—

1. Quelles fractions de homesteads dans la Saskatchewan ont été vendues en 1914;

2. Quel était le nom de l'acheteur, et quel a été le prix d'achat dans chaque cas.

193. Réponse à ordre du 25 février 1915,—Sommaire faisant connaître, en rapport avec la réponse faite le 15 février à la question posée le 9 février, page 161 des Débats non revisés,—combien a coûté l'ameublement des bureaux du gouvernement dans chacun des dits édifices.

194. Réponse à ordre du 1er mars 1915,—Etat donnant le montant des subventions de chemins de fer dans le comté d'Inverness depuis 1896 jusqu'à présent, et les dates de ces paiements.

195. Réponse à ordre du 1er mars 1915,—Copie de tous papiers, lettres, télégrammes et autres documents depuis janvier 1911 jusqu'à date, concernant l'achat ou l'affermage du chemin de fer entre New-Glasgow et Thorburn, comté de Pictou, connu sous le nom de *Vale Railway,* de la *Acadia Coal Company.*

196. Réponse à ordre du 1er mars 1915,—Copie de tous documents, lettres, messages, correspondance, contrats, etc., se rapportant à la vente ou au bail par le département des Chemins de fer à Joseph Meunier, du foin croissant sur le terrain de l'Intercolonial, dans la paroisse du Bic, comté de Rimouski, vis-à-vis les propriétés de Charles Lavoie, Cléphas Leclerc et Joseph Parent.

197. Réponse à ordre du 3 mars 1915,—Copie de tous papiers, lettres, télégrammes, témoignages d'enquêtes, rapports et autres documents concernant la suspension ou autre punition infligée à la suite de l'accusation d'ivrognerie portée contre Newton Hopper, chef de train sur l'Intercolonial, et sa réinstallation subséquente.

198. Réponse à ordre du 1er mars 1915,—Copie de tous télégrammes, lettres et autres papiers concernant la destitution de Bruce Wiswell, cantonnier sur l'Intercolonial, à Stellarton, N.-E.

199. Réponse à ordre du 22 février 1915,—Relevé faisant connaître quel nombre de tonnes de marchandises a été reçu et a été expédié aux stations de Loggieville, de Chatham et de Newcastle, respectivement, sur la ligne de l'Intercolonial, chaque mois de 1914, et pendant le mois de janvier 1915, avec mention séparée du charbon et autres approvisionnements de chemins de fer; quel a été le mouvement du trafic-passagers local et d'entier parcours à chacune des stations susdites, chaque mois de la période susmentionnée.

200. Réponse à ordre du 15 février 1915,—Copie de tous télégrammes, lettres, et correspondance échangés avec Margaret Lynch, ou toute personne agissant en son nom, en rapport avec l'expropriation, par l'Intercolonial, d'un certain terrain appartenant à la dite Margaret Lynch, en la cité de Fredericton, N.-B.;—aussi, de tous télégrammes, lettres et correspondance échangés avec F. P. Gutelius ou tout autre fonctionnaire de l'Intercolonial en la matière.

201. Réponse à ordre du 3 mars 1915,—Copie de tous documents concernant le paiement à C. R. Scoles, de New-Carlisle, Québec, en juillet 1914, du reliquat de subvention votée en faveur du chemin de fer de l'Atlantique au Lac Supérieur, sur la recommandation du contrôleur financier.

202. Réponse à ordre du 1er mars 1915,—Copie de tous télégrammes, lettres, correspondance et rapports concernant l'achat du chemin de fer *New Brunswick and Prince Edward Island,* entre Sackville et Cap-Tormentine, comté de Westmorland.

203. Réponse à ordre du 1er mars 1915,—Copie des taux de transport de la farine, actuellement en vigueur sur les chemins de fer Québec Oriental et *Atlantic, Quebec and Western.*

(3) Que la recommandation contenue dans le premier rapport du comité d'Agriculture et de Colonisation, présenté à la Chambre le 25 mars, soient adoptée.

(4) Que, s'il n'y a plus de réunion du comité, les présidents conjoints aient l'autorité d'ordonner l'impression ou la non-impression de tout document qui pourra être

soumis à l'une ou l'autre Chambre, et, d'une manière générale, jusqu'à la fin de la session, de décider en toute autre matière qui relève régulièrement de ce comité.

L'ordre relatif à la troisième lecture du Bill (No 76) Loi ayant pour objet de suppléer le Revenu nécessaire pour faire face aux dépenses de la guerre,—étant appelé;

M. White (Leeds) propose,—Que le dit ordre soit rescindé et le bill renvoyé au comité général pour examen ultérieur.—Adopté.

Le dit bill est, en conséquence, examiné de nouveau en comité général, rapporté avec un amendement, délibéré tel qu'amendé, lu la troisième fois, et adopté.

M. White (Leeds) remet un message de Son Altesse Royale le Gouverneur général, lequel est lu par M. l'Orateur, comme suit:—

ARTHUR.

Le Gouverneur général transmet à la Chambre des Communes un nouveau budget supplémentaire des sommes requises pour le service du Canada pour l'année finissant le 31 mars 1915, et conformément aux dispositions de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, de 1867, il recommande ce budget à la Chambre des Communes.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,
OTTAWA, mars 1915.

La Chambre se forme de nouveau en comité des Subsides.

(*En comité.*)

Les résolutions suivantes sont adoptées:—

III.—GOUVERNEMENT CIVIL.

6	Secrétariat d'Etat—	
	Traitements	75,300 00
	Dépense casuelle	16,000 00

XXXV.—DIVERS.

311	Contribution à la publication du Catalogue international des publications scientifiques	500 00
312	Dépenses occasionnées par la *Loi de Tempérance du Canada*	2,000 00

III.—GOUVERNEMENT CIVIL.

7	Division des impressions et de la papeterie publiques—	
	Traitements, y compris imprimeur du Roi, adjoint et contrôleur de la papeterie à $4,000	69,562 50
	Dépense casuelle	10,300 00

VII.—LEGISLATION.

En général.

41	Impressions, papier à imprimer et reliure	300,000 00
	Impressions, reliure et distribution des lois	10,000 00
	Dépense casuelle se rattachant aux listes des votants	8,000 00
	Dépenses casuelles du greffier de la Couronne en chancellerie, y compris l'emploi de commis temporaires	5,000 00
	Listes des votants provinciales	11,000 00

XXXV.—DIVERS.

306	*Gazette du Canada*..	21,000 00
307	Imprimerie de l'Etat—Réparations et réfections..	7,000 00
308	Imprimerie de l'Etat—Nouvelles installations..	50,000 00
309	Distribution des documents parlementaires..	2,000 00
310	Impressions diverses..	100,000 00

III.—GOUVERNEMENT CIVIL.

20	Ministère des Mines—	
	Traitements, y compris $1,000, transfert de la troisième division, subdivision A, à la seconde division, subdivision B..	358,775 00
	Dépenses casuelles..	7,000 00

XXVIII.—MINES ET SERVICE GEOLOGIQUE.

Division des Mines.

	Recherches relatives aux gisements de minerais et de minéraux industriels, aux tourbières, à la valeur comme combustible des houilles, du lignite, et de la tourbe au Canada, y compris les salaires du machiniste et des journaliers et la machinerie supplémentaire; recherches relatives au traitement des minerais, y compris le remisage du gril, les salaires des journaliers, les machineries et l'outillage du labour: obtention de renseignements concernant les minéraux, les industries et les opérations de la métallurgie..	62,000 00
282	Publication de rapports, leur traduction en français, achat de livres, papeterie, dépenses du laboratoire de chimie, appareils, instruments, dépenses casuelles de bureau, services auxiliaires	67,000 00
	Pour faire des recherches sur la manufacture et l'emmagasinage des explosifs au Canada, les appareils et outillages, le salaire des inspecteurs, chimistes, mécaniciens, comptabilité et frais de voyage.	5,000 00
	Pour l'essai des sables goudronneux d'Athabaska dans la confection des routes..	5,000 00

Essayerie du Canada.

283	Maintien de l'essayerie à Vancouver, C.-B. ..	20,000 00

Service géologique.

	Explorations et études: études ethnologiques, archéologiques, paléontologiques, et rémunération d'explorateurs, topographes, dessinateurs et autres..	175,000 00
	Pour explorations et recherches dans le but de découvrir la possibilité de l'existence des minerais de radium au Canada et la dissémination des renseignements concernant ces minerais..	10,000 00
	Publication de rapoprts, leur traduction en français, cartes, plans, illustrations, etc..	75,000 00
284	Achat de livres, instruments, appareils de laboratoire, substances chimiques, matériel pour les cartes, papeterie, entretien des bureaux et du musée; pour service provisoire technique, aux écritures et autres; uniformes pour quatre attachés, dépenses diverses, etc..	54,000 00
	Pour collection et achat de spécimens pour le musée Victoria.. ..	15,000 00
	Compensation à John F. Lyons pour le logement, combustible, éclairage et eau à lui fournis comme concierge du musée géologique, rue Sussex, évacué lors du déménagement au musée Victoria ..	400 00

XXXV.—DIVERS.

336 Subvention au *Canadian Mining Institute*. 3,000 00
337 Subvention à la *Canadian Peat Society*. 1,500 00

III.—GOUVERNEMENT CIVIL.

30 Archives publiques—
Traitements. 53,462 50
Dépenses casuelles. 7,500 00

XXXV.—DIVERS.

323 Archives publiques. 55,000 00

III.—GOUVERNEMENT CIVIL.

31 Commission du Service civil—
Traitements. 32,037 50
Dépenses casuelles. 15,500 00

Et le comité continuant de siéger;

A six heures p.m., M. l'Orateur prend le fauteuil et le quitte pour le reprendre à huit heures p.m.

Huit heures p.m.

(*L'ordre pour les bills privés est appelé en vertu de la règle 25.*)

Le Bill K (No 107) du Sénat, intitulé: "Loi concernant un brevet de *John Millen and Son, Limited*", est lu pour la seconde fois et référé au comité des Bills Privés.

Le Bill X (No 108) du Sénat, intitulé: "Loi concernant *The Moncton and Northumberland Strait Railway Company*", est lu pour la seconde fois et référé au comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.

Le comité des Subsides reprend alors le cours de ses délibérations.

Les résolutions suivantes sont adoptées:—

XIX.—DEPARTEMENT DU SERVICE NAVAL.

220 Service naval—Entretien et maintien des navires, école navale et bassins de radoub à Halifax et à Esquimalt, et réserve de marins volontaires. 1,000,000 00
221 Service de protection des pêcheries—Réparation et entretien des steamers de protection des pêcheries. 375,000 00
222 Service de protection des pêcheries—Achat de nouveaux steamers 30,000 00
223 Relevés hydrographiques, y compris le relevé de la baie d'Hudson 390,000 00
224 Service radiotélégraphique—Construction et entretien de stations radiotélégraphiques. 350,000 00
225 Marées, service des—Entretien des stations de marées et des steamers d'exploration. 35,000 00
227 Protection des eaux septentrionales du Canada. 50,000 00
228 Récompenses aux sauveteurs et stations de sauvetage—Crédit autrefois compris dans le service maritime et fluvial. 125,400 00

XXVI.—PECHERIES.

268 Aider à l'établissement, à l'entretien et à l'inspection d'un entrepôt frigorifique pour la boitte et la conservation et le développement de la pêche de grands fonds, et pourvoir à de meilleurs moyens de transport pour le poisson frais. 150,000 00

269 Entretien d'usines servant à faire des expériences pour la réduction du chien de mer. 60,000 00

Résolutions à rapporter.

Rapport à recevoir,—le comité devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Un message est reçu du Sénat adoptant les bills suivants sans amendement:—

Bill (No 20) Loi concernant la *Canadian Northern Railway Company.*

Bill (No 49) Loi concernant la *Calgary and Fernie Railway Company.*

Bill (No 50) Loi concernant la *Canadian Western Railway Company.*

Bill (No 52) Loi concernant la Compagnie du canal de Montréal à Ottawa et la baie Georgienne.

Bill (No 54) Loi concernant la compagnie dite *The Toronto Terminals Railway Company.*

Bill (No 60) Loi constituant en corporation la *Entwistle and Alberta Southern Railway Company.*

Bill (No 61) Loi concernant la *Simcoe, Grey and Bruce Railway Company.*

Bill (No 65) Loi concernant la compagnie dite *The Toronto, Hamilton and Buffalo Railway Company.*

Bill (No 51) Loi concernant la *Kettle Valley Railway Company,* et à l'effet de ratifier et confirmer une convention avec la *Vancouver, Victoria and Eastern Railway and Navigation Company.*

Bill (No 55) Loi constituant en corporation la *Fraser Valley Terminal Railway Company.*

Aussi,—Un message avec les bills suivants de Leurs Honneurs, auxquels le concours de cette Chambre est demandé:—

Bill S (No 112) intitulé: " Loi amendant la Loi des Grains du Canada ".

Bill W (No 113) intitulé: " Loi amendant la Loi du poinçonnage de l'or et de l'argent, 1913 ".

Et aussi,—Adoptant le Bill (No 67) Loi modifiant la Loi minière du Yukon, avec un amendement, comme suit:—

Page 1, ligne 7.—Retrancher les mots depuis " à " jusqu'à " de détenir ", dans la douzième ligne, et insérer les mots suivants: " Quiconque s'est enrôlé ou a été accepté pour le service actif, soit dans l'armée britannique soit dans les armées alliées, pour la défense de l'Empire durant la guerre actuelle, et

(*a*) qui fait partie de ce service actif; ou

(*b*) qui, ayant fait partie de ce service actif, a, par le fait d'une blessure, de maladie ou d'un autre accident éprouvé dans ce service, est devenu invalide, ou a été renvoyé autrement que par une sentence de cour martiale; et

(*c*) dans l'un et l'autre cas, est le possesseur de droits miniers acquis sous l'empire de la présente loi; ".

Avec la permission de la Chambre,—

M. Sharpe (Ontario), du comité des Bills Privés, présente le quatrième rapport de ce comité, lequel est comme suit:—

Votre comité a pris en considération les bills suivants, et a décidé de les rapporter sans amendement, savoir:—

Bill G (No 82) du Sénat, intitulé: "Loi concernant le brevet de la *National Wood Distilling Company*".

Bill I (No 83) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Lottie Thorndike".

Bill H (No 86) du Sénat, intitulé: "Loi concernant *The Grain Growers' Grain Company, Limited*".

Bill L (No 88) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Adam Clarke Anderson".

Bill T (No 90) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Alexander McIntyre".

Bill U (No 91) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Violet Burnett Delmege".

La Chambre alors s'ajourne à 11.25 p.m., jusqu'à lundi prochain, à 11 a.m.

THOMAS SIMPSON SPROULE,
Orateur.

AVIS DE MOTIONS

M. *Macdonald*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le révérend W. T. Suckling occupe-t-il le poste de chapelain dans le 14me Hussards Canadiens du Roi?

2. Est-il vrai qu'il a commencé comme simple soldat, qu'il a porté un vif et actif intérêt à toutes les choses relevant de la milice, qu'il a obtenu toute la compétence voulue pour remplir les fonctions d'instructeur de mousqueterie, et qu'il est reconnu comme l'un des habiles tireurs de la Nouvelle-Ecosse?

3. A-t-il offert ses services pour aller au front au delà des mers, et a-t-il été recommandé pour le poste de chapelain du 6me Carabiniers à cheval?

M. *Bureau*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quel était le nombre d'employés en rapport avec l'administration des Postes à Trois-Rivières, le 21 septembre 1911, et quel était le montant des salaires payés par an, à cette date, pour ce service?

2. Quel est le nombre d'employés en rapport avec l'administration des Postes à Trois-Rivières, à cette date, et quel est le montant des salaires payés par an pour ce service?

3. Quel était le nombre d'employés au département des Douanes, pour le district de Trois-Rivières, le 21 septembre 1911, et quel était le montant des salaires payés par an pour ce service?

4. Quel est le nombre d'employés au département des Douanes, pour le district de Trois-Rivières, à cette date, et quel est le montant des salaires actuellement payés par an pour ce service?

5. Quel était le nombre d'employés au département du Revenu de l'Intérieur, pour le district de Trois-Rivières, le 21 septembre 1911, et quel était le montant des salaires payés par an pour ce service?

6. Quels est le nombre d'employés, à cette date, au département du Revenu de l'Intérieur, pour le district de Trois-Rivières, et quel est le montant des salaires payés par an pour ce service?

7. Quel était le nombre d'employés et le montant de salaires payés pour les travaux du Saint-Maurice, dans le comté de Champlain, en l'année 1911-1912?

8. Quel a été le nombre d'employés et le montant de salaires payés par an, pour les travaux sur le Saint-Maurice, dans le comté de Champlain, depuis 1911-1912?

9. Est-ce que les employés du gouvernement dont les noms suivent ont eu congé les 26 et 27 novembre 1914, et les 4 et 5 janvier 1915?

Wildé Lavallé, Pierre Thivierge, Joseph Paquin, père, Joseph Paquin, fils, Athanase Gélinas, commis.

10. Si oui, à la demande de qui et pour quelle raisons?

11. Est-ce que ces journées ont été retranchées du salaire de ces employés?

M. *Bureau*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Pourquoi les travaux des édifices publics à Trois-Rivières sont-ils suspendus?

2. Le gouvernement a-t-il fait des arrangements quelconques depuis la signature du contrat avec les entrepreneurs pour la construction de ces édifices?

3. Si oui, quels sont ces arrangements?

4. Quel est le montant mentionné dans le contrat pour la construction du quai au Cap de la Madeleine?

5. Combien d'argent a-t-il été payé pour ce quai depuis le commencement de sa construction jusqu'à date; à qui et pourquoi ces argents ont-ils été payés?

6. A la demande de qui se sont faits les travaux sur les quais de Trois-Rivières durant les années 1914 et 1915?

7. Est-ce que ces travaux sont payés par le gouvernement ou par la Commission du Port de Trois-Rivières?

8. A quelle date le gouvernement a-t-il autorisé ces travaux et à qui en a-t-il été confié la charge?

* M. *Maclean* (Halifax)—Lundi prochain—ADRESSE—Copie de tous les documents, lettres, décrets du conseil, etc., se rapportant au renvoi de Joseph C. Lavers et de John Connolly du service des douanes, à Halifax, N.-E.

* M. *Bureau*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de toute correspondance, dépêches télégraphiques, requêtes, recommandations, ou de tous documents quelconques échangés entre le ministère des Travaux Publics ou aucun de ses officiers, en rapport avec la construction des édifices publics à Trois-Rivières, depuis le premier janvier 1913, jusqu'à date.

M. *Hazen*—Lundi prochain—Comité général pour considérer la résolution suivante:—

Qu'il est expédient de modifier la Loi constituant en corporation les Commissaires du havre de Vancouver en prescrivant que la corporation peut faire des règlements pour l'imposition des péages, taux, honoraires et droits (autres que les droits de pilotage, de marins malades et d'inspection de bateaux à vapeur) et que tous les péages, taux, honoraires, droits et autres revenus imposés ou perçus par la corporation sous l'empire de la dite loi seront reçus et retenus par la corporation et formeront partie de son revenu général.

M. *Cochrane*—Lundi prochain—Comité général pour considérer la résolution suivante:—

Qu'il est expédient de modifier la Loi du chemin de fer National Transcontinental, et les lois qui l'amendent, et de prescrire que le ministre des Chemins de fer et Canaux peut, avec l'assentiment du Gouverneur en conseil, louer ou autrement acquérir cette partie du chemin de fer de la Compagnie Grand-Tronc-Pacifique, connue sous le nom de division du Lac Supérieur, entre la jonction du lac Supérieur et Fort-William, dans l'Ontario, y compris les travaux d'accommodation de têtes de ligne de la dite compagnie ou de toute autre compagnie, et, pour toutes les fins de l'article 9 de la dite loi, peut fournir, par voie d'achat, de location ou autrement, le matériel roulant et équipement; et la Compagnie du chemin de fer Grand-Tronc-Pacifique et toute autre compagnie seront autorisées, chacune pour sa part, d'en agir de même à l'égard de la dite ligne de chemin de fer, ou dits travaux d'accommodations de têtes de ligne, selon le cas;—Que les paragraphes 2, 3, 4, 5 et 6 de l'article 361 de la Loi des chemins de fer et l'article 29 du chapitre 122 des lois de 1903 ne s'appliqueront à toute telle location ni à quoi que ce soit effectué en vertu des dispositions qui précèdent;—que la Loi des chemins de fer du gouvernement s'appliquera à toute ligne de chemin de fer (y compris les facilités et travaux d'accommodation de têtes de lignes) ainsi louée ou acquise; et que les dépenses découlant de la loi basée sur cette résolution, ou sous l'empire du chapitre 43 des lois de 1914, constitueront une charge contre le Fonds du revenu consolidé du Canada.

M. *Blondin*—Lundi prochain—BILL intitulé: "Loi modifiant la Loi du Revenu de l'Intérieur".

M. *Blondin*—Lundi prochain—BILL intitulé: "Loi modifiant la Loi du Revenu de l'Intérieur".

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle.	Comités.	Heure.
	Lundi, 29 mars.	
101	Banques et Commerce	10 a.m.
100	Bills Privés	10.30 a.m.
121	Comité spécial *re* Lois électorales	10.45 a.m.
101	Comité spécial *re* Chaussures fournies au ministère de la Milice et de la Défense	10.30 a.m.
211	Chemins de fer, Canaux et Télégraphes	10.30 a.m.

No 36.

OTTAWA, SAMEDI, 27 MARS 1915.

5e Session, 12e Parlement, 5 George V, 1915

PROCÈS - VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

OTTAWA
Imprimé par J. DE L. TACHÉ
Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi
1915

No 37.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SEANCE DU LUNDI, 29 MARS 1915.

Onze heures a.m.

PRIÈRES.

M. Lancaster, du comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes, présente le onzième rapport du dit comité, lequel est comme suit:—

Votre comité a pris en considération le Bill X (No 108) du Sénat, intitulé: "Loi concernant *The Moncton and Northumberland Strait Railway Company*", et a décidé d'en faire rapport sans amendement.

M. Barker, du comité des Banques et du Commerce, présente le sixième rapport de ce comité, lequel est comme suit:—

Votre comité a pris en considération les bills suivants, qu'il rapporte sans amendement, savoir:—

Bill E (No 96) du Sénat, intitulé: "Loi concernant la *Premier Trust Company*".

Bill O (No 97) du Sénat, intitulé: "Loi concernant la *North West Life Assurance Company*".

M. Doherty, du comité spécial chargé de l'étude de la question de l'opération de la Loi relative à l'élection des membres de la Chambre des Communes, etc., présente le rapport suivant:—

Le comité spécial chargé de s'enquérir de l'opération de la Loi relative à l'élection des membres de cette Chambre, et de la pratique et de la procédure suivies au sujet des pétitions d'élections, présente un bill portant modification de la Loi des Elections fédérales, ainsi qu'un bill à l'effet de modifier la Loi des Elections contestées, ces deux bills étant unanimement agréés par les membres du comité.

Quant à la question de fournir aux officiers et aux soldats des forces militaires du Canada, en service actif, les moyens d'exercer leur franchise à toute élection qui pourrait survenir alors qu'ils seraient absents par suite de tel service, dont ce comité a eu à s'occuper à la suite de la résolution de M. Fripp, M.P., adoptée par la Chambre, votre comité désire soumettre le projet de loi ci-annexé.

M. l'Orateur soumet à la Chambre le rapport suivant du greffier de la Chambre des Communes touchant l'augmentation statutaire du salaire des commis et employés de la Chambre:—

CHAMBRE DES COMMUNES,
BUREAU DU GREFFIER,
OTTAWA, 29 mars 1915.

L'honorable Orateur de la
Chambre des Communes.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de faire rapport que tous les fonctionnaires, commis et employés de la Chambre des Communes, ainsi qu'un commis de la division de distribution conjointe de la Chambre des Communes et du Sénat, qui peuvent participer à l'augmentation annuelle de traitement sous le régime de l'article 37 du chapitre 15 des lois de 1908, ont droit à cette augmentation par suite de bonne conduite, attendu que tous la méritent sans exception.

J'ai l'honneur d'être, monsieur,
Votre obéissant serviteur,
THOS. B. FLINT,
Greffier de la Chambre des Communes.

Je recommande par les présentes que l'augmentation de salaire mentionnée dans le rapport ci-dessus soit payée aux membres y ayant droit du personnel de la Chambre, y compris la division de distribution conjointe du Sénat et de la Chambre des Communes.

T. S. SPROULE,
Orateur.

M. Sharpe (Ontario), du comité des Bills Privés, présente le cinquième rapport de ce comité, lequel est comme suit:—

Votre comité a pris en considération les bills suivants, et a décidé d'en faire rapport sans amendement, savoir:—

Bill J (No 84) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Arthur Ernest Birdsell".

Bill M (No 89) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Thomas Jefferson Moore".

Bill V (No 92) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Alice Beckett".

Bill P (No 98) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Austin McPhail Bothwell".

Bill Q (No 99) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Agnès Gravelle".

Bill R (No 100) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Clara Elizabeth Darnell".

Bill Z (No 101) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Thomas Batin Harries".

Bill A 1 (No 102) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à William John Owen Delaney".

Bill B 1 (No 103) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Edith May Webster Boydell".

Bill C 1 (No 104) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à William Robert Delaney".

Sur motion de M. Blondin, les trois bills qui suivent sont présentés, lus une première fois, et remis pour deuxième lecture à la prochaine séance de la Chambre:—

Bill (No 114) Loi modifiant la Loi des falsifications.

Bill (No 115) Loi modifiant la Loi du Revenu de l'Intérieur.

Bill (No 116) Loi modifiant la Loi du Revenu de l'Intérieur.

Sur motion de Sir George Foster, les bills suivants du Sénat sont lus une première fois et remis pour deuxième lecture à la prochaine séance de la Chambre:

Bill S (No 112) intitulé: "Loi amendant la Loi des Grains du Canada".

Bill W (No 113) intitulé: "Loi amendant la Loi du poinçonnage de l'or et de l'argent, 1913".

M. Sharpe (Lisgar) propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité général sur les bills privés (en vertu de la règle 109).—Adopté.

Les bills suivants sont délibérés en comité général, rapportés sans amendement, lus la troisième fois et adoptés:—

Bill G (No 82) du Sénat, intitulé: "Loi concernant le brevet de la *National Wood Distilling Company*".

Bill I (No 83) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Lottie Thorndike".

Bill H (No 86) du Sénat, intitulé: "Loi concernant *The Grain Growers' Grain Company, Limited*".

Bill L (No 88) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Adam Clarke Anderson".

Bill T (No 90) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Alexander McIntyre".

Bill U (No 91) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Violet Burnett Delmege".

L'adresse à Son Altesse Royale le Gouverneur général,—et les odres de la Chambre qui suivent, sont votés, savoir:—

Par M. Marcil (Bonaventure), pour M. McKenzie:—Ordre de la Chambre,—Copie de tous télégrammes, lettres ou autres documents échangés entre le ministre des Chemins de fer et Canaux et J. C. Douglas, écr, M.P.P., de Glace-Bay, N.-E., entre le 1er janvier et le 31 décembre 1914, et de tous télégrammes et lettres entre le ministre des Douanes, le ministre des Postes et le dit J. C. Douglas, durant la même période, au sujet de la destitution, de la nomination ou de la réintégration à leur poste des fonctionnaires du gouvernement.

Par M. Sharpe (Ontario):—Ordre de la Chambre,—Copie de toutes lettres, pétitions, résolutions ou autres documents demandant au gouvernement de prendre des mesures pour modifier le Sénat afin de le mettre en harmonie avec les principes du gouvernement populaire.

Par M. Chisholm (Inverness) :—Ordre de la Chambre,—Copie de tous papiers, documents, télégrammes, pétitions et correspondance en la possession du ministère de la Marine et des Pêcheries, ayant trait en quelque manière aux accusations portées contre Alexander McDonald, gardien des pêcheries à Seaside, comté d'Inverness, N.-E.

Par M. Turgeon, pour M. Bourassa :—Ordre de la Chambre,—Copie de tous documents, lettres, télégrammes, rapports, etc., se rapportant à la réclamation de Télesphore Paradis, de la ville de Lévis, et résultant de l'incendie de ses quais et moulins qui aurait été allumé par une locomotive de l'Intercolonial.

Par M. Turgeon, pour M. Bourassa :—Ordre de la Chambre,—Copie de tous documents, lettres, télégrammes, rapports, etc., se rapportant à la démission de Alexandre Blais, de la ville de Lévis, comme officier de douane à Bradore-Bay, et à la nomination de son ou ses successeurs.

Par M. Turgeon, pour M. Bourassa :—Ordre de la Chambre,—Copie de tous documents, lettres, télégrammes, rapports, etc., se rapportant à la démission de Alexandre Blais, de la ville de Lévis, comme officier de pêcheries, et à la nomination de son ou de ses successeurs.

Par M. Sinclair :—Ordre de la Chambre,—Copie de tous papiers, correspondance, plaintes, témoignages, rapports et autres documents en la possession du ministère des Travaux Publics ou autre ministère concernant les plaintes et accusations portées contre le capitaine Thomas Brown au sujet des opérations de la drague *Mudlark* dans la Colombie-Britannique. Aussi, copie de tous télégrammes et correspondance échangés entre toutes personne ou personnes quelconques, dans la dite province, et le ministre des Travaux Publics, en 1913 et 1914 jusqu'à date, concernant les nominations et destitutions d'officiers ou d'employés à bord de la dite drague.

Par M. Carroll, pour M. Law :—Ordre de la Chambre,—Copie de tous les documents, comptes, pièces justificatives, etc., se rapportant aux réparations faites au phare de l'île Coffin, N.-E., au cours de l'année civile 1914.

Par M. Maclean (Halifax) :—Adresse,—Copie de tous documents, lettres, décrets du conseil, etc., se rapportant au renvoi de Joseph C. Lavers et de John Connolly, du service des douanes, à Halifax, N.-E.

Par M. Marcil (Bonaventure), pour M. Bureau :—Ordre de la Chambre,—Copie de toute correspondance, dépêches télégraphiques, requêtes, recommandations, ou de tous documents quelconques échangés entre le ministère des Travaux Publics ou aucun de ses officiers, en rapport avec la construction des édifices publics à Trois-Rivières, depuis le premier janvier 1913, jusqu'à date.

Sur motion de M. Hazen, il est résolu que la Chambre se forme en comité général, demain, pour considérer la résolution suivante :—

Qu'il est expédient de modifier la Loi constituant en corporation les Commissaires du havre de Vancouver en prescrivant que la corporation peut faire des règlements pour l'imposition des péages, taux, honoraires et droits (autres que les droits de pilotage, de marins malades et d'inspection de bateaux à vapeur) et que tous les péages, taux, honoraires, droits et autres revenus imposés ou perçus par la corporation sous l'empire de la dite loi seront reçus et retenus par la corporation et formeront partie de son revenu général.

Le Bill (No 95) Loi concernant certaines émissions de Billets du Dominion,—est lu une deuxième fois, délibéré en comité général, rapporté sans amendement et adopté.

Un message est reçu du Sénat agréant, sans modification, les bills suivants:—

Bill (No 44) Loi concernant certains brevets de la *Lohman Company.*
Bill (No 71) Loi concernant la *Sterling Life Assurance Company of Canada.*
Bill (No 78) Loi modifiant la Loi des Banques.

Le Bill (No 87) Loi ayant pour objet d'accorder à Sa Majesté de l'aide pour la défense militaire et navale,—est lu une deuxième fois, délibéré en comité général, rapporté sans amendement, lu la troisième fois et adopté.

Le Bill (No 105) Loi modifiant la Loi des chemins de fer de l'Etat et portant autorisation d'acheter certains chemins de fer,—est lu une deuxième fois, délibéré en comité général, rapporté sans amendement, lu la troisième fois et adopté.

L'ordre portant que la Chambre se forme en comité des Subsides—étant lu;
M. White (Leeds) propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et la motion étant mise aux voix, elle est adoptée.

La Chambre, en conséquence, se forme de nouveau en comité des Subsides.

(En comité.)

Les résolutions suivantes sont adoptées:—

XIV.—CHEMINS DE FER ET CANAUX—IMPUTABLE SUR LE CAPITAL.

Chemin de fer Intercolonial.

	Freins à air comprimé—Amélioration de soupapes à 3 clapets..	3,400 00
	Amherst—Agrandissements et facilités..	16,000 00
	Anti-glisseurs et plaques de travers..	50,000 00
	Ponts—Renforcement..	700,000 00
	Chatham—Déviation de la ligne et de l'embranchement allant au quai	2,500 00
	De Chaudière-Jonction à St-Romuald—Double voie..	30,000 00
	Déviation de la ligne entre Nelson et Derby-Jonction..	6,000 00
	Déviation de la ligne entre Sydney-Nord et Leitches-Creek..	60,000 00
	Fredericton—Agrandissement des installations..	5,000 00
	Protection générale des grandes routes..	16,000 00
	Halifax—Docks et quai à..	30,000 00
	Halifax—Nouvelles facilités terminales..	3,000,000 00
	Halifax—Agrandissement des installations et installation de machines à..	3,500 00
	Halifax—Egout du parc Willow..	14,900 00
	Hampton—Passage souterrain et facilités à..	39,750 00
	Installation du système de sûreté *(block system)* se rattachant à l'exploitation..	14,000 00
	Installation d'un réseau téléphonique se rattachant à l'exploitation..	100,000 00
	Lévis—Améliorations à..	200,000 00
	Moncton—Ateliers de locomotives et des wagons et outillage..	110,000 00
	Moncton—Elimination des passages à niveau et des rampes..	125,000 00
	Moncton—Toitures..	22,500 00
	Mulgrave—Pour un nouveau bac transbordeur de wagons et un bassin pour ce bac..	354,000 00
99	Construction primitive..	600 00
	Pose de fils permanents dans la rotonde à locomotives..	13,000 00

	Passages à niveau et ponceaux permanents sur la ferme	10,000 00
	Usines de force motrice—Augmentation de facilitation aux points divers	23,000 00
	Pugwash—Ligne de raccordement, Pugwash-Harbour	5,000 00
	Elévation de la rampe, Memramcook et Sackville	3,500 00
	Matériel roulant	2,250,000 00
	Appareils de sûreté pour l'équipement	24,000 00
	Signaux réglementaires de chemin de fer	4,000 00
	Horloges réglementaires pour les points divisionnaires	2,800 00
	Mont-Joli (anciennement Ste-Flavie)—Agrandissement des installations	16,500 00
	Saint-Jean—Ligne de raccordement, Courtney-Bay	112,000 00
	Levés de plans et inspections	87,000 00
	Sussex—Améliorations à	1,000 00
	Sydney-Mines—Déviation	10,000 00
	Drainage en tuiles dans des coupes humides	4,000 00
	Pour augmenter les installations et les facilités le long de la ligne	102,000 00
	Trenton—Augmentation des facilités à	20,000 00
	Service d'eau—Pour agrandir	27,300 00
	Pour contribuer à la construction d'une voie ferrée à partir d'un point sur l'Intercolonial à un point de Dartmouth, dans le comté d'Halifax, en passant par Musquodoboit-Harbour et la vallée de Musquodoboit jusqu'à Dean's-Settlement, dans le dit comté	510,000 00

Chemins de fer de l'Ile-du-Prince-Edouard.

	Ponts—Pour les consolider	10,000 00
	Construction première	800 00
	Usines de force motrice	125 00
100	Relevés et inspections	10,400 00
	Pour augmenter les installations et les facilités le long de la ligne	17,600 00
	Pour un bac transbord, de wagons, construire des installations de tête de ligne et les raccordements nécessaires	1,900,000 00

Chemin de fer du Nouveau-Brunswick et de l'Ile-du-Prince-Edouard.

101	Pour donner à la ligne le type des embranchements de l'Intercolonial	25,000 00

Chemin de fer International.

102	Pour donner à la ligne le type des embranchements de l'Intercolonial	11,200 00

XL.—CHEMINS DE FER ET CANAUX—PERCEPTION DU REVENU.

CHEMINS DE FER.

	Intercolonial—Frais d'exploitation	13,000,000 00
	Chemin de fer de l'Ile du Prince-Edouard	650,000 00
	Transcontinental—Exploitation de la ligne de Moncton à Lévis	200,000 00
360	Intercolonial Railway—Frais d'exploitation	85,000 00
	Chemin de fer du Nouveau-Brunswick et de l'Ile-du-Prince-Edouard—Frais d'exploitation	65,000 00
	Chemin de fer Québec et St-Jean—Frais d'exploitation	60,000 00

XIV.—CHEMINS DE FER ET CANAUX—IMPUTABLE SUR LE CAPITAL.

Pont de Québec.

105	Construction	3,500,000 00

Canal des navires Welland.

106 Construction 5,500,000 00
107 Pour construire un chemin de fer reliant Montréal au Transcontinental National 750,000 00

CANAUX—CAPITAL.

Lachine.

108 Améliorations, écluse 4 . . . . . 156,000 00
Murs verticaux en béton 25,000 00

Rideau.

109 Pour construire un pont sur le canal Rideau à l'avenue Pretoria, Ottawa 40,000 00

Soulanges.

110 Ouvrages de protection, entrée d'amont 32,000 00
Nouveaux poteaux d'amarrage 2,500 00

Canal de Trent.

111 Construction 1,500,000 00
Pour acquitter la réclamation de Corry et Laverdure 16,000 00

Welland.

112 Pour construire un pont élevé sur le canal 50,000 00

CANAUX—REVENU.

Chambly.

113 Réfection d'un pont à la traverse Daigneault 5,000 00
Macadamisage du chemin 8,500 00

Cornwall.

114 Améliorations 19,500 00

Canaux de Québec.

115 Dragage 9,000 00
Parement en béton, barrage à Valleyfield 26,000 00
Murs de revêtement, lac St-François 6,000 00

Rideau.

116 Réparations et remplacements de barrage 30,000 00
Renouveler le pont tournant de Smith's-Falls 15,000 00

St-Peters.

117 Améliorations 299,000 00

Soulanges.

118 Réfection de quais 10,000 00
Poteaux d'amarrage 1,200 00

Trent.

119 Améliorations. 40,000 00

Welland.

120 Grosses réparations. 36,000 00

CHEMINS DE FER ET CANAUX—IMPUTABLE SUR LE REVENU.

DIVERS.

	Arbitrages et sentences arbitrales.	4,000 00
	Commissaires des chemins de fer de l'Etat—Entretien et exploitation, y compris $800 pour Clyde Leavitt, et sa qualité d'inspecteur en chef des incendies.	179,600 00
	Commissaires des chemins de fer de l'Etat.—Pour payer les dépenses relatives aux causes qui lui ont été soumises.	25,000 00
	Contributions des chemins de fer de l'Etat à la faculté de l'université McGill, pour la fondation d'une école de construction des chemins de fer et du transport en général, affiliée à la faculté des des sciences appliquées.	2,500 00
121	Contribution des chemins de fer de l'Etat à la faculté de l'Ecole Polytechnique de Montréal, pour améliorer l'enseignement dans la construction des chemins de fer et le transport en général. .	2,500 00
	Frais et litiges.	6,000 00
	Wagons du Gouverneur général—Service, réparations et changements, etc.	5,000 00
	Chemin de fer du Grand-Tronc-Pacifique—Rémunération au directeur nommé par le gouvernement.	2,000 00
	Enquêtes investis par la loi des Enquêtes.	1,000 00
	Divers travaux non prévus.	5,000 00
	Souscription au Congrès international, Bruxelles.	97 33
	Levées et inspections—Canaux.	35,000 00
	Levées et inspections—Chemins de fer.	75,000 00
	Pour payer les dépenses relatives à la refonte de la loi des chemins de fer.	2,000 00

XL.—CHEMINS DE FER ET CANAUX—IMPUTABLE SUR LE REVENU.

CANAUX.

361	Personnel et réparations.	1,410,000 00
	Employés à la statistique.	42,500 00

DIVERS.

Chemins de fer.

362	Allocation de commisération à la veuve de feu W. D. Smith, tué accidentellement en travaillant comme journalier au terminus de Port-Nelson du chemin de fer de la Baie d'Hudson	2,000 00
363	Allocation de commisération à la veuve de feu Michael Lawrence Allen, tué accidentellement en travaillant comme manœuvre sur le canal Lachine	1,000 00

CHEMINS DE FER ET CANAUX—IMPUTABLE SUR LE CAPITAL.

Chemins de fer.

Intercolonial.

404 Halifax—Bassins et quais—Crédit supplémentaire..... 300,000 00

Transcontinental.

405 Construction—Crédit supplémentaire..... 832,845 61

International.

406 Pour conformer la ligne au type de la ligne d'embranchement de l'Intercolonial..... 1,300 00

Nouveau-Brunswick et l'Ile-du-Prince-Edouard.

407 Pour conformer la ligne au type de la ligne d'embranchement de l'Intercolonial..... 24,700 00

Baie-d'Hudson.

408 Construction—Crédit supplémentaire..... 350,000 00

Canaux—Capital.

Canal Welland.

409 Agrandissement de l'élévateur de Port-Colborne—Crédit supplémentaire..... 30,000 00

CHEMINS DE FER ET CANAUX—IMPUTABLE SUR LE REVENU.

Divers.

410 Wagon du Gouverneur général—Entretien, réparations et changements—Crédit supplémentaire..... 5,000 00

CHEMINS DE FER ET CANAUX—IMPUTABLE SUR LE REVENU.

Chemins de fer.

Chemin de fer de l'Ile-du-Prince-Edouard—Frais d'exploitation—Crédit supplémentaire..... 50,000 00

Chemin de fer du Nouveau-Brunswick et de l'Ile-du-Prince-Edouard—Frais d'exploitation, y compris le mandat du Gouverneur général au montant de $25,000..... 50,000 00

445 Chemin de fer International—Frais d'exploitation—Mandat du Gouverneur général..... 100,000 00

Chemin de fer Transcontinental National—Exploitation de la ligne de Moncton à Lévis—Crédit supplémentaire..... 30,000 00

Chemin de fer de Québec et Saint-Jean—Exploitation de la ligne.. 15,000 00

Divers.

446 Pour payer des allocations de commisération aux veuves et aux autres personnes dépendant du capitaine et de l'équipage du V. G. C. *Sharon*, vapeur regardé comme perdu en mer..... 16,500 00

Résolutions à rapporter.

Rapport à recevoir,—le comité devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre s'ajourne alors à 11.52 p.m., jusqu'à demain à 11 a.m.

THOMAS SIMPSON SPROULE,
Orateur.

AVIS DE MOTIONS

M. *Marcil* (Bonaventure)—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Le rapport du Dr Porter, de l'université McGill, sur le procédé Graham pour l'utilisation de la tourbe est-il final, ou sujet à revision?

2. Le gouvernement se propose-t-il d'affecter une partie du crédit voté pour une étude sur la tourbe à l'expérimentation du procédé Graham?

M. *Marcil* (Bonaventure)—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Quel est le siège d'affaires de la *Canadian Peat Society*?

2. Quel est le président de la société, et où est-il domicilié?

M. *Maclean* (Halifax)—Mercredi prochain— QUESTION—

1. Le steamer *Tyrian* est-il actuellement en réparation à Halifax?

2. Dans l'affirmative, qui a obtenu le contrat pour ces travaux, et quel est la somme à dépenser à cette fin?

3. Des soumissions ont-elles été demandées? Dans l'affirmative, à qui en a-t-on demandé, et quel était le montant mentionné dans chaque soumission?

M. *Brouillard*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement doit-il établir une ferme modèle dans le canton de Stanfold?

2. Si oui, est-ce le cas que le gouvernement a l'intention d'acheter la terre appartenant à Arthur Gilbert?

3. Quel est le prix demandé par M. Arthur Gilbert?

4. Quelle est la grandeur en superficie de cette terre, et quelle est la qualité du sol?

5. Y a-t-il des roches et rochers sur cette terre, est-elle toute en culture?

M. *Brouillard*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. M. Arthur Gilbert a-t-il été collecteur d'accise ou employé du département du Revenu de l'Intérieur, à Victoriaville?

2. Quand a-t-il été nommé à cet emploi?

3. A-t-il succédé à M. I. U. Poirier, et ce dernier a-t-il été destitué?

4. Quel salaire M. Gilbert a-t-il reçu chacune des années 1912, 1913 et 1914?

5. M. Gilbert avait-il un assistant à Victoriaville, qui était son assistant et à quel salaire?

6. Quel loyer payait le gouvernement pour le bureau de M. Gilbert?

* M. *Chisholm* (Inverness)—Mercredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de toutes les requêtes demandant la prime accordée aux volontaires ayant servi lors de l'invasion fénienne et venant de la part de résidents du comté de Hants; aussi, les noms de ceux qui ont reçu cette prime et de ceux dont la demande a été refusée, dans ce même comté, avec les raisons de tel refus; aussi, le nombre de demandes qui n'ont pas encore été réglées.

M. *Blondin*—Mercredi prochain—Comité général pour considérer la résolution suivante:—

Qu'il est expédient de prescrire que le ministre du Revenu de l'Intérieur peut autoriser l'emploi de fonctionnaires d'accise temporaires ou suppléants dans la seconde division ou division de l'extérieur du ministère du Revenu de l'Intérieur dont les services sont requis pour accomplir l'ouvrage du ministère; qu'aucun de ces fonctionnaires ne recevra un traitement plus élevé que le traitement accordé aux fonctionnaires permanents de mêmes rang et classe, et que nul tel traitement ne sera payé qu'après avoir été voté par le Parlement.

M. *Doherty*—Mercredi prochain—Comité général pour considérer la résolution suivante:—

Qu'il est expédient d'établir des mesures dans le but de permettre à tout sujet britannique âgé d'au moins vingt et un ans, servant dans les forces militaires du Canada dans la présente guerre, d'exercer sa franchise électorale, et que lec dépenses qu'entraînera la mise en opération des dispositions de toute loi basée sur cette résolution pourront être défrayées par le Gouverneur en conseil à même tout crédit non autrement approprié dans le Fonds du Revenu consolidé du Canada.

M. *Doherty* Mercredi prochain—Bill intitulé: "Loi modifiant la Loi de la Cour Suprême".

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle.	Comités.	Heure.
	Mardi, 30 mars.	
101	Comité spécial *re* Chaussures fournies au ministère de la Milice et de la Défense	10.30 a.m.
211	Comptes publics	11 a.m.

No 37.

OTTAWA, LUNDI, 29 MARS 1915.

5e Session, 12e Parlement, 5 George V, 1915

PROCÈS - VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

OTTAWA
Imprimé par J. DE L. TACHÉ
Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi
1915

No 38.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SEANCE DU MARDI, 30 MARS 1915.

Onze heures a.m.

PRIÈRES.

M. Casgrain présente,—Réponse à ordre du 8 mars 1915,—Copie de tous documents, correspondance, lettres, télégrammes, etc., se rapportant à la destitution de M. P. B. Hurlbert, maître de poste à Springdale, comté de Yarmouth, N.-E., et le déplacement du bureau.

Aussi,—Réponse à ordre du 8 mars 1915,—Copie de toutes lettres, requêtes, télégrammes et correspondance, entre l'honorable L. P. Pelletier, ministre des Postes, et toute personne du comté de Lévis, dans le courant du mois d'avril 1912, concernant la nomination de G. A. Marois à une position à la douane de Québec, et la nomination de J. E. Gingras comme maître de poste de Saint-Romuald et d'Etchemin.

Aussi,—Réponse à ordre du 22 février 1915,—Copie de tous télégrammes, lettres, requêtes et documents de quelque nature que ce soit en la possession du ministère des Postes se rapportant en quoi que ce soit à la conduite du maître de poste à Grand-Etang depuis sa nomination jusqu'à ce jour.

Et aussi—Réponse à ordre du 1er mars 1915,—Copie de tous télégrammes, lettres, papiers, documents, preuve et rapports concernant la destitution de Charles H. Marshall, maître de poste à Nanton, Alta.

Sur motion de M. Clark (Bruce), le premier rapport du comité mixte des Impressions du Parlement est adopté.

M. Doherty présente les deux bills suivants qui sont lus la première fois et remis, pour seconde lecture, à la prochaine séance de la Chambre, savoir:—

Bill (No 109) Loi modifiant la Loi des Elections fédérales contestées.

Bill (No 110) Loi modifiant la Loi des Elections fédérales.

M. Cochrane propose,—Que la Chambre se forme en comité général, demain, pour considérer la résolution suivante:—

Qu'il est expédient de modifier la Loi du chemin de fer National Transcontinental, et les lois qui l'amendent, et de prescrire que le ministre des Chemins de fer et Canaux peut, avec l'assentiment du Gouverneur en conseil, louer ou autrement acquérir cette partie du chemin de fer de la Compagnie Grand-Tronc-Pacifique, connue sous le nom de division du Lac Supérieur, entre la jonction du lac Supérieur et Fort-William, dans l'Ontario, y compris les travaux d'accommodation de têtes de ligne de la dite compagnie ou de toute autre compagnie, et, pour toutes les fins de l'article 9 de la dite loi, peut fournir, par voie d'achat, de location ou autrement, le matériel roulant et équipement; et la Compagnie du chemin de fer Grand-Tronc-Pacifique et toute autre compagnie seront autorisées, chacune pour sa part, d'en agir de même à l'égard de la dite ligne de chemin de fer, ou dits travaux d'accommodations de têtes de ligne, selon le cas;—Que les paragraphes 2, 3, 4, 5 et 6 de l'article 361 de la Loi des chemins de fer et l'article 29 du chapitre 122 des lois de 1903 ne s'appliqueront à toute telle location ni à quoi que ce soit effectué en vertu des dispositions qui précèdent;—que la Loi des chemins de fer du gouvernement s'appliquera à toute ligne de chemin de fer (y compris les facilités et travaux d'accommodation de têtes de lignes) ainsi louée ou acquise; et que les dépenses découlant de la loi basée sur cette résolution, ou sous l'empire du chapitre 43 des lois de 1914, constitueront une charge contre le Fonds du revenu consolidé du Canada.

M. Cochrane informe alors la Chambre que Son Altesse Royale le Gouverneur général ayant été mis au fait de l'objet de la dite résolution, la recommande à la Chambre.

Ordonné, que la Chambre se forme en comité général, demain, pour considérer la dite résolution.

Le Bill (No 106) Loi modifiant la Loi de la Députation, 1914, est lu la seconde fois, et référé à un comité général devant siéger à la prochaine séance de la Chambre.

L'ordre portant que la Chambre se forme de nouveau en comité des Subsides—étant lu;

M. White (Leeds) propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et la motion étant mise aux voix, elle est adoptée.

La Chambre, en conséquence, se forme de nouveau en comité des Subsides.

(*En comité.*)

Les résolutions suivantes sont adoptées:—

II.—FRAIS DE GESTION.

Bureaux des sous-receveurs généraux et caisses d'épargnes rurales—	
Appointements	60,350 00
Dépenses casuelles	6,000 00
Impression des billets du Dominion	300,000 00

	Impressions, annonces, inspection, frais de messagerie, etc.	42,000 00
1	Commission pour paiement de l'intérêt sur la dette publique, achat d'effets publics pour fonds d'amortissement.	60,000 00
	Courtage sur achat d'effets publics pour fonds d'amortissement. .	5,600 00
	Timbres anglais, frais de port, etc.	20,000 00
	Pour faire sortir de la circulation les monaies étrangères et celles qui n'ont plus cours.	15,000 00

III.—GOUVERNEMENT CIVIL.

11	Bureau de l'Auditeur Général—	
	Traitements.	130,350 00
	Dépense casuelle.	11,500 00
12	Ministère des Finances et Conseil de la Trésorerie—	
	Traitements.	130,037 50
	Dépense casuelle.	23,000 00
25	Ministères en général—	
	Dépense casuelle, soin et nettoyage des édifices de l'administration (y compris $50 chacun à E. Snowden et W. H. Jeffery, pour le service du canon du midi).	175,000 00
27	Bureau du surintendant des assurances—	
	Traitements.	28,025 00
	Dépenses casuelles.	27,500 00

XXXV.—DIVERS.

314	Dépenses imprévues à être autorisées par un décret du conseil, et dont un compte en détail sera soumis au parlement dans les quinze premiers jours de la prochaine session.	40,000 00
	Subvention à la Commission Nationale des Champs de Bataille:	
	(a) Etablissement et construction d'un parc sur les champs de bataille historiques de Québec.	100,000 00
342	(b) Frais d'administration.	3,000 00
	(c) Entretien du parc National des champs de bataille.	15,000 00
	(d) Entretien de la tour Martello No. 4.	400 00
343	Pour pourvoir aux dépenses de la commission qui préparera des plans pour les villes de Hull et d'Ottawa.	10,000 00

XXXVII.—ACCISE.

	Appointements des fonctionnaires et des inspecteurs de l'accise, etc., et augmentation d'appointements selon le résultat de l'examen de l'accise.	570,825 00
	Surcroît de service des préposés à la surveillance des grandes distilleries et autres fabriques.	15,000 00
	Rémunération pour longues heures de service, autres que pour services spéciaux.	1,500 00
	Service préventif.	13,000 00
	Frais de voyages, loyer, combustible, papeterie, etc.	130,000 00
357	Estampilles pour les tabacs canadiens et importations.	130,000 00
	Percepteurs des douanes, allocations sur les droits perçus par eux. .	5,000 00
	Commission aux vendeurs d'estampilles pour le tabac canadien en torquette.	100 00
	Allocation provisoire, ne dépassant pas $150 à chacun des préposés dans le Manitoba et les provinces de l'Ouest, dont les traitements de toutes sources payés par l'Etat n'excèdent pas $2,500. . .	10,000 00

Pour permettre au ministère de fournir de l'alcool méthylique aux fabricants, qui en rembourseront le prix de revient, et pour loyer, éclairage, force motrice, transport, appointements, etc. 110,000 00

Résolutions à rapporter.

Rapport à recevoir,—le comité devant siéger de nouveau ce jour.

M. White (Leeds) remet un message de Son Altesse Royale le Gouverneur général, lequel est lu par M. l'Orateur, comme suit:—

ARTHUR.

Le Gouverneur général transmet à la Chambre des Communes le budget supplémentaire des sommes requises pour le service du Canada pour l'année expirant le 31 mars 1916, et, conformément aux dispositions de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, de 1867, il recommande ce budget à la Chambre des Communes.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,
OTTAWA, mars 1915.

Sur motion de M. White (Leeds), le dit message et le budget supplémentaire sont référés au comité des Subsides.

La Chambre se forme de nouveau en comité des Subsides.

(*En comité.*)

Les résolutions suivantes sont adoptées:—

III.—GOUVERNEMENT CIVIL.

4 Administration de la Justice—
Traitements 141,848 75
Dépense casuelle 20,000 00

IV.—ADMINISTRATION DE LA JUSTICE.

32 Dépenses diverses 10,000 00
Frais de subsistance du juge pour le district d'Atlin, C.-B. 1,200 00

Cour Suprême du Canada.

33 Dépenses casuelles et déboursés, salaires des officiers (shérifs, etc.); livres, magasines, etc., pour les juges, montant n'excédant pas $300 . . . . . 6,500 00
Livres de droit et de référence pour bibliothèque et reliure 9,000 00

Cour d'Echiquier du Canada.

34 Dépenses casuelles—Frais de voyages des juges, rémunération aux shérifs, etc., impressions, papeterie, etc., et $150 pour les livres des juges 6,000 00
Impressions, reliure et distribution des rapports de la cour 1,500 00
Loyer du tribunal et dépenses de voyage quand le tribunal siège en cour d'amirauté, ainsi que $150 pour la papeterie et les timbres des juges et des registraires 500 00

	Salaire du prévôt de l'amirauté de Québec	333 34
	A Chas. Morse, pour libeller les rapports des décisions du tribunal pour les revues légales	50 00

Territoire du Yukon.

	Frais de voyages du juge	500 00
	Frais de subsistance du juge	5,000 00
	Traitement des fonctionnaires de la cour territoriale, shérif et greffier, $4,000 chacun, deux sténographes, $2,000 chacun	12,000 00
	Frais de subsistance du juge de la cour territoriale et du magistrat de police	8,600 00
35	Rétribution des témoins, jurés et interprètes dans les causes criminelles	5,000 00
	Entretien des prisonniers	10,000 00
	Transport des prisonniers	4,000 00
	Divers honoraires et dépenses du ministère public, salaires et frais de subsistance des autres employés, enquêtes des coroners, papeterie, etc	10,000 00

V.—POLICE FEDERALE.

36	Somme à voter	128,765 00

XXXV.—DIVERS.

325	Dépenses se rattachant à des affaires litigieuses relevant du ministère de la Justice	13,000 00
328	Frais relevant de la convention des revendications pécuniaires avec les Etats-Unis	25,000 00
329	Subvention à la *Chief Constables' Association of Canada*	500 00

Et le comité continuant de siéger;

A six heures p.m., M. l'Orateur prend le fauteuil et le quitte pour le reprendre à huit heures p.m.

Huit heures p.m.

(L'ordre pour les bills privés est appelé en vertu de la règle 25.)

M. Sharpe (Lisgar) propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité général sur les bills privés, en vertu de la règle 109.—Adopté.

Les bills suivants sont délibérés en comité général, rapportés sans amendement, lus la troisième fois, et adoptés, savoir:—

Bill X (No 108) du Sénat, intitulé: "Loi concernant *The Moncton and Northumberland Strait Railway Company*".

Bill E (No 96) du Sénat, intitulé: "Loi concernant la *Premier Trust Company*".

Bill O (No 97) du Sénat, intitulé: "Loi concernant la *North West Life Assurance Company*".

Bill J (No 84) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Arthur Ernest Birdsell".

Bill M (No 89) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Thomas Jefferson Moore".

Bill V (No 92) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Alice Beckett".

Bill P (No 98) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Austin McPhail Bothwell".

Bill Q (No 99) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Agnès Gravelle".

Bill R (No 100) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Clara Elizabeth Darnell".

Bill Z (No 101) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Thomas Batin Harries".

Bill A 1 (No 102) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à William John Owen Delaney".

Bill B 1 (No 103) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Edith May Webster Boydell".

Bill C 1 (No 104) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à William Robert Delaney".

Sur motion de M. Marshall, il est ordonné,—Qu'il soit envoyé un message du Sénat pour remettre à cette Chambre la preuve faite devant le comité permanent des Divorces du Sénat, auquel ont été référées les pétitions sur lesquelles ont été fondés les bills de divorce ci-dessus.

Le comité des Subsides reprend alors le cours de ses délibérations.

Et la Chambre continuant de siéger en comité, l'attention du président est attirée sur le fait qu'il n'y a pas de quorum présent. Et sur constatation qu'il n'y a pas vingt députés présents, le comité lève sa séance et M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Les députés maintenant présents étant comptés, leur nombre constitue un quorum.

Et le comité des Subsides reprend alors le cours de ses délibérations.

Et le comité continuant de siéger;

MERCREDI, 31 mars 1915.

Résolutions à rapporter.

Rapport à recevoir,—le comité devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Un message est reçu du Sénat agréant, sans modification, le Bill (No 75) Loi portant modification du Tarif des Douanes, 1907.

La Chambre s'ajourne alors à 12.08 a.m., jusqu'à 11 a.m., ce jour.

THOMAS SIMPSON SPROULE,
Orateur.

AVIS DE MOTIONS

M. *Lachance*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il pris possession de terrains appartenant à des particuliers pour la construction, ou autres fins, d'une cale sèche à Lauzon, comté de Lévis?
2. Quels sont les noms des propriétaires de ces terrains, de ceux qui ont été payés et le montant payé à chacun?
3. Quels sont les noms des propriétaires de terrains non encore payés, le montant dû à chacun d'eux, et la raison pour laquelle ils n'ont pas été payés?
4. Quelle est la date de la prise de possession de ces derniers terrains, et quand ces propriétaires seront-ils payés?

M. *Lachance*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Depuis le mois d'octobre 1911, le gouvernement, ou le département de la Milice, a-t-il acheté des peaux de moutons avec la laine?
2. Si oui, de qui les a-t-il achetées, quelle quantité, à quelle dates et pour quel prix?

M. *Lachance*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Combien y a-t-il actuellement d'étrangers détenus au manège de Beauport, en vertu des lois et ordonnances militaires?
2. A quelles nationalités appartiennent ces étrangers?
3. Quelle est la cause de détention de chacun d'eux?
4. Depuis quand ces étrangers sont-ils ainsi détenus et combien y a-t-il d'officiers et soldats préposés à la garde de ces étrangers?
5. Combien coûte par jour la garde de ces étrangers en ce qui concerne ces officiers et soldats?
6. A quel régiment ou bataillon appartiennent ces officiers et soldats?
7. Quels sont les noms de ces officiers?

M. *Kyte*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Des drogues ou autres articles ont-ils été fournis au ministère de la Milice par la *Art Monopole,* de Toronto?
2. Dans l'affirmative, quel était le montant de la commande?

M. *Douglas*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Un employé du nom de Nice est-il au service du ministère de l'Intérieur à Edmonton?
2. Dans l'affirmative, quels sont ses fonctions?
3. Quel est son salaire?
4. Quand a-t-il été nommé?

M. *Graham*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Des pourparlers ont-ils eu lieu pour la location de l'arsenal à Saint-Thomas, pour des fins scolaires?
2. Des pourparlers ont-ils eu lieu pour la vente de l'arsenal actuel, ou son échange pour une autre propriété? Dans l'affirmative, quelle proposition a été faite?

M. *Maclean* (Halifax)—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Des terrains ont-ils été achetés à Shubenacadie, N.-E., par le gouvernement pour un emplacement de bureau de poste?

2. Dans l'affirmative, de qui ces terrains ont-ils été achetés, quel est le prix payé ou à payer, et où sont-ils situés?

3. Des constructions se trouvaient-elles sur les dits terrains? Dans l'affirmative, combien coûtera leur enlèvement avant de commencer la construction du bureau de poste?

4. D'autres lots ont-ils été offerts au gouvernement pour la même fin que ci-dessus? Dans l'affirmative, par qui, et à quel prix? Le gouvernement a-t-il pris ces offres en délibéré, et pour quel motif les a-t-il refusés?

M. *Maclean* (Halifax)—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Quel a été le coût de l'entretien de la drague No 7 pour l'année civile 1914, et le coût approximatif pour l'exercice 1914-15?

2. Combien la *Southern Salvage Company* a-t-elle reçu pour aide à la dite drague, fourniture de charbon, etc.?

3. Quels sont les principaux chapitres de dépenses et le coût de l'entretien des approvisionnements, etc., de la dite drague No 7 pour la dite année civile ou le dit exercice?

M. *Maclean* (Halifax)—Jeudi prochain—QUESTION—Quelle somme a été payée à la *Southern Salvage Company* de Liverpool, N.-E., pour l'utilisation de son bateau à vapeur *Coast Guard* au cours des travaux de dragage en l'année civile 1914?

M. *Marcil* (Bonaventure)—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Quel poste John Dagneau, de Saint-Omer, comté de Bonaventure, Qué., occupe-t-il dans le service du ministère du Revenu de l'Intérieur?

2. Quand a-t-il été nommé, quel a été son salaire lors de sa nomination, et quel est son salaire actuel?

3. Quelle somme a-t-il reçue depuis sa nomination à titre de salaire, de frais de voyage et autres allocation?

M. *Lachance*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Est-il vrai que l'épave du steamer *Montmagny* se trouve actuellement en face de l'île aux Grues, à quelques verges du chenal dans le fleuve Saint-Laurent, ordinairement suivi en cet endroit par les vaisseaux océaniques?

2. Si oui, le gouvernement se propose-t-il de faire disparaître de suite cette épave?

M. *Lachance*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Est-ce l'intention du gouvernement d'autoriser la déportation des étrangers étant sans ouvrage dans les cités de Montréal, Toronto, Winnipeg, Victoria et Vancouver?

2. Si oui, par quel département se fera cette déportation, et quelles sont les conditions sous lesquelles ces étrangers en seront exempts?

M. *Lachance*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Quand ont commencé les travaux de la gare en construction sur l'emplacement du marché Champlain, cité de Québec, pour l'usage du Transcontinental?

2. Quand ces travaux ont-ils été suspendus et pour quelle cause??

M. *Lachance*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Depuis octobre 1911, combien de commissions royales ou autres ont été nommées par le gouvernement, et quels sont les sujets sur lesquels ces commissions devaient faire enquête ou rapport?

2. A quelles dates ces commissions ont-elles été nommées et à quelles dates ont-elles pris fin?

3. Quelles personnes les composaient, quel montant a été payé à chacune de ces personnes comme salaire ou indemnité, et quel montant pour dépenses à chacune d'elles?

4. Quel montant total a coûté chacune de ces commissions?

* M. *Lachance*—Jeudi prochain—ADRESSE—Copie de toutes correspondances, demandes de soumissions, soumissions reçues, contrats, ordres en conseil concernant le creusement de la rivière Saint-Charles, cité de Québec, et la construction d'une écluse au même endroit.

Sir *George Foster*—Jeudi prochain—Proposera,—Que lorsque cette Chambre s'ajournera jeudi, le 1er avril, elle reste ajournée jusqu'à samedi, le 3 avril.

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle.	Comités.	Heure.
	Mercredi, 31 mars.	
101	Comité spécial *re* Chaussures fournies au ministère de la Milice et de la Défense	10.30 a.m.
211	Comptes publics	11 a.m.
105	Comité des Impressions	10 a.m.

No 38.

OTTAWA, MARDI, 30 MARS 1915.

5e Session, 12e Parlement, 5 Georgr V, 1915

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

OTTAWA

IMPRIMÉ PAR J. DE L. TACHÉ

Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi

1915

No 39.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SEANCE DU MERCREDI, 31 MARS 1915.

Onze heures a.m.

PRIÈRES.

M. Sharpe (Ontario), du comité des Bills Privés, présente le sixième rapport de ce comité, lequel est comme suit:—

Votre comité a pris en considération le bill suivant, et a décidé d'en faire rapport sans amendement, savoir:—

Bill K (No 107) du Sénat, intitulé: "Loi concernant un brevet de *John Millen and Son, Limited*".

Sur motion de M. Rogers, il est résolu,—Que la recommandation de l'honorable Orateur, déposée sur la Table de la Chambre le 29 mars courant, au sujet de l'augmentation statutaire du traitement de certains fonctionnaires, commis et employés de la Chambre, y compris un commis dans le bureau conjoint de distribution de la Chambre des Communes et du Sénat, sous le régime de l'article 37 de la "Loi de 1908 modifiant la Loi du Service civil", soit approuvée.

Sur motion de M. Rogers, il est résolu,—Qu'un message soit envoyé au Sénat informant Leurs Honneurs que cette Chambre a approuvé la recommandation de l'honorable Orateur de la Chambre des Communes à l'effet de payer à un commis du

bureau conjoint de distribution de la Chambre des Communes et du Sénat l'augmentation statutaire de traitement, sous le régime de l'article 37 de la " Loi de 1908 modifiant la Loi du Service civil ".

M. Hazen présente,—Réponse à ordre du 1er mars 1915,—Copie du rapport du fonctionnaire en charge de l'établissement pour l'élevage du homard à Port-Daniel-Ouest, et du rapport de l'inspecteur qui en a été fait pour la saison de 1914.

Aussi,—Réponse à ordre du 24 février 1915,—Copie de tous documents, correspondance, pétitions, etc., concernant une requête de Donald Williams et autres au sujet de la réglementation des rets à trappe à Green-Harbour et les environs.

L'ordre de la Chambre qui suit est voté, savoir:—

Par M. Pardee, pour M. Chisholm (Inverness):—Ordre de la Chambre,—Copie de toutes les requêtes demandant la prime accordée aux volontaires ayant servi lors de l'invasion fénienne et venant de la part de résidents du comté de Hants, N.-E.; aussi, les noms de ceux qui ont reçu cette prime et de ceux dont la demande a été refusée, dans ce même comté, avec les raisons de tel refus; aussi, le nombre de demandes qui n'ont pas encore été réglées.

M. Blondin propose,—Que la Chambre se forme en comité général, demain, pour considérer la résolution suivante:—

Qu'il est expédient de prescrire que le ministre du Revenu de l'Intérieur peut autoriser l'emploi de fonctionnaires d'accise provisoires ou intérimaires dans la seconde division ou division de l'extérieur du ministère du Revenu de l'Intérieur dont les services sont requis pour accomplir l'ouvrage du ministère; qu'aucun de ces fonctionnaires ne recevra un traitement plus élevé que le traitement accordé aux fonctionnaires permanents de mêmes rang et classe, et que nul tel traitement ne sera payé qu'après avoir été voté par le Parlement.

M. Blondin informe alors la Chambre que Son Altesse Royale le Gouverneur général ayant été mis au fait de l'objet de la dite résolution, la recommande à la Chambre.

Ordonné, que la Chambre se forme en comité général, demain, pour prendre en considération la dite résolution.

M. Doherty propose,—Que la Chambre se forme en comité général, demain, pour considérer la résolution suivante:—

Qu'il est expédient d'établir des mesures dans le but de permettre à tout sujet britannique âgé d'au moins vingt et un ans, servant dans les forces militaires du Canada dans la présente guerre, d'exercer sa franchise électorale, et que les dépenses qu'entraînera la mise en opération des dispositions de toute loi basée sur cette résolution pourront être défrayées par le Gouverneur en conseil à même tout crédit non autrement approprié dans le Fonds du Revenu consolidé du Canada.

M. Doherty informe alors la Chambre que Son Altesse Royale le Gouverneur général ayant été mis au fait de l'objet de la dite résolution, la recommande à la Chambre.

Ordonné, que la Chambre se forme en comité général, demain, pour considérer la dite résolution.

Le Bill (No 106) Loi modifiant la Loi de la Députation, 1914,—est délibéré en comité général, et, sur rapport de progrès, le comité obtient l'autorisation de l'examiner de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Un message est reçu du Sénat avec les bills suivants de Leurs Honneurs, auxquels le concours de cette Chambre est demandé:—

Bill D 1 (No 117) intitulé: " Loi pour faire droit à Edith Marguerita Lyons ".

Bill E 1 (No 118) intitulé: " Loi pour faire droit à Charles Isaac Alexander ".

Aussi,—Communiquant à cette Chambre les témoignages pris devant le comité permanent des Divorces, auquel ont été renvoyées les pétitions en obtention de divorce de Edith Marguerita Lyons et de Charles Isaac Alexander, ainsi que les pièces produites devant le dit comité dans chacun de ces cas, avec demande que le tout soit retourné au Sénat.

Le Bill (No 114) Loi modifiant la Loi des Falsifications,—est lu une deuxième fois, délibéré en comité général, rapporté avec des amendements, délibéré tel qu'amendé, et remis pour troisième lecture à la prochaine séance de la Chambre.

Un message est reçu du Sénat agréant, sans modification, les bills suivants:—

Bill (No 76) Loi ayant pour objet de suppléer le Revenu nécessaire pour faire face aux dépenses de guerre.

Bill (No 93) Loi modifiant la Loi des Juges.

La Chambre se forme en comité général pour l'étude d'une certaine résolution portant modification de la Loi du chemin de fer National Transcontinental, et les lois qui l'amendent, et décrétant que le ministre des Chemins de fer et Canaux peut, avec l'assentiment du Gouvereneur en conseil, louer ou autrement acquérir une certaine partie du chemin de fer Grand-Tronc-Pacifique, etc.

(*En comité.*)

La résolution suivante est adoptée:—

Résolu,—Qu'il est expédient de modifier la Loi du chemin de fer National Transcontinental, et les lois qui l'amendent, et de prescrire que le ministre des Chemins de fer et Canaux peut, avec l'assentiment du Gouverneur en conseil, louer ou autrement acquérir cette partie du chemin de fer de la Compagnie Grand-Tronc-Pacifique, connue sous le nom de division du Lac Supérieur, entre la jonction du lac Supérieur et Fort-William, dans l'Ontario, y compris les travaux d'accommodation de têtes de ligne de la dite compagnie ou de toute autre compagnie, et, pour toutes les fins de l'article 9 de la dite loi, peut fournir, par voie d'achat, de location ou autrement, le matériel roulant et équipement; et la Compagnie du chemin de fer Grand-Tronc-Pacifique et toute autre compagnie seront autorisées, chacune pour sa part, d'en agir de même à l'égard de la dite ligne de chemin de fer, ou dits travaux d'accommodations de têtes de ligne, selon le cas;—Que les paragraphes 2, 3, 4, 5 et 6 de l'article 361 de la Loi des chemins de fer et l'article 29 du chapitre 122 des lois de 1903 ne s'appliqueront à toute telle location ni à quoi que ce soit effectué en vertu des dispositions qui précèdent;—que la Loi des chemins de fer du gouvernement s'appliquera à toute ligne de chemin de fer (y compris les facilités et travaux d'accommodation de têtes de lignes) ainsi louée ou acquise; et que les dépenses découlant de la loi basée sur cette résolution, ou sous l'empire du chapitre 43 des lois de 1914, constitueront une charge contre le Fonds du revenu consolidé du Canada.

Résolution à rapporter.

La dite résolution est rapportée, lue la seconde fois et agréée.

M. Cochrane présente alors un Bill (No 119) Loi portant modification de la Loi du chemin de fer National Transcontinental,—lequel est lu une première fois, et remis pour deuxième lecture à la prochaine séance de la Chambre.

JEUDI, 1er avril 1915.

L'ordre portant que la Chambre se forme de nouveau en comité des Subsides—étant lu;

M. Rogers, pour M. White (Leeds) propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et la motion étant mise aux voix, elle est adoptée.

La Chambre, en conséquence, se forme de nouveau en comité des Subsides.

(*En comité.*)

Les résolutions suivantes sont adoptées:—

XIV.—CHEMINS DE FER ET CANAUX—IMPUTABLE SUR LE CAPITAL.

CHEMINS DE FER.

Chemin de fer de la Baie-d'Hudson.

103 Construction d'installation de têtes de ligne et d'élévateurs..... 5,500,000 00

Chemin de fer Transcontinental National

104 Construction..... 5,000,000 00

Chemin de fer Intercolonial.

465 Bathurst—Rameau..... 62,400 00
Embranchement de Sunny-Brae à Mulgrave..... 1,000,000 00
Lévis—Nouvel appareil pour le chargement de la houille..... 75,000 00

CANAUX—CAPITAL.

Canal Welland.

466 Agrandissement de l'élévateur de Port-Colborne..... 25,000 00

CHEMINS DE FER ET CANAUX—IMPUTABLE SUR LE REVENU.

CANAUX—REVENU.

Canal Rideau.

467 Améliorations des bords du canal à Ottawa..... 20,000 00

CHEMINS DE FER ET CANAUX—IMPUTABLE SUR LA PERCEPTION DU REVENU.

Divers.

496 Allocation de commisération à la veuve de feu Fred. Jacobs, serre-frein sur l'Intercolonial, tué dans l'exercice de ses fonctions. 500 00
Allocation de commisération à la veuve de feu Charles Hughes, employé de parc sur l'Intercolonial, à Halifax, tué dans l'exercice de ses fonctions..... 500 00
Allocation de commisération à la veuve de feu Maurice P. LeBlanc, serre-frein sur l'Intercolonial, tué dans l'exercice de ses fonctions..... 250 00

Allocation de commisération à la veuve de feu Georges A. Zimmerman, qui fut blessé dans l'exercice de ses fonctions en sa qualité de pelleteur à l'élévateur à grain du gouvernement à Port-Colborne, et qui mourut subséquemment.	2,000 00
Gratification à Jacob Isakesen, cuisinier à bord du vapeur de l'Etat *Scotia,* qui fut blessé à Mulgrave au mois d'octobre 1914. . . .	150 00

Résolutions à rapporter.

Rapport à recevoir,—le comité devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre s'ajourne alors à 12.37 a.m., jusqu'à 11 a.m., ce jour.

THOMAS SIMPSON SPROULE,
Orateur.

AVIS DE MOTIONS

* M. *Murphy*—Samedi prochain—QUESTION—

1. Quel est le nom de l'officier recruteur à North-Bay, Ontario, et quel est le chiffre de sa solde?

2. Quel local a été loué pour son service à North-Bay, quel est le prix du loyer, à qui et depuis quelle date est-il payé?

3. A-t-on tenté d'avoir un autre local? Dans l'affirmative, quel loyer était demandé, et par qui l'était-il?

* M. *Murphy*—Samedi prochain—QUESTION—

1. Quelle somme de travail a été exécutée pour l'amélioration de la rivière des Français, depuis le 1er janvier 1913?

2. Quels sont les entrepreneurs des travaux, et quelle somme d'argent leur a été payée?

M. *Tobin*—Samedi prochain—QUESTION—

1. Des réparations ont-elles été faites au bureau de poste de Cookshire depuis 1911?

2. Dans l'affirmative, par qui, à quel prix, et des soumissions ont-elles été demandées pour ces travaux?

M. *Tobin*—Samedi prochain—QUESTION—

1. M. Alfred Coulombe, maître de poste à Vezina's-Corner, a-t-il été revoqué de sa charge?

2. Dans l'affirmative, pour quelles raisons?

3. Quel était le plaignant, et qui a recommandé sa destitution?

4. Quel est son successeur, et qui a recommandé ce dernier?

M. *Macdonald*—Samedi prochain—QUESTION—

1. Combien a coûté au ministère des Travaux Publics le remorquage des allèges de la drague à New-Glasgow en 1912, 1913 et 1914?

2. A qui ont été payés les deniers pour ces travaux, chacune des dites années?

M. *Macdonald*—Samedi prochain—QUESTION—

1. Combien a coûté l'enlèvement de la neige du quai du chemin de fer à New-Glasgow en 1913 et 1914, respectivement?

2. A qui ont été payés les deniers pour ce travail, chacune des dites années?

M. *Proulx*—Samedi prochain—QUESTION—

1. Le ministère des Travaux Publics a-t-il acquis de la *Hawkesbury Lumber Company* un droit de passage sur sa propriété dans la ville de Hawkesbury pour les fins du pont interprovincial projeté entre cette ville et Grenville?

2. Dans l'affirmative, quel montant a été payé pour ce droit de passage?

3. Dans la négative, la compagnie a-t-elle fait des offres de vente, et pour quel prix?

* M. *Gauvreau*—Samedi prochain—QUESTION—

1. Depuis que M. P. A. Mousseau a fini d'être surveillant de la construction du bureau de poste de Louiseville, a-t-il été à l'emploi du gouvernement?

2. Si oui, à quel titre?

3. Quelles sont ses fonctions?

4. Quel salaire reçoit-il?

M. *Macdonald*—Samedi prochain—QUESTION—

1. Combien d'équipements Oliver ont été fournis au premier contingent expédié en Angleterre?

2. De qui ont été achetés, et quel est le prix?

3. Ont-ils été mis de côté en Angleterre comme étant inutile?

M. *Kyte*—Samedi prochain—QUESTION—

1. Quels frais de justice, s'il en est, ont été encourus à Halifax, N.-E., depuis le 1er mars 1914, par les ministères de la Justice, des Chemins de fer et Canaux, de la Marine et des Pêcheries, des Travaux Publics et de la Milice et de la Défense?

2. A qui ces sommes étaient-elles ou sont-elles payables, et quels en sont respectivement les montants?

* M. *Murphy*—Samedi prochain—QUESTION—

1. L'association dite *Canadian War Contingent Association,* dont Sir George Perley, M.P., est le président, est-elle affiliée à la *Canadian Field Comforts Commission?*

2. L'attention du gouvernement a-t-elle été attirée sur un appel dans le but de prélever $50,000, adressé à diverses associations de femmes en Canada par deux personnes qui se disent membres de l'exécutif de l'association dont Sir George Perley est le président, et qui est contenu dans une lettre circulaire datée de Londres, Angleterre, 69 Grosvenor, le 27 octobre 1914?

3. Les personnes qui ont lancé cet appel occupent-elles des situations officielles reconnues par le gouvernement? S'il en est ainsi, le gouvernemnt a-t-il autorisé ou approuvé cet appel?

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle.	Comités.	Heure.
	Jeudi, 1er avril	
101	Comité spécial *re* Chaussures fournies au ministère de la Milice et de la Défense	10.30 a.m.
211	Comptes publics	11 a.m.

No 39.

OTTAWA, MERCREDI, 31 MARS 1915.

5e Session, 12e Parlement, 5 George V, 1915

PROCÈS-VERBAUX
DE LA
CHAMBRE DES COMMUNES

OTTAWA
IMPRIMÉ PAR J. DE L. TACHÉ
Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi
1915

No 40.

PROCES-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SEANCE DU JEUDI, 1ER AVRIL 1915.

Onze heures a.m.

PRIÈRES.

M. l'Orateur remet un message de Son Altesse Royale le Gouverneur général, lequel est lu par M. l'Orateur, comme suit:—

ARTHUR.

Messieurs de la Chambre des Communes:

J'ai reçu avec beaucoup de plaisir l'adresse que vous avez adoptée en réponse à mon discours à l'ouverture de la session du Parlement, et je vous en remercie sincèrement.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,
OTTAWA.

M. Clark (Bruce), du comité mixte des Impressions du Parlement, présente ce qui suit à titre de second rapport:—

Votre comité recommande—

1. Que dorénavant on distribue une copie seulement de chaque publication du Parlement à chaque sénateur et à chaque député.

2. Que la distribution des rapports mensuels relatifs au Commerce et à la Navigation, aux sénateurs et aux députés soit discontinuée.

3. Que la liste du nombre des publications du Parlement à être imprimées soit amendée en conséquence.

Un message est reçu du Sénat, informant cette Chambre que le Sénat a adopté l'adresse à Sa Majesté le Roi, priant qu'il lui plaise de faire soumettre une mesure au Parlement du Royaume-Uni ayant pour objet de modifier certaines dispositions de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, avec des amendements comme suit:—

" Ajouter ce qui suit comme formant le paragraphe 7 de l'article 1:—

" 7. Rien de ce qui est contenu dans le présent article n'affectera les pouvoirs que possède le Parlement du Canada en vertu de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1886."

" Ajouter ce qui suit comme formant l'article 3:—

" 3. Le premier article de la présente loi, du paragraphe 1 au paragraphe 6, inclusivement, ne deviendra en vigueur qu'à la dissolution du Parlement actuel du Canada."

Aussi,—Un message informant cette Chambre que le Sénat a voté une adhesse à Son Altesse Royale le Gouverneur général, priant Son Altesse Royale de vouloir bien transmettre l'adresse conjointe des deux Chambres à Sa Très Excellente Majesté le Roi, relativement à une mesure soumise au Parlement du Royaume-Uni à l'effet de modifier certaines dispositions de l' " Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867 ", en la manière énoncée dans le projet de loi ci-annexé; Son Altesse Royale prenant les mesures qu'Elle jugera convenables pour que le dit projet de loi soit déposé au pied du Trône,—et demandant son concours à la dite adresse.

M. Hazen présente,—Réponse à ordre du 9 février 1915,—Copie de toute la correspondance, des requêtes, recommandations départementales et autres documents en la possession du ministère de la Marine et des Pêcheries au sujet de la définition de l'expression *Navigation de cabotage,* tel que défini par la Loi de la Marine marchande au Canada, depuis la revision des Statuts en 1886.

Aussi,—Réponse à ordre du 1er mars 1915,—Copie de tous documents, annonces, soumissions, contrats, pièces comptables et correspondance concernant l'établissement d'un service par bateaux traversiers entre Halifax et Dartmouth, N.-E., pour les employés du ministère de la Marine et des Pêcheries résidant à Halifax, N.-E.

M. Rogers présente,—Réponse à ordre du 27 février 1915,—Copie de tous documents, listes de paie, pièces comptables détaillées et correspondance concernant les travaux publics suivants: Brise-lames ou quai à East-Green-Harbour; hangar sur le quai public à Shelburne; et réparations au quai de Gunning-Cove.

Aussi,—Réponse à ordre du 22 février 1915,—Relevé faisant connaître quelles propriétés ont été acquises par le gouvernement dans la cité de Régina depuis le 21 septembre 1911; les descriptions de ces propriétés par mesures et bornes; pour quelles fins elles ont été acquises; de qui elles ont été achetées; quel a été le prix total et le prix de revient par pied de chacune d'elles; si quelqu'une des propriétés a été acquise par voie d'expropriation, quel tribunal a déterminé le prix à payer pour chaque propriété ainsi expropriée, et à quelles dates ces propriétés ont été acquises.

Aussi,—Réponse à ordre du 11 février 1915,—Copie de tous les documents, lettres, télégrammes, etc., se rapportant à l'achat de la propriété connue sous le nom de l'hôtel Carslake, à Montréal, pour les fins du ministère des Postes.

Aussi,—Réponse à adresse du 1er mars 1915,—Copie de tous télégrammes, lettres, rapports, recommandations, décrets du conseil, bordereaux de paie, liste de dépenses,

liste des noms du contremaître et des surintendants et tous autres doocuments se rapportant en quelque manière à la construction et à l'entretien du brise-lames à Phinney's-Cove et Young's-Cove, comté d'Annapolis.

Aussi,—Réponse à ordre du 24 février 1915,—Copie de tous documents, correspondance et pétitions depuis le 31 octobre 1912, concernant le quai public projeté au havre de Lower-Wood.

Aussi,—Réponse à ordre du 1er mars 1915,—Copie de tous documents, correspondance, annonces, soumissions, comptes et pièces comptables concernant le rallongement du brise-lames, à Prospect, comté de Halifax, N.-E.

Aussi,—Réponse à ordre du 1er mars 1915,—Copie de tous télégrammes, lettres, pétitions, rapports, recommandations et documents de toute nature concernant l'achat d'un terrain pour un édifice public à Port-Hawkesbury, et l'érection d'un édifice public sur ce terrain.

Aussi,—Réponse à ordre du 8 mars 1915,—Etat faisant connaître tous les montants d'argent dépensés pour travaux publics dans les comtés de Wright, Pontiac et Labelle, depuis octobre 1911 jusqu'à date.

Et aussi,—Réponse à ordre du 17 mars 1915,—Copie du bordereau de paie du mois d'octobre 1914 concernant les réparations au brise-lames de Shippigan-Gully, comté de Gloucester.

M. Hughes (Victoria) présente,—Réponse à ordre du 8 mars 1915,—Etat indiquant,—

1. A combien de firmes ou de particuliers le gouvernement, ou l'un ou l'autre de ses ministères, a donné des commandes de bicycles, depuis le 1er juillet 1914;
2. Quels sont les noms de ces firmes;
3. Combien de bicycles ont été commandés à chaque firme;
4. Combien chaque firme en a livrés jusqu'à ce jour;
5. Combien chaque firme en a encore à livrer:
6. Quel prix chaque firme reçoit pour ces bicycles.

Aussi,—Réponse à ordre du 22 février 1915,—Relevé faisant connaître les noms et les adresses de tous les vétérans dans le comté d'Inverness qui ont reçu la récompense décrétée en faveur des volontaires qui ont servi lors de l'invasion fénienne, les noms et les adresses de ceux qui ne l'ont pas encore reçue, et les noms et les adresses de ceux dont les demandes ont été refusées.

M. Coderre présente,—Réponse à ordre du 8 mars 1915,—Relevé faisant connaître,—

1. A combien de firmes ou de particuliers le gouvernement ou l'un ou l'autre de ses ministères, a donné des commandes de cycles automobiles, depuis le 1er juillet 1914;
2. Quels sont les noms de ces firmes;
3. Combien de cycles automobiles ont été commandés à chaque firme;
4. Combien chaque firme en a livrés jusqu'à ce jour;
5. Combien chaque firme doit encore en livrer; et
6. Quel prix chaque firme reçoit pour ces cycles automobiles.

Aussi,—Réponse à ordre du 19 février 1915,—Relevé faisant connaître en détail (*a*) le nombre de prisonniers de guerre en ce pays; (*b*) le nombre de personnes libres sur parole; (*c*) le nombre de ceux qui sont gardés dans les camps de détention; (*d*) le nombre de camps de détention, leurs sites, les moyens de les attendre, et le nombre de prisonniers dans chacun d'eux; (*e*) ce que coûte au Canada chacun

de ces camps, respectivement, en fait de subsistance, de paie, d'habillement, de transport, de surveillance; (*f*) la nature du travail fait par les prisonniers et la valeur totale de leur ouvrage à ce jour.

Aussi,—Réponse à adresse du 19 mars 1915,—Copie de tous décrets du conseil et de tous télégrammes, et lettres échangés entre le gouvernement fédéral et les diverses provinces concernant le transfert projeté des pêcheries dans les eaux où la marée se fait sentir, du contrôle provincial à celui des autorités fédérales.

Et aussi,—Réponse à adresse du 4 mars 1915,—Copie de toute la correspondance échangée entre le gouvernement du Canada et celui de Québec, ou l'un ou l'autre des ministres ou fonctionnaires de ces gouvernements, concernant le contrôle des pêcheries dans la province de Québec; aussi, de tous documents se rapportant à cette question, avec la liste des permis accordés pour l'un ou l'autre de ces gouvernements au cours de la présente année.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a donné au greffier de la Chambre instruction de déposer sur la Table de la Chambre sa recommandation et le rapport du greffier concernant la nomination de M. Stanley Scott Spencer comme messager dans la salle de lecture de la Chambre des Communes.

A l'honorable
Chambre des Communes.

Je recommande la nomination de M. Stanley Scott Spencer à titre de messager dans le service de la Chambre des Communes, conformément au rapport du greffier de la Chambre ci-joint, et que sa nomination prenne date du 1er avril 1915, au salaire de $700 par année, tel que recommandé dans le dit rapport.

T. S. SPROULE,

Orateur des Communes.

31 mars 1915.

BUREAU DU GREFFIER,
31 mars 1915.

MONSIEUR,—Je désire faire rapport qu'il existe une vacance qu'il serait bon de remplir dans le service des messagers de la Chambre.

M. Stanley Scott Spencer, qui a été attaché pendant les deux dernières session à la salle de lecture de la Chambre des Communes en qualité de messager, a donné pleine satisfaction comme tel. Il a reçu de la Commission du Service civil un certificat d'aptitude qui est déposé dans les archives de la Chambre.

Je désire aussi faire rapport que les devoirs de cet emploi ont un caractère exceptionnel, et je recommande que son salaire soit de $700 par année au lieu du salaire minimum (la dite somme étant inscrite dans le budget pour cet emploi, et que la nomination date du 1er avril 1915.

Je suis, monsieur,

Votre obéissant serviteur,

THOS. B. FLINT,

Greffier de la Chambre.

A l'honorable
Orateur de la Chambre des Communes.

Les bills suivants du Sénat sont lus la première fois:—

Bill D 1 (No 117) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Marguerita Lyons".—M. *Barnard.*

Bill E 1 (No 118) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Charles Isaac Alexander".—M. *McCraney.*

Avec la permission de la Chambre, les dits bills sont lus la seconde fois, et référés au comité des Bills Privés.

(Ainsi que les témoignages, etc., entendus devant le comité des Divorces du Sénat *re* les pétitions sur lesquelles les dits sont basés.)

L'adresse suivante à Son Altesse Royale le Gouverneur général est votée:—

Par M. Marcil (Bonaventure), pour M. Lachance:—Adresse,—Copie de toutes correspondances, demandes de soumissions, soumissions reçues, contrats, ordres en conseil concernant le creusement de la rivière Saint-Charles, cité de Québec, et la construction d'une écluse au même endroit.

Sur motion de Sir George Foster, il est résolu,—Que lorsque cette Chambre s'ajournera ce jour, elle restera ajournée jusqu'à samedi, le 3 avril, à 11 a.m.

L'amendement fait par le Sénat au Bill (No 67) Loi modifiant la Loi minière du Yukon, est pris en considération et agréé.

Le Bill (No 115) Loi modifiant la Loi du Revenu de l'Intérieur, est lu pour la seconde fois, délibéré en comité général, rapporté sans amendement, lu la troisième fois et passé.

La Chambre se forme en comité général pour considérer une certaine résolution à l'effet d'autoriser l'emploi de certains officiers d'accise, provisoires ou intérimaires, dans le ministère du Revenu de l'Intérieur.

(*En comité.*)

La résolution suivante est adoptée:—

Résolu,—Qu'il est expédient de prescrire que le ministre du Revenu de l'Intérieur peut autoriser l'emploi de fonctionnaires d'accise, provisoires ou intérimaires, dans la seconde division ou division de l'extérieur du ministère du Revenu de l'Intérieur dont les services sont requis pour accomplir l'ouvrage du ministère; qu'aucun de ces fonctionnaires ne recevra un traitement plus élevé que le traitement accordé aux fonctionnaires permanents de mêmes rang et classe, et que nul tel traitement ne sera payé qu'après avoir été voté par le Parlement.

Résolution à rapporter.

La dite résolution est rapportée, lue la seconde fois et agréée, et référée au comité général de la Chambre sur le Bill (No 116) Loi modifiant la Loi du Revenu de l'Intérieur.

Le Bill (No 116) Loi modifiant la Loi du Revenu de l'Intérieur,—est lu une deuxième fois, délibéré en comité général (conjointement avec la résolution à l'effet d'autoriser l'emploi de certains officiers d'accise, provisoires ou intérimaires, dans le ministère du Revenu de l'Intérieur, agréée et référée ce jour), rapporté sans amendement, et remis pour troisième lecture à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre se forme en comité général pour considérer certaine résolution pourvoyant à l'exercice du cens électoral par les membres des forces militaires du Canada servant dans la présente guerre.

(*En comité.*)

La résolution suivante est adoptée:—

Résolu,—Qu'il est expédient d'établir des mesures dans le but de permettre à tout sujet britannique âgé d'au moins vingt et un ans, servant dans les forces militaires du Canada dans la présente guerre, d'exercer son cens électoral, et que les dépenses qu'entraînera la mise en opération des dispositions de toute loi basée sur cette résolution pourront être défrayées par le Gouverneur en conseil à même tout crédit non autrement approprié dans le Fonds du Revenu consolidé du Canada.

Résolution à rapporter.

La dite résolution est rapportée, lue la seconde fois et agréée.

M. Doherty présente alors un Bill (No 111) Loi permettant aux Canadiens en service militaire actif dans la présente guerre d'exercer leur cens électoral,—lequel est lu la première fois.—Seconde lecture à la prochaine séance de la Chambre.

Un message est reçu du Sénat adoptant les bills suivants sans amendement:—
Bill (No 79) Loi autorisant certaines prorogations de délai à des Compagnies d'assurance.
Bill (No 95) Loi concernant certaines émissions de Billets du Dominion.

Le Bill W (No 113) du Sénat, intitulé: "Loi amendant la Loi du poinçonnage de l'or et de l'argent, 1913",—est lu une deuxième fois, délibéré en comité général, rapporté sans amendement, lu la troisième fois, et adopté.

La Chambre se forme de nouveau en comité des Subsides.

(*En comité.*)

Les résolutions suivantes sont adoptées:—

SAUVAGES.

Ontario et Québec.

426 Nouveau crédit de secours aux sauvages indigents. 10,000 00

Nouvelle-Ecosse.

427 Nouveau crédit de secours aux sauvages indigents. 1,000 00

Nouveau-Brunswick.

428 Nouveau crédit de secours aux sauvages indigents. 1,000 00

Manitoba, Saskatchewan, Alberta et Territoires du Nord-Ouest.

429 Nouveau crédit pour graines de semence. 18,941 00
Nouveau crédit de secours aux sauvages indigents. 20,000 00

Colombie-Britannique.

430 Nouveau crédit de secours aux sauvages indigents. 10,000 00

En général.

431 Nouveau crédit de secours aux sauvages indigents..... 10,000 00
Nouveau crédit pour l'épidémie de variole..... 10,000 00

III.—GOUVERNEMENT CIVIL.

9 Département des Affaires des Sauvages—
Traitements..... 127,000 00
Dépense casuelle..... 21,550 00

TERRES FEDERALES ET PARCS.

433 Pour payer à l'*Alberta Railway and Irrigation Company,* successeurs de la *Canadian North West Irrigation Company,* une indemnité de $43,439.34, à cause d'une lacune accusée dans la superficie, et l'intérêt à 5 pour 100 par année sur un paiement majoré de $36,707.43, du 12 juin 1909 au 31 août 1914, $9,579.13..... 53,018.47
Pour payer les honoraires de la commission d'inspection des arpenteurs des terres fédérales, du secrétaire et des sous-inspecteurs, et pour frais de voyage, papeterie, impressions, loyer de chambres et mobilier, etc.—Crédit supplémentaire..... 250 00
Parcs nationaux du Canada—Crédit supplémentaire..... 32,000 00

INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES.

(Ministère de l'Intérieur.)

425 Pour l'Observatoire astronomique du Dominion, construction et installation d'un gros télescope réflecteur, succursale de l'Ouest—Crédit supplémentaire..... 4,939 80

IMMIGRATION.

460 Aide, autre que les grains de semence, aux colons établis dans les provinces de Saskatchewan et d'Alberta..... 1,275,000 00

TERRES FEDERALES ET PARCS FEDERAUX.

490 Pour acquitter le solde des dépenses se rattachant au déplacement des résidences des habitants de la ville de Frank, Alberta—A voter de nouveau..... 13,839 32
Pour rembourser la *Southern Alberta Land Company, Limited,* sans préjudice de la garantie en vue du reversement, avec intérêt, aux conditions arrêtées par autorité du Gouverneur en conseil—A voter de nouveau..... 140,573 00
Subvention à la *Cypress Hills Water User's Association*..... 250 00

Résolutions à rapporter.

Rapport à recevoir,—le comité devant siéger de nouveau ce jour.

Le Bill (No 119) Loi modifiant la Loi du chemin de fer National Transcontinental, est lu une deuxième fois, délibéré en comité général, et, sur rapport de progrès, le comité est autorisé à siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Avec le consentement de la Chambre,

M. Reid (Grenville) présente,—Réponse à ordre du 24 février 1915,—Copie de tous télégrammes, correspondance, lettres et pétitions concernant la nomination de Alfred Bishop, comme conducteur des travaux de ferme, ou en toute autre qualité, à la ferme expérimentale de Kentville, N.-E.

Un message est reçu du Sénat agréant, sans modification, les bills suivants:

Bill (No 85) Loi concernant le Grain de semence, le fourrage et autres secours.

Bill (No 87) Loi ayant pour objet d'accorder de l'aide à Sa Majesté pour la défense militaire et navale.

Avec le consentement de la Chambre,

M. Sharpe (Ontario), du comité des Bills privés, présente le septième rapport de ce comité, qui est comme suit:—

Votre comité a pris en considération le Bill D 1 (No 117) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Marguerita Lyons", et il a décidé d'en faire rapport sans amendement.

Votre comité a aussi pris en considération le Bill E 1 (No 118) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Charles Isaac Alexander", et il a décidé de faire rapport que le préambule n'est pas prouvé, vu que les allégations y énoncées n'ont pas été établies d'une manière satisfaisante aux yeux du comité.

Le Bill (No 110) Loi modifiant la Loi des Elections fédérales,—est lu une deuxième fois, délibéré en comité général, et, sur rapport de progrès, le comité est autorisé à en continuer l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

Le Bill (No 109) Loi modifiant la Loi des Elections fédérales contestées,—est lu une deuxième fois, délibéré en comité général, et, sur rapport de progrès, le comité est autorisé à en continuer l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre s'ajourne alors à 11.35 p.m., jusqu'à samedi prochain, à 11 a.m.

THOMAS SIMPSON SPROULE,
Orateur.

AVIS DE MOTIONS

* M. *Lemieux*—Samedi prochain—QUESTION—

1. Le ministère des Travaux Publics a-t-il autorisé M. Nazaire Laberge de Péribonka, province de Québec, à s'emparer pour son usage personnel de la pierre destinée au quai de Péribonka?

2. Dans l'affirmative, à quelles conditions M. Nazaire Laberge a-t-il obtenu telle autorisation?

M. *Marcil* (Bonaventure)—Samedi prochain—QUESTION—

1. Qui a le contrat pour le transport des malles entre le bureau de poste de Daniel-West et la gare du chemin de fer?

2. Quand ce contrat a-t-il été adjugé, et à quel prix?

3. Des soumissions ont-elles été demandées? Dans la négative, pourquoi?

4. Quels sont les noms des soumissionnaires, et quel montant était mentionné dans chaque soumission?

5. Quel était le précédent entrepreneur, et quel prix lui était payé pour ce service? A-t-il offert de renouveler son contrat?

M. *Turriff*—Samedi prochain—QUESTION—Quels sont les noms de tous les particuliers, firmes, compagnies et corporations qui ont obtenu des contrats pour approvisionnements par le ministère de la Milice et de la Défense, ou par tout autre ministère, ou par toutes personnes quelconques agissant pour le compte du gouvernement?

M. *Lapointe* (Kamouraska)—Samedi prochain—QUESTION—

1. Monsieur D. Cadrin, de Saint-Anselme, comté de Dorchester, est-il à l'emploi du gouvernement comme officier des douanes ou autrement?

2. Dans l'affirmative, quel est son salaire et quand a-t-il été nommé?

3. Où tient-il son bureau, et quel est le loyer payé par le département des Douanes pour le dit bureau?

4. Quels ont été les revenus du dit bureau pendant les derniers douze mois?

M. *Lanctôt*—Samedi prochain—QUESTION—

1. Eugène Furois est-il employé au bureau de poste de Québec?

2. Dans l'affirmative, quel est son emploi, quel salaire reçoit-il et par qui a-t-il été recommandé?

M. *Lapointe* (Kamouraska)—Samedi prochain—QUESTION—

1. Monsieur Louis Audette, journalier de Saint-Anselme, comté de Dorchester, est-il à l'emploi du gouvernement?

2. Dans l'affirmative, quelle est son occupation, et quel salaire reçoit-il?

M. *Lapointe* (Kamouraska)—Samedi prochain—QUESTION—

1. La compagnie *Gravel Lumber Company*, de Saint-Romuald, comté de Lévis, a-t-elle vendu du bois ou autres matériaux pour le camp de Valcartier?

2. Dans l'affirmative, quelle quantité, pour quel prix, et des soumissions ont-elles été demandées préalablement à cette vente?

3. La dite compagnie *Gravel Lumber Company*, a-t-elle vendu du bois ou autres matériaux à la commission du havre de Québec pendant les trois dernières années?

4. Dans l'affirmative, quelle quantité et pour quel prix?

M. *Lapointe* (Kamouraska)—Samedi prochain—QUESTION—

1. Monsieur Anselme Jalbert, journalier, de Saint-Anselme, est-il à l'emploi du département des Postes, à Montréal?

2. Dans l'affirmative, quelle est son occupation, quel salaire reçoit-il et quel examen a-t-il subi préalablement à sa nomination?

M. *Lapointe* (Kamouraska)—Samedi prochain—QUESTION—

1. Monsieur Joseph Edmond Audette, charretier, de Saint-Anselme, comté de Dorchester, est-il à l'emploi du gouvernement en qualité d'inspecteur de denrées alimentaires?

2. Dans l'affirmative, quel est son salaire, quand a-t-il été nommé?

3. A-t-il subi des examens préalablement à sa nomination?

4. Combien de rapports a-t-il faits des travaux accomplis par lui, et quels sont les dates de ces rapports?

M. *McCraney*—Samedi prochain—Quand les motions seront appelées—Proposera, —Que le Bill E 1 (No 118) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Charles Isaac Alexander", soit renvoyé au comité des Bills Privés.

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle.	Comités.	Heure.
	Lundi, 5 avril.	
101	Comité spécial *re* Chaussures fournies au ministère de la Milice et de la Défense	4 p. m.
	Mardi, 6 avril.	
211	Comptes publics	11 a.m.

No 40.

OTTAWA, JEUDI 1er AVRIL 1915.

5e Session, 12e Parlement. 5 Georg. V, 1915

PROCÈS - VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

OTTAWA
Imprimé par J. DE L. TACHÉ
Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi
1915

No 41.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SEANCE DU SAMEDI, 3 AVRIL 1915.

Onze heures a.m.

PRIÈRES.

M. Casgrain présente,—Réponse à ordre du 1er mars 1915,—Copie de tous papiers, lettres, requêtes et autres documents se rapportant à l'établissement d'une route postale rurale entre River-John et Hedgeville, comté de Pictou.

Avec le consentement de la Chambre,

M. Proulx propose,—Que l'item No 34 des Bills et Ordres publics soit appelé maintenant.—Adopté.

En conséquence l'item No 34 est appelé, savoir:—

" Seconde lecture du Bill (No 94) Loi portant modification de la Loi des Elections fédérales.—M. *Proulx*.

Le Bill (No 106) Loi modifiant la Loi de la Députation, 1914,—est de nouveau délibéré en comité général, rapporté avec des amendements, délibéré tel qu'amendé, et remis pour troisième lecture à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre se forme de nouveau en comité des Subsides.

(*En comité.*)

Les résolutions suivantes sont adoptées:—

XLIII.—COMMERCE.

368	Commission du commerce, agences commerciales, y compris les dépenses se rattachant à la négociation de traités ou à l'extension des relations commerciales, et diverses autres dépenses pour annonces, impressions, etc., se rapportant à l'extension du commerce canadien	150,000 00
369	Primes sur le plomb et sur le pétrole brut (pour faire face aux frais de la mise à exécution des lois)	7,000 00
371	Traitements et dépenses casuelles aux termes de la Loi de l'inspection et de la vente des grains	3,000 000
372	Traitements et dépenses casuelles aux termes de la Loi concernant les mesureurs de bois, y compris la somme de $2,000 pour mesurage de bois à la retraite	9,400 00
374	Recensement et statistiques	50,000 00
375	Annuaire statistique	10,000 00
376	Commission impériale du commerce	15,000 00
370	Traitements, loyers, gages et dépenses casuelles aux termes de la Loi sur les céréales du Canada	625,000 00
373	Pour pourvoir à la construction, à l'acquisition, au loyer ou à l'expropriation d'élévateurs de terminus	3,000,000 00

Et le comité continuant de siéger;

A six heures p.m., M. l'Orateur prend le fauteuil et le quitte pour le reprendre à huit heures p.m.

Huit heures p.m.

(*L'ordre pour les bills privés est appelé en vertu de la règle 25.*)

M. Bradbury propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité général sur les bills privés, en vertu de la règle 109.—Adopté.

Le Bill K (No 107) du Sénat, intitulé: "Loi concernant un brevet de *John Millen and Son, Limited*",—est délibéré en comité général, et, sur rapport de progrès, le comité obtient l'autorisation d'en continuer l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

Le Bill D 1 (No 117) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Marguerita Lyons",—est délibéré en comité général, rapporté sans amendement, lu la troisième fois, et adopté.

Sur motion de M. Bradbury, il est résolu,—Qu'il soit envoyé un message au Sénat pour retourner à cette Chambre la preuve, etc., faite devant le comité des Divorces du Sénat, auquel a été référée la pétition sur laquelle a été basé le Bill D 1 (No 117) ci-dessus.

Le comité des Subsides reprend alors le cours de ses délibérations.

Les résolutions suivantes sont adoptées:—

III.—GOUVERNEMENT CIVIL.

19	Ministère des Travaux publics—	
	Traitements	569,835 00
	Dépenses casuelles	85,000 00

XVI.—TRAVAUX PUBLICS—IMPUTABLES SUR LE CAPITAL.

Edifices Publics.

	Ottawa—Edifice des archives—Agrandissements	50,000 00
	Ottawa—Edifices du Parlement—Allonge	100,000 00
122	Ottawa—Nouveaux palais administratifs et emplacements pour ces édifices	100,000 00
	Ottawa—Musée commémoratif Victoria	200,000 00
	Toronto—Nouveaux édifices fédéraux	225,000 00

XVII.—TRAVAUX PUBLICS—IMPUTABLES SUR LE REVENU.

Edifices Publics.

Nouvelle-Ecosse.

	Amherst—Nouveau bureau de poste	25,000 00
	Amherst—Salle d'exercice	10,000 00
	Bear-River—Edifice public	4,000 00
	Bridgetown—Bureau de poste	4,000 00
	Canning—Edifice public	15,000 00
	Chester—Edifice public	15,000 00
	Dartmouth—Nouvel édifice public	40,000 00
	Citadelle d'Halifax—Nouveaux quartiers pour célibataires et salles récréatives	13,000 00
	Halifax—Entrepôt de vérification des douanes	100,000 00
	Edifices fédéraux d'Halifax—Améliorations, réparations, etc.	5,000 00
124	Halifax—Salle d'exercice pour le 63e régiment	45,000 00
	Halifax—Station postale à l'extrémité nord	25,000 00
	Hantsport—Edifice public	9,000 00
	Mahone Bay—Edifice public	2,000 00
	Middleton—Edifice public	15,000 00
	North-Sydney—Edifice public—Améliorations	5,000 00
	Douane de Pictou—Nouveaux calorifères, etc.	2,000 00
	Port-Hawkesbury—Edifice public	3,000 00
	Shubenacadie—Edifice public	2,000 00
	Stewiacke—Edifice public	500 00
	Edifice public de Sydney Mines—Amélioration, réparation, etc	2,500 00
	Truro—Nouvel édifice public	23,000 00

Ile du Prince-Edouard.

125	Edifice public de Summerside—Nouvelle toiture et allonge, y compris calorifère et installations	10,000 00

Nouveau-Brunswick.

	Buctouche—Edifice public	10,000 00
	Edifice public de Chatham—Allonge	12,000 00
	Fredericton—Nouvel édifice public	25,000 00
	Milltown—Edifice public	30,000 00
126	Sackville——Edifice public	15,000 00

Shediac—Edifice public	18,000 00
Douane de Saint-Jean—Améliorations, etc	3,000 00
St-George—Edifice public	20,000 00
Edifices fédéraux de Saint-Jean—Améliorations, réparations, etc.	5,000 00
Saint-Jean—Nouveau bureau de poste	75,000 00

Provinces maritimes en général.

127 Edifices publics fédéraux—Réfection, améliorations, réparations, etc. 25 000 00

Résolutions à rapporter.

Rapport à recevoir,—le comité devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Un message est reçu du Sénat avec le bill suivant de Leurs Honneurs, auquel le concours de cette Chambre est demandé:—

Bill F 1 (No 120) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Cecil Howard Lambert".

Aussi,—Communiquant à cette Chambre les témoignages pris devant le comité permanent des Divorces, auquel a été renvoyée la pétition de Cecil Howard Lambert en obtention d'une loi de divorce, ainsi que les pièces produites devant le dit comité, avec demande que le tout soit retourné au Sénat.

Aussi,—Un message adoptant le Bill (No 115) Loi modifiant la Loi du Revenu de l'Intérieur, sans amendement.

Et aussi,—Un message adoptant le Bill (No 74) Loi modifiant le Code Criminel, avec des amendements, comme suit:—

Page 1, ligne 11.—Retrancher depuis "Canada" jusqu'à "3", ligne 15, et y substituer "sans le consentement de la Couronne à moins que la personne accusée ne puisse prouver qu'elle n'avait pas l'intention d'aider l'ennemi, et pourvu que cette incitation ou cette aide ne constitue pas une trahison".

Page 2, ligne 10.—Retrancher "lesdits directeurs ou autres personnes" et y substituer "ledit directeur ou autre personne".

Page 2, ligne 24.—Après "quelconque" insérer "constituant une infraction".

Page 2, ligne 25.—Après "protégée" insérer "en Canada".

Page 2, ligne 34.—Après "protégée" insérer "en Canada".

Sur motion de M. Sharpe (Ontario), le Bill F 1 (No 120) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Cecil Howard Lambert",—est lu une première fois.

Avec le consentement de la Chambre, le dit bill est lu une deuxième fois et référé au *comité des Bills Privés* (ainsi que les témoignages entendus devant le comité des Divorces du Sénat, auquel a été référée la pétition sur laquelle le dit bill est basé).

La Chambre s'ajourne alors à 11.25 p.m., jusqu'à lundi, à 11 a.m.

THOMAS SIMPSON SPROULE,
Orateur.

AVIS DE MOTIONS

M. *Lapointe* (Kamouraska)—Lundi prochain—QUESTION—
1. A qui a été donné le contrat de l'éclairage du camp de Valcartier?
2. Quel montant a été payé par le gouvernement pour le dit éclairage?

M. *Lapointe* (Kamouraska)—Lundi prochain—QUESTION—
1. Des contrats ont-ils été donnés pour fournir le pouvoir électrique pour les élévateurs à grain de la commission du havre à Québec?
2. Dans l'affirmative, à qui ces contrats ont-ils été accordés, et quels sont les montants de ces contrats?

M. *Lapointe* (Kamouraska)—Lundi prochain—QUESTION—
1. Quels sont les courriers pour la malle rurale dans le comté de Chicoutimi et Saguenay?
2. Quels sont les salaires de chacun des dits courriers et le trajet qu'ils ont à parcourir?
3. Quels sont les courriers de malle rurale pour la paroisse de Saint-Prime et pour la paroisse de Saint-Louis de Metabetchouan, et leur salaire respectif?

M. *Buchanan*—Lundi prochain—QUESTION—William Switzer, inspecteur de homesteads dans l'agence des terres de Medicine-Hat, a-t-il reçu son salaire complet pour les mois de mars, avril et mai 1913?

M. *Turriff*—Lundi prochain—QUESTION—
1. Le gouvernement a-t-il acheté de I. A. Westman du terrain dans la province de la Saskatchewan?
2. S'il en est ainsi, où se trouve situé ce terrain, et quel en a été le prix?

M. *Marcil* (Bonaventure)—Lundi prochain—QUESTION—
1. Quelles sommes, s'il y a, ont été payés à des pêcheurs des comtés de Bonaventure et de Gaspé, respectivement, en compensation des dommages subis par suite de la tempête du 5 juin 1914?
2. Combien de ces pêcheurs étaient du comté de Gaspé, et combien du comté de Bonaventure?
3. Quels sont leurs noms, leur résidence, et quelle somme chacun d'eux a-t-il reçue?
4. Combien de réclamations n'ont pas été reconnues?

M. *Lapointe* (Kamouraska)—Lundi prochain—QUESTION—
1. Le département des Postes a-t-il demandé des soumissions dans le cours de l'automne dernier pour le transport des malles entre Saaint-François de Montmagny et la station de l'Intercolonial?
2. Quels sont les noms de toutes les personnes qui ont soumissionné et le montant de leur soumission?
3. Le gouvernement a-t-il accordé le contrat à la suite de ces soumissions et à quelle personne?

4. Le département des Postes a-t-il demandé de nouvelles soumissions, au lieu d'accorder le contrat à la soumission la plus basse qui avait été alors reçue, et pour quelle raison le département a-t-il demandé de nouvelles soumissions?

5. Quels sont les noms des personnes qui ont soumissionné après cette seconde demande et quels sont les montants respectifs de leurs soumissions?

6. Le département a-t-il accordé le contrat définitivement et à quelle personne?

7. Si le département n'a pas encore accordé le contrat, pourquoi ne l'a-t-il pas fait?

M. *Demers*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il donné un contrat dernièrement pour certaines fournitures et installations à la station postale "L", à Montréal?

2. Dans l'affirmative, des soumissions ont-elles été demandées?

3. Quel était le montant de la plus basse soumission, et quel était le nom de ce soumissionnaire?

4. Le contrat a-t-il été accordé au plus bas soumissionnaire?

* M. *Lapointe* (Kamouraska)—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous les documents, lettres, correspondances, messages, rapports, etc., concernant les demandes de soumissions pour le transport des malles entre le bureau de poste de Saint-François de Montmagny et la station de l'Intercolonial pendant les années 1914 et 1915, ainsi que copies des soumissions qui ont été envoyées en rapport avec le dit service des malles.

* M. *Lapointe* (Kamouraska)—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous les documents, papiers, correspondances, rapports, liste de paie, comptes, etc., concernant les travaux de barrage à l'endroit appelé Grande Décharge, dans le lac Saint-Jean.

Sir *Robert Borden*—Lundi prochain—Proposera,—Que la recommandation de l'honorable Orateur relativement à la nomination de Stanley Scott Spencer, à titre de messager permanent, déposée sur la Table de la Chambre le 1er du mois courant, soit agréée.

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle.	Comités.	Heure.
	Lundi, 5 avril.	
101	Comité spécial *re* Chaussures fournies au ministère de la Milice et de la Défense	4 p. m.
	Mardi, 6 avril.	
211	Comptes publics	11 a.m.

No 41.

OTTAWA, SAMEDI, 3 MARS 1915.

5e Session, 12e Parlement, 5 George V, 1915

PROCÈS - VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

OTTAWA
Imprimé par J. DE L. TACHÉ
Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi
1915

No 42.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SEANCE DU LUNDI, 5 AVRIL 1915.

Onze heures a.m.

PRIÈRES.

Sur motion de M. McCraney, le Bill E 1 (No 118) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Charles Isaac Alexander",—est renvoyé de nouveau au comité des Bills Privés, pour plus ample considération.

Sur motion de Sir Robert Borden, il est résolu,—Que la recommandation de l'honorable Orateur relativement à la nomination de Stanley Scott Spencer, à titre de messager permanent, déposée sur la Table de la Chambre le 1er du mois courant, soit agréée.

Sir Robert Borden dépose devant la Chambre,—Une déclaration venant du consul général de Belgique en Canada touchant la protestation lancée par le gouvernement belge contre l'affirmation de la chancellerie germanique à l'effet que, même dès 1906, la Belgique avait agi à l'encontre de sa propre neutralité en concluant une convention avec la Grande-Bretagne.

M. Doherty présente un Bill (No 121) Loi modifiant la Loi de la Cour Suprême,—lequel est lu une première fois, et remis pour deuxième lecture à la prochaine séance de la Chambre.

Le Bill K (No 107) du Sénat, intitulé: "Loi concernant un brevet de *John Millen and Son, Limited*,—est de nouveau délibéré en comité général, et, sur nouveau rapport de progrès, le comité est autorisé à l'étudier de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

L'ordre de la Chambre qui suit est voté, en vertu du paragraphe 4 de la règle 37:—

Par M. Turriff:—Ordre de la Chambre,—Relevé faisant connaître quels sont les noms de tous les particuliers, firmes, compagnies ou corporation qui ont obtenu des contrats pour approvisionnements par le ministère de la Milice et de la Défense, ou par tout autre ministère, ou par toutes personnes quelconques agissant pour le compte du gouvernement.

Les ordres de la Chambre qui suivent sont votés:—

Par M. Pardee, pour M. Lapointe (Kamouraska):—Ordre de la Chambre,—Copies de tous les documents, papiers, correspondances, rapports, liste de paie, comptes, etc., concernant les travaux de barrage à l'endroit appelé Grande Décharge, dans le lac Saint-Jean.

Par M. Pardee, pour M. Lapointe (Kamouraska):—Ordre de la Chambre,—Copie de tous les documents, lettres, correspondances, messages, rapports, etc., concernant les demandes de soumissions pour le transport des malles entre le bureau de poste de Saint-François de Montmagny et la station de l'Intercolonial pendant les années 1914 et 1915, ainsi que copies des soumissions qui ont été envoyées en rapport avec le dit service des malles.

Les bills suivants sont lus la troisième fois et adoptés, savoir:—
Bill (No 114) Loi modifiant la Loi des Falsifications.
Bill (No 116) Loi modifiant la Loi du Revenu de l'Intérieur.

L'ordre de la troisième lecture du Bill (No 106) Loi modifiant la Loi de la Députation, 1914,—étant lu;
Sir Robert Borden propose,—Que le dit ordre soit rescindé et que le bill soit renvoyé au comité général pour examen supplémentaire.—Adopté.
Le dit bill est, en conséquence, délibéré ultérieurement en comité général, rapporté avec de nouveaux amendements, délibéré tel qu'amendé, lu la troisième fois et adopté.

Le Bill (No 109) Loi portant modification de la Loi des Elections fédérales contestées,—est de nouveau délibéré en comité général, et, sur rapport de nouveau progrès, le comité est autorisé à l'étudier de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Le Bill S (No 112) du Sénat, intitulé: "Loi amendant la Loi des Grains du Canada",—est lu une deuxième fois, délibéré en comité général, rapporté avec des amendements, délibéré tel qu'amendé, et remis pour troisième lecture à la prochaine séance de la Chambre.

Avec le consentement de la Chambre;
M. Boyce, pour M. Sharpe (Ontario), du comité des Bills Privés, présente le huitième rapport du comité, lequel est comme suit:—
Votre comité a fait l'étude du Bill F 1 (No 120) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Cecil Howard Lambert", qu'il rapport sans amendement.

L'ordre portant que la Chambre se forme de nouveau en comité des Subsides—étant lu;

M. Rogers, pour M. White (Leeds) propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et la motion étant mise aux voix, elle est adoptée.

La Chambre, en conséquence, se forme de nouveau en comité des Subsides.

(*En comité.*)

Les résolutions suivantes sont adoptées:—

XVII.—TRAVAUX PUBLICS—IMPUTABLE SUR LE REVENU.

Edifices publics.

Ontario.

Almonte, bureau de poste—Allonge et remaniements, etc.	4,000 00
Aurora—Edifice public	20,000 00
Barrie—Edifice public—Agrandissement et remaniements, etc.	5,000 00
Barrie—Salle d'exercices	50,000 00
Berlin—Edifice public	50,000 00
Brantford—Nouvel édifice public	25,000 00
Brantford—Nouvelle salle d'exercices	75,000 00
Brussels—Edifice public	22,500 00
Burford—Edifice public	25,000 00
Burk's Falls—Edifice public	20,000 00
Campbellford—Edifice public	16,000 00
Cannington—Edifice public	8,000 00
Cobourg—Nouvel édifice public	25,000 00
Collingwood—Edifice public	35,000 00
Copper-Cliff—Edifice public	15,000 00
Cornwall, édifice public—Améliorations	5,000 00
Edifices publics—Améliorations, réparations, etc	35,000 00
Dunnville—Edifice public	20,000 00
Durham—Edifice public	24,000 00
Eganville—Edifice public	10,000 00
Elmira—Edifice public	20,000 00
Exeter—Edifice public	15,000 00
Forest—Edifice public	20,000 00
Fort-Frances—Edifice public	25,000 00
Fort-William—Douane et entrepôt de vérification	50,000 00
Fort-William—Salle d'exercices	30,000 00
Galt—Salle d'exercices	45,000 00
Galt, édifice public—Allonge et améliorations	1,100 00
Georgetown—Edifice public	20,000 00
Gore-Bay—Edifice public	5,000 00
Gravenhurst—Edifice public	20,000 00
Grimsby—Edifice public	3,000 00
Hamilton, édifice public—Agrandissement et améliorations	49,000 00
Hamilton—Station postale "B"	35,000 00
Hanover—Edifice public	25,000 00
Hespeler—Edifice public	22,000 00
Huntsville—Edifice public	20,000 00
Ingersoll, édifice public—Agrandissement, etc	7,000 00
Ingersoll—Salle d'exercices	25,000 00

	Kemptville—Edifice public	3,000 00
	Kenora—Salle d'exercices	20,000 00
	Kingston, C.M.R.—Agrandissement du dortoir des cadets	7,000 00
	Kingston—C.M.R.—Salle d'exercices couverte	15,000 00
	Kingston—Dépôt d'artillerie	10,000 00
	Kingsville—Edifice public	20,000 00
	Lakefield—Edifice public	14,000 00
	Listowel—Salle d'exercices	10,000 00
	London—Salle d'armes—Pour agrandir l'emplacement	50,000 00
	London—Bureau de poste	98,000 00
	London, douane—Améliorations, etc	8,500 00
	Meaford—Edifice public	10,000 00
	Millbrook—Edifice public	20,000 00
	Milton—Edifice public	20,000 00
	Milverton—Edifice public	15,000 00
	Morrisburg—Edifice public	20,000 00
	Napanee—Salle d'exercices	36,000 00
	New Liskeard—Edifice public	20,000 00
	Newmarket—Edifice public	15,000 00
	New Hamburg—Edifice public	10,000 00
	Norwich—Edifice public	20,000 00
	Oakville—Edifice public	5,000 00
129	Orangeville—Edifice public—Remaniements, agrandissement, etc	9,000 00
	Orilla, édifice public—Agrandissement	5,000 00
	Ottawa, édifices administratifs—Aménagements, etc	75,000 00
	Ottawa, édifices administratifs, bloc Langevin—Nouveaux ascenseurs, etc	25,000 00
	Ottawa—Edifice de la douane	600,000 00
	Ottawa—Nouvelle salle d'exercices	50,000 00
	Ottawa, édifice du parlement—Améliorations	10,000 00
	Ottawa, bureau de poste—Nouvel ascenseur, etc	9,000 00
	Ottawa, édifice du Parlement et administration—Nouvelle pose de fils métalliques, etc	70,000 00
	Ottawa, édifices publics—Conservation des arbres, etc	5,000 00
	Owen-Sound—Salle d'exercices	25,000 00
	Palmerston—Edifice public	38,000 00
	Parry-Sound—Edifice public	20,000 00
	Pembroke—Salle d'exercices	26,000 00
	Pembroke, édifice public—Agrandissement et améliorations	4,000 00
	Penetanguishene—Edifice public	7,000 00
	Perth—Edifice public	25,000 00
	Peterborough—Nouvel édifice public	47,000 00
	Petrolia, édifice public—Améliorations, etc	2,000 00
	Picton, bureau de poste—Agrandissement, etc	11,000 00
	Port-Arthur—Salle d'exercices	20,000 00
	Port-Arthur—Douane et entrepôt de vérification	175,000 00
	Port-Stanley—Edifice public	5,000 00
	Prescott, douane—Nouveau toit, etc	1,000 00
	Preston—Edifice public	25,000 00
	Sault-Sainte-Marie—Salle d'exercices	25,000 00
	Shelburne—Edifice public	5,000 00
	Smith's-Falls, édifice public—Agrandissement et améliorations	12,000 00
	Southampton—Edifice public	20,000 00
	Steelton—Edifice public	10,000 00
	Stratford, édifice public—Agrandissement	20,000 00

Sturgeon-Falls—Edifice public	7,000 00
St. Catherines, édifice public—Réparations au toit, etc	3,000 00
Sudbury—Edifice public	35,000 00
Toronto—Entrepôt de vérification de la douane et bureau de poste "A"	500,000 00
Toronto, édifice fédéral—Améliorations, réfections, etc	12,000 00
Toronto, édifice militaire—Caserne de la troupe permanente pour remplacer la propriété vendue à la ville	138,000 00
Toronto, édifices militaires—Nouveaux magasins	75,000 00
Toronto—Local temporaire se rattachant au bureau de poste "A"	25,000 00
Toronto—Bureau de poste "E" à l'angle de l'avenue Spadina et de la rue Oxford	74,000 00
Toronto—Bureau de poste "G", rues Queen et Saulter	40,000 00
Toronto-Nord—Changements et réparations au bureau de poste "X"	3,000 00
Walkerville—Edifice public	70,000 00
Wallaceburg—Edifice public	25,000 00
Watford—Edifice public	20,000 00
West-Lorne—Edifice public	20,000 00
Weston—Edifice public	10,000 00
West-Toronto—Bureau de poste du quartier Six	50,000 00
Wiarton—Edifice public	19,000 00
Windsor—Salle d'exercices—Allonge	25,000 00

Manitoba.

Altamount—Salle d'exercices	10,000 00
Boissevain—Edifice public	20,000 00
Brandon—Edifice public	80,000 00
Carberry—Edifice public	27,000 00
Carman—Edifice public	10,000 00
Edifices fédéraux—Améliorations, réparations, etc	18,000 00
Elkhorn—Edifice public	19,000 00
Gretna—Edifice public	25,000 00
Manitou—Edifice public	20,000 00
Melita—Edifice public	9,500 00
Manitonas—Edifice public	10,000 00
Morden—Edifice public	3,000 00
Norwood-Grove—Edifice public	10,000 00
Oak-Lake—Edifice public	19,000 00
Portage-la-Prairie—Salle d'exercices	20,000 00
130 Rivers—Edifice public	20,000 00
Souris—Salle d'exercices	15,000 00
St-James—Salle d'exercices	25,000 00
Stonewall—Edifice public	10,000 00
Virden—Edifice public	10,000 00
Winnipeg—Caserne	150,000 00
Winnipeg—Edifices fédéraux—Améliorations, réfections, etc	20,000 00
Winnipeg—Salle d'exercices (nouvelle)	170,000 00
Winnipeg—Pavillon des immigrants—Améliorations	3,000 00
Winnipeg—Pavillon n° 1 d'immigration—Nettoyage et blanchissage à la chaux	2,000 00
Winnipeg—Nouveau pavillon d'immigration	40,000 00
Winnipeg-Nord—Salle d'exercices	70,000 00
Winnipeg—Bureau de poste "E"	25,000 00
Winnipeg—Bureau de poste "C" (sud)	73,000 00
Winnipeg—Bureau de poste "D" (ouest)	75,000 00

Saskatchewan.

	Battleford—Edifice public—Améliorations	4,500 00
	Canora—Edifice public	10,000 00
	Edifices publics fédéraux—Améliorations, réparations, etc	15,000 00
	Indian-Head—Division de la sylviculture du ministère de l'Intérieur—Edifice	17,000 00
	Kindersley—Edifice public	20,000 00
	Moosejaw—Entrepôt de vérification	90,000 00
	Moosejaw—Pavillon des immigrants	50,000 00
	Moosejaw—Nouvel édifice public	15,000 00
131	Prince-Albert—Salle d'exercices	80,000 00
	Régina—Salle d'armes et salles d'exercices	75,000 00
	Régina—Logement du sous-receveur général	75,000 00
	Régina—Entrepôt de vérification de la douane	75,000 00
	Rosthern—Edifice public	10,000 00
	Saskatoon—Entrepôt de vérification de la douane	50,000 00
	Saskatoon—Salle d'exercices	30,000 00
	Saskatoon—Nouvel édifice public	75,000 00
	Swift-Current—Salle d'exercices	30,000 00
	Swift-Current—Edifice public	50,000 00
	Wadena—Edifice public	20,000 00
	Wilkie—Edifice public	15,000 00

Alberta.

	Athabaska-Landing—Nouvel édifice public	5,000 00
	Bassano—Edifice public	15,000 00
	Calgary—Logement pour le sous-receveur général	25,000 00
	Calgary—Entrepôt de vérification de la douane	15,000 00
	Calgary—Salle d'exercices	100,000 00
	Calgary—Siège principal des services de sylviculture et d'irrigation ministère de l'Intérieur—Edifice	50,000 00
	Calgary—Nouvel emplacement de bureau de poste et édifice	110,000 00
	Calgary, édifices fédéraux—améliorations, réparations, etc	3,000 00
	Castor—Edifice public	16,000 00
	Edifices publics fédéraux—améliorations, réparations, etc	15,000 00
132	Edmonton—Bureau de poste—Agrandissement	100,000 00
	Edmonton—Entrepôt de vérification de la douane	75,000 00
	Edmonton—Nouvelle salle d'exercices	200,000 00
	Grande-Prairie—Pavillon des immigrants	3,000 00
	High-River—Edifice public	20,000 00
	Macleod—Edifice public	25,000 00
	Medicine-Hat—Pavillon des immigrants	20,000 00
	Medicine-Hat—Edifice public—Agrandissement	25,000 00
	Red-Deer—Edifice public	34,000 00
	Vegreville—Edifice public	25,000 00
	Vermilion—Edifice public	20,000 00
	Wainwright—Edifice public	20,000 00

Colombie-Britannique.

	Ashcroft—Edifice public	25,000 00
	Courtenay—Edifice public	20,000 00
	Coquitlam—Edifice public	20,000 00
	Edifices publics fédéraux—Améliorations, réparations, etc	17,000 00
	Fernie—Salle d'exercices	20,000 00
	Ganges-Harbour—Edifice public	5,000 00
	Golden—Edifice public	20,000 00

	Grand-Forks—Edifice public	5,000 00
	Greenwood—Edifice public	10,000 00
	Kamloops—Salle d'exercices	29,000 00
	Kamloops—Nouvel édifice public	75,000 00
	Kelowna—Edifice public	30,000 00
	Merritt—Edifice public	25,000 00
	Mission-City—Edifice public	20,000 00
	New-Hazelton—Edifice public	9,500 00
	Vancouver-Nord—Salle d'exercices	10,000 00
	Penticton—Edifice public	15,000 00
133	Port-Alberni—Edifice public	15,000 00
	Powell-River—Edifice public	20,000 00
	Prince-Rupert—Salle d'exercices	8,000 00
	Prince-Rupert—Edifice public	147,000 00
	Prince-Rupert—Station de quarantaine	80,000 00
	Revelstoke—Edifice public	50,000 00
	Sidney—Edifice public	17,000 00
	Trail—Edifice public	20,000 00
	Vancouver—Salle d'exercices	94,000 00
	Vancouver—Nouvel édifice de détention	160,000 00
	Vancouver, édifice public (nouveau bureau de poste)—Améliorations	6,000 00
	Vancouver, bureau de poste "B"	124,000 00
	Vancouver, bureau de poste "C"—(Mount-Pleasant)	70,000 00
	Vancouver, édifices fédéraux—Améliorations, réparations, etc	5,000 00
	Vancouver-Sud—Bureau de poste "D"	60,000 00
	Victoria—Nouvelle salle d'exercices	150,000 00
	Victoria—Observatoire	75,000 00
	Victoria, bureau de poste—Améliorations	80,000 00
	William's-Head, station de quarantaine—Réparations aux édifices actuels, aménagements, etc	10,000 00

Crédits généraux.

	Installation d'un système d'alarme contre les cambrioleurs	5,000 00
	Machines à oblitérer les billets fédéraux pour le Contrôleur de la monnaie et les bureaux des sous-percepteurs généraux	2,000 00
134	Stations agronomiques—Nouveaux édifices et améliorations; station pour la maturation du tabac, renouvellements et réparations aux bâtiments actuels, clôtures, etc	150,000 00
	Echelles de sauvetage en cas d'incendie pour édifices publics fédéraux	5,000 00
	Drapeaux pour édifices publics fédéraux	5,000 00
	Edifices de l'immigration—Construction et réparations	15,000 00
	Edifices publics fédéraux—Crédits généraux	30,000 00

Loyers, réparations, mobilier, chauffage, etc.

	Ottawa—Edifices publics:—	
	Préposés aux ascenseurs	50,000 00
	Gaz et lumière électrique, y compris chemins et ponts	75,000 00
	Terrains	35,000 00
	Chauffage, y compris les gages des mécaniciens, chauffeurs et gardiens	175,000 00
	Enlèvement de la neige, y compris Rideau-Hall	7,000 00
	Réparations, y compris la ventilation, l'éclairage, le mobilier, etc	415,000 00

	Rideau-Hall, y compris les terrains—Améliorations, mobilier et entretien	65,000 00
	Rideau-Hall—Allocation pour le combustible et l'éclairage	17,000 00
	Service téléphonique	39,000 00
135	Edifices fédéraux:—	
	Edifices fédéraux de l'immigration—Réparations, ameublements, etc	25,000 00
	Station de quarantaine—Entretien	4,000 00
	Aménagements, fournitures en général et mobilier	160,000 00
	Chauffage	230,000 00
	Eclairage	200,000 00
	Force électrique et autre pour les ascenseurs, les machines à oblitérer les timbres, etc	38,000 00
	Loyers	675,000 00
	Gages des mécaniciens, chauffeurs, gardiens, etc	420,000 00
	Fournitures pour les gardiens, etc	25,000 00
	Eau	43,000 00
	Edifices publics du Yukon—Loyers, réparations, combustible, éclairage, service d'eau et salaires des gardiens	63,000 00

MARDI, 6 avril 1915.

Résolutions à rapporter.

Rapport à recevoir,—le comité devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre s'ajourne alors à 12.05 a.m., jusqu'à 11 a.m., ce jour.

THOMAS SIMPSON SPROULE,
Orateur.

AVIS DE MOTIONS

M. *Macdonald*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Le ministère des Postes a-t-il reçu une requête demandant un service postal rural entre Meadowville et Sundridge *via* Dufferin-Road, comté de Pictou?

2. Quelle décision a été prise à ce sujet?

M. *Macdonald*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Quelqu'un a-t-il recommandé d'employer I. C. Woodworth pour acheter des chevaux dans la Nouvelle-Ecosse, pour les fins de la guerre?

2. Dans l'affirmative, qui l'a recommandé?

3. Quelles étaient son adresse postale et sa profession telles que données?

M. *Buchanan*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il fourni du grain de semence pour les terres possédées par la *Canadian Wheatlands Company*, à Suffield, Alta., mais affermées à d'autres personnes pour les cultiver cette année?

2. Dans l'affirmative, quelle quantité de grain a été avancée, et combien d'acres seront mis en rapport?

M. *Verville*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement sait-il que l'on prétend que la Compagnie de télégraphie *Western Union* a la haute direction de la Compagnie de télégraphie *Great North Western*, nom sous lequel, depuis le 1er janvier 1915, se transigent les affaires des deux compagnies fusionnées, la *Great North Western* et la *Canadian Northern Telegraph Companies*?

2. S'il n'en est pas ainsi, le gouvernement peut-il indiquer à qui il faudrait s'adresser pour obtenir ce renseignement?

M. *Lemieux*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Le contrat pour l'impression des timbres de guerre a-t-il été donné à l'*American Bank Note Company*?

2. Dans l'affirmative, le gouvernement est-il informé qu'une grève est imminente parmi les employés de cette compagnie qui menacent de retarder l'exécution du contrat si on ne donne pas satisfaction à leurs réclamations?

3. Le gouvernement se propose-t-il de prendre des mesures pour régler le différend existant et assurer l'émission de ces timbres à temps pour satisfaire aux exigences de la loi?

* M. *Lanctôt*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Quand et pour quelle raison W. V. Pettet a-t-il été relevé de ses fonctions de maître de poste, à Picton, Ont.?

2. Quand son remplaçant, Samuel G. Smith, a-t-il été nommé?

3. Le gouvernement a-t-il été informé que, d'après les rumeurs, il aurait pris une part agressive dans la dernière élection provinciale de l'Ontario, en 1914?

4. Dans l'affirmative, le gouvernement a-t-il l'intention de le destituer pour en avoir agi ainsi?

M. *Doherty*—Mercredi prochain—BILL intitulé: "Loi modifiant la Loi des liquidations".

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle.	Comités.	Heure.
	Mardi, 6 avril.	
100	Bills Privés	10.30 a.m.
101	Comité spécial *re* Chaussures fournies au ministère de la Milice et de la Défense	11.30 a.m.
211	Comptes publics	11 a.m.
	Mercredi, 7 avril.	
211	Comptes publics	11 a.m.

No 42.

OTTAWA, LUNDI, 5 AVRIL 1915.

5e Session, 12e Parlement, 5 George V, 1915

PROCÈS-VERBAUX
DE LA
CHAMBRE DES COMMUNES

OTTAWA
IMPRIMÉ PAR J. DE L. TACHÉ
IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI
1915

No 43.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SEANCE DU MARDI, 6 AVRIL 1915.

Onze heures a.m.

PRIÈRES.

M. Boyce, pour M. Sharpe (Ontario), du comité des Bills Privés, présente le neuvième rapport du dit comité, lequel est comme suit:—

Conformément à l'ordre de votre honorable Chambre, votre comité a de nouveau examiné le Bill E 1 (No 118) du Sénat, intitulé: " Loi pour faire droit à Charles Isaac Alexander ", et a décidé de faire rapport de nouveau que le préambule de ce bill n'a pas été prouvé à sa satisfaction.

M. Coderre dépose devant la Chambre,—Rapport annuel du département de l'Imprimerie et de la Papeterie publiques, pour l'année fiscale expirée le 31 mars 1914.

Les amendements faits par le Sénat au Bill (No 74) Loi modifiant le Code criminel,—sont examinés et agréés.

Le Bill (No 121) Loi modifiant la Loi de la Cour Suprême,—est lu une deuxième fois, délibéré en comité général, rapporté sans amendement, lu la troisième fois et adopté.

L'ordre portant que la Chambre se forme de nouveau en comité des Subsides—étant lu;

M. Rogers, pour M. White (Leeds) propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et la motion étant mise aux voix, elle est adoptée.

La Chambre, en conséquence, se forme de nouveau en comité des Subsides.

(*En comité.*)

Les résolutions suivantes sont adoptées:—

III.—GOUVERNEMENT CIVIL.

15	Ministère de l'Agriculture—	
	Traitements	439,637 50
	Dépense casuelle	100,000 00

VIII.—ARTS ET AGRICULTURE.

43	Stations agronomiques—Entretien de la station centrale et établissement et entretien de nouvelles stations annexes	785,000 00
44	Division de l'entomologie	20,000 00
45	Pour l'administration et l'application de la loi concernant les insectes destructeurs et autres fléaux	100,000 00
46	Pour le développement de l'industrie des laitages, le perfectionnement du transport, la vente et le commerce des aliments et des autres produits agricoles	150,000 00
47	Division de la fruiterie	113,000 00
48	Pour encourager l'établissement d'entrepôts frigorifiques en vue de la meilleure conservation et manutention des produits alimentaires périssables	200,000 00
49	Expositions	250,000 00
50	Pour renouveler et améliorer les produits canadiens exposés à l'*Imperial Institute*, de Londres, et pour aider à son entretien	5,000 00
51	Santé des animaux	540,000 00
52	Quarantaine des bestiaux du Canada: édifices, réfection, renouvellements, etc	15,000 00
53	Pour administrer et appliquer la loi relative à la viande et aux conserves alimentaires	275,000 00
54	Divisions des publications	15,000 00
55	Contribution à l'entretien de l'Institut international d'agriculture et frais de représentation à cet institut	20,000 00

Et le comité continuant de siéger;

A six heures p.m., M. l'Orateur prend le fauteuil et le quitte pour le reprendre à huit heures p.m.

Huit heures p.m.

(*L'ordre pour les bills privés est appelé en vertu de la règle 25.*)

Le Bill K (No 107) du Sénat, intitulé: "Loi concernant un brevet de *John Millen and Son, Limited*",—est de nouveau délibéré en comité général, rapporté sans amendement, lu la troisième fois et adopté.

M. Marshall propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité général sur les bills privés, en vertu de la règle 109.—Adopté.

Le Bill F 1 (No 120) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Cecil Howard Lambert",—est délibéré en comité général, rapporté sans amendement, lu la troisième fois et adopté.

Sur motion de M. Blain, il est résolu,—Qu'il soit envoyé un message au Sénat pour retourner à cette Chambre la preuve, etc., faite devant le comité des Divorces du Sénat, auquel a été référée la pétition sur laquelle a été basé le bill ci-dessus.

Le comité des Subsides reprend alors le cours de ses délibérations.

Les résolutions suivantes sont adoptées:—

VIII.—ARTS ET AGRICULTURE.

56	Pour le développement de l'industrie du bétail	550,000 00
57	Pour appliquer la loi concernant les grains de semence, pour éprouver les grains de semence au profit des cultivateurs et des marchands de grains de semence, pour encourager la production et l'utilisation de grains de qualité supérieure et pour encourager la production et la récolte des produits agricoles et potagers	140,000 00
58	Laboratoire national de biologie—(A voter de nouveau)	25,000 00
59	Pour l'administration et la mise en vigueur des dispositions de la loi concernant l'instruction agricole	25,000 00
60	Subvention à l'exposition fédérale	50,000 00

IX.—QUARANTAINE.

61	Appointements et dépense casuelle pour les districts organisés et la salubrité publique dans d'autres districts	225,000 00
62	Léproserie de Tracadie et de l'île d'Arcy, et lèpre en général	11,000 00
63	Loi relative à l'hygiène dans les travaux publics	12,000 00

ARTS ET AGRICULTURE.

396	Santé des animaux—Crédit supplémentaire	65,000 00
397	Crédit supplémentaire pour l'administration et la mise en vigueur de la *Loi des insectes destructeurs et autres flaux*—Mandat du Gouverneur général	20,000 00

VII—LEGISLATION.

Sénat.

38	Appointements et dépenses casuelles	114,716 50

Chambre des Communes.

39	Traitement de l'Orateur suppléant	2,000 00
	Appointements	207,150 00
	Dépenses des comités, commis pour la session et commis surnuméraires, etc.	99,700 00
	Dépenses casuelles	41,550 00

	Publication des *Débats*	60,000 00
	Prévisions du sergent-d'armes, y compris le salaire de Stanley S. Spencer à $700	78,062 50

Bibliothèque du Parlement.

	Appointements	31,550 00
40	Livres pour la bibliothèque générale, y compris frais de reliure	16,000 00
	Ouvrages sur l'histoire de l'Amérique	1,000 00
	Dépenses casuelles	13,070 00

XVII.—TRAVAUX PUBLICS—IMPUTABLE AU REVENU.

Ports et Rivières.

Nouvelle-Ecosse.

	Advocate—Elargissement et réparation du quai	2,000 00
	Anderson's-Cove—Nouveau brise-lames	6,000 00
	Arisaig—Prolongement et amélioration du quai	1,000 00
	Avonport—Réparations du quai	1,000 00
	Bass-River—Réparation du quai	1,500 00
	Bayswater—Brise-lames	4,000 00
	Breen's-Pond—Prolongement du brise-lames	14,500 00
	Broad-Cove—Réparation du brise-lames	1,500 00
	Brooklyn—Amélioration du brise-lames	4,800 00
	Canada-Creek—Réparation et amélioration du brise-lames	1,000 00
	Cap-Dauphin—Port	1,500 00
	Cap-Negro—Achèvement du quai	1,000 00
	Caribou-Island—Exhaussement de la chaussée, etc	2,400 00
	Cole-Harbour—Quai	8,300 00
	Cribbin's-Point—Nouveau quai et enlèvement de l'ancien	17,000 00
	Digby-pier—Renouvellements	2,500 00
	East-Chezzetcook (Graff-Beach)—Prolongement du brise-lames	13,500 00
	East-Chezzetcook—Prolongement du quai et hangar	1,400 00
	East-Ferry—Achèvement du quai du brise-lames	4,300 00
	East-River—Améliorations	100,000 00
	Evan's-Point—Brise-lames et approche	17,000 00
	Feltzen-South—Réparations du quai	700 00
	Fox-Island—Prolongement du brise-lames	1,100 00
	Fox-Point—Brise-lames	4,000 00
	Freeport—Quai du brise-lames	13,000 00
	French-River—Prolongement du quai du brise-lames	2,000 00
	Glen-Margaret (Mosher's-Cove)—Quai	4,000 00
	Goat-Island—Quai	9,400 00
	Granville-Centre—Réparation du quai	1,000 00
	Gulliver's-Cove—Brise-lames	5,000 00
	Hampton—Prolongement du brise-lames	1,000 00
	Hantsport—Achèvement du quai	4,300 00
	Ports et rivières—Réparations et améliorations générales	50,000 00
	Harbourville—Réparation du brise-lames	5,000 00
	Head of Chezzetcook—Quai	2,300 00
	Indian-Point—Quai	5,000 00
	Inverness—Amélioration du port	15,000 00
	Jamesville—Achèvement du brise-lames	3,400 00
136	Joggin's-Mines—Amélioration du brise-lames	5,000 00
	Litchfield—Prolongement du brise-lames	2,500 00

Little-Brook—Réparation du brise-lames	1,500 00
Little-Tancook—Enlèvement des roches et prolongement du brise-lames	2,600 00
Long-Island—Quai	2,500 00
Long-Point (Lunenburg Co.)—Brise-lames	4,000 00
Lower-Argyle—Quai	2,000 00
Lunenburg—Amélioration du port	25,000 00
Margaretville—Réparation du brise-lames	5,000 00
Meteghan—Réparation du brise-lames	7,000 00
Meteghan-River—Réparation et amélioration du brise-lames	1,500 00
Mill-Cove—Prolongement du brise-lames	10,000 00
Minudie—Réparation du quai	1,000 00
Mochelle—Quai	9,000 00
Morden—Réparation du brise-lames	1,000 00
Mosher's-Bay—Brise-lames	1,200 00
McKay's-Point—Réparation du quai	900 00
Nauft's-Point (Pleasant-Point)—Port de Musquodoboit—Brise-lames	3,000 00
Necum-Teuch—Réparation du quai	2,500 00
New-Harbour—Réparation du brise-lames	800 00
North-Belleville—Quai	1,000 00
North-West-Harbour—Quai	2,600 00
North-West-Cove (Tancook-Island)—Brise-lames	42,000 00
Ostrea-Lake—Réparation du quai et hangar	2,000 00
Peggy's-Cove—Achèvement du brise-lames	1,800 00
Petite -Rivière—Réparation du brise-lames	1,000 00
Plaster-Mines—Quai	1,500 00
Port-Dufferin-Est—Réparation du quai	1,000 00
Porter's-Lake—Chenal jusqu'à Three-Fathom-Harbour	10,000 00
Quoddy—Réparation du quai	1,000 00
Rainy-Cove—Quai	4,000 00
Round-Island, Mira-Bay—Brise-lames	30,000 00
Sambro—Achèvement du quai	1,000 00
Saulnierville—Amélioration et réparation du quai	3,000 00
Smith's-Cove—Quai	3,000 00
South-Bay—Ingonish—Achèvement du quai	2,500 00
South-Lake, Lakeville—Réparation du brise-lames	700 00
Tangier—Achèvement du quai	1,000 00
Three-Fathom-Harbour—Réparation du quai et travaux sur la plage	1,800 00
Tidnish—Réparation du quai	1,500 00
Toby-Island—Port	1,000 00
Tracadie—Améliorations du port	12,300 00
Upper-Prospect—Prolongement du brise-lames	1,000 00
Vogler's-Cove—Brise-lames et défense	1,750 00
Washabuck-Centre—Réparation du quai	900 00
West-Chezzetcook—Prolongement du quai et réparation du brise-lames	1,700 00
Weymouth—Amélioration du port	27,000 00
White-Point—Achèvement du brise-lames	1,500 00
Windsor—Amélioration du port	25,000 00
Wolfville—Amélioration du quai et du port	5,000 00
Yarmouth-Harbour—Améliorations	82,000 00

Ile-du-Prince-Edouard.

Alberton—Réparation du quai	3,000 00
Belle-Rivière—Réparation du brise-lames	3,000 00

	Brudenell—Reconstruction du quai	4,500 00
	Cap-Traverse—Réparation du quai	1,600 00
	Charlottetown—Travaux dans le port	28,000 00
	Ports et rivières—Réparations et améliorations générales	14,000 00
	Kier's-Shore—Réparation du quai	1,500 00
	Lambert's-Pier (Montague)—Réparations	2,000 00
	McPherson's-Cove—Réparation du quai	1,200 00
137	North-Lake—Port	24,000 00
	Pownal—Réparation du quai	4,500 00
	Red-Point—Réparation du quai	2,700 00
	Robinson's-Island—Réparation du brise-lames	2,000 00
	Rocky-Point—Achèvement du quai	21,000 00
	Souris—Prolongement du brise-lames	6,000 00
	Saint-Mary's-Bay—Réparation du quai	1,500 00
	Tignish-Harbour—Réparation des brises-lames et travaux sur la plage	1,500 00
	Vernon-River—Réparation de la jetée	900 00
	West-Point—Réparation du quai	1,200 00

Nouveau-Brunswick.

	Bathurst—Amélioration du port	100,000 00
	Beaver-Harbour—Réparation du quai	1,900 00
	Buctouche-Beach—Prolongement du mur de soutènement et du brise-lames	2,500 00
	Burnt-Church—Réparation du quai	6,000 00
	Campbellton—Quai en eau profonde	50,000 00
	Cap-Bald—Réparation de la jetée brise-lames	3,500 00
	Caraquet—Réparation du quai	1,500 00
	Chockfish—Réparation des brise-lames	1,000 00
	Chocolate-Cove—Reconstruction de l'approche du quai	1,600 00
	Cocagne—Quai	5,000 00
	Dalhousie—Réparation du quai en eau profonde	2,000 00
	Dorchester—Achèvement des travaux d'amélioration	12,000 00
	Durham—Amélioration du quai	2,300 00
	Ferme expérimentale—En aval du quai de Fredericton	5,000 00
138	Fredericton—Quai	5,500 00
	Green-Point (Beresford)—Brise-lames	10,000 00
	Ports et rivières—Réparations et améliorations générales	40,000 00
	Lord's-Cove—Amélioration du quai	500 00
	Martin's-Head—Mur de soutènement	5,000 00
	Newcastle—Quai	30,000 00
	Rivière-du-Portage—Brise-lames et mur de soutènement	1,000 00
	Quaco—Reconstruction du brise-lames de l'est	17,000 00
	Plage de Richibouctou—Prolongement des brise-lames	30,000 00
	Rivière Saint-Jean et tributaires—Améliorations	8,300 00
	Rivière Saint-Jean et tributaires—Construction de quai dans les eaux de marée	34,000 00
	Sackville—Approches du nouveau quai	800 00
	Shippigan-Gully—Réparations et reconstruction du brise-lames	3,500 00
	Port-Saint-Jean—Prolongement et réparation du brise-lames de Negropoint	100,000 00
	Saint-Jean—Quai en eau profonde à l'Ile-aux-Perdrix	50,000 00
	Stonehaven—Réparation du brise-lames	1,000 00
	Tracadie—Brise-lames et mur de soutènement	5,000 00
	Bras nord de la rivière du Saumon—Prolongement du brise-lames	11,000 00

Provinces maritimes en général.

139 Achat de bois créosoté pour travaux généraux dans les Provinces maritimes.. .. .. 10,000 00

MERCREDI, 7 avril 1915.

Résolutions à rapporter.

Rapport à recevoir,—le comité devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Un message est reçu du Sénat, adoptant le bill suivant sans amendement:—
Bill (No 105) Loi modifiant la Loi des Chemins de fer de l'Etat et portant autorisation d'acheter certains chemins de fer.

La Chambre s'ajourne alors à 12.10 a.m., jusqu'à 11 a.m., ce jour.

THOMAS SIMPSON SPROULE,
Orateur.

AVIS DE MOTIONS

M. *McCurdy*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Combien de routes postales rurales ont été établies dans le comté de Pictou?

2. Quelle est leur désignation, la longueur de chacune et la date de sa mise en opération?

3. Quelles sont la désignation et la longueur de chaque route projetée, à l'exclusion des routes susmentionnées, qui a donné lieu à un rapport mais qui n'a pas encore été mise en opération?

* M. *Boulay*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Quels sont les noms des personnes qui ont passé avec succès les examens du service civil, dans la province de Québec, depuis l'établissement de la Commission du Service civil?

2. Quel est le nombre de ces personnes qui ont été appelées à entrer dans le service civil, depuis l'établissement de la commission?

3. Quel est le nombre, dans chaque grade, de ceux qui ont passé ces examens avec succès?

* M. *Kyte*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Quel emploi le gouvernement a-t-il donné à Alfred Woods, autrefois de Picton, Ontario, et où est-il employé?

2. Quand a-t-il été nommé?

3. Quel salaire annuel reçoit-il comme tel?

M. *Kyte*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Le ministre de la Milice en nommant *P. W. Ellis and Company,* ses agents pour l'achat de jumelles pour les troupes canadiennes a-t-il reçu quelque recommandation, verbale ou autrement, de W. K. MacNaught, de Toronto, en faveur de cette firme?

2. Dans la négative, le ministre a-t-il reçu une recommandation de quelqu'autre personne? Et, dans ce dernier cas, de qui?

* M. *Bureau*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Quels sont les noms des hommes employés par le ministère des Travaux Publics à la station de Shawinigan, sur la rivière Saint-Maurice, au cours du mois de décembre 1913, et de celui de janvier 1914?

2. Quelle somme a été payée à chacun de ces hommes pour leur emploi pendant ces deux mois?

* M. *Graham*—Jeudi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de toute correspondance échangée depuis le 4 avril dernier entre quelqu'employé de l'Association des manufacturiers canadiens et le premier ministre ou son remplaçant ou quelqu'autre membre de l'exécutif, concernant l'acquisition d'approvisionnements de guerre par le gouvernement ou quelqu'un des ministères.

M. *McCraney*—Jeudi prochain—Quand les motions seront appelées—Proposera,—Que le Bill E 1 (No 118) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Charles Isaac Alexander", soit inscrit sur le feuilleton des Ordres pour délibération en comité général.

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle.	Comités.	Heure.
	Mercredi, 7 avril.	
101	Comité spécial *re* Chaussures fournies au ministère de la Milice et de la Défense	4 p.m.
211	Comptes publics	11 a.m.

A. 1915
PROCES-VERBAUX
542

No 43.

OTTAWA, MARDI, 6 AVRIL 1915.

5e Session, 12e Parlement, 5 George V, 1915

PROCÈS - VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

OTTAWA
Imprimé par J. DE L. TACHÉ
Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi
1915

No 44.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SEANCE DU MERCREDI, 7 AVRIL 1915.

Onze heures a.m.

PRIÈRES.

M. Boyce, pour M. Sharpe (Ontario), du comité des Bills Privés, présente le dixième rapport de ce comité, lequel est comme suit:—

Les promoteurs du Bill (No 63) Loi constituant en corporation *The Catholic Truth Society of Canada,* ayant signifié leur intention de ne prendre aucune action ultérieure au sujet de ce bill au cours de la présente session, votre comité recommande que le dit bill soit retiré, et que les honoraires versés par rapport à ce bill soient remboursés, moins le coût de l'impression et de la traduction.

Sur motion de M. Blain, il est ordonné,—Que les honoraires payés sur le Bill (No 63) Loi constituant en corporation *The Catholic Truth Society of Canada,*—soient remboursés, moins le coût de l'impression et de la traduction, en conformité de la recommandation contenue dans le dixième rapport du comité des Bills Privés.

Sur motion de M. Clark (Bruce), le second rapport du comité mixte des Impressions du Parlement est adopté.

M. Coderre présente,—Autre réponse supplémentaire à ordre du 4 mars 1914,—Relevé faisant connaître combien d'employés du gouvernement fédéral du Canada à

quelque titre que ce soit, et par l'un quelconque des départements, ont été destitués depuis le 10 octobre 1911 jusqu'à ce jour; combien ont démissionné; combien ont abandonné leur poste; combien parmi les déserteurs ont été punis; combien de nouveaux employés ont été nommés au cours de la période susdite.

Aussi,—Réponse à ordre du 8 mars 1915,—Etat indiquant,—

1. Quelles quantités de boissons spiritueuses (gallons de preuve), y compris l'ale, les vins et les bières, ont été sorties d'entrepôt à chaque port du Canada entre le 6 et le 21 août 1914;

2. Quelle quantité de cigares, de cigarettes et de tabac a été sortie d'entrepôt à chaque port du Canada, pendant la période précitée.

Et aussi,—Réponse à ordre du 8 mars 1915,—Etat indiquant,—

1. Combien de firmes ou de particuliers ont reçu du gouvernement ou de quelqu'un des ministères des commandes pour bonnets de police depuis le 1er juillet 1914;
2. Quels sont les noms de ces firmes;
3. Combien de bonnets de police ont été commandés à chaque firme;
4. Combien de bonnets de police ont été livrés par chaque firme jusqu'à date;
5. Combien de bonnets de police chaque firme a encore à livrer;
6. Quel prix chaque firme reçoit pour ces bonnets de police.

M. Hazen présente,—Réponse à ordre du 11 mars 1915,—Copie du rapport du Dr Wm Wakeman sur l'étendue des pertes subies dans la baie des Chaleurs et le golfe Saint-Laurent par suite de la tempête du 5 juin 1914; aussi, un relevé faisant connaître le nombre de réclamations reçues, le nombre de réclamations admises, les noms et adresses des réclamants, les sommes payées à chacun d'eux; aussi, copie des autres documents se rapportant à ce sujet.

Aussi,—Réponse à ordre du 22 février 1915,—Copie de tous télégrammes, lettres, rapports, recommandations, décrets du conseil et autres papiers et documents au sujet des récompenses aux officiers et équipages des steamers *John L. Cann* et *Westport III* pour l'héroïsme dont ils ont fait preuve lors du sauvetage des passagers et de l'équipage du steamer *Cobequid* qui a fait naufrage sur le récif Trinity, le 13 janvier 1914.

Et aussi,—Réponse à ordre du 29 mars 1915,—Copie de tous documents, lettres, télégrammes, rapports, etc., se rapportant à la démission de Alexandre Blais, de la ville de Lévis, comme officier de douane à Bradore-Bay, et à la nomination de son ou ses successeurs.

M. Doherty présente un Bill (No 122) Loi modifiant la Loi des liquidations,—lequel est lu pour la première fois.—Seconde lecture, à la prochaine séance de la Chambre.

Les ordres de la Chambre qui suivent, sont votés en vertu du paragraphe 4 de la règle 37:—

Par M. Lachance:—Ordre de la Chambre,—Etat indiquant,—

1. Depuis octobre 1911, combien de commissions royales ou autres ont été nommées par le gouvernement, et quels sont les sujets sur lesquels ces commissions devaient faire enquête ou rapport;

2. A quelles dates ces commissions ont été nommées et à quelles dates elles ont pris fin;

3. Quelles personnes les composaient, quel montant a été payé à chacune de ces personnes comme salaire ou indemnité, et quel montant pour dépenses à chacune d'elles;

4. Quel montant total a coûté chacune de ces commissions.

Par M. Lapointe (Kamouraska):—Ordre de la Chambre,—Etat indiquant,—

1. Quels sont les courriers pour la malle rurale dans le comté de Chicoutimi et Saguenay;

2. Quels sont les salaires de chacun des dits courriers et le trajet qu'ils ont à parcourir;

3. Quels sont les courriers de malle rurale pour la paroisse de Saint-Prime et pour la paroisse de Saint-Louis de Metabetchouan, et leur salaire respectif.

Le Bill (No 119) Loi modifiant la Loi portant modification de la Loi du chemin de fer National Transcontinental, est de nouveau délibéré en comité général, rapporté avec des amendements, délibéré tel qu'amendé, et remis pour troisième lecture à la prochaine séance de la Chambre.

Le Bill (No 110) Loi portant modification de la Loi des Elections fédérales,—est de nouveau délibéré en comité général, rapporté avec des amendements, délibéré tel qu'amendé, lu la troisième fois et adopté.

Le Bill (No 109) Loi portant modification de la Loi des Elections fédérales contestées,—est de nouveau délibéré en comité général, rapporté avec des amendements, délibéré tel qu'amendé, lu la troisième fois et adopté.

L'ordre portant que la Chambre se forme de nouveau en comité des Subsides—étant lu;

Sir Robert Borden, pour M. White (Leeds), propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et la motion étant mise aux voix, elle est adoptée.

La Chambre, en conséquence, se forme de nouveau en comité des Subsides.

(*En comité.*)

Les résolutions suivantes sont adoptées:—

XVII.—TRAVAUX PUBLICS—IMPUTABLE SUR LE REVENU.

Havres et Rivières.

Québec.

Anse-à-Blondel—Brise-lames	10,000 00
Anse-à-Giles—Réparation du quai	2,800 00
Anse-Saint-Jean—Prolongement du quai	4,500 00
Batiscan—Quai	3,000 00
Bersimis—Quai	2,000 00
Berthier (en bas)—Réparation du quai	1,500 00
Boucherville—Reconstruction du quai	4,800 00
Cacouna—Réparation du quai	2,500 00
Cap-Chat—Prolongement de la jetée de dérivation	7,500 00
Cap-de-la-Madeleine—Agrandissement du quai	4,000 00
Cap-Rosier—Brise-lames, jetée	10,000 00
Cap-Saint-Ignace—Réparation au quai	1,000 00
Les Cèdres—Réparation du quai	1,800 00
Chandler—Quai	25,000 00
Chicoutimi—Réparation et amélioration du quai	7,700 00
Chicoutimi—Prolongement du quai	15,000 00
Côteau-du-Lac—Réparation du quai	1,200 00

Descente-des-Femmes—Réparation du quai	1,500 00
Desjardins—Réparation du quai	700 00
D'Israeli—Réparation du quai	2,200 00
Father-Point—Amélioration du quai	1,200 00
Grand-Méchins—Prolongation du quai	4,000 00
Grand-Métis—Quai	5,000 00
Grande-Rivière—Réparation du quai	4,500 00
Grosse-Isle—Iles de la Madeleine—Brise-lames	6,000 00
Grosse-Isle—(Station de quarantaine) prolongement des quais	50,000 00
Ports et rivières—Réparations et améliorations générales	75,000 00
Harrington, port de—Prolongement du quai	3,000 00
Havre-aux-Maisons—Réparation à la jetée	3,100 00
Baie-de-l'Hôpital—(Iles de la Madeleine)—Brise-lames	3,000 00
Ile-Perrot, sud—Quai	5,000 00
Ile-aux-Coudres—Réparation du quai	3,900 00
Ile-verte—Réparation du quai	4,500 00
Kamouraska—Prolongement du quai	7,000 00
Lachine—Quai	11,000 00
Laprairie—Travaux de protection	20,000 00
Lotbinière—Réparation du quai	650 00
Iles de la Madeleine—Brise-lames et jetées	9,500 00
Malbaie—Achèvement de la jetée	17,000 00
140 Murray-Bay—Amélioration et réparation du quai	4,400 00
Natashquan—Prolongement du quai	8,000 00
New-Carlisle—Réparation du quai	1,500 00
Nominingue—Quai	1,700 00
Timiskaming-Nord—Quai	10,000 00
Paspébiac—Réparation du quai	2,000 00
Percé—Réparation du quai	1,100 00
Petite-Rivière-Est—Brise-lames	21,400 00
Pointe-à-Brousseau—Achèvement de la jetée	3,500 00
Pointe-aux-Trembles—Réparation du quai	1,500 00
Pointe-Claire—Réparation du quai	800 00
Pointe-Saint-Pierre—Réparation du brise-lames	600 00
Rimouski—Amélioration du port	50,000 00
Rimouski—Reconstruction et amélioration du quai	3,000 00
Rivière-au-Renard—Réparation du quai	4,000 00
Rivière-du-Loup (Fraserville)—Amélioration du port	50,000 00
Rivière-du-Loup (en haut)—Ecluse et digue	10,000 00
Rivière Girard—Réparation du quai	1,000 00
Rivière Laguerre—Améliorations	15,000 00
Rivière-Ouelle—Réparation et amélioration du quai	4,500 00
Roberval—Réparation et reconstruction du quai	9,400 00
Stratford—Réparation du quai	2,500 00
Saint-Alphonse—Prolongement du quai	25,000 00
Saint-André—Réparation du quai	1,000 00
Sainte-Anne-des-Monts—Débarcadère	95,000 00
Sainte-Anne de la Pocatière—Prolongement du quai	6,700 00
Sainte-Anne du Saguenay—Prolongement du quai	10,000 00
Sainte-Anne du Saguenay—Réparation du quai	10,500 00
Sainte-Cécile du Bic—Quai et amélioration du port	13,000 00
Sainte-Croix—Prolongement du quai	5,000 00
Saint-Fulgence—Réparation du quai	1,200 00
Saint-Germain de Kamouraska—Quai	10,000 00
Saint-Grégoire—Réparation du brise-lames	3,800 00

	Saint-Ignace de Loyola—Réparation de la digue	800 00
	Saint-Irénée—Prolongement du quai	10,000 00
	Saint-Irénée—Réparation du quai	3,600 00
	Saint-Jean des Chaillons—Amélioration du quai	2,800 00
	Saint-Jean, (Ile d'Orléans)—Prolongement du quai	25,000 00
	Saint-Marc—Réparation du quai	800 00
	Saint-Michel de Bellechasse—Réparation du quai	2,500 00
	Sainte-Pétronille, (Ile d'Orléans)—Quai	20,000 00
	Saint-Roch de Richelieu—Quai	2,000 00
	Saint-Valier—Prolongement du quai	10,000 00
	Trois-Lacs—Réparation du quai	1,000 00
	Trois-Saumons—Quai	4,800 00
	Valleyfield—Quai	5,000 00
	Verchères—Réparation du quai	2,200 00

Ontario.

	Belleville—Réparation du port	40,000 00
	Bowmanville—Réparation de la jetée	10,000 00
	Brighton—Reconstruction et prolongement du quai	24,500 00
	Burlington—Mur de revêtement	60,000 00
	Burlington—Remise à Hutcheson & Latimer de la somme garantissant l'exécution de leur contrat	2,180 00
	Cobourg—Amélioration du port	25,500 00
	Cockburn Island—Réparation et prolongement du quai	5,000 00
	Collingwood—Amélioration du port	75,000 00
	Colpoy's-Bay—Réparation du quai	2,700 00
	Depot-Harbour—Reconstruction du quai	5,000 00
	Dyer's-Bay—Réparation du quai	1,500 00
	Fighting-Island (rivière Détroit)—Amélioration du chenal	57,000 00
	Fort-Frances—Quai	5,000 00
	Digue de la Rivière-des-Français—Réparation et entretien	1,000 00
	Gananoque—Amélioration du quai	2,500 00
	Goderich—Amélioration du port	200,000 00
	Grand-Bend—Réparation des jetées	1,100 00
	Haileybury—Amélioration du port	10,000 00
	Hamilton—Amélioration du port	60,000 00
	Ports et rivières—Réparations et améliorations générales	65,000 00
	Hilton—Réparation du quai	2,500 00
	Kagawong—Quai	15,000 00
	Kensington—Quai et entrepôt	10,000 00
	Kingston—Amélioration du port	150,000 00
	Kingsville—Réparation des jetées	1,500 00
	Leamington—Reconstruction du quai	6,500 00
	Leamington—Brise-lames	10,000 00
	Leith—Reconstruction du quai	10,000 00
	Little-Castor, rivière—Améliorations	5,000 00
	L'Orignal—Réparation du quai	1,000 00
141	Rivière Madawaska—Creusage du chenal	3,000 00
	Minaki—Quai	6,000 00
	Rivière de Montréal—Achèvement des travaux en amont de Latchford	5,500 00
	Rivière de la Nation—Améliorations	10,000 00
	Newcastle—Réparation de la jetée de l'est	17,500 00
	Oshawa—Amélioration du port	50,000 00
	Pelee Island—Réparation des bassins	1,500 00
	Peterborough—Bassin de radoub	25,000 00

	Pleasant-Point—Réparation et prolongement du quai	1,700 00
	Port-Bruce—Réparation du port	1,000 00
	Port-Burwell—Réparation des jetées	9,300 00
	Port-Credit—Réparation du port	40,000 00
	Port-Dover—Amélioration du port	50,000 00
	Port-Hope—Amélioration du port	39,000 00
	Portland—Quai	5,000 00
	Port-Perry—Quai	5,000 00
	Port-Rowan—Réparation de la jetée	500 00
	Port-Stanley—Amélioration du port	12,000 00
	Rivière à la Pluie—Relevé et entretien des jaugeages	17,000 00
	Richard's-Landing—Reconstruction du quai et entrepôt	6,000 00
	River-Thames—Enlèvement de la glace et des obstructions	9,000 00
	River-Thames—Travaux de protection à Chatham	1,000 00
	Roche's-Point—Réparation du quai	1,000 00
	Rondeau-Harbour—Réparation des jetées	2,500 00
	Sarnia—Quai et bassin d'abri	50,000 00
	Sault-Sainte-Marie—Réparation du quai	5,000 00
	Sault-Sainte-Marie—Amélioration du port	104,000 00
	Shanty-Bay—Reconstruction du quai	800 00
	South-Baymouth—Quai et entrepôt	5,000 00
	Sturgeon-Falls—Prolongement du quai	3,000 00
	Thessalon—Reconstruction du quai	5,000 00
	Trent-Bridge—Achèvement du quai	2,000 00
	Wellington—Amélioration du quai et du port	51,000 00
	Windsor—Amélioration du débarcadère	1,800 00

Manitoba.

	Ports et rivières—Réparations et améliorations générales	15,000 00
	Le-Pas—Quai	15,000 00
142	Rivière-Rouge—Améliorations	30,000 00
	Rivière-Rouge—Ecluse et digue Saint-André: améliorations	22,000 00
	Selkirk—Amélioration du port et réparation du matériel	10,000 00
	Port de Winnipeg—Quais	75,000 00

Saskatchewan et Alberta.

	Ports et rivières—Réparations et améliorations générales	20,000 00
	Lac-aux-Pigeons—Améliorations	2,500 00
143	Prince-Albert—Ouvrages de protection	9,000 00
	Rivière Saskatchewan—Améliorations	50,000 00
	Rivière-à-l'Esturgeon—Amélioration	9,500 00

Colombie-Britannique.

	Ainsworth—Achèvement du quai	3,500 00
	Bamfield—Réparation du quai	1,100 00
	Rivières Columbia et Kootenay—Quais	10,000 00
	Rivière Columbia et Kootenay—Améliorations	10,000 00
	Rivière Fraser—Améliorations	300,000 00
	Rivière Fraser (inférieure)—Améliorations	20,000 00
	Rivière Fraser (supérieure) et tributaires—Améliorations	15,000 00
	Rivières Fraser et Thompson—Quais	7,000 00
	Goose-Bay—Réparation du quai	1,500 00
	Ports et rivières—Réparations et améliorations générales	40,000 00
	Massett—Réparation du quai	1,000 00
	Nanaïmo—Approches du quai	1,200 00

	New-Westminster—Réparation du quai	3,500 00
144	Rivière Thompson (bras nord) Kamloops—Mur de revêtement	15,000 00
	Rivière Okanagan—Amélioration du chenal et ouvrages de protection	5,000 00
	Port-Essington—Réparation du quai flottant	2,000 00
	Powell-River—Réparation du brise-lames	5,000 00
	Refuge-Bay—Réparation du quai	3,000 00
	Sooke-Harbour—Améliorations	5,000 00
	Spiller-River—Réparation du quai	4,000 00
	Stewart—Réparation du quai	3,000 00
	Stickine-River—Améliorations	10,000 00
	Rivière Thompson—Enlèvement de chicots, etc	2,500 00
	Ile Vargas—Quai	3,100 00
	White-Rock—Achèvement du quai	10,500 00
	Williams-Head (station de quarantaine)—Améliorations et réparations	3,000 00

Yukon.

145	Fleuve Yukon—Améliorations, jaugeage et relevés	5,000 00

En général.

146	Ports et rivières—Travaux divers	40,000 00

DRAGAGE.

	Nouvel outillage de dragage—Provinces maritimes	46,000 00
	Nouvel outillage de dragage—Ontario et Québec, y compris le chantier de construction de l'Ile Victoria	75,000 00
	Nouvel outillage de dragage—Manitoba, Saskatchewan et Alberta	8,000 00
147	Nouvel outillage de dragage—Colombie-Britannique	83,000 00
	Dragage—Provinces maritimes	600,000 00
	Dragage—Ontario et Québec	600,000 00
	Dragage—Manitoba, Saskatchewan et Alberta	95,000 00
	Dragage—Colombie-Britannique	800,000 00

GLISSOIRS ET ESTACADES.

	District du Saguenay—Estacades et jetées	6,000 00
148	District de Saint-Maurice—Améliorations aux travaux de glissoirs et d'estacades pour faciliter le flott. et l'emmag. des billes, etc	14,000 00
	Glissoirs et estacades en général	5,000 00

CHEMINS ET PONTS.

	Banff—Nouveau pont	20,000 00
	Ponts de trafic fédéral, y compris les abords	5,000 00
	Pont interprovincial sur la rivière Ottawa à Hawkesbury, les gouvernements d'Ontario et de Québec devant chacun contribuer $15,000	80,000 00
	Pont international sur la rivière Saint-Jean, entre Clair, N.-B. et Fort Kent, Maine; l'état du maine devant contribuer $15,000, le comté d'Aroostock $10,000, et la ville de Fort-Kent $5,000	29,000 00
149	Chemin de Matapédia—Réparations et améliorations	2,500 00
	Miniota—Pont à la réserve des sauvages	8,000 00
	Timiskamingue-nord—Pont sur la rivière Quinze; le gouvernement de Québec devant contribuer $15,000	50,000 00

	Ottawa, cité—Pont sur la rivière Ottawa, les glissoires et le canal Rideau et les abords—Réparations ordinaires, réfections et entretien	17,000 00

LIGNES TÉLÉGRAPHIQUES ET TÉLÉPHONIQUES.

Ile du Prince-Edouard.

150	La moitié des frais de reconstruction des lignes télégraphiques, propriété commune de la Compagnie télégraphique Anglo-Américaine et du gouvernement fédéral	17,000 00

Québec.

151	Améliorations du service	3,000 00

Saskatchewan et Alberta.

	Ligne reliant Athabaska-Landing et le lac Labiche	1,000 00
	Battleford—Achèvement de la ligne de l'île La-Crosse	7,000 00
	Achèvement de la ligne reliant Athabaska-Landing et Fort-McMurray	15,000 00
152	Ligne du Nord-Ouest—Ligne passant sur les terres placées sur les chemins publics	5,000 00
	Ligne de la Rivière-La-Paix—Bureaux et logements au Lac Saskatoon et la Grande-Prairie	7,000 00
	Ligne de la Rivière-La-Paix—Construction d'un bureau à Dunvegan	3,500 00
	Rivière-la-Paix—Ligne de Grande-Prairie—Prolongement du Lac Saskatoon à Hudson's-Hope, C.-B	12,000 00

Colombie-Britannique.

153	Service de la vallée Okanagan—Prolongement	6,300 00

En général.

154	Travaux divers sur les lignes télégraphiques et téléphoniques	7,000 00

DIVERS.

	Division de l'architecture — Appointements des architectes, commis des travaux, inspecteurs, dessinateurs, commis et messagers du service extérieur	60,000 00
	Division du génie—Appointements des ingénieurs, inspecteurs, surintendants, dessinateurs, employés et messagers du service extérieur	435,000 00
	Monument de feu Sa Majesté le roi Edouard VII	10,000 00
	Construction et opération de digues d'emmagasinage d'eau et d'ouvrages de réglementation du niveau d'eau sur la rivière Ottawa et ses tributaires et règlements de dommages aux terrains	200,000 00
	Bassins de radoub—En général—Inspection, etc	10,000 00
	Commission internationale, rivière Saint-Jean	12,000 00
	Sondages des rivières	20,000 00
	Galerie Nationale des Arts, Ottawa, y compris l'achat de tableaux par le Conseil consultant des Arts	25,000 00
	Relevés et inspections	180,000 00
	Fleuve Saint-Laurent—Jaugeage	25,000 00
155	Pour couvrir solde de dépense pour ouvrages déjà autorisés pour lesquels les crédits peuvent être insuffisants, pourvu que la somme requise pour l'un quelconque des ouvrages ne dépasse pas $200.	10 000 00
	Contribution au monument élevé à Lady Latour à St-Jean	5,000 00

	Monument à la mémoire de l'honorable Thomas D'Arcy McGee.	8,000 00
	Division de la comptabilité—Salaires des agents et commis; frais de voyage et frais divers pour le service extérieur..	20,000 00
	Dock de curage d'Esquimalt—Grue de transbordement..	9,000 00
	Commission royale du canal de la Baie-Georgienne..	25,000 00
	Paiement à la Western Dry Dock and Shipbuilding Co., Ltd., Port-Arthur, d'une partie du second versement de la subvention due à l'achèvement des travaux, en vertu du contrat ratifié par le chapitre 57, 3-4 George V, 1913, bien que les travaux ne fussent pas terminés..	35,641 50
	Service et entretien des bateaux d'inspection..	60,000 00
	Prince-Rupert—Remorqueur d'inspection..	26,000 00

XLI.—TRAVAUX PUBLICS—IMPUTABLE SUR LA PERCEPTION DU REVENU.

Glissoires et estacades, bassin de radoub, écluses et barrages—Frais d'exploitation, etc.

364	Glissoires et barrages..	95,100 00
	Bassin de radoub..	43,500 00
	Ports et rivières, travaux, etc..	49,400 00
	Perception du revenu des travaux publics..	4,000 00

Lignes télégraphiques et téléphoniques.

	Ile-du-Prince-Edouard et terre ferme..	7,000 00
365	Lignes télégraphiques sur terre et sous mer dans le bas du Saint-Laurent et les Provinces maritimes, y compris les frais des steamers employés au service des câbles..	225,000 00
	Saskatchewan et Alberta	100,000 00
	Colombie-Britannique..	125,000 00
	Réseau du Yukon (Ashcroft-Dawson)..	255,000 00
	Service télégraphique et téléphonique en général..	15,000 00

GOUVERNEMENT CIVIL.

390	Ministère des Travaux Publics— Nomination de E. L. Horwood, architecte en chef, à $7,000 par année, à partir du 1er octobre 1914..	3,500 00

TRAVAUX PUBLICS—IMPUTABLE SUR LE REVENU.

Edifices publics.

Manitoba.

411	Edifices publics de Winnipeg—Pour pourvoir à la commutation d'améliorations locales et à d'autres taxes, y compris les arrérages, l'intérêt, etc..	12,097 89

Loyers, réparations, ameublement, chauffage, etc.

412	Edifices publics du Dominion— Salaires des gardiens, des mécaniciens, chauffeurs, etc.—Crédit supplémentaire..	18,000 00

Ports et rivières.

Nouvelle-Ecosse.

413	Blandford—Brise-lames..	613 02
	Pugwash—Réparations au quai..	500 00

Nouveau-Brunswick.

414 Dipper-Harbour—Règlement plein et final de la réclamation de T. P. Charleson au sujet de travaux de prolongement du brise-lames. 3,264 78

Québec.

415 Cap-à-l'Aigle—Réparations au quai et prolongement de ce quai. . 1,848 26

Ontario.

416
- Goat-Island—Dragage. 38,800 00
- Kincardine—Construction du brise-lames. 70,791 00
- North-Bay—Règlement de réclamations ayant trait au contrat de E. Conroy au sujet de la construction d'un brise-lames. . . . 6,319 25
- St. John-Creek—Chaussée pour bois flottant. 1,000 00
- Whitby—Améliorations au port—Vote renouvelé d'une somme non employée. 2,440 00

DIVERS.

417 Bassin de radoub pour vaisseaux, à Montréal—Pour payer à la *Canadian Vickers, Limited,* une partie du premier versement de subsides qui leur est dû pour l'achèvement des travaux exécutés en vertu de l'Acte des Subsides de 1910, concernant les bassins de radoub, bien que les travaux ne soient pas terminés 101,636 50

TRAVAUX PUBLICS—IMPUTABLE SUR LE CAPITAL.

EDIFICES PUBLICS.

468 Edifice de l'Est à Ottawa—Pour compléter l'agrandissement. . . . 25,000 00

PORTS ET RIVIÈRES.

469
- Port-Arthur et Fort-William—Améliorations du port et de la rivière—Crédit supplémentaire. 500,000 00
- Vancouver, C.-B.—Améliorations du port—Crédit supplémentaire. 350,000 00

TRAVAUX PUBLICS—IMPUTABLE SUR LE REVENU.

EDIFICES PUBLICS.

Nouvelle-Ecosse.

470
- Douane d'Halifax—Améliorations. 3,000 00
- Edifice public de Sydney—Améliorations. 3,000 00

Nouveau-Brunswick.

471 Douane de Saint-Jean—Améliorations—A voter de nouveau. . . . 1,500 00

Québec.

472
- Edifice public d'Arthabaska—Règlement de la réclamation de A. Quesnel pour l'érection d'un mur de soutènement et le nivelage du terrain. 1,290 00
- Douanes et salle d'examen, Québec—Modifications et améliorations —Crédit supplémentaire—A voter de nouveau, $6,000. . . . . 20,000 00
- Shawville—Edifice public—Crédit supplémentaire. 10,000 00

Ontario.

	Salle d'exercice de Brantford—Part de l'Etat dans les frais d'égout et de pavage du chemin posés dans l'avenue Brant et la rue West, y compris l'intérêt sur les arrérages de taxe	859 81
	Edifice public de Brockville—Modifications et améliorations	2,400 00
	Edifice public—Kemptville—Terrain supplémentaire	1,500 00
	Edifice public de Kingston—Pour payer à la municipalité la part de l'Etat dans les frais du pavage en blocs d'asphalte posé devant les édifices	2,289 80
	Edifice public de Lindsay—Améliorations—A voter de nouveaux	8,000 00
	Arsenaux de London—Pour payer à la municipalité la part de l'Etat dans les frais du pavage en asphalte posé rue Waterloo	425 97
	Terrain de l'exposition de London—Reconstruction de l'amphithéâtre	15,000 00
473	Ottawa—Palais administratifs—Edifice Langevin—Réparations à la toiture en cuivre	2,000 00
	Ottawa—Palais législatifs et administratifs, etc—Protection contre l'incendie	3,000 00
	Edifice des douanes à Prescott—Nouvelle toiture, etc.—Crédit supplémentaire	1,000 00
	Bureau de poste de Prescott—Nouvelle toiture, etc	2,000 00
	Edifice public de Sainte-Catharines—Pour payer la part de l'Etat dans les frais d'égout et du pavage posés rues King et Queen, intérêt compris	1,761 36
	Sydenham—Edifice public	5,000 00
	Edifice public de Waterloo—Pour payer à la municipalité la part de l'Etat dans les frais du pavage bithulitique des trottoirs en ciment et de l'égout posés dans les rues Duke et King, intérêt compris	744 67

TRAVAUX PUBLICS—IMPUTABLE SUR LE REVENU

Manitoba.

	Edifice public de Souris—Pour payer à la municipalité la part de l'Etat dans les frais du trottoir et de l'égout en granolitique posés devant l'édifice, rue Cressent	99 05
	Edifices publics du Portage-la-Prairie—Canalisation électrique et accessoires	1,200 00
474	Edifices publics du Portage-la-Prairie—Pour payer la part de l'Etat dans les frais des trottoirs et de l'égout posés devant les édifices, intérêt compris	600 00
	Winnipeg—Emplacement Elmwood, part de l'Etat dans les frais du trottoir en granolitique posé sur le côté est de la rue Strathcona, de l'Avenue Jasper à l'avenue Talbot	166 97
	Hôtel des douanes de Winnipeg (ancien hôtel des postes)—Réfections et améliorations	4,000 00
	Winnipeg—Salle d'exercices (nouvelle)—Crédit supplémentaire	50,000 00

Saskatchewan.

475	Weyburn, édifice public—Paiement aux autorités municipales de la part de l'Etat du coût de l'égout dans la 4me rue, intérêt compris	124 01

Alberta.

476 Lethbridge—Nouvel édifice public—A voter de nouveau. 5,000 00

Colombie-Britannique.

Comox, édifice public à compléter—A voter de nouveau. 2,000 00
New-Westminster (ville)—Paiement de la part de l'Etat du coût du pavage de la rue McKenzie, entre les rues Clarkson et Carnavon, en face de l'édifice des Pêcheries et des Affaires des Sauvages, intérêt compris. 875 00
477 New-Westminster, édifice public—Accessoires, etc.—A voter de nouveau. 9,000 00

LOYERS, RÉPARATIONS, MOBILIER, CHAUFFAGE, ETC.

Salaires des gardiens, mécaniciens, chauffeurs, etc.—Crédit supplémentaire. 30,000 00
478 Emplacement des nouveaux édifices administratifs à Ottawa—Paiement des taxes locales d'amélioration pour les trottoirs, pavages, égouts, etc. 10,875 44

PORTS ET RIVIÈRES.

Nouvelle-Ecosse.

Arisaig—Prolongement et améliorations au quai—Crédit supplémentaire. 700 00
Canning—Réparations au quai. 800 00
Centreville (Trout-Cove)—Règlement entier et définitif de la réclamation de E. R. Reid au sujet de la construction du brise-lames. 22,439 96
479 Kelly's-Cove—Réparations au brise-lames. 1,500 00
Kingsport—Réparations à la jetée. 3,000 00
Little-Anse—Réparations au brise-lames. 600 00
Middle-Country-Harbour—Réparations et améliorations au quai. . 650 00
Mosher's-Bay—Brise-lames—Crédit supplémentaire. 4,000 00
Shag-Harbour—Réparations et améliorations au quai—A voter de nouveau. 1,000 00

Nouveau-Brunswick.

Lower-Caraquet—Réparations au quai. 1,800 00
480 Quaco—Réparations au prolongement du brise-lames. 4,500 00
Stonehaven—Réparations au brise-lames—Crédit supplémentaire. . 1,500 00
Upper-Caraquet—Réparations et reconstruction du quai. 2,700 00

Ile-du-Prince-Edouard.

Summerside—Réparations à un brise-lames. 13,800 00
481 Havre de Tignish—Réparations à un brise-lames et travaux de protection de la grève—Crédit supplémentaire. 1,000 00

Québec.

Anse au Griffond—Réparations et améliorations à des jetées. 750 00
Batiscan—Quai—Crédit supplémentaire. 8,000 00
Cap de la Madeleine—Agrandissement du quai. 6,300 00
Champlain—Réparations au quai—Crédit supplémentaire. 1,300 00
Escoumains—Réparations au quai. 5,000 00
482 Bassin de Gaspé—Réparations au quai. 8,000 00

	Les Eboulements—Réparations au quai	1,900 00
	Maria—Réparations aux travaux de protection de la grève	1,600 00
	Ile de Newport—Réparations aux brise-lames	1,600 00
	Sainte-Adelaïde de Pabos—Réparations aux abords du brise-lames	1,500 00
	Sainte-Anne de Beaupré—Pour réparer le quai	19,000 00
	Saint-Irénée—Réparations au quai—Crédit supplémentaire	1,800 00
	Saint-Jean-Port-Joli—Réparations au quai	1,000 00

Ontario.

	Bayfield—Réparations aux jetées	3,000 00
	Lac de l'Elan—Améliorations et réparations du quai	800 00
	Hamilton—Améliorations au havre—A voter de nouveau, $90,000	250,000 00
483	Kingston—Améliorations au havre—Crédit supplémentaire	128,000 00
	Collège Royal Militaire de Kingston—Réparations aux quais	2,000 00
	Port-Elgin—Renouvellement du brise-lames	10,500 00
	Baie de la Providence—Réparations et renforcement du quai	3,200 00

Colombie-Britannique.

	Arrowhead—Quai—A voter de nouveau	15,000 00
	Rivière Campbell—Réparations au quai	5,100 00
484	Rivière Fraser—Améliorations au quai à Eburne—Crédit supplémentaire	100,000 00
	Massett—Réparations au quai sur la réserve indienne	4,700 00
	Queen Charlotte City—Réparations au quai	5,700 00
	Skidegate—Réparations au quai sur la réserve indienne	6,800 00

LIGNES TÉLÉPHONIQES ET TÉLÉGRAPHIQUES.

Nouvelle-Ecosse.

485	Lignes du Cap-Breton—Renouvellement des poteaux entre Ingonish et l'Anse-à-la-Viande (Meat Cove)	3,300 00

Colombie-Britannique.

	Alberni—Ligne télégraphique de Clayoquot—Edifice de bureaux à Clayoquot	2,500 00
486	Système téléphonique de la vallée d'Okanagan—Allocation de commisération à la veuve de P. Johnson, tué pendant qu'il était de service près de Midway, C.-B., le 29 octobre 1914	500 00
	Système téléphonique de la vallée d'Okanagan—Réparations et améliorations	15,000 00
	Lignes télégraphiques et téléphoniques de l'île Vancouver—Réparations et améliorations générales	4,000 00

DIVERS.

487	Commission des voies navigables limitrophes—Pour achever la détermination et la démarcation de la frontière internationale entre les Etats-Unis et le Canada, à partir de la rivière Pigeon jusqu'à Saint-Régis, ainsi que prescrit par l'article 4 du traité du 11 avril 1908, y compris les paiements autorisés à Wm J. Stewart, l'hydrographe en chef du département du Service Naval, en qualité de membre de la commission	1,000 00
	Lac Winnipeg—Remorqueur d'inspection—Pour achever les remaniements—A voter de nouveau	3,000 00

XVI.—TRAVAUX PUBLICS—IMPUTABLE SUR LE CAPITAL.

Ports et Rivières.

	Esquimalt—Cale sèche	250,000 00
	Rivière-des-Français—Amélioration au chenal	450,000 00
	Halifax—Cale sèche	250,000 00
	Port-Arthur et Fort-William—Amélioration du port et de la rivière	1,200,000 00
	Port de Québec—Cale sèche à Lauzon	700,000 00
123	Port de Québec—Quai en eau profonde à Lévis	34,200 00
	Port de Québec—Améliorations	500,000 00
	Port de Québec—Rivière Saint-Charles—Améliorations à la navigation	500,000 00
	Port de Saint-Jean, N.-B.—Améliorations	1,500,000 00
	Port de Vancouver, C.-B.—Améliorations	1,000,000 00
	Port de Vancouver, C.-B.—Améliorations	1,000,000 00
	Port de Victoria, C.-B.—Améliorations	1,400,000 00

XVII.—TRAVAUX PUBLICS—IMPUTABLE SUR LE REVENU.

Edifice publics.

Québec.

	Beauport—Edifice public	20,000 00
	Bedford—Edifice public	10,000 00
	Berthier—Nouvel édifice public	10,000 00
	Coaticook—Salle d'armes	21,000 00
	D'Israeli—Edifice public	10,000 00
	Edifices publics fédéraux—Améliorations, réparations, etc.	35,000 00
	East-Angus—Edifice public	30,000 00
	Gaspé—Edifice public	25,000 00
	Grand'Mère—Edifice public	20,000 00
	Grosse Isle, station de quarantaine—Améliorations et réparations aux bâtiments, installations, ameublement	15,000 00
	Grosse Ile, station de quarantaine—Nouveaux édifices	150,000 00
	Bureau de poste de Hull—Réparations à la clôture, nivellement et gazonnage du terrain, etc.	1,000 00
	Jeune-Lorette—Edifice public	10,000 00
	Joliette—Nouvel édifice public	20,000 00
	Jonquières—Edifice public	20,000 00
	Lévis—Dépôt d'armes et remise à canons	5,000 00
	Louiseville—Edifice public	5,000 00
	Maisonneuve—Station postale "M"—Montréal	72,000 00
	Matane—Edifice public	7,000 00
	Mont-Laurier—Edifice public	5,000 00
	Montréal—Bureau de poste—réparations au vieil édifice	38,000 00
	Montréal—Station postale "A", rue St-Jacques	160,000 00
	Montréal—Station postale "F", rues Notre-Dame et Richmond	18,000 00
	Montréal—Station postale "G", division St-Laurent, rues Prince-Arthur et Elgin	50,000 00
	Montréal—Station postale L", à Westmount	10,000 00
128	Montréal—Nouvelles casernes	100,000 00
	Montréal—Entrepôt de vérification	480,000 00
	Montréal—Nouvel édifice du Revenu de l'Intérieur	120,000 00
	Montréal—Nouveau dépôt d'artillerie	50,000 00

	Edifices publics fédéraux, Montréal — Améliorations, réparations, etc.	30,000 00
	Murray-Bay—Edifice public	22,000 00
	Salle d'exercices de Québec—Agrandissement	65,000 00
	Douane et entrepôt de vérification de Québec—Améliorations et modifications	8,000 00
	Bureau de poste de Québec—Agrandissement et modifications	200,000 00
	Québec—Cottages isolés pour maladies contagieuses et bâtiment de fumigation, etc., dans le parc Savard	18,000 00
	Québec—Pavillon des immigrants sur la jetée Louise, y compris étage supplémentaire devant être ajouté au bâtiment actuel pour des fins de détention	20,000 00
	Québec—Hôpital pour les immigrants dans le parc Savard—Réparations et améliorations	4,500 00
	Shawville—Edifice public	14,500 00
	Sherbrooke, édifice public—Allonge	10,000 00
	Stanstead-Plain—Edifice public	10,000 00
	Sainte-Agathe des Monts—Edifice public	25,000 00
	Sainte-Anne de Beaupré—Edifice public	10,000 00
	Saint-Gabriel de Brandon—Edifice public	7,000 00
	Saint-Jacques de l'Achigan—Edifice public	15,000 00
	Saint-Laurent—Edifice public	5,000 00
	Saint-Ours—Edifice public	15,000 00
	Saint-Romuald d'Etchemin—Bureau de poste	6,000 00
	Sainte-Thérèse—Edifice public	5,000 00
	Trois-Rivières—Nouvel édifice public	140,000 00
	Verdun—Edifice public	26,000 00
	Waterville—Edifice public	15,000 00
	Westmount—Salle d'exercices et dépôt d'armes	30,000 00

VI.—PENITENCIERS.

	Kingston	210,600 00
	Saint-Vincent-de-Paul	204,100 00
	Dorchester	108,800 00
	Manitoba	99,800 00
37	Colombie-Britannique	161,300 00
	Alberta	99,300 00
	Saskatchewan	91,500 00
	En général	4,300 00

GOUVERNEMENT CIVIL.

386 Ministère de la Justice, y compris la division des pénitenciers—
Dépense casuelle—
Crédit supplémentaire, y compris le paiement de $400 à Mlle Georgie Avery, pour services temporaires, du 1er octobre 1914 au 31 mars 1915 ..... 8,000 00

PENITENCIERS.

	Kingston—Crédit supplémentaire	15,000 00
	Saint-Vincent-de-Paul—Crédit supplémentaire, y compris une allocation de $200 à J. J. Kane, au lieu de frais de déménagement de Dorchester à Saint-Vincent-de-Paul	15,000 00
394	Dorchester—Crédit supplémentaire, y compris une allocation de $200 à J. P. Forster, au lieu de frais de déménagement de Saint-Vincent-de-Paul à Dorchester	10,000 00

Manitoba—Crédit supplémentaire	10,000 00
Colombie-Britannique—Crédit supplémentaire	15,000 00
Alberta—Crédit supplémentaire	10,000 00
Saskatchewan—Crédit supplémentaire	10,000 00

Résolutions à rapporter.

Rapport à recevoir,—le comité devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

JEUDI, 8 avril 1915.

L'Orateur communique à la Chambre la lettre suivante qu'il a reçue:—

BUREAU DU SECRÉTAIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL,
OTTAWA, 7 avril 1915.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de vous informer que l'honorable Sir Louis Davies, agissant à titre de député de Son Altesse Royale le Gouverneur-général, se rendra à la salle des séances du Sénat le 8 du mois courant, à 4 heures p.m., pour y sanctionner certains bills adoptés au cours de la présente session du Parlement par le Sénat et la Chambre des Communes.

J'ai l'honneur d'être, monsieur,
Votre obéissant serviteur,

JAMES F. CROWDY,
Pour le secrétaire du Gouverneur général.

A l'honorable Orateur
de la Chambre des Communes,
Ottawa.

La Chambre s'ajourne alors à 12.02 a.m., jusqu'à 11 a.m., ce jour.

THOMAS SIMPSON SPROULE,
Orateur.

AVIS DE MOTIONS

M. *Verville*—Vendredi prochain—QUESTION—Quel est le chiffre total de la réclamation portée par la compagnie de l'Hôtel Carslake devant la cour de l'Echiquier?

* M. *Turriff*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Le major McQuarrie a-t-il remis sa démission au ministère de la Milice et de la Défense, ou a-t-il été révoqué de son service?

2. Le ministère de la Milice et de la Défense sait-il qu'il est allégué que le dit McQuarrie a reçu de l'argent pour exercer son influence sur le ministre de la Milice relativement à certains achats pour le gouvernement?

3. Si la prétendue démission ou destitution du major McQuarrie a eu lieu, est-ce l'intention du gouvernement de permettre qu'il conserve son grade dans la milice?

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle.	Comité.	Heure.
	Jeudi, 8 avril.	
211	Comptes publics	11 a.m.

No 44.

OTTAWA, MERCREDI, 7 AVRIL 1915.

5e Session, 12e Parlement, 5 Georg. V, 1915

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

OTTAWA

Imprimé par J. de L. Taché

Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi

1915

No 45.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SEANCE DU JEUDI, 8 AVRIL 1915.

Onze heures a.m.

Prières.

M. Coderre présente,—Réponse à ordre du 1er mars 1915,—Copie des accusations portées contre J. Herbert Sweetman, douanier à Port-Daniel-Centre, Qué., et qui ont amené sa destitution; aussi, copie des accusations portées contre Velson Hone, gardien de phare à Port-Daniel-Ouest, Qué., et qui ont amené sa destitution.

M. Casgrain présente,—Réponse supplémentaire à adresse du 1er mars 1915,—Copie de tous documents, correspondance, plaintes, preuve, décisions et décrets du conseil au sujet de la destitution de John Thomas, maître de poste de Hammond's-Plains, comté de Halifax, N.-E.

Aussi,—Réponse à ordre du 22 février 1915,—Copie de toutes correspondance, recommandations, pétitions et de tous contrats, soumissions et autres papiers et documents se rattachant en quelque manière à l'adjudication du contrat pour le transport des malles entre Guysborough et Erinville, N.-E.

Aussi,—Réponse à ordre du 10 mars 1915,—Copie de tous rapports, pétitions, lettres, télégrammes et autres documents concernant la destitution de W. M. Thomson, maître de poste à Fort-Qu'Appelle, de toutes pétitions demandant sa réinstallation, et de toute correspondance à ce sujet.

Aussi,—Réponse à ordre du 22 mars 1915,—Copie de tous télégrammes, lettres, correspondance et pétitions reçus par le ministère des Postes concernant la demande de soumissions pour le service des malles entre Antigonish et Sherbrooke, lesquelles soumissions ont été ouvertes, ou étaient dues, au ministère des Postes le 11 décembre dernier; aussi, copie de toutes représentations ou requêtes recommandant la demande de nouvelles soumissions,—ce qui s'est fait au commencement de février dernier.

Aussi,—Réponse à ordre du 3 mars 1915,—Copie de tous télégrammes, lettres, papiers et autres documents concernant l'établissement projeté d'un service de malle rurale entre Pictou et Saltsprings, comté de Pictou, et les arrangements pour le service actuel entre ces points.

Et aussi,—Réponse à adresse du 1er mars 1915,—Copie de tous télégrammes, lettres, rapports, recommandations, décrets du conseil et autres documents et papiers se rapportant en quelque manière à l'établissement de routes postales rurales et de livraisons de malles rurales entre Bridgetown et Granville-Ferry, comté d'Annapolis, et plus spécialement copie de tous télégrammes, lettres, rapports, recommandations et documents concernant la fermeture des bureaux de poste de Belle-Ile et d'Upper-Granville, et l'établissement du bureau de poste à Granville-Centre, tous dans le comté d'Annapolis.

M. McCraney propose,—Que le Bill E 1 (No 118) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Charles Isaac Alexander", soit inscrit sur le feuilleton des ordres pour être délibéré en comité général.

Et la question étant mise sur la dite proposition,—elle est rejetée.

Les ordres de la Chambres qui suivent, sont votés en vertu du paragraphe 4 de la règle 37:—

Par M. Bureau:—Ordre de la Chambre,—Etat indiquant,—

1. Le nombre d'employés en rapport avec l'administration des postes à Trois-Rivières, le 21 septembre 1911, et le montant des salaires payés par an, à cette date, pour ce service;

2. Le nombre d'employés en rapport avec l'administration des postes à Trois-Rivières, à cette date, et le montant des salaires payés par an pour ce service;

3. Le nombre d'employés au département des Douanes, pour le district de Trois-Rivières, le 21 septembre 1911, et le montant des salaires payés par an pour ce service;

4. Le nombre d'employés au département des Douanes, pour le district de Trois-Rivières, à cette date, et le montant des salaires actuellement payés par an pour ce service;

5. Le nombre d'employés au département du Revenu de l'Intérieur, pour le district de Trois-Rivières, le 21 septembre 1911, et le montant des salaires payés par an pour ce service;

6. Le nombre d'employés, à cette date, au département du Revenu de l'Intérieur, pour le district de Trois-Rivières, et le montant des salaires payés par an pour ce service;

7. Le nombre d'employés et le montant de salaires payés pour les travaux du Saint-Maurice, dans le comté de Champlain, en l'année 1911-1912;

8. Le nombre d'employés et le montant de salaires payés par an, pour les travaux sur le Saint-Maurice, dans le comté de Champlain, depuis 1911-1912;

9. Si les employés du gouvernement dont les noms suivent ont eu congé les 26 et 27 novembre 1914, et les 4 et 5 janvier 1915: Wildé Lavallé, Pierre Thivierge, Joseph Paquin, père, Joseph Paquin, fils, Athanase Gélinas, commis; et dans ce cas, à la demande de qui et pour quelles raisons;

10. Si ces journées ont été retranchées du salaire de ces employés.

Par M. Boulay:—Ordre de la Chambre,—Relevé faisant connaître,—

1. Les noms des personnes qui ont passé avec succès les examens du service civil, dans la province de Québec, depuis l'établissement de la Commission du Service civil;

2. Le nombre de ces personnes qui ont été appelées à entrer dans le service civil, depuis l'établissement de la commission;

3. Le nombre, dans chaque grade, de ceux qui ont passé ces examens avec succès.

L'ordre de la Chambre suivant est voté:—

Par M. Graham:—Ordre de la Chambre,—Copie de toute correspondance échangée depuis le 4 avril dernier entre quelqu'employé de l'Association des manufacturiers canadiens et le premier ministre ou son remplaçant ou quelqu'autre membre de l'exécutif, concernant l'acquisition d'approvisionnements de guerre par le gouvernement ou quelqu'un des ministères.

L'ordre relatif à la troisième lecture du Bill S (No 112) du Sénat, intitulé: "Loi amendant la Loi des Grains du Canada", étant lu;

Sir George Foster propose,—Que le dit bill soit lu la troisième fois maintenant.

M. Oliver propose, comme amendement,—Que le dit bill ne soit pas lu pour la troisième fois maintenant, mais qu'il soit renvoyé de nouveau au comité général pour plus ample considération;

Et l'amendement étant mis aux voix, il est rejeté.

Et la motion étant mise aux voix, elle est agréée.

Le dit bill est, en conséquence, lu la troisième fois et adopté, tel qu'amendé.

Le Bill (No 119) Loi portant modification de la Loi du chemin de fer National Transcontinental,—est lu la troisième fois et adopté.

Le Bill (No 122) Loi modifiant la Loi des Liquidations,—est lu une deuxième fois, délibéré en comité général, rapporté sans amendement, lu la troisième fois et adopté.

L'ordre relatif à la seconde lecture du Bill (No 111) Loi permettant aux Canadiens en service militaire actif durant la présente guerre d'exercer leur cens électoral,—étant lu;

M. Doherty propose,—Que le dit bill soit lu une deuxième fois maintenant.

Et un débat s'ensuivant;

Un message est reçu de l'honorable Sir Louis Davies, en sa qualité de député de Son Altesse Royale le Gouverneur général, désirant la présence immédiate de la Chambre des Communes dans la salle des séances du Sénat.

En conséquence, M. l'Orateur s'y rend avec la Chambre, et, de retour,—

M. l'Orateur fait rapport qu'il a plu à Son Honneur le député de Son Altesse Royale le Gouverneur général de donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:—

Loi modifiant la Loi du Fonds patriotique Canadien, 1914.—Bill 39.
Loi modifiant la Loi du Sénat et de la Chambre des Communes.—Bill 57.
Loi concernant l'*Alberta Central Railway Company*.—Bill 4.

Loi concernant l'*Athabasca and Grand Prairie Railway Company.*—Bill 5.

Loi concernant la *Brantford and Hamilton Electric Railway Company.*—Bill 6.

Loi concernant la *British Columbia and White River Railway Company.*—Bill 7.

Loi concernant la Compagnie du chemin de fer *Essex Terminal.*—Bill 9.

Loi concernant la Compagnie du Grand-Tronc de chemin de fer du Canada.—Bill 10.

Loi concernant la Compagnie du chemin de fer de Montréal et des Comtés du Sud.—Bill 13.

Loi concernant la *Canadian Northern Ontario Railway Company.*—Bill 21.

Loi concernant la *Canadian Northern Quebec Railway Company.*—Bill 22.

Loi concernant la *James Bay and Eastern Railway Company.*—Bill 23.

Loi concernant la *South Ontario Pacific Railway Company.*—Bill 25.

Loi concernant la compagnie dite *The Southern Central Pacific Railway Company.* Bill 26.

Loi modifiant la Loi consolidée de l'Ordre Indépendant des Forestiers.—Bill 12.

Loi concernant *The Title and Trust Company*, et à l'effet de changer son nom en celui de "*Chartered Trust and Executor Company*".—Bill 16.

Loi concernant la *Canada Preferred Insurance Company.*—Bill 42.

Loi concernant la *Vancouver Life Insurance Company.*—Bill 45.

Loi constituant en corporation *The Marcil Trust Company.*—Bill 53.

Loi concernant l'*Edmonton, Dunvegan and British Columbia Railway Company.*—Bill 8.

Loi concernant la *St. Lawrence and Adirondack Railway Company.*—Bill 27.

Loi concernant la compagnie dite *The Toronto Eastern Railway Company.*—Bill 28.

Loi concernant la *British Columbia Southern Railway Company.*—Bill 31.

Loi constituant en corporation *The Brûlé, Grand Prairie and Peace River Railway Company.*—Bill 32.

Loi concernant la *Manitoba and North Western Railway Company of Canada.*—Bill 34.

Loi concernant la *Pacific, Peace River and Athabaska Railway Company.*—Bill 37.

Loi concernant la *Vancouver, Victoria and Eastern Railway and Navigation Company.*—Bill 38.

Loi concernant l'*Athabaska Northern Railway Company.*—Bill 41.

Loi concernant la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique.—Bill 17.

Loi concernant la *Ottawa and New York Railway Company.*—Bill 24.

Loi concernant la *Empire Life Insurance Company of Canada.*—Bill 59.

Loi concernant la compagnie dite *The Huron and Erie Loan and Savings Company* et à l'effet de changer son nom en celui de *The Huron and Erie Mortgage Corporation.*—Bill 43.

Loi concernant *The Casualty Company of Canada.*—Bill 58.

Loi concernant *The Bank of Alberta.*—Bill 62.

Loi constituant en corporation la *Colonial Bank (Canada).*—Bill 69.

Loi constituant en corporation l'*Alberta Permanent Trust Company.*—Bill 70.

Loi concernant la *Western Dominion Railway Company.*—Bill 46.

Loi concernant la *Canadian Northern Railway Company.*—Bill 20.

Loi concernant la *Calgary and Fernie Railway Company.*—Bill 49.

Loi concernant la *Canadian Western Railway Company.*—Bill 50.

Loi concernant la Compagnie du canal de Montréal à Ottawa et la baie Georgienne.—Bill 52.

Loi concernant la compagnie dite *The Toronto Terminals Railway Company.*—Bill 54.

Loi constituant en corporation la *Entwistle and Alberta Southern Railway Company.*—Bill 60.

Loi concernant la *Simcoe, Grey and Bruce Railway Company.*—Bill 61.

Loi concernant la compagnie dite *The Toronto, Hamilton and Buffalo Railway Company.*—Bill 65.

Loi concernant la *Kettle Valley Railway Company.*—Bill 51.

Loi constituant en corporation la *Fraser Valley Terminal Railway Company.*—Bill 55.

Loi concernant certains brevets de la *Lohmann Company.*—Bill 44.

Loi concernant la *Sterling Life Assurance Company of Canada.*—Bill 71.

Loi modifiant la Loi des Banques.—Bill 78.

Loi concernant la *Van Buren Bridge Company.*—Bill 29.

Loi constituant en corporation la *Northern Pacific and British Columbia Railway Company.*—Bill 36.

Loi pour faire droit à William Ewart New.—Bill C.

Loi pour faire droit à Helene Suzette Baxter Douglas.—Bill D.

Loi concernant la *Edmonton, Dunvegan and British Columbia Railway Company.*—Bill F.

Loi concernant le brevet de la *National Wood Distilling Company.*—Bill G.

Loi pour faire droit à Lottie Thorndike.—Bill I.

Loi concernant *The Grain Growers' Grain Company, Limited.*—Bill H.

Loi pour faire droit à Adam Clarke Anderson.—Bill L.

Loi pour faire droit à Alexander McIntyre.—Bill T.

Loi pour faire droit à Violet Burnett Delmege.—Bill U.

Loi portant modification du Tarif des Douanes, 1907.—Bill 75.

Loi pour faire droit à Arthur Ernest Birdsell.—Bill J.

Loi pour faire droit à Thomas Jefferson Moore.—Bill M.

Loi pour faire droit à Alice Beckett.—Bill V.

Loi pour faire droit à Austin McPhail Bothwell.—Bill P.

Loi pour faire droit à Agnès Gravelle.—Bill Q.

Loi pour faire droit à Clara Elizabeth Darnell.—Bill R.

Loi pour faire droit à Thomas Batin Harries.—Bill Z.

Loi pour faire droit à William John Owen Delaney.—Bill A 1.

Loi pour faire droit à Edith May Webster Boydell.—Bill B 1.

Loi pour faire droit William Robert Delaney.—Bill C 1.

Loi concernant la *Premier Trust Company.*—Bill E.

Loi concernant *The Northwest Life Assurance Company.*—Bill O.

Loi concernant *The Moncton and Northumberland Strait Railway Company.*—Bill X.

Loi modifiant la Loi des Juges.—Bill 93.

Loi ayant pour objet de suppléer le Revenu nécessaire pour faire face aux dépenses de la guerre.—Bill 76.

Loi autorisant certaines extensions de temps aux Compagnies d'assurance.—Bill 79.

Loi concernant certaines émissions de billets du Dominion.—Bill 95.

Le débat sur la motion pour la seconde lecture du Bill (No 111) Loi permettant aux Canadiens en service militaire actif durant la présente guerre d'exercer leur cens électoral,—est alors repris.

Et la question étant mise sur la dite motion,—elle est adoptée.

Le dit bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général devant siéger à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre s'ajourne alors à 11.59 p.m., jusqu'à 11 a.m., demain.

THOMAS SIMPSON SPROULE,
Orateur.

AVIS DE MOTIONS

M. *Sinclair*—Samedi prochain—QUESTION—

1. Combien de soldats canadiens enrôlés pour service actif ont contracté la méningite cerebro-spinale depuis le 4 août 1914?

2. Combien parmi les cas ci-dessus mentionnés ont été suivis de décès, et combien de malades sont revenus complètement à la santé?

3. Cette maladie est-elle considérée comme contagieuse?

M. *Proulx*—Samedi prochain—QUESTION—

1. Depuis les premiers jours de décembre 1907, quelle somme a été payée par le ministère de la Justice au juge senior des comtés unis de Prescott et Russell pour frais de voyage et de déplacement par rapport au audiences en Chambre qu'il a tenues à Ottawa?

2. Où ce juge a-t-il résidé depuis la date précitée?

3. Quel est le lieu actuel de résidence de ce juge?

4. Est-ce la coutume du ministère de la Justice de payer des frais de voyage et de déplacement aux juges qui tiennent des audiences à l'endroit où ils résident?

M. *Maclean* (Halifax)—Samedi prochain—QUESTION—Quels montants, s'il en est, ont été payés pour impressions et annonces, respectivement, par les divers ministères du gouvernement, pendant l'année fiscale 1914-15, à la *McAlpine Publishing Company, Limited*, Halifax, au *Herald*, de Halifax, et à l'*Evening Mail*, de Halifax?

M. *Maclean* (Halifax)—Samedi prochain—QUESTION—

1. Des soumissions ont-elles été demandées pour la fourniture des viandes, épiceries, pain et provisions pour les forces permanentes, à Halifax, pour l'exercice 1915-16?

2. Dans l'affirmative, à qui et à quels prix les contrats ont-ils été adjugés?

M. *Lanctôt*—Samedi prochain—QUESTION—

1. Combien en a-t-il coûté au gouvernement pour débarrasser le fleuve Saint-Laurent du vapeur *Rhoda* échoué à Laprairie, depuis le mois de juin écoulé?

2. Le gouvernement a-t-il accordé au capitaine Paul ou à toute autre personne quelque compensation pour la perte subie par suite de l'échouement de ce bateau?

3. Quels sont les noms et les adresses de ceux qui ont été employés à enlever cette épave?

4. Qu'a-t-on fait de la coque, des chaudières et des autres parties du bateau?

5. Si elles ont été vendues, quelle somme le gouvernement a-t-il reçue comme produit de cette vente?

M. *Lanctôt*—Samedi prochain—QUESTION—

1. L'honorable L. P. Pelletier a-t-il fait, en 1913 ou 1914, un voyage au golfe Saint-Laurent dans un navire de l'Etat? Dans l'affirmative, quel était le nom de ce navire?

2. L'honorable monsieur a-t-il fait ce voyage pour affaire officielle? Dans l'affirmative, quelle mission avait-il à remplir?

3. Etait-il accompagné de quelques-uns de ses parents? Dans l'ffiarmative, quel en était le nombre?

4. Quelle a été la durée du voyage, et combien a-t-il coûté au pays?

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle.	Comité.	Heure.
	Vendredi, 9 avril.	
211	Comptes publics	11 a.m.

No 45.

OTTAWA, JEUDI, 8 AVRIL 1915.

5e Session, 12e Parlement, 5 George V, 1915

PROCÈS - VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

OTTAWA
Imprimé par J. DE L. TACHÉ
Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi
1915

No 46.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SEANCE DU VENDREDI, 9 AVRIL 1915.

Onze heures a.m.

PRIÈRES.

M. Cochrane soumet à la Chambre,—Statistiques des Canaux pour la saison de navigation, 1914.

M. Cochrane présente,—Réponse à ordre du 22 février 1915,—Copie de tous télégrammes, lettres, rapports, requêtes et tous autres documents se rapportant en quoi que ce soit à la ligne de chemin de fer projetée entre Orangedale et Cheticamp.

Aussi,—Réponse à ordre du 11 mars 1915,—Copie de tous les documents, enquêtes, rapports, correspondance, etc., se rapportant à l'incendie de certaines bâtisses appartenant à la *Trois Pistoles Pulp and Lumber Company,* et à André Leblond, près de la station Tobin, sur le chemin de fer Intercolonial.

Aussi,—Réponse à ordre du 18 mars 1915,—Relevé faisant connaître les noms de tous les fonctionnaires, assistants et commis, employés dans les bureaux du chemin de fer à Moncton, N.-B., et le salaire respectif de chacun d'eux; aussi, les noms des fonctionnaires antérieurement employés dans ces bureaux qui ont quitté le service et reçoivent une allocation de pension et le chiffre de la pension que chacun d'eux reçoit.

Aussi,—Réponse à ordre du 24 mars 1915,—Relevé faisant connaître les noms de toutes les personnes de qui ont été achetés des terrains ou propriétés pour des fins de droit de passage ou de stations en rapport avec l'embranchement de l'Intercolonial allant de Dartmouth à Dean-Settlement; la quantité de terrain ainsi acquise, et le prix versé,—depuis la date de la dernière réponse à ordre (No 128) déposée devant la Chambre à sa dernière session régulière.

Aussi,—Réponse à adresse du 17 mars 1915,—Copie de tous décrets du conseil, arrangements, correspondance, lettres, etc., concernant l'affermage ou le transfert de l'embranchement Windsor, de l'Intercolonial, au chemin de fer du Pacifique-Canadien.

Aussi,—Réponse à ordre du 22 février 1915,—Copie de toutes pétitions et correspondance et de tous rapports d'ingénieurs ou autres personnes, en la possession du ministère des Chemins de fer et Canaux, au sujet de la construction d'un chemin de fer dans le comté de Guysborough, N.-E.

Aussi,—Réponse à ordre du 10 mars 1915,—Copie de toutes lettres et correspondance, échangées entre D. McDonald, surintendant de l'Intercolonial, de Lévis, P. Brady, surintendant général, à Moncton, et autres officiers de la compagnie, et Théophile Bélanger, voyageur de commerce, de Montréal, et de tous rapports concernant la réclamation de ce dernier contre l'Intercolonial pour retard dans le transport de ses bagages de Drummondville à Matapédia en mai 1913.

Aussi,—Réponse à ordre du 15 février 1915,—Copie de tous télégrammes, contrats, lettres et autres documents concernant l'achat de wagons pour le chemin de fer Intercolonial depuis le 1er juillet 1914.

Aussi,—Réponse à ordre du 15 février 1915,—Copie de tous télégrammes, lettres, minutes d'enquête et autres documents concernant la destitution de Isaac Arbuckle, contremaître des charpentiers de l'Intercolonial, à Pictou, et la nomination de Alex. Talbot, à l'emploi vacant.

Aussi,—Réponse à ordre du 15 février 1915,—Copie de tous télégrammes, correspondance, lettres, de la part de qui que ce soit, échangés avec le ministère des Chemins de fer et Canaux, ou F. P. Gutelius, gérant général de l'Intercolonial, ou tout autre fonctionnaire de cette voie ferrée, au sujet des taux de transport de marchandises sur cette partie du Transcontinental dans la province du Nouveau-Brunswick;—aussi, en rapport avec l'enlèvement du raccordement en Y à Wapske, dans le comté de Victoria, entre le dit Transcontinental et le Pacifique-Canadien à cet endroit.

Aussi,—Réponse à ordre du 15 janvier 1915,—Copie de tous télégrammes, contrats, lettres, correspondance et autres documents se rapportant à l'exploitation par l'Intercolonial du chemin de fer *St. John Valley*, ainsi qu'il est communément désigné, depuis le 1er juillet dernier,—et de toutes lettres, correspondance, etc., échangées avec le ministère des Chemins de fer et Canaux, ou avec F. P. Gutelius ou tout autre fonctionnaire de l'Intercolonial.

Et aussi,—Réponse à ordre du 1er mars 1915,—Copie de tous mémoires, requêtes, lettres, télégrammes, communications et rapports touchant la construction d'une route conduisant au nouveau quai, à Sackville, N.-B.;—aussi, concernant la construction d'un tronçon ou d'une voie subsidiaire, à Sackville, reliant l'Intercolonial et le dit quai.

M. Coderre présente,—Réponse à ordre du 15 mars 1915,—Copie de toute correspondance échangée entre un ministère ou un fonctionnaire quelconque du gouvernement ou toute autre personne au sujet de l'établissemeent de colons sur des homesteads de la réserve boisée de la Montagne-du-Canard, et aussi de la preuve faite dans l'enquête

conduite par l'inspecteur Cuttle au sujet de l'octroi d'inscriptions de homesteads sur la dite réserve boisée.

Aussi,—Réponse à ordre du 8 mars 1915,—Relevé faisant connaître,—

1. A combien de firmes ou de particuliers le gouvernement ou l'un ou l'autre de ses ministères, a donné des commandes de chemises de flanelle, depuis le 1er juillet 1914;
2. Quels sont les noms de ces firmes;
3. Combien de chemises de flanelle ont été commandées à chaque firme;
4. Combien chaque firme en a livrées jusqu'à ce jour;
5. Combien chaque firme doit encore en livrer; et
6. Quel prix chaque firme reçoit pour ces chemises de flanelle.

Aussi,—Réponse à ordre du 11 mars 1915,—Etat indiquant,—

1. Quels médicaments ou autres articles ont été achetés depuis le 1er août par le gouvernement ou quelqu'un des ministères, de M. T. A. Brownlee, d'Ottawa;
2. Quelles quantités de ces articles ont été achetées de lui, et quels ont été les prix payés;
3. Si le gouvernement ou quelqu'un des ministères a préparé une liste de prix pour démontrer ce qui constitue un prix équitable et raisonnable pour les articles ainsi achetés;
4. Si on a contrôlé avec soin les articles achetés pour s'assurer qu'un prix honnête et raisonnable a été imposé;
5. Quelle est la valeur totale des articles livrés par M. T. A. Brownlee jusqu'à date;
6. Quelle est la valeur totale des articles commandés à M. T. A. Brownlee, mais qui jusqu'à présent n'ont pas été livrés.

Aussi,—Réponse à ordre du 8 mars 1915,—Relevé faisant connaître,—

1. A combien de firmes ou particuliers le gouvernement ou quelqu'un des ministères a acheté des havresacs, depuis le 1er juillet 1914;
2. Quels sont leurs noms;
3. Combien de havresacs ont été commandés à chaque firme;
4. Quel nombre chaque firme a livré jusqu'à date;
5. Quel nombre chaque firme a encore à livrer; et
6. Quel est le prix payé à chaque firme pour ces havresacs.

Aussi,—Réponse à ordre du 11 mars 1915,—Sommaire faisant connaître,—

1. Quels sont les médicaments ou autres articles qui ont été achetés depuis le 1er août par le gouvernement ou quelqu'un des ministères, de M. S. J. Stevenson ou de la pharmacie Waverley;
2. Quelles quantités de ces articles ont été achetées de lui, et quels ont été les prix payés;
3. Si le gouvernement ou quelqu'un des ministères a préparé une liste de prix pour démontrer ce qui constitue un prix équitable et raisonnable pour les articles ainsi achetés;
4. Si on a contrôlé avec soin les articles achetés pour s'assurer qu'un prix honnête et raisonnable a été imposé;
5. Quelle est la valeur totale des articles livrés par M. Stevenson ou la pharmacie Waverley jusqu'à date;
6. Quelle est la valeur totale des articles commandés à M. S. J. Stevenson ou la pharmacie Waverley.

Aussi,—Réponse à ordre du 8 mars 1915,—Etat indiquant,—

1. A combien de firmes ou de particuliers le gouvernement ou l'un ou l'autre de ses ministères, a donné des commandes de sous-vêtements, depuis le 1er juillet 1914;
2. Quels sont les noms de ces firmes;
3. Combien de sous-vêtements ont été commandés à chaque firme;

4. Combien chaque firme en a livrés jusqu'à ce jour;
5. Combien chaque firme doit encore en livrer;
6. Quel prix chaque firme reçoit pour ces sous-vêtements.

Et aussi,—Réponse à ordre du 11 mars 1915,—Etat indiquant,—

1. Quels médicaments ou autres articles ont été achetés depuis le 1er août par le gouvernement ou quelqu'un des ministères, de M. W. B. McDonald, d'Ottawa;
2. Quelles quantités de ces articles ont été achetées de lui, et quels ont été les prix payés;
3. Si le gouvernement ou quelqu'un des ministères a préparé une liste de prix pour démontrer ce qui constitue un prix équitable et raisonnable pour les articles ainsi achetés;
4. Si on a contrôlé avec soin les articles achetés pour s'assurer qu'un prix honnête et raisonnable a été imposé;
5. Quelle est la valeur totale des articles livrés par M. W. B. McDonald jusqu'à date;
6. Quelle est la valeur totale des articles commandés à M. W. B. McDonald, mais qui jusqu'à présent n'ont pas été livrés.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a donné au greffier de la Chambre instruction de déposer sur la Table de la Chambre sa recommandation et le rapport du greffier relativement à la démission de M. D. C. Chamberlain, comptable de la Chambre, et à l'avancement de M. D. W. Cameron, aide-comptable, au poste de comptable, comme suit:—

A l'honorable
Chambre des Communes.

M. D. C. Chamberlain, comptable de la Chambre des Communes, a demandé sa mise à la retraite à raison de la durée de son temps de service et de son âge avancé, et j'ai recommandé aux autorités compétentes que la mise à la retraite de cet officier date du premier jour d'octobre prochain, conformément à son désir.

M. Chamberlain s'est toujours montré un fonctionnaire des plus compétents et sa retraite est vue avec regret.

Je soumets avec la présente le rapport du greffier à ce sujet, et je recommande M. Douglas Winder Cameron, l'aide-comptable, pour le remplacer, vu qu'il a toutes les aptitudes requises pour la charge de chef-comptable; la nomination de ce dernier devant prendre effet le susdit premier jour d'octobre au salaire minimum de la subdivision A de la première division qui est le rang assigné à cette charge dans l'organisation de la Chambre. Le certificat d'aptitude délivré à M. Cameron par la Commission du Service civil a été remis au greffier de la Chambre.

T. S. SPROULE,
Orateur de la Chambre des Communes.

8 avril 1915.

A l'honorable
Orateur de la Chambre des Communes.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de faire rapport que M. D. C. Chamberlain, comptable de la Chambre des Communes, a demandé sa mise à la retraite à dater du premier jour d'octobre prochain. Il aura alors accompli une durée de service de près de vingt-trois ans, et, à raison de son âge avancé, il désire se retirer de la vie officielle.

La retraite de M. Chamberlain, à la date ci-dessus mentionnée créera une vacance qui devra être remplie. M. Douglas W. Cameron a été aide-comptable durant toute la période de service de M. Chamberlain et il possède toutes les aptitudes requises pour remplir la charge de chef-comptable.

J'ai reçu de la Commission du Service civil le certificat d'aptitude de M. Cameron.

Le rang assigné à cette charge par l'organisation de la Chambre est la subdivision A de la première division, et je recommande que M. Cameron soit promu à ce rang au salaire minimum qui y est attaché, et que sa nomination date du premier jour d'octobre prochain.

Je suis, monsieur,
Votre obéissant serviteur,
THOS. B. FLINT,
Greffier de la Chambre des Communes.

8 avril 1915.

Sur motion de M. Brabazon, il est résolu,—Qu'un message soit envoyé au Sénat retournant à cette Chambre les témoignages, etc., entendus devant le comité des Divorces du Sénat, auquel a été référée la pétition sur laquelle était fondé le Bill E 1 (No 118) intitulé: "Loi pour faire droit à Charles Isaac Alexander".

Le Bill (No 111) Loi permettant aux Canadiens en service militaire actif durant la présente guerre d'exercer leur cens électoral,—est délibéré en comité général, et, sur rapport de progrès, le comité est autorisé à l'examiner de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Le comité des Subsides reprend le cours de ses délibérations.

(*En comité.*)

Les résolutions suivantes sont adoptées:—

GOUVERNEMENT CIVIL.

391 Ministère des Postes—
Dépense casuelle—
Service de commis et autre—Crédit supplémentaire..... 2,500 00

BUREAUX DE POSTE—SERVICE EXTERIEUR.

Appointements.

447 Appointements—Crédit supplémentaire..... 372,600 00
Crédit supplémentaire requis pour allocation provisoire..... 17,000 00

Service de la Poste.

448 Service ordinaire sur terre, y compris la livraison, rurale—Crédit supplémentaire..... 365,000 00
Service postal par chemin de fer—Crédit supplémentaire..... 300,000 00
Boîtes de livraison rurale—Crédit supplémentaire..... 105,000 00

Divers.

449 Pour payer les courriers sur chemin de fer pour travail supplémentaire accompli dans le port de Québec en surveillant les malles anglaises, nonobstant toute disposition contraire dans la *Loi du Service Civil*..... 375 05
Pour payer une allocation de commisération à Mme Faija, veuve de feu J. H. K. Faija, ci-devant courrier sur le chemin de fer dans le district de Winnipeg, tué dans un accident de chemin de fer sur le Canadien du Nord tandis qu'il était en service dans le wagon postal, le 5 juin 1914..... 2,000 00

Pour payer aux enfants de feu F. W. Hanright, maître de poste, à Halifax, décédé le 31 décembre 1914, une gratification égale à deux mois de salaire. 541 66

Pour dédommager la *Canadian Import Company,* de Montréal, pour avoir recouvré les malles de Sa Majesté de l'*Empress of Ireland*. 5,000 00

MINISTERE DU SERVICE NAVAL.

419 Patrouille des eaux septentrionales du Canada—Crédit supplémentaire. 50,000 00

420 Crédit supplémentaire pour l'enlèvement des obstructions du fleuve Fraser, Colombie-Britannique—Mandat du Gouverneur général. 50,000 00

421 Compensation aux familles des pêcheurs noyés—Mandat du Gouverneur général. 2,400 00

SERVICE DES PHARES ET DU LITTORAL.

422 Agences, loyers et dépense casuelle—Crédit supplémentaire. 7,000 00

423 Administration du pilotage; vapeur *Eureka,* entretien et réparations —Crédit supplémentaire. 7,000 00

424 Construction d'un bateau pour remplacer le *Scout*—Crédit supplémentaire. 43,000 00

GOUVERNEMENT CIVIL.

Ministère de la Justice, y compris la division des pénitenciers—

453 Nomination de Mlle Georgie Avery à la troisième division, subdivision B, à $800. . . . . 800 00

Police fédérale—

Pour l'emploi d'un commis dans la troisième division, subdivision B. 500 00

387 Secrétariat d'Etat—

Dépense casuelle—

Impressions et papeterie. 3,000 00

Divers. 1,000 00

PENSIONS.

398 Pensions payables aux militaires qui ont servi pendant la rébellion de 1885, ou ont fait tout autre service actif—Crédit supplémentaire. 2,000 00

399 Allocation annuelle à madame Fabre, veuve de feu l'honorable Hector Fabre. 1,000 00

LEGISLATION.

En général.

Dépense casuelle du greffier de la Couronne en chancellerie, y compris le traitement d'employés temporaires—Crédit supplémentaire. 1,500 00

395 Pour payer les dépenses relatives à la préparation, etc., d'un Atlas électoral du Dominion basé sur la Loi de remaniement de la carte électorale de 1914. . . . . 8,500 00

LEGISLATION.

Chambre des Communes.

458 Pour pourvoir au paiement complet de l'indemnité parlementaire des députés de la Chambre des Communes—journées perdues par suite d'absence causée par la maladie ou par affaire d'Etat durant la session actuelle—nonobstant les dispositions du chapitre 10 des Statuts revisés du Canada, *Loi concernant le Sénat et la Chambre des Communes,* ou ses modificationse (le paiement devant être fait selon les instructions du Conseil de la Trésorerie).. ..... 19,000 00

DIVERS.

434 *Gazette du Canada*—Crédit supplémentaire.. ..... 20,000 00
435 Distribution des documents parlementaires—Crédit supplémentaire. 1,000 00
437 Pour adresser des publications canadiennes à la bibliothèque du bureau du haut commissaire.. ..... 500 00
438 Pour acheter 400 exemplaires de la vie de Sir George E. Cartier par John Boyd.. ..... 2,000 00
439 Pour payer à M. J. F. Champagne le dessin et l'enluminure d'une adresse à L. A. R. le duc et la duchesse de Connaught.. .... 600 00
436 Impressions diverses—Crédit supplémentaire.. ..... 50,000 00

ETUDES MINERALOGIQUES ET GEOLOGIQUES.

Division des Mines.

488 Pour payer le coût d'expériences sur de l'aimant de qualité inférieure, en vue d'en fabriquer directement de l'acier en gueuse, sur une base commerciale.. ..... 10,000 00

Division des Etudes géologiques.

489 Pour rémunérer les services de Mabel G. Brown, photographe adjoint, à partir de l'expiration de son emploi temporaire, le 1er octobre, jusqu'au 4 décembre 1914, à $60 par mois.. ..... 125 80

ACCISE.

444 Frais de voyage, loyer, chauffage, papeterie, etc.—Crédit supplémentaire.. ..... 26,000 00

XXXVIII.—INSPECTION DES POIDS ET MESURES, DU GAZ ET DE LA LUMIERE ELECTRIQUE

Appointements des fonctionnaires, inspecteurs et sous-inspecteurs des poids et mesures.. ..... 112,600 00
Loyer, combustible, frais de voyage, frais de port, papeterie, etc., pour le service des poids et mesures, y compris achat d'étalons du système métrique, appointements et autres dépenses des inspecteurs, etc 81,000 00
Allocation provisoire n'excédant pas $150 à chacun des fonctionnaires dans le Manitoba et les provinces de l'Ouest, dont les appointements ne dépassent pas $2,500. par année (poids et mesures).. ..... 3,000 00

358	Appointements des inspecteurs du gaz et de la lumière électrique.	88,150 00
	Loyer, combustible, frais de voyage, frais de port, papeterie, etc., inspecteur du gaz et de la lumière électrique, y compris achat et réparations d'instruments	65,000 00
	Allocation provisoire n'excédant pas $150 à chacun des fonctionnaires dans le Manitoba et les provinces de l'Ouest, dont les appointements ne dépassent pas $2,500 (gaz et lumière électrique)	4,000 00
	Exportation de la force électrique	1,000 00
	Bureau international des poids et mesures	800 00
	Commission électrotechnique internationale	400 00

XXXIX.—FALSIFICATION DES SUBSTANCES ALIMENTAIRES, ETC.

359	Falsification des substances alimentaires et mise à exécution de la Loi concernant les engrais, les marques frauduleuses et les produits alimentaires du commerce	51,000 00
	Médicaments dits "Proprietary" ou brevetés	1,500 00
	Ministère du Revenu de l'Intérieur—Menues dépenses	500 00

GOUVERNEMENT CIVIL.

26	Division de l'ingénieur consultant du gouvernement du Canada—	
	Traitements	7,600 00
	Dépenses casuelles	300 00
28	Département des Affaires extérieures—	
	Traitements	27,200 00
	Dépenses casuelles	9,500 00
29	Bureau de la Commission de conservation—	
	Traitements	39,400 00

XXXV.—DIVERS.

315	Subvention à l'Union interparlementaire pour la paix	200 00
316	Subvention pour couvrir les frais préliminaires d'organisation de l'Association canadienne du centenaire de la paix	10,000 00
332	Traitements des agents consulaires à l'étranger	500 00
340	Subvention pour continuer les expériences au sujet des rennes dans le Labrador, sous la direction du Dr W. F. Grenfell	1,000 00
347	Subvention au Conseil médical du Canada	15,000 00
350	Académie Royale des Arts	5,000 00
352	Pour pourvoir au traitement d'un secrétaire particulier, et service des écritures, de l'honorable J. A. Lougheed, membre du cabinet et *leader* du Sénat (dont le paiement peut être fait à un membre du personnel du Sénat nonobstant la Loi du Service civil)	1,200 00
355	Commission *re* réajustement de la subvention provinciale à la Colombie-Britannique	40,000 00
443	Liquidation de la *Union Life Assurance Company*—Crédit supplémentaire, y compris les frais de l'avocat représentant le département des assurances dans la poursuite des directeurs	6,606 74
441	Pour venir en aide aux victimes du désastre houiller survenu à Hillcrest, Alberta, le 19 juin 1914—Mandat du Gouverneur général.	50,000 00
313	Dépense sous le régime de la *Loi de Naturalisation*	20,000 00

FRAIS DE GESTION.

383 Commission pour le paiement de l'intérêt sur la dette publique, achat d'effets publics pour fonds d'amortissement—Crédit supplémentaire. 13,676 48

GOUVERNEMENT CIVIL.

384 Bureau du secrétaire du Gouverneur général—
Dépense casuelle—
Pour une allocation supplémentaire à A. F. Sladen, secrétaire particulier, du 1er avril 1914. . . . . 300 00

385 Bureau du Conseil privé—
Dépense casuelle—
Divers—Crédit supplémentaire. 800 00

388 Ministère du Revenu de l'Intérieur—
Dépense casuelle—
Service de commis et frais de voyage—Crédit supplémentaire. 4,000 00

389 Département du Service Naval—
Pour la promotion d'un commis de la 1re division, subdivision B, à la 1re division, subdivision A. 300 00

392 Bureau du Haut Commissaire, Londres—
Allocation à W. L. Griffith, secrétaire du bureau du Haut-Commissaire du Canada, Londres, Angleterre, pour couvrir des dépenses additionnelles pendant qu'il avait seul le contrôle du bureau, de janvier à juin 1914. . . . . 500 00
Loyer, frais d'entretien du bureau, combustible, éclairage et réparations, y compris somme requise pour changements et ameublements en raison du plus grand espace de bureau. 5,500 00

393 Département des Affaires Extérieures—
Pour le salaire d'un commis dans la première division, subdivision B, à compter du 1er octobre 1914, à $2,800 par année. 1,400 00
Dépense casuelle—
Impressions et papeterie—Crédit supplémentaire. 1,000 00

COMMERCE.

450 Annuaire du Canada—Crédit supplémentaire. 1,250 00

GOUVERNEMENT CIVIL.

454 Bureau de l'Auditeur général—
Dépense casuelle—Service de commis temporaire—Crédit supplémentaire. 5,000 00

455 Ministère du Revenu de l'Intérieur—
Dépense casuelle—
Divers—Crédit supplémentaire. 5,000 00

452 Bureau du Conseil privé—
Dépense casuelle—
Divers—Crédit supplémentaire. 1,000 00

456 Ministère du Commerce—
Division du recensement et des statistiques—
Pour l'emploi d'un commis dans la troisième division, subdivision B. 800 00

457 Département des Affaires extérieures—
Pour l'emploi de deux commis dans la troisième division, subdivision B, à $650 chacun. 1,300 00

PENSIONS.

461 Pensions—Guerre européenne. 2,000,000 00
462 Allocation annuelle à Madame Fabre, veuve de feu l'honorable Hector Fabre. 1,000 00

DIVERS.

491 *Canadian Associated Press*. 3,750 00
492 Allocation au secrétaire particulier de Sir George Perley. 1,200 00

ACCISE.

495 Pour timbres, papeterie, traitements, frais de voyages, etc., etc., relativement à la Taxe de Guerre. 175,000 00

COMMERCE.

497 Annuaire du Canada—Crédit supplémentaire. 3,500 00

SUBVENTIONS POSTALES ET MARITIMES.

418 Service à la vapeur entre Halifax et Liverpool ou Glasgow. 4,000 00

ROYALE GENDARMERIE A CHEVAL DU NORD-OUEST.

432 Subsistance, fourrage, chauffage et éclairage, habillement, bâtiments, réparations et réfections, chevaux, armes et munitions, matériel médical, logement, transport, service d'eau, papeterie et dépenses casuelles—Crédit supplémentaire. 60,000 00

DIVERS.

440 Enquêtes instituées sous l'empire de la Loi des enquêtes—Crédit supplémentaire. 2,500 00
442 Pour payer les dépenses du haut-commissaire suppléant, Londres, Angleterre. 13,000 00

ITEM NON PREVUS POUR 1913-14.

451 Pour payer les item non prévus pour 1913-14, d'après le rapport de l'Auditeur général pour 1913-14, partie (*b*) page 4. . . . . 208,695 63

MILICE ET DEFENSE.

400 Entretien des propriétés militaires—Crédit supplémentaire. 60,000 00
401 Salaires et gages—Crédit supplémentaire. 14,000 00
402 Ecoles d'instruction—Crédit supplémentaire. 40,000 00
403 Gratifications aux professeurs du Collège Militaire Royal à leur retraite. 15,190 00
463 Services et travaux du génie—Crédit supplémentaire. 28,700 00
464 Radoub du navire *Alfreda*. 6,750 00

DIVERS.

493 Allocation spéciale au juge en chef de la cour Suprême du Canada, pour couvrir ses frais de voyages et autres déboursés alors qu'il remplace Son Excellence le Gouverneur général—Omis du budget principal..... 2,500 00

494 Pour le traitement d'un secrétaire particulier de l'honorable M. Lougheed, un membre du cabinet et leader du Sénat (ce paiement pourra être fait à un membre du personnel du Sénat nonobstant les dispositions de la *Loi du Service civil*)—Crédit supplémentaire..... 600 00

Résolutions à rapporter.

Avec le consentement de la Chambre, les dites résolutions sont rapportées, lues la deuxième fois et agréées,—le comité des Subsides devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

SAMEDI, 10 avril 1915.

Avec le consentement de la Chambre, M. Middlebro, du comité spécial auquel a été référée l'enquête concernant les chaussures fournies au ministère de la Milice et de la Défense, présente le quatrième rapport du dit comité, lequel est comme suit:—

(Le rapport ci-dessus sera distribué lundi prochain sous forme de supplément du Procès-Verbal de ce jour.)

M. Middlebro, du comité spécial qui a été chargé de l'enquête sur les chaussures fournies au ministère de la Milice et de la Défense, présente le cinquième rapport de ce comité, qui est comme suit:—

CHAMBRE DES COMMUNES, SALLE 101,
VENDREDI, 9 avril 1915.

Le comité spécial à qui a été référé le rapport du bureau d'enquête composé du lieutenant-colonel W. Hallick, et de MM. E. A. Stephens et Théo. Galipeau, désire soumettre ce qui suit comme rapport supplémentaire:—

(1) Que R. A. Pringle, qui a été employé par ce comité comme aviseur aux fins de l'aider dans son travail, reçoive le paiement de son compte pour ces services comme tel, les charges y inscrites devant être taxées par l'officier que de droit du ministère de la Justice;

(2) Que John A. Hoar et Magloire Côté, les deux experts nommés par ce comité aux fins de faire la classification, l'examen et un rapport quant aux bottes rejetées ou non rejetées, soumises au comité, soient payés à raison de vingt-cinq dollars par jour, plus leurs dépenses. Le nombre de ces jours et le chiffre de ces dépenses devront être certifiés par le greffier de ce comité.

3. Votre comité recommande aussi que le greffier de ce comité revise les minutes des séances et les témoignages qui ont été imprimés de jour en jour pour l'usage des membres du comité; qu'il prépare également un index approprié; que les dites minutes, témoignages et index soient imprimés comme appendice du journal de la Chambre, et que la règle 74 soit suspendue à cet égard.

La Chambre s'ajourne alors à 12.05 a.m., jusqu'à 11 a.m., ce jour.

THOMAS SIMPSON SPROULE,
Orateur.

AVIS DE MOTIONS

M. *Lapointe* (Kamouraska)—Lundi prochain—QUESTION—

1. J. Théberge, mentionné au rapport de l'Auditeur général pour l'année finissant le 31 mars 1914, page W 294, comme étant à l'emploi du chemin de fer Transcontinental en qualité de constable, à raison de $95 par mois, a-t-il encore cette position?

2. Depuis quand travaille-t-il en cette qualité de constable du chemin de fer Transcontinental?

3. Où reste le dit J. Théberge?

4. Qui a recommandé sa nomination?

M. *Sinclair*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quels sont les employés du ministère de la Marine et des Pêcheries qui ont quelque fonction à remplir aux établissements de l'élevage du homard à Isaac's-Harbour et à Canso, N.-E.?

2. A quelles dates ont-ils été nommés à leur présent emploi, et quelles sont leurs rémunérations respectives?

M. *Turriff*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Monsieur J. A. Boulay, de Sayabec, mentionné au rapport de l'Auditeur général, à la page W 37, comme ayant reçu $510 pour la construction d'un prolongement au hangar à marchandises de Villeroy, pour le chemin de fer Intercolonial, a-t-il été recommandé par quelqu'un avant la confection de ces travaux, et, dans l'affirmative, par qui?

2. Des soumissions ont-elles été demandées par le département des Chemins de fer préalablement à la confection de ces travaux?

M. *Turriff*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Monsieur J. A. Boulay, de Sayabec, qui est mentionné au rapport de l'Auditeur général, 1914, page W 37, comme ayant reçu la somme de $684 pour la construction d'un prolongement au hangar à marchandises de l'Intercolonial, à Saint-François, a-t-il été recommandé par quelqu'un au département des Chemins de fer avant la confection de ces travaux, et, dans l'affirmative, par qui?

2. Des soumissions ont-elles été demandées par le département avant de faire faire les dits travaux?

M. *Turriff*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Monsieur A. Boulay, qui est mentionné dans le rapport de l'Auditeur général, 1914, page V 254, comme ayant reçu $420 pour travailler au bureau de l'ingénieur du département des Travaux Publics à Rimouski, est-il encore à l'emploi du gouvernement?

2. Par qui a-t-il été recommandé avant d'entrer à l'emploi du département?

M. *Turriff*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Monsieur J. A. Boulay, de Sayabec, mentionné dans le rapport de l'Auditeur général, 1914, à la page W 191, comme ayant vendu du bois et autres matériaux au chemin de fer Intercolonial pour la somme de $667.18, a-t-il été recommandé par quelqu'un au département des Chemins de fer, préalablement à la dite vente, et, dans l'affirmative, par qui?

2. Des soumissions ont-elles été demandées pour l'achat des dits effets et matériaux?

M. *Turriff*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Monsieur H. Boulay, de Sayabec, qui est mentionné au rapport de l'Auditeur général, 1914, page W 181, comme ayant vendu du bois et des matériaux au chemin de fer Intercolonial pour une somme de $1,489.65, a-t-il été recommandé par quelqu'un au département des Chemins de fer pour faire la dite vente, et, dans l'affirmative, par qui?

2. Des soumissions ont-elles été demandées par le département des Chemins de fer avant d'acheter les dits matériaux?

M. *Turriff*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Monsieur J. A. Boulay, de Sayabec, qui est mentionné au rapport de l'Auditeur général, 1914, page W 179, comme ayant vendu de la glace au chemin de fer Intercolonial pour une somme de $1,800.37, a-t-il été recommandé par quelqu'un au département des Chemins de fer avant de faire la dite vente, et, dans l'affirmative, par qui?

2. Des soumissions ont-elles été demandées par le département des Chemins de fer avant d'acheter la dite glace?

M. *Turriff*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Monsieur J. A. Boulay, de Sayabec, qui est mentionné au rapport de l'Auditeur général, page W 37, comme ayant reçu $500 pour le prolongement d'un hangar à marchandises à Causapscal pour le chemin de fer Intercolonial a-t-il été recommandé par quelqu'un au département avant de faire cet ouvrage, et, dans l'affirmative, par qui?

2. Des soumissions ont-elles été demandées par le département des Chemins de fer préalablement à la confection de ces travaux?

M. *Bourassa*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il donné quelque contrat pour faire la désinfection des boîtes et appareils téléphoniques de la Chambre des Communes et des différents départements et bureaux sous son contrôle?

2. Dans l'affirmative, à quelles personne, compagnie ou société ce contrat a-t-il été accordé, et à quels prix et conditions?

3. Des soumissions ont-elles été demandées au sujet de ce contrat?

4. Dans l'affirmative, dans quels journaux ont été publiés les avis de soumissions, quels sont les noms des soumisionnaires et le montant de chaque soumission?

M. *Graham*—Lundi prochain—QUESTION—Les effets d'habillement nécessaires pour équiper à nouveau le contingent canadien à la ligne de front sont-ils confectionnés en Canada?

Sir *Robert Borden*—Quand les motions seront appelées,—Proposera,—

Que la recommandation de Son Honneur l'Orateur déposée sur la Table de la Chambre, le 9 courant, concernant la nomination de M. Douglas W. Cameron à la position de chef-comptable de la Chambre des Communes, soit adoptée.

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle.	Comité.	Heure.
	Samedi, 10 avril.	
211	Comptes publics.....	10 a.m.

No 46.

OTTAWA, VENDREDI, 9 AVRIL 1915.

5e Session, 12e Parlement, 5 George V, 1915

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

OTTAWA
Imprimé par J. DE L. TACHÉ
Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi
1915

SUPPLÉMENT

DES

PROCÈS-VERBAUX DES COMMUNES

DU

VENDREDI, 9 AVRIL 1915

77887—1

SUPPLÉMENT

DES

PROCÈS-VERBAUX DES COMMUNES

DU

VENDREDI, 9 AVRIL 1915

RAPPORT "A".

Le comité spécial, auquel a été référé le rapport du bureau d'enquête composé du lieutenant-colonel W. H. Hallock, E. A. Stephens et Théo. Galipeau, écr., *re* les chaussures fournies au ministère de la Milice et de la Défense, dont une copie a été déposée sur la table de la Chambre, le 15 du mois courant, et les autres matières se rattachant à la fourniture des chaussures, a l'honneur de faire le rapport suivant:—

(1). L'ordre de référence et l'autorité de ce comité sont contenus dans la résolution suivante:

CHAMBRE DES COMMUNES,

MARDI, 16 février 1915.

Résolu,—Que le rapport du Bureau d'enquête composé du lieutenant-colonel W. H. Hallock, E. A. Stephens, écr, et Théo. Galipeau, écr, *re* les chaussures fournies au ministère de la Milice et de la Défense, dont une copie a été déposée sur la Table de la Chambre, le 15 du mois courant, et les autres matières se rattachant à la fourniture de chaussures ainsi vendues au dit ministère, soient référées à un comité spécial de sept membres, avec instruction de s'enquérir des matières susdites et de faire rapport de temps à autre à cette Chambre.

Que le comité soit autorisé à envoyer quérir personnes, papiers et documents, à interroger les témoins sous serment ou affirmation, et à faire rapport de temps à autre.

Que les députés suivants compose le dit comité, savoir: Sir James Aikins et MM. Lemieux, Macdonald, McCurdy, Middlebro, Nesbitt et Rainville.

Attesté.

THOS. B. FLINT,
Greffier de la Chambre.

LUNDI, 22 février 1915.

Ordonné,—Que le nom de M. Murphy soit substitué à celui de M. Lemieux, sur le dit comité.

Attesté.

THOS. B. FLINT,
Greffier de la Chambre.

Votre comité ainsi nommé a tenu cinquante et une séance et entendu le témoignage sous serment de quatre-vingt-sept témoins.

Bureau d'enquête.

Votre comité trouve que le rapport du bureau d'enquête particulièrement visé dans la résolution qui précède n'est pas complet, n'est pas satisfaisant et on ne peut pas s'y fier, attendu que l'enquête faite par ce bureau et sur laquelle il a basé son rapport était très maigre et d'un caractère superficiel. Les seules personnes appelées à rendre témoignage, qui n'a pas été donné sous serment, étaient quatre officiers du ministère de la Milice dont trois ont été examinés par votre comité ainsi que l'ont été tous les membres constituant ce bureau. Le bureau a supposé à tort que les chaussures à fournir au ministère devaient être faites d'appès un cettain devis trouvé dans le ministère et les ont trouvées convenables ou défectueuses selon qu'elles étaient conformes à ce devis ou s'en écartaient, tandis que le fait est que le contrat pour les chaussures a été donné non pas selon un devis mais selon des échantillons fournis ou approuvés par le ministère.

Observance des contrats.

Votre comité trouve que les chaussures faites par contrat après le commencement de la guerre et fournies au ministère de la Milice et de la Défense en vertu de ces contrats étaient substantiellement conformes aux échantillons fournis ou approuvés par le ministère d'après lesquels les chaussures devaient être faites.

Résultat de l'inspection des chaussures condamnées.

Dans le but d'arriver à une conclusion exacte, quant au service que les chaussures en usage par les soldats s'exerçant au Canada leur avait donné et quant à la présente condition des chaussures, votre comité a ordonné que toutes les chaussures disponibles employées et mises de côté, qui avaient été condamnées par les différents bureaux d'enquête régimentaire dans tout le Canada, fussent envoyées au comité à Ottawa, votre comité a unanimement nommé deux experts indépendants dont l'un est un grand bottier et marchand de chaussures et l'autre un fabricant de chaussures expérimenté qui n'avaient pas de contrat avec le gouvernement, pour faire une inspection personnelle, une classification et un rapport sur chaque paire de chaussures condamnée ainsi expédiée au comité et leur rapport complet est imprimé ci-joint comme annexe. Ce rapport démontre:

Nombre des dites chaussures condamnées ou mises de côté expédiées et examinées par ces inspecteurs était de 384 chaussures seules et 1,365 paires		1,713
Sur ce nombre ont été rendues inutiles par les soldats qui les ont brûlées		112
		1,601
Sur ce nombre il y avait des chaussures réparables au nombre de, disons		1,448
Laissant irréparables		153
Sur ces chaussures irréparables leur condition était due aux causes suivantes:		
Coupées par les ongles des orteils	48	
Coupées par canif ou éperons	22	70
		83

Tandis que 68 n'étaient pas originairement conformes aux échantillons surtout parce que les quartiers étaient trop légers.

A la fin de cette inspection et de nos procédures, l'échantillon scellé No "12" qui était l'échantillon-type du ministère a été coupé par ces deux inspecteurs-experts nommés par ce comité et l'un d'eux, l'inspecteur Hoar, en présence des autres inspecteurs a juré que c'était une bonne chaussure, les empeignes de bon veau, la semelle extérieure de cuir No 1 tanné au chêne sur toute l'épaisseur, avec renfort en cuir et le tout pleinement conforme au devis du ministère et qu'en faisant leur inspection et leur rapport ils ont appuyé leurs décisions sur cette chaussure-échantillon comme chaussure-type.

D'après les statistiques qui nous ont été fournies par le ministère, le nombre total qui a été condamné au Canada par les différents bureaux des régiments jusqu'à date a été de 7,807, dont les chaussures ci-dessus examinées par nos inspecteurs formaient partie et assumant que sur examen nous classifions le nombre total d'après la même base et dans la même proportion que ci-dessus, le résultat serait à peu près comme suit:

Chaussures réparables	6,599
Chaussures avariées par le feu	510
Chaussures lacérées par le couteau, les éperons et les ongles des orteils	319
Laissant un solde inutilisable pour d'autres causes	319
	7,807

Votre comité donc, tenant compte du fait que les chaussures ci-dessus représentent les chaussures condamnées, sur le grand nombre de 86,000 distribuées à ceux qui sont maintenant en entraînement au Canada et portées par eux; et tenant compte aussi du fait que dans les premiers mois de l'entraînement le ministère n'avait fourni aucun savetier ou raccommodeur régimentaire, trouve, que le rapport de nos inspecteurs corrobore l'opinion que les chaussures fournies par les fabricants étaient conformes à l'échantillon.

Chausseures échantillon de la milice.

Le patron et la chaussure échantillon du ministère dont il est parlé dans les témoignages comme pièces 5, 12, 55 et 57 qui sont substantiellement identiques et fabriquées d'après les mêmes devis, sont faites en veau d'hiver tanné au chrome pour les empeignes et les dessus, non doublé, les largeurs "E" et "F", avec renfort en cuir solide, tige en cuir, semelle extérieure en cuir anglais ou canadien tanné au chêne, épaisseur No 10, demi-semelle de même matériel, épaisseur No 6, semelle intérieure de même matériel, le talon en cuir solide, trépointe Goodyear, remplissage "Fillo" composé de liège moulu mêlé à du ciment, durable et imperméable.

Nous trouvons d'après les témoignages qu'en matériel et fabrication la chaussure est bonne.

La chaussure militaire adoptée il y a environ quinze ans par le ministère de la Milice et de la Défense était semblable au présent modèle, échantillon 5, 12, 55 et 75, auquel étaient conformes les dernières chaussures commandées et fournies depuis le commencement de la guerre. Bon nombre de ces chaussures ont cependant été fabriquées avec des formes plus larges, mais à cette exception près elles sont identiques au dit modèle. Comme les entrepreneurs ont prétendu qu'ils s'étaient trouvé à court de veau d'hiver, ils furent autorisés à employer du cuir de côté pour les dernières livraisons de leurs premières commandes. Les experts diffèrent d'avis quant à ce qui peut constituer la meilleure chaussure militaire. Les dépositions font foi que certaines améliorations ont été apportées de temps à autre à l'ancien modèle, mais le caractère

général de ce modèle a été maintenu. La chaussure ainsi adoptée par le ministère a été employée par les troupes canadiennes dans la campagne sud-africaine, alors que, d'après le témoignage de sir William D. Otter, elle a donné satisfaction.

Tant avant qu'après la guerre sud-africaine, la question d'adopter la chaussure de l'armée britannique a été prise en considération par le ministère de la Milice, lequel refusa d'adopter cette chaussure et s'en tient au modèle canadien. En 1905, avec l'expérience obtenu à la suite de la guerre sud-africaine, des spécifications furent formulées et approuvées, et un modèle scellé conforme à ces spécifications et semblable au..... présent modèle fut de nouveau adopté par le ministère.

En février 1910, le comité d'enquête sur les bottines ayant délibéré sur plusieurs plaintes concernant la qualité des chaussures, ont attiré l'attention du secrétaire du conseil de la Milice par les officiers commandants de districts, et recomandèrent que l'on obtienne du Ministère de la Guerre " quelques paires de bottines, à semelles avec support d'acier " telles qu'en usage dans le service britannique, et un assortiment d'échantillons du cuir dans la fabrication des chaussures de l'armée anglaise, et qu'il soit fabriqué 100 paires de chaussures aussi semblables que possible au type, à la pesanteur, à la qualité du cuir etc., etc., des échantillons de l'armée britannique.

Le 1er mars 1910, le brigadier-général Macdonald, quartier-maître général, favorisait de nouveau la chaussure canadienne et ajoutait " Je n'approuve pas les procédés du Conseil. Je suis d'avis que si les chaussures sont livrées selon le modèle qui a été primitivement approuvé, il n'y aurait lieu à aucune plainte au sujet de ces articles. Le premier assortiment de ces chaussures a donné entière satisfaction ".

Depuis le mois de mars 1910 jusqu'au mois de février de l'année suivante, les officiers du ministère, de concert avec M. C. E. Slater, ont étudié les modifications de la chaussure et une révision des devis, et on leur a soumis des échantillons avec supports en acier qui n'ont pas été approuvés. Le 4 février 1911, les devis révisés préparés par le dit C. E. Slater ainsi que les échantillons faits d'après ces devis furent de nouveau scellés comme modèles pour les chaussures canadiennes, et elles constituèrent le modèle approuvé de la chaussure canadienne jusqu'à la déclaration de la guerre en août 1914, nonobstant le fait qu'en avril 1914, l'on avait suggéré de nouveau d'adopter la chaussure de l'armée anglaise dont le modèle avait été soumis au ministère à titre de renseignement, et le 24 avril l'officier général de l'habillement et de l'équipement dit dans son rapport: " La chaussure de l'armée anglaise paraît bien trop lourde pour être portée en Canada ", et l'inspecteur, le colonel Brown se prononçait du même avis le 30 avril 1914.

Voir pages 29 et de 45 à 55 de l'Annexe et de la preuve.

Ainsi qu'il a déjà été observé, c'était une chaussure semblable à la chaussure militaire canadienne, pièces 5, 12, 55 et 57 dont l'usage par les Canadiens en Afrique-sud a été très satisfaisant, et le général sir William Otter, dans son témoignage devant la commission, dit:—

Q. Vous avez été combien de temps dans l'Afrique du Sud?—R. Quatorze mois.

Q. Tout le temps en service actif?—R. Oui, tout le temps.

Q. Quelle était la chausure de votre régiment pendant cette période?—R. C'était une chaussure distribuée par le Ministère avant notre départ.

Q. Comment cette chaussure a-t-elle répondu à l'usure en Afrique-Sud?—R. Très bien. Je n'y ai trouvé aucun défaut.

Q. Comment se comparaît-t-elle auprès de la chaussure anglaise?—R. Personnellement, je la préférais pour la simple raison qu'elle était un peu plus légère. Nos hommes n'étaient pas habitués à porter une chaussure aussi pesante que la chaussure anglaise, mais il leur fallait parfois la porter parce que les nôtres étaient usées, en fin de compte. Cependant, d'après mon expérience, nos hommes étaient bien plus satisfaits de la chaussure qu'ils avaient apportée, la chaussure canadienne, parce qu'elle était plus légère.

Ainsi qu'on le verra plus loin dans le présent rapport tous les soldats qui étaient en service à Salisbury Plain qui ont comparu devant le comité et qui ont rendu témoignage étaient favorables à la chaussure canadienne qu'ils portaient et qu'ils comparaient avec la chaussure de l'armée anglaise, et ils avaient une préférence pour la chaussure canadienne.

La chaussure échantillon canadienne et celles qui ont été fabriquées d'après ce type ne paraissent pas avoir été fabriquées de façon à pouvoir supporter les conditions climatériques exceptionnelles et autres circonstances extraordinaires auxquelles elles étaient exposées ainsi qu'à un usage dur. Une chaussure seule fabriquée à cette fin comme la chaussure (*larrigan*) du bucheron pourrait résister. L'on ne doit pas oublier, ainsi que le démontre la preuve, que même dans des conditions aussi désavantageuses causées par la température l'on n'a pas fait subir à la chaussure canadienne une épreuve juste et raisonnable à cause de l'impossibilité de pouvoir en fournir deux paires à chaque militaire dans une période limitée. Ils portaient la même paire sans cesse et elle se trouvait constamment humide. Elle n'avait l'occasion de sécher, et le cuir devint mou et les semelles s'usèrent facilement et la couture des semelles s'étendit dans plusieurs cas et faisait séparer la semelle extérieure de la chaussure elle-même. En outre, en premier lieu, à cause de la rapidité de la mobilisation, il n'y avait pas de cordonnier avec ses outils et son matériel pour faire les réparations nécessaires qui auraient empêché la destruction complète des chaussures usées.

Mais parce que quelques-unes de ces chaussures n'étaient pas en état de supporter ces conditions et cette usure, elles furent condamnées par des conseils d'enquête qui furent établis dans différentes parties du Canada et à Salisbury. Mais ces épreuves ne constituent pas de justes épreuves pour la moyenne des chaussures convenables à être portées par les soldats. La meilleure épreuve consiste à établir quelle est la chaussure militaire qui se prête mieux aux circonstances et aux conditions générales où le soldat en service actif dans un pays se trouve placé. L'on n'a pas demandé à votre comité de recommander une chaussure militaire convenable pour les soldats canadiens, et l'enquête n'était pas dirigée à cette fin, mais les investigations indiquent en effet les efforts faits, non seulement en Canada mais dans d'autres pays, pour fabriquer une chaussure militaire satisfaisante. Ces efforts n'ont pas encore complètement réussi. Les conceptions de chaque pays, quant à la qualité d'une chaussure militaire convenable, grandement influencées par les mœurs, les conditions et le climat de ce pays, varient et produisent une chaussure qui est regardée comme s'adaptant le mieux à cette usure, ces conditions et ce climat. Ainsi la chaussure anglaise est de cette classe, la chaussure militaire américaine est d'un type bien différent, de même que la chaussure française. Les témoignages donnés et les échantillons produits devant votre comité démontrent que les chaussures militaires américaines et françaises ressemblent plus à la chaussure canadienne qu'à la lourde chaussure militaire anglaise. Non seulement la géographie physique et les conditions climatériques d'un pays et les usages de ses habitants doivent compter dans la détermination de la classe de chaussures que l'on doit donner aux soldats, mais aussi l'utilité de la chaussure et le confort du militaire qui la porte. La preuve devant nous indique qu'une chaussure pesante, inflexible et à clous retarde la marche, cause de la fatique aux soldats et lui inflige des ampoules ou lésions aux pieds, surtout chez celui qui n'est pas habitué à ce genre de chaussure, et qu'un cuir rendu imperméable à l'eau par le huilage est aussi imperméable à la ventilation et à l'évaporation de l'humidité du pied, et il est pernicieux pour bien des pieds.

Pour indiquer les nombreuses considérations qui se présentent dans le choix d'une chaussure militaire convenable, voici des extraits d'une autorité reconnue, Edward Lyman Munsen, major du corps médical, président du conseil régissant les chaussures de l'armée américaine, dans un livre intitulé "Le pied du soldat et la chaussure militaire.":

> "Une bonne couverture militaire pour le pied doit être bien assemblée, forte, substantielle et solide; cependant elle doit être en même temps suffisamment flexible pour permettre le fonctionnement naturel des articulations. Elle

doit être souple afin d'éviter la perte inutile de l'énergie nécessaire pour couvrir la résistance du cuir à chaque pas et en même temps réduire la possibilité de causer des ampoules ou autres blessures. En essayant de porter une chaussure rigide et inflexible, il en résultera la mise de côté d'une grande proportion de ceux qui la portent. L'on ne peut fournir de meilleur exemple à ceci que l'immense incapacité qui s'est produite chez les Allemands par l'usage d'une chaussure de ce genre. La chaussure doit être confortable. Ceci est absolument essentiel pour la chaussure militaire, car si elle manque de confort il en résulte une diminution inévitable dans l'habilité des troupes à la marche. L'usure principale réside naturellement dans la semelle. La durabilité ne peut pas être augmentée sauf par l'usage de semelles doubles, lesquelles sont inutilement pesantes, rigides et dures pour les pieds. La couverture du pied doit être aussi légère en poids qu'il est compatible avec son utilité."

"Le cuir servant à la fabrication de la chaussure, et le façonnage spécial à donner à ce cuir, doivent être tels que l'évaporation de l'humidité de l'intérieur se fera facilement, tout en s'opposant de façon efficace à l'absorption de l'humidité venant de l'extérieur. Le cuir saturé d'huile ne doit jamais être employé. Le cuir de la chaussure proprement dite ne doit pas être dur, car il s'ensuivrait des ampoules, des cals et des cors. Les "Brogans" autrefois en usage dans notre armée et les chaussures de diverses armées étrangères présentent ce défaut. La semelle doit être suffisamment épaisse pour que le pied ne soit pas blessé par les inégalités de terrain. Mais d'un autre côté, si le cuir est trop épais, la flexion de la plante des pieds est perdue et la flexion du dessus du pied est bien réduite".

Dans les Documents de la Chambre du 62e Congrès des Etats-Unis (1912), les recommandations suivantes figurent dans le rapport du quatrier-maître général:—

"Qu'aucune autre chaussure que la chaussure officielle de marche en la forme où elle peut être adoptée ne soit employée par les officiers ou les soldats quand ils portent l'uniforme de service. Que l'ordre soit donné de voir à ce que les chaussures soient satisfaisantes dans tout le service, ledit ordre devant s'appliquer aux méthodes de mesurages, d'ajustage et d'essayage des chaussures. Qu'à l'avenir aucun autre cuir que du cuir tanné aux sucs végétaux et sans huile ne soit employé dans la fabrication des chaussures de marche, le cuir tanné aux sels métalliques n'étant pas considéré l'égal de l'autre pour le service militaire. Que les spécifications ci-après énoncées prescrivent distinctement le minimum de temps durant lequel les chaussures doivent rester sur la forme".

Les conclusions auxquelles en est arrivé le comité, d'après les dépositions qu'il a entendues, c'est que pour le service actif la botte-échantillon devra être améliorée par une seconde semelle entière au lieu d'une semelle intérieure (ces changements ont été faits avant que les secondes demandes pour les bottes canadiennes eussent été données); que la botte serait améliorée en mettant plus de vis ou de clous ou en rembourrant la semelle extérieure de façon à la protéger de l'usure, et en élargissant le bout à l'orteil (la plus grande partie des bottes fournies au département depuis le commencement de la guerre ont été fabriquées d'après une forme plus élargie à l'orteil); et en protégeant le talon par des clous ou autres accessoires en fer.

Bien que votre comité n'attache aucune signification à la disposition du manufacturier Alfred Minister, cependant comme le public s'est beaucoup préoccupé de la déclaration qu'il avait refusé d'entreprendre la fabrication de chaussures semblables à celles qu'il avait vues au département et suivant spécifications fournies, parce qu'il ne voulait pas faire de l'argent en spéculant sur la vie des soldats, et comme il a considéré que les prix de $3.85, $3.65 et $3.62½ pour lesquels d'autres fabricants fournissaient des bottes suivant les mêmes spécifications, étaient trop bas, et comme

son offre plus élevée pour fabrication des chaussures d'après les mêmes spécifications n'a pas été acceptée, les extraits suivants de sa déposition sont donnés:—

"Q. En d'autres termes, vous voulez dire que vous pouviez et que vous étiez prêt à fabriquer des chaussures pour le département à $4.85, après le commencement de la guerre?—R. Oui, parfaitement.

Q. Et, vous avez fait cette offre en vous basant sur les spéculations que vous aviez en votre possession?—R. Oui, dans la mesure où il pourrait s'agir des matériaux et de la main-d'œuvre.

Q. Alors, ce n'était qu'une question de forme?—R. Principalement, dans la mesure où il s'agissait de la chaussure que nous devions faire.

Q. Si je comprends bien, votre grande objection était relative à la forme de la chaussure?—R. C'était la principale objection, et il y avait aussi quelques menus détails de fabrication.

Q. Quels étaient ces menus détails?—R. Je crois que les renforts laissaient à désirer.

Q. Que voulez-vous dire par là, que les semelles n'étaient pas renforcées?—R. Oui, c'est bien cela.

Q. Renforcées avec d'autres clous?—R. D'autres clous, et une différente sorte de clous.

Q. Y a-t-il autre chose?—R. Je n'en vois pas (page 694).

Q. Eh bien, voyez donc cette chaussure "échantillon du département, No 12). Qu'en pensez-vous? D'abord, en ce qui concerne le cuir à empeigne, nous verrons après pour le reste?—R. C'est là une très bonne chaussure (page 694).

Q. D'après votre propre expérience dans la *Toronto Field Battery*, diriez-vous qu'une chaussure ressemblant à cet échantillon No 12 ne conviendrait pas pour les opérations de campagne de cette batterie?—R. Non pas, je crois au contraire que cette chaussure aurait parfaitement convenu pour tout ce que j'avais alors à faire (page 695).

Les dépositions ne justifient pas le comité à en venir à la conclusion qu'avec quelques-unes des améliorations que nous avons suggérées, la chaussure-échantillon ne serait pas une bonne chaussure militaire, parfaitement propre à toutes les fins ordinaires. Plusieurs experts, dans leurs dépositions, ont recommandé différentes sortes de chaussures, quelques-uns la chaussure vissée du type ordinaire, d'autres la chaussure dite Goodyear Welt, avec plus de protection de semelle, d'autres encore une combinaison des deux. Le comité n'est aucunement surpris que le ministère de la Milice ait hésité à se départir d'un modèle qui, depuis quinze ans, est approuvé par le gouvernement du Canada et a donné satisfaction aux troupes de l'armée permanente du Canada et aux soldats canadiens qui ont fait la campagne de l'Afrique du Sud.

Les contrats pour bottes.

Nous avons donné l'historique de la chaussure militaire canadienne jusqu'à la déclaration de la guerre, le 4 du mois d'août. Immédiatement après cela, le directeur des contrats a reçu une réquisition du quartier-maître général (le général Macdonald) pour 65,000 paires de bottes, et le 8 août il télégraphia pour obtenir des soumissions, et il eut une entrevue avec les firmes suivantes: *Ames, Holden & McCready Company; Slater Shoe Company*, toutes deux de Montréal; et *Louis Gauthier & Company, Ltd.*, de Québec; *Terreault Shoe Manufacturing Company, Ltd.; George A. Slater, Ltd.*, toutes deux de Montréal; la *Amherst Boot & Shoe Company, Ltd.*, Amherst, N.-E.; *Hartt Boot & Shoe Company*, Fredericton, N.-B.; et *McPherson & Company*, de Hamilton,..

Les trois firmes en premier lieu mentionnées avaient antérieurement fourni au ministère la chaussure approuvée pour la milice, et le contrat pour cette réquisition de 65,000 paires a été distribué comme suit: *Ames, Holden & McCready*, 20,000; *Terreault*

Shoe Company, 20,000; Louis Gauthier, 10,000; *Slater Shoe Company,* 1,000; *Amherst Boot & Shoe Company,* 2,000; *John McPherson & Co.,* 6,000; et *Hartt Boot & Shoe Company,* 6,000, à $3.66. Toutes les bottes en vertu de ces contrats qui, à une seule exception près, étaient datés du 10 au 11 d'août, devaient être délivrées dans le cours de six semaines, et les livraisons furent commencées le 21 du même mois et se continuèrent aussi rapidement que possible, vu les représentations urgentes du département, afin de permettre aux troupes cantonnées à Valcartier de partir le plus vite possible, à cette période critique de la guerre où eut lieu la retraite de Mons.

En outre, des commandes pressantes ont été données en septembre et octobre aux firmes suivantes: *Ames, Holden & McCready; Ballantyne & Martin; Cook & Fitzgerald; Western Shoe Company; Relindo Shoe Company; Wright Shoe Company; Aylmer Shoe Company; Murray Shoe Company; Humphrey Boot & Shoe Company; Perth Boot & Shoe Company; George Ritchie & Company; George A. Slater; Williams Shoe Company; E. T. Wright & Company.*

Les firmes *Ames, Holden & McCready, Tétreault & Company,* et *Louis Gauthier & Company,* ont fabriqué les chaussures d'après les échantillons scellés qui leur ont été fournis par le ministère, mais dans tous les autres cas, les entrepreneurs les ont fabriquées d'après un échantillon fourni par eux au ministère et approuvé par lui; et nous constatons que ces échantillons des entrepreneurs étaient dans tous les cas aussi bons, et souvent supérieurs à celui du ministère, à raison de l'ampleur de l'empeigne et d'une plus grande largeur du bout de la chaussure, ce qui fait que la majeure partie des bottes fournies au ministère avaient une empeigne plus ample et le bout plus large que l'échantillon scellé du ministère.

En tout, 80,600 paires ont été fournies au ministère en sus de grandes quantités de claques en caoutchouc ou autres et souliers en toile.

Les marchés ont été conclus sans intermédiaire avec les manufacturiers à qui on a demandé d'adresser leurs soumissions directement au gouvernement, pour les bottes en question, sauf quelque 5,000 paires commandées et achetées sur le marché local à Winnipeg pour les hommes qui y subissenent leur entraînement, et 400 paires achetées à Esquimalt d'une maison de commerce de cet endroit.

Le gouvernement n'a payé aucune commission que ce soit, et il n'a pas été nécessaire à qui que ce soit de recourir à l'intervention d'un intermédiaire ou agent pour obtenir ces contrats du gouvernement, et aucune intervention de cette nature n'a été mise en jeu, bien qu'il apparaisse d'après les témoignages que, en une instance, une entente a été conclue en 1913 par laquelle Gauthier et Compagnie étaient convenus avec un nommé Charles E. Slater qui, antérieurement, à titre de président de la *Slater Shoe Co.,* avait été en relation d'affaires avec le gouvernement durant plusieurs années, à l'effet que Gauthier et Cie fabriqueraient ces chaussures à raison d'un prix de fabrique convenu et s'engageaient à les fournir au gouvernement en y ajoutant une certaine commission, au bénéfice du dit Slater, laquelle commission représenterait l'écart entre le prix de fabrique convenu et celui auquel le dit Slater, agissant au nom des dits Gauthier et Cie., vendrait ces bottes au ministère, moins les frais de transport et autres.

Slater a représenté au ministre qu'il était l'associé de Gauthier.

Que les seuls changements importants apportés aux contrats par l'un ou l'autre des entrepreneurs ont été la substitution, en certains cas, de cuir de flanc au veau d'hiver. Que cette substitution dans la plupart des cas a été expressément permise par les fonctionnaires du ministère, et que, à tout événement, lorsqu'une telle permission n'a pas été obtenue, un rabais de prix a été exigé de l'entrepreneur à cause de cette substitution.

Nous constatons de plus que la raison pour laquelle les fonctionnaires du ministère ont permis, en certains cas, la substitution de cuir de flanc au veau d'hiver, ç'a été par suite de ce que la commande d'urgence de cette quantité de chaussures avait considérablement épuisé, pour un fort laps de temps, l'approvisionnement de cuir de veau d'hiver, au cours de la période de livraison du premier contrat.

De plus, au mois d'octobre, le ministère avait apporté des modifications au contrat des bottes et aux devis en exigeant une pleine semelle double, au lieu d'une demi-semelle, pour toutes bottes qui seraient subséquement manufacturées.

Nous déclarons que cette exigence constituait une amélioration sensible et avantageuse dans la botte militaire canadienne, tous les témoins étant d'accord sur ce point, et que, à partir de ce moment, toutes les bottes commandées ont été fabriquées en conformité de cette exigence, et qu'un supplément de prix de 15 cents, ou à peu près, par paire, a été accordée aux entrepreneurs pour cela.

Urgence.

La guerre a été déclarée le soir du 4 août et un décret du Conseil daté le 10 août autorisa l'envoi au premier moment possible d'un corps expéditionnaire canadien.

Comme il a été dit plus haut, deux jours avant que ce décret du Conseil fut adopté, le quartier-maître général avait reçu ordre de fournir 65,000 paires de bottines. En sus de ces bottines, le directeur des contrats et le ministère de la Milice furent repris en même temps de fournir sans délai 35,000 couvre-chefs, 3,000 manteaux, 15,000 capotes, 40,000 habits-vestes, 33,000 paires de bandelettes-guêtres, 6,500 pantalons, 50,000 uniformes de service, 100,000 sous-vêtements, 100,000 chemises de flanelle, 150,000 paires de bas, et autres articles de plus de 20 différentes variétés.

L'intention première était de n'envoyer que 22,000 hommes de Valcartier, mais ce nombre a été porté à 33,000, et subséquemment il a été décidé de mobiliser les deuxième, troisième et quatrième contingents, si bien qu'aujourd'hui le gouvernement calcule que près de 100,000 hommes sont dans les tranchées en France, ou en entraînement en Angleterre et en Canada, ou en devoir comme gardes au pays; et il faut leur fournir à tous des chaussures.

Le délai fixé pour la livraison complète des chaussures en vertu du premier contrat était de six semaines, et 55,000 paires ont été livrées approximativement en dedans des six semaines, certaines livraisons ayant été faites dans les onze jours qu'ont suivi la date de la commande. Vu la demande considérable qui en a été faite, il a été impossible tout d'abord de fournir plus qu'une paire de chaussures à chaque homme. La nécessité d'une livraison immédiate s'est fait sentir à la fois et de la part du ministère et de celle des officiers et soldats enrôlés. On n'a pas cru désirable d'acheter des chaussures hors du pays, lors même que la chose aurait pu se faire.

L'urgence extrême, surtout à Valcartier ou les hommes portaient encore leurs chaussures déjà usées de civiliens, ce qui les empêchait de suivre les exercices voulus, a été un obstacle à une inspection aussi rigide et élaborée qu'on aurait pu la faire dans d'autres circonstances, dans le but d'éviter les délais et de permettre de faire les livraisons directement des fabriques jusqu'à Valcartier, des inspecteurs furent stationnés dans quelques-unes des plus grosses fabriques ou l'inspection s'est faite au fur et à mesure de la production. Bien que, pour les raisons précitées, un nombre relativement restreint de chaussures ont été livrées sans avoir passé par l'inspection, nous avons lieu de croire que les chaussures ainsi livrées ne différaient pas des autres, attendu que le manufacturier ne savait pas si ces chaussures seraient ou ne seraient pas inspectées, et, conséquemment, il est probable qu'il a dû y mettre et autant que nous avons pu nous en assurer, il y a mis le même soin en les confectionnant.

Température exceptionnelle et autres conditions qui ont prévalu lorsque les chaussures ont été mises à l'épreuve.

En premier lieu, les chaussures ont été livrées aux soldats à une époque de l'année qui a rendu nécessaire leur usage durant les mois d'automne et d'hiver, surtout celles distribuées aux deuxième et troisième contingents. Les soldats en entraînement en Canada faisaient l'exercice et s'exerçaient à la marche presque chaque jour sur un terrain dur et rugueux, ou exposés à la pluie, à la neige ou dans la boue amenées par un hiver exceptionnellement doux et de température variable. En général tous les té-

moins se sont accordés à dire que, en temps sec ordinaire, les chaussures ont donné bonne satisfaction, mais que, lorsqu'elles ont eu à résister à l'exercice et à la marche à la pluie et sur un sol détrempé, sans l'avantage de pouvoir être asséchées convenablement, elles se sont détériorées plus promptement, jusqu'à ce que l'on ait pu fournir aux hommes une deuxième paire de chaussures, ce qui leur a permis de se servir alternativement de l'une ou l'autre paire, leur donnant ainsi la chance de les faire sécher et réparer de temps à autre. Il a été prouvé de plus, par les témoignages entendus, que la durée de service d'une chaussure dépend en grande partie du soin qu'en prend celui qui s'en sert.

Le comité a pu se rendre compte, jusqu'à un certain degré, du résultat des travaux très élaborés de la commission de 1912 chargée d'étudier la question de la chaussure de l'armée américaine, dont Edward L. Munson était le président.

Votre comité a essayé de le faire comparaître à titre de témoin expert, mais vu son absence aux Philippines, la chose n'a pu se faire.

Quant à la durée normale de service de la chaussure militaire, le professeur L. Munson, dans son ouvrage sur la chaussure de l'armée, s'exprime ainsi:

"Au cours d'une campagne ordinaire, dans des conditions moyennes d'humidité et de rugosité des routes, telles qu'elles se produisent en ce pays, on peut compter qu'une paire de chaussures durera environ deux mois, et, résistera, avec de menues réparations, à un parcours de 50 à 600 milles sur terrain ordinaire. Mais des conditions locales peuvent modifier considérablement et réduire cette approximation. Les roches et un gravier rugueux usent les semelles rapidement, surtout par un temps pluvieux, tandis que, par ailleurs, l'exposition à l'humidité continue durant une quinzaine ou environ peut faire pourrir la couture, la chaussure se brisant et devenant inserviable."

Si on ne lui a fourni qu'une paire de chaussures, et qu'elles soient continuellement mouillées, par suite de la marche, de l'exercice, etc., dans la neige, la glace et le sol détrempé, on doit s'attendre à ce que le soldat, de retour au camp, cherchera naturellement à se sécher les pieds.

Par les témoignages entendus, il appert que les chaussures ont été détériorées pour avoir été surchauffées par le soldat désireux de les faire sécher rapidement. Et nous constatons qu'une chaussure peut avoir été fortement surchauffée sans qu'il y en ait trace sur les semelles extérieures, tandis que le dommage était facilement visible à la semelle intérieure, au point que la semelle s'est subséquemment rompue complètement.

L'alternance constante de l'exposition de la chaussure à l'humidité et à la chaleur sans recourir au cirage d'imperméabilité a eu pour effet, ainsi que nous l'avons constaté en plus d'un cas, de causer la détérioration plus rapide de la chaussure.

Quant aux conditions auxquelles ont été soumises les chaussures à Salisbury-Plains, les seuls témoignages directs que nous ayons entendus prouvent, d'une manière conclusive, que la condition climatérique y a été absolument anormale et exceptionnelle. Sous ce rapport nous avons entendu les témoignages suivants:—

(*a*) Du soldat Ross, du *Queen's Own Rifles,* qui a comparu devant nous et qui a déclaré sous serment qu'il s'est enrôlé à Toronto, le 25 août dernier, pour Valcartier. Il s'embarqua à Québec le 25 septembre. Après son arrivée à Salisbury-Plains, il a plu pendant 55 jours consécutifs, et le sol du camp y a été humide et boueux tout le temps qu'il y a séjourné, jusqu'au 18 février 1915.

(*b*) De W. M. Bennett, de Walkerville, qui est allé à Salisbury-Plains une ou deux fois par semaine entre le 1er novembre et le 16 décembre, déclare sous serment que le soleil ne s'y est pas montré une seule fois tout le temps qu'il a été là; qu'il a plu constamment et que ce n'était rien autre chose qu'une fondrière de boue autour des tentes; que tout le temps qu'il a été là, un soldat ne pouvait faire un pas hors de sa tente sans avoir les pieds couverts de boue, et que les chemins y étaient dans un état encore plus lamentable, car ils étaient couverts de 1 à 14 ou 15 pouces de boue gluante.

(*c*) De Wm T. Nussey, sergent dans les *Patricia,* qui a été stationné à Salisbury-Plains jusqu'au 13 janvier, et qui a déclaré sous serment qu'il avait conversé avec des

résidents de Ainsbury, Filford-Market, Lavington et Salisbury, lesquels l'ont informé que c'était la plus détestable température dont ils eussent eu connaissance en 60 ans.

(*d*) Du caporal Edwards qui a déclaré sous serment: Qu'il avait été à Salisbury-Plains comme ordonnance du colonel McDougal du 10 octobre 1914 au 11 février 1915; qu'il a plu presque tout le temps, excepté le jour de Noël; qu'il ne s'est pas passé un seul jour où le sol n'a pas été humide et boueux, quelquefois jusqu'à la cheville du pied, et qu'il n'avait jamais vu de température pareille au cours de ses 20 années de résidence antérieure en Angleterre.

(*e*) Le major général Hughes a comparu devant le comité et a déclaré sous serment: Qu'il est allé à Salisbury-Plains et a vu dans quelles conditions se trouvait le camp. Les chemins y étaient si boueux que l'on y enfonçait dans la boue presque jusqu'aux genoux; qu'aucune chaussure fabriquée en Canada ou en Angleterre, n'aurait pu résister à l'eau et à la boue de Salisbury-Plains l'hiver dernier, et que l'on ne saurait juger de la valeur d'une chaussure militaire dans les conditions qui prévalaient à Salisbury-Plains.

Tout ce qui a été dit, donc, quant à la valeur des chaussures utilisées au camp de Salisbury Plains, y compris les communications de sir George Perley et du général Alderson, à l'effet que ces chaussures ne sont pas propres à résister à la boue et à l'humidité d'alors à Salisbury Plains, doit être pesé en tenant compte des conditions de température anormales et exceptionnelles ci-dessus décrites auxquelles ont été soumises ces chaussures.

En conséquence, les témoignages entendus nous font croire qu'aucune chaussure ne restera imperméable si elle est soumise à de telles conditions, lesquelles ont constitué la plus forte épreuve de résistance à laquelle on puisse jamais soumettre une chaussure, et que l'on devait naturellement s'attendre à ce que des plaintes fussent formulées au sujet des chaussures. Toutefois, en dépit de ces conditions, le témoignage de ceux qui ont été en service actif à Salisbury Plains et qui ont comparu devant ce comité, prouve que la chaussure canadienne a bien subi l'épreuve, et ces témoins sont le sergent W. T. Nussey, le soldat Ross, le caporal Edwards et le major général Hughes.

Le sergent W. T. Nussey, nommé ci-dessus, a déclaré que lui et ses hommes ont reçu 100 paires de chaussures à Valcartier, et que jusqu'au moment où il a quitté Salisbury Plains, en février 1915, il n'a entendu de plaintes d'aucun de ses hommes au sujet des chaussures; qu'il avait porté sa chaussure canadienne depuis la livraison à Valcartier jusqu'au moment de sa comparution devant le bureau, qu'il la portait ce jour-là même, et il la laissa entre les mains du comité comme pièce à l'appui. Elle était en assez bon état, les hausses intactes, et il l'avait porté continuellement sans réparation jusqu'au 6 mars, alors qu'il la fit resemeler et fit réparer les talons. En rendant son témoignage, il a dit de cette chaussure qu'elle était aussi bonne que n'importe quelle autre chaussure dont il se soit jamais servi; qu'il avait porté des chaussures militaires anglaises et canadiennes; qu'il préférait la chaussure canadienne, et qu'il avait servi 12 ans dans l'armée impériale.

Le fantassin Ross, sus-nommé, déclare sous serment qu'il avait reçu ses chaussures à Valcartier le 30 août, s'était embarqué pour Salisbury le 25 septembre, fut porté sur la liste des invalides et renvoyé au Canada le 18 février; avait porté ses chaussures pendant toute cette période de quatre mois, à l'exception de deux semaines, durant lesquelles il avait porté des chaussures anglaises pour lui permettre de faire resemeler ses autres et d'en assujétir les talons avec des clous; pendant cette période de quatre mois, à l'exception de deux semaines durant lesquelles il avait porté des chaussures anglaises, vu qu'il préférait ses chaussures canadiennes, et avait porté ces dernières jusqu'au 10 mars, en tout sept mois; que ses chaussures étaient encore en bon état, sauf quelques points de couture qu'il avait fait faire à la partie d'en arrière; qu'il n'avait entendu exprimer aucune plainte de la part de ses compagnons au sujet de la chaussure canadienne, et que la chaussure anglaise dont il s'était servi pendant deux semaines n'était pas plus étanche que la chaussure canadienne.

Le caporal Edwards, mentionné plus haut, lorsqu'il a comparu comme témoin, portait la chaussure militaire canadienne qu'on lui avait fournie; il déclara l'avoir

reçue le 5 octobre, date après laquelle il est allé à Salisbury Plains; qu'il l'avait portée continuellement depuis la date précitée, sauf une semaine, soit une période de près de six mois; que, environ deux mois avant sa comparution comme témoin, il l'avait fait resemeller en partie; que sa chaussure était encore en bon état et qu'il pensait qu'elle durerait bien encore trois mois; qu'avant de s'en servir, il lui avait appliqué un bon cirage contre l'humidité, et en avait pris bien soin depuis; qu'il avait porté des chaussures militaires canadiennes depuis les cinq dernières années, et n'avait entendu aucune plainte de la part des soldats à Salisbury-Plains au sujet des chaussures.

Deux paires de chaussures anglaises ont été produites devant le comité par le major général Hughes qui a déclaré les avoir reçu du colonel Currie, commandant le 48me Ecossais, en même temps qu'une lettre du colonel Currie déclarant que ces chaussures n'avaient servi que deux semaines. En examinant ces chaussures, nous constatons qu'elles n'ont pas résisté à l'épreuve aussi bien que les chaussures canadiennes portées par Uussey, Ross et Edwards.

En tenant compte des témoignages que nous avons entendus, et de l'examen que nous avons fait d'échantillons des chaussures types de l'armée anglaise, nous en sommes arrivés à la conclusion qu'il ne serait pas judicieux de les adopter comme type de la chaussure militaire régulière en Canada.

Depuis que l'on a établi un service de cordonniers régimentaires, plusieurs des chaussures, qui ont été réformées par les commissions régimentaires sur divers points du Canada, ont été réparées et sont maintenant utilisées. Ainsi, par exemple, sur les 14,000 paires distribuées à Toronto jusqu'au 19 mars 1915 inclusivement, et dont 8,357 ont été distribuées avant le premier de l'an, on a mis au rancart seulement 413 paires. De ces dernières, 117 ont pu être réparées, laissant comme non réparables 296 paires sur un total de 14,000, soit environ 2 pour 100 de la livraison totale.

A Kingston, on a distribué en tout 2,400 paires, et au 3 décembre, la commission régimentaire en avait réformé 430 paires, paraît-il. Toutes ces dernières toutefois ont été réparées et sont encore utilisées; de sorte que toute la livraison de 2,400 paires est encore utilisée, à l'exception de cinq paires dont les pièces ont été séparées pour servir aux fins d'inspection. Le lieutenant-colonel Hughes a déclaré que si chaque soldat avait pu recevoir deux paires de chaussures, de prime abord, aucune difficulté n'aurait surgi, attendu que cela aurait mis les soldats en état de faire sécher, enduire contre l'humidité et réparer les chaussures. Et cette déclaration a été corroborée par plusieurs autres témoins.

A Québec.

Le colonel J. P. Landry, officier commandant de la 5e brigade d'infanterie à Québec du corps expéditionnaire canadien, témoigna que l'on avait distribué 5,500 paires aux soldats de sa brigade, et qu'il n'y en avait eu que 55 paires condamnées par le conseil d'enquête, et que ces 55 paires avaient toutes été réparées et avaient été distribuées aux hommes de nouveau, ce qui fait que la totalité des 5,500 paires est encore en usage, après avoir servi pendant quatre mois.

A Saint-Jean, P.Q.

Le lieutenant-colonel Sabourin déclara que le nombre maximum des plaintes fut de 40, dont 15 à 20 se rapportaient à des numéros trop étroits, mais que les chaussures, à part celles de Saint-Jean, P.Q., avaient été portées à tous les temps, à l'humidité, dans la neige fondue, à la manœuvre, à la marche, et qu'elles avaient donné bonne satisfaction.

Il semble exister chez quelques-uns une impression bien erronée que l'on a utilisé du papier dans la confection et dans la composition des chaussures qui ont été livrées au ministère depuis le commencement de la guerre. Par exemple, la capitaine Taunton, quartier-maître du 27e bataillon du corps de génie déclara qu'il avait examiné per-

sonnellement plusieurs chaussures qui avaient été distribuées au bataillon les 3, 7 et 8 novembre, et que les semelles se composaient de papier, de bois, de liége et de rebuts de cuir, de rognures et de colle. Une semblable erreur fut commise par le quartier-maître Underwood, et plus tard Taunton a admis son erreur. L'erreur consistait à supposer que la partie en cuir du support en bois ou en acier, lequel est approuvé et utilisé en général par les fabricants dans la confection de bonnes chaussures, était faite de papier. Nous constatons qu'il n'est entré aucun papier ni autre matériel frauduleux dans la confection des semelles et des hausses des chaussures.

Il est vrai que pour combler l'espace qui existe entre les bords de la hausse qui entre sous la semelle, l'on a utilisé du liége moulu, du ciment et de la colle. Ce remplissage est une préparation faite spécialement et appelée " Fillo " ou " Besto ", et elle est utilisée dans la confection de presque toutes les chaussures de bonne qualité, et elle fut demandée par le ministère de la Milice pour les chaussures qui devaient lui être livrées. Dans un devis concernant les chaussures et d'après lequel les échantillons .....furent confectionnées, le remplissage est indiqué comme suit:

> " Le fond a été rempli avec une préparation appelée "Fillo" qui se compose de liége moulu et de ciment, et qui est très durable et imperméable. Une autre préparation qui paraît être aussi bonne d'après les témoignages se nomme " Besto ".

La preuve montre en outre que le nombre de chaussures fournies par chaque entrepreneur ne constitue qu'une faible proportion du rendement annuel de chaque fabrique; que, dans plusieurs cas, cette proportion est moindre qu'un pour cent; d'autres moindre que deux pour cent, et nous n'avons trouvé aucun cas où elle excédait 4½ pour cent du rendement annuel. Et parlant en général, on peut raisonnablement conclure, en laissant de côté absolument les raisons patriotiques, que le fabricant ne voudrait guère risquer sa réputation, comme tel, en livrant au gouvernement un article inférieur, lorsque la quantité livrée représente une proportion aussi minime de son rendement annuel.

Convenance de la chaussure militaire canadienne actuelle.

Ainsi que dit plus haut, la chaussure actuelle constitue l'évolution de 15 années d'études de la part des officiers permanents du ministère de la Milice. En s'arrêtant au type de la chaussure, qui était la chaussure militaire approuvée au début de la guerre, le ministère a aussi étudié la chaussure anglaise ainsi que la chaussure américaine, et il a tenu compte du concours des opinions et du rapport fait en 1912 par le conseil de l'armée américaine au sujet de la chaussure, et le ministère était en possession de la chausure échantillon qui était le produit des conclusions de ce comité qui avait étudié la question à fond. La chaussure américaine fut déposée devant nous comme pièce à l'appui, et l'on constata qu'elle était un peu plus légère en général, et aussi pour les semelles, que celle qui était approuvée par le ministère, bien qu'elle ait été fabriquée sur une forme plus large et plus ample surtout à l'orteil. C'est la chaussure à trépointe Goodyear.

La preuve a aussi établi que les gouvernement de France, de Belgique et d'Italie utilisent la trépointe Goodyear.

Un certain nombre de manufacturiers canadiens que l'on peut considérer comme experts, ont déclaré que la trépointe Goodyear renforcée avec des clous à la semelle et des plaques au talon, constituait la vraie chaussure pour la commodité, le comfort et la sécheresse du pied, mais que la combiner avec la chausssure à vis type neutraliserait les avantages bien connus de la trépointe Goodyear, bien qu'ils admettent que la chaussure à vis type peut durer plus longtemps, mais ne serait pas aussi étanche que la Goodyear, et pas aussi comfortable.

D'autres manufacturiers et d'autres experts maintiennent avec la même ténacité qu'elle excluerait l'humidité et qu'elle durerait plus longtemps, et que ce serait une

chaussure bien plus utile; et ils ne voient aucune objection dans la combinaison de la trépointe Goodyear avec la chaussure à vis type, mais au contraire ils l'approuvent.

Le ministère a nommé un sous-comité de conseil, agissant de concert avec un comité spécial d'experts, et il nomma aussi un expert spécial en chaussures, dans le but d'arriver à une conclusion définitive, à savoir si oui ou non la chaussure actuelle type du ministère pouvait être encore améliorée, et si oui, de quelle manière,—et cette question est encore à l'étude.

Votre comité a tenu cinquante et une séances depuis sa nomination, le 16 de février dernier, et a procédé à l'examen de quatre-vingt sept témoins dont les noms sont mentionnés ci-après, y compris les fonctionnaires du ministère de la Milice;—les membres de l'enquête particulière sur la chaussure dont le rapport nous a été référé;—l'inspecteur des chaussures du ministère; plusieurs manufacturiers, un certain nombre d'experts; un grand nombre d'officiers du ministère de la Milice, de différentes parties du Canada, et des personnes qui ont servi dans les rangs au Canada et à Salisbury Plains et qui ont porté les chaussures en question; et tous les moyens ont été employés dans le but de faire connaître à la Chambre la réalité des faits.

Annexées aux présentes se trouvent des copies de témoignages pris devant le comité et comprenant les pièces produites par les différents témoins.

Annexée aux présentes se trouve aussi une copie des procédures du comité en date de vendredi, le 9 avril 1915.

Annexée aussi aux présentes se trouve la liste des témoins qui ont rendu témoignage devant le comité.

Le tout respectueusement soumis.

9 avril 1915.

LISTE des témoins, résidence et occupation, interrogés comme témoins par le comité d'enquête sur les chaussures.

Noms.	Résidence.	Occupation.
Adams, James A.	London, Ont.	Gérant, Murray Shoe Co.
Allan, lt-col.	Toronto.	Président, bureau d'enquête, régiment.
Ames, H. B. (M.P.)	Montréal.	Ames-Holden-McCready Co., directeur.
Anderson, lieutenant	Ottawa.	Membre du bur. d'enquête, corps d'artillerie.
Andros, major R. C.	Winnipeg.	Président, bureau d'enquête, 27e bataillon.
Baldwin, A. E.	Winnipeg.	Insp. départ. des chaussures.
Bennett, W. M.	Walkerville.	Agent, Graham Motor Car Co.
Binmore, cap. L. R.	Montréal.	24e bataillon.
Brown, H. W.	Ottawa.	Directeur des contrats, milice.
Brown, lt-col. R.	Ottawa.	Inspect. des harnais et sellerie.
Cloutier, V.	Ottawa.	Greffier du comité, enquête des chaussures.
Collis, S. M.	Aurora, Ont.	Tanneur.
Conley, Thomas.	Hamilton.	Surintendant, J. McPherson Co.
Côté, Magloire.	Saint-Hyacinthe	Examinat. des chaus. pour le comité et fabric.
Daoust, Joseph.	Montréal.	Tanneur et fabricant de chaussures.
Davis, Aubrey.	Newmarket.	Tanneur, Davis Leather Co.
Davis, Elmer.	Kingston.	Tanneur, A. Davis & Son.
Doane, major F. W. W.	Halifax.	Quartier-maître, 63e régiment.
Dowker, Leslie R.	Montréal.	Commissionnaire et commerçant.
Duffield, W. S.	Hamilton.	Trésorier, J. McPherson Co.
Edwards, caporal	Ottawa.	Service de planton, Salisbury-Plain.
Ewing, soldat	Montréal.	6e ambulance de campagne.
Fiset, major-général	Ottawa.	Sous-ministre de la Milice.
Gale, George G.	Montréal.	Marchand de chaussures fines.
Galipeau, Théo.	Montréal.	Membre de la cour d'enquête et marchand.
Hallick, lt-col. W.	Ottawa.	Président de la cour d'enquête départementale.
Hoar, John A.	Halifax.	Expert en chaussures et examinateur pour le comité d'enquête sur les chaussures.
Holmden, serg. d'état-major E.	Toronto.	Corps d'artillerie, division n° 2.
Howell, capit. W. S.	Montréal.	Président, bureau d'enquête 6e A. C.

Noms.	Résidence.	Occupation.
Hughes, général S....	Ottawa..	Ministre de la Milice et de la Défense.
Hughes, lt-col. W. S..	Kingston..	Force expéditionnaire can., 21e bat.
Inksetter, major.	Ottawa..	Président, bureau d'enquête, div. des ingénieurs.
Jacques, Wm. C.	Québec..	Inspecteur des chaussures de l'armée et march.
Jones, capit. A. N. ..	Halifax..	Président, bureau d'enquête, 25e bat.
Kaizer, capit. F. C. ..	Halifax..	Président, bureau d'enquête, Ile McNab.
Killer, George	Berlin..	Fabricant de chaussures (Western Shoe Co.).
King, J. S..	Toronto..	Président de la Relindo Shoe Co'y.
Landry, col. J. P.. ..	Québec..	Officier commandant la brigade Cont. Can.
Leonard, col. E. I.. ..	London..	Officier commandant caribiniers canadiens montés, et fabricant.
Lessard, maj. général..	Ottawa et Toronto. ..	Officier commandant 2e division et officier du service impérial.
Long, George..	Québec..	Secrétaire de la L. Gauthier Co., Limitée.
Louson, W. S..	Montréal..	Sous-gérant général Ames-Holden-McCready Co.
Macdonald, général. ..	Ottawa..	Quartier-maître général.
Macdonald, lt-col. J. F.	Ottawa..	Directeur, habillement et équipement.
McCann, J. A..	Ottawa..	Sous-directeur des contrats, milice.
McGarvie, soldat.. ..	Montréal..	Examinateur des chaussures pour 6e A.C.
McKenzie maj, A. E. G.	Saint-Jean N.-B... ..	Président, bureau d'enquête, dépôts d'armes de Saint-Jean.
McParland, capit. J. F.	Ottawa..	Membre du bureau d'enquête, 7e artillerie.
Matthews, Wm. V.. ..	Montréal..	Gérant, départ. de la fabrication (Ames-Holden-McCready Co.
Minister, Alfred	Toronto..	Fabricant de chaus., Minister-Myles Co., Ltd.
Mitchel, major W. A..	Kingston..	Officier command., comp. n° 3, C.A.S.C.
Mumford, capit. C. A..	Halifax..	Président, bureau d'enquête à l'île McNab.
Myles, major R.	Toronto..	Fabricant de chaus., Minister-Myles Co., Ltd.
Nussey, ex-serg.	Toronto..	Princesse Patricia, Salisbury, maintenant avec la Mehodist Book Pub. Co'.
Otter, général..	Ottawa..	Officier, force permanente et br. général.
Panet, lt-col. A. de L..	Toronto..	Officier d'ordonnance, senior, 2e div.
Pipes, J. E..	Amherst, N.-E..	Mécanicien surintendant, Amherst Shoe Co.
Prenter, J. M..	Winnipeg..	Insp. des chaus. pour ministère de la Milice.
Robson, Charles.	Oshawa, Ont.	Tanneur de cuir de côté.
Ross, soldat Chas.. ..	Québec..	Queen's Own Rifles à Valcartier et Salisbury.
Ross, R. S..	Ottawa..	Teneur de livres, bureau de la guerre impérial.
Sabourin, M.D., lt-col.	SaintJean, P.Q..	Chirurgien, 22e régiment.
Seeley, lt-col. T. M...	Fredericton..	Président, bureau d'enquête, 23e et 24e batteries, corps expéditionnaire canadien.
Shaver, Sapper..	Ottawa..	Corps des ingénieurs, corps expédit. canadien.
Silver, William..	Ottawa..	Cordonnier et inspecteur des chaussures pour le ministère de la Milice.
Singleton, Sapper.. ..	Ottawa..	Corps des ingénieurs, corps expéd. canadien.
Slater, Chas. E.	Québec..	Agent de la L. Gauthier Co., Ltée.
Slater, George A.. ..	Montréal..	Fabricant de chaussures, The Slater Shoe Co.
Stephens, E. A..	Ottawa..	Membre, cour d'enquête, et marchand de chaus.
Sullivan, major W. F.C.	Montréal..	Officier des Victoria Rifles.
Sutherland, C. S.. ..	Amherst, N.-E..	Gérant, Amherst Boot and Shoe Co.
Taunton, capitaine. ..	Winnipeg..	Quartier-maître ,27e bat., C.E.C.
Taylor, capitaine Wm.	Halifax..	Président, bureau d'enquête, 63e régiment, Halifax Rifles.
Tétreault, N.	Montréal..	Président, The Tétreault Shoe Co'y.
Thériault, capitaine A.	Ottawa..	Quartier-maître, corps des ingénieurs.
Underwood, serg. E. B.	Winnipeg..	Quartier-maître.
Valentine, James	Waterloo..	Membre de la Valentine and Martin Co.
Wade, M. C..	Ottawa..	Secrétaire des insp. de chaus. du comité.
Wainwright, sergent ..	Calgary..	Quartier-maître, district militaire n° 13.
Walker, lieut. A. L..	Montréal..	Officier, comp. "A" (casernes de la rue Peel).
Way, serg. C. S... ..	Powassan, Ont..	1er bataillon, 1re brigade.
Weston, major A. W. P.	Halifax..	Président, bureau d'enquête, 25e bataillon, 6e division.
Whitby, lieut. A. E...	Toronto..	Quartier-maître, 20e bat., camp de l'Exposition, division n° 2.
Wickett, S. R..	Toronto..	Tanneur et conseil en chaussures pour le ministère de la Milice.
Williams, capit. T. J.	Powassan, Ont..	A l'école d'infanterie, Parry-Sound.
Wilson, J. A...	Ottawa..	Directeur des approvisionnements, Service naval.
Wilson, Robert..	Ottawa et Aurora.. ..	Inspecteur des chaus. pour le minis. de la Milice.

En tout 87 témoins ont été interrogés par le comité.

COMITE SPECIAL SUR L'ENQUETE DES CHAUSSURES.

CHAMBRE DES COMMUNES, SALLE 101,
VENDREDI, 9 avril 1915.

Procédures:

Le comité s'est réuni à 11.15 heures du matin, le président, M .Middlebro, au fauteuil, membres présents: Sir James Aikins, M. Macdonald, M. McCurdy, M. Murphy, M. Nesbitt et M. Rainville.

Le comité procède à étudier le rapport final devant être présenté à la Chambre.

Le président lit le rapport, sir James Aikins propose l'adoption du rapport supplémentaire suivant:

(1) Que R. A. Pringle, qui a été employé par ce comité comme aviseur aux fins de l'aider dans son travail, reçoive le paiement de son compte pour ses services comme tel, les charges y inscrites devant être taxées par l'officier que de droit du ministère de la Justice;

(2) Que John A. Hoar et Magloire Côté, les deux experts nommés par ce comité aux fins de faire la classification, l'examen et un rapport quant aux bottes rejetées ou non rejetées, soumises au comité, soient payés à raison de vingt-cinq dollars par jour, plus leurs dépenses. Le nombre de ces jours et le chiffre de ces dépenses devront être certifiés par le greffier de ce comité.

3. Votre comité recommande aussi que le greffier de ce comité revise les minutes des séances et les témoignages qui ont été imprimés de jour en jour pour l'usage des membres du comité; qu'il prépare également un index approprié; que les dites minutes, témoignages et index soient imprimés comme annexe du journal de la Chambre, et que la règle 774 soit suspendue à cet égard.

Sir James Aikins propose, qu'après la clôture de la session du Parlement, le greffier du comité soit autorisé à remettre les chaussures à ceux des témoins qui les ont laissées à ce comité, ce qui fut adopté.

L'adoption du rapport final devant être présenté à la Chambre, tel que lu par le Président, avec certaines recommandations qu'il est convenu d'y ajouter, a été considéré de nouveau, et est maintenant soumis et marqué "A."

M. Murphy commence à lire un rapport devant être présenté à la Chambre au lieu du précédent, lequel est annexé à celui-ci et marqué "B." Après une nouvelle délibération sur ce rapport, celui qui avait été lu par le président et marqué "A", a été sur division du comité, déclaré adopté.

Un vote de remerciement est unanimement présenté au Président pour la manière très habile et laborieuse avec laquelle il a conduit les différentes réunions du comité.

Le comité s'ajourne *sine die*. . . . . .

V. CLOUTIER,
Greffier du comité.

(Pour les témoignages, etc., accompagnant ce rapport, voir l'annexe des journaux, n° 4.)

RAPPORT "B."

Le comité spécial nommé par ordre de la Chambre le 16 février 1915, dans le but de faire une enquête et d'en faire un rapport à la Chambre, sur le rapport du bureau d'enquête, se composant du colonel W. Hallick, A. E. Stephens et Théo. Galipeau, au

sujet des chaussures fournies au ministère de la Milice et de la Défense tel que déposé devant la Chambre le 15 février, et au sujet de toutes matières se rapportant aux chaussures fournies audit ministère, demande la permission de soumettre ce qui suit comme son rapport:

Votre comité s'est réuni pour organisation le 19 février, et M. Middlebro fut élu président. De nombreuses réunions ont eu lieu depuis et nous soumettons le rapport imprimé des procédures et des témoignages rendus, et les pièces reçues et autres pièces à mesure qu'elles venaient devant nous.

Votre comité trouve qu'aucune partie de l'équipement d'un soldat est plus essentielle à l'accomplissement convenable de son devoir ainsi qu'à sa santé et à son confort que les chaussures qu'il porte en service actif, et qu'en préparant les soldats canadiens pour ce service, une responsabilité spéciale incombait et incombe encore au gouvernement de voir à ce que les soldats ne fussent pas et ne soient pas gênés en aucune manière par des défectuosités dans les chaussures qui lui sont fournies et qu'un soin spécial aurait dû être pris, et devrait être pris afin de fournir la meilleure chaussure qu'on puisse obtenir, afin d'assurer la sécurité, le confort et l'efficacité de nos soldats pendant qu'ils servent l'empire.

Votre comité regrette de faire rapport que le gouvernement n'a pas rempli ce devoir relativement aux chaussures achetées et fournis aux soldats canadiens qui ont été en service actif tant ici qu'à l'étranger depuis août dernier, et que la négligence et le manque de soin sont très apparents. Les faits suivants ont été amplement prouvés par les témoignages rendus devant nous:

Que la chaussure fournie à la force permanente canadienne antérieurement à la guerre, étant semblable à la chaussure scellée par les fonctionnaires du ministère de la Milice, le 15 janvier 1911, était une chaussure qui convenait seulement à des hommes dans les casernes et en temps de paix, et non pas à des hommes en service actif;

Que les chausures données aux entrepreneurs en août dernier par le ministère de la Milice et la Défence, comme chaussures échantillons, d'après lesquelles ils devaient fabriquer les chaussures en vertu de leurs contrats, étaient inférieures à la chaussure scellée par le ministère, aux égards suivants:

Dans les empeignes le cuir de l'échantillon était plus léger que le cuir du patron scellé, l'épaisseur étant de $^{1}\!/\!_{10}$ dans l'échantillon et de $^{2}\!/\!_{10}$ dans le patron.

Dans les avant-pieds (*vamps*) il y avait la même différence proportionnée entre les deux quant au poids et à l'épaisseur.

Gros clous (*slugs*): Dans l'échantillon de gros clous en zinc ont été employés et dans le patron des gros clous en acier ont été employés, et il y en a une demi-rangée additionnelle.

Qu'aucunes spécifications n'ont été fournies aux divers entrepreneurs en août dernier, et qu'aucunes conditions en ce qui concerne les détails de fabrication ne leur ont été imposées autres que les chaussures fournies devaient être semblables aux échantillons inférieurs ci-dessus mentionnées, et 65,000 paires ont été commandées de cette manière en août;

Que les chaussures échantillons ainsi données aux entrepreneurs furent prises parmi un certain nombre fabriquées par L. Gauthier et Cie, Québec, et fournies au ministère de la Milice par l'entremise de Chs. E. Slater, au prix de $3.72½ la paire; que le nom dudit Chs. E. Slater fut inscrit sur la liste de patronage par le ministre de la Milice et de la Défense, et que le dit Chs. E. Slater a reçu en commissions sur les chaussures fournies au département de la Milice la somme de $15,275;

Que la forme employée dans la fabrication du dit échantillon n'était pas une forme convenable pour la production de chaussures convenant au service actif;

Que le dit modèle fut déclaré être une chaussure impropre aux soldats en service actif par tous les témoins, pour ainsi dire, qui ont comparu devant nous;

Que le ministre de la Milice et de la Défense a personnellement approuvé l'adjudication des entreprises en se basant sur le dit modèle le 10 août 1914;

Qu'une inspection convenable et stricte des chaussures fournies n'a pas été faite avant la livraison, et que 13,926 paires de chaussures ont été acceptées à Valcartier sans aucune inspection;

Qu'après que les premières commandes eurent été données en août, d'autres quantités considérables ont été commandées en septembre sans qu'aucune considération eût été donnée pour rendre les chaussures plus convenables au service actif, en certains cas les chaussures soumises par les fabricants étant acceptées sans le soin et l'examen nécessaire, et en d'autres cas le modèle inférieur étant de nouveau employé, et 32,867 paires de chaussures furent ainsi commandées en septembre;

Que les 25, 29 et 30 septembre, plusieurs commissions militaires ont siégé à Halifax pour considérer la condition des chaussures fournies aux hommes en service actif durant le mois d'août, et toutes ces commissions ont condamné les chaussures qui leur furent soumises et qui avaient été fournies par L. Gauthier et Cie en vertu de leur contrat régulier avant la guerre, et qui étaient d'un type semblable aux échantillons employés comme modèles pour la fabrication des chaussures délivrées aux soldats canadiens en service actif. Il a été prouvé que ces chaussures ont complètement fait défaut en service actif dans les conditions ordinaires d'usage et au bout de très peu de temps; qu'en certains cas les soldats avaient été forcés d'adapter des planchettes et des sacs à leurs semelles; que trois hommes avaient contracté des maladies à cause de leurs chaussures défectueuses et que quelques-uns avaient été forcés de se retirer de leurs régiments. Les décisions de ces commissions furent que les chaussures examinées devaient être condamnées, et les rapports de ces commissions furent dûment adressés aux quartiers-généraux à Ottawa;

Qu'en septembre dernier, M. Alfred Minister, de la Minister Myles Shoe Company, Toronto, à qui on avait demandé de fournir des chaussures semblables à l'échantillon inférieur, déclara qu'il refusait de le faire parce que ces chaussures ne conviendraient pas aux hommes en service actif, et il ajouta qu'il ne ferait pas les chaussures suivant l'échantillon, car il savait qu'on les destinait aux hommes qui devaient partir pour la guerre, et il ne voulait pas faire de l'argent en spéculant sur la vie de ces hommes;

Qu'en septembre dernier la " forme " spécifiée par le département fut condamnée par un entrepreneur, qui déclara qu'il ne voulait pas se risquer à fabriquer des chaussures avec cette " forme " qui ne convenait à personne (voir déposition Tétrault);

Qu'un fabricant a déclaré, quand on lui demandait son opinion de l'échantillon fourni par le département: "C'est ridicule de donner cela à un soldat" (voir déposition Tétrault);

Qu'un autre fabricant a déclaré que les chaussures fabriquées d'après l'échantillon inférieur n'avaient jamais été destinées au service étranger, et que selon lui le gouvernement savait parfaitement que la chaussure ne résisterait pas à un rude usage quand il l'a délivrée (voir déposition Matthew);

Qu'un autre fabricant a déclaré que l'échantillon inférieur ne convenait pas pour des soldats, et qu'il ne considérait pas que les chaussures fabriquées d'après cela convenaient au service actif (voir déposition Adams);

Que M. William Silver, un des inspecteurs employés par le département a déclaré que la chaussure n'était pas destinée au service actif, et que "nous avons tous reconnu que les chaussures étaient trop légères pour l'usage auquel elles étaient destinées";

Que les 8, 9 et 10 octobre, d'autres commandes furent données suivant des conditions similaires à celles de septembre, et que 30,000 paires de chaussures furent commandées à ces dates;

Que le 24 octobre, le département fit faire un changement à l'échantillon en enlevant la semelle intérieure qui avait été employée, et en lui substituant une double semelle allant jusqu'en arrière du talon, mais ne fit pas d'autres changements dans les spécifications ni dans le sens de fournir une chaussure convenable pour le service actif, et qu'à diverses dates, entre le 29 octobre et le 4 novembre, il commanda 40,532 paires de chaussures suivant les mêmes échantillons que ceux de septembre, sauf

qu'il y avait une double semelle, et que le prix en avait été porté à $4 la paire, et que quelques-unes des chaussures dites à double semelle ont été depuis retournées et soumises à votre comité en un état pitoyable après avoir été portées trois semaines;

Que dans les mois de novembre et décembre 1914, et janvier, février, mars et avril 1915, des plaintes sérieuses se sont élevées parmi les hommes en service actif par tout le pays, quant à la mauvaise qualité des chaussures qui leur avaient été fournies, qui avaient causé des maladies parmi les hommes, les avaient empêchés de faire leurs exercices d'entraînement, et leur avaient occasionné beaucoup d'inconvénients et de difficultés;

Qu'en conséquence, plus de 70 commissions militaires avaient été convoquées dans les mois susdits, suivant les règlements, par les commandants des divers corps stationnés à différents endroits entre Calgary et Lethbridge dans l'Ouest, et Halifax dans l'Est, et que ces commissions ont examiné 11,054 paires de chaussures, qui ont été déclarées en plusieurs cas être des échantillons de quantités plus considérables d'autres chaussures dont se plaignaient les hommes, ce qui était une preuve de l'étendue de la difficulté créée par des chaussures inférieures. Sur ces 11,054 paires, 7,807 paires furent condamnées et rejetées par les diverses commissions. Le ministre de la Milice a déclaré qu'il avait été mis au courant de ces décisions et rapports de ces commissions;

Qu'à Toronto, 225 paires de chaussures ont été brûlées, comme ne servant absolument à rien, et qu'on en a aussi brûlé une quantité moins considérable à Kingston pour les mêmes raisons;

Que nous avons fait comparaître devant nous les officiers commandants de différents bataillons composant les forces expéditionnaires d'outre-mer, et d'autres officiers de ces bataillons, et des sous-officiers et soldats actuellement en service au Canada, qui ont été d'accord pour condamner les chaussures fournies par le département et ont déclaré qu'elles ne convenaient pas au service actif;

Que le 19 novembre le général Alderson a câblé au ministre de la Milice à Ottawa: "Que les chaussures en ce moment délivrées aux contingents ne convenaient pas à l'usage de campagne par les temps de pluie," et il demandait des instructions pour acheter des chaussures là-bas, et à cela la réponse lui fut envoyée que 48,000 paires de pardessus (overshoes) lui étaient expédiées. Le 5 décembre, le général Alderson câbla de nouveau: "Il a été constaté que ces pardessus ne compensaient pas la fabrication défectueuse des chaussures; certaines paires sont inutiles après dix jours d'usage. Un rapport spécial est en préparation."

Que des commissions d'enquête furent tenues en Angleterre par des officiers de divers corps canadiens, le 11e jour de novembre, le 19e jour de novembre, le 5e jour de décembre et le 21e jour de décembre respectivement, et que des rapports quant à la nature des chaussures fournies aux hommes des forces d'outre-mer par le gouvernement canadien ont été faits par les divers colonels commandants, qui déclarent, entre autres choses, que la condition des chaussures avait causé beaucoup d'inconvénients aux hommes depuis leur enrôlement à Valcartier, que ces chaussures s'étaient trouvées être tout à fait impropres au service et que dans beaucoup de cas elles étaient devenues si pitoyables qu'on avait dû les mettre complètement de côté.

Que le 24 novembre, sir George Perley, haut-commissaire intérimaire du Canada, a câblé à sir Robert Borden: "Autorités considèrent que les bottes canadiennes sont bien trop légères; disent qu'elles ne pourront résister à la boue, à l'eau ou à un rude usage. Considèrent les claques impratiquables parce qu'elles sont pesantes pour la marche et ne dureront que peu de temps sur de mauvais chemins. A mon avis, le contingent prochain devrait être pourvu de bottes faites sur le modèle réglementaire de l'armée".

A ce sujet, il est à remarquer que les troupes qui se sont rendues en Angleterre depuis le 24 novembre sont parties avec la même espèce de bottes désapprouvées par le général Anderson et sir George Perley, et on n'a pas tenté de les pourvoir de chaussures différentes, et que malgré toutes les commissions régimentaires tenues en Canada et en Angleterre, et les plaintes générales venant de toutes parts contre ces bottes, on a

permis aux compagnies auxquelles des contrats avaient été donnés en octobre, de continuer à fournir des bottes de l'espèce dont on se plaignait, et dans certains cas, la livraison de ces bottes n'a pas été complète avant le mois de mars, et longtemps après que le comité eût commencé son enquête, et aucun contrat n'a été cancellé.

Qu'en novembre dernier le ministère de la Milice a donné instruction à l'officier supérieur d'artillerie d'acheter des bottes à Winnipeg, et 3,798 paires y ont été achetées, non pas directement des manufacturiers de chaussures, mais par des intermédiaires.

Que vu que nous n'avons pu examiner les bottes fournies au premier contingent à Valcartier et en Angleterre, la preuve qui nous a été soumise au sujet de ces bottes, sauf quelques dépositions isolées, s'appuie sur les rapports des commissions régimentaires en Angleterre et du général Alderson et autres officiers, et sur la déclaration de sir George Perley;

Que le 7 décembre 1914, le ministère de la Milice et de la Défense a institué une cour d'enquête sur les bottes qui a fait, le 7 janvier 1915, sur les questions soumises à son examen, un rapport qui nous a été référé par l'ordre de la Chambre constituant votre comité. Les témoins qui ont comparu devant la commission n'ont pas été assermentés et ne comprenaient que des fonctionnaires du ministère, et tous, sauf un, ont comparu devant votre comité et ont donné leurs dépositions sous serment. Cette cour d'enquête, en sus de l'audition des témoins, s'est livrée à l'examen des bottes mentionnées dans son rapport, et ses décisions n'expriment que les opinions des divers membres de la cour qui par la suite ont comparu devant votre comité, opinions qui corroborent leurs réponses aux questions qui leur ont été posées. L'opinion de la commission peut se résumer comme suit, en ce qui regarde la botte prescrite et fournie par le ministère:—

Que la botte était d'une forme et d'une confection défectueuses et que le cuir n'était pas à l'épreuve de l'eau;

Que les talons et les semelles n'étaient pas protégés, et que le remplissage de la semelle était de pauvre qualité;

Que la botte ne convenait pas aux soldats et qu'elle n'était pas faite pour l'usage auquel elle était destinée;
parce que,—

(a) La forme est telle qu'un pied ordinaire n'a pas de place pour mouvoir librement les orteils et qu'ainsi elle n'est pas propice pour la marche.

(b) Le cuir est sec, ne contenant pas de matière grasse, et par conséquent absorbe l'eau rapidement;

(c) Les semelles et les talons n'étant pas renforcés par des lamelles de métal, s'usent rapidement, surtout quand ils sont humides.

Nous sommes d'avis que ces réponses, telles que citées, ont été amplement corroborées par la preuve qui nous a été soumise.

Ce rapport a été fait le 7 janvier 1915.

Qu'un comité de fabricants de chaussures de Montréal, composé de George A. Slater, N. Tétreault et W. S. Louson, de la compagnie Ames, Holden et McCready agissant apparemment de leur propre initiative, se rendant compte qu'il fallait une meilleure chaussure aux soldats canadiens, se sont rendus auprès du gouvernement, au commencement de janvier, et ont représenté à un comité du Conseil privé, présidé par l'honorable M. Hazen, qu'il fallait de toute nécessité prendre des mesures dans ce sens. Il appert qu'un comité composé de M. George Slater, M. Donavan, le colonel Brown et E. A. Stephens, fut nommé et prépara un modèle qu'il recommanda comme convenable pour des soldats en service actif, et qu'il rédigea et soumit au ministère, le 21 janvier, un projet de devis pour une botte convenable. Sur le travail et le rapport de ce comité, nulle action ne paraît avoir été prise, bien qu'il ait été déposé sous serment que l'honorable M. Hazen avait déclaré au comité que le modèle de botte par lui préparé avait été approuvé par le Conseil privé, et qu'une commande de 110,000 paires serait donnée par le gouvernement.

Que le 18 février 1915, M. R. S. Wickett a été nommé par décret du Conseil, sur rapport du ministre en date du 11 février 1915, aviseur principal du ministère de la Milice et de la Défense au sujet des bottes. M. Wickett dépose que le ministre lui a virtuellement assigné ses fonctions le 13 janvier, mais qu'il n'a pris aucune part aux délibérations du comité de l'honorable M. Hazen.

Que M. S. R. Wickett, le principal aviseur au sujet des bottes, est d'avis que les bottes du type adopté jusqu'à présent pour les soldats canadiens depuis le commencement de la guerre sont trop légères pour le service actif, et il espère pouvoir recommander un type de botte plus forte, convenant mieux pour le service et tout à fait différente de la chaussure actuelle.

Qu'en ce moment des réquisitions pour près de 20,000 paires sont rendues au ministère, que le stock en magasin est peu considérable, et qu'en fait la totalité des 180,644 paires du type désapprouvé a été distribuée aux soldats du Canada depuis le mois d'août dernier, nonobstant leurs défauts, les plaintes qui y ont été faites, les maladies et les incommodités causés aux soldats et les rapports défavorables qui ont été faits depuis que ces bottes ont été distribuées aux troupes canadiennes.

Que la preuve faite devant nous, surtout la déposition de M. Tétreault à la page 180, *et seq.* démontre que le gouvernement aurait pu sans trouble ni délai fournir une chaussure convenable pour des soldat sen service actif. L'on savait pertinemment que la chaussure fournie au ministère avant la guerre n'était pas faite pour le service actif, et le défaut de pourvoir le troupier d'une chaussure convenable pour ce service constitue une négligence grave et sérieuse de la part des autorités. Il a été affirmé sous serment que le ministère aurait pu se procurer en une semaine toutes les nouvelles formes dont il aurait eu besoin ,et qu'on aurait pu, dans le même espace de temps, rédiger un devis pour un type de botte pour remplacer ce que M. Wickett appelle "une chaussure d'été", mais rien dans ce sens n'a été tenté par le gouvernement avait le 18 février, deux jours après la nomination de votre comité.

Que si le départ précipité de la première expédition au delà des mers a été cause que l'on n'a pu fournir à temps aux troupes cantonnées à Valcartier une chaussure propre au service actif, l'on a eu amplement le temps de fournir une chaussure convenable au premier et au second contingents qui ont, depuis, traversé l'océan ou qui font encore de l'entraînement en Canada.

Quant à la nature des bottes fabriquées par les entrepreneurs, en vertu de contrats, nous sommes d'avis qu'aucune de ces chaussures n'est convenable pour un service actif.

Les représentants des entrepreneurs dont les noms suivent, ont comparu devant nous:—

Ames, Holden & McCready Co., Ltd., Montréal.
Amherst Shoe Company, Amherst, N.-E.
McPherson Shoe Company, Hamilton, Ont.
The Murray Shoe Company, Hamilton, Ont.
The Relindo Shoe Company, Toronto, Ont.
The George A. Slater Company, Montréal, Qué.
The L. Gauthier Company, Québec, Qué.
The Tétrault Shoe Company, Montréal, Qué.
The Valentine & Martin Co., Waterloo, Ont.
The Western Shoe Company, Berlin, Ont.

Les représentants de toutes ces compagnies ont déclaré qu'elles avaient fabriqué et livré des chaussures conformes au modèle. Les compagnies qui suivent ont été invitées par dépêche télégraphique à envoyer des représentants devant le comité, pour établir la qualité des bottes fournies par elles, mais personne ne s'est présenté:—

The Aylmer Shoe Co., Aylmer, Ont.
The Cook-Fitzgerald Co., London, Ont.
The J. & T. Bell Co., Ltd., Montréal, Qué.

J. M. Humphreys & Co., St. John, N.-B.
The Regal Shoe Co., Toronto, Ont.
The E. T. Wright Co., St. Thomas, Ont.
The Hartt Boot and Shoe Co., Fredericton, N.-B.
The Williams Shoe Co., Ltd., Brampton, Ont.
John Ritchie & Co., Québec, Qué.
W. B. Hamilton Shoe Co., Toronto, Ont.
The Perth Shoe Co., Perth, Ont.
The J. Leckie Co., Vancouver, C.-B.

Treize cent soixante et cinq paires, et trois cent quarante huit échantillons, sur le nombre condamné par les diverses commissions qui ont siégé dans le pays, ont été soumis à l'inspection de MM. John A. Hoar, de Halifax, et Magloire Côté, de St-Hyacinthe, qui ont présenté le rapport suivant:—

Que sur le dit nombre de bottes à eux soumises, deux cent soixante cinq paires ne valaient pas la peine d'être réparées; que quatorze cent quarante huit bottes pouvaient être réparées; et que soixante et huit n'étaient pas originairement conformes au modèle. Si la proportion de bottes non conformes au modèle dans ce lot particulier est un pourcentage raisonnable du nombre de chaussures fournies qui n'étaient pas semblables au modèle, sur les cent quatre-vingt mille paires fournies, le nombre de bottes ainsi fournies qui étaient inférieures au modèle serait de sept mille deux cent quatre-vingt dix-huit.

Que la botte fournie aux soldats qui sont allés dans le sud de l'Afrique était différente de l'échantillon scellé de 1914, et des bottes fournies aux troupes qui ont été expédiés au delà des mers. C'est en 1905 que les bottes du modèle de celles de 1914 ont été en premier lieu adoptées par le département pour usage en temps de paix par les forces permanentes en Canada.

(Voir la déposition du sous-directeur des contrats McCann, n° 22 de la preuve).

Le tout respectueusement soumis.

No 47.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SEANCE DU SAMEDI, 10 AVRIL 1915.

Onze heures a.m.

PRIÈRES.

Sir Robert Borden, pour M. White (Leeds), soumet à la Chambre,—Rapport sur chèques certifiés, dividendes, balances non réclamées, et traites ou lettres de change impayées dans les banques chartées du Canada, pendant cinq ans et plus, antérieurement au 31 décembre 1913.

Sir George Foster présente,—Réponse à ordre du 17 mars 1915,—Copie de toutes pétitions, lettres, documents, etc., échangés entre des personnes dans la province de la Nouvelle-Ecosse et le ministère du Commerce, depuis le 1er août dernier, concernant les taux exigés par des steamers subventionnés pour le transport des marchandises sur l'océan Atlantique.

M. Coderre présente,—Réponse à ordre du 22 février 1915,—Copie du rapport de l'enquête faite vers le 1er juin 1914 par R. T. Ferguson, à titre de commissaire spécial, sur la répartition des homesteads dans la région retranchée de la réserve forestière de la Montagne-du-Dauphin en 1908 ou vers cette époque.

M. Coderre dépose sur la Table de la Chambre,—Rapport de Thomas R. Ferguson, commissaire chargé de s'enquérir de certaines questions touchant la réserve des Indiens du Sang et l'acquisition de certaines propriétés des sauvages par MM. James A. Smart, Frank Pedley et William J. White, ainsi que la preuve faite au cours de la dite enquête.

Un message est reçu du Sénat adoptant les bills suivants sans amendements:—

Bill (No 106) Loi modifiant la Loi de la Députation, 1914.
Bill (No 114) Loi modifiant la Loi des Falsifications.

Sur motion de Sir Robert Borden, il est résolu,—Que la recommandation de Son Honneur l'Orateur déposée sur la Table de la Chambre, le 9 courant, concernant la nomination de M. Douglas W. Cameron à la position de chef-comptable de la Chambre des Communes, soit adoptée.

Sur motion de Sir Robert Borden, les amendements faits par le Sénat à l'adresse conjointe à Sa Très Excellente Majesté le Roi, demandant qu'Il lui plaise gracieusement de donner son assentiment à ce qu'une mesure soit soumise au Parlement du Royaume-Uni à l'effet d'amender certaines dispositions de l'"Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867",—sont pris en considération et agréés, et il est ordonné qu'un message soit envoyé au Sénat pour en informer Leurs Honneurs.

Sur motion de Sir Robert Borden, il est résolu,—Qu'un message soit envoyé au Sénat pour informer Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur adresse à Son Altesse Royale le Gouverneur général demandant respectueusement à Son Altesse de vouloir bien transmettre l'adresse conjointe à Sa Très Excellente Majesté le Roi, priant très humblement Sa Majesté de vouloir bien gracieusement permettre qu'une mesure soit soumise au Parlement du Royaume-Uni à l'effet de modifier certaines dispositions de l'"Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867",—en remplissant le blanc avec les mots "les Communes".

Le Bill (No 111) Loi permettant aux Canadiens en service militaire actif dans la présente guerre d'exercer leur cens électoral, est de nouveau délibéré en comité général,—et sur nouveau rapport de progrès, le comité obtient l'autorisation de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

L'ordre portant que la Chambre se forme de nouveau en comité des Subsides—étant lu;

M. Rogers, pour M. White (Leeds), propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et la motion étant mise aux voix, elle est adoptée.

La Chambre, en conséquence, se forme de nouveau en comité des Subsides,—et sur rapport de progrès, le comité obtient l'autorisation de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

M. Hazen met sur la Table,—Copie du décret du conseil en date du 6 avril 1915,—Règlements concernant les chalutiers à vapeur quittant des ports sur le littoral Atlantique du Canada.

CONCOURS.

Les résolutions adoptées en comité des Subsides le 16 février écoulé, sont rapportées, lues la seconde fois et agréées, et elles sont comme suit:—

III.—GOUVERNEMENT CIVIL

22 Ministère du Commerce—
Traitements, y compris technologue des céréales à $2,800.... 121,825 00
Dépense casuelle.. .. .. 15,000 00

XLIII.—COMMERCE.

367 Part des dépenses payables par le Canada pour le Bureau international des Tarifs Douaniers.. .. .. 662 00
377 Loi concernant la marque de l'or et de l'argent.. .. .. 4,000 00
378 Câble des Indes occidentales.. .. .. 38,933 33
379 Surveillance des taux de fret sur les lacs et l'océan.. .. .. 6,000 00

III.—GOUVERNEMENT CIVIL.—(*Suite.*)

13 Ministère des Douanes—
Traitements.. .. .. 323,375 00
Dépense casuelle 20,000 00

III.—GOUVERNEMENT CIVIL.

8 Ministère de l'Intérieur—
Traitements.. .. .. 1,142,567 50
Dépense casuelle.. .. .. 120,000 00

XXXVI.—DOUANES.

Appointements et dépenses casuelles aux différents ports du Canada, y compris des suppléments aux fonctionnaires pour travaux de surcroît, nonobstant les dispositions de la loi du service civil.. .. .. 3,590,000 00
Appointements et frais de voyages des inspecteurs des ports et des autres employés au service des inspections et au service préventif, y compris appointements et dépenses se rattachant au conseil des douanes.. .. .. 335,000 00
356 Divers—Impressions et papeterie, abonnements à des journaux de commerce, drapeaux, timbres-dateurs, serrures, instruments, etc., pour divers ports d'entrée, frais de messagerie sur les échantillons, papeterie et formules, frais de justice, primes sur cautionnements et uniformes des employés des douanes.. .. 180,000 00
Pour l'achat de nouveaux croiseurs du revenu et frais d'entretien des croiseurs du revenu et service préventif.. .. .. 100,000 00
Somme à verser au ministère de la Justice, chargé d'en faire l'emploi pour le service préventif secret, et auquel il doit en être rendu compte.. .. .. 10,000 00

XXXIV.—TERRES FEDERALES ET PARCS.

Traitements du service extérieur.. .. .. 465,000 00
Dépense casuelle, annonce, etc.. .. .. 300,000 00
Salaire d'un menuisier, M. John Mason.. .. .. 914 50

	Arpentages, examen de rapports d'arpentage, impression de plans, etc.	1,043,500 00
	Rémunération des membres de la commission d'examen des arpenteurs fédéraux, du secrétaire et des sous-examinateurs, et frais de voyages, papeterie, impressions, loyer de locaux et ameublement, etc. Les vacations de E. Deville, de W. F. King et d'Otto J. Klotz, membres de la commission, et de J. A. Coté, secrétaire, devant être payées sur ce crédit	2,400 00
	Pour aider à publier les travaux de l'Association des arpenteurs fédéraux	125 00
305	Protection des terres boisées dans le Manitoba, la Saskatchewan, l'Alberta, les Territoires du Nord-Ouest et la zone du chemin de fer dans la Colombie-Britannique: arboriculture dans le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta, et inspection et direction des réserves forestières	750,000 00
	Subvention à la *Canadian Forestry Association*	2,000 00
	Protection des troupeaux de rennes	3,300 00
	Pour défrayer les frais relatifs aux recherches et rapports sur les chutes d'eau dans le Manitoba, la Saskatchewan, l'Alberta et la zone du chemin de fer de la Colombie-Britannique	194,000 00
	Pour arpentages et travaux faits sous l'empire de la loi d'irrigation, etc., y compris $400 pour P. Marchand, commis vérificateur des déboursés faits par les compagnies qui ont acquis des terrains sous le régime du système d'irrigation	268,350 00
	Subventions à la *Western Canada Irrigation Association*	500 00
	Parcs nationaux du Canada	349,670 00
	Gravure, lithographie et impression des cartes, plans et autres publications similaires du Dominion, matériel compris	81,500 00
	Frais de litige	11,000 00
	Terres de l'ordonnance, appointements et dépenses	2,120 00
	Subventions au Club alpin du Canada	1,000 00

III.—GOUVERNEMENT CIVIL.—(*Suite.*)

16	Ministère de la Marine—	
	Traitements	209,100 00
	Dépense casuelle	49,000 00
17	Département du Service naval—	
	Traitements	170,600 00
	Dépense casuelle	50,000 00

Les résolutions adoptées en comité des Subsides le 22 février dernier, sont rapportées, lues la seconde fois et agréées, et elles sont comme suit:—

XX.—SERVICE MARITIME ET FLUVIAL.

229	Entretien et réparations des steamers de l'Etat et brise-glace	1,125,000 00
230	Examen des capitaines et seconds	16,500 00
231	Enquêtes sur les naufrages	18,400 00
232	Dépenses des écoles de navigation	8,000 00
233	Enregistrement des navires	3,000 00
234	Enlèvement d'obstacles des eaux navigables	20,000 00
235	Service d'hiver de la poste	11,000 00
236	Inspection des bestiaux	5,000 00
237	Outillage de sauvetage—Québec, Provinces maritimes et Colombie-Britannique	45,000 00
238	Dépenses imprévues	5,000 00

Les résolutions adoptées en comité des Subsides le 26 février écoulé, sont rapportées, lues la seconde fois et agréées, et elles sont comme suit:—

III.—GOUVERNEMENT CIVIL.

23	Ministère du Travail—	
	Traitements	53,112 50
	Dépense casuelle	15,000 00

XXIX.—TRAVAIL.

285	Loi de la conciliation et du travail, y compris publication, impression, reliure et distribution de la *Gazette du Travail*, allocation aux correspondants et services auxiliaires des commis à la préparation des statistiques	35,000 00
286	Loi des enquêtes en matières de différends industriels	20,000 00
287	Loi des enquêtes au sujet des coalitions	5,000 00
288	Enseignement technique et industriel	2,500 00
289	Inspection des constructions de chemins de fer	10,000 00
290	Subvention à l'Association internationale de législation ouvrière	500 00

III.—GOUVERNEMENT CIVIL.

14	Ministère du Revenu de l'Intérieur—	
	Traitements	142,812 50
	Dépense casuelle	13,000 00

La résolution adoptée en comité des Subsides le 18 mars dernier, est rapportée, lue la seconde fois et agréée, et elle est comme suit:—

VIII—ARTS ET AGRICULTURE.

42	*Patent Record*	30,000 00

Les résolutions adoptées en comité des Subsides le 19 mars écoulé, sont rapportées, lues la seconde fois et agréées, et elles sont comme suit:—

III.—GOUVERNEMENT CIVIL.

2	Bureau du secrétaire du gouverneur général—	
	Traitements	25,175 00
	Dépense casuelle, y compris allocation de $600 à A. F. Sladen	66,900 00
3	Bureau du Conseil privé—	
	Traitements, y compris $1,600 pour aide-traducteur français	47,787 50
	Dépense casuelle	10,000 00
10	Royale gendarmerie à cheval du Nord-Ouest—	
	Traitements	20,150 00
	Dépense casuelle	1,500 00
24	Bureau du haut-commissaire du Canada à Londres—	
	Traitements	18,100 00
	Dépenses casuelles	32,588 00

XXXI.—ROYALE GENDARMERIE A CHEVAL DU NORD-OUEST.

TERRITOIRES DU NORD-OUEST ET DU YUKON, PROVINCES DE L'ALBERTA ET DE LA SASKATCHEWAN.

302	Solde de l'effectif	761,834 00
	Nourriture et entretien, fourrage, combustible et éclairage, habillements, bâtiments, réparations et réfections, chevaux, chiens, armes et munitions, médicaments, billets de logement, transport, service pour eau, papeterie et dépenses imprévues	638,857 00
	Compensation aux hommes de la royale gendarmerie à cheval du Nord-Ouest pour blessures reçues dans l'exécution de leurs devoirs	3,000 00

XI.—PENSIONS.

68	Mme Wm. McDougall	1,200 00
69	Mme Delaney	400 00
70	Indemnité à des pensionnaires au lieu de terre	19 46
73	Pensions payables à des membres de la gendamerie à cheval, à des volontaires de Prince-Albert et à des éclaireurs de la gendarmerie par suite du soulèvement de 1885	1,290 28
	Pensions payables aux familles de certains membres de l'effectif qui perdirent la vie alors qu'ils étaient en service:—	
74	Laura May Grundy	14 33
75	Margaret et Johnson Brooke	456 25
71	Pension payable par suite de l'invasion fénienne, 1866-1870	1,750 00
76	Annie Eva Emily et Arthur Stewart Mountford Brooke	109 50
77	Mme Elizabeth Willmett	54 75
78	Mme Elizabeth Fitzgerald	525 00
79	Pension à J. B. Allan	450 00
80	Pension à Mme Mary E. Fuller	600 00

XXXII.—GOUVERNEMENT DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST.

	Traitement de M. Fred White, C.M.G., à titre de commissaire des Territoires du Nord-Ouest	1,000 00
	Traitement de L. du Plessis, à titre de secrétaire du commissaire	300 00
	Traitement de Geo. D. Pope, à titre de comptable du commissaire	300 00
303	Ecoles	3,000 00
	Secours aux indigents	500 00
	Entretien des aliénés	900 00
	Entretien des prisonniers	500 00
	Dépenses diverses	1,500 00

XXXV.—DIVERS.

317	Pour pourvoir aux frais du haut commissaire suppléant à Londres	10,000 00
318	Abonnement à des publications canadiennes pour le commissaire du Canada à Londres	1,000 00
319	Pour pourvoir à l'achat de 600 copies du Parliamentary Guide	1,200 00
320	Frais de voyage de sir Charles Fitzpatrick, assistant aux séances du comité judiciaire du Conseil privé	2,500 00
321	Au juge en chef de la cour suprême du Canada, pour couvrir les frais de voyage et autres dépenses que lui occasionnent ses fonctions de substitut de Son Excellence le Gouverneur général	2,500 00
324	Pour pourvoir aux dépenses de la commission de conservation	93,000 00

326	Contribution annuelle à la Canadian Law Library, Londres, Ang..	1,000 00
327	Pour la réunion et la publication des rapports, arrêtés de l'exécutif et la correspondance sur la législation provinciale depuis 1905.	500 00
330	Coût des procédures devant l'*International Joint Commission*.. ..	10,000 00
331	Pour aider à la suppression de la traite des blanches..	10,000 00
333	Traitements et dépenses de l'agence à Paris..	28,000 00
334	Allocation à M. W. J. Stewart, chef hydrographe, pour services rendus par décret du conseil, 19 octobre 1912, relativement aux questions étudiées par la *International Joint Commission*, durant les années 1915-1916..	1,000 00
335	Somme requise pour couvrir les dépenses de la Commission technique nommée pour étudier les questions relevant du niveau du lac des Bois..	10,000 00
338	Subvention à l'Association anti-tuberculeuse canadienne..	10,000 00
339	Subvention à la *Canadian Handicraft's Guild*..	2,000 00
341	Subvention pour venir en aide à la section canadienne de la *St John Ambulance Association*..	5,000 00
344	Subvention pour venir en aide au conseil général canadien de l'Association des Boy Scouts..	5,000 00
345	Subvention pour l'érection d'un monument à Samuel de Champlain, à Orillia, Ontario; montant périmé voté de nouveau..	7,500 00
346	La Société royale du Canada..	8,000 00
348	Subvention au *Victorian Order of Nurses*..	5,000 00
349	Subvention pour aider à continuer les travaux de la Société astronomique du Canada..	2,000 00
351	Traitement de S. Lelièvre, secrétaire particulier du président du Sénat..	600 00
353	Subvention pour l'érection d'un monument aux héros de 1812-13, à Lacolle-Mills, P.Q..	1,000 00
354	Contribution à l'université McGill, pour l'entretien d'un bureau régional touchant le catalogue international de la littérature scientifique..	2,000 00

XXI.—TRAVAUX PUBLICS—IMPUTABLE SUR LE CAPITAL.

Ministère de la Marine.

239	Chenal des navires du fleuve Saint-Laurent..	1,037,000 00
240	Parachèvement et construction d'outillage de dragage pour le Saint-Laurent, de Montréal à la Pointe-au-Père..	871,000 00
241	Construction d'un vapeur brise-glace pour servir dans le fleuve Saint-Laurent..	500,000 00
242	Construction d'un vapeur spécial exclusivement affecté au service du chenal du Saint-Laurent..	50,000 00

XXII.—PHARES ET SERVICE COTIER.

243	Agences, loyers et dépense casuelle..	150,000 00
244	Salaires et allocations aux gardiens de phares..	450,000 00
245	Entretien et réparations des phares..	750,000 00
246	Construction de phares et amélioration de la navigation, appareils, signaux sous-marins, vaisseaux pour travaux de construction.	750,000 00
247	Service des signaux..	60,000 00
248	Administration du pilotage, et l'entretien et réparations du vapeur *Eureka*..	56,300 00
249	Entretien et réparations des quais..	10,000 00

250 Brise-glace dans la baie du Tonnerre, le lac Supérieur et autres endroits..... 40,000 00
251 Réparations (Service maritime)..... 1,000 00
252 Montant nécessaire pour verser une pension annuelle de $300 aux pilots mis à la retraite:—Ls. R. Demers, Théodule Lachance, Charles Brown, Jos. Lapointe, Nestor Lachance, Paul Gobeil, Berthélémi Lachance, Alphonse Asselin, Chas. Normand, Napoléon Rioux, Elzéar Desrosiers, Hubert Raymond, Onésime Larochelle, Arbel Bernier, Laurent Godbout, Adelme Pouliot, Edmond Larochelle, L. E. Morin, A. T. Simard, Jos. Plante, Victor Vézina, J. G. Dupil, Raymond Baquet, Alfred Larochelle..... 7,200 00
253 Téléphones à différents endroits pour aider à la navigation..... 5,000 00
254 Pour remplacer le *Scout*..... 17,640 00
255 Pour remplacer le *Maisonneuve*..... 30,000 00
256 Pour remplacer l'*Eureka*:..... 100,000 00
257 Allocation au maître du port d'Amherstburg pour la surveillance des phares et bouées de la rivière Sainte-Claire, la rivière Détroit et le lac Erié, et pour d'autres services en 1915..... 400 00
258 Allocation à la veuve du sous-commandant Lachance, noyé lors du naufrage du *Montmagny*..... 2,000 00

XXIII.—INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES.

Ministère de la Marine et des Pêcheries.

260 Service météorologique, y compris les subventions de $500 aux observatoires de Montréal et Kingston, ainsi qu'une allocation de $400 à L. F. Gorman, observateur météorologique à Ottawa..... 192,373 00

XXIV.—HOPITAUX DE LA MARINE.

261 Hôpitaux de la marine, y compris subvention aux hôpitaux de la marine et aux institutions qui viennent en aide aux matelots..... 75,000 00
Matelots naufragés et dans le dénuement..... 3,000 00

XXV.—INSPECTION DES BATEAUX A VAPEUR.

262 Inspection des bateaux à vapeur..... 83,265 00

XXVI.—PECHERIES.

263 Traitements et déboursés des fonctionnaires des pêcheries, y compris les dépenses de la Commission consultante des pêcheries et une allocation de $300 pour W. J. E. Casey, secrétaire de cette Commission..... 305,000 00
264 Pour construction de passes migratoires et dégager les rivières..... 30,000 00
265 Frais de justice et dépenses casuelles..... 4,000 00
266 Musée ichtyologique du Canada..... 8,000 00
267 Ostréiculture..... 6,000 00
270 Percepteurs des douanes pour service se rattachant à l'émission de permis sous le régime *modus vivendi*..... 900 00
271 Pour l'entretien d'un bureau de renseignements sur les pêcheries..... 5,000 00
272 Service de patrouille des pêcheries..... 190,000 00
273 Pour organiser une exposition de poisson frais et fumé à l'Exposition annuelle à Toronto..... 15,000 00

274 Traitements, construction et entretien d'établissements de pisciculture.. 400,000 00
275 Inspection du poisson fumé et en conserves.. 25,000 00
276 Construction d'une remise pour le bateau de patrouille des pêcheries 32,000 00
277 Acquisition d'un steamer pour le service de la patrouille des pêcheries du lac Winnipeg.. 100,000 00
278 Pour l'enlèvement des obstacles dans la rivière Fraser, C.-B. 30,000 00
279 Pour conduire une enquête sur les pêcheries de la baie d'Hudson.. 10,000 00
280 Pour dédommager le capitaine Peter Carlson des pertes qu'il a subies dans la saisie de son navire de pêche le *Thelma*, l'appel contre la saisie de ce navire ayant été maintenu par la Cour Suprême 4,500 00
281 Commission biologique maritime du Canada—Pour la construction et l'entretien de stations biologiques et d'étude.. 26,000 00

IMMIGRATION.

380 Graines de semence aux colons occupant des terrains concédés par lettres patentes ou en voie d'être concédés dans les provinces de l'Alberta et de la Saskatchewan—Montant supplémentaire requis, y compris les crédits de $3,640,007.20, sanctionnés par le Gouverneur général.. 8,159,958 25
381 Montant requis pour des secours d'autre nature aux colons occupant des terrains concédés par lettres patentes ou en voie d'être concédés dans les provinces de l'Alberta et de la Saskatchewan—Crédit sanctionné par le Gouverneur général.. 2,240,000 00
382 Secours aux Canadiens en détresse habitant ailleurs qu'aux Etats-Unis—Montant supplémentaire requis.. 2,000 00

Les résolutions adoptées en comité des Subsides le 22 mars écoulé, sont rapportées, lues la seconde fois et agréées, et elles sont comme suit:—

XVIII.—SUBVENTIONS POSTALES ET AUX PAQUEBOTS.

Océan Atlantique.

156 Service à la vapeur entre Annapolis et Londres ou Hull, Angleterre, ou les deux.. 5,000 00
157 Service à la vapeur entre les ports atlantiques, canadiens et l'Australie et la Nouvelle-Zélande.. 140,000 00
158 Service postal par paquebots entre le Canada et la Grande-Bretagne. 1,000,000 00
159 Service à la vapeur entre le Canada et Cuba.. 25,000 00
160 Service à la vapeur entre le Canada et Terre-Neuve.. 70,000 00
161 Service à la vapeur entre le Canada et les Indes occidentales ou l'Amérique du Sud, ou les deux.. 340,666 66
162 Service à la vapeur entre le Canada et l'Afrique du Sud.. 146,000 00
163 Service à la vapeur entre Halifax, Saint-Jean, Terre-Neuve et Liverpool.. 20,000 00
164 Service à la vapeur entre Montréal, Québec et Manchester, Ang., durant la saison de navigation, et entre Saint-Jean, Halifax, et Manchester durant la saison d'hiver.. 35,000 00
165 Service à la vapeur entre Saint-Jean, Dublin et Belfast durant l'hiver.. 7,500 00
166 Service à la vapeur entre Saint-Jean et Glasgow.. 15,000 00
167 Service à la vapeur entre Saint-Jean, Halifax et Londres durant l'hiver.. 15,000 00
168 Service à la vapeur entre Saint-Jean, Halifax, Londres.. 25,000 00

OCÉAN PACIFIQUE.

169	Service à la vapeur entre le Canada et l'Australie ou la Nouvelle-Zélande, ou les deux sur l'océan Pacifique	180,509 00
170	Service à la vapeur entre le Canada, la Chine et le Japon	253,333 34
171	Service à la vapeur entre Prince-Rupert, C.-B. et les îles de la Reine-Charlotte	16,000 00
172	Service à la vapeur entre Victoria et San-Francisco	3,000 00
173	Service entre Victoria, Vancouver, les ports d'escale et Skagway	12,500 00
174	Service à la vapeur entre Victoria et la côte ouest de l'île Vancouver	5,000 00
175	Service à la vapeur entre Vancouver et les ports du nord de la Colombie-Britannique	16,800 00

SERVICES LOCAUX.

176	Service à la vapeur entre Baddeck et Iona	5,825 00
177	Service à la vapeur entre Charlottetown, Victoria et le quai Holliday	2,500 00
178	Service à la vapeur entre Froude's-Point et Lockport, N.-E	600 00
179	Service à la vapeur depuis l'ouverture jusqu'à la fin de la navigation de 1915, entre le bassin de Gaspé et Dalhousie ou Campbellton	20,000 00
180	Service à la vapeur entre Grand-Manan et la Mainland	10,000 00
181	Service à la vapeur entre Halifax et Canso	5,000 00
182	Service à la vapeur entre Halifax et Terre-Neuve par les ports du Cap-Breton	10,000 00
183	Service à la vapeur entre Halifax, la baie Mahone, l'île Tancook et les ports de la rivière La-Have	4,000 00
184	Service à la vapeur entre Halifax et Spry-Bay par les ports du Cap-Breton	4,000 00
185	Service à la vapeur entre Halifax, le sud du Cap-Breton et les ports du lac Bras-d'Or	4,000 00
186	Service à la vapeur entre Halifax et la côte ouest du Cap-Breton, avec arrêts aux ports d'escale	4,000 00
187	Service à la vapeur entre Halifax et Sherbrooke	2,000 00
188	Service à la vapeur depuis l'ouverture jusqu'à la clôture de la navigation entre Kenora et Fort-Frances	8,000 00
189	Service à la vapeur de l'ouverture à la clôture de la navigation en 1915 entre la terre ferme et les îles de la Madeleine	18,000 00
190	Service à la vapeur entre Mulgrave et Canso	6,500 00
191	Service à la vapeur entre Mulgrave et Guysborough, avec arrêts aux ports d'escale	5,500 00
192	Service à la vapeur entre Newcastle, Néguac et Escuminac, avec arrêts aux ports d'escale sur la rivière Miramichi et dans la baie Miramichi	2,500 00
193	Service à la vapeur entre l'île Pelée et la terre ferme	8,000 00
194	Service à la vapeur entre Petit-de-Grat et le terminus de l'Intercolonial à Mulgrave	7,000 00
195	Service à la vapeur sur la rivière Petitcodiac entre Moncton et les ports d'escale et entre un ou des ports de la côte ouest du comté de Cumberland	2,500 00
196	Service à la vapeur entre Pictou et Montague, avec arrêts à Murray-Harbour et Georgetown	6,000 00
197	Service de schooner entre Pictou, New-Glasgow, le port du comté d'Antigonish et Mulgrave	1,000 00
198	Service à la vapeur de l'ouverture à la clôture de la navigation en	

	1915, entre Pictou, Mulgrave et Chéticamp	7,500 00
199	Service à la vapeur de l'ouverture à la clôture de la navigation en 1915, entre Port-Mulgrave, St-Peter's, Irish-Cove et la Montagne de Marbre et autres ports des lacs Bras-d'Or	6,500 00
200	Service à la vapeur entre l'Ile-du-Prince-Edouard et le Cap-Breton et Terre-Neuve	16,500 00
201	Service à la vapeur de l'ouverture à la clôture de la navigation en 1915, entre l'Ile-du-Prince-Edouard et la terre ferme	12,500 00
202	Service à la vapeur durant l'année 1915, entre Québec et Harrington, avec arrêts aux ports et aux endroits le long de la côte nord du Saint-Laurent entre ces deux terminus	28,000 00
203	Service à la vapeur entre Québec et le bassin de Gaspé, avec arrêts aux ports d'escale	8,500 00
204	Service à la vapeur entre Québec et les ports de la côte nord de l'île d'Orléans	4,500 00
205	Service à la vapeur entre la Rivière-du-Loup, Tadoussac et les autres ports de la côte nord	6,000 00
206	Service d'hiver à la vapeur entre la Rivière-du-Loup, Tadoussac et les autres ports du St-Laurent	8,000 00
207	Service d'hiver à la vapeur entre la Baie Ste-Catherine et Tadoussac.	3,500 00
208	Service à la vapeur entre St-Jean et les ports du bassin de Cumberland	3,000 00
209	Service à la vapeur entre St-Jean, N.-B., et St-Andrews, N.-B., avec arrêts aux ports d'escale	4,000 00
210	Service d'hiver entre St-Jean et Bridgetown	2,500 00
211	Service à la vapeur entre St-Jean et Digby	20,000 00
212	Service à la vapeur entre St-Jean, Digby, Annapolis et Granville, c'est-à-dire le long de la côte ouest au bassin d'Annapolis	2,000 00
213	Service à la vapeur entre St-Jean, N.-B., et les ports de la Baie de Fundy et le Bassin de Minas et Margaretville, N.-E.	8,000 00
214	Service à la vapeur entre St-Jean, Westport, Yarmouth et les autres ports d'escale	8,500 00
215	Service à la vapeur durant l'hiver 1915 entre St-Stephen, N.-B., les ports de la rivière Ste-Croix, l'Ile-au-Cerf, Campobello, et les îles de l'Intérieur, la baie Passamaquoddy et L'Etête ou Black Bay	6,000 00
216	Service à la vapeur durant la saison de 1915 entre Sydney et la baie St-Laurent, avec arrêts aux ports d'escale	6,000 00
217	Service à la vapeur durant la saison de 1915 entre Sydney et Whycocomagh	3,000 00
218	Service à la vapeur de Sydney, N.-E., autour de la côte est du Cap-Breton, Hastings et retour à Sydney par les lacs du Bras-d'Or	5,500 00
219	Dépenses relatives à la surveillance des services des vapeurs subventionnés	3,000 00

XXX—SAUVAGES.

Ontario.

291	Secours, soins de médecins et médicaments	11,000 00

Québec.

292	Secours, soins de médecins et médicaments	17,000 00

Ontario et Québec.

293	Frais de justice en général	5,500 00
	Réparations aux chemins, ponts et drainage	21,900 00
	Frais généraux	51,075 00

NOUVELLE-ECOSSE.

294	Appointements	6,200 00
	Secours et grains de semence	8,000 00
	Pour encourager l'agriculture	1,000 00
	Soins de médecins et médicaments	5,000 00
	Dépenses diverses et imprévues	4,300 00
	Réparations des chemins et fossés	600 00
	Reconstruction de la salle de conseil des sauvages, île de la Chapelle.	2,500 00

NOUVEAU-BRUNSWICK.

295	Appointements	1,984 00
	Secours et grains de semence	8,000 00
	Soins de médecins et médicaments	4,000 00
	Dépenses diverses et imprévues	850 00
	Réparations des chemins	450 00
	Pour encourager l'agriculture	1,000 00

ILE DU PRINCE-EDOUARD.

296	Appointements	600 00
	Secours et grains de semence	1,125 00
	Soins de médecins et médicaments	850 00
	Dépenses diverses	650 00

MANITOBA, SASKATCHEWAN, ALBERTA ET TERRITOIRES DU NORD-OUEST.

297	Instruments aratoires, outils, etc	11,893 00
	Grains et graines de semence	4,530 00
	Bestiaux	4,835 00
	Secours au sauvages indigents	143,465 00
	Hôpitaux, soins médicaux, médicaments, etc	105,035 00
	Habillements—Distribution triennale	6,000 00
	Arpentage	11,000 00
	Sioux	6,418 00
	Moulins à farine et scieries	1,049 00
	Dépenses générales	263,924 00

COLOMBIE-BRITANNIQUE.

298	Appointements	47,840 00
	Secours au sauvages indigents	22,000 00
	Pour encourager les sauvages vers l'agriculture et la culture des fruits	4,950 00
	Hôpitaux, soins médicaux et médicaments	43,200 00
	Frais de voyage	20 000 00
	Frais de bureau, dépenses diverses et imprévues	16,400 00
	Arpentages	5,000 00
	Nettoyage des vergers des sauvages	3,500 00
	Pour les dépenses de la Commission des Terres des Sauvages de la Colombie-Britannique, y compris un paiement de $1,400 pour les services comme Commissaire du docteur J. A. J. McKenna	41,400 00

YUKON.

299	Secours, soins de médecins et médicaments	11,000 00
	Arpentages	7,000 00
	Frais généraux	4,000 00

ECOLES DES SAUVAGES.

300	Ecoles	984,115 00

GÉNÉRAL.

301	Pour payer aux sauvages qui renoncent à leurs terres sous l'empire des dispositions de l'article 70 de la loi des Sauvages, remboursement devant se faire avec le produit des terres	25,000 00
	Secours aux sauvages indigents dans les circonscriptions éloignées	60,000 00
	Pour empêcher la propagation de la turberculose	10,000 00
	Impressions, papeterie, etc	5,000 00
	Subvention au fonds des sauvages (en fidéicommis) 310, pour la suppression du trafic des liqueurs enivrantes	3,000 00
	Arpentages, Ontario, Québec et Provinces maritimes	3,000 00
	Pour dépenses relatives aux épidémies de petite vérole et autres maladies	10,000 00
	Pour frais de l'agent faisant l'enregistrement des naissances, décès et mariages	1,500 00

Les résolutions adoptées en comité des Subsides le 23 mars écoulé, sont rapportées, lues la seconde fois et agréées, et elles sont comme suit:—

III.—GOUVERNEMENT CIVIL.—(*Suite.*)

21	Ministère des Postes—	
	Traitements	807,710 00
	Dépenses casuelles	125,000 00

XLII.—POSTES—SERVICE EXTERIEUR.

366	Traitements et allocations	7,538,711 75
	Service postal	8,144,805 50
	Divers	843,838 00
	Territoire du Yukon	150,000 00

Les résolutions adoptées en comité des Subsides le 24 mars écoulé, sont rapportées, lues la seconde fois et agréées, et elles sont comme suit:—

III.—GOUVERNEMENT CIVIL.

5	Ministère de la Milice et de la Défense—	
	Traitements	174,000 00
	Dépense casuelle	19,500 00

XIII.—MILICE ET DEFENSE.

81	Allocations de la milice active	130,000 00

Les résolutions adoptées en comité des Subsides le 25 mars écoulé, sont rapportées, lues la seconde fois et agréées, et elles sont comme suit:—

II.—GOUVERNEMENT CIVIL.

18	Ministère des Chemins de fer et Canaux—	
	Traitements, y compris ingénieur en chef à $5,000; secrétaire légiste à $4,000; Janet Garvie à $900	175,662 50
	Dépenses casuelles	28,000 00

XIII.—MILICE ET DEFENSE.

82	Services des cadets	100,000 00
83	Dépenses contingentes	59,000 00
84	Droits de douane	125,000 00
85	Bibliothèque départementale	1,000 00
86	Arsenal fédéral	300,000 00
87	Services des ingénieurs et travaux	1,050,000 00
88	Subventions aux associations et fanfares	83,000 00
89	Quartiers généraux, états-majors de division et district	205,500 00
90	Entretien des dépendances militaires	160,000 00
91	Gendarmerie active	2,500,000 00
92	Impressions et papeterie	70,000 00
93	Collège militaire Royal	160,000 00
94	Appointements et gages	235,000 00
95	Ecoles d'instruction	140,000 00
96	Arpentages	40,000 00

Les résolutions adoptées en comité des Subsides le 26 mars écoulé, sont rapportées, lues la seconde fois et agréées, et elles sont comme suit:—

XIII.—MILICE ET DEFENSE.

97	Transport et fret	200,000 00
98	Champs de manœuvres	200,000 00

XI.—PENSIONS.

72	Pensions payables à des miliciens par suite du soulèvement de 1885, et pour service actif en général	100,000 00

X.—IMMIGRATION.

64	Appointements des agents et employés en Canada, dans la Grande-Bretagne et l'étranger	620,000 00
65	Dépense casuelle dans les agences canadienne, britannique et étrangères, et dépense générale de l'immigration	1,200,000 00
66	Secours aux Canadiens nécessiteux dans les pays autres que les Etats-Unis	5,000 00
67	Administration de l'immigration chinoise:—	
	Appointements	30,000 00
	Dépense casuelle	20,000 00

XXXIII.—GOUVERNEMENT DU TERRITOIRE DU YUKON.

304	Traitements et frais se rattachant à l'administration du Territoire.	128,000 00
	Subvention au conseil local	125,000 00
	Subvention au conseil local pour entretien et réparation des routes.	100,000 00

XXIII.—INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES.

Ministère de l'Intérieur.

Relevés astronomiques—Etude et délimitations des frontières extérieures du Canada, et le service astronomique et géodésique du ministère de l'Intérieur, y compris les dépenses de l'observatoire

259 astronomique fédéral d'Ottawa et la succursale de Saanich Hill, C.-A., et $1,000 à M. King comme commissaire de la Frontière Internationale..... 260,000 00
Paiements en acompte sur la construction et l'installation d'un grand télescope réflecteur pour l'Observatoire astronomique du Dominion (Branche de l'Ouest)..... 31,500 00

Les résolutions adoptées en comité des Subsides le 27 mars écoulé, sont rapportées, lues la seconde fois et agréées, et elles sont comme suit:—

III.—GOUVERNEMENT CIVIL.

6 Secrétariat d'Etat—
Traitements..... 75,300 00
Dépense casuelle..... 16,000 00

XXXV.—DIVERS.

311 Contribution à la publication du Catalogue international des publications scientifiques..... 500 00
312 Dépenses occasionnées par la *Loi de Tempérance du Canada*..... 2,000 00

III.—GOUVERNEMENT CIVIL.

7 Division des impressions et de la papeterie publiques—
Traitements, y compris imprimeur du Roi, adjoint et contrôleur de la papeterie à $4,000..... 69,562 50
Dépense casuelle..... 10,300 00

VII.—LEGISLATION.

En général.

Impressions, papier à imprimer et reliure..... 300,000 00
Impressions, reliure et distribution des lois..... 10,000 00
41 Dépense casuelle se rattachant aux listes des votants..... 8,000 00
Dépenses casuelles du greffier de la Couronne en chancellerie, y compris l'emploi de commis temporaires..... 5,000 00
Listes des votants provinciales..... 11,000 00

XXXV.—DIVERS.

306 *Gazette du Canada*..... 21,000 00
307 Imprimerie de l'Etat—Réparations et réfections..... 7,000 00
308 Imprimerie de l'Etat—Nouvelles installations..... 50,000 00
309 Distribution des documents parlementaires..... 2,000 00
310 Impressions diverses..... 100,000 00

III.—GOUVERNEMENT CIVIL.

20 Ministère des Mines—
Traitements, y compris $1,000, transfert de la troisième division, subdivision A, à la seconde division, subdivision B.. 358,775 00
Dépenses casuelles..... 7,000 00

XXVIII.—MINES ET SERVICE GEOLOGIQUE.

Division des Mines.

	Recherches relatives aux gisements de minerais et de minéraux industriels, aux tourbières, à la valeur comme combustible des houilles, du lignite, et de la tourbe au Canada, y compris les salaires du machiniste et des journaliers et la machinerie supplémentaire; recherches relatives au traitement des minerais, y compris le remisage du gril, les salaires des journaliers, les machineries et l'outillage du labour: obtention de renseignements concernant les minéraux, les industries et les opérations de la métallurgie	62,000 00
282	Publication de rapports, leur traduction en français, achat de livres, papeterie, dépenses du laboratoire de chimie, appareils, instruments, dépenses casuelles de bureau, services auxiliaires	67,000 00
	Pour faire des recherches sur la manufacture et l'emmagasinage des explosifs au Canada, les appareils et outillages, le salaire des inspecteurs, chimistes, mécaniciens, comptabilité et frais de voyage.	5,000 00
	Pour l'essai des sables goudronneux d'Athabaska dans la confection des routes	5,000 00

Essayerie du Canada.

283	Maintien de l'essayerie à Vancouver, C.-B.	20,000 00

Service géologique.

	Explorations et études: études ethnologiques, archéologiques, paléontologiques, et rémunération d'explorateurs, topographes, dessinateurs et autres	175,000 00
	Pour explorations et recherches dans le but de découvrir la possibilité de l'existence des minerais de radium au Canada et la dissémination des renseignements concernant ces minerais	10,000 00
	Publication de rapoprts, leur traduction en français, cartes, plans, illustrations, etc	75,000 00
284	Achat de livres, instruments, appareils de laboratoire, substances chimiques, matériel pour les cartes, papeterie, entretien des bureaux et du musée; pour service provisoire technique, aux écritures et autres; uniformes pour quatre attachés, dépenses diverses, etc	54,000 00
	Pour collection et achat de spécimens pour le musée Victoria	15,000 00
	Compensation à John F. Lyons pour le logement, combustible, éclairage et eau à lui fournis comme concierge du musée géologique, rue Sussex, évacué lors du déménagement au musée Victoria	400 00

XXXV.—DIVERS.

336	Subvention au *Canadian Mining Institute*	3,000 00
337	Subvention à la *Canadian Peat Society*	1,500 00

III.—GOUVERNEMENT CIVIL.

30	Archives publiques—	
	Traitements	53,462 50
	Dépenses casuelles	7,500 00

XXXV.—DIVERS.

323	Archives publiques	55,000 00

III.—GOUVERNEMENT CIVIL.

31	Commission du Service civil—	
	Traitements	32,037 50
	Dépenses casuelles	15,500 00

XIX.—DEPARTEMENT DU SERVICE NAVAL.

220	Service naval—Entretien et maintien des navires, école navale et bassins de radoub à Halifax et à Esquimalt, et réserve de marins volontaires	1,000,000 00
221	Service de protection des pêcheries—Réparation et entretien des steamers de protection des pêcheries	375,000 00
222	Service de protection des pêcheries—Achat de nouveaux steamers	30,000 00
223	Relevés hydrographiques, y compris le relevé de la baie d'Hudson	390,000 00
224	Service radiotélégraphique—Construction et entretien de stations radiotélégraphiques	350,000 00
225	Marées, service des—Entretien des stations de marées et des steamers d'exploration	35,000 00
227	Protection des eaux septentrionales du Canada	50,000 00
228	Récompenses aux sauveteurs et stations de sauvetage—Crédit autrefois compris dans le service maritime et fluvial	125,400 00

XXVI.—PECHERIES.

268	Aider à l'établissement, à l'entretien et à l'inspection d'un entrepôt frigorifique pour la boitte et la conservation et le développement de la pêche de grands fonds, et pourvoir à de meilleurs moyens de transport pour le poisson frais	150,000 00
269	Entretien d'usines servant à faire des expériences pour la réduction du chien de mer	60,000 00

Les résolutions adoptées en comité des Subsides le 29 mars écoulé, sont rapportées, lues la seconde fois et agréées, et elles sont comme suit:—

XIV.—CHEMINS DE FER ET CANAUX—IMPUTABLE SUR LE CAPITAL.

Chemin de fer Intercolonial.

Freins à air comprimé—Amélioration de soupapes à 3 clapets	3,400 00
Amherst—Agrandissements et facilités	16,000 00
Anti-glisseurs et plaques de travers	50,000 00
Ponts—Renforcement	700,000 00
Chatham—Déviation de la ligne et de l'embranchement allant au quai	2,500 00
De Chaudière-Jonction à St-Romuald—Double voie	30,000 00
Déviation de la ligne entre Nelson et Derby-Jonction	6,000 00
Déviation de la ligne entre Sydney-Nord et Leitches-Creek	60,000 00
Fredericton—Agrandissement des installations	5,000 00
Protection générale des grandes routes	16,000 00
Halifax—Docks et quai à	30,000 00
Halifax—Nouvelles facilités terminales	3,000,000 00
Halifax—Agrandissement des installations et installation de machines à	3,500 00
Halifax—Egout du parc Willow	14,900 00

	Hampton—Passage souterrain et facilités à	39,750 00
	Installation du système de sûreté *(block system)* se rattachant à l'exploitation	14,000 00
	Installation d'un réseau téléphonique se rattachant à l'exploitation	100,000 00
	Lévis—Améliorations à	200,000 00
	Moncton—Ateliers de locomotives et des wagons et outillage	110,000 00
	Moncton—Elimination des passages à niveau et des rampes	125,000 00
	Moncton—Toitures	22,500 00
	Mulgrave—Pour un nouveau bac transbordeur de wagons et un bassin pour ce bac	354,000 00
99	Construction primitive	600 00
	Pose de fils permanents dans la rotonde à locomotives	13,000 00
	Passages à niveau et ponceaux permanents sur la ferme	10,000 00
	Usines de force motrice—Augmentation de facilitation aux points divers	23,000 00
	Pugwash—Ligne de raccordement, Pugwash-Harbour	5,000 00
	Elévation de la rampe, Memramcook et Sackville	3,500 00
	Matériel roulant	2,250,000 00
	Appareils de sûreté pour l'équipement	24,000 00
	Signaux réglementaires de chemin de fer	4,000 00
	Horloges réglementaires pour les points divisionnaires	2,800 00
	Mont-Joli (anciennement Ste-Flavie)—Agrandissement des installations	16,500 00
	Saint-Jean—Ligne de raccordement, Courtney-Bay	112,000 00
	Levés de plans et inspections	87,000 00
	Sussex—Améliorations à	1,000 00
	Sydney-Mines—Déviation	10,000 00
	Drainage en tuiles dans des coupes humides	4,000 00
	Pour augmenter les installations et les facilités le long de la ligne	102,000 00
	Trenton—Augmentation des facilités à	20,000 00
	Service d'eau—Pour agrandir	27,300 00
	Pour contribuer à la construction d'une voie ferrée à partir d'un point sur l'Intercolonial à un point de Dartmouth, dans le comté d'Halifax, en passant par Musquodoboit-Harbour et la vallée de Musquodoboit jusqu'à Dean's-Settlement, dans le dit comté	510,000 00

Chemins de fer de l'Ile-du-Prince-Edouard.

	Ponts—Pour les consolider	10,000 00
	Construction première	800 00
	Usines de force motrice	125 00
100	Relevés et inspections	10,400 00
	Pour augmenter les installations et les facilités le long de la ligne	17,600 00
	Pour un bac transbord, de wagons, construire des installations de tête de ligne et les raccordements nécessaires	1,900,000 00

Chemin de fer du Nouveau-Brunswick et de l'Ile-du-Prince-Edouard.

101	Pour donner à la ligne le type des embranchements de l'Intercolonial	25,000 00

Chemin de fer International.

102	Pour donner à la ligne le type des embranchements de l'Intercolonial	11,200 00

XL.—CHEMINS DE FER ET CANAUX—PERCEPTION DU REVENU.

Chemins de fer.

360	Intercolonial—Frais d'exploitation	13,000,000 00
	Chemin de fer de l'Ile du Prince-Edouard	650,000 00
	Transcontinental—Exploitation de la ligne de Moncton à Lévis	200,000 00
	Intercolonial Railway—Frais d'exploitation	85,000 00
	Chemin de fer du Nouveau-Brunswick et de l'Ile-du-Prince-Edouard—Frais d'exploitation	65,000 00
	Chemin de fer Québec et St-Jean—Frais d'exploitation	60,000 00

XIV.—CHEMINS DE FER ET CANAUX—IMPUTABLE SUR LE CAPITAL.

Pont de Québec.

105	Construction	3,500,000 00

Canal des navires Welland.

106	Construction	5,500,000 00
107	Pour construire un chemin de fer reliant Montréal au Transcontinental National	750,000 00

Canaux—Capital.

Lachine.

108	Améliorations, écluse 4	156,000 00
	Murs verticaux en béton	25,000 00

Rideau.

109	Pour construire un pont sur le canal Rideau à l'avenue Pretoria, Ottawa	40,000 00

Soulanges.

110	Ouvrages de protection, entrée d'amont	32,000 00
	Nouveaux poteaux d'amarrage	2,500 00

Canal de Trent.

111	Construction	1,500,000 00
	Pour acquitter la réclamation de Corry et Laverdure	16,000 00

Welland.

112	Pour construire un pont élevé sur le canal	50,000 00

Canaux—Revenu.

Chambly.

113	Réfection d'un pont à la traverse Daigneault	5,000 00
	Macadamisage du chemin	8,500 00

Cornwall.

114	Améliorations	19,500 00

Canaux de Québec.

115	Dragage	9,000 00
	Parement en béton, barrage à Valleyfield	26,000 00
	Murs de revêtement, lac St-François	6,000 00

Rideau.

116	Réparations et remplacements de barrage	30,000 00
	Renouveler le pont tournant de Smith's-Falls	15,000 00

St-Peters.

117	Améliorations	299,000 00

Soulanges.

118	Réfection de quais	10,000 00
	Poteaux d'amarrage	1,200 00

Trent.

119	Améliorations	40,000 00

Welland.

120	Grosses réparations	36,000 00

CHEMINS DE FER ET CANAUX—IMPUTABLE SUR LE REVENU.

DIVERS.

	Arbitrages et sentences arbitrales	4,000 00
	Commissaires des chemins de fer de l'Etat—Entretien et exploitation, y compris $800 pour Clyde Leavitt, et sa qualité d'inspecteur en chef des incendies	179,600 00
	Commissaires des chemins de fer de l'Etat.—Pour payer les dépenses relatives aux causes qui lui ont été soumises	25,000 00
	Contributions des chemins de fer de l'Etat à la faculté de l'université McGill, pour la fondation d'une école de construction des chemins de fer et du transport en général, affiliée à la faculté des des sciences appliquées	2,500 00
	Contribution des chemins de fer de l'Etat à la faculté de l'Ecole Polytechnique de Montréal, pour améliorer l'enseignement dans	
121	la construction des chemins de fer et le transport en général	2,500 00
	Frais et litiges	6,000 00
	Wagons du Gouverneur général—Service, réparations et changements, etc	5,000 00
	Chemin de fer du Grand-Tronc-Pacifique—Rémunération au directeur nommé par le gouvernement	2,000 00
	Enquêtes investis par la loi des Enquêtes	1,000 00
	Divers travaux non prévus	5,000 00
	Souscription au Congrès international, Bruxelles	97 33
	Levées et inspections—Canaux	35,000 00
	Levées et inspections—Chemins de fer	75,000 00
	Pour payer les dépenses relatives à la refonte de la loi des chemins de fer	2,000 00

XL.—CHEMINS DE FER ET CANAUX—IMPUTABLE SUR LE REVENU.

CANAUX.

361	Personnel et réparations	1,410,000 00
	Employés à la statistique	42,500 00

DIVERS.

Chemins de fer.

362 Allocation de commisération à la veuve de feu W. D. Smith, tué accidentellement en travaillant comme journalier au terminus de Port-Nelson du chemin de fer de la Baie d'Hudson 2,000 00

363 Allocation de commisération à la veuve de feu Michael Lawrence Allen, tué accidentellement en travaillant comme manœuvre sur le canal Lachine 1,000 00

CHEMINS DE FER ET CANAUX—IMPUTABLE SUR LE CAPITAL.

CHEMINS DE FER.

Intercolonial.

404 Halifax—Bassins et quais—Crédit supplémentaire.. .. .. 300,000 00

Transcontinental.

405 Construction—Crédit supplémentaire.. .. .. 832,845 61

International.

406 Pour conformer la ligne au type de la ligne d'embranchement de l'Intercolonial.. .. .. 1,300 00

Nouveau-Brunswick et l'Ile-du-Prince-Edouard.

407 Pour conformer la ligne au type de la ligne d'embranchement de l'Intercolonial.. .. .. 24,700 00

Baie-d'Hudson.

408 Construction—Crédit supplémentaire.. .. .. 350,000 00

CANAUX—CAPITAL.

Canal Welland.

409 Agrandissement de l'élévateur de Port-Colborne—Crédit supplémentaire.. .. .. 30,000 00

CHEMINS DE FER ET CANAUX—IMPUTABLE SUR LE REVENU.

DIVERS.

410 Wagon du Gouverneur général—Entretien, réparations et changements—Crédit supplémentaire.. .. .. 5,000 00

CHEMINS DE FER ET CANAUX—IMPUTABLE SUR LE REVENU.

CHEMINS DE FER.

445 Chemin de fer de l'Ile-du-Prince-Edouard—Frais d'exploitation—Crédit supplémentaire.. .. .. 50,000 00

Chemin de fer du Nouveau-Brunswick et de l'Ile-du-Prince-Edouard—Frais d'exploitation, y compris le mandat du Gouverneur général au montant de $25,000.. .. .. 50,000 00

Chemin de fer International—Frais d'exploitation—Mandat du Gouverneur général.. .. .. 100,000 00

Chemin de fer Transcontinental National—Exploitation de la ligne de Moncton à Lévis—Crédit supplémentaire.. .. .. 30,000 00

Chemin de fer de Québec et Saint-Jean—Exploitation de la ligne.. 15,000 00

DIVERS.

446 Pour payer des allocations de commisération aux veuves et aux autres personnes dépendant du capitaine et de l'équipage du V. G. C. *Sharon*, vapeur regardé comme perdu en mer.. .. 16,500 00

Les résolutions adoptées en comité des Subsides le 30 mars écoulé, sont rapportées, lues la seconde fois et agréées, et elles sont comme suit:—

II.—FRAIS DE GESTION.

Bureaux des sous-receveurs généraux et caisses d'épargnes rurales—
Appointements.. .. 60,350 00
Dépenses casuelles.. .. 6,000 00
Impression des billets du Dominion.. .. 300,000 00
Impressions, annonces, inspection, frais de messagerie, etc.. .. 42,000 00
1 Commission pour paiement de l'intérêt sur la dette publique, achat d'effets publics pour fonds d'amortissement.. .. 60,000 00
Courtage sur achat d'effets publics pour fonds d'amortissement.. 5,600 00
Timbres anglais, frais de port, etc.. .. 20,000 00
Pour faire sortir de la circulation les monaies étrangères et celles qui n'ont plus cours.. .. 15,000 00

III.—GOUVERNEMENT CIVIL.

11 Bureau de l'Auditeur Général—
Traitements.. .. 130,350 00
Dépense casuelle.. .. 11,500 00
12 Ministère des Finances et Conseil de la Trésorerie—
Traitements.. .. 130,037 50
Dépense casuelle.. .. 23,000 00
25 Ministères en général—
Dépense casuelle, soin et nettoyage des édifices de l'administration (y compris $50 chacun à E. Snowden et W. H. Jeffery, pour le service du canon du midi).. .. 175,000 00
27 Bureau du surintendant des assurances—
Traitements.. .. 28,025 00
Dépenses casuelles.. .. 27,500 00

XXXV.—DIVERS.

314 Dépenses imprévues à être autorisées par un décret du conseil, et dont un compte en détail sera soumis au parlement dans les quinze premiers jours de la prochaine session.. .. 40,000 00
Subvention à la Commission Nationale des Champs de Bataille:
(a) Etablissement et construction d'un parc sur les champs de bataille historiques de Québec.. .. 100,000 00
342 (b) Frais d'administration.. .. 3,000 00
(c) Entretien du parc National des champs de bataille.. .. 15,000 00
(d) Entretien de la tour Martello No. 4.. .. 400 00
343 Pour pourvoir aux dépenses de la commission qui préparera des plans pour les villes de Hull et d'Ottawa.. .. 10,000 00

XXXVII.—ACCISE.

Appointements des fonctionnaires et des inspecteurs de l'accise, etc., et augmentation d'appointements selon le résultat de l'examen de l'accise.. .. 570,825 00

	Surcroît de service des préposés à la surveillance des grandes distilleries et autres fabriques	15,000 00
	Rémunération pour longues heures de service, autres que pour services spéciaux	1,500 00
	Service préventif	13,000 00
	Frais de voyages, loyer, combustible, papeterie, etc.	130,000 00
357	Estampilles pour les tabacs canadiens et importations	130,000 00
	Percepteurs des douanes, allocations sur les droits perçus par eux	5,000 00
	Commission aux vendeurs d'estampilles pour le tabac canadien en torquette	100 00
	Allocation provisoire, ne dépassant pas $150 à chacun des préposés dans le Manitoba et les provinces de l'Ouest, dont les traitements de toutes sources payés par l'Etat n'excèdent pas $2,500	10,000 00
	Pour permettre au ministère de fournir de l'alcool méthylique aux fabricants, qui en rembourseront le prix de revient, et pour loyer, éclairage, force motrice, transport, appointements, etc.	110,000 00

III.—GOUVERNEMENT CIVIL.

4	Administration de la Justice—	
	Traitements	141,848 75
	Dépense casuelle	20,000 00

IV.—ADMINISTRATION DE LA JUSTICE.

32	Dépenses diverses	10,000 00
	Frais de subsistance du juge pour le district d'Atlin, C.-B.	1,200 00

Cour Suprême du Canada.

33	Dépenses casuelles et déboursés, salaires des officiers (shérifs, etc.); livres, magasines, etc., pour les juges, montant n'excédant pas $300	6,500 00
	Livres de droit et de référence pour bibliothèque et reliure	9,000 00

Cour d'Echiquier du Canada.

	Dépenses casuelles—Frais de voyages des juges, rémunération aux shérifs, etc., impressions, papeterie, etc., et $150 pour les livres des juges	6,000 00
	Impressions, reliure et distribution des rapports de la cour	1,500 00
34	Loyer du tribunal et dépenses de voyage quand le tribunal siège en cour d'amirauté, ainsi que $150 pour la papeterie et les timbres des juges et des registraires	500 00
	Salaire du prévôt de l'amirauté de Québec	333 34
	A Chas. Morse, pour libeller les rapports des décisions du tribunal pour les revues légales	50 00

Territoire du Yukon.

	Frais de voyages du juge	500 00
	Frais de subsistance du juge	5,000 00
	Traitement des fonctionnaires de la cour territoriale, shérif et greffier, $4,000 chacun, deux sténographes, $2,000 chacun	12,000 00
	Frais de subsistance du juge de la cour territoriale et du magistrat de police	8,600 00

35 Rétribution des témoins, jurés et interprètes dans les causes criminelles.. .. .. 5,000 00
Entretien des prisonniers.. .. .. 10,000 00
Transport des prisonniers.. .. .. 4,000 00
Divers honoraires et dépenses du ministère public, salaires et frais de subsistance des autres employés, enquêtes des coroners, papeterie, etc.. .. .. — .. 10,000 00

V.—POLICE FEDERALE.

36 Somme à voter.. .. .. 128,765 00

XXXV.—DIVERS.

325 Dépenses se rattachant à des affaires litigieuses relevant du ministère de la Justice.. .. .. 13,000 00
328 Frais relevant de la convention des revendications pécuniaires avec les Etats-Unis.. .. .. 25,000 00
329 Subvention à la *Chief Constables' Association of Canada*.. .. .. .. 500 00

Les résolutions adoptées en comité des Subsides le 31 mars écoulé, sont rapportées, lues la seconde fois et agréées, et elles sont comme suit:—

XIV.—CHEMINS DE FER ET CANAUX—IMPUTABLE SUR LE CAPITAL.

Chemins de fer.

Chemin de fer de la Baie-d'Hudson.

103 Construction d'installation de têtes de ligne et d'élévateurs.. .. .. .. 5,500,000 00

Chemin de fer Transcontinental National

104 Construction.. .. .. 5,000,000 00

Chemin de fer Intercolonial.

465 Bathurst—Rameau.. .. .. 62,400 00
Embranchement de Sunny-Brae à Mulgrave.. .. .. 1,000,000 00
Lévis—Nouvel appareil pour le chargement de la houille.. .. .. .. 75,000 00

Canaux—Capital.

Canal Welland.

466 Agrandissement de l'élévateur de Port-Colborne.. .. .. 25,000 00

CHEMINS DE FER ET CANAUX—IMPUTABLE SUR LE REVENU.

Canaux—Revenu.

Canal Rideau.

467 Améliorations des bords du canal à Ottawa.. .. .. 20,000 00

CHEMINS DE FER ET CANAUX—IMPUTABLE SUR LA PERCEPTION DU REVENU.

Divers.

Allocation de commisération à la veuve de feu Fred. Jacobs, serre-frein sur l'Intercolonial, tué dans l'exercice de ses fonctions. 500 00

496	Allocation de commisération à la veuve de feu Charles Hughes, employé de parc sur l'Intercolonial, à Halifax, tué dans l'exercice de ses fonctions	500 00
	Allocation de commisération à la veuve de feu Maurice P. LeBlanc, serre-frein sur l'Intercolonial, tué dans l'exercice de ses fonctions	250 00
	Allocation de commisération à la veuve de feu Georges A. Zimmerman, qui fut blessé dans l'exercice de ses fonctions en sa qualité de pelleteur à l'élévateur à grain du gouvernement à Port-Colborne, et qui mourut subséquemment	2,000 00
	Gratification à Jacob Isakesen, cuisinier à bord du vapeur de l'Etat *Scotia*, qui fut blessé à Mulgrave au mois d'octobre 1914	150 00

Les résolutions adoptées en comité des Subsides le 1er avril courant, sont rapportées, lues la seconde fois et agréées, et elles sont comme suit:—

SAUVAGES.

Ontario et Québec.

426	Nouveau crédit de secours aux sauvages indigents	10,000 00

Nouvelle-Ecosse.

427	Nouveau crédit de secours aux sauvages indigents	1,000 00

Nouveau-Brunswick.

428	Nouveau crédit de secours aux sauvages indigents	1,000 00

Manitoba, Saskatchewan, Alberta et Territoires du Nord-Ouest.

429	Nouveau crédit pour graines de semence	18,941 00
	Nouveau crédit de secours aux sauvages indigents	20,000 00

Colombie-Britannique.

430	Nouveau crédit de secours aux sauvages indigents	10,000 00

En général.

431	Nouveau crédit de secours aux sauvages indigents	10,000 00
	Nouveau crédit pour l'épidémie de variole	10,000 00

III.—GOUVERNEMENT CIVIL.

9	Département des Affaires des Sauvages—	
	Traitements	127,000 00
	Dépense casuelle	21,550 00

TERRES FEDERALES ET PARCS.

433	Pour payer à l'*Alberta Railway and Irrigation Company*, successeurs de la *Canadian North West Irrigation Company*, une indemnité de $43,439.34, à cause d'une lacune accusée dans la superficie, et l'intérêt à 5 pour 100 par année sur un paiement majoré de $36,707.43, du 12 juin 1909 au 31 août 1914, $9,579.13	53,018.47
	Pour payer les honoraires de la commission d'inspection des arpenteurs des terres fédérales, du secrétaire et des sous-inspecteurs, et pour frais de voyage, papeterie, impressions, loyer de chambres et mobilier, etc.—Crédit supplémentaire	250 00
	Parcs nationaux du Canada—Crédit supplémentaire	32,000 00

INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES.

(*Ministère de l'Intérieur.*)

425 Pour l'Observatoire astronomique du Dominion, construction et installation d'un gros télescope réflecteur, succursale de l'Ouest—Crédit supplémentaire. 4,939 80

IMMIGRATION.

460 Aide, autre que les grains de semence, aux colons établis dans les provinces de Saskatchewan et d'Alberta. 1,275,000 00

TERRES FEDERALES ET PARCS FEDERAUX.

Pour acquitter le solde des dépenses se rattachant au déplacement des résidences des habitants de la ville de Frank, Alberta—A voter de nouveau. 13,839 32

490 Pour rembourser la *Southern Alberta Land Company, Limited,* sans préjudice de la garantie en vue du reversement, avec intérêt, aux conditions arrêtées par autorité du Gouverneur en conseil—A voter de nouveau. 140,573 00

Subvention à la *Cypress Hills Water User's Association*. 250 00

Les résolutions adoptées en comité des Subsides le 3 avril courant, sont rapportées, lues la seconde fois et agréées, et elles sont comme suit:—

XLIII.—COMMERCE.

368 Commission du commerce, agences commerciales, y compris les dépenses se rattachant à la négociation de traités ou à l'extension des relations commerciales, et diverses autres dépenses pour annonces, impressions, etc., se rapportant à l'extension du commerce canadien. 150,000 00

369 Primes sur le plomb et sur le pétrole brut (pour faire face aux frais de la mise à exécution des lois). 7,000 00

371 Traitements et dépenses casuelles aux termes de la Loi de l'inspection et de la vente des grains. 3,000 00

372 Traitements et dépenses casuelles aux termes de la Loi concernant les mesureurs de bois, y compris la somme de $2,000 pour mesurage de bois à la retraite. 9,400 00

374 Recensement et statistiques. 50,000 00

375 Annuaire statistique. 10,000 00

376 Commission impériale du commerce. 15,000 00

370 Traitements, loyers, gages et dépenses casuelles aux termes de la Loi sur les céréales du Canada. 625,000 00

373 Pour pourvoir à la construction, à l'acquisition, au loyer ou à l'expropriation d'élévateurs de terminus. 3,000,000 00

III.—GOUVERNEMENT CIVIL.

19 Ministère des Travaux publics—

Traitements. 569,835 00

Dépenses casuelles. 85,000 00

XVI.—TRAVAUX PUBLICS—IMPUTABLE SUR LE CAPITAL.

Edifices Publics.

	Ottawa—Edifice des archives—Agrandissements	50,000 00
	Ottawa—Edifices du Parlement—Allonge	100,000 00
122	Ottawa—Nouveaux palais administratifs et emplacements pour ces édifices	100,000 00
	Ottawa—Musée commémoratif Victoria	200,000 00
	Toronto—Nouveaux édifices fédéraux	225,000 00

XVII.—TRAVAUX PUBLICS—IMPUTABLE SUR LE REVENU.

Edifices Publics.

Nouvelle-Ecosse.

	Amherst—Nouveau bureau de poste	25,000 00
	Amherst—Salle d'exercice	10,000 00
	Bear-River—Edifice public	4,000 00
	Bridgetown—Bureau de poste	4,000 00
	Canning—Edifice public	15,000 00
	Chester—Edifice public	15,000 00
	Dartmouth—Nouvel édifice public	40,000 00
	Citadelle d'Halifax—Nouveaux quartiers pour célibataires et salles récréatives	13,000 00
	Halifax—Entrepôt de vérification des douanes	100,000 00
	Edifices fédéraux d'Halifax—Améliorations, réparations, etc.	5,000 00
124	Halifax—Salle d'exercice pour le 63e régiment	45,000 00
	Halifax—Station postale à l'extrémité nord	25,000 00
	Hantsport—Edifice public	9,000 00
	Mahone Bay—Edifice public	2,000 00
	Middleton—Edifice public	15,000 00
	North-Sydney—Edifice public—Améliorations	5,000 00
	Douane de Pictou—Nouveaux calorifères, etc.	2,000 00
	Port-Hawkesbury—Edifice public	3,000 00
	Shubenacadie—Edifice public	2,000 00
	Stewiacke—Edifice public	500 00
	Edifice public de Sydney Mines—Amélioration, réparation, etc	2,500 00
	Truro—Nouvel édifice public	23,000 00

Ile du Prince-Edouard.

125	Edifice public de Summerside—Nouvelle toiture et allonge, y compris calorifère et installations	10,000 00

Nouveau-Brunswick.

	Buctouche—Edifice public	10,000 00
	Edifice public de Chatham—Allonge	12,000 00
	Fredericton—Nouvel édifice public	25,000 00
	Milltown—Edifice public	30,000 00
126	Sackville——Edifice public	15,000 00
	Shediac—Edifice public	18,000 00
	Douane de Saint-Jean—Améliorations, etc	3,000 00
	St-George—Edifice public	20,000 00
	Edifices fédéraux de Saint-Jean—Améliorations, réparations, etc.	5,000 00
	Saint-Jean—Nouveau bureau de poste	75,000 00

Provinces maritimes en général.

127 Edifices publics fédéraux—Réfection, améliorations, réparations, etc. 25 000 00

Les résolutions adoptées en comité des Subsides le 5 avril courant, sont rapportées, lues la seconde fois et agréées; et elles sont comme suit:—

XVII.—TRAVAUX PUBLICS—IMPUTABLE SUR LE REVENU.

Edifices publics.

Ontario.

Almonte, bureau de poste—Allonge et remaniements, etc.	4,000 00
Aurora—Edifice public.	20,000 00
Barrie—Edifice public—Agrandissement et remaniements, etc.	5,000 00
Barrie—Salle d'exercices.	50,000 00
Berlin—Edifice public.	50,000 00
Brantford—Nouvel édifice public.	25,000 00
Brantford—Nouvelle salle d'exercices.	75,000 00
Brussels—Edifice public.	22,500 00
Burford—Edifice public.	25,000 00
Burk's Falls—Edifice public.	20,000 00
Campbellford—Edifice public.	16,000 00
Cannington—Edifice public.	8,000 00
Cobourg—Nouvel édifice public.	25,000 00
Collingwood—Edifice public.	35,000 00
Copper-Cliff—Edifice public.	15,000 00
Cornwall, édifice public—Améliorations.	5,000 00
Edifices publics—Améliorations, réparations, etc.	35,000 00
Dunnville—Edifice public.	20,000 00
Durham—Edifice public.	24,000 00
Eganville—Edifice public.	10,000 00
Elmira—Edifice public.	20,000 00
Exeter—Edifice public.	15,000 00
Forest—Edifice public.	20,000 00
Fort-Frances—Edifice public.	25,000 00
Fort-William—Douane et entrepôt de vérification.	50,000 00
Fort-William—Salle d'exercices.	30,000 00
Galt—Salle d'exercices.	45,000 00
Galt, édifice public—Allonge et améliorations.	1,100 00
Georgetown—Edifice public.	20,000 00
Gore-Bay—Edifice public.	5,000 00
Gravenhurst—Edifice public.	20,000 00
Grimsby—Edifice public.	3,000 00
Hamilton, édifice public—Agrandissement et améliorations,	49,000 00
Hamilton—Station postale "B".	35,000 00
Hanover—Edifice public.	25,000 00
Hespeler—Edifice public.	22,000 00
Huntsville—Edifice public.	20,000 00
Ingersoll, édifice public—Agrandissement, etc.	7,000 00
Ingersoll—Salle d'exercices.	25,000 00
Kemptville—Edifice public.	3,000 00
Kenora—Salle d'exercices.	20,000 00
Kingston, C.M.R.—Agrandissement du dortoir des cadets.	7,000 00

	Kingston—C.M.R.—Salle d'exercices couverte	15,000 00
	Kingston—Dépôt d'artillerie	10,000 00
	Kingsville—Edifice public	20,000 00
	Lakefield—Edifice public	14,000 00
	Listowel—Salle d'exercices	10,000 00
	London—Salle d'armes—Pour agrandir l'emplacement	50,000 00
	London—Bureau de poste	98,000 00
	London, douane—Améliorations, etc.	8,500 00
	Meaford—Edifice public	10,000 00
	Millbrook—Edifice public	20,000 00
	Milton—Edifice public	20,000 00
	Milverton—Edifice public	15,000 00
	Morrisburg—Edifice public	20,000 00
	Napanee—Salle d'exercices	36,000 00
	New Liskeard—Edifice public	20,000 00
	Newmarket—Edifice public	15,000 00
	New Hamburg—Edifice public	10,000 00
	Norwich—Edifice public	20,000 00
	Oakville—Edifice public	5,000 00
129	Orangeville—Edifice public—Remaniements, agrandissement, etc.	9,000 00
	Orilla, édifice public—Agrandissement	5,000 00
	Ottawa, édifices administratifs—Aménagements, etc	75,000 00
	Ottawa, édifices administratifs, bloc Langevin—Nouveaux ascenseurs, etc	25,000 00
	Ottawa—Edifice de la douane	600,000 00
	Ottawa—Nouvelle salle d'exercices	50,000 00
	Ottawa, édifice du parlement—Améliorations	10,000 00
	Ottawa, bureau de poste—Nouvel ascenseur, etc	9,000 00
	Ottawa, édifice du Parlement et administration—Nouvelle pose de fils métalliques, etc	70,000 00
	Ottawa, édifices publics—Conservation des arbres, etc	5,000 00
	Owen-Sound—Salle d'exercices	25,000 00
	Palmerston—Edifice public	38,000 00
	Parry-Sound—Edifice public	20,000 00
	Pembroke—Salle d'exercices	26,000 00
	Pembroke, édifice public—Agrandissement et améliorations	4,000 00
	Penetanguishene—Edifice public	7,000 00
	Perth—Edifice public	25,000 00
	Peterborough—Nouvel édifice public	47,000 00
	Petrolia, édifice public—Améliorations, etc	2,000 00
	Picton, bureau de poste—Agrandissement, etc	11,000 00
	Port-Arthur—Salle d'exercices	20,000 00
	Port-Arthur—Douane et entrepôt de vérification	175,000 00
	Port-Stanley—Edifice public	5,000 00
	Prescott, douane—Nouveau toit, etc	1,000 00
	Preston—Edifice public	25,000 00
	Sault-Sainte-Marie—Salle d'exercices	25,000 00
	Shelburne—Edifice public	5,000 00
	Smith's-Falls, édifice public—Agrandissement et améliorations	12,000 00
	Southampton—Edifice public	20,000 00
	Steelton—Edifice public	10,000 00
	Stratford, édifice public—Agrandissement	20,000 00
	Sturgeon-Falls—Edifice public	7,000 00
	St. Catherines, édifice public—Réparations au toit, etc	3,000 00
	Sudbury—Edifice public	35,000 00

Toronto—Entrepôt de vérification de la douane et bureau de poste "A"	500,000 00
Toronto, édifice fédéral—Améliorations, réfections, etc	12,000 00
Toronto, édifice militaire—Caserne de la troupe permanente pour remplacer la propriété vendue à la ville	138,000 00
Toronto, édifices militaires—Nouveaux magasins	75,000 00
Toronto—Local temporaire se rattachant au bureau de poste "A"	25,000 00
Toronto—Bureau de poste "E" à l'angle de l'avenue Spadina et de la rue Oxford	74,000 00
Toronto—Bureau de poste "G", rues Queen et Saulter	40,000 00
Toronto-Nord—Changements et réparations au bureau de poste "X"	3,000 00
Walkerville—Edifice public	70,000 00
Wallaceburg—Edifice public	25,000 00
Watford—Edifice public	20,000 00
West-Lorne—Edifice public	20,000 00
Weston—Edifice public	10,000 00
West-Toronto—Bureau de poste du quartier Six	50,000 00
Wiarton—Edifice public	19,000 00
Windsor—Salle d'exercices—Allonge	25,000 00

Manitoba.

Altamount—Salle d'exercices	10,000 00
Boissevain—Edifice public	20,000 00
Brandon—Edifice public	80,000 00
Carberry—Edifice public	27,000 00
Carman—Edifice public	10,000 00
Edifices fédéraux—Améliorations, réparations, etc	18,000 00
Elkhorn—Edifice public	19,000 00
Gretna—Edifice public	25,000 00
Manitou—Edifice public	20,000 00
Melita—Edifice public	9,500 00
Manitonas—Edifice public	10,000 00
Morden—Edifice public	3,000 00
Norwood-Grove—Edifice public	10,000 00
Oak-Lake—Edifice public	19,000 00
Portage-la-Prairie—Salle d'exercices	20,000 00
130 Rivers—Edifice public	20,000 00
Souris—Salle d'exercices	15,000 00
St-James—Salle d'exercices	25,000 00
Stonewall—Edifice public	10,000 00
Virden—Edifice public	10,000 00
Winnipeg—Caserne	150,000 00
Winnipeg—Edifices fédéraux—Améliorations, réfections, etc	20,000 00
Winnipeg—Salle d'exercices (nouvelle)	170,000 00
Winnipeg—Pavillon des immigrants—Améliorations	3,000 00
Winnipeg—Pavillon n° 1 d'immigration—Nettoyage et blanchissage à la chaux	2,000 00
Winnipeg—Nouveau pavillon d'immigration	40,000 00
Winnipeg-Nord—Salle d'exercices	70,000 00
Winnipeg—Bureau de poste "E"	25,000 00
Winnipeg—Bureau de poste "C" (sud)	73,000 00
Winnipeg—Bureau de poste "D" (ouest)	75,000 00

Saskatchewan.

	Battleford—Edifice public—Améliorations	4,500 00
	Canora—Edifice public	10,000 00
	Edifices publics fédéraux—Améliorations, réparations, etc	15,000 00
	Indian-Head—Division de la sylviculture du ministère de l'Intérieur—Edifice	17,000 00
	Kindersley—Edifice public	20,000 00
	Moosejaw—Entrepôt de vérification	90,000 00
	Moosejaw—Pavillon des immigrants	50,000 00
	Moosejaw—Nouvel édifice public	15,000 00
131	Prince-Albert—Salle d'exercices	80,000 00
	Régina—Salle d'armes et salles d'exercices	75,000 00
	Régina—Logement du sous-receveur général	75,000 00
	Régina—Entrepôt de vérification de la douane	75,000 00
	Rosthern—Edifice public	10,000 00
	Saskatoon—Entrepôt de vérification de la douane	50,000 00
	Saskatoon—Salle d'exercices	30,000 00
	Saskatoon—Nouvel édifice public	75,000 00
	Swift-Current—Salle d'exercices	30,000 00
	Swift-Current—Edifice public	50,000 00
	Wadena—Edifice public	20,000 00
	Wilkie—Edifice public	15,000 00

Alberta.

	Athabaska-Landing—Nouvel édifice public	5,000 00
	Bassano—Edifice public	15,000 00
	Calgary—Logement pour le sous-receveur général	25,000 00
	Calgary—Entrepôt de vérification de la douane	15,000 00
	Calgary—Salle d'exercices	100,000 00
	Calgary—Siège principal des services de sylviculture et d'irrigation ministère de l'Intérieur—Edifice	50,000 00
	Calgary—Nouvel emplacement de bureau de poste et édifice	110,000 00
	Calgary, édifices fédéraux—améliorations, réparations, etc	3,000 00
	Castor—Edifice public	16,000 00
	Edifices publics fédéraux—améliorations, réparations, etc	15,000 00
132	Edmonton—Bureau de poste—Agrandissement	100,000 00
	Edmonton—Entrepôt de vérification de la douane	75,000 00
	Edmonton—Nouvelle salle d'exercices	200,000 00
	Grande-Prairie—Pavillon des immigrants	3,000 00
	High-River—Edifice public	20,000 00
	Macleod—Edifice public	25,000 00
	Medicine-Hat—Pavillon des immigrants	20,000 00
	Medicine-Hat—Edifice public—Agrandissement	25,000 00
	Red-Deer—Edifice public	34,000 00
	Vegreville—Edifice public	25,000 00
	Vermilion—Edifice public	20,000 00
	Wainwright—Edifice public	20,000 00

Colombie-Britannique.

	Ashcroft—Edifice public	25,000 00
	Courtenay—Edifice public	20,000 00
	Coquitlam—Edifice public	20,000 00
	Edifices publics fédéraux—Améliorations, réparations, etc	17,000 00
	Fernie—Salle d'exercices	20,000 00

	Ganges-Harbour—Edifice public	5,000 00
	Golden—Edifice public	20,000 00
	Grand-Forks—Edifice public	5,000 00
	Greenwood—Edifice public	10,000 00
	Kamloops—Salle d'exercices	29,000 00
	Kamloops—Nouvel édifice public	75,000 00
	Kelowna—Edifice public	30,000 00
	Merritt—Edifice public	25,000 00
	Mission-City—Edifice public	20,000 00
	New-Hazelton—Edifice public	9,500 00
	Vancouver-Nord—Salle d'exercices	10,000 00
	Penticton—Edifice public	15,000 00
133	Port-Alberni—Edifice public	15,000 00
	Powell-River—Edifice public	20,000 00
	Prince-Rupert—Salle d'exercices	8,000 00
	Prince-Rupert—Edifice public	147,000 00
	Prince-Rupert—Station de quarantaine	80,000 00
	Revelstoke—Edifice public	50,000 00
	Sidney—Edifice public	17,000 00
	Trail—Edifice public	20,000 00
	Vancouver—Salle d'exercices	94,000 00
	Vancouver—Nouvel édifice de détention	160,000 00
	Vancouver, édifice public (nouveau bureau de poste)—Améliorations	6,000 00
	Vancouver, bureau de poste "B"	124,000 00
	Vancouver, bureau de poste "C"—(Mount-Pleasant)	70,000 00
	Vancouver, édifices fédéraux—Améliorations, réparations, etc	5,000 00
	Vancouver-Sud—Bureau de poste "D"	60,000 00
	Victoria—Nouvelle salle d'exercices	150,000 00
	Victoria—Observatoire	75,000 00
	Victoria, bureau de poste—Améliorations	80,000 00
	William's-Head, station de quarantaine—Réparations aux édifices actuels, aménagements, etc	10,000 00

Crédits généraux.

	Installation d'un système d'alarme contre les cambrioleurs	5,000 00
	Machines à oblitérer les billets fédéraux pour le Contrôleur de la monnaie et les bureaux des sous-percepteurs généraux	2,000 00
134	Stations agronomiques—Nouveaux édifices et améliorations; station pour la maturation du tabac, renouvellements et réparations aux bâtiments actuels, clôtures, etc	150,000 00
	Echelles de sauvetage en cas d'incendie pour édifices publics fédéraux	5,000 00
	Drapeaux pour édifices publics fédéraux	5,000 00
	Edifices de l'immigration—Construction et réparations	15,000 00
	Edifices publics fédéraux—Crédits généraux	30,000 00

Loyers, réparations, mobilier, chauffage, etc.

	Ottawa—Edifices publics:—	
	Préposés aux ascenseurs	50,000 00
	Gaz et lumière électrique, y compris chemins et ponts	75,000 00
	Terrains	35,000 00
	Chauffage, y compris les gages des mécaniciens, chauffeurs et gardiens	175,000 00

	Enlèvement de la neige, y compris Rideau-Hall	7,000 00
	Réparations, y compris la ventilation, l'éclairage, le mobilier, etc	415,000 00
	Rideau-Hall, y compris les terrains—Améliorations, mobilier et entretien	65,000 00
	Rideau-Hall—Allocation pour le combustible et l'éclairage	17,000 00
	Service téléphonique	39,000 00
135	Edifices fédéraux:—	
	Edifices fédéraux de l'immigration—Réparations, ameublements, etc	25,000 00
	Station de quarantaine—Entretien	4,000 00
	Aménagements, fournitures en général et mobilier	160,000 00
	Chauffage	230,000 00
	Eclairage	200,000 00
	Force électrique et autre pour les ascenseurs, les machines à oblitérer les timbres, etc	38,000 00
	Loyers	675,000 00
	Gages des mécaniciens, chauffeurs, gardiens, etc	420,000 00
	Fournitures pour les gardiens, etc	25,000 00
	Eau	43,000 00
	Edifices publics du Yukon—Loyers, réparations, combustible, éclairage, service d'eau et salaires des gardiens	63,000 00

Les résolutions adoptées en comité des Subsides le 6 avril courant, sont rapportées, lues la seconde fois et agréées, et elles sont comme suit:—

III.—GOUVERNEMENT CIVIL.

15	Ministère de l'Agriculture—	
	Traitements	439,637 50
	Dépense casuelle	100,000 00

VIII.—ARTS ET AGRICULTURE.

43	Stations agronomiques—Entretien de la station centrale et établissement et entretien de nouvelles stations annexes	785,000 00
44	Division de l'entomologie	20,000 00
45	Pour l'administration et l'application de la loi concernant les insectes destructeurs et autres fléaux	100,000 00
46	Pour le développement de l'industrie des laitages, le perfectionnement du transport, la vente et le commerce des aliments et des autres produits agricoles	150,000 00
47	Division de la fruiterie	113,000 00
48	Pour encourager l'établissement d'entrepôts frigorifiques en vue de la meilleure conservation et manutention des produits alimentaires périssables	200,000 00
49	Expositions	250,000 00
50	Pour renouveler et améliorer les produits canadiens exposés à l'*Imperial Institute*, de Londres, et pour aider à son entretien	5,000 00
51	Santé des animaux	540,000 00
52	Quarantaine des bestiaux du Canada: édifices, réfection, renouvellements, etc	15,000 00
53	Pour administrer et appliquer la loi relative à la viande et aux conserves alimentaires	275,000 00

54	Divisions des publications	15,000 00
55	Contribution à l'entretien de l'Institut international d'agriculture et frais de représentation à cet institut	20,000 00

VIII.—ARTS ET AGRICULTURE.

56	Pour le développement de l'industrie du bétail	550,000 00
57	Pour appliquer la loi concernant les grains de semence, pour éprouver les grains de semence au profit des cultivateurs et des marchands de grains de semence, pour encourager la production et l'utilisation de grains de qualité supérieure et pour encourager la production et la récolte des produits agricoles et potagers	140,000 00
58	Laboratoire national de biologie—(A voter de nouveau)	25,000 00
59	Pour l'administration et la mise en vigueur des dispositions de la loi concernant l'instruction agricole	25,000 00
60	Subvention à l'exposition fédérale	50,000 00

IX.—QUARANTAINE.

61	Appointements et dépense casuelle pour les districts organisés et la salubrité publique dans d'autres districts	225,000 00
62	Léproserie de Tracadie et de l'île d'Arcy, et lèpre en général	11,000 00
63	Loi relative à l'hygiène dans les travaux publics	12,000 00

ARTS ET AGRICULTURE.

396	Santé des animaux—Crédit supplémentaire	65,000 00
397	Crédit supplémentaire pour l'administration et la mise en vigueur de la *Loi des insectes destructeurs et autres flaux*—Mandat du Gouverneur général	20,000 00

VII—LEGISLATION.

Sénat.

38	Appointements et dépenses casuelles	114,716 50

Chambre des Communes.

39	Traitement de l'Orateur suppléant	2,000 00
	Appointements	207,150 00
	Dépenses des comités, commis pour la session et commis surnuméraires, etc	99,700 00
	Dépenses casuelles	41,550 00
	Publication des *Débats*	60,000 00
	Prévisions du sergent-d'armes, y compris le salaire de Stanley S. Spencer à $700	78,062 50

Bibliothèque du Parlement.

40	Appointements	31,550 00
	Livres pour la bibliothèque générale, y compris frais de reliure	16,000 00
	Ouvrages sur l'histoire de l'Amérique	1,000 00
	Dépenses casuelles	13,070 00

XVII.—TRAVAUX PUBLICS—IMPUTABLE AU REVENU.

Ports et Rivières.

Nouvelle-Ecosse.

Advocate—Elargissement et réparation du quai	2,000 00
Anderson's-Cove—Nouveau brise-lames	6,000 00
Arisaig—Prolongement et amélioration du quai	1,000 00
Avonport—Réparations du quai	1,000 00
Bass-River—Réparation du quai	1,500 00
Bayswater—Brise-lames	4,000 00
Breen's-Pond—Prolongement du brise-lames	14,500 00
Broad-Cove—Réparation du brise-lames	1,500 00
Brooklyn—Amélioration du brise-lames	4,800 00
Canada-Creek—Réparation et amélioration du brise-lames	1,000 00
Cap-Dauphin—Port	1,500 00
Cap-Negro—Achèvement du quai	1,000 00
Caribou-Island—Exhaussement de la chaussée, etc	2,400 00
Cole-Harbour—Quai	8,300 00
Cribbin's-Point—Nouveau quai et enlèvement de l'ancien	17,000 00
Digby-pier—Renouvellements	2,500 00
East-Chezzetcook(Graff-Beach)—Prolongement du brise-lames	13,500 00
East-Chezzetcook—Prolongement du quai et hangar	1,400 00
East-Ferry—Achèvement du quai du brise-lames	4,300 00
East-River—Améliorations	100,000 00
Evan's-Point—Brise-lames et approche	17,000 00
Feltzen-South—Réparations du quai	700 00
Fox-Island—Prolongement du brise-lames	1,100 00
Fox-Point—Brise-lames	4,000 00
Freeport—Quai du brise-lames	13,000 00
French-River—Prolongement du quai du brise-lames	2,000 00
Glen-Margaret (Mosher's-Cove)—Quai	4,000 00
Goat-Island—Quai	9,400 00
Granville-Centre—Réparation du quai	1,000 00
Gulliver's-Cove—Brise-lames	5,000 00
Hampton—Prolongement du brise-lames	1,000 00
Hantsport—Achèvement du quai	4,300 00
Ports et rivières—Réparations et améliorations générales	50,000 00
Harbourville—Réparation du brise-lames	5,000 00
Head of Chezzetcook—Quai	2,300 00
Indian-Point—Quai	5,000 00
Inverness—Amélioration du port	15,000 00
Jamesville—Achèvement du brise-lames	3,400 00
136 Joggin's-Mines—Amélioration du brise-lames	5,000 00
Litchfield—Prolongement du brise-lames	2,500 00
Little-Brook—Réparation du brise-lames	1,500 00
Little-Tancook—Enlèvement des roches et prolongement du brise-lames	2,600 00
Long-Island—Quai	2,500 00
Long-Point (Lunenburg Co.)—Brise-lames	4,000 00
Lower-Argyle—Quai	2,000 00
Lunenburg—Amélioration du port	25,000 00
Margaretville—Réparation du brise-lames	5,000 00
Meteghan—Réparation du brise-lames	7,000 00
Meteghan-River—Réparation et amélioration du brise-lames	1,500 00

Mill-Cove—Prolongement du brise-lames	10,000 00
Minudie—Réparation du quai	1,000 00
Mochelle—Quai	9,000 00
Morden—Réparation du brise-lames	1,000 00
Mosher's-Bay—Brise-lames	1,200 00
McKay's-Point—Réparation du quai	900 00
Nauft's-Point (Pleasant-Point)—Port de Musquodoboit—Brise-lames	3,000 00
Necum-Teuch—Réparation du quai	2,500 00
New-Harbour—Réparation du brise-lames	800 00
North-Belleville—Quai	1,000 00
North-West-Harbour—Quai	2,600 00
North-West-Cove (Tancook-Island)—Brise-lames	42,000 00
Ostrea-Lake—Réparation du quai et hangar	2,000 00
Peggy's-Cove—Achèvement du brise-lames	1,800 00
Petite -Rivière—Réparation du brise-lames	1,000 00
Plaster-Mines—Quai	1,500 00
Port-Dufferin-Est—Réparation du quai	1,000 00
Porter's-Lake—Chenal jusqu'à Three-Fathom-Harbour	10,000 00
Quoddy—Réparation du quai	1,000 00
Rainy-Cove—Quai	4,000 00
Round-Island, Mira-Bay—Brise-lames	30,000 00
Sambro—Achèvement du quai	1,000 00
Saulnierville—Amélioration et réparation du quai	3,000 00
Smith's-Cove—Quai	3,000 00
South-Bay—Ingonish—Achèvement du quai	2,500 00
South-Lake, Lakeville—Réparation du brise-lames	700 00
Tangier—Achèvement du quai	1,000 00
Three-Fathom-Harbour—Réparation du quai et travaux sur la plage	1,800 00
Tidnish—Réparation du quai	1,500 00
Toby-Island—Port	1,000 00
Tracadie—Améliorations du port	12,300 00
Upper-Prospect—Prolongement du brise-lames	1,000 00
Vogler's-Cove—Brise-lames et défense	1,750 00
Washabuck-Centre—Réparation du quai	900 00
West-Chezzetcook—Prolongement du quai et réparation du brise-lames	1,700 00
Weymouth—Amélioration du port	27,000 00
White-Point—Achèvement du brise-lames	1,500 00
Windsor—Amélioration du port	25,000 00
Wolfville—Amélioration du quai et du port	5,000 00
Yarmouth-Harbour—Améliorations	82,000 00

Ile-du-Prince-Edouard.

Alberton—Réparation du quai	3,000 00
Belle-Rivière—Réparation du brise-lames	3,000 00
Brudenell—Reconstruction du quai	4,500 00
Cap-Traverse—Réparation du quai	1,600 00
Charlottetown—Travaux dans le port	28,000 00
Ports et rivières—Réparations et améliorations générales	14,000 00
Kier's-Shore—Réparation du quai	1,500 00
Lambert's-Pier (Montague)—Réparations	2,000 00
McPherson's-Cove—Réparation du quai	1,200 00
137 North-Lake—Port	24,000 00

Pownal—Réparation du quai	4,500 00
Red-Point—Réparation du quai	2,700 00
Robinson's-Island—Réparation du brise-lames	2,000 00
Rocky-Point—Achèvement du quai	21,000 00
Souris—Prolongement du brise-lames	6,000 00
Saint-Mary's-Bay—Réparation du quai	1,500 00
Tignish-Harbour—Réparation des brises-lames et travaux sur la plage	1,500 00
Vernon-River—Réparation de la jetée	900 00
West-Point—Réparation du quai	1,200 00

Nouveau-Brunswick.

Bathurst—Amélioration du port	100,000 00
Beaver-Harbour—Réparation du quai	1,900 00
Buctouche-Beach—Prolongement du mur de soutènement et du brise-lames	2,500 00
Burnt-Church—Réparation du quai	6,000 00
Campbellton—Quai en eau profonde	50,000 00
Cap-Bald—Réparation de la jetée brise-lames	3,500 00
Caraquet—Réparation du quai	1,500 00
Chockfish—Réparation des brise-lames	1,000 00
Chocolate-Cove—Reconstruction de l'approche du quai	1,600 00
Cocagne—Quai	5,000 00
Dalhousie—Réparation du quai en eau profonde	2,000 00
Dorchester—Achèvement des travaux d'amélioration	12,000 00
Durham—Amélioration du quai	2,300 00
Ferme expérimentale—En aval du quai de Fredericton	5,000 00
138 Fredericton—Quai	5,500 00
Green-Point (Beresford)—Brise-lames	10,000 00
Ports et rivières—Réparations et améliorations générales	40,000 00
Lord's-Cove—Amélioration du quai	500 00
Martin's-Head—Mur de soutènement	5,000 00
Newcastle—Quai	30,000 00
Rivière-du-Portage—Brise-lames et mur de soutènement	1,000 00
Quaco—Reconstruction du brise-lames de l'est	17,000 00
Plage de Richibouctou—Prolongement des brise-lames	30,000 00
Rivière Saint-Jean et tributaires—Améliorations	8,300 00
Rivière Saint-Jean et tributaires—Construction de quai dans les eaux de marée	34,000 00
Sackville—Approches du nouveau quai	800 00
Shippigan-Gully—Réparations et reconstruction du brise-lames	3,500 00
Port-Saint-Jean—Prolongement et réparation du brise-lames de Negropoint	100,000 00
Saint-Jean—Quai en eau profonde à l'Ile-aux-Perdrix	50,000 00
Stonehaven—Réparation du brise-lames	1,000 00
Tracadie—Brise-lames et mur de soutènement	5,000 00
Bras nord de la rivière du Saumon—Prolongement du brise-lames.	11,000 00

Provinces maritimes en général.

139 Achat de bois créosoté pour travaux généraux dans les Provinces maritimes	10,000 00

Les résolutions adoptées en comité des Subsides le 7 avril courant, sont rapportées et sont comme suiit:—

XVII.—TRAVAUX PUBLICS—IMPUTABLE SUR LE REVENU.

Havres et Rivières.

Québec.

Anse-à-Blondel—Brise-lames	10,000 00
Anse-à-Giles—Réparation du quai	2,800 00
Anse-Saint-Jean—Prolongement du quai	4,500 00
Batiscan—Quai	3,000 00
Bersimis—Quai	2,000 00
Berthier (en bas)—Réparation du quai	1,500 00
Boucherville—Reconstruction du quai	4,800 00
Cacouna—Réparation du quai	2,500 00
Cap-Chat—Prolongement de la jetée de dérivation	7,500 00
Cap-de-la-Madeleine—Agrandissement du quai	4,000 00
Cap-Rosier—Brise-lames, jetée	10,000 00
Cap-Saint-Ignace—Réparation au quai	1,000 00
Les Cèdres—Réparation du quai	1,800 00
Chandler—Quai	25,000 00
Chicoutimi—Réparation et amélioration du quai	7,700 00
Chicoutimi—Prolongement du quai	15,000 00
Côteau-du-Lac—Réparation du quai	1,200 00
Descente-des-Femmes—Réparation du quai	1,500 00
Desjardins—Réparation du quai	700 00
D'Israeli—Réparation du quai	2,200 00
Father-Point—Amélioration du quai	1,200 00
Grand-Méchins—Prolongation du quai	4,000 00
Grand-Métis—Quai	5,000 00
Grande-Rivière—Réparation du quai	4,500 00
Grosse-Isle—Iles de la Madeleine—Brise-lames	6,000 00
Grosse-Isle—(Station de quarantaine) prolongement des quais	50,000 00
Ports et rivières—Réparations et améliorations générales	75,000 00
Harrington, port de—Prolongement du quai	3,000 00
Havre-aux-Maisons—Réparation à la jetée	3,100 00
Baie-de-l'Hôpital—(Iles de la Madeleine)—Brise-lames	3,000 00
Ile-Perrot, sud—Quai	5,000 00
Ile-aux-Coudres—Réparation du quai	3,900 00
Ile-verte—Réparation du quai	4,500 00
Kamouraska—Prolongement du quai	7,000 00
Lachine—Quai	11,000 00
Laprairie—Travaux de protection	20,000 00
Lotbinière—Réparation du quai	650 00
Iles de la Madeleine—Brise-lames et jetées	9,500 00
Malbaie—Achèvement de la jetée	17,000 00
Murray-Bay—Amélioration et réparation du quai	4,400 00
Natashquan—Prolongement du quai	8,000 00
New-Carlisle—Réparation du quai	1,500 00
Nominingue—Quai	1,700 00
Timiskaming-Nord—Quai	10,000 00
Paspébiac—Réparation du quai	2,000 00
Percé—Réparation du quai	1,100 00
Petite-Rivière-Est—Brise-lames	21,400 00

Pointe-à-Brousseau—Achèvement de la jetée	3,500 00
Pointe-aux-Trembles—Réparation du quai	1,500 00
Pointe-Claire—Réparation du quai	800 00
Pointe-Saint-Pierre—Réparation du brise-lames	600 00
Rimouski—Amélioration du port	50,000 00
Rimouski—Reconstruction et amélioration du quai	3,000 00
Rivière-au-Renard—Réparation du quai	4,000 00
Rivière-du-Loup (Fraserville)—Amélioration du port	50,000 00
Rivière-du-Loup (en haut)—Ecluse et digue	10,000 00
Rivière Girard—Réparation du quai	1,000 00
Rivière Laguerre—Améliorations	15,000 00
Rivière-Ouelle—Réparation et amélioration du quai	4,500 00
Roberval—Réparation et reconstruction du quai	9,400 00
Stratford—Réparation du quai	2,500 00
Saint-Alphonse—Prolongement du quai	25,000 00
Saint-André—Réparation du quai	1,000 00
Sainte-Anne-des-Monts—Débarcadère	95,000 00
Sainte-Anne de la Pocatière—Prolongement du quai	6,700 00
Sainte-Anne du Saguenay—Prolongement du quai	10,000 00
Sainte-Anne du Saguenay—Réparation du quai	10,500 00
Sainte-Cécile du Bic—Quai et amélioration du port	13,000 00
Sainte-Croix—Prolongement du quai	5,000 00
Saint-Fulgence—Réparation du quai	1,200 00
Saint-Germain de Kamouraska—Quai	10,000 00
Saint-Grégoire—Réparation du brise-lames	3,800 00
Saint-Ignace de Loyola—Réparation de la digue	800 00
Saint-Irénée—Prolongement du quai	10,000 00
Saint-Irénée—Réparation du quai	3,600 00
Saint-Jean des Chaillons—Amélioration du quai	2,800 00
Saint-Jean, (Ile d'Orléans)—Prolongement du quai	25,000 00
Saint-Marc—Réparation du quai	800 00
Saint-Michel de Bellechasse—Réparation du quai	2,500 00
Sainte-Pétronille, (Ile d'Orléans)—Quai	20,000 00
Saint-Roch de Richelieu—Quai	2,000 00
Saint-Valier—Prolongement du quai	10,000 00
Trois-Lacs—Réparation du quai	1,000 00
Trois-Saumons—Quai	4,800 00
Valleyfield—Quai	5,000 00
Verchères—Réparation du quai	2,200 00

Ontario.

Belleville—Réparation du port	40,000 00
Bowmanville—Réparation de la jetée	10,000 00
Brighton—Reconstruction et prolongement du quai	24,500 00
Burlington—Mur de revêtement	60,000 00
Burlington—Remise à Hutcheson & Latimer de la somme garantissant l'exécution de leur contrat	2,180 00
Cobourg—Amélioration du port	25,500 00
Cockburn Island—Réparation et prolongement du quai	5,000 00
Collingwood—Amélioration du port	75,000 00
Colpoy's-Bay—Réparation du quai	2,700 00
Depot-Harbour—Reconstruction du quai	5,000 00
Dyer's-Bay—Réparation du quai	1,500 00
Fighting-Island (rivière Détroit)—Amélioration du chenal	57,000 00
Fort-Frances—Quai	5,000 00

	Digue de la Rivière-des-Français—Réparation et entretien	1,000 00
	Gananoque—Amélioration du quai	2,500 00
	Goderich—Amélioration du port	200,000 00
	Grand-Bend—Réparation des jetées	1,100 00
	Haileybury—Amélioration du port	10,000 00
	Hamilton—Amélioration du port	60,000 00
	Ports et rivières—Réparations et améliorations générales	65,000 00
	Hilton—Réparation du quai	2,500 00
	Kagawong—Quai	15,000 00
	Kensington—Quai et entrepôt	10,000 00
	Kingston—Amélioration du port	150,000 00
	Kingsville—Réparation des jetées	1,500 00
	Leamington—Reconstruction du quai	6,500 00
	Leamington—Brise-lames	10,000 00
	Leith—Reconstruction du quai	10,000 00
	Little-Castor, rivière—Améliorations	5,000 00
	L'Orignal—Réparation du quai	1,000 00
141	Rivière Madawaska—Creusage du chenal	3,000 00
	Minaki—Quai	6,000 00
	Rivière de Montréal—Achèvement des travaux en amont de Latchford	5,500 00
	Rivière de la Nation—Améliorations	10,000 00
	Newcastle—Réparation de la jetée de l'est	17,500 00
	Oshawa—Amélioration du port	50,000 00
	Pelee Island—Réparation des bassins	1,500 00
	Peterborough—Bassin de radoub	25,000 00
	Pleasant-Point—Réparation et prolongement du quai	1,700 00
	Port-Bruce—Réparation du port	1,000 00
	Port-Burwell—Réparation des jetées	9,300 00
	Port-Credit—Réparation du port	40,000 00
	Port-Dover—Amélioration du port	50,000 00
	Port-Hope—Amélioration du port	39,000 00
	Portland—Quai	5,000 00
	Port-Perry—Quai	5,000 00
	Port-Rowan—Réparation de la jetée	500 00
	Port-Stanley—Amélioration du port	12,000 00
	Rivière à la Pluie—Relevé et entretien des jaugeages	17,000 00
	Richard's-Landing—Reconstruction du quai et entrepôt	6,000 00
	River-Thames—Enlèvement de la glace et des obstructions	9,000 00
	River-Thames—Travaux de protection à Chatham	1,000 00
	Roche's-Point—Réparation du quai	1,000 00
	Rondeau-Harbour—Réparation des jetées	2,500 00
	Sarnia—Quai et bassin d'abri	50,000 00
	Sault-Sainte-Marie—Réparation du quai	5,000 00
	Sault-Sainte-Marie—Amélioration du port	104,000 00
	Shanty-Bay—Reconstruction du quai	800 00
	South-Baymouth—Quai et entrepôt	5,000 00
	Sturgeon-Falls—Prolongement du quai	3,000 00
	Thessalon—Reconstruction du quai	5,000 00
	Trent-Bridge—Achèvement du quai	2,000 00
	Wellington—Amélioration du quai et du port	51,000 00
	Windsor—Amélioration du débarcadère	1,800 00

Manitoba.

	Ports et rivières—Réparations et améliorations générales	15,000 00
	Le-Pas—Quai	15,000 00

142	Rivière-Rouge—Améliorations	30,000 00
	Rivière-Rouge—Ecluse et digue Saint-André: améliorations	22,000 00
	Selkirk—Amélioration du port et réparation du matériel	10,000 00
	Port de Winnipeg—Quais	75,000 00

Saskatchewan et Alberta.

	Ports et rivières—Réparations et améliorations générales	20,000 00
	Lac-aux-Pigeons—Améliorations	2,500 00
143	Prince-Albert—Ouvrages de protection	9,000 00
	Rivière Saskatchewan—Améliorations	50,000 00
	Rivière-à-l'Esturgeon—Amélioration	9,500 00

Colombie-Britannique.

	Ainsworth—Achèvement du quai	3,500 00
	Bamfield—Réparation du quai	1,100 00
	Rivières Columbia et Kootenay—Quais	10,000 00
	Rivière Columbia et Kootenay—Améliorations	10,000 00
	Rivière Fraser—Améliorations	300,000 00
	Rivière Fraser (inférieure)—Améliorations	20,000 00
	Rivière Fraser (supérieure) et tributaires—Améliorations	15,000 00
	Rivières Fraser et Thompson—Quais	7,000 00
	Goose-Bay—Réparation du quai	1,500 00
	Ports et rivières—Réparations et améliorations générales	40,000 00
	Massett—Réparation du quai	1,000 00
	Nanaïmo—Approches du quai	1,200 00
	New-Westminster—Réparation du quai	3,500 00
144	Rivière Thompson (bras nord) Kamloops—Mur de revêtement	15,000 00
	Rivière Okanagan—Amélioration du chenal et ouvrages de protection	5,000 00
	Port-Essington—Réparation du quai flottant	2,000 00
	Powell-River—Réparation du brise-lames	5,000 00
	Refuge-Bay—Réparation du quai	3,000 00
	Sooke-Harbour—Améliorations	5,000 00
	Spiller-River—Réparation du quai	4,000 00
	Stewart—Réparation du quai	3,000 00
	Stickine-River—Améliorations	10,000 00
	Rivière Thompson—Enlèvement de chicots, etc	2,500 00
	Ile Vargas—Quai	3,100 00
	White-Rock—Achèvement du quai	10,500 00
	Williams-Head (station de quarantaine)—Améliorations et réparations	3,000 00

Yukon.

145	Fleuve Yukon—Améliorations, jaugeage et relevés	5,000 00

En général.

146	Ports et rivières—Travaux divers	40,000 00

DRAGAGE.

	Nouvel outillage de dragage—Provinces maritimes	46,000 00
	Nouvel outillage de dragage—Ontario et Québec, y compris le chantier de construction de l'Ile Victoria	75,000 00
	Nouvel outillage de dragage—Manitoba, Saskatchewan et Alberta	8,000 00
147	Nouvel outillage de dragage—Colombie-Britannique	83,000 00

	Dragage—Provinces maritimes	600,000 00
	Dragage—Ontario et Québec	600,000 00
	Dragage—Manitoba, Saskatchewan et Alberta	95,000 00
	Dragage—Colombie-Britannique	800,000 00

GLISSOIRS ET ESTACADES.

	District du Saguenay—Estacades et jetées	6,000 00
148	District de Saint-Maurice—Améliorations aux travaux de glissoirs et d'estacades pour faciliter le flott. et l'emmag. des billes, etc.	14,000 00
	Glissoirs et estacades en général	5,000 00

CHEMINS ET PONTS.

	Banff—Nouveau pont	20,000 00
	Ponts de trafic fédéral, y compris les abords	5,000 00
	Pont interprovincial sur la rivière Ottawa à Hawkesbury, les gouvernements d'Ontario et de Québec devant chacun contribuer $15,000	80,000 00
	Pont international sur la rivière Saint-Jean, entre Clair, N.-B. et Fort Kent, Maine; l'état du maine devant contribuer $15,000, le comté d'Aroostock $10,000, et la ville de Fort-Kent $5,000	29,000 00
149	Chemin de Matapédia—Réparations et améliorations	2,500 00
	Miniota—Pont à la réserve des sauvages	8,000 00
	Timiskamingue-nord—Pont sur la rivière Quinze; le gouvernement de Québec devant contribuer $15,000	50,000 00
	Ottawa, cité—Pont sur la rivière Ottawa, les glissoires et le canal Rideau et les abords—Réparations ordinaires, réfections et entretien	17,000 00

LIGNES TÉLÉGRAPHIQUES ET TÉLÉPHONIQUES.

Ile du Prince-Edouard.

150	La moitié des frais de reconstruction des lignes télégraphiques, propriété commune de la Compagnie télégraphique Anglo-Américaine et du gouvernement fédéral	17,000 00

Québec.

151	Améliorations du service	3,000 00

Saskatchewan et Alberta.

	Ligne reliant Athabaska-Landing et le lac Labiche	1,000 00
	Battleford—Achèvement de la ligne de l'île La-Crosse	7,000 00
	Achèvement de la ligne reliant Athabaska-Landing et Fort-Mc-Murray	15,000 00
152	Ligne du Nord-Ouest—Ligne passant sur les terres placées sur les chemins publics	5,000 00
	Ligne de la Rivière-La-Paix—Bureaux et logements au Lac Saskatoon et la Grande-Prairie	7,000 00
	Ligne de la Rivière-La-Paix—Construction d'un bureau à Dunvegan	3,500 00
	Rivière-la-Paix—Ligne de Grande-Prairie—Prolongement du Lac Saskatoon à Hudson's-Hope, C.-B	12,000 00

Colombie-Britannique.

153	Service de la vallée Okanagan—Prolongement	6,300 00

En général.

154 Travaux divers sur les lignes télégraphiques et téléphoniques.. .. 7,000 00

DIVERS.

Division de l'architecture — Appointements des architectes, commis des travaux, inspecteurs, dessinateurs, commis et messagers du service extérieur.. .. .. 60,000 00
Division du génie—Appointements des ingénieurs, inspecteurs, surintendants, dessinateurs, employés et messagers du service extérieur.. .. .. 435,000 00
Monument de feu Sa Majesté le roi Edouard VII.. .. .. 10,000 00
Construction et opération de digues d'emmagasinage d'eau et d'ouvrages de réglementation du niveau d'eau sur la rivière Ottawa et ses tributaires et règlements de dommages aux terrains.. 200,000 00
Bassins de radoub—En général—Inspection, etc.. .. .. 10,000 00
Commission internationale, rivière Saint-Jean.. .. .. 12,000 00
Sondages des rivières.. .. .. 20,000 00
Galerie Nationale des Arts, Ottawa, y compris l'achat de tableaux par le Conseil consultant des Arts.. .. .. 25,000 00
Relevés et inspections.. .. .. 180,000 00
Fleuve Saint-Laurent—Jaugeage.. .. .. 25,000 00
155 Pour couvrir solde de dépense pour ouvrages déjà autorisés pour lesquels les crédits peuvent être insuffisants, pourvu que la somme requise pour l'un quelconque des ouvrages ne dépasse pas $200. 10 000 00
Contribution au monument élevé à Lady Latour à St-Jean.. .. .. 5,000 00
Monument à la mémoire de l'honorable Thomas D'Arcy McGee. 8,000 00
Division de la comptabilité—Salaires des agents et commis; frais de voyage et frais divers pour le service extérieur.. .. .. 20,000 00
Dock de curage d'Esquimalt—Grue de transbordement.. .. .. 9,000 00
Commission royale du canal de la Baie-Georgienne.. .. .. 25,000 00
Paiement à la Western Dry Dock and Shipbuilding Co., Ltd., Port-Arthur, d'une partie du second versement de la subvention due à l'achèvement des travaux, en vertu du contrat ratifié par le chapitre 57, 3-4 George V, 1913, bien que les travaux ne fussent pas terminés.. .. .. 35,641 50
Service et entretien des bateaux d'inspection.. .. .. 60,000 00
Prince-Rupert—Remorqueur d'inspection.. .. .. 26,000 00

XLI.—TRAVAUX PUBLICS—IMPUTABLE SUR LA PERCEPTION DU REVENU.

GLISSOIRES ET ESTACADES, BASSIN DE RADOUB, ÉCLUSES ET BARRAGES—FRAIS D'EXPLOITATION, ETC.

Glissoires et barrages.. .. .. 95,100 00
364 Bassin de radoub.. .. .. 43,500 00
Ports et rivières, travaux, etc.. .. .. 49,400 00
Perception du revenu des travaux publics.. .. .. 4,000 00

LIGNES TÉLÉGRAPHIQUES ET TÉLÉPHONIQUES.

Ile-du-Prince-Edouard et terre ferme.. .. .. 7,000 00
Lignes télégraphiques sur terre et sous mer dans le bas du Saint-Laurent et les Provinces maritimes, y compris les frais des
365 steamers employés au service des câbles.. .. .. 225,000 00
Saskatchewan et Alberta 100,000 00

	Colombie-Britannique	125,000 00
	Réseau du Yukon (Ashcroft-Dawson)	255,000 00
	Service télégraphique et téléphonique en général	15,000 00

GOUVERNEMENT CIVIL.

390 Ministère des Travaux Publics—
Nomination de E. L. Horwood, architecte en chef, à $7,000 par année, à partir du 1er octobre 1914 ..... 3,500 00

TRAVAUX PUBLICS—IMPUTABLE SUR LE REVENU.

Edifices publics.

Manitoba.

411 Edifices publics de Winnipeg—Pour pourvoir à la commutation d'améliorations locales et à d'autres taxes, y compris les arrérages, l'intérêt, etc 12,097 89

Loyers, réparations, ameublement, chauffage, etc.

412 Edifices publics du Dominion—
Salaires des gardiens, des mécaniciens, chauffeurs, etc.—Crédit supplémentaire 18,000 00

Ports et rivières.

Nouvelle-Ecosse.

413	Blandford—Brise-lames	613 02
	Pugwash—Réparations au quai	500 00

Nouveau-Brunswick.

414 Dipper-Harbour—Règlement plein et final de la réclamation de T. P. Charleson au sujet de travaux de prolongement du brise-lames 3,264 78

Québec.

415 Cap-à-l'Aigle—Réparations au quai et prolongement de ce quai .. 1,848 26

Ontario.

	Goat-Island—Dragage	38,800 00
	Kincardine—Construction du brise-lames	70,791 00
416	North-Bay—Règlement de réclamations ayant trait au contrat de E. Conroy au sujet de la construction d'un brise-lames	6,319 25
	St. John-Creek—Chaussée pour bois flottant	1,000 00
	Whitby—Améliorations au port—Vote renouvelé d'une somme non employée	2,440 00

Divers.

417 Bassin de radoub pour vaisseaux, à Montréal—Pour payer à la *Canadian Vickers, Limited*, une partie du premier versement de subsides qui leur est dû pour l'achèvement des travaux exécutés en vertu de l'Acte des Subsides de 1910, concernant les bassins de radoub, bien que les travaux ne soient pas terminés 101,636 50

TRAVAUX PUBLICS—IMPUTABLE SUR LE CAPITAL.

Edifices publics.

468	Edifice de l'Est à Ottawa—Pour compléter l'agrandissement.. ..	25,000 00

Ports et rivières.

469	Port-Arthur et Fort-William—Améliorations du port et de la rivière—Crédit supplémentaire..	500,000 00
	Vancouver, C.-B.—Améliorations du port—Crédit supplémentaire.	350,000 00

TRAVAUX PUBLICS—IMPUTABLE SUR LE REVENU.

Edifices publics.

Nouvelle-Ecosse.

470	Douane d'Halifax—Améliorations..	3,000 00
	Edifice public de Sydney—Améliorations..	3,000 00

Nouveau-Brunswick.

471	Douane de Saint-Jean—Améliorations—A voter de nouveau.. ..	1,500 00

Québec.

472	Edifice public d'Arthabaska—Règlement de la réclamation de A. Quesnel pour l'érection d'un mur de soutènement et le nivelage du terrain..	1,290 00
	Douanes et salle d'examen, Québec—Modifications et améliorations —Crédit supplémentaire—A voter de nouveau, $6,000..	20,000 00
	Shawville—Edifice public—Crédit supplémentaire..	10,000 00

Ontario.

	Salle d'exercice de Brantford—Part de l'Etat dans les frais d'égout et de pavage du chemin posés dans l'avenue Brant et la rue West, y compris l'intérêt sur les arrérages de taxe..	859 81
	Edifice public de Brockville—Modifications et améliorations.. ..	2,400 00
	Edifice public—Kemptville—Terrain supplémentaire..	1,500 00
	Edifice public de Kingston—Pour payer à la municipalité la part de l'Etat dans les frais du pavage en blocs d'asphalte posé devant les édifices..	2,289 80
	Edifice public de Lindsay—Améliorations—A voter de nouveaux..	8,000 00
	Arsenaux de London—Pour payer à la municipalité la part de l'Etat dans les frais du pavage en asphalte posé rue Waterloo.	425 97
	Terrain de l'exposition de London—Reconstruction de l'amphithéâtre..	15,000 00
473	Ottawa—Palais administratifs—Edifice Langevin—Réparations à la toiture en cuivre..	2,000 00
	Ottawa—Palais législatifs et administratifs, etc—Protection contre l'incendie..	3,000 00
	Edifice des douanes à Prescott—Nouvelle toiture, etc.—Crédit supplémentaire..	1,000 00
	Bureau de poste de Prescott—Nouvelle toiture, etc..	2,000 00
	Edifice public de Sainte-Catharines—Pour payer la part de l'Etat dans les frais d'égout et du pavage posés rues King et Queen, intérêt compris..	1,761 36
	Sydenham—Edifice public..	5,000 00

Edifice public de Waterloo—Pour payer à la municipalité la part de l'Etat dans les frais du pavage bithulitique des trottoirs en ciment et de l'égout posés dans les rues Duke et King, intérêt compris. 744 67

TRAVAUX PUBLICS—IMPUTABLE SUR LE REVENU

Manitoba.

Edifice public de Souris—Pour payer à la municipalité la part de l'Etat dans les frais du trottoir et de l'égout en granolitique posés devant l'édifice, rue Cressent. 99 05

Edifices publics du Portage-la-Prairie—Canalisation électrique et accessoires. 1,200 00

Edifices publics du Portage-la-Prairie—Pour payer la part de l'Etat dans les frais des trottoirs et de l'égout posés devant les édifices,
474 intérêt compris. 600 00

Winnipeg—Emplacement Elmwood, part de l'Etat dans les frais du trottoir en granolitique posé sur le côté est de la rue Strathcona, de l'Avenue Jasper à l'avenue Talbot. 166 97

Hôtel des douanes de Winnipeg (ancien hôtel des postes)—Réfections et améliorations. 4,000 00

Winnipeg—Salle d'exercices (nouvelle)—Crédit supplémentaire. . 50,000 00

Saskatchewan.

475 Weyburn, édifice public—Paiement aux autorités municipales de la part de l'Etat du coût de l'égout dans la 4me rue, intérêt compris. 124 01

Alberta.

476 Lethbridge—Nouvel édifice public—A voter de nouveau. 5,000 00

Colombie-Britannique.

Comox, édifice public à compléter—A voter de nouveau. 2,000 00

New-Westminster (ville)—Paiement de la part de l'Etat du coût du pavage de la rue McKenzie, entre les rues Clarkson et Car-
477 navon, en face de l'édifice des Pêcheries et des Affaires des Sauvages, intérêt compris. 875 00

New-Westminster, édifice public—Accessoires, etc.—A voter de nouveau. 9,000 00

LOYERS, RÉPARATIONS, MOBILIER, CHAUFFAGE, ETC.

Salaires des gardiens, mécaniciens, chauffeurs, etc.—Crédit supplémentaire. 30,000 00

478 Emplacement des nouveaux édifices administratifs à Ottawa—Paiement des taxes locales d'amélioration pour les trottoirs, pavages, égouts, etc. 10,875 44

PORTS ET RIVIÈRES.

Nouvelle-Ecosse.

Arisaig—Prolongement et améliorations au quai—Crédit supplémentaire. 700 00

Canning—Réparations au quai. 800 00

	Centreville (Trout-Cove)—Règlement entier et définitif de la réclamation de E. R. Reid au sujet de la construction du brise-lames	22,439 96
479	Kelly's-Cove—Réparations au brise-lames	1,500 00
	Kingsport—Réparations à la jetée	3,000 00
	Little-Anse—Réparations au brise-lames	600 00
	Middle-Country-Harbour—Réparations et améliorations au quai	650 00
	Mosher's-Bay—Brise-lames—Crédit supplémentaire	4,000 00
	Shag-Harbour—Réparations et améliorations au quai—A voter de nouveau	1,000 00

Nouveau-Brunswick.

	Lower-Caraquet—Réparations au quai	1,800 00
480	Quaco—Réparations au prolongement du brise-lames	4,500 00
	Stonehaven—Réparations au brise-lames—Crédit supplémentaire	1,500 00
	Upper-Caraquet—Réparations et reconstruction du quai	2,700 00

Ile-du-Prince-Edouard.

	Summerside—Réparations à un brise-lames	13,800 00
481	Havre de Tignish—Réparations à un brise-lames et travaux de protection de la grève—Crédit supplémentaire	1,000 00

Québec.

	Anse au Griffond—Réparations et améliorations à des jetées	750 00
	Batiscan—Quai—Crédit supplémentaire	8,000 00
	Cap de la Madeleine—Agrandissement du quai	6,300 00
	Champlain—Réparations au quai—Crédit supplémentaire	1,300 00
	Escoumains—Réparations au quai	5,000 00
482	Bassin de Gaspé—Réparations au quai	8,000 00
	Les Eboulements—Réparations au quai	1,900 00
	Maria—Réparations aux travaux de protection de la grève	1,600 00
	Ile de Newport—Réparations aux brise-lames	1,600 00
	Sainte-Adelaïde de Pabos—Réparations aux abords du brise-lames	1,500 00
	Sainte-Anne de Beaupré—Pour réparer le quai	19,000 00
	Saint-Irénée—Réparations au quai—Crédit supplémentaire	1,800 00
	Saint-Jean-Port-Joli—Réparations au quai	1,000 00

Ontario.

	Bayfield—Réparations aux jetées	3,000 00
	Lac de l'Elan—Améliorations et réparations du quai	800 00
	Hamilton—Améliorations au havre—A voter de nouveau, $90,000	250,000 00
483	Kingston—Améliorations au havre—Crédit supplémentaire	128,000 00
	Collège Royal Militaire de Kingston—Réparations aux quais	2,000 00
	Port-Elgin—Renouvellement du brise-lames	10,500 00
	Baie de la Providence—Réparations et renforcement du quai	3,200 00

Colombie-Britannique.

	Arrowhead—Quai—A voter de nouveau	15,000 00
	Rivière Campbell—Réparations au quai	5,100 00
484	Rivière Fraser—Améliorations au quai à Eburne—Crédit supplémentaire	100,000 00
	Massett—Réparations au quai sur la réserve indienne	4,700 00
	Queen Charlotte City—Réparations au quai	5,700 00
	Skidegate—Réparations au quai sur la réserve indienne	6,800 00

LIGNES TÉLÉPHONIQES ET TÉLÉGRAPHIQUES.

Nouvelle-Ecosse.

485 Lignes du Cap-Breton—Renouvellement des poteaux entre Ingonish et l'Anse-à-la-Viande (Meat Cove).. .. .. 3,300 00

Colombie-Britannique.

Alberni—Ligne télégraphique de Clayoquot—Edifice de bureaux à Clayoquot.. .. .. 2,500 00

486 Système téléphonique de la vallée d'Okanagan—Allocation de commisération à la veuve de P. Johnson, tué pendant qu'il était de service près de Midway, C.-B., le 29 octobre 1914.. .. .. .. 500 00

Système téléphonique de la vallée d'Okanagan—Réparations et améliorations.. .. .. 15,000 00

Lignes télégraphiques et téléphoniques de l'île Vancouver—Réparations et améliorations générales.. .. .. 4,000 00

DIVERS.

Commission des voies navigables limitrophes—Pour achever la détermination et la démarcation de la frontière internationale entre les Etats-Unis et le Canada, à partir de la rivière Pigeon jusqu'à Saint-Régis, ainsi que prescrit par l'article 4 du traité du

487 11 avril 1908, y compris les paiements autorisés à Wm J. Stewart, l'hydrographe en chef du département du Service Naval, en qualité de membre de la commission.. .. .. 1,000 00

Lac Winnipeg—Remorqueur d'inspection—Pour achever les remaniements—A voter de nouveau.. .. .. 3,000 00

XVI.—TRAVAUX PUBLICS—IMPUTABLE SUR LE CAPITAL.

PORTS ET RIVIÈRES.

Esquimalt—Cale sèche 250,000 00

Rivière-des-Français—Amélioration au chenal.. .. .. 450,000 00

Halifax—Cale sèche.. .. .. 250,000 00

Port-Arthur et Fort-William—Amélioration du port et de la rivière.. .. .. 1,200,000 00

Port de Québec—Cale sèche à Lauzon 700,000 00

123 Port de Québec—Quai en eau profonde à Lévis 34,200 00

Port de Québec—Améliorations 500,000 00

Port de Québec—Rivière Saint-Charles—Améliorations à la navigation 500,000 00

Port de Saint-Jean, N.-B.—Améliorations.. .. .. 1,500,000 00

Port de Vancouver, C.-B.—Améliorations.. .. .. 1,000,000 00

Port de Vancouver, C.-B.—Améliorations.. .. .. 1,000,000 00

Port de Victoria, C.-B.—Améliorations 1,400,000 00

XVII.—TRAVAUX PUBLICS—IMPUTABLE SUR LE REVENU.

EDIFICE PUBLICS.

Québec.

Beauport—Edifice public.. .. .. 20,000 00

Bedford—Edifice public.. .. .. 10,000 00

	Berthier—Nouvel édifice public	10,000 00
	Coaticook—Salle d'armes	21,000 00
	D'Israeli—Edifice public	10,000 00
	Edifices publics fédéraux—Améliorations, réparations, etc.	35,000 00
	East-Angus—Edifice public	30,000 00
	Gaspé—Edifice public	25,000 00
	Grand'Mère—Edifice public	20,000 00
	Grosse Isle, station de quarantaine—Améliorations et réparations aux bâtiments, installations, ameublement	15,000 00
	Grosse Ile, station de quarantaine—Nouveaux édifices	150,000 00
	Bureau de poste de Hull—Réparations à la clôture, nivellement et gazonnage du terrain, etc.	1,000 00
	Jeune-Lorette—Edifice public	10,000 00
	Joliette—Nouvel édifice public	20,000 00
	Jonquières—Edifice public	20,000 00
	Lévis—Dépôt d'armes et remise à canons	5,000 00
	Louiseville—Edifice public	5,000 00
	Maisonneuve—Station postale "M"—Montréal	72,000 00
	Matane—Edifice public	7,000 00
	Mont-Laurier—Edifice public	5,000 00
	Montréal—Bureau de poste—réparations au vieil édifice	38,000 00
	Montréal—Station postale "A", rue St-Jacques	160,000 00
	Montréal—Station postale "F", rues Notre-Dame et Richmond	18,000 00
	Montréal—Station postale "G", division St-Laurent, rues Prince-Arthur et Elgin	50,000 00
	Montréal—Station postale L", à Westmount	10,000 00
128	Montréal—Nouvelles casernes	100,000 00
	Montréal—Entrepôt de vérification	480,000 00
	Montréal—Nouvel édifice du Revenu de l'Intérieur	120,000 00
	Montréal—Nouveau dépôt d'artillerie	50,000 00
	Edifices publics fédéraux, Montréal — Améliorations, réparations, etc.	30,000 00
	Murray-Bay—Edifice public	22,000 00
	Salle d'exercices de Québec—Agrandissement	65,000 00
	Douane et entrepôt de vérification de Québec—Améliorations et modifications	8,000 00
	Bureau de poste de Québec—Agrandissement et modifications	200,000 00
	Québec—Cottages isolés pour maladies contagieuses et bâtiment de fumigation, etc., dans le parc Savard	18,000 00
	Québec—Pavillon des immigrants sur la jetée Louise, y compris étage supplémentaire devant être ajouté au bâtiment actuel pour des fins de détention	20,000 00
	Québec—Hôpital pour les immigrants dans le parc Savard—Réparations et améliorations	4,500 00
	Shawville—Edifice public	14,500 00
	Sherbrooke, édifice public—Allonge	10,000 00
	Stanstead-Plain—Edifice public	10,000 00
	Sainte-Agathe des Monts—Edifice public	25,000 00
	Sainte-Anne de Beaupré—Edifice public	10,000 00
	Saint-Gabriel de Brandon—Edifice public	7,000 00
	Saint-Jacques de l'Achigan—Edifice public	15,000 00
	Saint-Laurent—Edifice public	5,000 00
	Saint-Ours—Edifice public	15,000 00
	Saint-Romuald d'Etchemin—Bureau de poste	6,000 00

	Sainte-Thérèse—Edifice public	5,000 00
	Trois-Rivières—Nouvel édifice public	140,000 00
	Verdun—Edifice public	26,000 00
	Waterville—Edifice public	15,000 00
	Westmount—Salle d'exercices et dépôt d'armes	30,000 00

VI.—PENITENCIERS.

	Kingston	210,600 00
	Saint-Vincent-de-Paul	204,100 00
	Dorchester	108,800 00
	Manitoba	99,800 00
37	Colombie-Britannique	161,300 00
	Alberta	99,300 00
	Saskatchewan	91,500 00
	En général	4,300 00

GOUVERNEMENT CIVIL.

386 Ministère de la Justice, y compris la division des pénitenciers—
Dépense casuelle—
Crédit supplémentaire, y compris le paiement de $400 à Mlle Georgie Avery, pour services temporaires, du 1er octobre 1914 au 31 mars 1915 ..... 8,000 00

PENITENCIERS.

	Kingston—Crédit supplémentaire	15,000 00
	Saint-Vincent-de-Paul—Crédit supplémentaire, y compris une allocation de $200 à J. J. Kane, au lieu de frais de déménagement de Dorchester à Saint-Vincent-de-Paul	15,000 00
394	Dorchester—Crédit supplémentaire, y compris une allocation de $200 à J. P. Forster, au lieu de frais de déménagement de Saint-Vincent-de-Paul à Dorchester	10,000 00
	Manitoba—Crédit supplémentaire	10,000 00
	Colombie-Britannique—Crédit supplémentaire	15,000 00
	Alberta—Crédit supplémentaire	10,000 00
	Saskatchewan—Crédit supplémentaire	10,000 00

Les résolutions 140 à 155 inclusivement, 364, 365, 300, 411 à 417, inclusivement, 468 à 483, inclusivement, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

La résolution 484 étant lue,

M. Rogers propose,—Que le troisième item de la dite résolution soit amendé en substituant les mots " y compris " au mot " au ".

Et la question étant mise sur la dite proposition, elle est adoptée.

La résolution 484, telle qu'amendée, est lue la seconde fois et agréée.

Les résolutions 485, 486, 487, 123, 128, 37, 386 et 394, étant lues la seconde fois, sont agréées.

La Chambre se forme de nouveau en comité des Voies et Moyens.

(*En comité.*)

Les résolutions suivantes sont adoptées:—

1. Résolu,—Que pour faire face aux subsides accordés à Sa Majesté pour certaines dépenses du service public pour l'année fiscale expirée le 31 mars 1915, la somme d e$14,766,449.39 soit accordée à même le fonds consolidé du revenu du Canada.

2. Résolu,—Que pour faire face aux subsides accordés à Sa Majesté pour certaines dépenses du service public pour l'année fiscale expirant le 31 mars 1916, la somme de $156,496,333.73 soit accordée à même le fonds consolidé du revenu du Canada.

Résolutions à rapporter.

Les dites résolutions sont rapportées, lues la seconde fois et agréées,—le comité des Voies et Moyens devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

M. Rogers présente alors un Bill (No 123) Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes nécessaires pour subvenir aux dépenses du service public pour les exercices expirant respectivement le 31 mars 1915 et le 31 mars 1916,—lequel est lu pour la première et la seconde fois, délibéré en comité général, rapporté sans amendement, et remis, pour troisième lecture, à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre alors s'ajourne à 9.55 p.m., jusqu'à lundi prochain, à 11 a.m.

THOMAS SIMPSON SPROULE,
Orateur.

AVIS DE MOTIONS

M. *Middlebro*—Lundi prochain—Que le quatrième rapport du comité spécial auquel a été référé le rapport de la commission d'enquête sur les bottes fournies au ministère de la Milice et de la Défense soit adopté.

M. *Middlebro*—Lundi prochain—Que le cinquième rapport du comité spécial auquel a été référé le rapport de la commission d'enquête sur les bottes fournies au ministère de la Milice et de la Défense soit adopté.

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle.	Comité.	Heure.
	Lundi, 12 avril.	
211	Comptes publics.....	10 a.m.

No 47.

OTTAWA, SAMEDI, 10 AVRIL 1915.

5e Session, 12e Parlement, 5 George V, 1915

PROCÈS - VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

OTTAWA
Imprimé par J. DE L. TACHÉ
Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi
1915

No 48.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SEANCE DU LUNDI, 12 AVRIL 1915.

Onze heures a.m.

PRIÈRES.

M. Morphy, pour M. Middlebro, du comité des Comptes Publics, présente le quatrième rapport de ce comité, lequel est comme suit:—

Votre comité a pris en considération l'achat de jumelles pour les forces expéditionnaires du Canada, et il soumet à la Chambre la preuve faite devant lui, et les pièces qui s'y rattachent.

Il ressort de la preuve que nombre de ces jumelles étaient de qualité inférieure, de portée médiocre et peu utiles, en somme, mais qu'elles ont été approuvées après inspection et payées un prix excessif, par suite de fausses représentations et de négligence dans l'inspection. Votre comité recommande en conséquence à la Chambre que la dite preuve et tous les documents qui s'y rattachent soient référés au ministère de la Justice avec instruction d'établir des poursuites en restitution et de prendre toutes autres mesures qui seront nécessaires.

(*Pour la preuve, etc., voir appendice du Journal, No 3.*)

M. Morphy, pour M. Middlebro, du comité des Comptes Publics, présente le cinquième rapport de ce comité, lequel est comme suit:—

Les Documents de session, No 122 de la présente session du Parlement, et tous les autres documents qui s'y rattachent, savoir, copie de la correspondance échangée entre l'auditeur général et le ministère de la Milice et de la Défense et les autres ministères du gouvernement concernant les dépenses faites sous l'empire de la Loi des crédits de guerre, ayant été référés par la Chambre au comité des Comptes Publics, et ce comité en ayant fait l'examen, il croit devoir les retourner à la Chambre en même temps que tous les témoignages entendus au cours de cet examen.

De plus, le comité recommande que ces documents de session et tous les autres documents qui s'y rattachent, ainsi que les témoignages entendus soient imprimés comme appendice du journal, et aussi sous forme de livre bleu au nombre de mille (1000) exemplaires, et que la règle 74 soit suspendue à cet égard.

(Pour les témoignages, etc., accompagnant ce rapport, voir appendice du Journal, No 3.)

Avec le consentement de la Chambre,

M. White (Leeds) propose,—Que les mesures du gouvernement soient maintenant appelées.—Adopté.

Les mesures du gouvernement sont, en conséquence, appelées.

Le Bill (No 123) Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes nécessaires pour subvenir aux dépenses du service public pour les exercices expirant respectivement le 31 mars 1915 et le 31 mars 1916,—est lu la troisième fois et adopté.

M. Hughes (Victoria) présente,—Réponse à ordre du 15 février 1915,—Copie de toutes soumissions se rapportant à la fourniture de bois de service au ministère de la Milice pour les camps d'entraînement à Medicine-Hat et à Calgary, et copie des factures des matériaux fournis.

Aussi,—Réponse à ordre du 17 mars 1915,—Copie de toute correspondance et de tous rapports concernant l'achat de 25,000 pelles d'un modèle spécial, mentionnées dans le décret du conseil, No 2302, en date du 4 septembre 1914, à la page 38 du mémoire relatif aux opérations du ministère de la Milice et de la Défense, et aussi concernant tous nouveaux achats des dites pelles.

Aussi,—Réponse à ordre du 8 mars 1915,—Relevé faisant connaître,—

1. A combien de firmes ou de particuliers le gouvernement ou l'un ou l'autre de ses ministères, a donné des commandes de chemises de service, depuis le 1er juillet 1914;
2. Quels sont les noms de ces firmes;
3. Combien de chemises de service ont été commandées à chaque firme;
4. Combien chaque firme en a livrées jusqu'à ce jour;
5. Combien chaque firme doit encore en livrer; et
6. Quel prix chaque firme reçoit pour ces chemises de service.

Aussi,—Réponse à ordre du 8 mars 1915,—Etat indiquant,—

1. A combien de firmes ou de particuliers le gouvernement ou l'un ou l'autre de ses ministères, a donné des commandes de chemises d'hiver, depuis le 1er juillet 1914;
2. Quels sont les noms de ces firmes;
3. Combien de chemises d'hiver ont été commandées à chaque firme;
4. Combien chaque firme en a livrées jusqu'à ce jour;
5. Combien chaque firme doit encore en livrer;
6. Quel prix chaque firme reçoit pour ces chemises d'hiver.

Aussi,—Réponse à ordre du 15 mars 1915,—Etat donnant les noms des personnes qui ont acheté les chevaux vendus à l'enchère à Valcartier, et le prix payé pour chaque cheval.

Et aussi,—Réponse à ordre du 24 février 1915,—Sommaire faisant connaître si le gouvernement a, à une date quelconque, loué à la ville de Shelburne, N.-E., un terrain connu sous le nom de propriétés des casernes, et situé près de cette ville, et, s'il en est ainsi, quels sont la date, le prix de location et la durée du bail; si ce bail est encore en vigueur; si le gouvernement a vendu une partie du bois debout se trouvant sur ce terrain, et, s'il en est ainsi, quand, à qui et à quel prix ce bois a été vendu; quel délai a été fixé à l'acquéreur pour débarrasser le terrain du bois ainsi acheté; quelle est la moindre dimension à la souche de ce bois; si le gouvernement a, à quelque époque que ce soit, fait faire une inspection suffisante par un inspecteur de bois de coupe compétent, et, s'il en est ainsi, qui a fait cette inspection, et quand elle a été faite; si on a annoncé publiquement la vente du bois marchand qui se trouvait sur cette propriété, et si on a demandé des soumissions; si on a donné aux autres personnes qui auraient pu désirer se porter acquéreurs de ce bois la moindre occasion favorable de le faire; si on a reçu d'autres offres; si, avant la vente, on a donné avis à la ville de Shelburne, et, dans l'affirmative, à quelle date; quelle quantité de bois marchand le gouvernement comptait se trouver sur ce lopin de terre; quelles mesures le gouvernement se propose de prendre en vue de s'assurer de la quantité de bois abattu sur cette propriété; si le gouvernement sait que du bois est actuellement abattu sur cette propriété par une personne ou firme qui coupe du bois marchand sur une propriété privée contiguë à ce lopin de terre; quelles mesures sont prises par le gouvernement afin de s'assurer que le bois abattu sur le lopin de terre en question soit séparé du bois abattu sur la propriété contiguë, afin de pouvoir connaître exactement les quantité et mesure du premier de ces bois, et si le gouvernement produira une copie de toute la correspondance, des rapports des inspecteurs de bois de coupe et des contrats en rapport avec la vente de ce bois.

Sur motion de M. Morphy, le cinquième rapport du comité des Comptes Publics est adopté.

M. Middlebro propose,—Que le rapport A du quatrième rapport du comité spécial, auquel a été référée l'enquête concernant les chaussures fournies au ministère de la Milice et de la Défense, soit maintenant adopté.

M. Murphy propose, comme amendement,—Que le dit rapport ne soit pas maintenant adopté, mais que le rapport B soit accepté en son lieu et place. (Pour le dit rapport B, voir supplément des Procès-Verbaux de vendredi, le 9 courant.)

MARDI, 13 avril 1915.

Et la question étant mise sur l'amendement,—il est rejeté, sur division.
La motion principale est alors adoptée, sur division.

Sur motion de M. Middlebro, le cinquième rapport du comité spécial, auquel a été référée l'enquête concernant les chaussures fournies au ministère de la Milice et de la Défense, est adoptée.

Un message est reçu du Sénat adoptant les bills suivants sans amendement:—
Bill (No 122) Loi modifiant la Loi des Liquidations.
Bill (No 119) Loi portant modification de la Loi du chemin de fer National Transcontinental.
Bill (No 110) Loi portant modification de la Loi des Elections fédérales.
Bill (No 109) Loi portant modification de la Loi des Elections fédérales contestées.

Aussi,—Un message adoptant les amendements faits par la Chambre des Communes au Bill S (No 112) du Sénat, intitulé: " Loi amendant la Loi des Grains ", avec certains amendements, lesquels sont comme suit:—

DANS LES AMENDEMENTS.

Page 2, ligne 16.—Après " d'élévateurs " insérer " et ".

Page 2, ligne 17.—Retrancher les mots " et les expéditeurs ".

Page 3, ligne 7.—Après " compétents " ajouter " en faisant cette détermination, il doit être exactement tenu compte des excédents, s'il s'en trouve, de grain en la possession de l'une quelconque des parties concernées ".

Pag 3, ligne 19.—Après " d'élévateurs " insérer " et "; et retrancher dans les lignes 20 et 21 " et des expéditeurs ".

La Chambre alors s'ajourne à 12.35 a.m., jusqu'à 11 a.m., ce jour.

THOMAS SIMPSON SPROULE,
Orateur.

No 48.

OTTAWA, LUNDI, 12 AVRIL 1915.

5e Session, 12e Parlement, 5 George V, 1915

PROCÈS-VERBAUX
DE LA
CHAMBRE DES COMMUNES

OTTAWA
IMPRIMÉ PAR J. DE L. TACHÉ
Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi
1915

No 49.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SEANCE DU MARDI, 13 AVRIL 1915.

Onze heures a.m.

PRIÈRES.

M. Casgrain présente,—Réponse à adresse du 11 février 1915,—Copie de tous télégrammes, correspondance, décrets du conseil, requêtes et tous autres documents, en rapport avec le renvoi d'office d'Edward N. Higginbotham, maître de poste à Lethbridge, Alta.

Aussi,—Réponse à ordre du 10 mars 1915,—Copie de toutes correspondances, requêtes et autres documents se rapportant à la destitution de Emile Cyr, comme maître de poste de Saint-Hermas, comté des Deux-Montagnes.

Et aussi,—Réponse à ordre du 7 avril 1915,—Etat indiquant,—

1. Quels sont les courriers pour la malle rurale dans le comté de Chicoutimi et Saguenay;

2. Quels sont les salaires de chacun des dits courriers et le trajet qu'ils ont à parcourir;

3. Quels sont les courriers de malle rurale pour la paroisse de Saint-Prime et pour la paroisse de Saint-Louis de Metabetchouan, et leur salaire respectif.

M. Cochrane présente,—Réponse à ordre du 29 mars 1915,—Copie de tous documents, lettres, télégrammes, rapports, etc., se rapportant à la réclamation de Télesphore Paradis, de la ville de Lévis, et résultant de l'incendie de ses quais et moulins qui aurait été allumé par une locomotive de l'Intercolonial.

M. Coderre présente,—Réponse à ordre du 8 avril 1915,—Etat indiquant,—

1. Le nombre d'employés en rapport avec l'administration des postes à Trois-Rivières, le 21 septembre 1911, et le montant des salaires payés par an, à cette date, pour ce service;

2. Le nombre d'employés en rapport avec l'administration des postes à Trois-Rivières, à cette date, et le montant des salaires payés par an pour ce service;

3. Le nombre d'employés au département des Douanes, pour le district de Trois-Rivières, le 21 septembre 1911, et le montant des salaires payés par an pour ce service;

4. Le nombre d'employés au département des Douanes, pour le district de Trois-Rivières, à cette date, et le montant des salaires actuellement payés par an pour ce service;

5. Le nombre d'employés au département du Revenu de l'Intérieur, pour le district de Trois-Rivières, le 21 septembre 1911, et le montant des salaires payés par an pour ce service;

6. Le nombre d'employés, à cette date, au département du Revenu de l'Intérieur, pour le district de Trois-Rivières, et le montant des salaires payés par an pour ce service;

7. Le nombre d'employés et le montant de salaires payés pour les travaux du Saint-Maurice, dans le comté de Champlain, en l'année 1911-1912;

8. Le nombre d'employés et le montant de salaires payés par an, pour les travaux sur le Saint-Maurice, dans le comté de Champlain, depuis 1911-1912;

9. Si les employés du gouvernement dont les noms suivent ont eu congé les 26 et 27 novembre 1914, et les 4 et 5 janvier 1915: Wildé Lavallé, Pierre Thivierge, Joseph Paquin, père, Joseph Paquin, fils, Athanase Gélinas, commis; et, dans ce cas, à la demande de qui et pour quelles raisons;

10. Si ces journées ont été retranchées du salaire de ces employés.

M. Hazen présente,—Réponse à ordre du 4 mars 1915,—Copie de tous les documents se rapportant au transfert, de Flat-Lands à New-Mills, N.-B., du vivier à saumon; aussi, de tous les rapports au sujet du maintien de ce vivier, avec un état détaillé des déboursés et frais encourus par ce transport, par l'installation et le maintien du nouveau vivier.

Aussi,—Réponse à adresse du 3 février 1913,—Copie de tous arrêtés du conseil, lettres, télégrammes, rapports, pétitions et autres papiers et documents dans le département de la Marine et des Pêcheries ou tout autre département du gouvernement concernant l'octroi de licences pour la mise en conserve du homard et datées du 1er janvier 1912 jusqu'au 25 janvier 1913.

M. Coderre dépose sur la Table de la Chambre,—Rapport de Thomas R. Ferguson, C.R., commissaire chargé de faire une enquête sur toutes les matières relatives, ou se rattachant à la demande (même si cette demande n'a pas été accordée, ou est encore en instance) d'achat, de location, de concession, d'échange ou autre aliénation de quelque nature que ce soit, depuis le premier jour de juillet 1896, des

(*a*) Terres fédérales;

(*b*) Terres à bois et à mines, droits et privilèges miniers, y compris terres et concessions minières de houille, de pétrole et de gaz, terrains et terres affectés à l'irrigation, et coupe de bois sur les terres de l'Etat;

(*c*) Forces et privilèges hydrauliques;

(*d*) Terres et réserves des sauvages;

sous l'autorité directe ou présumée des Lois des Terres fédérales et de la Loi de l'irrigation, ou d'autres lois du Parlement du Canada,—et sur les actes de toute personne ou corps incorporé par rapport aux matières ci-dessus mentionnées.

Rapport et témoignages dans l'affaire connue sous la désignation de: " Concessions forestières 550½ et 528, Howard Douglas, R. E. A. Leech, D. J. McDonald et autres ".

Rapport et témoignages dans l'affaire connue sous la désignation de: " La *Kananaskis Coal Company, Limited,* Howard Douglas, George E. Hunter, Walter Garrett et autres ".

Rapport et témoignages dans l'affaire connue sous la désignation de: " Réserve des Gens-du-Sang et Frank Pedley ".

Rapport et preuve dans l'affaire connue sous la désignation de *Southern Alberta Land Co., Ltd.,* et *Grand Forks Cattle Co.,* J. D. McGregor, Arthur Hitchcock et autres.

Rapport et preuve dans l'affaire connue sous la désignation de *The Bulletin Company, Ltd.,* l'honorable Frank Oliver et la *Grand Trunk Pacific Railway Co.*

Rapport et preuve dans l'affaire connue sous la désignation de *Aylewin Irrigation Tract,* E. A. Robert, et J. D. McGregor.

Rapport et preuve dans l'affaire connue sous la désignation de *Timber Berths 1107 et 1108,* W. H. Nolan, A. W. Fraser et J. G. Turriff.

Rapport et preuve dans l'affaire connue sous la désignation de *Grazing ranch No 2422,* J. G. Turriff, A. J. Adamson et J. T. McGregor.

Rapport et preuve dans l'affaire connue sous la désignation de *Craven Dam,* Walter Scott, lieutenant gouverneur Brown et J. G. Turriff.

Sir Robert Borden dépose sur la Table de la Chambre,—Copie certifiées des rapports du comité du Conseil Privé, Nos 1109 et 1589, approuvés par Son Excellence l'Administrateur les 10 mai 1913 et 27 juin 1913, respectivement, *re* nomination de Thomas R. Ferguson, C.R., comme commissaire chargé de faire une enquête et rapport sur tout ce qui concerne l'aliénation, qu'elle qu'en soit la nature, depuis le premier jour de juillet 1896, des

(*a*) Terres fédérales;

(*b*) Terres à bois et à mines, droits et privilèges miniers, y compris terres et concessions minières de houille, de pétrole et de gaz, terrains et terres affectés à l'irrigation, et coupe de bois sur les terres de l'Etat;

(*c*) Forces et privilèges hydrauliques;

(*d*) Terres et réserves des sauvages.

Le Bill (No 111) Loi permettant aux Canadiens en service militaire actif dans la présente guerre d'exercer leur cens électoral,—est de nouveau délibéré en comité général;

MERCREDI, 14 avril 1915.

Et sur nouveau rapport de progrès, le comité obtient l'autorisation de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Un message est reçu du Sénat adoptant, sans modification, le bill suivant:—

Bill (No 123) Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public des exercices financiers expirant respectivement le 31 mars 1915 et le 31 mars 1916.

La Chambre s'ajourne alors à 1.13 a.m., jusqu'à 11 a.m., ce jour.

THOMAS SIMPSON SPROULE,
Orateur.

AVIS DE MOTIONS

M. *Lachance*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Monsieur Georges Audet a-t-il été destitué comme gardien de la bâtisse d'émigration à Roberval? Si oui, à quelle date? Pour quelle raison? Quelles étaient ses fonctions? Quel était son salaire?

2. A-t-il été remplacé? Si oui, par qui? A quelle date? Quelles sont les fonctions de son successeur? Quel est son salaire?

M. *Lachance*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Monsieur Ernest Roy a-t-il été destitué comme gardien de la bâtisse d'émigration à Péribonka? Si oui, à quelle date? Pour quelle raison? Quelles étaient ses fonctions? Quel était son salaire?

2. A-t-il été remplacé? Si oui, par qui? A quelle date? Quelles sont les fonctions de son successeur? Quel est son salaire?

No 49.

OTTAWA, MARDI, 13 AVRIL 1915.

5e Session, 12e Parlement, 5 Georg. V. 1915

PROCÈS-VERBAUX
DE LA
CHAMBRE DES COMMUNES

OTTAWA
Imprimé par J. DE L. TACHÉ
Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi
1915

No 50.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SEANCE DU MERCREDI, 14 AVRIL 1915.

Onze heures a.m.

PRIÈRES.

M. Coderre présente,—Réponse à ordre du 11 mars 1915,—Copie de tous documents, lettres, télégrammes, accusations, correspondance, etc., se rapportant à la destitution de Joseph Day, à Little-Bras-d'Or, dans les comté de Cap-Breton-Nord et Victoria; témoignages entendus et rapports de l'enquête tenue par M. H. B. Duchemin en cette matière, et état détaillé des dépenses de cette enquête.

L'ordre de la Chambre qui suit est voté en vertu du paragraphe 4 de la règle 37:—

Par M. Proulx:—Ordre de la Chambre,—Relevé faisant connaître,—

1. Quelle somme, depuis les premiers jours de décembre 1907, a été payée par le ministère de la Justice au juge senior des comtés unis de Prescott et Russell pour frais de voyage et de déplacement par rapport aux audiences en Chambre qu'il a tenues à Ottawa;

2. Où ce juge a résidé depuis la date précitée;

3. Quel est le lieu actuel de résidence de ce juge;

4. Si c'est la coutume du ministère de la Justice de payer des frais de voyage et de déplacement aux juges qui tiennent des audiences à l'endroit où ils résident.

Les amendements faits par le Sénat aux modifications apportées par la Chambre des Communes au Bill S (No 112) du Sénat, intitulé: "Loi amendant la Loi des grains", —sont examinés et agréés.

Le Bill (No 111) Loi permettant aux Canadiens en service militaire actif dans la présente guerre d'exercer leur cens électoral,—est de nouveau délibéré en comité général, rapporté avec des amendements, et délibéré tel qu'amendé.

M. Doherty propose,—Que le dit bill soit lu la troisième fois maintenant.

M. Pugsley propose, comme amendement,—Que le bill ne soit pas lu la troisième fois maintenant, mais qu'il soit renvoyé au comité général de la Chambre avec mandat et pouvoir de le modifier en retranchant l'article 2 et en le remplaçant par le suivant:—

"2. Le Gouverneur en conseil nommera deux commissaires chargés de l'application des dispositions de cette loi, dont un sera nommé par le premier ministre et un par le chef de l'opposition, dans les dix jours qui en suivront l'adoption. Et si, soit le premier ministre, soit le chef de l'opposition, ne font pas les nominations ci-dessus, le Gouverneur en conseil nommera le commissaire que l'une ou l'autre des parties ci-dessus désignées n'aurait pas ainsi nommé. Les dits commissaires ainsi nommés en nommeront un troisième dans les dix jours qui suivront l'avis à eux donné par le Gouverneur en conseil de leur nomination. Advenant désaccord de leur part quant à la nomination du dit troisième commissaire, ce troisième commissaire sera nommé, à la réquisition de l'un ou l'autre, ou des deux dits commissaires, par le juge en chef de la Cour Suprême du Canada. En cas de décès, de démission ou de refus d'agir, en aucun temps, de l'un ou l'autre de ces commissaires, la vacance sera remplie en la manière ci-dessus prescrite pour la nomination du dit commissaire ainsi décédé, démissionnaire, ou refusant d'agir. La majorité des commissaires constituera un quorum, et leur décision auront la même légalité et validité que les décisions conjointes des trois commissaires.

"Les dits commissaires auront le pouvoir, et ils seront tenus de temps à autre d'édicter tous les règlements nécessaires quant au mode de recueillir les votes, de marquer les bulletins, de recevoir les affidavit des votants et de les transmettre au greffier de la Couronne en chancellerie, et quant à toute la procédure à suivre à cet égard, de manière à pourvoir, autant que possible, à ce que toutes les personnes ayant droit de vote en vertu de cette loi aient la facilité voulue de voter. Ces règlements seront sujets à l'approbation du Gouverneur en conseil. Une fois approuvés, ils auront même valeur que s'ils formaient partie de cette loi.

"Il sera loisible aux commissaires de nommer les personnes qui devront agir comme scrutateurs ou aider de quelque manière que ce soit à l'application des dits règlements, selon ce que les commissaires jugeront nécessaire de temps à autre".

Et l'amendement étant mis aux voix, il est rejeté, sur division.

Et la motion principale étant de nouveau mise aux voix;

M. Lemieux propose, comme amendement,—Que le bill ne soit pas lu la troisième fois maintenant, mais qu'il soit référé de nouveau au comité général de la Chambre, avec mandat et pouvoir de le modifier en ajoutant à l'article 2 le paragraphe 11 suivant:—

"11. Aucune action ne sera prise sous l'empire des dispositions précédentes de cet article avant qu'elles aient été soumises au ministre de la guerre du Royaume-Uni et en aient reçu l'approbation".

Et le dit amendement étant mis aux voix, il est rejeté, sur division.

Et la motion principale étant de nouveau mise aux voix;

M. Marcil propose, comme amendement,—Que le bill ne soit pas lu la troisième fois maintenant, mais qu'il soit renvoyé au comité général de la Chambre avec mandat et pouvoir de le modifier en retranchant les mots " vingt et un ", première et deuxième lignes de l'article un et en les remplaçant par les mots " dix-huit ".

Et l'amendement étant mis aux voix, il est rejeté, sur division.

Et la motion principale étant mise aux voix, elle est agréée.

Le dit bill est en conséquence lu la troisième fois (titre changé en celui de " Loi permettant aux soldats canadiens en service militaire actif durant la présente guerre d'exercer leur droit de vote ") et adopté.

Avec la permission de la Chambre,
Sir Robert Borden propose,—Que les motions soient appelées à 8 p.m., ce jour.—Adopté.

M. Oliver ayant demandé, de son siège en Chambre, permission de proposer l'ajournement de la Chambre dans le but de discuter une question d'une importance publique urgente, et ayant déclaré que le sujet de la discussion est:—

" Le rapport de T. R. Ferguson concernant certaines matières relevant du ministère de l'Intérieur."

Il remet alors à M. l'Orateur une déclaration écrite au sujet de la discussion projetée, et M. l'Orateur ayant lu la déclaration à la Chambre, pose la question: " Le député est-il autorisé à parler? "

Et nulle objection n'étant faite, M. l'Orateur, en conséquence, dit au député de proposer sa motion.

M. Oliver propose alors,—Que la Chambre s'ajourne maintenant.

Après débat, la dite motion étant mise aux voix,—elle est rejetée.

M. l'Orateur donne à la Chambre lecture de la lettre suivante qui lui a été adressée:—

BUREAU DU SECRÉTAIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL, CANADA,
OTTAWA, 14 avril 1915.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de vous informer que Son Altesse Royale le Gouverneur général se rendra à la salle des séances du Sénat, pour proroger la présente session du Parlement, jeudi, le 15 avril, à 4 p.m.

J'ai l'honneur d'être, monsieur,
Votre obéissant serviteur,
E. A. STANTON, Lieut.-colonel,
Secrétaire du Gouverneur général.

A l'honorable Orateur
de la Chambre des Communes.

Sir Robert Borden dépose sur la Table de la Chambre,—Rapport de R. A. Pringle, C.R., commissaire nommé pour s'enquérir des accusations de corruption et de fraude dans le cas de contrats pour la construction de certaines salles d'exercices dans la province de l'Ontario, ainsi que la preuve faite à la dite enquête.

La Chambre alors s'ajourne à 12.35 a.m., jusqu'à 11 a.m., ce jour.

THOMAS SIMPSON SPROULE,
Orateur.

AVIS DE MOTION

M. *Loggie*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il reçu de l'association dite *Women's Christian Temperance Union* une lettre ou circulaire protestant contre le gaspillage considérable de bon grain que l'on convertit en liqueurs enivrantes?

2. S'il en est ainsi, le gouvernement a-t-il l'intention de prendre des mesures propres à empêcher ce qui semble être pis qu'un gaspillage de ce grain, et de faire en sorte que ce grain soit, au contraire, employé pour fins d'alimentation?

No 50.

OTTAWA, MERCREDI, 14 AVRIL 1915.

5e Session, 12e Parlement, 5 George V, 1915

PROCÈS-VERBAUX
DE LA
CHAMBRE DES COMMUNES

OTTAWA
Imprimé par J. DE L. TACHÉ
Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi
1915

No 51.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SEANCE DU JEUDI, 15 AVRIL 1915.

Onze heures a.m.

PRIÈRES.

M. Morphy, pour M. Middlebro, du comité des Comptes Publics, présente le sixième rapport de ce comité, lequel est comme suit:—

Votre comité a examiné la question de l'achat de chevaux pour le ministère de la Milice dans la province de la Nouvelle-Ecosse, et transmet à la Chambre les témoignages entendus et les documents qui ont trait à cette affaire.

Votre comité est d'avis que les témoignages entendus touchant l'achat de chevaux dans la Nouvelle-Ecosse mettent au jour des circonstances d'une nature si peu satisfaisantes qu'il est nécessaire de pousser l'enquête plus loin et de prendre des mesures ultérieures. Il recommande que ces témoignages et tous les documents relatifs à cette question soient référées au ministère de la Justice avec instruction de faire cette enquête et d'intenter les poursuites et d'avoir recours aux mesures jugées nécessaires en vue de protéger l'intérêt public.

Votre comité recommande de plus qu'une enquête ultérieure devrait être faite par le gouvernement quant aux irrégularités qui ont pu être commises dans toute autre province du Canada, lorsque telle mesure sera autorisée et légitimée par les témoignages ou informations provenant de personnes dignes de foi.

(*Pour la preuve, etc., accompagnant ce rapport, voir l'appendice du Journal, No 3.*)

M. Morphy, pour M. Middlebro, du comtié des Comptes Publics, présente le septième rapport de ce comité, lequel est comme suit:—

Vu la preuve faite au cours de son enquête sur les questions qui lui ont été référées par la Chambre, votre comité désire attirer l'attention de la Chambre sur la nécessité d'inaugurer un service d'achat, d'inspection et de vérification de nature à protéger le pays d'une manière efficace contre les irrégularités et les fraudes.

M. Morphy propose,—Que les troisième, quatrième, sixième et septième rapports du comité des Comptes Publics, soient maintenant adoptés.

Et la question étant mise sur la dite proposition,—elle est adoptée.

Les dits rapports sont, en conséquence, adoptés.

M. Hughes (Victoria) présente,—Réponse à ordre du 1er mars 1915,—

1. Relevé complet et description de tous les terrains dont le gouvernement a pris possession pour le camp de Valcartier;
2. Copie de tous les titres du gouvernement en ce qui concerne ces terrains, soit par voie d'expropriation, d'achat, ou autrement;
3. Relevé détaillé de toutes les sommes réclamées et non encore soldées, soit pour terrains, soit pour dommages;
4. Relevé détaillé de toutes les sommes payées soit pour terrains, soit pour dommages.

L'ordre de la Chambre qui suit est voté en vertu du paragraphe 4 de la règle 37:—

Par M. Bureau:—Ordre de la Chambre,—Etat faisant connaître,—

1. Les noms des hommes employés par le ministère des Travaux Publics à la station de Shawinigan, sur la rivière Saint-Maurice, au cours du mois de décembre 1913, et de celui de janvier 1914;
2. La somme payée à chacun de ces hommes pour leur emploi pendant ces deux mois.

Un message est reçu du Sénat, agréant le Bill (No 111) Loi permettant aux soldats canadiens en service militaire actif durant la présente guerre d'exercer leur droit de vote, avec des amendements, comme suit:—

Page 4, ligne 51.—Après la clause 3, ajouter les suivantes comme clauses A et B:—

Clause A.

"Le Gouverneur en conseil doit nommer six scrutateurs, dont trois seront ainsi nommés d'après la recommandation du premier ministre et trois d'après la recommandation du chef de l'opposition. Un scrutateur de chacun de ces deux groupes pourra être présent à la distribution des bulletins de vote et des enveloppes, à la prestation des affidavit, à l'inscription des suffrages sur les bulletins, au cachetage des enveloppes et à la mise à la poste de ces enveloppes, et il pourra exercer, personnellement ou par l'entremise de représentants régulièrement autorisés, tous les droits que les candidats ou leurs représentants peuvent exercer à un bureau de votation en vertu de la *Loi des Elections fédérales*. Les officiers du régiment appelés à recueillir les votes comme susdit devront donner par écrit aux dits scrutateurs un avis de huit jours au moins spécifiant la date à laquelle et l'endroit où seront recueillis les votes des dits volontaires; si les officiers du régiment se trouvent en Grande-Bretagne, cet avis doit être adressé à ces scrutateurs aux soins du secrétaire du Haut Commissaire du Canada à Londres, et aux soins du Commissaire du Canada à Paris, si les officiers du régiment en question se trouvent en France, en Belgique ou en Allemagne."

Clause B.

" Il ne devra pas être pris de mesures sous le régime des articles 2 à 4, tous deux compris, de la présente loi tant qu'une déclaration n'aura pas été obtenue du Secrétaire d'Etat au département de la Guerre en Grande-Bretagne à l'effet que les dits volontaires pourront donner leur vote franc et complet sans nuire à la discipline militaire ou à l'efficacité des opérations, ni tant que cette déclaration n'aura pas été régulièrement publiée dans la *Gazette du Canada.*"

Page 6, ligne 33.—Après " opposition ", insérer " autorisés par le premier ministre et par le chef de l'opposition respectivement (dans la Chambre des Communes) ".

Sur motion de M. Doherty, les dits amendements sont pris immédiatement en considération.

Les dits amendements ayant été pris en délibération;

Sur motion de M. Doherty, il est résolu,—Qu'un message soit envoyé au Sénat informant Leurs Honneurs que cette Chambre n'agrée pas les amendements faits par Leurs Honneurs au Bill (No 111) Loi permettant aux soldats canadiens en service militaire actif durant la présente guerre d'exercer leur droit de vote, et que cette Chambre propose de leur substituer les modifications suivantes en amendant le dit bill comme suit:—

Page 4, ligne 50.—Après l'article 3 insérer l'article suivant:—

" 3A. Le Gouverneur en conseil doit nommer six scrutateurs, dont trois seront ainsi nommés d'après la recommandation du premier ministre et trois d'après la recommandation du chef de l'opposition. Un scrutateur de chacun de ces geux groupes pourra être présent à la prestation des affidavit, à l'inscription des suffrages, sur les bulletins, au cachetage des enveloppes et à la mise à la poste de ces enveloppes, et il pourra exercer, personnellement ou par l'entremise de représentants régulièrement autorisés, tous les droits que les candidats ou leurs représentants peuvent exercer à un bureau de votation en vertu de la *Loi des Elections fédérales.* Les frais réels de voyage et de subsistance de ces scrutateurs à un taux que fixe le Gouverneur en conseil peuvent être payés à même le Fonds du revenu consolidé, et il doit leur être donné des facilités pour l'accomplissement de leurs fonctions. Les dits scrutateurs peuvent nommer tel nombre de sous-scrutateurs qui peut être nécessaire et ces derniers ont les pouvoirs et sont autorisés à exercer les pouvoirs ci-dessus conférés aux dits scrutateurs."

Page 2, ligne 11.—Après le mot " votes " insérer les mots suivants: " et en outre de l'avis général un avis spécial à toute personne dont la nomination à titre de sous-scrutateur sous le régime des dispositions ci-après établies, lui a été signifié, et doit permettre à tout scrutateur ou sous-scrutateur ainsi nommé d'être présent aux dites procédures, et en l'absence de tout pareil scrutateur ou sous-scrutateur de la part de l'un ou l'autre parti ".

Page 2, ligne 20.—Après le paragraphe 2 insérer le paragraphe suivant:—

" 2A. Les articles deux et trois de la présente loi ne doivent pas entrer en vigueur avant qu'une proclamation de Sa Majesté en conseil les déclarant en vigueur ait été publiée dans la *Gazette du Canada.*"

Un message est reçu du Sénat informant cette Chambre que le Sénat n'insiste pas sur ses amendements au Bill (No 111) Loi permettant aux soldats canadiens en service militaire actif durant la présente guerre d'exercer leur droit de vote, mais qu'il agrée les amendements faits par la Chambre des Communes au dit bill, sans modification.

Un message est reçu de Son Altesse Royale le Gouverneur général désirant la présence immédiate de la Chambre des Communes dans la salle des séances du Sénat.

En conséquence, M. l'Orateur s'y rend avec la Chambre.

Alors l'honorable Orateur de la Chambre des Communes adresse la parole à Son Altesse Royale le Gouverneur général comme suit:—

" QU'IL PLAISE À VOTRE ALTESSE ROYALE:

" Les Communes du Canada ont voté certains subsides nécessaires pour permettre au gouvernement de faire face aux dépenses du service public.

" Au nom des Communes, je présente à Votre Altesse Royale les bills suivants:—

" Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public des exercices financiers expirant respectivement le 31 mars 1915 et le 31 mars 1916.

" Loi ayant pour objet d'accorder de l'aide à Sa Majesté pour la défense militaire et navale,—que je prie humblement Votre Altesse Royale de sanctionner."

A ces bills la sanction royale est donnée par le greffier du Sénat, par ordre de Son Altesse Royale dans les termes suivants:—

" Au nom de Sa Majesté, Son Altesse Royale le Gouverneur général remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ces bills."

Alors il plaît à Son Altesse Royale le Gouverneur général de donner aux bills suivants la sanction royale:—

Loi concernant un brevet de *John Millen and Son, Limited.*
Loi concernant le grain de semence, le fourrage et autres secours.
Loi modifiant la Loi minière du Yukon.
Loi modifiant la Loi du poinçonnage de l'or et de l'argent, 1913.
Loi pour faire droit à Edith Marguerita Lyons.
Loi modifiant la Loi du Revenu de l'Intérieur.
Loi modifiant la Loi des chemins de fer de l'Etat et portant autorisation d'acheter certains chemins de fer.
Loi modifiant le Code criminel.
Loi pour faire droit à Cecil Howard Lambert.
Loi modifiant la Loi de la Députation, 1914.
Loi modifiant la Loi des Falsifications.
Loi modifiant la Loi des Liquidations.
Loi portant modification de la Loi du chemin de fer National Transcontinental.
Loi portant modification de la Loi des Elections fédérales.
Loi portant modification de la Loi des Elections fédérales contestées.
Loi modifiant la Loi des grains du Canada.
Loi permettant aux soldats canadiens en service militaire actif durant la présente guerre d'exercer leur droit de vote.

Après quoi il plaît à Son Altesse Royale le Gouverneur général de clore la CINQUIÈME SESSION DU DOUZIÈME PARLEMENT par le discours suivant:—

Honorables Messieurs du Sénat:
Messieurs de la Chambre des Communes:

En mettant fin, pour le présent, à vos travaux ardus, je désire vous remercier du soin et du zèle que vous avez apportés à les mener à bonne fin, et surtout des mesures opportunes et efficaces que vous avez prises pour assurer, avec le Royaum-Uni et les autrs possessions de Sa Majesté, la participation nécessaire du pays à la terrible guerre dans laquelle notre Empire a été forcé de s'engager. Je souhaite ardemment, et je désire fermement, que l'aide qui a été ainsi donnée avec promptitude et générosité, contribuera, dans une large mesure, au succès complet et certain des armées alliées, succès qui peut seul procurer une paix honorable et durable.

A mesure que cette grande lutte avance, il n'y a aucune diminution dans l'ardeur et la détermination intenses du peuple canadien à concerter ses efforts avec ceux de

toutes les possessions britanniques pour assurer le maintien de notre Empire dans toute son intégrité et la conservation de ses institutions et de ses libertés. De l'Atlantique au Pacifique la superbe réponse à l'appel pour des soldats a été à la hauteur de l'attente.

D'accord avec tout le peuple du Canada, j'ai été fier d'apprendre que les soldats canadiens avaient montré sur le champ de bataille une bravoure et une efficacité éclatantes, et qu'ils avaient fait preuve d'une grande vaillance en combattant à côté des meilleures troupes de l'Empire.

Messieurs de la Chambre des Communes:

Au nom de Sa Majesté, je vous remercie des généreux crédits que vous avez votés pour faire face aux affaires du pays et aux nécessités de la guerre au milieu du difficile état de choses qu'elle a entraîné.

Honorables Messieurs du Sénat:
Messieurs de la Chambre des Communes:

Je vous dis maintenant adieu, avec le profond espoir que la terrible lutte dans laquelle l'Empire est engagé arrivera bientôt à un dénouement favorable, et avec la ferme conviction que notre pays reprendra, sans encombre, avec la bénédiction de la divine Providence, cette carrière de progrès signalés et d'abondante prospérité que la destinée lui réserve.

L'Orateur du Sénat alors dit:

C'est le plaisir de Son Altesse Royale le Gouverneur général, que ce Parlement soit prorogé jusqu'à mardi, le 25me jour de mai prochain pour être tenu en ce lieu, et ce Parlement est, en conséquence, prorogé jusqu'à mardi, le 25me jour de mai prochain.

THOMAS SIMPSON SPROULE,
Orateur.

No 51.

OTTAWA, JUIDI, 15 AVRIL 1915.

5e Session, 12e Parlement, 5 George V, 1915

PROCÈS - VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

OTTAWA
Imprimé par J. DE L. TACHÉ
Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi
1915